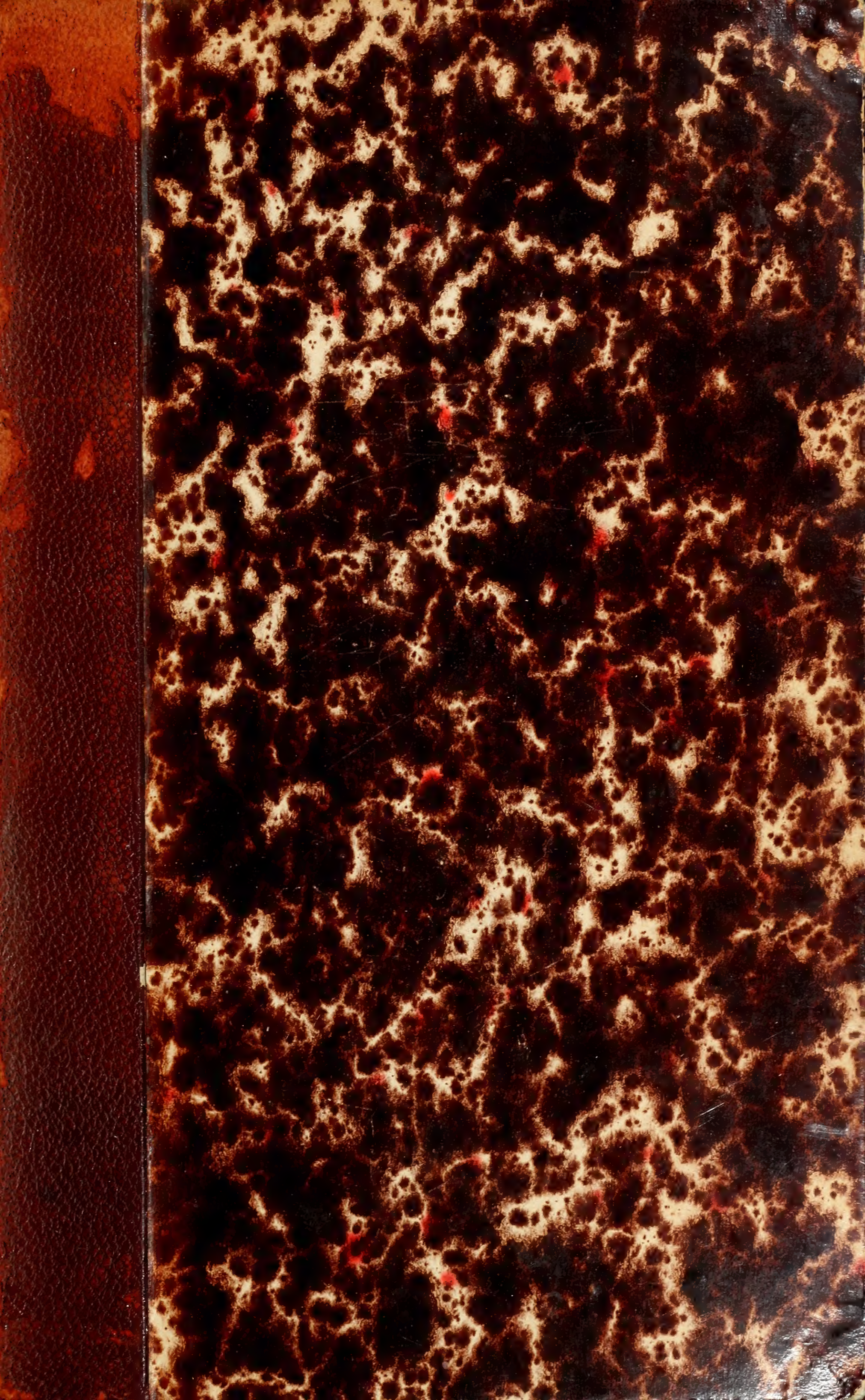


SOUVENIRS

DU

BARON DE BARANTE

5611-99. — Corbeil. Imprimerie Ed. Crété,

SOUVENIRS

DU

BARON DE BARANTE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

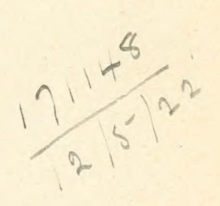
1782-1866

PUBLIÉS PAR SON PETIT-FILS

CLAUDE DE BARANTE

VII





PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1899

SOUVENIRS

DU

BARON DE BARANTE

I

NOVEMBRE 1841-AOUT 1846 (1).

DU COMTE MOLÉ.

Acosta, 4 novembre 1841.

Paris, où j'ai passé dix jours, m'a fait peur. La session amènera des orages, l'intrigue s'agite déjà, les

(1) ÉVÉNEMENTS D'AOUT 1841 A AOUT 1846. — Troubles dans divers départements et particulièrement graves à Toulouse, Clermont-Ferrand, Lille. Le recensement des personnes et matières imposables, exécuté pour préparer, selon un vote de la Chambre, une nouvelle répartition des contributions directes en est la cause. — Émeutes sous des prétextes divers à Caen, Limoges et Mâcon. — Attentat de Quenisset contre le duc d'Aumale (13 septembre 1841). — Progrès des opinions révolutionnaires dans les classes ouvrières travaillées par les sociétés secrètes. — Procès de

rancunes préparent leurs armes, et moi, qui suis sans rancunes et sans intrigues, j'ai peur ; j'ai peur surtout

presse. — Acquittements nombreux. — Le ministère ne se décourage pas et finit par obtenir gain de cause devant les cours d'assises. — Élection de M. Ledru-Rollin dans la Sarthe ; son procès et sa condamnation pour un discours des plus violents prononcé dans une réunion électorale. — Convention du 20 décembre par laquelle les puissances se concèdent réciproquement le droit de visite sur les bâtiments de leurs nationalités respectives pour faciliter la répression de la traite des nègres en mettant dans l'impossibilité d'échapper aux croiseurs les navires négriers qui arboraient successivement divers pavillons. — Ouverture de la session de 1842 (27 décembre). — Débats sur la convention des Détroits. — Le ministère a la majorité. — Agitation imprévue sur la convention du 20 décembre reproduisant à peu près les clauses des traités des 30 novembre 1831 et 22 mars 1833 qui n'avaient à cette époque soulevé aucune protestation. — Discussion à la Chambre sur le droit de visite ; vote d'un amendement de M. Jacques Lefebvre contraire à la convention, mais dans lequel l'insertion du mot « de confiance » permet au ministère de ne pas se retirer (24 janvier 1842). — Mécontentement des puissances à la suite de ce vote. — La France ne ratifie pas la convention. — Les autres puissances la ratifient en laissant le protocole ouvert (10 février). — Situation difficile de M. Guizot en présence de l'indignation croissante de l'opinion contre le droit de visite, des irritations de l'Angleterre et des mauvaises dispositions des puissances. — Son habileté diplomatique. — Débats sur la réforme parlementaire (10 février) dont la prise en considération n'est rejetée que par 198 voix contre 190, sur la réforme électorale (14 février) où le ministère est victorieux par 234 voix contre 193. — Mort de M. Humann, remplacé au ministère des finances par M. Lacave-Laplagne. — Prise de possession des îles

quand on me dit que je suis la *dernière ressource*. Je ne souhaite à personne de venir comme ressource *in*

Marquises. — Vote de la loi des chemins de fer à la Chambre (12 mai), à la Chambre des pairs (4 juin). — Élections générales (9 juillet). — Leur résultat incertain. — Joie de l'opposition. — Mort du duc d'Orléans (13 juillet). — Douleur et inquiétude générales. — Nécessité d'une loi de régence. — Convocation des Chambres. — Projet préparé par le gouvernement qui défère la régence au prince le plus proche du trône dans l'ordre de succession établi par la charte. — M. Thiers se sépare de l'opposition sur cette question et appuie la loi. — Elle est votée à la Chambre par 310 voix contre 94, à la Chambre des pairs par 163 contre 14 (29 août). — La session est prorogée. — Scission du centre gauche et de la gauche. — Le pays se calme et se rassure. — Le ministère cherche à compléter sa majorité. — L'amiral Dupetit-Thouars prend sur lui de placer sous le protectorat de la France Otaïti et les îles de la Société. — Le ministère obtient à Londres la clôture du protocole relatif à la ratification de la convention du 20 décembre (7 novembre). — Négociations pour l'union douanière avec la Belgique. — Résistance des industriels français, opposition des puissances, susceptibilités des Belges. — Le gouvernement renonce à ce projet. — Ouverture de la session de 1843 (29 décembre). — Silence de M. Thiers. — M. de Lamartine passe à l'opposition. — La politique extérieure devient le terrain favori de l'opposition. — Pendant la discussion de l'adresse, une forte minorité se prononce à la Chambre des pairs contre le droit de visite, et à la Chambre des députés la revision des conventions de 1831 et 1833 est demandée. — M. Guizot n'ose combattre cette motion, mais se réserve le moment d'ouvrir les négociations. — Vote dont chaque parti s'attribue l'avantage (1er février 1843). — Loi des fonds secrets. — Intrigues du tiers parti. — Succès du ministère (3 mars). — De crainte de fournir

extremis. Sans l'état où se trouve madame de La Briche et les affaires qu'il me donne, je ne sais si je n'aurais

une arme à l'opposition, le cabinet, malgré les complications extérieures à prévoir, ratifie le traité de protectorat sur Otaïti (17 avril). — Vive émotion en Angleterre. — Rivalité de cette puissance et de la France en Espagne où le régent Espartero est tout dévoué à l'Angleterre et le parti de la reine Christine plutôt favorable à la France. — L'Angleterre n'accepte pas nos offres d'entente pour une action commune destinée à pacifier ce pays. — Le gouvernement du roi Louis-Philippe renonce à toute candidature d'un prince français à la main de la reine Isabelle, mais déclare nettement qu'un Bourbon seul pourra devenir son époux. — L'Angleterre soutient la candidature du prince Léopold de Cobourg. — Hostilité des autres puissances contre nous dans cette question. — La chute d'Espartero modifie l'attitude du gouvernement anglais. — L'Angleterre propose à la France l'union de leurs efforts pour arrêter la guerre civile et abandonne la candidature Cobourg. — La visite spontanée de la reine d'Angleterre à Eu confirme et accentue le rapprochement des deux cours (2 septembre). — Voyages du duc de Bordeaux en Europe. — Sur la demande du gouvernement du roi, la reine Victoria décide de ne pas recevoir le prétendant. — Démonstrations des légitimistes français à Belgrave-Square. — Émotion de Louis-Philippe. — Le gouvernement anglais notifie au duc de Bordeaux son désir de voir cesser de semblables manifestations (novembre et décembre); cet incident souligne encore les bons rapports des deux cabinets. — Le discours du trône en France proclame l'*entente cordiale* avec l'Angleterre (27 décembre). — Discussion sur ce sujet à la Chambre des députés. — Discours hostile de M. Billaut. — Réserves et critiques de M. Thiers qui rompt le silence gardé depuis dix-huit mois. — L'entente cordiale est ratifiée. — Une manifestation des bureaux

pas cherché à passer cet hiver au soleil. Il n'y a plus que lui qui vaille dans ce monde, encore ne

empêche la nouvelle présentation désirée par le roi du projet de dotation du duc de Nemours. — Le projet d'adresse « flétrit » les députés légitimistes qui ont pris part à l'incident de Belgrave-Square. — Débats entre M. Berryer et M. Guizot. — Scène de violence inouïe (26 janvier 1844). — Vote de l'adresse. — Les « flétris » démissionnaires sont réélus. — Le gouvernement ne ratifie pas l'annexion des îles de la Société substituée au protectorat de par la propre initiative de l'amiral Dupetit-Thouars (26 février). — Il est violemment critiqué dans la presse et à la Chambre. — Après quatre ans de nouvelles luttes dans lesquelles se sont illustrés les généraux Bugeaud, Lamoricière, le duc d'Aumale, Changarnier, etc., Abd-el-Kader, rejeté au Maroc, cherche à entraîner ce pays contre nous. — Attaque des Marocains (30 mai). — Notre ultimatum demandant la dispersion des troupes, le châtiment de leurs chefs, l'expulsion d'Abd-el-Kader, le rétablissement de l'ancienne frontière. — Envoi d'une escadre commandée par le prince de Joinville. — Le général Bugeaud et le prince reçoivent l'ordre de ne pas attaquer sans nouvelle provocation. — Attitude hostile et méfiante de l'Angleterre. — Incident Pritchard aux îles Marquises. — Violente excitation en Angleterre et en France. — Bombardement de Tanger (1er août). — Bataille d'Isly (14 août). — Bombardement de Mogador et occupation de l'île qui en ferme le port (15 août). — Recrudescence de colères en Angleterre. — Un conflit avec la France paraît possible. — Le gouvernement français désire mettre un terme à cette situation. — Arrangement de l'affaire Pritchard. — Un dédommagement est accordé à ce dernier pour les rigueurs de sa captivité, mais aucun blâme n'est infligé au capitaine Bruat, aucun regret n'est exprimé pour le renvoi mérité d'Otaïti de M. Pritchard. — Traité avec le Maroc

sait-il pas nous préserver des inondations. Pendant que cette calamité nous poursuit, le feu dévore Londres et l'Angleterre.

conforme à l'ultimatum remis avant les derniers événements (10 septembre). — Les oppositions, en France et en Angleterre, accusent chaque gouvernement de faiblesse vis-à-vis de l'autre. — Louis-Philippe rend à Windsor la visite d'Eu (8 octobre). — Ouverture de la session de 1845 (26 décembre). — M. Molé s'associe aux menées de l'opposition. — Le paragraphe de l'adresse relatif à l'affaire Pritchard n'est voté qu'à huit voix de majorité (27 janvier 1845). — Le ministère décide qu'il ne se retirera pas. — Discussion de la loi des fonds secrets au Palais Bourbon et au Luxembourg (février, mars). — Le ministère est vainqueur. — Maladie de M. Guizot. — La question du droit de visite est résolue par le traité du 29 mars 1845, négocié à Londres par le duc de Broglie pour la France et le docteur Lushington pour l'Angleterre : les bâtiments portant pavillon français ne seront visités que par les vaisseaux de l'escadre française. — Seconde visite de la reine Victoria à Eu (8 septembre). — Excellente situation du cabinet. — M. Thiers unit le centre gauche à la gauche. — Ouverture de la session de 1846 (27 décembre). — L'opposition critique l'action commune avec l'Angleterre dans les affaires du Texas et de la Plata. — Devant son insuccès sur les questions extérieures, elle accuse le ministère de corruption. — Campagne contre le pouvoir personnel qu'elle reproche au roi d'exercer. — La majorité reste fidèle au cabinet. — Tranquillité générale. — Tentative régicide de Lecomte (16 avril). — Évasion de Louis Bonaparte (25 mai). — Dissolution de la Chambre (6 juillet). — Attentat de Henri (29 juillet). — En Angleterre : Constitution d'un ministère *tory* avec Sir Robert Peel à sa tête (3 septembre 1841). — A l'intérieur le cabinet cherche à rétablir l'équilibre dans les finances, à

Croiriez-vous que je n'ai pu lire sans émotion ce désastre de la Tour de Londres? Je ne puis voir de sang-

remédier aux crises industrielles et agricoles, à soulager la misère et à réprimer les passions antisociales qui en sont la conséquence. — L'Irlande reste le gros embarras de la situation. — De graves désordres politiques, sociaux et religieux s'y succèdent. — La députation de ce pays jette le trouble dans le Parlement par la violence de ses protestations et les manœuvres de toutes sortes auxquelles elle a recours pour entraver l'œuvre du gouvernement. — A l'extérieur, l'Angleterre continue à prétendre à une domination universelle et exclusive pour son commerce et son industrie. — Toute crainte de voir s'exercer sur un point quelconque du globe une influence autre que la sienne excite ses susceptibilités et ses méfiances, et elle ne doit qu'à la modération et à la sagesse de Sir Robert Peel et de lord Aberdeen d'éviter les plus sérieuses difficultés avec la France. — Ouvrir à son immense fabrication des débouchés aux Indes et en Chine est surtout l'objet de ses efforts et d'expéditions que des désastres terribles viennent traverser, mais dont son énergie finit toujours par triompher. — Le 29 juin 1846, le ministère, déjà plusieurs fois remanié, succombe à la Chambre des communes sous la coalition des *whigs* et des Irlandais réunis pour repousser le *Coercition bill* destiné à prévenir et à réprimer des troubles en Irlande. — Un cabinet John Russell avec lord Palmerston aux affaires étrangères le remplace. — En Allemagne : Dans tous les pays de la Confédération se fait progressivement sentir le travail des idées nouvelles. Une presse plus libre, une action plus grande reconnue à l'opinion publique sur la marche des gouvernements, des réformes dans la législation: tels sont les vœux exprimés. — Les question religieuses dans ces pays divisés en plusieurs confessions conservent toute leur acuité. — La Prusse, à la tête du *Zollverein* allemand, poursuit son œuvre

froid disparaître un monument qui entretenait chez nos voisins cette religion du passé à laquelle ils n'ont

de domination et d'unité commerciales, base d'une domination et d'une unité politiques futures. — L'Autriche cherche à lutter avec la Prusse d'influence industrielle. — Elle favorise les développements de la richesse nationale, construit des chemins de fer, réforme son administration. — La Hongrie et les nationalités diverses qui composent cet empire continuent à être une source de difficultés intérieures. — En Russie : Suite de la politique d'assimilation, avec rigueur et violence en Pologne; avec plus de mesure, et graduellement, dans les autres provinces ayant des législations différentes ou des privilèges spéciaux. — Le travail de l'unification confessionnelle se poursuit également. — Réformes dans la législation criminelle. — Mesures favorables aux serfs et qui préparent de loin, et avec grands ménagements pour les propriétaires, l'éventualité à venir d'une émancipation. — La guerre du Caucase se prolonge avec ses revers et ses succès. — En Orient, même politique : une Turquie assez faible pour être sous la dépendance de la Russie mais dont l'état ne soit pas assez grave pour provoquer l'intervention de l'Europe; désir d'acquérir une influence aussi complète que possible dans les Principautés et en Grèce. — En Suisse : le parti radical persiste à essayer de substituer à la Fédération de 1815 un État plus centralisé dont il sera le maître. — Ses partisans ont pour tactique de se porter en masse tantôt dans un canton, tantôt dans un autre, pour y provoquer des révolutions dont ils puissent bénéficier. — Les luttes religieuses viennent s'y mêler aux luttes politiques et sociales. — Les révolutions, les troubles, les persécutions, les illégalités s'y succèdent à de très fréquents intervalles de 1841 à 1846. — Les cabinets européens et surtout la France et l'Autriche s'inquiètent d'une semblable situation et s'entretiennent des mesures à prendre. — A Rome : Protestation du

pas, comme nous, renoncé. J'en suis venu à faire des vœux sincères pour l'Angleterre parce que toutes les

Saint-Siège contre la suppression et la confiscation des couvents en Argovie (1841). — Difficultés religieuses avec la Russie. — Découverte d'une société secrète (1842). — Conspiration à Bologne. — Mouvement réprimé par les troupes pontificales (1843). — Visite de l'empereur de Russie. — Insurrection à Rimini (23 septembre 1845). — Défaite des insurgés (26 septembre). — Mort du pape Grégoire XVI (1er juin 1846). — Le cardinal Mastaï Feretti est proclamé pape sous le nom de Pie IX (16 juin). — Amnistie politique. — Enthousiasme populaire. — En Turquie : La soumission du pacha n'affermit pas la Porte ottomane. — La Syrie refuse de payer l'impôt. — Conflits sanglants et sans cesse renouvelés des Druses et des Maronites. — Révoltes fréquentes des pachalicks. — Troubles en Macédoine, Thessalie et Bulgarie. — Tentatives impuissantes de réformes. — Changements répétés d'administration. — Différends graves avec la Perse. — Médiation de la Russie. — Dans les Principautés danubiennes et surtout en Serbie : révolutions, dépositions et élections d'hospodars. — Intrigues des partis auprès de la Porte suzeraine. — Embarras, incertitudes, variations de la Turquie tiraillée, dans les questions soulevées par ces incidents, entre l'Autriche, l'Angleterre, la France d'une part et d'autre part la Russie dont l'intervention est plus active et les prétentions plus menaçantes. — En Grèce : Le ministère Mavrocordato se retire (22 août 1841). — Efforts pour améliorer l'administration et surtout les finances sur l'injonction des puissances garantes de l'emprunt, qui consentent à continuer aux créanciers de la Grèce le service de la rente. — M. Guizot propose à l'Angleterre de substituer en Grèce l'accord à l'antagonisme de leurs influences. — M. Piscatory, notre ministre, exécute loyalement ses instructions vis-à-vis du ministre anglais M. Lyons. — Un soulèvement popu-

questions d'intérêt de peuple à peuple et de rivalité s'effacent devant la grande question de vie ou de mort

laire, dirigé par M. Kalergi, partisan de la Russie, arrache au roi Othon la promesse d'une constitution libérale et la convocation d'un Parlement (15 septembre 1843). — Ministère Metaxa. — Convocation de l'Assemblée nationale. — M. Mavrocordato, chef du parti anglais, est placé à la tête du premier ministère formé après le vote de la constitution (avril 1844). — Élections générales. — Défaite de Mavrocordato qui cède la place à un ministère réunissant Colettis, chef du parti français, et Métaxa, chef du parti russe. — L'Angleterre se montre aussi malveillante pour M. Colettis que nous nous sommes montrés favorables à M. Mavrocordato. — Succès du ministère. — La légation française l'emporte sur la légation britannique. — Leur violent antagonisme (1845-1846). — En Espagne : la situation d'août 1841 à août 1846, est des plus troublées. — Des insurrections de nuances différentes se suivent à courts intervalles, les unes cruellement réprimées, les autres victorieuses. — Des coalitions hétéroclites se forment, des scissions se produisent dans les factions les plus unies, on assiste à des défections et à des adhésions inattendues. — Les partis, la veille profondément abattus, sont le lendemain au pouvoir. — Les ministères les plus divers se succèdent rapidement ainsi que les assemblées législatives. — La même incohérence règne à la cour. — Le mariage de la reine est une source de vive discordance entre la France et l'Angleterre. Celle-ci, après avoir semblé abandonner la candidature Cobourg, cherche à la faire prévaloir en 1846. La reine Christine, si désireuse en 1844 et 1845 de l'union avec un prince français, est devenue sa complice. — En Portugal : Les questions financières offrent toujours de graves difficultés. — Les septembristes (radicaux) et les chartistes (conservateurs) continuent à se disputer le pouvoir. — Les événements d'Espagne ne sont pas sans

qui menace toutes les sociétés européennes. Ce n'est plus l'Angleterre que je redoute, mais l'Espagne à cause de ses clubs, de ses sociétés secrètes et de ses révolutions militaires couronnées dans la personne d'Espartero.

Croyez-vous que la lecture des journaux ou plutôt des libelles tels que le *Charivari*, les *Nouvelles à la main*, les *Guêpes*, où il n'y a pas un caractère, pas une vie privée, quelque respectables qu'ils soient, qui ne soient outragés, croyez-vous que cette lecture quotidienne n'habitue et n'enhardit pas la jeunesse à croire au mal sur la moindre apparence et à le répandre sans scrupule ni pudeur! Avez-vous lu le nouvel

faire sentir leur contre-coup dans ce pays voisin et sans affaiblir ou fortifier le parti portugais correspondant au parti vaincu ou victorieux en Espagne. — A la suite d'élections municipales favorables et d'une insurrection heureuse, le parti chartiste arrive au pouvoir (février 1842) où, pendant cinq ans, le ministère Costa Cabral maintient l'ordre, améliore les finances, donne au pays une prospérité qui depuis longtemps y était inconnue. — Affaibli par la constitution d'un tiers parti, le ministère Costa-Cabral remet, le 19 avril 1846, sa démission devant le succès de jour en jour croissant d'une insurrection septembriste. — Le ministère tiers parti, présidé par le duc de Palmella, malgré ses concessions, est obligé de se modifier à plusieurs reprises dans le sens radical et finit par tomber sous la dépendance absolue des juntes septembristes. — Tentatives miguelistes. (Les résumés placés en notes au commencement des chapitres de ce volume sont empruntés en grande partie aux sommaires de l'*Histoire de la monarchie de juillet* par Paul Thureau-Dangin, de l'*Histoire de la seconde République française* par Pierre de la Gorce et de l'*Annuaire historique* de C. Lesur). C. B.

article de M. Duvergier de Hauranne sur *L'état des partis* (1)? Mon nom s'y trouve plusieurs fois et toujours accompagné des insinuations les plus calomnieuses et les plus mensongères. Cet homme est le plus perverti des esprits et le grand calomniateur de ce temps de calomnies : personne ne sait user de cette arme infâme comme lui.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 20 novembre 1841.

J'ai besoin de vous dire, mon cher ami, combien je suis affecté de votre perte (2). Dites-moi, je vous en prie, quelle en est la mesure. Le journal d'hier m'avait consterné, celui d'aujourd'hui limite un peu mes craintes. Vos souvenirs de famille, votre bibliothèque sont-ils sauvés? Nos positions ont été toujours analogues, et j'ose en dire autant de nos manières de sentir, de sorte que je me rends bien compte de vos impressions. Pendant un long séjour à l'étranger, on s'attache toujours plus au toit paternel, on l'orne de tout ce qu'on peut arracher aux nécessités de sa dépense. Pour récompense de ses ennuis, de ses fatigues, on se promet le repos dans le *comfort* domestique. S'il faut qu'un accident imprévu vienne détruire ce qu'on a laborieusement arrangé, c'est une peine de

(1) *De l'état des partis en France et de la nécessité d'une transaction.* (*Revue des Deux-Mondes*, 1er novembre 1841.)

(2) Un incendie venait de détruire la plus grande partie du château de Barante, mais son importante bibliothèque avait pu être sauvée. C. B.

cœur par-dessus un dommage de fortune. Je vous assure, mon pauvre ami, qu'en lisant cette nouvelle, j'ai senti brûler Étiolles. Donnez-moi quelques détails.

J'ai trouvé ici dans le ministère et dans la société des dispositions bienveillantes, mais qui ne tiendront pas contre le premier conflit d'intérêts ou d'amour-propre. L'affaire d'Espagne est venue malheureusement gâter ma lune de miel. On nous impute dans le passé les fautes folles des *cristinos* et dans l'avenir des projets qui seraient plus fous encore. Je lutte de mon mieux contre ces impressions. Mais tant que la situation de l'Espagne ne sera pas fixée, il y aura un peu de tension dans nos rapports.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 11 décembre 1841.

Le ministère est loin d'avoir l'assiette nécessaire pour suffire aux besoins actuels du pays, pour soutenir les luttes qui, depuis les rues jusqu'à la Chambre, menacent l'ordre public. Chacun voit le danger. Les procès de Toulouse (1), d'Aix (2) et du Luxembourg (3) en sont une démonstration évidente. Cependant les rivalités et les rancunes personnelles sont si vives qu'elles ne peuvent rien sacrifier à l'intérêt général. M. Guizot

(1) Procès des fauteurs des désordres de Toulouse. C. B.

(2) Un complot républicain avait éclaté le 23 mars 1841 à Marseille, et l'on s'était aperçu que ses ramifications s'étendaient jusque dans les arrondissements d'Orange, d'Avignon et de Carpentras. Cinquante-quatre accusés furent traduits le 23 novembre devant la Cour d'assises d'Aix. C. B.

(3) Le procès devant la Chambre des pairs de Quenisset et de ses complices qui venait de commencer le 3 décembre. C. B.

va avoir à combattre des ennemis faibles et mal unis. Il aura raison contre eux et avec talent; mais il ne trouve point d'amis. La session commencera par la prétention de M. de Lamartine à la présidence, ce qui est déjà un germe de division et par conséquent un affaiblissement pour la majorité ministérielle. Un ministère de laisser-aller qui s'établirait sur une majorité de gauche nous conduirait promptement à de grands dangers.

Paris, 17 décembre 1841.

Notre procès ne sera terminé que dimanche 19. Il est devenu très important par les révélations et par le caractère énergique de l'accusation. C'est comme en 1835, sauf la différence des circonstances, une bataille livrée par le pouvoir à toutes les forces du parti acharné à le détruire. Le point décisif, c'est la poursuite du journaliste (1). L'émotion de toute la presse est grande, on porte la main sur son prétendu privilège d'impunité.

Paris, 23 décembre 1841.

Le procès va finir ce matin. Je pars pour signer et entendre prononcer l'arrêt. Notre Chambre s'est montrée

(1) L'accusation avait compris dans la poursuite M. Dupoty, rédacteur du *Journal du Peuple*, organe de la société secrète les *Égalitaires*, dont faisait partie Quenisset. C'était à la lecture de cette feuille que Quenisset attribuait lui-même la conception de son attentat. Dupoty fut condamné et comme provocateur et comme complice à cinq ans de détention, Quenisset et deux de ses coaccusés à la peine de mort, les autres prévenus, soit à la déportation, soit à l'emprisonnement. La clémence du roi s'exerça des plus largement en faveur de tous les condamnés. C. B.

plus encore que de coutume ferme et modérée. La condamnation du journaliste aura de l'effet et apprendra qu'il n'y a point immunité pour cette sorte de provocation ; c'est l'application de l'article 1er de la loi du 17 mai 1819. Un esprit de grande inquiétude pour l'ordre public, l'idée du danger que courent le gouvernement et la société nous ont constamment préoccupés. Nous verrons si la Chambre des députés partagera ce sentiment. On ne prévoit pas encore ce que sera la session. M. Thiers se reconnaît comme un ministre impossible en ce moment. Mais lui et ses amis sont vifs à renverser M. Guizot. M. Molé se tient complètement tranquille et n'envie pas le ministère. Tous ceux qui prennent intérêt à lui seraient fâchés qu'il s'y compromît. Je n'entends pas dire que M. Passy et M. Dufaure soient très impatients, de sorte que le cabinet, quoique environné d'une malveillance presque générale, pourrait bien se maintenir. C'est le désir de tous les hommes raisonnables.

Paris, 30 décembre 1841.

La situation semble s'améliorer. L'élection du président a été un succès plus complet et plus facile qu'on ne le prévoyait. La lutte va s'engager sur les capacités (1) et les incompatibilités (2). Le ministère ne

(1) Proposition de M. Ducos qui étendait l'électorat à tous les citoyens inscrits sur la liste du jury. C. B.

(2) Proposition de M. Ganneron interdisant à un grand nombre de fonctionnaires le mandat de député et stipulant que, sauf quelques exceptions, nul député ne pourrait être promu à une fonction salariée pendant la durée de la législature et une année après. C. B.

s'opposera point à la prise en considération. Il pense, et avec raison, je crois, que l'examen et la discussion réduiront à peu, ou à rien, ces deux propositions. Il y aura aussi un combat dont l'issue n'est point douteuse sur la législation de la presse qui a motivé notre arrêt. L'effet en est de plus en plus senti. Il rassure l'opinion et intimide les journalistes et les sociétés secrètes. Nous allons avoir un supplément d'instruction qui ajoutera à cette influence salutaire. Ce qui est certain, c'est que le pays se prononce d'une façon très heureuse contre l'esprit de désordre, et s'alarme des progrès qu'on lui avait laissé faire.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 19 février 1842.

La majorité de quarante et une voix (1) a changé la situation. C'est un plein triomphe des conservateurs et du ministère. Maintenant, le dernier coup de la partie sera les élections.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 13 avril 1842.

Mon cher ami, je remets ces lignes à votre neveu (2). Il est charmant et j'aurais bien voulu le garder plus longtemps. Ce soir je le mène dîner chez Brunow, qui tenait beaucoup à soigner quelqu'un de votre famille

(1) Contre la proposition de réforme électorale. C. B.
(2) M. Étienne Anisson du Perron. C. B.

et à lui dire pour vous de bonnes paroles. Pour rendre cette politesse, vous devriez bien venir à Londres passer quelques semaines. Vous m'en avez donné ou laissé prendre l'espérance et j'y tiens bien. Si vous venez seul, déposez vos grandeurs au sortir du bateau qui débarque à la Tour de Londres, montez dans un fiacre qui vous mènera à *Herford-House*. Vous y trouverez un mauvais gîte, mais de bien bons visages d'hôte. Je vous le dis du fond du cœur, mon cher ami, ma femme et moi ne pouvons espérer une visite qui nous fasse plus de plaisir que la vôtre.

Ce n'est pas dans mon intérêt personnel que j'insiste. C'est très sincèrement que je vois des avantages de tous genres à la course que je vous propose. M. Guizot a toute raison de ne pas vouloir d'alliance exclusive pour la France. La conséquence de cette politique c'est que partout nous avons à peu près même chose à dire et à faire et qu'il nous importe de connaître également bien tous les terrains sur lesquels il faut manœuvrer. Ici ma situation est non pas difficile, mais pénible. Je trouve de bonnes gens qui ne demanderaient pas mieux que de vivre amicalement et que nous poussons chaque jour jusqu'à la limite des rapports possibles. Cette limite ne sera pas franchie. Une rupture est impossible dans l'état des deux pays, mais les haines se gagnent. Elles se soldent en mauvais procédés réciproques, et, tôt ou tard, on arrive au terme extrême de la progression.

Je tiens le ministère *tory* pour solide. Il traversera des épreuves difficiles et mécontentera ses amis aussi souvent que ses adversaires. Mais je vois ici un grand bon sens dans les masses, une hiérarchie puissante dans les partis. Chacun sait bien ce qu'il veut et subor-

donne les petits intérêts aux grands. Vous êtes trop habile et trop bien informé pour que j'aie rien à vous apprendre dans une lettre. Mais l'impression que vous laisserait une observation de quinze jours sur place serait, même pour vous, du profit. Venez donc, mon cher ami, je vous embrasse en attendant.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Paris, 22 mai 1842.

Je comptais partir cette semaine pour Londres. La discussion des chemins de fer commence seulement lundi, et j'y dois prendre part. Le conseil municipal de Clermont me donne mission de dire quelques paroles. Je suis de retour de mon autre course (1) depuis jeudi; j'ai eu beau temps, routes superbes, et j'ai passé quatre jours dans une demeure de luxe et d'élégance qui serait charmante rien que par sa situation.

J'ai retrouvé ici la session se précipitant à sa fin et s'animant par l'approche des élections. Je ne vois pas cependant qu'on puisse avoir beaucoup de crainte sur leur résultat. La majorité appartiendra encore à l'esprit conservateur. Jusqu'à quel point sera-t-elle favorable au ministère, est plus douteux. Je crois pourtant que sa position restera à peu près la même, et, selon moi, au plus grand bénéfice de tout le monde. La question du droit de visite s'est envenimée. L'opposition y cherche un moyen d'agir sur les élections.

(1) Au château de Rochecotte, chez madame la duchesse de Talleyrand. C. B.

Nous avons eu ces jours-ci pour divertissement un perruquier gascon et poète(1) que M. Dumon a introduit chez madame de Boignes, chez madame de Rémusat et ailleurs. On a voulu même l'entendre chez le roi. Il a été la chose curieuse de la semaine. Ses poésies sont en patois. Il a une verve toute méridionale, une inspiration vraie, un mouvement d'esprit qui ne manque nullement de finesse. On l'enivre de succès, et la tête ne lui tourne pas trop. Ce lion vous aurait intéressé.

Nous allons ce matin à Neuilly chez madame Récamier pour entendre mademoiselle Rachel. *Ariane* l'a remise en grande vogue, et de plus ces dames ont réhabilité sa réputation. Il est décidé qu'elle a été indignement calomniée et qu'elle n'a de passion que pour l'art. Je ne demande pas mieux que de le croire.

A M. ANISSON DU PERRON.

Paris, 12 juillet 1842.

Vous ne voulez donc pas revenir à la Chambre ? Vous cédez au découragement : je le conçois, mais j'y ai regret. J'ai lu vos adieux, et depuis la course que je viens de faire je suis encore plus de votre avis, du moins quant à la direction générale à suivre, direction à laquelle nous tournons le dos. Jamais moment ne fut plus favorable pour établir des rapports commerciaux avec l'Angleterre. C'est pour elle la grande affaire. Il y a chez elle souffrance et la nation s'en inquiète. Voir le travail diminuer en pleine paix, au milieu des

(1) Le poète Jasmin. C. B.

circonstances les plus favorables, est alarmant. C'est peut-être une preuve qu'on est arrivé au terme de la prospérité. Ainsi le gouvernement anglais a pour tâche principale d'accroître les transactions commerciales, et il abaisserait considérablement ses tarifs pour nous voir abaisser les nôtres. Du jour où les intérêts des deux pays se trouveraient enchevêtrés, dès que des capitaux anglais seraient engagés dans nos affaires, une rupture deviendrait impossible. On le sait bien à Londres et on le souhaite. Mais en France, le commerce est ignorant et prohibitif, l'opinion politique frivole et passionnée.

Lorsque nous nous retrouverons, l'Angleterre sera sûrement un sujet de conversation qui se présentera souvent. Un bout de lettre ne suffit pas pour en parler. Ces quinze jours passés en ce pays m'auront donné l'expérience de la vie brillante et animée que mène pendant trois mois cette riche et souveraine aristocratie. Les journées ne suffisaient pas à tant de déjeuners, de concerts, de parties de campagne, de dîners, de bals, de spectacles. J'ai été accueilli avec une bienveillance empressée.

L'opinion générale est ici fort calme, voire même indifférente, et pourtant il n'y a jamais eu pareille ardeur chez les éligibles et chez les électeurs. La cause en est le nombre des prétendants plus grand qu'à aucune autre époque. Chacun se remue de son mieux pour ameuter des votants.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 14 juillet 1842.

Cher ami, je vous écris encore accablé du coup qui vient de frapper la France. C'est le plus grand des malheurs qui pût tomber sur nous. J'avais quitté ce prince infortuné et si regrettable mardi à trois heures et demie du soir à Neuilly, où j'avais été prendre congé. Je finissais mes paquets hier, comptant partir, ce matin, quand la fatale nouvelle est venue me glacer d'épouvante. Quel avenir la Providence nous réserve-t-elle? Il se présente sous des apparences redoutables. Les élections se sont faites en haine ou en irritation contre un *fait* et un *nom propre*, le traité du 20 décembre et M. Guizot. Que fera cette Chambre si peu connue et qui, elle-même, ne se connaît pas? Le cri public demande une loi sur la régence. La présentera-t-on à la première réunion de la Chambre, ou persistera-t-on dans le vain projet d'ajourner toutes les difficultés, toutes les luttes au mois de janvier?

Paris est consterné et inquiet, on ne peut songer à soi ou à sa santé dans de pareils moments; je reste pour assister aux funérailles de ce prince auquel je dois des regrets personnels pour les témoignages de confiance et de bonté qu'il me prodiguait. J'irai en attendant à Acosta, à Champlâtreux ou au Marais.

Je viens d'être interrompu par Frédéric (1) entrant dans ma chambre; il est revenu avec France (2) et s'est arrêté à Neuilly où il a jeté de l'eau bénite sur

(1) Le comte de Houdetot. C. B.

(2) Le général de Houdetot aide de camp du roi. C. B.

ce corps naguère si florissant; il n'a vu du reste personne de la famille royale. Hier soir, j'ai été me faire inscrire au milieu d'une affluence incroyable.

Adieu, j'ai le cœur brisé en pensant à toute cette famille où les sentiments naturels et le bonheur intérieur étaient si touchants ; je l'ai plus déchiré encore en pensant à l'avenir de notre malheureux pays. Vous éprouvez comme moi, j'en suis sûr, toutes ces émotions.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 16 juillet 1842.

Il me paraît, mon cher ami, que le ministère aura tout au plus la même majorité que dans la Chambre dernière : c'est un succès pour l'opposition. Il ne l'amènera pas au pouvoir, mais elle aura un plus vif sentiment de sa force. Elle se croira en progrès et la première session sera chaude et militante. Comme vous le dites, cette situation va au talent de M. Guizot, et s'il se tire des attaques du commencement, les trois ans qu'il aura devant lui calmeront fort l'opposition. A en juger par la seule élection un peu animée que nous ayons eue en Auvergne, les opinions réelles n'ont pas été fort en jeu. La lutte s'est engagée entre l'activité et le savoir faire des candidats ou de leurs amis. M. de Morny est de force à passer sur le corps de tous nos Auvergnats et a trouvé le moyen de nous donner presque le spectacle d'une élection anglaise. S'il n'a point acheté des votes, il a au moins dépensé de l'argent en dîners et s'est aussi prodigué en promesses. Peut-être à l'avenir et lorsque l'indifférence du public

sera devenue l'état habituel, faudra-t-il aux prétendants un soin et une habileté dont jusqu'ici on n'avait pas eu besoin.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Paris, 22 juillet 1842.

J'ai reçu votre lettre, chère Sophie, en même temps que la terrible nouvelle qui m'a rappelé ici. Vous ne pouvez vous en imaginer l'effet. La douleur pour l'événement lui-même, la crainte pour l'avenir, la surprise causée par l'imprévu et l'invraisemblance de ce malheur; enfin tous les sentiments que peuvent éprouver les âmes sensibles et les esprits raisonnables se trouvent au même degré dans toutes les classes, il serait presque permis de dire dans toutes les opinions. Une lugubre tristesse plane encore sur Paris et interdit toutes distractions. Il y a une compassion profonde pour cette malheureuse famille royale. Jamais le spectacle que j'ai vu hier ne sortira de mon souvenir. Le roi sur son trône pleurant à grosses larmes, et tous les corps de l'État défilant devant lui dans un morne silence durant quatre heures. La politique ministérielle disparaît et s'absorbe dans ce grand intérêt national et dynastique. Le public, comme le cabinet, comme les hommes considérables de toute opinion, pensent ou disent que la session devrait être remplie uniquement par une adresse de condoléance et la loi de régence. L'extrême gauche ne saura point admettre tant de patience.

Ce qui a surtout nui au ministère dans cette lutte électorale, c'est la mollesse craintive du parti conser-

vateur qui n'a pu avouer le cabinet. Bizarre et triste chose! Un pays si bien disposé qui aime l'ordre, la paix et la monarchie et qui ne se met pas en peine de les défendre! Et si tel était le péril quand le roi avait après lui un successeur qui inspirait une juste confiance, combien sera-t-il plus menaçant avec un roi enfant et une régence!

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 1er août 1842.

Tout est encore confus à la Chambre des députés. La gauche est ardente, mais fort divisée. M. Thiers lui prêche une conduite modérée. Il voudrait rendre possible un ministre résultant de l'alliance du centre gauche et des conservateurs. Il n'en ferait point partie, mais lui servirait de défenseur et de patron, en attendant mieux. La gauche voit clairement ce projet et n'entend pas, ce semble, s'y prêter. M. Passy et M. Dufaure n'ont pas une position plus forte que l'an dernier. Le parti conservateur a fait quelques pertes regrettables, mais numériquement la majorité est la même, quoique très mal ralliée. Les uns ont des rancunes contre M. Guizot, les autres ont peur de son impopularité; il y en a qui s'imaginent que, s'il s'en allait, le ministère serait de même opinion et plus fort. A travers cette confusion, il est probable que le cabinet se tirera de la petite session.

Dans tout ce mouvement électoral on n'a point entrevu le moindre retour à M. Molé. Les adversaires de M. Guizot seraient les siens avec au moins autant de passion. Aucun ministère n'a chance d'être mieux

posé que celui-ci. Ainsi les conservateurs pourront le soutenir encore. La clameur élevée contre lui ne se porte pas sur des griefs très positifs : c'est toujours le droit de visite.

A. M. ANISSON DU PERRON.

Paris, 5 août 1842.

Vous ne pouvez imaginer une plus imposante et funèbre cérémonie que le service de Notre-Dame. L'internonce disait hier soir : *Il y avait sept mille personnes dans l'église, et en fermant les yeux chacun aurait pu se croire seul.* En vérité, cet amour des Français pour leur roi, qui jadis était, disait-on, caractéristique, s'est retrouvé en cette circonstance.

Tout cela ne rend pas le pays plus facile à gouverner, et la besogne ministérielle est au moins aussi rude qu'à aucune autre époque. La Chambre est tout aussi déraisonnable, oublieuse du bien public, fractionnée par l'intrigue, jouant aux noms propres, sans aucune vérité d'opinion. Aujourd'hui première bataille ministérielle : l'élection du président. Si M. Dufaure est nommé, ce ne sera point encore la chute du cabinet, mais il se trouvera en faible et fâcheuse position.

DU COMTE BRESSON.

Berlin, 6 août 1842.

J'ai reçu bien des témoignages de votre intérêt et de votre amitié, mais aucun qui ne m'ait été plus sensible que votre lettre du 26 du mois dernier. Je n'ai pour

ainsi dire pas senti ma propre douleur, ou du moins je n'ai pas pensé à ce que je perdrais moi-même ; je n'ai vu que le roi, la reine, Madame la duchesse d'Orléans privés du meilleur des fils et des époux, et la France d'un règne qui eût été grand et fécond. Les sentiments que j'ai éprouvés je les retrouve au reste dans l'adresse de la Chambre des pairs : vous avez été notre digne interprète (1). L'Allemagne a été unanime et touchante dans sa sympathie, le roi, la reine et la princesse de Prusse (2) parfaitement bien. A Saint-Pétersbourg, vous saurez déjà qu'on a été convenable. C'était une occasion naturellement indiquée de prendre l'initiative et de rétablir les relations : on ne l'a pas fait : ce qui reste incomplet est presque toujours blessant ; une fois dans une mauvaise route on ne fait plus que des faux pas. Les hommes d'affaires et la société désirent vivement votre retour. Le comte Pahlen est, dit-on, personnellement fort impatient de vous donner le signal.

Votre lettre porte la lumière dans tous les replis de la situation. Le vide que laisse notre prince ne sera pas comblé. Nous voilà déshérités de sa verdeur et de sa force. Jamais héritier de trône ne s'était plus consciencieusement préparé. La veille de mon départ, j'eus avec lui une entrevue de deux heures et demie,

(1) M. de Barante avait été le rédacteur de l'adresse de la Chambre des pairs présentée au roi le 29 juillet en réponse au discours du Trône. G. B.

(2) Marie-Louise-Auguste-Catherine, fille de Charles-Frédéric, grand duc de Saxe-Weimar, femme de Frédéric-Guillaume-Louis prince de Prusse, régent du royaume (1858-1861), roi de Prusse (1861), empereur d'Allemagne (1870-1888). C. B.

et je le quittai pénétré d'admiration pour sa sagacité, sa prudence et la variété et l'étendue de ses connaissances. De chez lui il me conduisit à la Chambre des pairs dans cette même voiture qui devait lui devenir si fatale. Et ici le 17 juillet, deux heures après avoir reçu la nouvelle de sa mort, on m'apporte le paquet de la poste, et la première lettre que j'y trouve est de lui, écrite le 12 au moment, comme il me le dit, de monter en voiture ! C'est probablement la dernière.

Après la première impression donnée à l'humanité, et qui a été bonne, nous ne pouvions pas attendre de l'étranger d'affliction durable. On s'est mis bien vite à réfléchir qu'une minorité était une cause de faiblesse, qu'une régence était un gouvernement sans unité, et que nous étions pour de longues années en tutelle et curatelle, et suffisamment préoccupés de nos embarras intérieurs. On en infère plus de sécurité pour l'Europe. C'est de la mauvaise politique, et pour qu'on n'en soit pas corrigé il faut que l'expérience de nos douze années n'ait servi à rien. L'Europe n'a jamais été si peu menacée que lorsque le roi a été le plus fort, et les hommes de son penchant et de son choix au pouvoir. Il en eût été de même avec Monseigneur le duc d'Orléans. Les rois ont un instinct de conservation que n'ont pas les autres mortels, princes, ministres ou peuple. Mais combien de fois depuis douze ans l'Europe n'a-t-elle pas été sur notre compte dans l'erreur et dans l'injustice ?

Aurons-nous quelque remue-ménage diplomatique ? L'Espagne semble vouloir se rapprocher. Y renverra-t-on Salvandy (1), si l'on y renvoie quelqu'un ? Les amis

(1) M. de Salvandy nommé le 14 septembre 1841

de M. Molé me semblent fort à ménager. Tout s'affaissait sans leur appui.

DE LA DUCHESSE DE TALLEYRAND.

Jeurs, 9 août 1842.

Cher ami, voici les deux lettres pour Dresde. Je désire et je crois qu'elles ne seront pas inutiles à votre fils (1), qui m'a plu beaucoup. Dresde, comme toutes les petites villes, est un lieu de commérages, et la reine, toute parfaite du reste, comme toutes les princesses, se tient au courant de tout ce qui se dit et se fait. Elle a cependant de l'esprit, de l'instruction, elle est pleine de grandes qualités, et généralement vénérée. A Dresde il faut être un peu littéraire, et comme partout en Allemagne bon enfant, simple, éviter les airs dédaigneux et tranchants, trop souvent reprochés aux jeunes Français. Initiez-le à cet égard, c'est essentiel par delà le Rhin.

Écrivez-moi, c'est me préparer de bons moments; aimez-moi toujours, c'est m'assurer la plus douce des consolations.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 18 septembre 1842.

Je suis content que votre premier jugement sur votre position et votre séjour soit favorable. J'ai été

ambassadeur en Espagne, avait dû revenir en France, le régent Espartero lui ayant contesté le droit de présenter ses lettres de créance à la jeune reine elle-même. C. B.

(1) Ernest de Barante venait d'être nommé secrétaire de la Légation de France en Saxe. C. B.

peu surpris de cet embarras que vous me peignez fort bien, entre la crainte d'être trop officiel dans vos rapports avec M. de Bussières (1) et la crainte de vous montrer trop à l'aise. Jusqu'ici vous avez porté dans les salons beaucoup de convenance accompagnée de quelque contrainte, ou bien vous avez eu en famille et dans l'intimité un laisser-aller qui était peut-être un peu sans-gêne. L'usage du monde consiste précisément dans une facilité pleine de tact, dans une familiarité toujours de bon goût. C'est ce que vous allez acquérir.

Ne seriez-vous pas un peu inquiet de ce calme de Dresde, de ce loisir complet? Ce goût pour l'occupation sérieuse, ce penchant pour des lectures instructives qui se laissaient entrevoir dans les derniers temps de votre séjour à Paris, se développeront, j'espère, vous garderont du vide et de l'ennui, si mauvais conseillers. Vous me raconterez votre train de vie. Vous me parlerez de ce qui vous occupe, de ce que vous observez.

Barante, 24 septembre 1842.

Vous êtes un fort exact correspondant, mon cher ami. C'est déjà un très bon effet du train régulier et obligatoire de votre nouvelle vie. D'après ce que vous m'écrivez, elle n'est pourtant pas surchargée d'occupations positives. Mais lire les journaux allemands, les brochures nouvelles, s'intéresser aux conversations d'affaires et de politique, c'est dans votre oisif métier ce qu'on appelle travailler, et s'il n'en sort pas beau-

(1) Le ministre plénipotentiaire de France. C. B.

coup de résultats, c'est néanmoins un exercice et un développement de l'esprit. La diplomatie est même, ce me semble, la carrière où l'on acquiert le mieux bon et calme jugement. Ce qui est particulièrement heureux c'est de vous trouver sous un chef distingué et en même temps de relations agréables. Vous ne me parlez pas encore des personnes du pays avec qui vous avez pu faire connaissance. Avez-vous remis les lettres de madame de Talleyrand? Vous avez dans le corps diplomatique de Dresde des hommes distingués. J'ai envie de vous féliciter de la Galerie, au moins autant que d'aucune société. Je ne l'ai vue que pendant quelques heures, il y a trente-cinq ans, et j'en ai gardé d'assez vifs souvenirs, entre autres de cet Holbein dont l'impression m'est fort présente, sans que je me la rappelle formellement. Et *la Nuit*, du Corrège? comment vous semble-t-elle?

Je lis, mais pas beaucoup. J'ai enfin terminé M. de Rémusat. Le livre (1) finit par un essai sur le scepticisme qui m'a fait songer à ce que Voltaire disait de *l'Anti-Machiavel* de Frédéric: « Il crache au plat, pour empêcher les autres d'y manger. »

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 17 octobre 1842.

J'ai passé huit jours à Clermont, sans un instant de loisir. Mais j'y ai rencontré une bienveillance presque universelle qui me plait. Me voilà pour le moment jouissant d'une sorte de popularité auvergnate. Je ne

(1) *Essais de Philosophie*. Paris, Ladrange, 1842, 2 vol. in-8°.

sais comment sont les autres provinces ; quant à celle-ci, il y règne un calme parfait presque sans souvenir de l'esprit de parti. La session du conseil général n'en a pas eu trace. Chacun paraissait craindre de se compromettre en laissant apercevoir son opinion. C'est une habitude de précaution et de ménagement qui ne suppose ni conviction, ni affection, mais un soigneux calcul personnel. Quoi qu'il en soit des motifs, le résultat est heureux. Nous verrons cet hiver quel sera le réveil de la session. Je doute que le public s'en préoccupe vivement. Toutefois la sphère ministérielle et parlementaire sera probablement en incandescence, comme à l'ordinaire. Je pense que j'assisterai encore cette année au drame des portefeuilles disputés.

Je n'attends de Russie aucun changement dans nos relations. Il n'y a nul grief de part ni d'autre. Mais chacun me paraît résolu à ne point faire partir son ambassadeur le premier. Seulement, comme il n'a été question de cela ni par écriture ni par parole, l'amour-propre d'aucune des cours n'y est formellement engagé et le dénouement peut toujours être le départ simultané.

DE M. GUIZOT.

Auteuil, 19 octobre 1842.

Mon cher ami, je ne veux pas quitter Auteuil sans vous répondre. Je rentre demain à Paris. Il me semble que je vais rentrer dans le tumulte et la presse de l'hiver. Il n'en sera rien d'ici à la session ; je gagnerai au contraire le temps que me font perdre les allées et venues continuelles. Mon impression n'en est pas moins ce

que je vous dis. Ici, j'ai celle du repos; à Paris, celle des affaires. Je les ai reprises depuis six semaines avec plus de soin et de suite qu'on ne peut y en mettre au milieu du combat. Je m'en désole bien souvent. C'est un sentiment très pénible que de mal faire sciemment ce qu'on pourrait bien faire, et ce qui. bien fait, ferait beaucoup de bien. En toutes choses, en fait de conduite, comme de destinée, c'est le grand effort de la vie que de se soumettre à l'imperfection sans en prendre son parti et de garder au fond toute son ambition en acceptant toute sa misère. Si je m'estime un peu, c'est par là. J'ai appris à me contenter de peu sans cesser de prétendre à tout. La génération que nous avons vue s'éteindre, vous et moi, s'est perdue par la folie des prétentions : celle que nous voyons commencer a de trop petits désirs.

Votre impression sur l'état du pays m'a beaucoup plus. Je crois en effet que nous sommes dans la bonne voie. Mais nous y avancerons bien lentement et bien péniblement. Mettant à part tous les mauvais instincts, tous les germes de désordre qui s'y développent librement, les sociétés démocratiques ont ce vice incurable qu'elles abaissent la taille des hommes fort au-dessous de leurs affaires. Les destinées de la France se passent toujours en haut; leur horizon ne descend pas. Mais la vie et la vue des acteurs descend toujours. Il y a là une difficulté pratique qui se fait sentir à chaque instant, et dont je n'entrevois pas la solution. De là viendra, j'en suis convaincu, dans la session prochaine, mon plus grand embarras. Il faudra que je contraigne sans cesse mon public à monter, le public dont je dépends, dont nous dépendons tous. Cela le fatigue et le blesse.

Deux choses en Russie me paraissent assez graves, la santé de l'empereur et l'affaire catholique (1). Pour l'une et l'autre, la publicité commence. Et pour tous deux, le temps est contre l'empereur.

Point de nouvelles d'ailleurs. J'espère qu'à Londres on va fermer le protocole. Pourtant cela ne va pas tout seul. J'ai dit positivement et officiellement que nous ne ratifierons pas. Le reste les regarde, mais nous y sommes intéressés.

Adieu, mon cher ami. Rebâtissez votre maison et écrivez-moi.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 20 octobre 1842.

Vous allez devenir un Allemand consommé : le théâtre tous les soirs, sans doute des conversations et des lectures ; il y a de quoi vous familiariser avec la langue, avec l'esprit, avec les intérêts allemands. Je n'ai jamais beaucoup vécu dans cette société, mais le caractère m'a toujours inspiré tant d'estime, j'ai toujours reconnu tant d'honnêteté et de bonté dans les Allemands, que je me sens pour eux un goût véritable, d'autant que je n'ai jamais éprouvé quelle privation me donnerait leur manque de mouvement et de flexibilité dans l'esprit. Vous avez bien raison : ce n'est pas un peuple apte à la comédie. Il faut en ce genre où l'observation doit s'allier à l'imagination, une certaine mobilité d'idée, une facilité d'exprimer

(1) Persécutions exercées contre les catholiques romains pour les détacher de l'église latine. C. B.

et de comprendre à demi-mot une pensée ou un fait, éminemment dans le tour d'esprit français. Molière reste inimitable.

Un traité de coalition est, paraît-il, conclu entre M. Molé et M. Thiers qui lui cède les affaires étrangères et se contente de l'intérieur. Il n'est pas démontré que la Chambre ratifie cette transaction. M. Thiers déplaira peut-être aux conservateurs et M. Molé à la gauche ; puis la question de personnes posée avec cette naïveté excitera-t-elle un grand intérêt? Le parfait repos de cet intervalle des sessions n'amortira-t-il pas aussi l'ardeur des députés? Dans ma retraite, loin de toute confidence et de toute information, je suis porté à parier plutôt pour le ministère actuel.

M. d'André (1) m'écrit exactement par chaque paquebot ; il est dans la crainte de toute démarche et de toute parole, ce qui lui donne une attitude très convenable. Il dit que si je revenais, j'aurais à observer une situation de politique et d'administration intérieure sensiblement différente depuis mon départ, je trouverais une opinion qui sait être mécontente et même le dire.

DE LA DUCHESSE DE TALLEYRAND.

Rochecotte, 4 novembre 1842.

Madame Adélaïde m'écrit assez souvent longuement, avec détails, et se montre satisfaite de toutes

(1) Deuxième secrétaire de l'ambassade de France en Russie faisant fonction de chargé d'affaires. C. B.

les santés qui l'intéressent. Madame la duchesse d'Orléans a eu aussi la bonté de m'écrire l'autre jour une lettre de quatre pages parfaitement bienveillante pour me dire que dans la lettre testamentaire du feu prince, il avait bien voulu, en termes fort aimables, exprimer le désir qu'un souvenir de lui me fût offert. Madame la duchesse d'Orléans a choisi un magnifique tapis, rapporté d'Alger par le feu prince, qu'elle m'a envoyé. On me mande de Paris que madame X*** a été saisie par la mort du prince royal qu'elle veut se faire catholique et dévote. La princesse Belgioso trouve aussi, dit-on, des habitudes très religieuses, et comme elle est excessive en toutes choses, on dit qu'elle a déjà adopté un costume presque monacal. Avez-vous lu un livre de théologie qu'elle vient de publier et qui a pour titre : *Des dogmes du catholicisme dans les premiers siècles de l'Église* ? Ce titre ne paraît pas très orthodoxe ; car le dogme est de tous les siècles et ne saurait varier comme la discipline. On dit cependant le corps de l'ouvrage plus correct que le titre.

Bresson me mande de Berlin qu'il est enchanté de ses rapports avec Bulow (1), que les chemins de fer et les réunions des États rendent Berlin très animé. Il me paraît très satisfait de sa belle humeur.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 5 novembre 1842.

Je suppose, cher Frédéric, que selon votre projet vous êtes retourné à Etrehan. Peut-être y êtes-vous

(1) Le baron de Bulow, ministre privé d'État et des affaires étrangères en Prusse. C. B.

occupé, comme je le suis, à planter et à remuer de la terre. Les choses se passent toujours autrement qu'on ne l'aurait voulu. Laissé à moi-même, je préférerais un *statu quo* quelconque à l'occupation et aux soins qu'impose tout changement; et pourtant je n'ai cessé de révolutionner mon parc et ma maison. Je me flattais que c'était pour en jouir sur mes vieux jours; et voilà qu'à soixante ans un incendie me remet la main à la truelle. Ma femme et mes enfants veulent que je reconstruise mieux que ce qui était, que j'adopte un plan d'ensemble. Je reconnais que la chose les regarde plus que moi. Je cède à l'idée de leur léguer un souvenir bâti et je bouleverse tout, je coupe des arbres que j'avais plantés, j'abats des murs que j'avais bâtis, je me fais piqueur d'ouvriers. Cela ne m'amuse pas et me donne un sentiment continuel de blâme pour moi-même; et en même temps j'ai toute l'apparence d'obéir à un goût passionné, à ma fantaisie, tandis que c'est un peu le contraire. J'aime pourtant beaucoup mieux être dérangé par le jardinier ou le maçon que par l'électeur et le solliciteur. Le genre d'ennui qui vous obsède me semble le pire de tous. Je prêche à mon fils (1) la préfecture de préférence à la députation. D'abord, c'est raisonnable et puis mon séjour à la campagne restera doux et tranquille, comme il doit être.

(1) Prosper de Barante, alors sous-préfet de Boussac.

C. B.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 6 novembre 1842.

Comme vous le dites, la politique devient presque exclusivement commerciale, par conséquent dans notre métier, il faut nous occuper à fond et en détail de toutes ces questions, les seules que nous soyons appelés à traiter. Vous avez raison de supposer que nous n'atteindrons aucun grand résultat, l'autorité du gouvernement n'est pas de force à lutter contre la clameur des intérêts privés. Aucune opinion ne l'appuie. Les prohibitifs ont pour eux la possession, l'habitude, le préjugé. Les amis de la liberté commerciale sont suspects d'abstraction de théorie et au besoin d'antinationalité. Pourtant la controverse de cette année manifeste un peu de progrès. L'opposition politique n'épouse pas la cause des manufacturiers. Le thème des adversaires de M. Guizot, de M. Thiers surtout, c'est que le cabinet actuel n'a point une position assez forte pour imposer l'adoption d'une grande et salutaire réforme des tarifs. Si rien ne change, c'est le danger que court le ministère. Il aura à démontrer qu'on ne peut avec justice lui imputer son impuissance contre l'opinion dominante et que tout autre serait comme lui obligé d'attendre et de louvoyer. En ce qui touche notre prospérité intérieure, ces délais sont regrettables, sans être funestes, car nous sommes en bonne situation. Mais quant aux relations extérieures, plus de hâte serait opportune car nous risquons notre influence, et de trop grands retards pourraient nous placer dans une sorte d'isolement commercial.

La nouvelle de la coalition conclue entre M. Molé

et M. Thiers ne doit pas être tout à fait vraie, rien ne peut donner à ces deux alliés un véritable désir d'arriver ensemble. A ma connaissance M. Molé se tient en ce moment plus tranquille que ce n'est sa coutume lorsqu'il a espérance et ardeur.

Ce que vous me dites de la prochaine réunion des États à Dresde m'intéresse. Vous ferez bien de suivre attentivement leurs travaux, c'est une étude de gouvernement représentatif. D'ailleurs, je sais qu'au ministère on est fort curieux de ce genre d'informations.

DU COMTE BRESSON.

Berlin, 28 novembre 1842.

J'ai attendu votre retour probable à Paris pour vous répondre. Si mes dépêches vous ont été communiquées, vous aurez jugé comme moi que l'altération des relations de la Russie avec l'Allemagne pouvait créer à l'empereur des nécessités qui hâteraient la solution de notre question d'étiquette. Je crois toutefois qu'il faut le laisser venir ; il est si entier et si têtu, qu'on ne sait comment il accueillerait des avances. D'ailleurs, à mesure qu'on se refroidit pour lui à Berlin, M. de Metternich, qui craint qu'il ne fasse un écart et ne prenne congé de la Triple Alliance, redouble de caresses et de ménagements, et en cela il témoigne de sa prudence et de sa prévoyance. Les lettres de famille de Pétersbourg ne sont pas très rassurantes sur l'état de santé de l'empereur. Il est très nerveux et très irritable ; il a maigri beaucoup ; il a des faiblesses d'articulation, et des congestions sanguines à la gorge. Dans

sa deuxième course on s'est aperçu que sa vigueur ne répondait plus à sa volonté. Je ne sais, cher collègue, si, pour une raison ou pour une autre, ce provisoire qui vous pèse doit bientôt cesser.

DE LA DUCHESSE DE TALLEYRAND.

Rochecotte, 5 décembre 1842.

Le duc de Montmorency et le duc de Noailles m'ont donné plusieurs jours. M. de Noailles avait apporté ses manuscrits (1) ; il me les a lus, et j'en ai été fort contente. S'il achève et qu'il mette au tout le même soin, ce sera un ouvrage sérieux, animé, diversifié, bien écrit, fort intéressant. Le tort de l'ouvrage sera de ne pas traiter un sujet nouveau, mais on peut rajeunir un sujet nouveau par la forme et le mérite du style. Je l'encourage beaucoup à continuer, à achever parce que, outre que c'est réellement fort bien, je suis toujours charmée quand les bons esprits se tirent des rêves creux de l'esprit de parti par des occupations élevées et étrangères à la politique à la fois débile et passionnée du carlisme.

J'attends ce mois-ci la visite de M. de Bacourt (2). Je

(1) *Histoire de la Maison royale de Saint-Louis établie à Saint-Cyr pour l'éducation des demoiselles nobles du royaume.* -- Paris, impr. Lacrampe, 1843, 1 vol. in-8°. Cet ouvrage tiré à petit nombre ne fut pas mis dans le commerce. C. B.

(2) M. de Bacourt avait successivement occupé à Londres (1830-1834) les postes de second, puis de premier secrétaire d'ambassade auprès de M. de Talleyrand, qui lui témoignait la plus entière confiance. Il était en 1842 ministre de France aux États-Unis. C. B.

ferai avec lui l'examen de deux énormes caisses de papiers (1) venus d'Angleterre. Je vous manderai ce que j'y aurai trouvé. J'en connais bien une partie, mais je puis avoir oublié ou ignoré. Pour cette fois je me bornerai à l'examen ou à l'inventaire de ces papiers ; plus tard je ferai mieux et plus. Peut-être ce sera à Rome sous votre protection et avec vos habiles conseils.

Oui, tâchez que votre hiver de 43 ou de 44 se passe au palais de France à Rome. Si je vis, je m'engage à m'établir sous votre protection au mont Pincio. Vous m'aiderez à y vivre et peut-être à y mourir. Je ne pense pas avoir longtemps encore à rester dans cette vie qui, à tout prendre, m'a été assez hostile, et j'aimerais à m'éteindre sous votre douce influence. Madame de Maintenon dit quelque part, avec beaucoup de vérité : « Il est tout à fait disgracieux de finir sa vie auprès de gens avec lesquels on ne l'a pas commencée. » Aussi aimerais-je mieux tenir votre main dans ce moment suprême que celle de tous ceux que j'ai connus depuis la date si ancienne de notre amitié.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 4 janvier 1843.

Ainsi que vous le pensiez, le droit de visite a tout aussitôt fait explosion. C'est une de ces badauderies d'orgueil national qui ne manquent jamais leur effet en France. En outre, la majorité ministérielle cherche toujours une occasion de faire acte d'indépendance et

(1) Papiers du prince de Talleyrand. C. B.

de donner quelque grave contrariété au cabinet qu'elle soutient. Voilà comment nous entendons le mécanisme représentatif. Vraisemblablement on négociera quelque rédaction plus ou moins significative qu'on placera dans l'adresse sans espérance ni même volonté qu'elle amène un résultat. Ce sera comme l'éternelle phrase sur la Pologne. Si le ministère résistait de front, — ce dont je doute, — il se mettrait en péril, mais sa complaisance, peut-être nécessaire, l'affaiblira.

Ce qui s'est passé en Espagne (1) ne sera point un embarras : au contraire, il devient impossible de reprocher au gouvernement ses mauvaises relations avec Espartero. Personne ne croit à la durée de celui-ci. la protection de l'Angleterre est sa seule force car il n'aurait même plus l'armée sans argent; et sans l'aide des Anglais, point d'argent. Ne vous imaginez pas que l'Europe se trouble en rien de ce qui va se passer en Espagne. Ce malheureux pays ne compte plus; l'An-

(1) A la popularité d'Espartero avaient rapidement succédé les défiances et les haines des populations contre une dictature, dont souffraient surtout leurs intérêts commerciaux et la fortune publique. Le 13 novembre 1842 une formidable insurrection éclata à Barcelone. Sa répression fut des plus sanglantes et des plus barbares. Plusieurs chefs de la révolte vaincue, mêlés à la foule des malheureux de tous les partis qui fuyaient l'incendie allumé par le bombardement, trouvèrent avec eux refuge sur le *Jemmapes* par les soins du consul de France, M. de Lesseps. La *Gazette officielle* de Madrid s'empressa d'accuser notre représentant d'avoir pactisé avec les insurgés. Mais M. de Lesseps vit approuver sa conduite par le gouvernement français, qui même le promut à cette occasion au grade d'officier de la Légion d'honneur. C. B.

gleterre seule met de l'amour-propre à y conserver de l'influence et s'inquiète de celle que nous pourrions y avoir. De là des difficultés possibles entre elle et nous.

Avez-vous de bonnes lectures d'histoire ou de droit public? Vous avez à lire des montagnes de livres dont la connaissance est indispensable à tout homme sérieux. Prenez ceux qui s'accordent avec votre disposition du moment, mais finissez-les. Une lecture interrompue n'est pas une lecture. Say est un bon livre classique, parce qu'il a méthode et clarté. Il en reste une idée assez complète de l'ensemble de la science, mais il a, comme toutes choses, les inconvénients de ses avantages : il est trop absolu. Quand vous en serez au bout, vous pourriez prendre Rossi qui a plus d'esprit et se rapporte mieux aux points actuellement en question. C'est demain que je reçois M. Patin (1); comme il n'est guère, ainsi que vous le dites, un sujet de discours, j'ai pris un texte qui n'est que trop vaste et général : l'histoire de la critique. Je crains d'avoir renfermé dans un trop petit espace ce thème qui exigerait des volumes. Les amis ou confrères à qui j'ai dû lire ce discours, en font beaucoup trop l'éloge anticipé. Je crains le mécompte.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 12 janvier 1843.

M. Guizot me donne fort à faire pour lui tenir tête, son activité depuis trois mois a été grande et habile. Nous avons abattu beaucoup de besogne ici.

(1) M. Patin avait été nommé membre de l'Académie française en remplacement de M. Roger. C. B.

Toutes les anciennes affaires sont *al giorno*, et nous avons fait de plus une convention postale et un traité d'extradition. Quant au traité de commerce, c'est à Paris qu'il se négocie. J'ai encore peine à croire qu'il vienne à conclusion, bien que lord Aberdeen semble y compter tout à fait.

Je ne sais ce qui nous arrivera de Madrid, mais je puis répondre que de Londres on y envoie de bons conseils. Nos rapports sont donc satisfaisants et ils s'amélioreront encore, si une bourrasque parlementaire ne vient pas tout brouiller à nouveau. Malgré les bonnes paroles qui me viennent de Paris, je reste à cet égard assez inquiet.

J'ai lu avec bien du plaisir votre réponse à M. Patin ; que vous êtes heureux de faire si bien toutes choses !

DE LA DUCHESSE DE TALLEYRAND.

Rochecotte, 17 janvier 1843.

Je suis tendrement touchée et flattée, bien cher ami, que vous ayez remarqué avec quelque regret la lacune inusitée de ma correspondance. J'aime bien à être aimée par vous avec quelque peu de susceptibilité et d'exigence, c'est le meilleur symptôme possible et qui ne me manquerait pas au besoin, je vous assure. Dans deux mois je vous reverrai ; il me semble que j'ai déjà de fortes provisions de causeries ; j'ai réellement beaucoup à vous dire, et je vous prie de savoir que votre présence à Paris m'y attire puissamment.

J'ai revu avec M. de Bacourt une énorme liasse de papiers que nous avons trouvés dans un étrange désordre. Je continue à fouiller. Vous verrez qu'il y a là bien des matériaux précieux.

Votre fils, à Dresde, plait à tout le monde. On le trouve poli, modeste, on aime son langage et ses manières. Les dames l'ont trouvé fort joli dans un tableau où il a représenté *le Tasse*. Ma nièce Hohenthal me mande tout cela fort en détails, et elle ajoute que votre fils est d'autant plus apprécié que sa façon simple, douce, convenable contraste avec les airs aisés, le commérage malveillant et le papillonnage déplacé de certain de ses collègues.

Racontez-moi un peu le salon de mademoiselle Rachel; donnez-moi une idée de son existence et de cette personne. Je trouve tout, tout simple, excepté le choix de M. Walewski à l'esprit et aux agréments de qui je n'ai jamais pu être sensible. Ses prétentions littéraires si peu justifiées lui ont ôté le cachet bon enfant; enfin ce n'est pas là le protecteur qui peut faire atteindre à la jeune artiste le point culminant. Ne le pensez-vous pas?

Ma santé est assez bonne, ma vie paisible et occupée, le temps doux, et mon âme est reposée. Il ne faut pas en demander davantage, surtout quand on peut compter sur l'affection de ceux qu'on aime tout à fait Vous voyez bien que c'est de vous dont il s'agit.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 23 février 1843.

Nous sommes à la veille d'une forte lutte pour les fonds secrets. La vivacité active des haines qui se coalisent contre M. Guizot est extrême. Les journaux les excitent par leur polémique sans ménagement, le ministère lui-même souhaite que la discussion ait un

caractère animé. Je doute que M. Thiers soit amené à parler. M. Dufaure en a, dit-on, peu d'envie et M. de Salvandy, qui représente les conservateurs dévoués à M. Molé, me paraît préférer le silence. Quant à la vraie gauche et à M. de Lamartine, ils parleront volontiers et ardemment. Vingt ou trente voix de majorité pour le ministère, tel est le pronostic. Mais, comme il y a beaucoup de passion en jeu, les impressions du moment auront de l'effet, et tel discours pourra, en produisant de l'irritation, changer la couleur d'un certain nombre de boules. En attendant, ce qui rend l'événement douteux, c'est qu'un bon nombre de députés ont promis, dit-on, leur vote aux opposants et aux ministres sans peut-être bien savoir encore à qui ils manqueront de parole.

Paris, 7 mars 1843.

La bataille des fonds secrets a été grandement gagnée. Non seulement la majorité a été supérieure à ce qu'on prévoyait, mais les fractions diverses des opposants et des mécontents ont montré leur désunion, leur embarras, leur faiblesse. Le talent de M. Guizot a écrasé leurs orateurs. Il ne peut plus être question, du moins pour cette session, de ministères intermédiaires, et M. Thiers, qui ne veut plus être de la gauche, n'est pas encore accepté par les conservateurs. Ses amis ont été bien ardents et lui bien prudent. Quelques-uns lui en savent mauvais gré, mais ne le quitteront pas. En général, la classification de la Chambre va rester la même, du moins pour le moment.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 24 mars 1843.

La situation de notre ministère, vue à distance, me semble bonne. Je calcule cependant, comme vous, que l'irritabilité sur la politique extérieure n'est pas calmée, c'est une fièvre continue avec des redoublements. L'opposition aura toujours quelque raison, parce qu'il est malheureusement en son pouvoir de produire toujours le mal dont elle se plaint. Quand elle ébranle un ministère, nul doute qu'elle ne diminue sa force au dehors et que, conséquemment, notre politique et notre considération n'en souffrent. Aujourd'hui nous faisons un peu meilleure figure parce qu'on calcule sur huit ou dix mois de stabilité. Ne voilà-t-il pas un long avenir?

Ici les ministres tiennent *très ferme* et surtout personne n'imagine qu'ils puissent être renversés avant qu'un autre ministère ait surgi, armé d'une politique nouvelle, et de tous les moyens de la mettre en valeur. C'est à de telles conditions seulement que les gouvernements parlementaires peuvent soutenir la lutte contre les autres. Encore la diplomatie de ces derniers conservera-t-elle d'incontestables avantages.

DU COMTE BRESSON.

Berlin, 26 mai 1843.

Savez-vous déjà que l'empereur a demandé à d'André quand vous reviendriez? C'est une avance très

caractérisée, qu'en ferons-nous ? Je n'en souffle mot ici. Les cours allemandes se mettraient en travers ; Vienne et Berlin avec plus d'ardeur que Londres même. Il faut que ce travail s'achève de lui-même. Oh ! que je respirerais avec expansion le jour où la France et la Russie auraient compris leur rôle ! Ces souverains allemands nous sont plus hostiles, ils sont plus foncièrement aigris, plus encroûtés qu'on ne l'a jamais été à Pétersbourg. Il faut qu'ils aient peur et qu'ils reçoivent une leçon. Nous n'en ferons rien autrement. La prudence et l'impartialité ont disparu avec Frédéric-Guillaume III. Vous les jugez tous tels qu'ils sont.

Quant à l'affaire d'Espagne, elle sera notre dernière pierre de touche. Si elle se termine sans nous, autrement qu'il ne nous importe, s'il ne paraît pas que nous y avons eu la haute main, et si nous nous laissons duper ou éliminer sans tirer l'épée, sans faire notre va-tout, nous serons conspués et nous l'aurons mérité. Ne faiblissons pas un moment sur ce point ; ne nous laissons pas soupçonner de pouvoir faiblir ; la question est vitale au dehors et au dedans ; le gouvernement se discrédite s'il ne montre pas l'inébranlable résolution d'atteindre son but envers et contre tous.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 5 juillet 1843.

La Chambre des députés abîme les chemins de fer et amende des marchés, comme si ce n'étaient pas des contrats où les entrepreneurs traitent d'égal à

égal avec elle. Le ministère ne pourra point subsister, s'il ne parvient pas à avoir une majorité pour l'administration comme pour la politique.

On tient Espartero pour perdu. Les Anglais ne sont point disposés, dit-on, à le pousser aux résolutions désespérées. C'est une partie perdue pour eux ; ils le savent. Ce qui viendra après ne se peut prévoir. Si nous voulions risquer les grandes chances il serait facile de donner pour mari à la reine Mgr le duc d'Aumale qui, probablement, sera demandé par l'opinion espagnole. Mais la guerre de la Succession sous Louis XIV et la guerre de l'Indépendance sous Napoléon sont de grandes leçons.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 20 juillet 1843.

Je n'ai rien à faire ici pour le moment, et ce qui se passe en Espagne est plutôt une convenance pour mon congé. On a fait ici la faute de refuser l'action commune que j'ai proposée avec des instances réitérées, annonçant toujours qu'Espartero ne durerait guère si la France et l'Angleterre ne l'assistaient de concert et ne s'entendaient pour résoudre suivant leur convenance réciproque la question du mariage.

Ces offres faites si souvent par moi nous laissent le mérite d'avoir prédit juste, et ne permettent pas que les gens bien informés nous imputent la responsabilité de la catastrophe survenue. Aujourd'hui et pendant plusieurs mois sans doute, il serait puéril de faire des plans pour l'Espagne. Il faut laisser débrouiller la fusée. M. Guizot a bien mené cette affaire et

répondra facilement désormais aux accusations portées contre sa politique inactive. On ne peut dire qu'elle ait diminué l'influence française en Espagne.

Vous préoccupez-vous de l'Irlande? On ne peut assurément nier qu'il n'y ait de quoi. Écartez cependant l'idée d'une prise d'armes. Ce serait la belle chance du ministère, mais rien de pareil n'est à prévoir. L'équilibre du budget est rétabli. Point encore d'embarras de ce côté, mais la suspension du travail dans les manufactures par suite d'un excès de production, et conséquemment la misère des basses classes et la pléthore des classes supérieures, voilà le mal chronique dont je ne sais pas le remède. Le principe tient à une mauvaise organisation sociale et c'est grand dommage, car l'Angleterre, telle quelle, offre un magnifique spectacle. Je ne penserais pas sans tristesse qu'un jour elle dût faire peau neuve comme la France en 89. Je ne crois pas au reste que les acteurs de ce grand drame soient encore nés.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Beauséjour (1), 6 septembre 1843.

Vous doutiez encore, en Auvergne, quand la reine d'Angleterre débarquait au Tréport! Toute cette aventure royale a été un vrai coup de théâtre, beau, charmant, curieux, et, je crois, très important. Vous lirez les récits dans les journaux.

Je ne puis guère suppléer au reste. Ce que je crois

(1) Maison de campagne louée aux environs de Saint-Germain-en-Laye par la princesse de Lieven. C. B.

cependant, c'est que la reine d'Angleterre a médité cela dès la visite de la princesse Clémentine ; qu'elle en a fait ruminer par elle la première idée ici, et que vos princes ont été envoyés pour l'inviter. A leur retour le roi a été sûr de sa venue, mais il ne l'a confié qu'à M. Guizot tout seul, la reine d'Angleterre désirant que cela restât secret jusqu'au 30 août (les princes étaient arrivés à Eu le 26). De son côté, elle avait parlé de son projet à Sir Robert et à lord Aberdeen. Ils y ont tout de suite acquiescé. Ils ont même été fort contents, voyant dans cette entrevue plus qu'une visite d'amitié ; mais ils ont exigé de la reine le secret le plus absolu, car lord Palmerston aurait pu faire naître des embarras, et il n'y aurait pas failli. Quand la nouvelle a éclaté il n'y avait plus moyen d'empêcher. En Angleterre, cela a plu universellement. Tous les partis ont applaudi, et même le journal de lord Palmerston a été obligé d'entonner des cantiques de louanges. Ici la surprise a été grande, on n'a pas voulu croire, mais évidemment cela a plu aussi ; on est flatté. Tout ceci a bon air. C'est galant, c'est gracieux, et l'effet est excellent pour le roi et pour son gouvernement. Tout le monde est forcé d'en convenir. Mais voici la drôlerie. Le corps diplomatique à Londres, le corps diplomatique à Paris, incrédules d'abord, ont eu la gaucherie de montrer du dépit, de le laisser voir et de le dire. Si vous étiez ici je vous divertirais ; de loin c'est trop long et c'est difficile. Ils n'ont pas montré d'esprit. Savez-vous qui me l'a raconté ? C'est M. Molé. Je suis bien aise de lui rendre ce témoignage et de vous le dire. Il parle de ceci comme d'un bon et grand événement, enfin le langage le plus convenable. Mon duc de Noailles aussi.

M. Guizot m'écrit des lettres charmantes. Un tableau animé, piquant de toutes ces journées royales. Rien n'y manque. Le temps admirable, tout le monde en train. Le roi et les princes faisant rire la reine d'Angleterre, le public applaudissant. Le *God save the Queen* très populaire, très applaudi. (Il y a un an, qui eût dit cela ? M. Guizot passe son temps (et ne le perd pas) avec lord Aberdeen. Il est parfaitement content. Lord Aberdeen disant : « Il faudrait absolument se voir de temps en temps, quel bien cela ferait »... Lord Aberdeen très frappé du roi, de sa conversation, de sa fermeté ; frappé de votre famille royale ; frappé de tout ! Vraiment ce voyage sera un utile voyage.

Maintenant, monsieur l'Ambassadeur, que va-t-on penser, que va-t-on dire, autre part, au loin surtout ? J'imagine que les maîtres auront plus d'esprit que les représentants et qu'ils sauront mieux cacher leur déplaisir. Mais ils en éprouveront, cela me paraît évident. Que de réflexions nous aurons à faire ensemble ! Demain jeudi comme nous serons bavards ! Que je vous remercie du bon souvenir que vous conservez au jeudi ! La reine s'embarque demain à la marée du matin. M. Guizot sera ici vendredi matin. Paris s'attendait à une visite et la désirait. La reine y eût été extrêmement bien accueillie, le mouvement est pour elle. Mais au fond Eu tout seul vaut mieux. C'est plus personnel, et on ne dira pas que c'est un voyage de curiosité, une fantaisie de femme. C'est plus sérieux comme cela et plus avantageux au roi.

Voici une longue lettre, monsieur l'Ambassadeur, si cela vous amuse je vous écrirai encore. Je suis un peu fatiguée je vous demande pardon de ce griffonnage.

Les Woronsow-Dachkoff et tous les Narichkine sont arrivés. On dit que l'empereur va se trouver après-demain à Berlin. Kisseleff (1) n'était pas de ceux qui parlaient, il s'est tu.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 12 septembre 1843.

Je pense de la visite de la reine d'Angleterre tout ce que vous en pensez, seulement elle m'a peu surpris. Je savais que l'idée en était venue depuis longtemps et que cette jeune reine avait eu le bon goût de prendre dans le gré le plus tendre nos princesses. C'est, soyez en sûr, un événement que cette visite, et un événement des plus heureux. Le charme est rompu et le continent même le plus septentrional l'a bien senti. Il fallait voir à Paris le dépit et quelquefois la rage concentrée de la diplomatie : et l'accent lugubre de tel personnage répétant le mot adopté : *C'est un événement !* Loin que cette visite rende les affaires plus faciles entre les deux pays, je parie qu'elle rendra la Chambre plus ombrageuse et le pays plus défiant. Mais le continent changera de ton, et pour peu que notre intérieur ne lui paraisse pas trop révolutionnaire les rapports avec lui seront différents. Les *tories*, dans cette affaire, n'ont pas voulu contrarier un projet que les *whigs*, consultés par la reine, avaient approuvé.

(1) Conseiller privé actuel, conseiller d'ambassade faisant fonction de chargé d'affaires de Russie en France. C. B.

Je suis ici depuis huit jours avec ma fille dont le mari chasse au Marais, madame d'Arbouville (1) et M. Sainte-Beuve qui est arrivé avant-hier. Les vers de Sainte-Beuve (2), comme vous avez pu le voir, ne montrent encore que le désir de rentrer au giron de la langue française.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Beauséjour, 22 septembre 1843.

Vous voulez une lettre et des nouvelles, monsieur l'Ambassadeur, je passe tout de suite au sujet qui a un peu préoccupé ici : le voyage du duc de Bordeaux. La cour de Berlin en a donné avis officiel à la vôtre. Ni l'avis ni les mouvements du prince ne placent encore le fait d'une manière bien claire. Il paraît seulement que c'est un coup monté ici, et que le but était évidemment de faire arriver le prince à Berlin de façon à y trouver encore l'empereur (3). Le Faubourg Saint-Germain le voit déjà marié à la grande-duchesse Olga. Cela se dit couramment et cela se croit un peu. Bresson a parlé assez haut pour qu'il se soit établi un peu d'hésitation à Berlin, et, d'après sa dernière lettre du 16 arrivée hier, il y avait toute vraisemblance qu'on

(1) Sophie d'Arbouville, née de Bazancourt (1810-1850), auteur de poésies et de nouvelles qui eurent, lors de leur publication en 1855, le plus grand succès. M. d'Arbouville son mari était à cette époque maréchal de camp; général de division en 1848, il mourut en 1871. C. B.

(2) *La fontaine de Boileau, épitre dédiée à Madame la comtesse Molé.* (*Revue des Deux Mondes*, 1[er] septembre 1843).

(3) L'empereur de Russie.

empêcherait là son apparition avant le départ de l'empereur fixé au 18. Après ce jour-là toute exhibition publique cesse, et on le recevra dans le cercle privé à Sans-Souci pour peu de jours, dit-on.

Il va en Angleterre ; mais là, la réception (si on le reçoit) sera une audience le matin comme à Espartero et voilà tout. Je le répète, il y a un peu de louche dans toute cette affaire et, jusqu'à nouvel avis, je croirai encore un peu que le duc de Bordeaux rencontrera l'empereur. On croit savoir à Londres que le voyage en Belgique n'a pas plu à la reine autant que la visite à Eu. Elle conserve d'Eu un souvenir charmant. — Partout on s'est ému de cette première rencontre, à Vienne beaucoup. M. de Metternich, qui a toujours tout prévu, tout prédit, ou tout conseillé, n'avait ni prévu ni prédit Eu et ne l'avait surtout pas conseillé. Il dit : « fantaisie de petite fille » ? Mais il pense quelque chose de plus que cela, et il en est contrarié. Mon empereur a appris la nouvelle à Berlin. Manquant de rapports de ses agents il a su les détails par Bulow et par Lord Westmorland (1), il s'en est montré curieux, mais il n'a laissé percer aucun dépit, il a trop d'esprit pour cela. L'effet dans toute l'Allemagne a été très grand et n'a pas cessé encore. L'Espagne est toujours agitée. On espère, sans être sûr, que le ministère Lopez vivra jusqu'aux Cortès.

Olozaga arrive à Paris demain. Il vient en ambassadeur. Vous ne ferez probablement de nomination qu'après la réunion des Cortès. Vous savez sans doute qu'il est convenu que Salvandy va à Turin, mais il

(1) Ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne en Prusse. C. B.

n'y sera nommé que quand on aura pourvu au poste de Madrid. Le grand-duc Michel sera en Angleterre à la fin de ce mois.

Voilà ma gazette finie pour aujourd'hui. Je reste ici tant qu'il fera beau. Madame de Castellane est venue dîner chez moi en très belle humeur et en coquetterie pour M. Guizot.

Adieu, monsieur l'Ambassadeur, vous m'encouragez d'une manière tout aimable, vous voyez que je vous obéis.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 8 octobre 1843.

Je lis Spinoza ; il abuse de la permission donnée aux philosophes de compter pour rien le sens commun et la réalité. Ce qui me surprend, c'est l'admiration des Allemands et de notre école actuelle pour ce grand génie, tout en déclarant que son système est déraisonnable et immoral. Ces messieurs parlent d'une philosophie comme d'une œuvre d'art, le résultat les touche peu ; il est bon ou mauvais, vrai ou faux ; n'importe s'il est ingénieux et bien déduit. En outre comme Spinoza a vécu hors du monde avec un désintéressement complet du réel et que la philosophie a été pour lui la colonne de saint Siméon Stylite, cela touche les dévots de l'abstraction.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 19 octobre 1843.

Je vous remercie de votre résumé sur la marche du mécanisme constitutionnel en Saxe. Cela me semble jugé avec calme, impartialité et justesse. L'Allemagne n'est évidemment pas au point où elle doit s'arrêter. Son état social, les lumières qui y sont répandues appellent plus de réalité dans les gouvernements représentatifs. Mais elle peut attendre, car au vrai, elle est heureuse, et si elle porte un joug, il n'est point pesant. Tant que la Prusse conservera sa bonne et raisonnable administration, elle gardera un *statu quo* et garantira celui des autres.

Je n'ai aucune nouvelle à vous donner de nos affaires de France. Sur toutes les questions on attend et on a raison d'attendre. Notre situation de calme intérieur et de prospérité, notre prudence de gouvernement améliore et grandit évidemment notre position en Europe. Nous ne ferons peut-être pas grand chose par notre seule volonté. Mais, sûrement, on ne fera rien sans nous.

On m'a assuré que M. Bresson allait mal volontiers en Espagne et qu'il avait fallu le lui commander expressément. Vous avez su tous les succès de Louis Decazes (1). M. Guizot qui n'est point prodigue d'éloges,

(1) Fils de l'ancien ministre de la Restauration, secrétaire d'ambassade à Madrid où, en l'absence de notre ambassadeur, il venait de se trouver seul en face des difficultés crées par les épreuves que traversait l'Espagne. Envoyé extraordinaire à Madrid (1846), à Lisbonne (1847)

ne se taisait point sur sa bonne et sage conduite, sur le discernement qu'il avait montré dans des occasions où nulle instruction ne le guidait.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 2 novembre 1843.

La Grèce ! On ne sait pas encore ce que l'empereur en dira. Le courrier russe et le courrier français sont attendus d'heure en heure. Tout ce qu'on sait, et vous l'avez su par les journaux, c'est la *destitution* de Catakazi. L'empereur, en lisant à Moscou le rapport qu'il a fait de l'événement du 15 septembre à Athènes, a tout de suite ordonné de le destituer pour les conseils donnés au roi en commun avec ses collègues, et le comte de Nesselrode y a obéi sur-le-champ de Saint-Pétersbourg. L'empereur est arrivé à Tzarskoé-Sélo le 5/17 octobre. Son premier travail devait être la Grèce. En attendant, Londres et Paris n'avaient pas attendu ses résolutions. Là et ici les agents à Athènes ont été approuvés et on leur a tracé des instructions formelles. Soutenir le roi Othon et tâcher de faire une constitution aussi monarchique que possible. Le comte de Nesselrode avait invité lord Aberdeen à attendre pour se concerter sur le jugement à porter et la marche à suivre. Mais lord Aberdeen s'était déjà entendu avec M. Guizot. Ils sont résolus à persévérer dans la marche que je viens de vous dire, mais tous deux désirent fort qu'elle soit aussi celle de la Russie,

député (1871-1877), le duc Louis Decazes, ministre des affaires étrangères de 1873 à 1877, mourut en 1886. C. B.

et que la conférence (1) puisse rester unie. Voilà ce que nous apprendront en toutes prochaines nouvelles de Pétersbourg. Quoique le premier acte de l'empereur, la destitution de son ministre, soit parfaitement contraire à ce qui a été fait à Paris et à Londres, je crois qu'il en restera là et qu'il tâchera de rester dans la conférence. Car sortir de là serait grave.

Sur l'Espagne, vous êtes également dans le plus parfait accord avec Londres. Bresson arrive dans quatre jours. On aura ici avant le 10 la nouvelle que la majorité de la reine est proclamée. Il partira le lendemain pour Madrid, et alors, la question du mariage, que tout le monde désire voir résolue sur-le-champ. Ce sera vraisemblablement un fils de don François.

Je reviens à la Grèce. L'Autriche en porte un jugement très raisonnable à peu près ce que vous dites. A Berlin on est fort raide, mais il faudra se déraidir : d'ailleurs là et à Vienne on se modifiera sans doute selon Pétersbourg, car plus que jamais Vienne nous est soumis.

Vous avez lu l'affaire de Posen (2). On ne sait pas bien encore ce que c'est, mais à Pétersbourg cela a été pris au tragique. L'impératrice a fait chanter un *Te Deum*. Le comte de Nesselrode en a entretenu d'André avec détail, et de façon que vous ne pouviez sans impolitesse vous dispenser d'adresser d'ici une dépêche féli-

(1) La conférence de Londres chargée depuis 1822 des affaires de la Grèce et qui se composait des représentants des puissances garantes de sa dette. C. B.

(2) Lors du voyage de l'empereur Nicolas en Prusse, un coup de feu avait été tiré sur l'escorte impériale au moment où elle traversait un faubourg de Posen. L'auteur de cet attentat ne fut pas découvert. C. B.

citant l'empereur, de la part du roi, d'avoir échappé à ce danger. Plus tard on a su que l'empereur avait grondé du *Te Deum*, de sorte que votre lettre de félicitations sera drôlement tombée ! Je vous redis là du commérage.

. Quand viendrez-vous, monsieur l'Ambassadeur ? j'aimerais bien mieux bavarder ici.

Le duc et la duchesse de Nemours partent le 10 pour aller passer quinze jours chez la reine d'Angleterre ; de son côté, le duc de Bordeaux doit être à Londres le 15. Trente-sept passeports de légitimistes demandés en un jour. Berryer, Chateaubriand, les ducs de Fitz-James et de Lorges, M. de Pastoret, La Bourdonnaye ; enfin tout le camp. La reine d'Angleterre montre toute son humeur. Je ne conçois pas que le duc de Bordeaux s'obstine à y aller. Tout cela ensemble sera singulier.

Je vous dis vite adieu. Je sens que si ma lettre traîne un moment elle restera sur ma table et je suis pressée de vous divertir. Est-ce que je vous divertis ?

DE M. GUIZOT.

Paris, 2 novembre 1843.

Mon cher ami, je suis bien en retard avec vous ; aussi ne m'écrivez-vous plus. Je travaille beaucoup. J'essaye de bien emmancher, de mener un peu loin des affaires que je ne ferai plus quand les Chambres seront là. L'Espagne et la Grèce sont en bon train. C'est tout ce qu'il y a aujourd'hui en Europe. La surface du voyage d'Eu a été très bonne. Le fond est encore meilleur. Pourvu qu'on ne le gâte pas ! Le gouvernement représentatif est comme Louis XI : il fait beaucoup

de fautes, puis il les répare. Tout le monde me dit que la session sera facile. Je n'en crois rien. Il n'y a point de session facile. Et plus les affaires sont bonnes, plus tout le monde se met à l'aise. La belle parole de l'Évangile : « Ils se reposent de leurs travaux, et leurs œuvres les suivent », n'est pas de mise dans le gouvernement représentatif; ceux qui y entrent ne se reposent point de leurs travaux, et leurs œuvres ne les suivront point. Il est vrai que l'Évangile ne dit cela que des morts, et il a raison. Le repos et la justice ne sont que pour les morts. Du reste plus j'ai avancé dans la vie publique, plus ses contrariétés, ses traverses, ses épreuves me sont devenues indifférentes. Je m'y suis aguerri presque jusqu'à n'y plus faire attention. Il n'y a de vraies douleurs que celles de la vie privée, de la famille. Là seulement l'âme reçoit des blessures que le temps recouvre, mais ne guérit point, et qui la laissent de plus en plus faible et hors d'état d'en supporter de nouvelles.

La session s'ouvrira dans les derniers jours de décembre. Nous entrerons tout de suite en matière, car nous avons sept ou huit grandes lois qui sont restées à l'état de rapport. Nous présenterons sans retard, et à la Chambre des pairs, la loi sur l'instruction secondaire (1). Ce sera une grosse affaire, peut-être la plus

(1) La liberté d'enseignement que, selon le paragraphe 8 des *dispositions particulières* de la Charte de 1830, « une loi devait assurer dans le plus bref délai », avait été établie pour l'instruction primaire en 1833. Quant à l'enseignement secondaire, l'Université en conservait toujours le monopole. Les établissements privés ne pouvaient exister qu'avec son autorisation toujours révocable, sous sa dépendance et en lui payant une rétribution. Aucun candi-

grosse affaire de la session, dans l'une et l'autre Chambre. Le clergé a bien peu d'esprit. Il ne comprend

dat, à moins que ses parents ne déclarassent qu'il avait fait ses études dans la maison paternelle, n'était admis à se présenter au baccalauréat sans un certificat constatant des cours de rhétorique et de philosophie suivis dans un collège de l'Université ou dans un des quelques établissements assimilés par faveur à ses collèges, et dénommés « établissements de plein exercice ». Une ordonnance du 5 octobre 1814 avait bien soustrait les petits séminaires à l'Université, mais leur prospérité croissante, qui, pour plusieurs des plus importants, était due à la direction des jésuites, provoqua un véritable mouvement de l'opinion auquel le gouvernement fit les plus graves concessions. Nécessité de l'approbation royale pour le choix des supérieurs, exclusion de la direction et du professorat de toute congrégation non autorisée, interdiction de recevoir des externes, limitation du nombre des élèves avec obligation pour ces derniers de revêtir le costume ecclésiastique dès l'âge de quatorze ans, impossibilité pour eux de se présenter au baccalauréat sans avoir séjourné pendant leurs classes de rhétorique et de philosophie dans un établissement universitaire : telles furent les principales clauses des ordonnances de 1828.

Le projet de loi sur l'instruction secondaire présenté par M. Guizot en 1836 supprimait l'autorisation préalable et le certificat d'étude et permettait la concurrence à tous les rivaux de l'Université. Quelques conditions de grades, d'inspection ou de juridiction administratives y étaient stipulées, mais elles n'apportaient aucune entrave sérieuse ou même gênante à l'enseignement libre que la loi établissait. Il n'y était pas parlé des petits séminaires, et quand cette question fut soulevée dans le sein de la commission, l'épiscopat ne parut pas tenir à l'assimilation de ces établissements aux établissements privés. Ne plus posséder

pas que, tant qu'il ne fait pas de bruit il gagne du terrain, qu'il en perd dès qu'il se remue. Clergé ou

le caractère d'établissements publics, placés sous la seule autorité des évêques, n'était pas à ses yeux sans inconvénient. Lors de la discussion de ce projet, la crainte de voir les ordres religieux et surtout les jésuites profiter très grandement de la loi détermina le vote d'un amendement de M. Vatout obligeant tout chef d'établissement libre à jurer qu'il n'appartenait à aucune association non autorisée. Quelques jours après, M. Guizot quittait le pouvoir; le projet sortait des débats de la Chambre avec des modifications qui en faussaient le principe et mécontentaient les catholiques; il ne fut pas porté à la Chambre des pairs par le ministère du 15 avril.

En 1841, M. Villemain déposa un nouveau projet de loi. Non seulement il était moins libéral que celui de 1826, mais il touchait aux petits séminaires. Il en enlevait la direction exclusive aux évêques, les plaçait sous la juridiction de l'Université et les soumettait, comme compensation dérisoire de leurs privilèges perdus, au droit commun, fort limité, institué par la loi nouvelle. L'épiscopat se leva tout entier contre ce malencontreux projet. Devant l'énergie et l'unanimité des protestations des évêques, devant l'accueil assez froid fait par la commission de la Chambre à la proposition de M. Villemain, le ministère n'hésita pas à retirer sa loi.

Mais l'agitation religieuse soulevée par cet incident avait été trop considérable pour disparaître avec le projet. Le parti catholique sortait de la réserve où il s'immobilisait depuis de longues années. Une campagne formidable s'entamait en faveur de la liberté de l'enseignement. Aux évêques, vinrent se joindre la presse religieuse et les plus illustres personnalités du parti. M. de Montalembert se distingua entre tous par l'éloquence de sa parole et de ses écrits, se montrant en cette circonstance un mer-

laïques, les hommes tiennent bien plus à la satisfaction de leurs petites passions du moment qu'au succès réel et définitif de leurs grands intérêts. J'espère que vous prendrez part à cette discussion-là. Elle vous ira bien.

L'empereur est triste et mécontent. Il a de quoi. La Grèce est pour lui une mauvaise affaire. S'il ne se sépare pas de la conférence, si l'affaire se traite à Londres, nous pourrons rester à Pétersbourg comme nous sommes. Mais si la conférence se dissout, si c'est à Pétersbourg que la Russie joue son rôle et sa partie dans les affaires grecques, notre situation générale devra rester et restera la même ; mais il faudra absolument un chargé d'affaires en état de suivre une grande question et d'avoir une conversation sérieuse avec M. de Nesselrode.

veilleux et puissant agitateur. L'Université, prise à partie, se défendit, puis attaqua ses adversaires. Les professeurs les plus éminents ou les plus populaires transformèrent leur enseignement en diatribes violentes contre les catholiques. La presse se livra aux polémiques les plus vives. On ressuscita Voltaire pour se ranger derrière sa bannière ; on chercha à exploiter les vieilles préventions populaires contre les jésuites envers qui furent rééditées toutes les accusations d'autrefois. Des deux côtés l'acharnement ne faisait que croître, et le mouvement catholique, loin de reculer, semblait au contraire prendre de jour en jour une plus grande conscience de sa force et de ses progrès : telle était la situation à la veille de la session de 1844, au début de laquelle un troisième projet de loi sur l'instruction secondaire allait être déposé. (Voir l'*Histoire de la Monarchie de Juillet* par Paul Thureau-Dangin, tome III, chapitre IV, et tome V, chapitre VIII.) C. B.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 5 novembre 1843.

Ce que vous me dites au sujet d'une tâche déterminée qui donnerait à vos lectures et à vos occupations de la suite et de l'ensemble, ne manque point de vérité ; mais il faut prendre garde à ne pas tourner dans un cercle vicieux. Ne rien entreprendre, parce que les connaissances et les réflexions sont éparses et sans direction ; ne pouvoir les coordonner parce qu'on ne s'est point choisi un but, c'est de quoi passer sa vie sans remplir cette condition que vous-même regardez comme indispensable au vrai mérite. Le remède, c'est de commencer un travail sans avoir l'assurance complète qu'il aura pour résultat une œuvre digne de succès et de publicité, et de le poursuivre en le modifiant selon ce qu'on apprend et selon les pensées qu'il fait naître. Toutes les tâches que l'on s'impose ne sont pas destinées à aboutir à un résultat heureux. Elles n'en sont pas moins utiles à ceux qui les entreprennent. Un moyen simple et presque mécanique de se donner une besogne régulière, c'est de traduire. Encore que j'aie tenté autre chose, celle-là ne m'a jamais ennuyé.

Ne soyez pas un diplomate mondain et ne vous bornez pas à ce petit courant d'affaires que vous appréciez ce qu'il vaut. Provisoirement, dès que vous allez être chargé d'affaires, soignez beaucoup votre correspondance ; votre rédaction est généralement claire et naturelle, n'en changez pas le caractère ; gardez-vous des réflexions trop générales ; renfermez-vous autant que possible dans les faits. Il y a une

façon de les raconter comme on les voit, qui amène ceux qui lisent à les juger comme celui qui les écrit.

Nous continuons à être en complète harmonie avec l'Angleterre, et il n'y a, pour le moment, aucun dissentiment sur les deux points litigieux, la Grèce et l'Espagne ; on se propose les mêmes buts et on donne les mêmes instructions. Les souverains et leurs cabinets n'ont pas une plus grande contrariété que notre bonne intelligence avec l'Angleterre. En 1840, l'empereur de Russie, avec la complicité des autres puissances, a réussi à nous brouiller. Mais il a fallu M. Thiers d'une part, et lord Palmerston de l'autre pour amener ce résultat. La crise accidentelle une fois passée, les choses ont repris leur suite naturelle. Les cours et ministères du continent ne veulent ou ne peuvent pas voir que tant qu'ils auront pour nous une malveillance plus ou moins évidente, une malveillance doctrinale, nous irons où ne se trouve pas un sentiment semblable. Puisqu'ils font une politique d'opinion et de préjugé, il est simple que nous n'entrions avec eux en aucune transaction véritable et essentielle.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 13 novembre 1843.

Je veux vous dire en deux mots, monsieur l'Ambassadeur, qu'il est venu hier un courrier russe. L'empereur ne saurait reconnaître une révolution militaire. Il ne se mêle plus des affaires de la Grèce, par conséquent nous sortons de la conférence.

Il désire le maintien du roi Othon, mais il ne repren-

dra ses relations que lorsque ce roi pourra lui dire qu'il a de l'autorité. D'un autre côté, si le malheur voulait qu'il succombât, l'empereur ne permettrait jamais qu'un prince de sa maison impériale occupât ce trône. Tout cela dans un langage excellent, et admettant que le roi ayant promis une constitution, il doit tenir ses promesses. Voilà le gros de l'affaire. Catakazi ne sera pas remplacé. Persiani (secrétaire) reste, mais simplement pour regarder et rapporter.

Le prince de Metternich s'était assez prononcé dans le sens de la France pour rendre difficile qu'il retire son ministre et son appui. J'avais toujours espéré qu'il nous serait possible de rester dans la conférence, et je ne croyais pas qu'on livrât ainsi l'Angleterre au tête-à-tête avec la France. Je suis très fâchée de cette résolution et je crois qu'on la regrette ici, et qu'on la regrettera à Londres. Car il ressortira de bien gros événements de cette scission.

La reine d'Angleterre a décidé qu'elle ne recevrait *pas* le duc de Bordeaux. Que va-t-il faire quand il apprendra cela?

DE LA DUCHESSE DE TALLEYRAND.

Vienne, 30 novembre 1843.

Je crois vous avoir mandé de Berlin que l'empereur Nicolas y avait paru fort mélancolique. On croit généralement en Prusse que le coup de pistolet de Posen était fort innocent et tiré par une main moscovite fort peu malveillante. Du reste, l'impopularité des Russes est dans un merveilleux *crescendo* dans le public prussien. Le voyage du duc de Bordeaux à Berlin y

a été une gêne pour la cour, un embarras pour le cabinet, un malaise pour le corps diplomatique et n'a pas même excité la minorité du public. Je ne dis pas qu'il n'ait pas existé quelques sympathies, mais un petit nombre d'elles ne se sont manifestées que dans une intimité voilée. Ici on blâme singulièrement son voyage en Angleterre ; il n'est nulle part aussi désapprouvé qu'à Göritz où l'on est furieux contre l'esprit agité du duc de Levis. M. de Metternich se porte à merveille ; son humeur est gaie, son commerce également aimable, et son amitié me rend sa maison fort agréable. Sa femme est aussi très aimable pour moi.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 9 décembre 1843.

Depuis moins d'un mois que je suis revenu à mon poste, j'ai eu sur les bras la Grèce, l'Espagne, le duc de Nemours et le duc de Bordeaux. Ces occupations pesaient différemment, mais toutes beaucoup. La plus douce ne compte plus que pour mémoire. Mgr le duc de Nemours nous a quittés après quinze jours passés ici agréablement pour lui et utilement pour nos bons rapports avec l'Angleterre. Je puis dire à vous, sans soupçon de flatterie, que le prince m'a paru très bien, beaucoup mieux qu'à l'époque de nos derniers rapports. Je lui supposais alors un esprit sage et mesuré, mais je le craignais sans grande portée et embarrassé d'une timidité déplaisante. Je lui ai trouvé cette fois de la décision et de la bonne grâce, et, sur toutes les questions, des vues pratiques et sages.

Aussitôt la place vide, M. le duc de Bordeaux est venu

la prendre. A en juger par sa conduite, c'est une tête de linote. Il y a perdu une partie qu'il pouvait gagner, car l'amour qu'on a à Londres pour toute espèce de *lion* lui faisait beau jeu. Le refus de réception à Windsor n'était pas universellement approuvé. Il a fallu, pour nous rendre l'opinion, le discours et la barbe de M. de Fitz-James. Ces pèlerins se promenant par douzaines dans les rues de Londres ont inspiré le contraire de la sympathie. La réaction a été rapide et complète. Eux et *leur roi* vont quitter la place et ils n'auront pas à se féliciter de leur campagne.

Je ne suis pourtant pas de ceux, mon cher ami, qui croient qu'il n'y a qu'à rire de leur mésaventure. J'ai pris fort au sérieux les parades de Belgrave-Square. La morale publique me semble en être atteinte. Et si la tranquillité matérielle est sauve, le désordre des esprits vaut bien qu'on s'en préoccupe. Si l'état de notre législation oblige à laisser ces actes impunis, c'est une lacune à combler. Si j'étais membre actif de l'une des Chambres, je travaillerais à cette œuvre malgré le peu d'agrément qu'elle promet à l'ouvrier.

Quant à la politique générale, la situation me paraît bonne. En Grèce nous irons avec l'Angleterre. En Espagne, les vieilles méfiances sont amorties et si nous sommes impuissants pour le bien dans ce malheureux pays, au moins ne nous en viendra-t-il ni échec ni dommage. A ces conditions M. Guizot doit apparemment avoir bonne chance dans les Chambres. Qui peut cependant répondre des vents et des flots.

Mon cher ami, nous menons une vie de château à Manchester-Square : il n'y a personne à Londres. Je voudrais que vous me disiez quelques livres fri-

voles pour m'amuser, et me faire bien venir des dames anglaises à qui je les prêterais.

A propos de roman, que faut-il croire des procédés d'Olozaga (1). Cela s'annonce comme une scène de Shakespeare.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 9 décembre 1843.

Je vois que vous avez trouvé Broglie toujours bien vide de celle que nous regrettons. Cependant ce me serait une chose douce de passer quelque temps en telle compagnie ; je n'en regrette presque aucune autre. Ma complète solitude, tout oisive qu'elle est, ne me laisse ni vide, ni ennui. L'activité d'esprit devient moindre ; on se désintéresse de beaucoup de choses, on ne se propose plus de but. En presque tout, je ne suis et ne veux être que spectateur, alors il ne me reste guère que la curiosité, passion assez tranquille, surtout à présent où il n'y a pas grande nouveauté. M. de Broglie, avec un autre caractère, avec des habitudes plus laborieuses, est assez dans cette disposition. Il a, de plus que moi, joué les grandes parties qui jamais ne tournent comme on les avait rêvées. Il a mérité et obtenu de nobles succès de tribune ; il a du calme, de la vraie philosophie, et j'aimerais huit jours de conversation avec lui. On

(1) Le 28 novembre M. Olozaga président du conseil, devant le refus de la reine Isabelle de signer un décret de dissolution des Cortès, avait pris la main de la reine et l'avait ainsi forcé à tracer sa signature. C. B.

n'échange guère que des idées avec lui, mais c'est pour quelques personnes une manière d'exprimer des sentiments. Ils prennent cette forme et n'en sont pas pour cela moins vrais et moins profonds. Si j'arrangeais ma vie de Paris à mon gré, ce serait ma société la plus habituelle ; mais, à mon âge, les relations d'amitié, d'affaires, de simple bienveillance, sont arrivées successivement à créer une foule de devoirs ; à peine y puis-je suffire.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 20 décembre 1843.

Je n'ai pas un souvenir présent du *discours sur la Méthode*, mais je me souviens du vif et profond effet que j'ai reçu de la lecture des *Méditations*. Connaissez-vous les *œuvres philosophiques* de Bossuet ? Cela est éminent de clarté et de raison. J'ai lu et relu cette année beaucoup de livres de philosophie et j'y ai toujours goût. En sortant du collège, vous sembliez un peu porté de ce côté.

Sans doute, vous trouverez dans madame de Sévigné, madame de Staël et madame Sand des témoignages de l'esprit contemporain. Toute œuvre vivante en reçoit plus ou moins l'empreinte. Mais madame de Sévigné vivait dans un temps remarquable par le calme des opinions, par l'intégrité des croyances, par une harmonie, une unité des éléments de la société. En outre, elle appartenait à une classe qui avait autorité sur le goût, sur les mœurs et qui régnait sur elle-même et sur tout le pays. Ainsi elle est une expression facile, naturelle, complète de

son époque. Madame de Staël n'en est déjà plus là ; elle a vécu parmi les combats d'opinion, l'ébranlement des croyances, la transition orageuse d'une société qui change. Elle-même a varié beaucoup et il y a loin des *Considérations sur la Révolution* à ses premiers ouvrages. Je ne sais qui ait fait plus de progrès en raison, en idées, en morale tandis que madame de Sévigné est la même dans sa dernière lettre que dans sa première. Elle n'avait à recevoir nulle leçon de l'expérience ; en ce temps-là on ne faisait pas d'expérience. Cependant madame de Staël représente encore un ordre d'individus, une aristocratie de goûts, de manières, de sentiments, qui avait un grand reste d'autorité. Quant à madame Sand, elle représente la révolte contre toute autorité, une haine aveugle et impuissante contre la société, contre les conditions nécessaires de ce fait perpétuel et indestructible. En lisant les journaux de ces années-ci, on dira : il y avait des émeutes dans la rue, et beaucoup de désordre dans les esprits. Mais on n'en conclura point qu'il y eut dissolution générale. De même les écrits de madame Sand reflètent une maladie, mais non point l'état de la société. Sismondi est instructif quant au matériel des faits, mais il y précise de son point de vue chaque époque et chaque événement ; aussi les juge-t-il mal. Je ne connais pas l'*Histoire d'Angleterre* de Lingard. M. Guizot en pensait assez de bien et la trouvait plus profitable à lire que Hume. L'*Histoire constitutionnelle* d'Hallam est un bon ouvrage.

Vous semblez trop peu en train de votre besogne officielle ; j'espère que vous l'accomplissez cependant avec une convenable exactitude. Il y a un thème de

correspondance qui ne manque jamais : c'est de raconter ce qu'on pense et ce qu'on dit des événements qui intéressent toute l'Europe. Ainsi l'effet produit au lieu où vous êtes par la situation de l'Espagne, le voyage du duc de Bordeaux, la révolution de Grèce, etc., le langage que tient chaque membre du corps diplomatique sur ces divers chapitres : tout cela a un certain intérêt pour un ministre des affaires étrangères.

J'ai assisté hier à la séance royale; le discours me paraît avoir été généralement approuvé : il expose avec fermeté et vérité une excellente situation. La session va commencer par une discussion sans doute très vive sur les voyages à Belgrave-Square. Une phrase dans l'adresse commentera cet incident et sera vraisemblablement fort combattue par la gauche. Nous aurons une autre question maussade et chanceuse, plus grave, plus menaçante, plus fâcheuse de tous points, c'est la dotation du duc de Nemours. Les meilleurs amis des ministres, les hommes sincèrement dévoués au roi s'affligent de cette tentative et présagent un revers. Comme je ne fais qu'arriver, je vous répète ce qu'on me dit. M. Dupin joue un singulier rôle en cette affaire. Il s'est fait appuyer par le roi pour la présidence en lui promettant de lui obtenir la dotation, et il parle contre elle dans la salle des conférences.

Paris, 12 janvier 1844.

J'ai lu vos dépêches, mon cher ami, elles sont raisonnables, sans prétention, écrites avec calme et simplicité, elles donnent bonne idée de votre jugement.

Vos journées, distribuées comme vous le racontez, vous laissent assez de loisir, et en passant de la lecture à l'écriture, vous aurez la distraction de la variété. Vous voilà en grande admiration de l'empereur. Vous jugez bien de ce dégagement d'esprit qui était si complet en lui, et qui, combiné avec une perspicacité rapide, lui donnait une conversation brillante, séduisante, subjugante. Vous l'apprécieriez encore mieux si vous lisiez ses *Mémoires* dictés à M. de Montholon et à M. Gourgaud; vous y découvririez de très belles choses. Au lieu que le *Mémorial de Sainte-Hélène*, fait à Paris, par de médiocres rédacteurs, sur les notes de M. de Las Cases, homme moins que médiocre, et où ont été insérées bien des choses que l'empereur n'a jamais dites, est un livre amusant, mais un assez pauvre témoignage historique. Il y a aussi une *Correspondance de Napoléon* (1) en six ou sept volumes, qui est très curieuse. Vous trouverez quelque jour, dans mes papiers, des notes que j'écris à bâtons rompus sur mes souvenirs de cette époque.

La discussion de l'adresse a été chez nous l'occasion d'un discours de M. Guizot qui a eu grand succès. Le parti légitimiste est embarrassé et intimidé. Son pèlerinage à Belgrave-Square est une grosse sottise. Sans avoir aucun projet arrêté, sans aucun moyen d'action, ils ont proclamé M. le duc de Bordeaux prétendant; ils ont mis en garde le gouvernement et donné

(1) *Correspondance inédite officielle et confidentielle de Napoléon Bonaparte avec les cours étrangères, les princes, les ministres et les généraux français et étrangers en Italie, en Allemagne et en Égypte.* Paris, Panckoucke, 1809-1820, 7 vol. in-8°.

occasion à l'opinion du pays de manifester sa répulsion. En même temps les voilà divisés en prudents et en étourdis, en patients et en présomptueux. Plusieurs d'entre eux ont perdu leurs illusions en voyant de près ce pauvre prince en qui ils plaçaient leurs espérances. Maintenant ces voyages, s'il en veut faire encore, vont devenir plus difficiles. Les cours et les gouvernements auront plus de précautions à prendre, pour que leur accueil n'ait point une apparence hostile contre nous.

Vous avez trop de dédain pour l'article de M. Duvergier de Hauranne (1) ; il est lourdement travaillé, mais c'est un résumé précis et clair. Son appréciation de la situation de l'Angleterre et du ministère actuel est exactement la même que celle des hommes sensés, anglais et français. Quant à la mauvaise humeur qu'il témoigne de nos relations actuelles, elle est le cachet de l'auteur et il n'y a point à s'en préoccuper. L'opinion publique s'accoutume de plus en plus à notre *cordiale entente.*

Paris, 29 janvier 1844.

Lorsque vous lisez un livre qui se rapporte à une époque, n'êtes-vous point porté à en lire ensuite d'autres qui soient contemporains? Il y a beaucoup de *Mémoires* sur la Fronde et peut-être ne les connaissez-vous pas. Ils se corrigent et s'éclaircissent les uns par les autres. J'ai relu il n'y a pas longtemps le « Cardinal de Retz »; ce que vous en pensez est assez juste,

(1) *Du royaume uni et du ministère Peel en* 1843 (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1843).

quant à lui, mais ses peintures sont si vivantes, ses portraits et ses jugements sur les personnes ont tant de finesse et de vérité, les événements sont si bien mis en scène, que c'est une lecture séduisante. Dans les années qui ont précédé la Révolution, il était fort à la mode; il avait pour ceux qui se précipitaient dans un mouvement destiné à devenir si grand, le charme d'un mauvais livre. C'est le libertinage de la politique. L'immoralité cynique de cette génération à laquelle ont succédé la gravité et l'ordre de Louis XIV me frappe toujours. L'intérêt personnel règne sans masque; il n'y a aucune opinion, aucun lien de convictions communes. Seulement tout se passe dans la région aristocratique, et la bonne bourgeoisie n'y participe point. Des lettres de Guy Patin, assez ennuyeuses du reste, montrent à quel point la classe moyenne était étrangère à ces agitations.

Nous venons d'avoir un grand retour de vivacité dans notre monde politique. Le voyage des légitimistes, l'expression assez mal choisie dont on s'est servi dans l'adresse, leur alliance concertée d'avance avec la gauche, les scènes violentes de la Chambre, ont fort préoccupé les esprits. M. Guizot a soutenu avec un merveilleux courage et un grand talent de tristes luttes. Voilà qui est fini, mais les exaspérations, mais l'ardeur et le retour d'espérances de la gauche ne vont pas se calmer tout de suite. Je crois pourtant que le goût du repos, que la tiédeur des opinions d'un public indifférent, éteindra ce feu passager.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 6 février 1844.

Mon bon ami, il y a longtemps que je voulais vous écrire, pardon de ne l'avoir pas fait plus tôt. La mort de madame de La Briche aura affligé le cœur de votre excellente femme. La mienne me charge de vous exprimer la part qu'elle prend, ainsi que moi, à tout ce qui vous touche. Il y a longtemps que nos deux ménages vivent en *cordiale entente*; le droit de visite n'y gâterait rien. Parlant sans figure, je voudrais bien vous tenir ici. Ne m'en donnerez-vous plus la joie? Je ne pense pas que vous soyez retenu par le charme de nos salons. On m'écrit que tous les fauteuils y sont rembourrés d'épines. Tout cela m'afflige fort; je n'y vois plus d'issue. Le bail des haines politiques est renouvelé pour trente ans. Je ne pense pas qu'après le voyage du duc de Bordeaux il fût possible d'éviter de terribles éclats. La situation étant donnée, on ne pouvait plus manœuvrer en évitant tous les écueils. Je ne crois pas que ceux auxquels appartienne l'initiative aient la moindre part dans le dommage qu'ils ont causé. Ici je m'attendais, pour ma part, à quelques éclaboussures, car, bien que le parti légitimiste ne rencontre aucune sympathie en Angleterre, le pays est trop aristocratique pour n'être pas un peu ébloui par beaucoup de noms historiques. Et, abstraction faite de l'intention du pèlerinage, on aurait voulu fêter les pèlerins. Je crois, en vérité, mon cher ami, que la reine et le gouvernement anglais nous ont rendu un fort grand service en entravant cette tendance. Si M. le duc de Bordeaux eût été reçu à Windsor, des

ovations eussent été données à lui et à ses leudes dans toutes les demeures hospitalières de l'Angleterre. Il retournait sur le continent tout autre personnage qu'il n'en était venu. Les invitations de toutes les cours d'Allemagne arrivaient, les ministres de France ne pouvaient tenir à leurs postes, et l'isolement nous devenait non moins coûteux qu'en 1840. Étranges gens que nous sommes ! Nous ne voulons l'amitié de personne et quand, par suite de nos provocations, nous rencontrons des procédés peu bienveillants, nous en exagérons l'importance et nous armons à grands frais contre des dangers imaginaires. Non, certes, personne ne veut, personne ne pense à nous faire la guerre en Europe, mais on ne nous y aime pas beaucoup, parce que nous sommes hargneux et maussades, et nous ne savons pas supporter froidement les embarras que nous nous attirons à plaisir.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 26 février 1844.

Je vous remercie des détails que vous me donnez sur votre train de vie et sur la cour de Saxe. Si vous trouvez occasion de dire combien je suis reconnaissant des paroles aimables qui vous ont été adressées à mon sujet, n'y manquez pas, je vous prie.

Notre situation politique, ou plutôt parlementaire, avait été assez gâtée par la discussion de l'adresse. Tout le talent et le courage de M. Guizot n'avaient pu empêcher que la majorité ne fût fatiguée d'avoir été engagée dans une bataille trop forte pour son énergie. En même temps les oppositions, qui ont essayé de se

réunir sous le commandement de M. Thiers, avaient pris courage et espérance dans la fureur de leur attaque. L'aventure de M. de Salvandy (1) avait eu un assez mauvais effet. Cependant le fonds de la situation était resté le même : même volonté universelle de la paix au dedans et au dehors ; même éloignement de la majorité pour un changement du ministère. On pouvait donc compter voir s'effacer peu à peu la vivacité des premières impressions quand la proposition de M. de Rémusat (2) et les interpellations sur M. Salvandy (3), sont venues très à propos mettre en échec l'opposition qui a fait là une grosse sottise. Nous devons encore attendre le vote des fonds secrets, que personne ne regarde comme douteux, et, sans doute quelque conversation animée sur Otaïti. Il paraît que l'amiral Dupetit-Thouars a été peu sensé : tout ce qu'il nous a déjà fait faire dans les mers du Sud semble au moins inutile, ce qui n'empêchera point nos opposants d'épouser lui et ses œuvres.

Paris, 14 mars 1844.

L'exaspération continue à être fort vive dans les deux partis opposants. M. Thiers et ses amis, plus

(1) M. de Salvandy, au cours d'une visite faite aux Tuileries, s'était vu vivement reprocher par le roi son vote contre la « flétrissure ». Dès le lendemain il avait remis sa démission d'ambassadeur. C. B.

(2) Proposition sur l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat législatif, reproduction du projet déposé en 1843 par M. Ganneron. C. B.

(3) Interpellation de M. Thiers sur l'entretien du roi avec M. de Salvandy, qu'il considérait comme un acte inconstitutionnel. C. B.

encore que lui, trouvent que le ministère de M. Guizot se prolonge par trop longtemps. Ils ont eu un moment espoir de le renverser et sont encore tout animés pour y parvenir. La gauche et les opinions libérales de toutes nuances se sont disciplinées sous ce nouveau chef, sans autre pensée que d'aider à une révolution ministérielle. D'autre part, les légitimistes ont une vive rancune de la discussion de l'adresse et du mot *flétri*. Ils semblent disposés à une coalition électorale avec les autres opposants. M. Molé a plus de calme et de ménagement que l'an dernier, mais il aime qu'un certain nombre de députés, bien réduit, il est vrai, viennent lui parler de leur haine pour M. Guizot et de leur espérance de le revoir ministre. Lors de l'affaire d'Otaïti, quand les opposants ont cru un instant au succès, on disait que M. Molé serait appelé à former le cabinet. Je pense qu'il se soucierait peu de reprendre le pouvoir en une telle occasion, avec une querelle imminente entre l'Angleterre et nous. Car suivre une autre politique extérieure ne tombe dans l'idée d'aucun des concurrents. Ils veulent se servir de la vanité nationale contre M. Guizot et suivre, lorsqu'ils l'auront remplacé, la même politique que lui.

Ce que vous me dites de l'intérêt qui, en Allemagne, se porte pour le moment sur la Russie a une véritable importance. Je suppose que vous en avez écrit au ministre.

Avez-vous lu, dans la *Revue des Deux Mondes*, un article de M. de Viel-Castel (1) sur « lord Chatham »?

(1) *Essai d'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne : I. Lord Chatam.* (1er mars 1844). Le baron Louis de Viel-

Il est remarquable et instructif; on y trouve quelque consolation aux réflexions chagrines que nous pouvons faire sur le caractère et les variations de nos hommes politiques et sur le peu de moralité de nos évolutions parlementaires. L'Angleterre est aussi loin que nous de l'idéal du gouvernement représentatif; seulement M. de Viel-Castel observe, avec beaucoup de raison, qu'il y a plus de scandale et de péril lorsque cet esprit d'ambition sans scrupule et cette hypocrisie des opinions règnent dans une société démocratique.

Louis Decazes est ici; il est à merveille, tranquille, raisonnable et modeste, il plaît à tous.

Paris, 6 avril 1844.

Vous n'êtes pas tout à fait dans le vrai sur Otaïti. L'amiral Dupetit-Thouars a fait justement le contraire de ce que font les Anglais en pareil cas. Il a pris la souveraineté nominale qui est un embarras et une dépense, au lieu de s'emparer sans tant de bruit de la souveraineté réelle. Comme vous le comprenez, il n'y a que cela à faire. La reine Pomaré n'est pas et ne pouvait pas même paraître un obstacle.

Castel était à cette époque sous-directeur à la direction politique du ministère des affaires étrangères. Son *Histoire de la Restauration* (1860-1878) lui ouvrit en 1873 les portes de l'Académie francaise. C. B.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 12 avril 1844.

On m'écrit que vous avez été malade, mon cher ami. Cela m'inquiète et je serai heureux d'apprendre que vous êtes tout à fait remis. Moi et tous les miens sommes au mieux. J'ai bien des grâces à en rendre au bon Dieu, car entre les quatre-vingt-huit ans de ma mère et les quinze mois de mon vingt-quatrième petit enfant il y a, en long et en large, bien de la place pour les mauvaises chances. Le pauvre Guizot vient encore de l'échapper belle, et je ne sais si sa fille est complètement remise. Que d'épreuves diverses dans cette vie ! Et, il faut le reconnaître, que de talent et de courage ! Sans doute ce ministère de quatre années n'a pas rendu à la France la gloire de Louis XIV ou de Napoléon. *Maneo male* au moins pour cette dernière. D'ailleurs 1815 a clos l'ère des temps héroïques. Il n'est plus donné à aucun gouvernement de faire désormais de grandes choses. Leur œuvre se borne à régulariser et à protéger le développement des bonnes tendances qui luttent partout contre les mauvaises. Si l'on parvient à neutraliser le mal, le monde marchera vite et bien, ce n'est pas le mouvement qui lui manque.

Autant que mon horizon peut s'étendre, notre politique me semble en bon ordre, je ne vois rien en souffrance. L' « entente cordiale » a bien joué à Constantinople et à Athènes, et des efforts sincères sont faits d'ici pour qu'elle se maintienne à Madrid. Je suis très pressé pour ma part que la reine Isabelle épouse un de ses cousins où qu'elle le prenne, pourvu que

ce ne soit pas chez nous. Tant que le mariage ne sera pas fait, je craindrai des péripéties.

Je ne vous dirai pas si l'empereur de Russie et le roi de France viendront à Londres ; je ne sais en vérité ni l'un ni l'autre. Le ministère Peel a rencontré les jours derniers une bourrasque par une belle mer (1). La question du *ten hours bill* n'est pas encore vidée, mais la majorité n'est plus douteuse. Le calme dans lequel nous allons rentrer ne sera pourtant que temporaire. Depuis 1841, l'équilibre a été rétabli dans les finances; le commerce et l'industrie ont repris vie, toutes les tentatives de révoltes ont été comprimées et l'esprit révolutionnaire me semble très découragé. Mais Sir Robert Peel n'a pu ni voulu changer l'état social, et c'est là que le mal radical existe pour l'Angleterre. La richesse y est mal distribuée, la production exubérante, et des crises successives se renouvelleront sous les *whigs* et sous les *tories*. Celle que lord Palmerston avait envenimée est aujourd'hui finie. C'est tout ce que l'on peut dire et c'est beaucoup.

Mon cher ami, nous avons fait, ce me semble, des choix assez raisonnables à l'Académie (2). Mais j'ai grand regret à cette dernière *Nouvelle* de notre confrère Mérimée (3). Il y a là un peu de talent mal em-

(1) Le ministère anglais, à la grande surprise de l'opposition elle-même, avait été deux fois mis en minorité par l'adoption d'un amendement au bill de la *limitation des heures de travail*. Mais il avait retrouvé sa majorité assez rapidement. C. B.

(2) M. Saint-Marc Girardin avait été élu membre de l'Académie française le 8 février, MM. Sainte-Beuve et Mérimée le 14 mars 1844. C. B.

(3) *Arsène Guillot* (*Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1844).

ployé. Entre nous, je ne me souviens pas d'avoir lu une production frivole plus radicalement mauvaise.

Vous allez avoir à vous occuper de choses plus sérieuses. J'attends avec grande impatience le rapport de Broglie (1). Je doute qu'il me satisfasse, parce que je crois les difficultés de la question logiquement insolubles. Il n'est pas vrai que l'Université soit impie. Il n'y a ni charité, ni vérité à le prétendre; mais il est incontestable que dans l'éducation qu'elle donne, le catholicisme ne tient pas assez de place pour que bon nombre de pères de famille en soient satisfaits. Sans doute ces pères de famille sont la

(1) Le nouveau projet sur l'instruction secondaire avait été tout d'abord déposé sur le bureau de la Chambre des pairs. C'était à M. le duc de Broglie que la commission chargée de l'examiner en avait confié le rapport. Ce projet présenté était loin de donner satisfaction aux catholiques. Les petits séminaires conservaient leurs privilèges et même recevaient quelques autres avantages. Par contre, les conditions de droit commun étaient singulièrement étroites. Les établissements libres se trouvaient placés sous l'autorité et la juridiction du corps universitaire, leur concurrent. On leur imposait des formalités et des exigences qui, dans beaucoup de cas, devaient équivaloir à une interdiction. Le certificat attestant qu'on avait fait sa rhétorique ou sa philosophie soit dans sa famille, soit dans les collèges de l'Université ou institutions de plein exercice, était toujours de rigueur pour l'inscription au baccalauréat. Enfin un article, visant spécialement les jésuites, obligeait tous ceux qui voulaient enseigner à affirmer, par une déclaration écrite et signée, qu'ils « n'appartenaient à aucune association ou congrégation religieuse ». (Voir l'*Histoire de la Monarchie de Juillet*, par Paul Thureau-Dangin, t. V, p. 533). C. B.

minorité en France. L'Université est bien plus en sympathie avec les masses. Il y aurait tyrannie, absurdité à soumettre les masses à l'enseignement obligé du clergé — Mais quoi de plus raisonnable, de plus inoffensif que la liberté laissée aux gens pieux de placer leurs enfants dans les petits séminaires, alors même qu'ils ne les destinent pas à être prêtres ?

C'est dans cette voie que j'aurais cherché à m'avancer si j'avais eu à m'occuper de la question. Mais j'aurais rencontré pour me barrer le passage, tout ce qu'il y a de fous et de haineux dans les deux partis opposés. Et en outre j'aurais eu à lutter contre le système de centralisation et d'uniformité qui est devenu la religion de nos administrateurs les plus éclairés en France.

En définitive, je crains bien que chacun ne perde à tout ceci. Le clergé faisait très bien ses affaires à petit bruit; la lutte dans laquelle il s'engage lui réussira moins bien. L'Université obtiendra sans doute tout ce qu'elle voudra de la majorité des Chambres, mais un enseignement mis à l'*index* par l'épiscopat français sera peu à peu déserté par les classes élevées et morales de la société. Je crois, en vérité, qu'un ajournement serait encore préférable aux solutions possibles aujourd'hui.

Mon cher ami, en voilà bien long, on se laisse volontiers aller quand on cause avec vous.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 23 avril 1844.

Hier, nous avons commencé la discussion de la loi de l'instruction publique; elle va sans doute durer quinze jours. C'est une grande affaire dont les esprits

sont extrêmement préoccupés : les salons, les femmes s'en agitent; les conversations sont animées ; les brochures pleuvent, les journaux se passionnent. Jamais les opinions opposées n'ont été plus extrêmes. Mais jamais les esprits modérés et tranquilles ne se sont, dans aucune question, trouvés aussi loin de la double exagération des deux partis ennemis. Le rapport de M. de Broglie a obtenu un grand succès; il semblait avoir calmé les combattants (1), du moins à notre Chambre; la discussion va les exciter de nouveau, et elle deviendra vive. Je crois pourtant que le projet, amendé par la commission (2), sera accepté

(1) Si M. le duc de Broglie concluait à l'adoption du projet, à peu de modifications près, il ne dissimulait point que le désir de ne pas infliger un échec au ministère, l'appréhension de voir une liberté absolue d'enseignement amener un abaissement des études, la crainte de provoquer un soulèvement de l'opinion, plus nuisible à la religion qu'une loi temporairement restrictive, avaient surtout dicté à la commission ses décisions. Mais dans les considérations générales auxquelles il se livrait, M. de Broglie ne s'associait nullement aux idées exprimées par l'exposé des motifs de M. Villemain. Le rapporteur de la commission posait avec la plus grande netteté le principe de la liberté d'enseignement, qu'il déclarait être la conséquence nécessaire de la liberté de conscience. Il donnait toute satisfaction aux consciences catholiques en reconnaissant hautement la nécessité de l'instruction religieuse et semblait indirectement manifester une certaine méfiance à l'égard de l'enseignement philosophique universitaire. (*Histoire de la Monarchie de Juillet* par Paul Thureau-Dangin, tome V, p. 535, 536, *passim.*)

(2) La commission avait apporté certaines améliorations au texte primitif, il ne lui avait pas semblé juste de donner

chez nous; on le portera aux députés qui n'auront pas le temps de le discuter et qui, probablement, ne l'accepteraient point. La querelle avec le clergé demeurera donc pendante (1), mais peu à peu les violences s'useront et l'opinion moyenne, qui seule peut faire la loi, se formera et prendra autorité. Nous aurons une autre bataille sur Otaïti. M. Thiers et ses amis sont en surexcitation; une ou deux fois, ils ont espéré renverser le ministère et se dépitent avec vivacité de voir arriver la fin de la session sans y avoir réussi. En somme, cet hiver s'est passé au milieu d'un intérêt général pour la politique; elle était le sujet des conversations; les femmes ne parlaient que des séances de la Chambre et intriguaient pour avoir des billets de tribune; elles avaient la passion de ces

toute autorité à l'Université dans les questions de constitution, de surveillance et de discipline des établissements libres. Il convenait, à son avis, de faire intervenir en ces points des personnages appartenant à la magistrature, aux corps électifs, à la haute administration, au clergé, aux représentants à titres divers de la société. (*Histoire de la Monarchie de Juillet*, par Paul Thureau-Dangin, tome V, p. 536, *passim*.)

(1) Ce fut en effet la solution qui intervint. Les tendances manifestées par la Chambre des pairs causèrent tout d'abord une vive émotion parmi les membres de la Chambre des députés, favorable en majorité au corps universitaire. M. Thiers fit au nom de la commission un rapport, réponse directe à celui du duc de Broglie. La clôture de la session en suivit de près la lecture. A la fin de décembre les préoccupations du public étaient ailleurs, M. Villemain malade avait quitté le ministère où M. de Salvandy le remplaçait, le cabinet se désintéressa de la loi, et les choses en restèrent là. C. B.

drames. Au fond, je ne pense pas que les opinions soient beaucoup plus ardentes ni plus disposées aux sacrifices et aux périls. C'est toujours à peu près la même mollesse de conviction. Les amours-propres, les intérêts personnels, la haine pour les adversaires, sont la véritable inspiration de toutes les colères. A ne voir que le moment présent, et la Chambre des députés, le cabinet trouve la garantie de sa durée dans l'éloignement de la majorité pour l'avènement de ses adversaires.

Nous ne savons rien sur Pétersbourg; je pense que toute la politique de l'empereur s'absorbe pour le moment dans la préoccupation du mariage de sa fille. Je suppose qu'il réussira et que M. de Metternich n'est point en mesure de résister à cette volonté formelle. Pour les caractères impérieux, se compromettre est un moyen de succès. Nous allons, d'ici à trois mois, voir cette affaire en cours d'accomplissement et l'empereur va remplir l'Allemagne de sa présence pendant la saison. Avec ou sans le mariage, il s'agit de resserrer l'union entre les trois grandes puissances du Nord. C'est la contre-partie nécessaire de notre « entente cordiale » avec l'Angleterre. De plus, la Russie a maintenant un intérêt plus spécial à se rapprocher intimement de l'Autriche et à concerter avec elle tout ce qui se rapportera à la Turquie. Cela s'est déjà vu du temps de l'impératrice Catherine. La situation actuelle de la politique européenne n'est pas très dissemblable à ce qui s'est passé entre la guerre de Sept Ans et la guerre d'Amérique. L'Autriche avait commencé par ne pas vouloir le partage de la Pologne, plus qu'elle ne voudrait le démembrement de la Turquie, et pourtant la Pologne fut partagée ; puis on pro-

céda de concert contre la Turquie. Il ne faut pas trop exclusivement attribuer la conduite des trois cours aux opinions ou aux souvenirs de nos révolutions et de nos conquêtes. A moins qu'il n'intervienne quelque gros événement, l'Europe restera ce qu'elle est longtemps; d'autant que les gouvernements ont peur de la guerre et que les peuples aiment la paix. On cherchera à maintenir le *statu quo* et, comme l'Angleterre et nous ne sommes pas dans une autre disposition, il y aura seulement rivalité d'influence et soin de ne pas compromettre l'avenir. Il y a des périodes de la politique où aucune question ne peut se résoudre, où toute difficulté reste en suspens. Ce ne sont point des temps malheureux, encore qu'ils impatientent les imaginations.

Nous nous renvoyons l'un à l'autre des généralités, cependant ce n'est pas mon goût; j'aime mieux une correspondance occupée de choses positives, fût-ce des commérages. Les personnes que l'on voit, les jugements qu'on en porte, le train des journées, le livre qu'on lit, les lettres qu'on reçoit, c'est là ce qui me plaît dans les conversations écrites ; je fais pourtant comme vous et je reste dans les réflexions et considérations générales.

Paris, 17 mai 1844.

Notre discussion, que vous aviez crue terminée il y a déjà huit jours, se prolongera encore jusqu'au 23 de ce mois et peut-être au delà. Elle commence pourtant à nous lasser; la question des petits séminaires va la raviver. On est arrivé de part et d'autre à une grande exaspération ; les prétentions du clergé, les lettres des

évêques, les exagérations de M. de Montalembert et le fatal mot « jésuite » ont ranimé le vieil esprit irréligieux, et il reparaît avec sa passion et son intolérance. Cependant tout cela est une chaleur de controverse, un enivrement de paroles, qui s'apaiseront beaucoup, la discussion finie. Vous me paraissez dans un juste milieu très raisonnable, et moi, qui m'en pique, je signerais ce que vous m'écrivez. J'ai voulu traiter seulement une ou deux questions, et, n'étant ni membre de la commission, ni fonctionnaire de l'Université, j'ai trouvé à propos de ne point entrer dans les débats où la partie technique devait occuper tant de place. Car la liberté absolue d'enseignement et le despotisme universitaire étant absurdes l'un et l'autre, les questions étaient au vrai des questions de pratique et d'expérience. Je parlerai sur les petits séminaires et sur ce que, maintenant, le clergé doit être dans ses rapports avec la société et avec l'éducation publique (1). Peut-être aussi dirai-je quelque chose sur les collèges communaux, c'est-à-dire sur les premières années de l'enseignement secondaire, époque où il importe de donner aux enfants des habitudes de respect et d'affection pour la religion. Plus tard vient l'âge des passions et aussi l'indépendance des opinions, cela est inévitable. L'influence de la société ne peut être écartée, mais il reste au fond du cœur des impressions ineffaçables comme les souvenirs et les affections de famille. Alors, après que la fièvre de jeunesse est passée, quand la vie se charge et se complique de devoirs qu'il faut bien accepter, on retrouve en soi

(1) Voir dans le *Moniteur* du 22 mai 1844 le discours prononcé par M. de Barante à la Chambre des pairs. C. B.

ce qui y fut déposé autrefois. C'est comme un instinct qui vient aider et encourager la raison à laisser pour ce qu'ils valent les frivoles sophismes de l'incrédulité.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 7 juin 1844.

Je suis parti pendant le convoi de M. Laffitte dans l'entr'acte qui séparait la furibonde attaque de M. Thiers (1) de la réplique de M. Guizot. Vous voyez que je ne suis pas en disposition de curiosité. Je savais sans doute qu'il n'y aurait d'autre désordre que de méchants discours au cimetière. Et quant à M. Thiers, je pensais bien que cette patriotique colère, à propos

(1) Le projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires pour 1844 fut l'occasion d'une très vive discussion sur notre politique extérieure. M. Berryer et M. Thiers s'y montrèrent particulièrement acerbes, le premier sur les affaires d'Océanie, le second à propos de récents incidents survenues dans l'Amérique du Sud, où un certain nombre de Français établis à Montévidéo prenaient part, comme combattants, à la guerre qui se poursuivait entre la République Argentine et l'Uruguay. A en croire l'opposition, notre consul aurait abandonné à leur sort ceux d'entre eux qui étaient tombés entre les mains des Argentins et qui se seraient vus livrés aux plus cruels traitements. Or, quoique cette catégorie de compatriotes eussent, en prenant service dans l'armée de l'Uruguay, fait acte de naturalisés montévidéens, le consul de France, selon des ordres reçus du gouvernement, continuait à les couvrir d'une protection à laquelle ils avaient cessé d'avoir droit. (Séances des 27, 28, 29 et 31 mai.) C. B.

des conséquences nécessaires d'un traité négocié par lui (1), ne pouvait pas aboutir à grand chose. Ce moment-ci laisse peu à l'imprévu, et certes, je ne m'en plains pas.

Je suis curieux d'apprendre comment son voyage en Angleterre aura réussi à l'empereur (2). Aura-t-il montré cette contenance simple et calme que les Anglais aiment exclusivement ? On ne leur plaît aucunement dès qu'on prétend produire de l'effet, dès qu'on joue un rôle ou qu'on pose. Comme l'empereur a du discernement, il est fort capable d'avoir été ce qu'il faut être. Sa façon soudaine d'arriver, son pompeux incognito n'étaient pas un bon début. Son voyage ne nous a pas été imprévu ; nous en savions les dates précises, sans certitude il est vrai, mais j'y croyais. En somme, il n'en résultera rien de nouveau. Lui seul s'imagine encore un peu que les influences personnelles ont quelque action sur le train général des affaires.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 8 juin 1844.

Je voudrais pouvoir vous envoyer les volumes que je reçois de Londres. Tout le monde m'écrit, et assurément personne n'est mieux informé que moi de ce

(1) Convention conclue à Buenos-Ayres le 29 octobre 1840 pour régler les différends survenus entre la France et le gouvernement de la province de Buenos-Ayres. (Voir *Recueil des Traités de la France* par de Clercq, t. IV. Paris, Amyot, 1865.)
(2) Nicolas I. C. B.

qui se passe en Angleterre dans ce moment. Les journaux vous disent les faits et gestes, voici les commentaires. Le public anglais ne comprend pas bien ce que c'est qu'une surprise ; pourquoi une surprise. Et puis une royauté qui arrive le soir, sans bruit, qui va faire des visites à lady Heytesbury (1), etc., cela étonne; et l'on s'est demandé si c'était un véritable empereur ? L'effet, dans les premiers jours, a été manqué, maintenant cela commence à aller mieux et l'empereur a été extrêmement applaudi, surtout à la revue des troupes à Windsor, où il a paru en uniforme. Un bal des Polonais, le 10 juin, annoncé depuis deux mois, arrive bien mal à propos. Les dames de la haute aristocratie anglaise sont patronnesses de ce bal. Elles se sont réunies pour aviser. La majorité, lady Clanricarde à la tête, duchesse de Sutherland, etc., a décidé que le bal devait avoir lieu, sans égard pour la présence de l'empereur à Londres. L'empereur, arrivé le 1er avec l'intention de rester jusqu'au 12, a fixé son départ au 9 (demain), veille du bal. On trouve assez généralement que cette affaire du bal est de la mauvaise grâce pour l'empereur.

La reine, prise tout à fait à l'improviste (car depuis trois semaines elle avait absolument renoncé à l'idée de le voir arriver), la reine a été vivement contrariée. Ce même samedi, 1er juin, le roi de Saxe arrivait à Londres. Elle lui préparait l'accueil qui revient au chef de la famille de Saxe, et vous savez combien elle est plus Cobourg qu'Anglaise. L'empereur fait une éclipse totale; personne ne songe au roi de Saxe. En-

(1) Lord Heytesbury avait rempli les fonctions d'ambassadeur de la Grande-Bretagne en Russie. C. B.

suite la reine est dans les économies, grosse à pleine ceinture, lourde, rouge dans le visage, enfin très laide en ce moment et vivant très retirée ; il lui faut se lancer dans les fatigues et la représentation. Elle a montré de l'humeur. On lui dit que l'empereur déteste le deuil. Elle ne l'a pas quitté un seul instant. Cela a frappé désagréablement l'empereur. Il a dit, dans les visites qu'il a faites, qu'il trouve la cour d'Angleterre un peu ridicule par ses étiquettes, et pas amusante du tout. Cela aura été répété et n'aura pas ajouté à la bonne humeur de la reine. Son mari est fort dans l'ombre, quoique obligé d'escorter l'empereur partout. Il salue aussi quand on applaudit et les voix de la foule lui crient : « Ce n'est pas pour vous, c'est pour le Russe !

L'empereur fait des largesses aux courses, et Albert est surtout impopulaire parce qu'il a refusé d'y souscrire, disant que c'est une institution *immorale*. Voyez un peu tous les contrastes. Quant au ministère, il est radieux et fier. On dit qu'Aberdeen ne tient pas de joie.

Notre ambassadeur a demandé, au nom du corps diplomatique, l'honneur d'être présenté. L'empereur a refusé, en disant qu'il le rencontrerait chez la reine. Le roi de Saxe, auquel la même demande a été faite, a accepté et a dû tenir un lever hier. On dit que les diplomates sont un peu vexés, et cela n'est pas poli pour la reine. Le public, la société s'entend, est charmé que l'empereur ne soit pas allé faire visite à lady Londonderry. Jugez de son désespoir à elle ?

Voilà, monsieur l'Ambassadeur, mes petites observations jusqu'aujourd'hui. Je vous en enverrai encore, je suis pressée dans ce moment. Cela vous amusera en attendant.

Vous savez que l'empereur déteste le roi de Saxe. C'est une vieille antipathie. Les Palmerston n'avaient pas vu l'empereur encore; ils ont dû le rencontrer chez la reine, hier, et, aujourd'hui, chez le duc de Devonshire.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 14 juin 1844.

Nos lettres se sont croisées, chère Sophie ; nous arrivions le même jour chacun dans notre manoir de campagne, et presqu'en même temps nous nous donnions l'un à l'autre avis de notre installation. Notre vie est toujours aussi régulière que si nous étions dans un couvent. Entre trois personnes, il y a peu d'occasions pour la variété. D'autant que je suis d'un naturel assez inerte, sans aucun goût pour tout dérangement. Je trouve une jouissance dans la similitude du lendemain avec la veille. Je ne me suis pas encore donné de tâche et mon loisir est sans emploi. J'ai lu des *Mémoires* manuscrits du vieux M. de Saint-Priest, que nous avons connu à Genève. Sa famille me les a confiés avec d'autres papiers, en me demandant une notice. Selon moi, il vaudrait mieux publier les *Mémoires*. Ils ont, ce me semble, de l'intérêt, comme témoignage d'un temps déjà fort éloigné. M. de Saint-Priest était né en 1735 et, avant son ambassade à Constantinople qui est la portion curieuse de ses récits, il avait fait ses caravanes à Malte, puis avait servi pendant la guerre de Sept Ans. Il a été ministre de Louis XVI en 1789 et 1790, et ensuite employé par Louis XVIII dans les piteux intérêts de l'é-

migration. C'est donc une vie bien pleine et fort variée : elle est racontée sans aucun mérite littéraire, sans l'inspiration d'un esprit vif, sans mobilité d'impressions, mais avec un grand bon sens, un jugement assez libre, et surtout un esprit de conduite à la fois honorable et habile. M. de Saint-Priest est un exemple du genre de mérite et de savoir-faire avec lequel, dans ce temps-là, on pouvait arriver à une grande et bonne position. Maintenant je me suis mis à d'autres *Mémoires* manuscrits, ceux de M. de Montlosier dont la première partie seule a été publiée ; la seconde a plus d'intérêt, du moins historiquement. J'y trouve des détails peu connus sur la conduite de Louis XVI, depuis la fin de l'Assemblée constituante jusqu'au 10 Août. A mon retour à Paris, je ferai imprimer ce manuscrit. Vous voyez comment se passent mes journées : rôder dans le jardin ; donner des directions aux ouvriers qui remplissent, et salissent cette maison, c'est-à-dire un espace entre quatre murailles où l'on entend retentir la scie et le marteau de quatre heures du matin à six heures du soir ; ranger les livres dans la nouvelle bibliothèque ; écrire beaucoup de lettres, et lire. Le soir nous avons pris comme lecture publique une *Histoire du prince Edouard*.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 18 juin 1844.

Vous voulez des nouvelles ? Le voyage ? Eh bien, cela a été *crescendo* depuis Ascot. La revue militaire, la bonne grâce de l'empereur, ses largesses, sa politique, sa conversation avec les ministres : tout a

frappé et tout a plu. Et le contraste avec la hauteur de la reine, la bêtise du prince, a ajouté aux succès de mon maître. Il a fait la conquête de toutes les opinions, et certainement à son départ sa popularité était très grande. On l'a trop peu vu, voilà de quoi tout le monde se plaint et accuse la reine. Elle l'a ennuyé à l'excès. Quatre jours de Windsor sur sept ; une ennuyeuse soirée à la cour, où elle ne lui a montré que les laides et les vieilles ; l'opéra où elle l'a tenu en arrière d'elle : le public furieux voulant voir l'empereur. (On avait payé une loge jusqu'à cinquante livres sterling !) Il n'osait pas avancer, et elle n'a jamais songé à le lui inspirer. Elle a été fort maussade, donnant tous les soirs à l'empereur de la musique allemande détestable, et le tenant assis à côté d'elle. On m'écrivait « votre aigle enchaînée. »

Son seul moment de liberté a été Keswick (1). La fête a été superbe. Là il régnait. Toute la haute société de Londres lui a été présentée ! Il y a eu des gaucheries cependant. Ainsi lord John Russel ne l'a pas été. Il a été charmant pour toutes ses vieilles connaissances, poli, galant pour toutes les nouvelles. Mais tout cela a été un clin d'œil : a trois heures de la journée du samedi 8. Il a fait des visites aux dames de sa connaissance. Il a dit combien la cour était ennuyeuse, il a même dit « ridicule », par son étiquette. Ces propos seront revenus et n'auront pas plu. Cependant, en somme, même la cour se dit charmée. Il a été très gracieux pour lord Palmerston. Aberdeen et Peel sont dans l'extase. Voilà ; il restera de tout cela dans tous

(1) Dans le Cumberland, dont l'empereur allait visiter les lacs pittoresques. C. B.

les cas de la bienveillance personnelle. Il gagne toujours à se montrer... excepté en Allemagne où il s'est trop montré. L'empereur est retourné à Pétersbourg ; il doit y être arrivé hier. Que fera le comte de Nesselrode? Il est à Kissingen, et doit, dit-on, aller ensuite faire une tournée en Angleterre. La grande-duchesse Alexandra (1) est très mal. Cela fera jaser. Mademoiselle Nélidoff est à Kissingen, attendant l'empereur. Il avait fait prévenir les princes et rois allemands qu'il n'y recevrait pas de visites. Si nous avons le malheur de perdre la grande-duchesse, ce sera un immense chagrin pour l'empereur. L'impératrice est bien triste. Je lui ai envoyé toutes mes lettres anglaises, depuis la duchesse de Sutherland : « l'empereur, une grande œuvre de la création », jusqu'à lady Palmerston qui dit : « Nous n'avons pas voulu insulter l'Empereur par le bal polonais ».

Ce bal a été une drôle d'aventure dont je ne trouve pas que nous nous soyons bien tirés. Brunow a proposé, au nom de l'empereur, de prendre autant de billets qu'on voudrait. Dudley Stuart a refusé. Des dames patronnesses ont envoyé des billets à Brunow. Confusion de tous les côtés et enfin le bal non différé et l'empereur parti la veille.

La police de Londres a fait admirablement son devoir, aussi l'avons-nous largement récompensée. Des cadeaux merveilleux à tout le monde.

Le prince de Joinville est parti pour prendre le commandement d'une forte escadre sur les côtes du Maroc. Cela inquiète l'Angleterre.

(1) Troisième fille de l'empereur Nicolas, née en 1825; elle avait épousé en 1843 le prince Frédéric de Hesse fils du Landgrave Guillaume. C. B.

A propos, j'oubliais de vous dire ce que l'empereur a dit à mon neveu Constantin (1) qui était aller le saluer à Londres : « On croit que je suis venu ici troubler la bonne entente, cela n'est pas vrai. Je ne suis pas venu pour brouiller. Je ne le veux pas, je ne le désire pas, cela se fera tout seul. » Il est vrai qu'il a offert à la reine « tous ses soldats », et qu'il a répété ce propos à plusieurs Anglais. J'aurais mille détails curieux à vous dire. Écrire est si difficile et si long !

Je ne sais rien de bien nouveau de Grèce, sinon que le ministère, qui allait tomber, reste.

D'Espagne, rien. Les reines se prosternent devant toutes les images. La reine Christine est dans le plus grand ennui, la plus grande tristesse, et la plus sérieuse dévotion. Bulwer (2) et Bresson ne s'adorent pas. Il n'y a qu'à Athènes et à Constantinople où l'on fait excellent ménage.

La Chambre des députés est tout universitaire. Les deux Chambres auront de la peine à s'entendre sur cette question.

Voilà, monsieur l'Ambassadeur, bien du barbouillage sans ordre et sans suite. Vous aimerez mieux cela que rien ; c'est ce qui fait que je vous l'envoie. Je ne suis pas coquette. Madame Stroganoff est malade. Le départ est différé de quelques jours. Tous les Russes partent. Brunow a eu le Saint-Alexandre, madame Brunow pour deux mille livres sterling (cinquante mille francs de diamants). J'aime mieux cela que le « Sainte-Catherine ». L'empereur l'a trouvée bien petite fille, mais Brunow un très grand homme.

(1) Constantin Benkendorff. C. B.

(2) Alors ministre d'Angleterre en Espagne. C. B.

On a été désappointé sur la beauté de l'empereur. On lui trouve l'air vieux et usé, pas une tournure très aristocratique, plutôt soldat de fortune ; mais de l'énergie, de la force, de la grandeur, enfin très remarquable.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 27 juin 1844.

Vous aurez vu les indignités auxquelles la Compagnie de Strasbourg et son président (1) ont été en butte dans la Chambre des députés. Je n'attends que l'occasion du chemin de fer de Bordeaux à la Chambre des pairs pour stigmatiser, aux yeux du pays, les ignobles sentiments et la basse envie qui envahissent de plus en plus les Chambres électives, et je leur jetterai au nez tous les chemins de fer passés, présents et futurs. Les ministres, vous l'aurez vu, n'ont rien défendu, rien soutenu, ils ont dépassé toutes les bornes connues de la lâcheté ministérielle ; avec du courage, une volonté ferme, non de conserver leurs portefeuilles, mais de gouverner, ils auraient tout emporté. Pour les hommes qui n'ont pas à faire leur chemin dans ce

(1) M. Molé, président du conseil d'administration de la Société formée pour la construction et l'exploitation des chemins de fer de l'Est, s'était cru personellement atteint par l'adoption, à la Chambre des députés, d'un amendement portant qu' « aucun membre des deux Chambres ne pourrait être adjudicataire, ni administrateur des compagnies auxquelles des concessions seraient accordées ». Cet amendement ne fut pas admis par la Chambre des pairs.
C. B.

monde, il n'y a plus de position acceptable que celle où l'on n'a besoin de personne, ni pour se défendre, ni pour réussir à rien Je m'y étais déjà assez bien réfugié, mais je le ferai désormais encore plus complètement.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 28 juin 1844.

La Chambre est en vérité trop ridicule; comme elle veut avoir quelque contentement démocratique et que bien à contre-cœur elle s'abstient de culbuter des ministères, elle a reporté ses sentiments d'envie sur les compagnies industrielles et l'aristocratie; pour elle ce sont les gens qui ont 7 p. 100 de leurs capitaux. Nos démocrates poursuivent les capitaux, la propriété, le bénéfice commercial et industriel, comme ils ont poursuivi toutes les supériorités sociales. Plus je vais, plus le mécanisme du gouvernement représentatif me semble impraticable sans l'esprit hiérarchique et une société classée non pas d'une manière exclusive, mais avec des distinctions acceptées par l'opinion.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 29 juin 1844.

Voici, monsieur l'Ambassadeur, ce que m'écrit lord Aberdeen sur l'empereur. Traduction très littérale (car j'oublie si vous savez l'anglais) :

« La visite de l'empereur a eu le plus grand succès.
» Tous les rangs de la société ont été charmés de lui.

» Il est, comme vous le dites, un homme remar-
» quable. Il n'est pas tout à fait ce que je croyais.
» Mais l'impression lui est plus favorable. Il parle
» bien, et ce qu'il dit porte la conviction. Mais, en
» dépit de son extérieur imposant, de ses manières,
» et de sa puissance, il y a en lui quelque chose qui
» m'inspirait toujours une sensation de mélancolie.
» Je crois que cela tient à l'expression de ses yeux qui
» est très particulière. Nos amis à Paris n'ont nul motif
» de regretter cette visite, car je crois que nous nous
» en trouverons mieux tous. »

Tout cela me paraît bien calculé, bien mesuré, et je ne comprends pas bien ce qui inspire de la mélancolie en regardant l'empereur. Je vous donne cela comme curiosité.

On ne sait rien encore de l'arrivée de l'empereur à Pétersbourg; et rien non plus de la santé de la grande-duchesse. La Diète de Francfort est saisie de la question des titulatures allemandes (1). La Prusse est très contraire aux Cobourg. L'Autriche serait plus coulante. Mais l'affaire se complique de toutes les autres ambitions. Ainsi le grand-duc de Bade et le grand-duc de Darmstadt demandent, dans ce cas-là, à s'appeler Majestés Grand-Ducales. C'est très divertissant!

Vous aurez la guerre au Maroc; elle paraît maintenant inévitable, l'Angleterre sera inquiète, et le prince de Joinville bien content.

(1) Le 13 avril 1844 les ducs d'Anhalt avaient pris, de leur propre autorité, pour eux et les princes et princesses de leurs familles, le titre d'Altesse. Le 20 avril, les ducs de Saxe avaient suivi leur exemple. C. B.

DU COMTE BRESSON.

Madrid, 6 août 1844.

Que vous faire entendre d'ici? Des regrets et des plaintes, des présages sinistres, des descriptions sanglantes. Je ne suis plus au centre de rien, sur le chemin de personne; c'est un monde, un spectacle à part; il faut que je fasse effort sur moi-même pour y prendre intérêt. Détournez-en les yeux, vous qui le pouvez : c'est ce qu'il y a de mieux à faire. Tous les résultats sont incertains; je n'obtiens les plus insignifiants qu'à force de vigilance, de persévérance; je ne maintiens les hommes et les choses ensemble qu'à condition de discours et d'efforts sans relâche. Je ne les accuse pas; il n'y a pas mauvais vouloir; il y a nature étrange, incomplète, organisation moitié sauvage où la passion a toujours en définitive le dessus sur la raison. L'homme le plus remarquable, le plus heureusement doué, le plus fortement trempé, c'est incontestablement le général Narvaez; mais ce n'est pas du sang, c'est du feu qui coule dans ses veines. Vous n'imaginez pas, quoique intime avec lui, quoique consulté par lui sur toute chose, ce qu'il me faut de ménagements et d'attention sur moi-même dans mes rapports avec lui.

J'ose dire, mon cher collègue, que si j'eusse été à Berlin, les trois semaines de deuil (1) n'eussent pas été ordonnées. En septembre dernier j'avais bien réussi à annuler le voyage du duc de Bor-

(1) Pour la mort du duc d'Angoulême. C. B.

deaux et à le faire tourner au détriment et en mécompte de son parti. Ah! pourquoi ne suis-je là encore ?

Nous nous attendons à apprendre à chaque instant que le prince de Joinville a ouvert le feu contre Tanger; c'est une bien mauvaise affaire, dans laquelle tout le monde a à perdre. Mais quel héroïque caractère, quelle figure antique que cet Abd-el-Kader qu'aucun revers n'abat, et dont la main ne lâche pas un instant le drapeau de sa nationalité et de sa religion ! J'espère que si jamais nous nous emparons de lui, nous le logerons dans le plus beau de nos palais.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Paris, 7 août 1844.

La session s'est terminée par une séance assez dramatique (1). C'est un incident fâcheux. Les deux gou-

(1) M. Pritchard, missionnaire méthodiste à Taïti, après avoir amené son pavillon de consul anglais lors de la prise de possession de l'île par les Français, s'était, ainsi que ses collègues, livré aux menées les plus hostiles contre notre domination. En mars 1844 le capitaine de corvette d'Aubigny le fit arrêter, comme instigateur d'une révolte qui venait de se produire, et enfermer dans un étroit et obscur réduit situé au-dessous d'un blockhaus. Quatre jours après, survenait l'amiral Bruat et, sur ses ordres, M. Pritchard était transporté à bord d'une frégate, d'où, après l'avoir traité avec grands égards, on le remit à un capitaine anglais qui quittait Taïti. Les premiers détails fort incomplets de l'incident arrivés à Londres y produisirent une violente

vernements et les deux pays ont un si sincère désir de conserver la paix qu'encore cette fois le différend se rajustera tant bien que mal, après avoir traîné plus ou moins longtemps. Mais il est impossible de ne pas craindre que si les oppositions de tribune et de journaux travaillent sans relâche des deux côtés de la Manche à exciter la fibre si sensible de l'orgueil national et à réveiller sans cesse les anciennes rancunes, nous nous trouvions quelque moment si compromis et lancés si avant dans un accès de colère déclamatoire que nous ne puissions nous en dédire. Le jour où M. Guizot succombera aux attaques plus ou moins déraisonnables des exploitants de l'irritabilité nationale, son successeur aura une tâche périlleuse. En attendant, nous restons avec le Maroc et Otaïti sur les bras, et, probablement d'ici à la session prochaine, il n'y aura point de solution complète et positive, car ce temps-ci ne comporte que des ajournements.

excitation, et sir Robert Peel n'hésita pas à taxer à la Chambre des communes cet événement « d'outrage grossier accompagné d'une grossière indignité commis contre l'Angleterre » et dont ample réparation serait demandée. Ces menaces provoquèrent en France des manifestations contraires non moins animées. Le ministère fut questionné avec véhémence, le 3 août à la Chambre des pairs par M. de la Moskowa et M. de Montalembert, le 5 août à la Chambre des députés par M. Billault et M. Berryer. M. Guizot affirma l'inopportunité d'une réponse actuelle et maintint avec la plus ferme énergie son droit de garder le silence. C. B.

A. M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 20 août 1844.

Je voudrais pouvoir vous dire ce qu'on a d'espérance ou de crainte sur les deux mauvaises affaires du moment, le Maroc et Otaïti. Je vous trouve éminemment Français ; ma politique est plus calme, tout en convenant que le sentiment public même exagéré, même plus apparent que réel, exige de notre gouvernement de grands ménagements. Il y a telle façon impérieuse de parler qui est ridicule lorsque la guerre n'est pas au bout, comme en 1840. Je défie que la paix puisse être maintenue un an avec la politique de journal et de tribune. M. Thiers ne veut certes pas la guerre, il a trop de bon sens pour cela ; il se mettrait bientôt dans l'impossibilité de ne la point faire. Quoi de plus naturel que de ne commencer les voies de fait contre le Maroc qu'après être entré en explication avec une puissance qui pourrait en éprouver dommage ? Cela n'empêche point de passer outre, s'il y a lieu. Quant à Otaïti, si je ne connaissais pas la force du parti religieux en Angleterre, je ne pourrais m'expliquer le langage excessif de Sir Robert Peel. Il me semble que nous n'avons point de concession à faire au fanatisme des missionnaires.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 26 août 1844.

A l'instant on me remet votre lettre, monsieur l'Ambassadeur. Je vais essayer de répondre rapidement

à tout. Voici ce que m'a écrit madame Freedericksz (1), le surlendemain de la mort de notre pauvre grande-duchesse (2). C'est très simple et très émouvant. Ce

(1) Le baron Freedericksz était écuyer de l'empereur Nicolas. C. B.

(2) LA BARONNE FREEDERICKSZ A LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Tzarskoé Sélo, 31 juillet-12 août 1844.

Notre chère grande-duchesse Alexandrine est au ciel. L'impératrice se porte bien. Sa douleur est si touchante, si douce, qu'on ne peut la voir sans être émue. La veille de sa mort, notre cher ange eut une violente crise, mais elle passa une nuit tranquille, sa faiblesse étant grande, vers le matin on la persuada de communier. Elle ne voulut pas d'abord disant qu'elle ne s'était pas préparée... Pourtant elle communia. Après, elle se sentit très bien. A huit heures et demie elle accoucha au bout de quelques minutes et sans douleur aucune d'un pauvre garçon qui jeta en naissant un cri qui ravit sa mère! Un enfant de six mois et demi. On baptisa ce pauvre petit être qui mourut au bout d'une heure.

La grande-duchesse se sentit bien, très bien; elle demanda à prendre du thé, elle passa plusieurs heures à causer avec ses parents, son mari, ses frères et sœurs, — ses mains et ses pieds devenant froids elle s'en étonna; l'impératrice lui prit les mains pour les réchauffer, elle pria l'empereur de la soulever puis elle leur dit « je sens que je radotte » (elle s'était trompée en parlant). Adieu... adieu... un soupir... et son âme s'envola vers Dieu à quatre heures vingt minutes de l'après-midi (10 août).

Le premier moment de douleur, surtout celle de ses parents, fut déchirant. Maintenant ils sont plus calmes et ne quittent presque pas le corps de leur enfant. Mais demain soir on la transporte à la forteresse, la famille impériale se rend en ville. Vendredi aura lieu l'enterrement; nous nous rendrons ensuite à Peterhof.

sont mes plus fraîches nouvelles de Pétersbourg. Je ne sais rien depuis. Tout ce que vous dites sur l'empereur est vrai; en même temps on ne sait pas deviner comment se traduira sa douleur. De la violence? peut-être. Peut-être aussi la résolution de se vaincre; et alors des voyages, des distractions, plus que jamais cette vie turbulente qui le tuera, lui aussi, comme elle tue mon pauvre frère (1). Enfin nous verrons.

On a été parfait ici. Le deuil annoncé tout de suite et une dépêche envoyée par courrier à Rayneval (2) qui est vraiment de nature à toucher vivement l'empereur. Je suis sûre qu'il y sera sensible. Mais tout cela n'aboutit à rien.

Je suis revenue ici le 20. J'ai été bien étonnée de tout le mal survenu pendant ma courte absence. De l'aigreur, des susceptibilités partout. Aberdeen et lord Cowley (3) excellents. Mais toute la boutique ministérielle anglaise détestable, Peel surtout; voyant des perfidies, des arrière-pensées dans chaque acte de votre cabinet ou de vos agents : croyant tellement que vous voulez le duper et vous emparer du Maroc; ruiner la situation de l'Angleterre à Gibraltar, enfin il est en délire, je crois. Aberdeen lutte seul pour

(1) Le comte Benkendorff, général de cavalerie, chef de la troisième section de la chancellerie particulière de S. M. l'empereur. C. B.

(2) Chef du cabinet du comte Molé au département des affaires étrangères (1836-1839), premier secrétaire d'ambassade à Rome (1839-1844), chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg (1844-1847), ministre plénipotentiaire à Naples (1848), ministre puis ambassadeur à Rome (1849-1857), ambassadeur en Russie (1857-1858). C. B.

(3) L'embassadeur d'Angleterre en France. C. B.

vous. Cependant il est bien aussi un peu ému. Le bombardement de Tanger a fait un très mauvais effet. Ils croyaient avoir lieu de compter que Tanger ne serait pas touché. Vous dites que les fortifications ce n'est pas la ville. Cela leur semble un peu subtil.

Plus que jamais ce jeune prince leur donne de l'ombrage, et il y a quelques gens graves qui trouvent qu'une expédition aussi délicate eût été mieux placée entre des mains un peu plus expérimentées. La victoire que vient de remporter le maréchal Bugeaud, si elle sert à effrayer l'empereur du Maroc, sera une bonne affaire. Car certainement vous vous retirerez du Maroc les mains nettes et tous les soupçons tomberont.

Mais voilà toujours Taïti flagrant, le gouvernement anglais demandant une réparation, Peel engagé à l'obtenir. Il y a conseil chez le roi, aujourd'hui, à Neuilly, pour régler la réponse. Duchâtel est revenu hier soir d'Ems pour ce conseil. Vous resterez fort en deçà de l'espérance ou même des nécessités du cabinet anglais telles que les a établies l'imprudent discours de Peel. Mais M. Guizot est tout à fait résolu. Il ne fera pas un pas de plus. Il ne sacrifiera pas vos officiers. Nous verrons. C'est un moment très critique pour votre cabinet. Mais c'est aussi un moment très critique pour la paix de l'Europe. Les esprits sont très échauffés en Angleterre, et là il y a bien des gens qui ne seraient pas fâchés d'une bonne et courte guerre avec la France. Pour courte, ils se trompent ; si elle commence tout le monde y passera ; l'Europe entière sera en feu. Car si vous êtes battus par les Anglais, vous iriez battre les autres ; et, par tous les

moyens dont vous avez le monopole, vous lâcherez la révolution, comme Canning a menacé de la lâcher. Enfin, c'est très effrayant de penser à tout cela.

Kisseleff est revenu hier de Brighton, où il a passé deux jours avec le comte de Nesselrode. Il dit qu'il envisage la situation sous le même point de vue, et que le plaisir du découragement de « l'entente cordiale » ne vaut pas les conséquences qui en peuvent découler. C'est très singulier de voir comme en si peu de temps les nuages se sont accumulés. Il faut que le bon Dieu s'en mêle pour dissiper cela, car je commence à douter du bon sens des hommes. Certainement ici on est plus sage qu'en Angleterre et la conduite est bonne ; mais encore faudrait-il qu'on fût sage à Londres aussi.

Il n'y a pas une âme à Paris. La diplomatie est en grand émoi, et en grande curiosité : il n'y a pas eu un moment aussi important, aussi grave, une situation aussi menaçante depuis l'année 1830. Et encore alors c'étaient vos affaires seules. Aujourd'hui il s'agit de toute l'Europe, en guerre ou en paix. J'espère et je suis sûre que, quoi qu'il arrive, M. Guizot se fera honneur.

DE LA DUCHESSE DE TALLEYRAND.

Sagan, 28 août 1844.

Je ne renonce point à la France, ce ne serait ni convenable ni selon mon cœur ; je voudrais partager ma vie entre mes deux patries. Mes affaires et mon repos se trouvent bien de l'Allemagne ; mes souvenirs, un long passé, ma fille, Rochecotte, le caveau de Valençay : voilà ce qui me reporte vers la France. Je jette aussi

mes regards vers Rome, soyez-y donc pour que nous y jetions l'ancre! Dites-moi, s'il vous plaît, s'il faut réellement redouter la guerre; craindre une session orageuse; prévoir la chute du ministère; rentrer dans le gâchis Thiers et dans l'intrigue Molé ?

Madame de Lieven m'a écrit une lettre mélancolique de Baden où elle a broyé du noir avec M. de Bacourt, dont les lettres sont aussi toutes pleines de sombres prédictions. Madame Adélaïde me mande avec triomphe les succès sages et mesurés du prince de Joinville et semble se préparer à aller voir la reine à Windsor. Tout cela ne s'accorde guère. Dites de quel côté il faut placer son opinion. Le roi (1) a passé une demi-journée ici de la plus belle et gracieuse humeur. La mort de sa nièce, qu'il avait apprise la veille, ne semblait pas le préoccuper. Il m'a beaucoup parlé, et avec une sorte d'effusion, des lettres écrites de Neuilly sur l'attentat du 26 juillet. Il en était évidemment touché et attendri. Son voyage en Autriche lui avait plu beaucoup. Il ne tarissait pas sur la fraîcheur d'esprit du prince de Metternich, sur le bon peuple autrichien.

Écrivez et aimez-moi. Tâchez de me faire parvenir trois exemplaires de votre *Sœur-Marguerite* (2) : je l'ai promis aux princesses, et je le voudrais pour moi-même.

(1) Le roi de Prusse. C. B.

(2) *Nouvelle* écrite par M. de Barante, pendant son séjour à Turin, au profit d'une œuvre de charité. Cette *Nouvelle* d'abord tirée à part, a paru dans ses *Mélanges historiques, et littéraires*. Paris, Ladvocat, 1835. C. B.

A M. GUIZOT.

Barante, 6 septembre 1844.

Mon cher ami, vous venez de passer, ce me semble, un moment critique. J'ai toujours espéré un rajustement, mais j'étais loin d'être sans inquiétude. La manière ferme et vive avec laquelle on a agi en Afrique a eu un effet calmant sur les Anglais, et comme en même temps votre loyauté a paru évidente, la question du Maroc, qui notablement est la seule grave, ne s'envenimera point. Je ne puis ni savoir ni deviner le biais qui sera pris pour Otaïti, mais on doit être aussi empressé à l'inventer d'un côté que de l'autre. Tout ceci se terminera et vous fera grand honneur. Durant ces grandes préoccupations, je remplissais provincialement mon devoir du conseil général; d'une année à l'autre je reconnais une plus grande abolition des opinions. Sans doute les bulletins du Maroc ravissaient tout le monde; l'irritation contre l'Angleterre était aussi très générale, mais il n'en résultait aucune diminution dans le désir de conserver la paix. On jouit de plus en plus du calme, du bon ordre, de la prospérité. Un ministère guerroyant serait bientôt, il est même par avance le plus impopulaire de tous. L'opinion conservatrice est en progrès manifeste; en choisissant un bon moment il n'y aurait point à s'inquiéter des élections. Elles ne se font plus sous l'influence des partis, mais selon les chances de la position ou de l'intrigue des candidats.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 10 septembre 1844.

Vous aurez été content, monsieur l'Ambassadeur; le dénouement de l'affaire de Taïti a très grand air, il a surpris dans ce sens tout le monde. Jamais on ne fut plus près de la guerre. Lord Aberdeen, dont j'ai reçu une lettre hier, me dit que « mercredi matin encore il y croyait ». Le discours de la couronne avait été arrêté mardi en conseil chez la reine. Il ne contenait pas un mot sur la politique extérieure, ce silence, me dit lord Aberdeen, « eût été éloquent ». « Mercredi est venue » une réponse de M. Guizot qui nous a permis de » regarder le différend comme terminé, et de le pro- » clamer dans le discours royal de jeudi. Nous avons » échappé à un immense péril. »

Voilà les propres termes dont se sert le ministre anglais. Cela vous donne la mesure de la situation!

Dieu merci, c'est fini! le voyage du roi, fort ardemment désiré en Angleterre, mettra le sceau à ce nouveau bail, mais il faut convenir que l'épreuve a été rude, et qu'elle sert de redoutable avertissement. Les esprits sont fort montés en Angleterre. Dans le cabinet, Peel, le duc de Wellington, lord Stanley, *voulaient la guerre*. Voilà où l'on en est arrivé. Aberdeen a lutté avec une admirable constance, et lui et M. Guizot ont un mérite immense dans cette occasion. Personne là et ici à leur place ne fût arrivé à ce bon dénouement. Tenez cela pour certain. Rappelez-vous le point de départ! Les grosses et impérieuses paroles de Peel au Parlement.

L'Europe s'est singulièrement conduite; apparence ou réalité elle a traité cela de rien du tout, elle a ri, elle haussait les épaules quand on lui disait que cela pouvait devenir grave. Il faut bien qu'elle revienne de cette prétention aujourd'hui. La reine a proclamé l'imminence du danger en même temps que l'heureuse issue de l'affaire. On a donc tout appris à la fois.

Ce qui reste de cette aventure, c'est que la sécurité est détruite. On voit que la guerre dépend du plus léger incident. Et non pas la guerre de deux grandes puissances entre elles, mais bien certainement la guerre générale. Nous verrons l'effet que cela fera à Vienne. M. de Nesselrode a assisté à ce drame. Le fait de sa présence laisse quelque peu de soupçon ici. Je ne sais qu'en penser. L'empereur verrait peut-être sans déplaisir un commencement de mauvaise intelligence entre l'Angleterre et la France, mais vraiment je le crois trop sensé pour désirer une guerre générale.

L'effet de toute cette affaire, de la manière dont elle a été conduite, devrait être favorable à votre cabinet, et, comme au fond personne en France n'avait envie de la guerre, je crois qu'on doit reconnaître qu'on y a échappé à bon marché! Il me semble même que les adversaires de M. Guizot sont un peu embarrassés. Mais il n'y a pas beaucoup d'équité dans le monde.

L'empereur a été malade. On lui a posé des sangsues deux fois. On dit beaucoup qu'il a fort besoin des eaux de Kissingen. Mais la saison est bien avancée. On parle encore d'une visite de l'impératrice à Berlin; cependant elle tarde à se confirmer. Sa santé à elle est bonne, mais la cour bien triste. Je suis charmé que vous et madame de Barante ayez écrit, ils y seront sensibles et je suis sûr que vous aurez de bonnes réponses.

Le prince de Joinville est attendu pour la fin du mois. Le voyage du roi aura lieu dans le commencement d'octobre. La reine ne revient d'Écosse que le 2 octobre.

J'attends lady Clanricarde la semaine prochaine. Ils vont tous passer l'hiver en Italie. Lord Palmerston et sa femme seront ici à la fin d'octobre pour quinze jours. Il veut voir le prince de Metternich à Vienne.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 13 septembre 1844.

Il faudrait bien savoir si les deux gouvernements restent en observation et en méfiance, ou s'ils se sentent effrayés d'avoir été si près de la guerre, terrible idée pour l'Europe entière. Les puissances allemandes peuvent beaucoup pour éloigner cet immense péril. Sans nul doute, la conviction où sont les Anglais qu'ils peuvent à volonté jeter sur nous la coalition européenne contribue plus qu'aucune autre circonstance à les rendre altiers et exigeants. En ce sens le voyage de l'empereur a dû être pour beaucoup dans le langage hautain de sir Robert Peel et le déchaînement de l'opinion anglaise. Si, au contraire, Vienne, Berlin et toute l'unité allemande s'attachaient à circonscrire la guerre possible, entre la France et l'Angleterre, à lui laisser le caractère de la guerre de 1778, lors de la révolution d'Amérique, alors le cabinet britannique ne prendrait pas des airs si choqués. Nos journaux, notre opposition, la France des cafés et des étudiants sont assurément injurieux et provoquants ; mais aucune jactance ne peut être reprochée à notre gouverne-

ment, et lorsqu'il est ferme comme il vient de l'être, c'est à petit bruit. Je me préoccupe beaucoup dans ma solitude de ces réflexions sur les possibités de l'avenir.

DU BARON PASQUIER.

Chastenay, 14 septembre 1844.

Il a été bien heureux que les Chambres ne fussent pas assemblées quand est monté à son apogée le débat sur *Otaïti*. Cette sorte de petite île, dont la découverte nous a tant amusés dans les récits de Cook et Bougainville, que n'a-t-elle été enveloppée d'un brouillard éternel qui empêchât de l'apercevoir! Ne pouvant être bonne à personne, la voilà qui devient une pierre d'achoppement où tout risque de se briser. Puis ces malheureux journaux que nos marins, à présent, ont toujours en vue, dont ils prennent les excitations pour la voix de la France entière et qui, grâce à cette grossière erreur, croiraient volontiers que le premier coup de canon tiré par eux serait la résurrection de toutes les gloires qui se sont ensevelies dans celles de l'Empire. Le défunt amiral Lalande a donné un bien funeste exemple, par la correspondance que, pendant sa station dans les mers de Grèce, il a entretenue avec un ou deux journalistes ; il en a été payé par des salves d'éloges auxquelles tous ses semblables, en grade et en position, aspirent maintenant, comme moyen de monter plus haut encore.

Nous attendons aujourd'hui à dîner *l'heureux* M. Guizot avec sa princesse, puis M. et madame de Sainte-Aulaire. Les courses de M. de Sainte-Aulaire se sont, cette année, assez mal arrangées, à mon sens ;

et si j'étais lui, je n'aimerais guère que l'affaire d'Otaïti se fût dénouée à Londres sans que j'y aie paru le moins du monde, en laissant tout l'honneur au jeune Chabot (1). La veine, au reste, est aux jeunes, car voilà aussi le jeune Decazes qui a la bonne fortune de voir son nom attaché à la paix du Maroc.

Voilà, cher ami, mon petit sac vidé. J'ajoute cependant que le roi et la famille royale sont dans l'exaltation du bonheur et qu'on se promet les plus heureux résultats du séjour que le roi fera bientôt à Windsor.

On regarde comme certain le mariage du duc d'Aumale avec la princesse de Salerne (2).

Chastenay, 6 octobre 1844.

Je ne vous parlerai guères de nouvelles, car que dire sur ce sujet que les cent bouches journalistes n'aient répété. Les esprits comme le vôtre n'ont d'autre besogne à faire que de mettre leurs paroles à juste valeur et n'y sont pas embarrassé. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'à bien peu d'exceptions près, ils sont désolés de cette paix si désirable, si nécessaire, conservée peut-être à miracle, et qui est si chère à neuf cent quatre-vingt-dix-neuf personnes en France sur mille. N'importe ils parlent toujours au nom de cette France qu'ils représentent si dignement, et ce ne sera pas leur faute s'ils ne parviennent pas à la

(1) M. de Rohan-Chabot, comte de Jarnac, premier secrétaire de l'ambassade de France, chargé d'affaires pendant les derniers incidents. C. B.

(2) Marie-Caroline-Auguste de Bourbon, princesse des Deux-Siciles, fille du prince Léopold de Salerne. C. B.

brouiller avec la seule puissance qui, dans le fond, lui ait été favorable et secourable depuis quatorze ans. Dans ce pays si vanté par ses lumières, il faut bien, au reste, en convenir : la raison manque où elle devrait le plus se rencontrer. C'est surtout parmi les prétendus hommes d'État, que se remarque cet aveuglement qui, pour renverser un adversaire, ne recule devant aucun moyen, dans l'assurance, apparemment, que de se mettre à sa place serait un remède à tous maux. Je conçois aussi bien que personne les rancunes et même certaines indignations que j'ai partagées en plus d'une occasion, mais grâces au Ciel, je n'ai jamais cédé à la tentation de leur sacrifier la chose publique et les intérêts évidents de mon pays. Je ne sais trop pourquoi je me suis laissé aller à ce bavardage qui ne vous apprend rien; il s'est trouvé au bout de ma plume, et elle a couru.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 6 octobre 1844.

Je continue à mener une vie assez oisive; je m'occupe tout doucement et sans me presser de cette notice sur le comte de Saint-Priest, le grand-père d'Alexis. C'est une véritable étude sur notre métier diplomatique. J'ai sous les yeux des correspondances de M. de Choiseul et de M. de Vergennes. J'ai à expliquer l'état de l'Europe vers 1770 ; le caractère de notre politique de ce temps-là. Ce travail, si je puis l'appeler ainsi, m'intéresse, et si le public n'est pas occupé de toute autre chose, peut-être y prendra-t-il aussi quelque intérêt. Ne vous ai-je pas dit que je lisais *l'Histoire de la colo-*

nisation de l'Amérique anglaise, par Bancroft? J'y trouve beaucoup plus d'instruction que dans tout ce qui a été écrit sur ce pays. Pour parler le langage actuel, on ne comprend bien les États-Unis que par ce récit de leurs origines. Jamais on n'a vu une démonstration aussi complète et aussi évidente du rapport nécessaire de la constitution d'un peuple avec ses circonstances historiques. Tout est dérivé des faits primitifs. Maintenant ne survient-il pas une époque où la composition sociale sera si différente de ce qu'elle fut originairement, qu'elle exigera d'autres lois parce qu'il y aura d'autres intérêts, d'autres mœurs, d'autres idées ? Voilà ce que l'auteur ne reconnait pas. Il est en hymne continuelle sur la démocratie pure et croit que c'est un progrès acquis et définitif de la civilisation.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 8 octobre 1844.

Votre roi est parti charmé. En Angleterre *tout* le monde est flatté et content de sa visite ; il sera reçu à merveille. Il arrive à dîner aujourd'hui à Windsor. Vendredi il y aura ce qu'on appelle une *installation*. Cela se fera en grande pompe. Le roi sera nommé chevalier de la Jarretière. Pour ce jour-là la famille royale, les chevaliers de l'ordre, etc., etc., sont conviés. Les autres jours se passeront plus tranquillement. De la conversation. Le roi n'y faillira pas. Il aura là sir Robert Peel, lord Aberdeen, le duc de Wellington, peut-être d'autres ministres.

Le voyage du roi est merveilleux, un enthousiasme

cordial de la part de tous. Le peuple anglais, la presse anglaise, la reine joyeuse, et le comblant d'amitié et de magnificence. Certainement jamais accueil pareil n'a été fait à aucun souverain étranger. Beaucoup de bonnes conversations avec les ministres anglais. Le roi et M. Guizot fort contents d'eux. Après-demain on se sépare. M. Guizot se soutient assez bien, cependant il me tarde qu'il se repose.

DE M. GUIZOT.

Paris, 21 octobre 1844.

Mon cher ami, je veux vous donner moi-même de mes nouvelles. Je reviens d'un beau et utile voyage. Je reviens fatigué, mais bien mieux portant qu'au moment de mon départ. J'avais été souffrant. Pure accumulation de fatigues. Je n'ai pas quitté Paris quinze jours depuis quatre ans. La dernière session a été très longue et très rude. Je m'étais promis trois semaines au Val-Richer ; Taïti et le Maroc me les ont ôtées et m'ont, au lieu de cela, fortement occupé et préoccupé. Quand j'ai été hors de Taïti et du Maroc, je me suis trouvé excédé. La bile s'est mise en mouvement. Il a fallu me purger et me reposer tout à fait. J'étais déjà mieux, par le seul fait du complet repos, quand l'heure du voyage est venue. Le changement d'air, le mouvement physique, la distraction m'ont réussi au delà de toute attente. Et puis aussi le plaisir du succès, qui est un bon cordial. A tout prendre je suis beaucoup mieux. Je me ménagerai fort d'ici à la session ; je verrai plus de monde, je ferai mes affaires tranquillement dans mon cabinet, et j'espère qu'à la

fin de décembre, l'opposition, qui sera au moins aussi violente que si je n'avais pas réussi, me trouvera en état de lui tenir tête.

L'effet du voyage est excellent, excellent en Angleterre, excellent ici. Ici, tout ce qui me revient me donne à croire que le public est content. J'ai vu moi-même l'impression publique à Calais, Boulogne, Montreuil, sur toute notre route. Elle était juste, naturelle et très vive. Vif plaisir de voir le roi en France et joyeux orgueil de l'accueil qu'il venait de recevoir en Angleterre et du spectacle donné à l'Europe, vive satisfaction de la consolidation de la paix, tout cela était dans tous les discours, dans toutes les conversations, sur toutes les physionomies. Il me semble que, plus ou moins vive, cette impression est partout la même. Les journaux, malgré leur inépuisable puissance de mensonge, ne viendront pas à bout de la changer. Ils sont embarrassés et ne savent rien de mieux que de se taire sur le voyage et de chercher à l'étouffer sous leur silence. Je suis fait à cette guerre-là. Je l'ai soutenue en bien moins bonne position qu'aujourd'hui. J'ai cru au succès dans les plus mauvais moments. J'y crois toujours et je continuerai.

En Angleterre, nous n'avons, quant à présent, rien à désirer. La disposition est parfaite et la satisfaction grande. La popularité du roi dans le public anglais a réagi sur le cabinet qui était bienveillant, mais inquiet et timide. Aujourd'hui il est bien décidé à laisser petites toutes les petites questions, et à maintenir toujours au-dessus des incidents, des conflits locaux, des embarras momentanés, la grande politique de la paix et de la bonne intelligence avec nous. Je suis convaincu que cela se peut, que cela est plus aisé à

Londres qu'à Paris, que j'y réussirai à Paris si on m'aide à Londres, mais je reconnais qu'il y faut la volonté permanente et l'action commune des deux gouvernements, et que, si l'un des deux faiblit un moment, la tâche devient impossible pour l'autre. J'espère tout à fait que ni l'un ni l'autre ne faiblira. L'affaire du droit de visite,est bien difficile, aussi difficile à Londres qu'à Paris. Cependant je poursuis.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 4 novembre 1844.

J'ai su, monsieur l'Ambassadeur, qu'à son retour d'Angleterre M. Guizot vous avait écrit une longue lettre pour vous parler de sa santé et de son voyage. Je n'ai pas voulu vous envoyer une répétition et j'ai attendu un peu ; aujourd'hui, je reprends. Il me semble que j'ai quelque chose à ajouter en fait de découvertes. M. Guizot est revenu convaincu que le voyage du comte de Nesselrode avait eu pour but de défaire le voyage de l'empereur. Celui-ci avait mal parlé de la France et laissé pour beaucoup le désir d'un refroidissement ou pis que cela entre les deux gouvernements. M. de Nesselrode s'est appliqué à faire un grand éloge du roi et de son gouvernement, et quand sont arrivées les complications pour Taïti et le Maroc il a beaucoup dit aux ministres anglais qu'il fallait s'arranger avec la France. Que, des bons rapports avec elle dépendait la paix de l'Europe, et qu'elle ne souffrirait pas que de si petites causes vinssent la compromettre. M. de Nesselrode a laissé une fort bonne impression en Angleterre. Il est de retour à

Saint-Pétersbourg depuis le 4/16 du mois dernier. J'en suis charmé. Notre politique, ou plutôt nos rédactions politiques allaient pitoyablement sans lui.

Tout le monde dit que le roi est rajeuni. Son voyage lui a laissé une satisfaction visible. Aujourd'hui il y a spectacle à Saint-Cloud il n'y a que l'ambassade d'Angleterre de priée. Lord Brougham (1) a passé ici, toujours fort drôle.

Je n'ai rien à ajouter aux nouvelles d'Espagne que vous voyez dans les journaux. On est convaincu que les dernières tentatives d'assasinats avortés donneront beaucoup de force au gouvernement, et qu'il fera toute sa volonté aux Cortès. Bulwer même le dit.

Ici, tranquillité parfaite et même assez bons propos. On dit que les amis de Thiers se sont révoltés contre lui à propos des mauvais articles dans le *Constitutionnel* sur le voyage du roi. Depuis il a été obligé de se taire. En général le ton des journaux de l'opposition a un peu baissé. Thiers est à Paris.

Voilà une gazette, monsieur l'Ambassadeur. Dites-moi à votre tour quand je vous reverrai. J'en suis impatiente; j'aime par-dessus tout les causeries avec vous.

(1) Littérateur, philosophe, jurisconsulte, orateur éminent à la Chambre des communes, puis à la Chambre des lords, où il était un des chefs du parti whig, lord Henri Brougham (1779-1868) a joué un rôle des plus considérables dans les questions politiques et surtout économiques et sociales de son pays. C. B.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 21 décembre 1844.

Vous êtes sévère pour notre mécanisme représentatif, il est pourtant d'une manœuvre assez facile. Seulement, les obstacles qu'il rencontre, les périls qu'il court et les moyens employés pour réussir ne sont pas d'une nature très relevée. Que voulez-vous? après cinquante-cinq ans de révolution, les opinions sont usées et affaissées. Les intérêts privés règnent seuls; c'est avec eux qu'il faut compter. Les opposants veulent des portefeuilles; les conservateurs veulent des places ; les électeurs choisissent le député qui pourra leur être utile; on aime la paix et le bon ordre parce que c'est commode pour bien conduire ses affaires. De tout cela résulte que la France est en parfait repos et qu'elle est très contente; la prospérité va croissant, les habitudes se prennent; on s'accoutume à ce qui dure; la dynastie pousse des racines. Toutefois, le commencement de la session sera sans doute très animé. Le mariage de Mgr le duc d'Aumale a grand succès; la princesse est petite, d'un blond blanc; elle a les traits des Bourbons de Naples et un peu de la maison d'Autriche; mais sa physionomie, sa démarche, ses manières sont élégantes, distinguées, naturelles. Nombre de personnes ont pu s'entretenir avec elle et la trouvent spirituelle et instruite.

Vous êtes donc au milieu des séductions polonaises: je pense qu'elles sont aussi irrésistibles à Dresde que je les ai vues à Paris ou à Pétersbourg. Nous avons ici autant de Russes que de coutume. Je n'entends rien dire de Pétersbourg; l'empereur est triste, il a

vécu très renfermé et très réservé. Cette cour est bien autre que nous ne l'avons vue.

Paris, 14 janvier 1845.

Nous avons commencé hier la discussion de l'adresse. M. Molé, invité par les articles de journaux et peut-être poussé par un groupe nouvellement formé à la Chambre des députés, de conservateurs exigeants ou mécontents et d'amis de M. Thiers qui pour arriver plus vite se sont faits modérés et pacifiques, a ouvert la séance par un discours que vous lirez. Il a été entendu avec les égards qu'on aura toujours pour lui; mais ce duel entre deux hommes d'État qui s'annoncent comme ayant le même parti et la même politique, cette personnalité patente a mal convenu à la Chambre. Elle est restée froide à l'attaque et à la défense. Le débat sera plus vif et plus long à la Chambre des députés.

Si vous ne trouvez pas à Dresde ou à Leipzig la nouvelle édition des *Pensées* de Pascal (1), dites-moi comment je dois vous l'envoyer. Je ne songe pas à vous faire passer des livres parce que je suppose que, grâce aux contrefaçons belges, vous les avez à moitié prix en Allemagne, il en est de même des cartes de géographie. Jadis, de mon temps, quand nous passions à Leipzig ou à Berlin nous achetions des cartes meilleures et à de plus bas prix qu'en France. A propos de

(1) *Pensées, fragments et lettres de Blaise Pascal, publiée pour la première fois conformément aux manuscrits originaux en grande partie inédits*, par M. Prosper Faugère. Paris, Andrieux, 1844, 2 vol. in-8.

Pascal, tâchez de lire *Jacqueline Pascal*. Jamais M. Cousin n'a mieux écrit et n'a eu plus d'esprit. Du reste je le trouve passionné et injuste pour Pascal. Il n'était point sceptique en religion, à aucune époque il ne l'a été, mais toujours agité et intérieurement orageux. Il n'a pas non plus renié la raison humaine, car il est mort travaillant à la faire servir de démonstration à la religion. Mais son esprit était accoutumé à la forme géométrique, au raisonnement enchaîné. Or, comme vous le dites, la raison et la logique ne donnent pas le Dieu de la religion. Elles démontrent un Dieu abstrait, une cause première, mais on n'arrive point par cette route au Dieu individuel, personnel, qui est en rapport avec tous et chacun des hommes. La raison donne aussi le sentiment moral, le juste et l'injuste, mais comme fait de conscience non comme loi objective, impérieuse et menaçante. Le désespoir de Pascal était de ne pouvoir encadrer le Dieu de l'Évangile et la loi chrétienne dans des arguments géométriques et logiques. De là des impressions douloureuses, des colères et des mépris pour l'instrument qui lui manquait dans la main. M. Cousin fait de ces éjaculations ardentes une opinion philosophique, il prend des phrases, jetées comme un cri de désespoir, pour l'expression d'un système. Voilà où est l'injustice.

Albert de Broglie arrive de Madrid, fort dégoûté de l'Espagne (1).

(1) Le prince de Broglie était second secrétaire à l'ambassade de France en Espagne. C. B.

Barante, 28 janvier 1845.

Je vous écris, mon cher ami, le lendemain d'une journée qui n'a pas été favorable au ministère. La majorité est trop faible pour assurer sa position. Cependant il ne se retire pas. Cette question de l' « indemnité Pritchard » avait saisi vivement la badauderie nationale ; beaucoup de députés conservateurs s'épouvantaient d'avoir à reparaître devant leurs électeurs. Cet article était donc plus dangereux qu'aucun autre. Ajoutez les efforts passionnés des opposants de toute couleur et les haines désespérées qui poursuivent M. Guizot. On assure que la chance est meilleure sur les fonds secrets. La proposition sera portée d'ici à deux jours, et cette épreuve décidera la crise. Même encore après un succès la situation du ministère sera militante et menacée. Il a pu durer quatre ans sans gagner rien dans l'affection et la reconnaissance publique, il n'a pas plus de considération qu'au premier jour. Avoir tort ou raison est devenu une question complètement indifférente. Toutes pierres sont bonnes pour être jetées à la tête d'un ministère et même d'un gouvernement. Le *Caput mortuum* d'une révolution est un sol ingrat où ne poussent guère les bons sentiments.

Paris, 14 février 1845.

La crise ministérielle continue, mon cher ami ; il est très probable que la majorité sera de trente voix à peu près dans le vote des fonds secrets.

Je vous ferai cadeau de l'*Histoire de France* de

M. Martin. On en dit du bien, au lieu que M. Michelet me semble un trop facétieux historien. Son livre *Du Prêtre et de la Famille* fait du bruit et scandalise même l'école philosophique. Je ne le lirai point. Je sais ce qui est dedans. Des lieux communs usés, travestis en un langage tourmenté pour produire des impressions neuves. — Je n'ai pas été aussi content que vous des articles de M. Cousin sur *Pascal et Port-Royal* (1). On pourrait dire de toute opinion passionnée ce qu'il dit du Jansénisme. Le propre de la passion est d'obéir à un seul principe, de ne le point soumettre au contrôle du bon sens, de le faire absolu quand il doit subir les modifications et les restrictions qui dérivent de quelques autres faits internes, de quelques autres axiomes de conscience, vrais aussi. Le fanatisme et toutes les passions sont abstraites et logiques. Nous attendons les trois premiers volumes de M. Thiers (2). Ce sera curieux, mais écrit sous la préoccupation de ses idées et du point de vue qu'a pris son imagination. Le matériel des faits sera exact, et, en ce sens, ce sera un bel exposé ; leur physionomie, leur vrai caractère ce qu'ils étaient pour les contemporains : c'est ce qui ne se trouvera pas plus dans le livre de M. Thiers que dans son esprit.

Paris, 5 mars 1845.

Après cette lettre écrite, je vais, mon cher ami, aller au Luxembourg assister à la nouvelle bataille des fonds secrets. L'opposition ne lâche point prise,

(1) *Du scepticisme de Pascal* par M. Victor Cousin. (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1844 et 15 janvier 1845).

(2) *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

M. Molé est engagé dans cette lutte de rancune et de rivalité. Il est entretenu par le groupe de quinze ou vingt députés réunis autour de lui, dans l'espérance d'un succès prochain et dans la persuasion que son avènement ralliera tous les conservateurs et leur vaudra l'alliance de Thiers. Rien ne pourrait le détourner de cette ardente poursuite de portefeuille. Renverser M. Guizot est devenu la passion de toutes les nuances de mécontents et d'opposants. Notre politique intérieure consiste pour le moment tout entière dans cette question. Les Chambres, les journaux, le public des salons de Paris ne prennent intérêt à nulle autre chose. La session sera donc difficile à passer, tant les attaques sont déchainées. Mais le pays est assez indifférent à tous ces tournois des prétendants aux portefeuilles. Le gouvernement personnel du roi est un motif de sécurité.

La Suisse nous occupe beaucoup. On en augure très mal. Des commencements de guerre civile paraissent probables. Ni la France ni l'Autriche ne sont disposées à intervenir. Du moins ce ne sera que par nécessité absolue et sans doute en se concertant. La mission de M. Rossi (1) est, à ce qu'il dit, spéciale et temporaire.

(1) Divers incidents venaient de rendre aux agitations religieuses et anti-religieuses une nouvelle ardeur. Les jésuites, y avaient été étrangers ; cependant, ils devaient une fois de plus payer les frais de la lutte. Leur présence et leur organisation en France « étaient une violation des lois existantes » ; tel fut le terrain choisi d'abord par l'opposition comme le plus dangereux pour le gouvernement, puis par le gouvernement, comme le moins périlleux pour faire à l'opinion quelques concessions. Mais comment appliquer ces lois existantes sans irriter encore les rapports

18 mars 1845.

Ne vous étonnez pas si, en France, on ne s'occupe point assez de la fermentation religieuse qui agite les esprits en Allemagne (1). D'abord vous n'ignorez pas combien nous sommes sujets à nous absorber dans notre propre mouvement et à oublier toute autre chose au monde; puis lorsque nous songeons à l'étranger c'est pour le juger d'après nos idées et nos circonstances. Ici, nous ne concevons en fait d'opinion religieuse que la religion catholique dans sa complète orthodoxie ou l'indifférence. Nous ne comprenons pas

déjà si difficiles avec l'épiscopat et le parti catholique? Ne pourrait-on pas substituer en cette matière à l'intervention de l'administration l'intervention officieuse de la papauté comme en 1828, et amener ainsi sans apparence d'arbitraire et de persécution la dispersion des jésuites. M. Rossi allait à Rome poursuivre cette délicate négociation. C. B.

(1) Un jeune prêtre allemand, Jean Ronge avait, peu de temps auparavant, abandonné l'église romaine et tenté de fonder une nouvelle église catholique. La suprématie du pape n'y était pas reconnue, la confession y était supprimée, la communion rétablie sous les deux espèces, le culte célébré en langue nationale, enfin le mariage des prêtres autorisé. Le prêtre Czersky, du duché de Posen, y adhéra un des premiers pour s'en séparer plus tard et créer une secte dissidente. Les catholiques ne cachèrent pas leur émotion des progrès assez considérables de cette réformation nouvelle, fort suspecte également aux protestants malgré certaines doctrines communes. Les gouvernements, d'abord assez indifférents, découvrirent bientôt que ce mouvement religieux masquait surtout des idées de révolution sociale et en conçurent de vives appréhensions. C. B.

un autre mode de croyance et d'adoration que la foi de nos pères. On l'a, ou on ne l'a point; on pratique ou ne pratique pas. Qui se sépare de l'Église perd tout pouvoir de puissance religieuse et tombe dans la philosophie ou la politique, l'abbé de Lamennais tout comme l'abbé Chatel. L'Église de la constitution civile du clergé n'a pu subsister; elle est devenue presque tout de suite une des dépendances révolutionnaires. Aussi le prêtre Ronge, en se séparant de l'Église et en se faisant apôtre d'une communion nouvelle, nous semble vain et ridicule. Il nous faut un effort d'esprit pour imaginer qu'en Allemagne il en est autrement et que l'on peut y avoir penchant à l'indépendance et même à la révolte tout en conservant le besoin de foi. Mais comme vos dépêches s'adressent à un homme grave, et sont lues par gens qui ne sont pas du vulgaire, on les trouve fort bien, curieuses et dignes d'attention. On incline toutefois un peu à supposer que ce mouvement de réforme et de séparation, encore que plus réel qu'il ne pourrait être en France, n'aura ni de graves, ni de vastes conséquences; à moins, ce que vous-même indiquez, qu'il ne se complique et ne se confonde avec de la fermentation politique. On remarque que vous observez bien, que vous avez raison de voir ce que vous voyez, mais que peut-être prévoyez-vous de trop grands résultats. Continuez à donner ce genre d'informations, qui rendent votre correspondance intéressante.

La *Notice sur M. de Saint-Priest* va être imprimée. Je vous l'enverrai dans six semaines. si vous saisissez l'occasion de dire à la reine de Saxe combien je suis honoré et respectueusement reconnaissant de son suffrage, vous me ferez plaisir.

6 avril 1845.

J'étais certain, mon cher ami, que le livre de M. Thiers aurait pour vous beaucoup d'intérêt. Il a ici un grand succès. Chacun y reconnaît un rare talent d'exposition, une composition bien ordonnée, un langage simple, clair, facile, des opinions calmes et en général très sensées. En voilà bien assez pour lui établir la réputation d'un ouvrage distingué. Mais la critique remarque dans l'historien les défauts qu'on a souvent reconnus dans l'homme politique, dans l'homme d'esprit. La portion dramatique, vivante, anecdotique de l'histoire manque complètement. Le héros du livre semble même une sorte d'abstraction : il n'est point en scène ; on ne voit pas sa figure; on n'entend pas son langage si vif et si frappé. Les jugements sur les hommes ou sur les actes sont ou nuls ou sans force ni profondeur ; car M. Thiers n'a point en lui ce sentiment du bien et du mal, qui donne le besoin de juger, il lui suffit d'expliquer comment les choses étaient, comment les faits se sont enchaînés et succédé. De là suit que les portraits sont sans reliefs. On lui sait gré de ne point chercher l'effet; mais il faudrait souvent le trouver soit par la vivacité du récit, soit par la gravité des réflexions. La partie stratégique est par trop surabondante. Telles ont été mes premières impressions, puis je me suis mis, comme c'est assez ma coutume, dans le sens de l'auteur; et j'ai joui des qualités qui lui sont propres, sans lui en demander d'autres.

Les journaux, français ou allemands, qui ont parlé de la conversation de M. Guizot avec M. Thiers, ont

arrangé cela d'une façon grosse et sans nuances. Ils se sont rencontrés chez madame de Lieven, où l'un est tous les jours, et l'autre de temps en temps. Ce n'a été un embarras pour aucun des deux. Ils se sont entretenus facilement de toutes choses, même de leur situation politique. La conversation a duré environ une heure et demie, sans qu'il puisse en résulter une conséquence quelconque. M. Thiers a, comme vous pouvez le savoir, un complet dégagement d'esprit dont M. Guizot est aussi fort capable. Ni l'un ni l'autre ne porte dans l'ambition la passion de M. Molé, ou du moins elle est chez eux plus intérieure et peut se concilier avec d'autres impressions.

Il commence à devenir assez probable que le cabinet arrivera au bout de la session. Le parti conservateur, malgré sa mollesse et les mécontentements d'intérêts privés qui menacent sans cesse de lui ôter la majorité, a pourtant le désir de se maintenir et comprend qu'il serait dissous, si le ministère tombait. La session terminée, on aura à décider si on aura des élections. Si elles ne sont pas indispensables, il sera plus sage de les différer.

La Suisse est dans un déplorable état dont le remède ne peut encore être prévu. Si les corps francs (1) avaient eu l'avantage, ce serait pire encore. Ce qu'on craint aujourd'hui, c'est que l'autre parti n'abuse de la victoire.

(1) Les corps francs radicaux qui avait envahi le canton de Lucerne (mars 1845). C. B.

25 avril 1845.

Je n'ai point l'espoir d'aller à Rome. Le roi ne veut pas susciter de question ni de difficulté qui puisse changer en rien ses relations avec l'empereur de Russie. Le comte Pahlen est ambassadeur à Paris dans le *calendrier de la Cour*, donc je dois être ambassadeur à Pétersbourg dans l'*almanach royal*. Un nouvel ambassadeur à choisir, lorsque cet ambassadeur n'aurait point à se rendre à son poste, semble présenter une sorte de puérilité. D'ailleurs il se pourrait qu'à cette occassion l'empereur fît cesser aussi l'ambassade du comte Pahlen, et ce serait une aggravation de la situation actuelle. De toutes ces considérations résulte pour moi une position qui me déplaît beaucoup et qui peut être indéfiniment prolongée.

La maladie de M. Guizot ne présente pas de danger. Il a eu une colique néphrétique, causée par des calculs bilieux, dont l'expulsion produit d'horribles douleurs. Il a fallu appliquer plusieurs fois les sangsues; on le baigne beaucoup ; il ne mange presque point; il est très faible. Deux ou trois mois de convalescence et de régime, peut-être une saison à Vichy, voilà ce qui est probable. L'embarras et le péril du ministère sont augmentés par ce triste incident; toutefois la session est déjà avancée et la constitution d'un autre cabinet offre les plus grandes difficultés. L'opinion du public, la majorité du parti conservateur sont assez contraires à M. Thiers, et M. Molé a gâté les bonnes et belles chances qu'il aurait eues en se tenant à l'écart de toute coalition avec le centre gauche.

Il n'est donc pas impossible que, malgré l'absence momentanée de M. Guizot, le ministère ne se maintienne encore.

Vous avez eu pleine raison dans vos pronostics sur la nouvelle réforme religieuse qui travaille l'Allemagne, et M. Guizot m'a parlé en ce sens avant sa maladie. Ici c'est malgré lui que M. Thiers s'est chargé de commencer la lutte (1) ; M. Barrot était contraire à cette attaque : ce qu'on appelle la jeune gauche, c'est-à-dire M. de Tocqueville et ses amis, va sans doute parler et voter en opposition aux interpellants. Les légitimistes à qui M. Thiers et ses amis avaient promis de se taire sur ces questions, et qui, en retour, engageaient leurs votes à la Chambre et aux élections, vont dire qu'on leur manque de parole. De tout cela concluez que la bataille pourra être animée, mais que la guerre ne s'engagera point.

M. de Flahaut ne songe point à quitter Vienne. Il s'y trouve à merveille. Trois ans et demi d'absence l'ont un peu dépaysé. La France l'étonne et ne lui plaît point. La vie diplomatique et le séjour dans les pays où règnent le calme, l'ordre, la hiérarchie, la convenance désaccoutument beaucoup de notre agi-

(1) M. Thiers devait interpeller le gouvernement le 2 mai sur « l'exécution des lois de l'État à l'égard des congrégations religieuses ». Le jour des débats M. de Lamartine au nom de la jeune gauche, MM. de Carné et Berryer au nom des légitimistes intervinrent en faveur de la liberté religieuse. Le gouvernement accepta la thèse juridique de M. Thiers, mais demanda qu'il fût laissé libre de choisir les voies et moyens pour arriver à amener l'observation des lois, ce que lui accorda la très grande majorité de la Chambre. C. B.

tation inutile et sans grandeur. Ce qui se passe en Angleterre (1) en ce moment est admirable, et même très admiré ici. Voilà de nobles débats et un gouvernement fort s'employant hardiment à faire prévaloir la justice et la raison.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN (2).

Sagan, 4 mai 1845.

Voici mon fils parti. Je lui ai écrit immédiatement pour le faire souvenir que c'est sous votre aile que je

(1) Le gouvernement anglais, selon un vote chaque année renouvelé, payait depuis cinquante ans une subvention de 225 000 francs au séminaire catholique de Maynooth, établissement qui existait avant la réunion législative de l'Irlande à la Grande-Bretagne, et qui avait été maintenue par une convention insérée dans l'acte d'union. Sir Robert Peel venait de proposer de porter cette somme, manifestement insuffisante, au chiffre de 650 000 francs, dont le versement ne serait plus subordonné à une décision périodique. On juge de l'émotion causée par une telle proposition dans les rangs de l'église anglicane. Le gouvernement reconnaissait donc l'existence d'une église catholique? Il s'était donc livré à des négociations avec la papauté? Cette dotation ne conduirait-elle pas à une subvention donnée au culte catholique? La discussion dans les deux Chambres fut des plus vives. Entre autres orateurs sir Robert Peel, lord John Russel, M. Macaulay, M. Gladstone y exprimèrent avec grande éloquence les plus généreux et courageux sentiments de tolérance. Le ministère remporta la victoire. C. B.

(2) Le 6 janvier 1845 la duchesse de Talleyrand avait reçu l'investiture royale du duché fieffé de Sagan, dont elle

désire et que son oncle eût désiré qu'il place sa chaise curule (1). J'espère bien aussi qu'il vous aura demandé, à vous, et que vous lui aurez accordé de l'introduire officiellement à la Chambre. Mandez-moi, je vous en prie, comment il y sera reçu. Où en est la santé physique et ministérielle de M. Guizot? Il me semble, si j'en juge par les journaux, que vous auriez beaucoup de choses à me conter si vous vouliez. Vous m'en avez dit beaucoup, du reste, dans votre bonne lettre du 19 mars, à laquelle je réponds si tard, mais qui ne m'en a pas moins fait bien plaisir. J'aime tant tout ce qui vient de vous.

Le mouvement religieux que Ronge a soulevé n'est positivement qu'un mouvement *communiste*. Il n'y a rien de religieux du tout dans leurs prêches. Ils nient toute révélation, c'est une tendance toute *nationaliste* dans laquelle les francs-maçons, qui se remuent beaucoup, ont la main. Le roi le sait, le sent, et ne leur est pas favorable. Malheureusement, il y a dans le conseil du roi et dans sa famille des personnes qui les protègent.

L'événement de la Silésie, c'est l'arrivée prochaine du nouvel évêque de Breslau (2). On m'assure qu'il a l'intention de faire un détour à Sagan pour se reposer et peut-être même pour s'entendre avec la personne qui, dans la Basse-Silésie, est à la tête de la population catholique. On se groupe en effet en ce sens fort

venait d'hériter. C'est ce titre et ce nom qu'elle porta depuis cette époque (voir l'appendice du tome III, p. 581 et suiv.). C. B.

(1) Le duc de Valençay avait été créé pair de France le 19 avril. C. B.

(2) Mgr Diepenbrock. C. B.

autour de moi. Je prêche la modération et la fermeté, et, jusqu'à présent, j'ai le bonheur de voir d'une part les protestants vanter ma tolérance, et Ronge et Czerski (qui ont fait leur tournée de ville en ville) ne pas savoir où se présenter ici à cause de moi, et de la façon décidée dont je me suis exprimée, déclarant que quiconque leur ferait accueil ne passerait plus le seuil de ma porte. C'est une bien vive préoccupation que toute cette dissidence; j'y prends une part active et je me figure ne pas être inutile. Peut-être est-ce une illusion comme tant d'autres, mais elle aide à vivre et à porter le poids du temps.

Adieu, mon bien cher ami. J'ai bien envie que vous sachiez que je vous aime beaucoup.

A. M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 20 mai 1845.

Mon cher ami, je suis moins sensible que vous aux discours de M. de Lamartine. Ce sont des œuvres littéraires étrangères au réel des affaires, inspirées par des impressions et non point par des opinions. Tout y porte à vide ou à faux. Cela une fois dit, je veux bien l'applaudir et jouir de son talent. C'est le genre de succès qu'il obtient à la Chambre, succès de virtuose, plus que d'orateur politique. Il a fait une réponse à la députation des ouvriers (1) dont le langage

(1) Une députation d'ouvriers était venu féliciter le 17 mai M. de Lamartine du discours qu'il avait prononcé à la Chambre des députés contre l'armement des fortifications de Paris, « nouvelles bastilles érigées contre le peuple ».
C. B.

me semble encore plus noble. La situation politique reste à peu près la même ; la session touche à sa fin sans que les oppositions puissent concevoir l'espérance de renverser le ministère. La maladie et l'absence de M. Guizot ont amorti pour le moment la vivacité d'aversion qui le harcelait. Il grandit par le vide qu'il laisse dans le gouvernement et à la Chambre. Il y reparaitra pour son budget et pour demander le crédit que la suppression du droit de visite rendra nécessaire. Au vrai l'opinion déchaînée contre ce droit n'était point réelle, ce n'était rien de plus qu'un moyen d'attaque, et maintenant on ne s'en soucie plus. Toutefois, pour les gens sensés, c'est une preuve très significative de nos bons rapports avec l'Angleterre et de l'influence que M. Guizot exerce sur le ministère anglais. En somme, nos relations extérieures sont honorables ; l'Espagne, Naples, la Grèce sont dans notre sphère d'influence. Nous avons le premier rôle dans la surveillance à exercer sur la Suisse. Quant à Rome, où nous avons, non pas, à proprement parler, des affaires, mais un certain concert à établir pour calmer et faciliter les rapports de notre clergé avec le gouvernement, rien ne peut s'y négocier d'une manière positive ni explicite. Ce sont matières de conversation. On ne se décide ni vite, ni complètement dans la politique pontificale. M. Rossi est trop avisé pour être pressé ou exigeant.

Paris, 13 juin 1845.

M. Guizot a reparu à la Chambre avec plus de considération et d'autorité qu'il n'en avait auparavant. Son absence a montré quelle grande place il tenait

dans les affaires. Le nouveau traité qui remplace le droit de visite est évidemment un grand succès et prouve combien la France peut obtenir d'influence quand elle est représentée par des hommes tels que M. de Broglie et M. Guizot. L'opposition semble résolue à ne point chercher là un sujet de discussion. Le crédit de dix millions demandé pour construire les bâtiments destinés à la croisière d'Afrique passera, dit-on, sans être contesté. L'autre jour l'attaque de M. Billault a été pauvre et flasque et la réplique très belle. L'abdication de Don Carlos et le consentement de son fils à épouser la reine comme infant sont un incident de grande importance. Il y a trois ans qu'en Espagne le parti modéré et en France, le ministère, le roi encore davantage souhaitaient ce moyen de solution. Le parti absolutiste et l'influence autrichienne encouragèrent l'obstination de Don Carlos. Maintenant un article a été inséré dans la charte espagnole contre ce mariage, une négociation est entamée avec Naples : nous y sommes fort engagés. Ainsi il est trop tard. Nous désirons le mariage du comte de Trapani (1); nous le croyons beaucoup plus sage et plus rassurant pour l'avenir. Cependant nous ne nous compromettons pas en montrant une préférence et une volonté. Si l'issue est conforme à nos vœux, ce sera encore un notable succès. Il me paraît que M. Guizot s'inquiète peu du Maroc. On maintiendra le traité de frontières (2) qui a été fait très raisonna-

(1) Né en 1827, fils du second mariage du feu roi des Deux Siciles, François I[er], avec Marie Isabelle fille de Charles IV roi d'Espagne. C. B.

(2) Traité de délimitation conclu, le 18 mars 1845, entre

blement. M. de La Rue n'était point chargé de faire un traité de commerce; il y a inséré des articles qui ne nous conviennent pas, et, en le ratifiant, nous avons fait nos réserves. Il est donc simple de le modifier par voie d'interprétation. On négociera une convention supplémentaire.

La reine d'Angleterre a grande envie de venir à Paris et ne s'en cache point, mais le voyage de Cobourg et la rencontre avec le roi de Prusse ont dû passer avant. Il n'y a rien d'imprévu, ni aucun mécompte dans la résolution qu'elle a prise.

M. Rossi avance lentement à Rome et on n'entrevoit pas encore quels résultats il atteindra. Son affaire est de persuader au Saint-Siège que l'Église, en France, a plus besoin du gouvernement que le gouvernement n'a besoin de l'Église, qu'ainsi elle doit être sage et conciliante. La question des jésuites serait une puérilité si elle n'était pas en réalité une lutte entre l'opinion religieuse et l'intolérance philosophique du XVIIIe siècle. Il faut que peu à peu, à force de discussions et de controverses, l'un et l'autre des combattants reconnaissent qu'il faut se supporter mutuellement. Ni le clergé ni le parti philosophique et révolutionnaire n'arriveront à être dominants. Ce sera un équilibre sujet à des oscillations.

la France et le Maroc, signé par les commissaires plénipotentiaires le général comte de la Rue et Ahmda-Ben-Ali. (voir le *Recueil des traités de la France* par De Clerq, Tome V p. 271 et suiv. Paris : Amyot 1865). C. B.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Londres, 15 juin 1845.

Je vous remercie de tout mon cœur, mon cher ami, j'ai lu avec grand intérêt tout d'un trait votre *Notice sur M. de Saint-Priest*. Les événements, les caractères sont mis en lumière et appréciés avec autant de justice que de vérité. On aime bien à reparcourir avec vous ce demi-siècle si fécond. Bien des histoires plus développées sont moins riches en instructions. J'ai envoyé votre livre à lord Mahon (1), et vous ai transmis ses remerciements.

J'ai passé avec Broglie quelques bonnes semaines, qu'il a bien utilement employées. Au fait, le droit de visite n'était plus bon à rien (quant à nous). Persister à nous l'imposer eût été de la prépotence; et continuer à le subir eût été de notre part une humiliation. L'opposition nous a donc poussés dans une bonne voie. Mais comme elle-même cédait à de bien mauvaises passions et à des préjugés bien ignares, elle nous a rendu fort difficile une besogne qui, à d'autres conditions, ne l'eût pas été du tout.

Bon Dieu ! quel malheur imprévu que la mort de madame Molé ! Madame de Barante y aura été bien sensible. Je vais écrire à M. Molé.

(1) Philippe Henry Stanhope (1806-1875), Viscount Mahon puis Earl Stanhope ; s'est surtout fait connaître par des ouvrages d'histoire. C. B.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Paris, 17 juin 1845.

Je vais presque tous les soirs chez M. Molé qui est fort triste. Son impression a été vive et profonde; quarante-sept ans d'union et d'habitude tiennent une grande place dans le cœur. Il a commencé par s'inquiéter beaucoup de son isolement, de l'avenir de ses vieux jours. Jamais il n'avait pensé qu'il pût survivre à madame Molé, et cette mort l'a pris à l'improviste. En y regardant mieux, il a vu que son intérieur resterait à peu près ce qu'il était; que sa fille ne serait point séparée de lui; que les intérêts de sa petite-fille, dont on pouvait s'inquiéter, seraient assez facilement mis à l'abri. Il est donc plus calme, mais en disposition sombre et émue.

Je vois en même temps des gens très heureux. Albert de Broglie est rayonnant de bonheur. Comment en serait-il autrement? Que manque-t-il à son sort? Le plus distingué de sa génération, un avenir de succès et d'ambition, un beau nom, une grande fortune, et il épouse une jeune personne (1) belle qui a les mêmes avantages sociaux, qui, comme lui, est élevée dans des sentiments et des habitudes de piété. M. de Broglie jouit du contentement de son fils. Cela vient après le succès de la négociation de Londres. Rien n'y manque et pourtant la pensée de celle qui n'est plus là et qui aurait joui si bien de ce bonheur lui revient sans cesse, il n'en dit rien, mais je n'en doute pas.

(1) Pauline Éléonore de Galard de Béarn. C. B.

La session ne présente plus d'autres difficultés que de pouvoir voter décemment quatre fois par jour.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 10 juillet 1845.

J'ai laissé le ministère en pleine victoire et l'opposition découragée et disloquée. Le résultat de la mission de M. Rossi est un nouveau triomphe et qui était peu attendu, hormis par M. Guizot qui l'a toujours espéré. Jamais je n'ai mieux vu combien les hommes qui raisonnent et conjecturent sur les affaires étrangères, sans y être, sont sujets à se tromper lourdement. Ils croyaient, de très bonne foi, que le succès n'était possible ni à Londres, ni à Rome, et ne savaient pas quelles circonstances pouvaient ou le faire espérer ou le mettre en doute. J'étais moins ignorant, mais je ne supposais pas que M. Rossi réussît promptement et d'une façon si explicite. Vienne le mariage de la reine d'Espagne, et M. Guizot aura atteint le sommet de ses espérances : il voit juste ; il est patient, sans jactance, sans indiscrétion. Tout ceci va le grandir, autant que c'est chose possible dans notre temps et notre pays.

Si vous pouvez vous procurer l'*Abélard* de M. de Rémusat vous lirez sa vie avec un grand plaisir. Cela est spirituel et bien écrit. Le succès de M. Thiers diminue à la réflexion; on oublie qu'on a commencé par se faire à cette lecture et l'on songe à ce qui manque Il est, de son propre aveu, assez embarrassé. En avançant dans cette histoire, on arrive au moment où le héros fait des fautes, commet des crimes et à travers

des succès prodigieux, diminue de la grandeur idéale du Consulat. M. Thiers a déjà mal entamé toute la politique extérieure et l'a empruntée aux notes du *Moniteur*.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Beauséjour, 11 juillet 1845.

Votre lettre du 9 me parvient à l'instant, monsieur l'Ambassadeur. Je veux y répondre tout de suite. Je n'ai rien de bien nouveau à vous dire cependant. Le succès à Rome, vous le savez et vous l'appréciez. Il a fait beaucoup d'effet ici, et d'autant plus qu'il a été fort inattendu, car tout le monde, sans exception, avait blâmé le choix du négociateur. Il paraît cependant qu'il est habile. La diplomatie catholique est en grande colère, Apponyi, Brignoles (1) surtout. Ils sont prêts à renier le pape.

Les nouvelles d'Allemagne sont tristes. Le roi de Prusse est à la veille de mettre le feu à son pays (2). Les autres États allemands sont très effrayés. Ils se liguent entre eux sous la protection de l'Autriche, mais cela n'empêchera rien. Je vois d'ici mon empereur promettant ses armées. Le remède pourra paraître un peu plus effrayant que le mal. Quoi qu'il en soit nous allons voir sortir des rêveries de Sans-Souci une constitution telle quelle.

(1) Le marquis Antonio Brignole-Sale, ambassadeur de Sardaigne. C. B.

(2) Le roi de Prusse manifestait l'intention de donner une constitution à son royaume. C. B.

Le roi de Prusse est assez contrarié de devoir se rendre sur le Rhin pour y recevoir la reine d'Angleterre. Les provinces rhénanes sont en très mauvaises dispositions pour lui. Vos nouvelles de l'impératrice m'attristent fort. Je ne sais rien sur cela de mon côté. Mais on parle de la santé de l'empereur comme fort compromise. Le prince Pierre d'Oldenbourg, actuellement à Ems et qui vient de Pétersbourg, dit qu'il a les jambes toujours enflées, des vomissements fréquents, et qu'il dit lui-même qu'il n'a pas longtemps à vivre. Le prince de Metternich verra la reine d'Angleterre à Cobourg.

La cour est partie aujourd'hui pour Dreux. Elle en revient lundi. Le duc de Rianzarez est arrivé. Le roi le recevra comme mari de la reine Christine.

Mon mercredi est bien déchu. Vous me manquez extrêmement. Avant-hier le prince Paul de Wurtemberg (1) occupait votre place. Il est dans une bouffée de colère épouvantable ; son fils aîné, Frédéric, épouse la fille du roi de Wurtemberg. Cet avis lui est arrivé, le lendemain du jour où il a quitté à Ischl ce même fils et la grande-duchesse Hélène (2), dans une lettre qu'ils lui ont écrite peu d'heures après son départ. Il a trouvé cela d'une insolence rare. Il a écrit au roi de Wurtemberg pour dire qu'il refuse son consentement au mariage : ce qui n'empêchera pas qu'il se fasse. Il enverra sa protestation à l'empereur en lui demandant s'il peut sanctionner la désobéissance d'un fils envers son père. Le voilà maintenant brouillé avec la grande-

(1) Frère de Guillaume Ier, roi de Wurtemberg. C. B.

(2) Fille du prince Paul de Wurtemberg, mariée en 1824 au grand-duc Michel, frère de l'empereur de Russie. C. B.

duchesse. Il me dit qu'elle est fort changée, que sa santé est mauvaise et qu'elle passera l'hiver en Italie. Il dit la grande-duchesse Catherine (1) charmante ; point de mari, et quant à la grande-duchesse Olga (2), il n'y en aura jamais.

DE M. GUIZOT.

Beauséjour, 18 juillet 1845.

La session finit demain, nous la clorons lundi. Elle finit bien. Les amis s'en vont contents et confiants, les adversaires tristes et découragés. L'issue de l'affaire des jésuites est une des choses qui, dans le cours de ma vie politique, m'ont donné le plus de sérieuse et profonde satisfaction. Non seulement à cause de son importance parlementaire et momentanée, mais encore et surtout comme preuve que le bon pacte d'intelligence et d'alliance entre l'Église catholique et l'État constitutionnel peut être fondé et que la bonne politique peut réussir à le faire comprendre et accepter. L'œuvre sera difficile et longue ; mais enfin la voilà commencée. Le clergé français finira par comprendre ce que Rome a compris. Il est, en ce moment, étonné et en suspens, mais, d'après ce qui me revient des points principaux, entre autres de Lyon, il y a, dans le monde ecclésiastique, un fond de réel contentement. On respire, on se sent délivré d'un joug qu'on n'osait pas secouer et d'un péril auquel on n'était pas en état de se soustraire soi-même. Nous verrons, dans la ses-

(1) Fille du grand-duc Michel et de la grande-duchesse Hélène. C. B.

(2) Deuxième fille de l'empereur Nicolas, née en 1822. C. B.

sion prochaine, la loi sur l'instruction secondaire. J'en suis déjà bien préoccupé.

Je pars du 28 au 30 pour Val-Richer; j'y passerai le mois d'août. Je me porte bien, mais j'ai besoin de rafraîchissement, d'une vacance d'esprit encore plus que de repos de corps.

DU DUC DE BROGLIE.

Gurcy (1), 21 juillet 1845.

Anisson du Perron a été porté sur une de ces listes successives de pairs que nous voyons apparaître de temps en temps dans le journal. Il y a bien longtemps que cela devrait être fait, et je ne sais jamais m'expliquer pourquoi cela a été si long et si difficile. Enfin mieux vaut tard que jamais ; nous avons introduit Anisson deux jours avant la clôture, et il a pu assister, avec nous, au départ triomphal des ministres. Jamais, en effet, session ne s'est terminée avec plus d'éclat et n'a laissé le pays plus tranquille, les conservateurs plus contents et l'opposition plus en désarroi. Le succès de la mission de Rome leur a donné le coup de grâce. Ce succès a été aussi complet qu'inattendu, et, malgré tout ce qu'on a essayé pour le diminuer, il demeure l'un des plus merveilleux tour de force qu'ambassadeur à Rome ait jamais accompli. Maintenant que fera le ministère ? profitera-t-il de son succès pour enlever les élections ? Aucune personne sensée ne le lui conseille, et lui-même y paraît fort peu disposé. La Chambre est bonne, la majorité contente et ralliée ;

(1) Propriété du comte d'Haussonville en Seine-et-Marne.
C. B.

grâce au vote passé, elle ne peut plus guère se démancher sur les petites questions; elle a encore deux ans devant elle, pourquoi courir des chances inutiles. D'ailleurs, il n'est pas bien sûr que ce soit dans les bons moments que se fassent les bonnes élections. Quand l'horizon est serein, chacun se passe ses fantaisies, les parvenus restent chez eux, et l'on n'est jamais sûr de ce que l'on tient. Il paraît donc décidé que l'on restera comme on est. C'était du moins le mot d'ordre, au moment de mon départ de Paris. Je vais rester ici jusqu'au conseil général, de là j'irai en Suisse où je n'espère plus vous retrouver (1).

A M. ANISSON DU PERRON.

Villars, 21 juillet 1845.

Je suis content que nous soyons sur les mêmes bancs et que nous ayons en commun l'intérêt qui s'attache toujours aux occupations et aux chances d'une assemblée. La nôtre n'a point un rôle animé et si elle est de quelque importance dans le mécanisme du gouvernement, c'est d'une importance occulte. Il me paraît que M. Guizot a, l'autre jour, donné, avec une parfaite mesure et avec toute l'autorité de la raison, les explications sur la négociation de M. Rossi. Ou je me trompe beaucoup, ou les questions relatives au clergé vont revenir souvent et tenir désormais une grande place dans notre politique intérieure. Maintenant que l'opinion déchaînée contre les jésuites a

(1) M. de Barante était au château de Villars, dans les environs de Morat, chez un de ses neveux le baron de Graffenried-Villars. C. B.

reçu satisfaction, comme, au vrai, ce mouvement se composait de badauderie et de prétexte, le devoir du gouvernement et des hommes sages sera de défendre le clergé et le libre exercice de la religion contre les attaques de l'esprit révolutionnaire irréligieux.

A M. GUIZOT.

Villars, 2 août 1845.

Vous voilà dans le repos du Val-Richer ; j'espère qu'il effacera les derniers vestiges de vos souffrances de cet hiver, et que vous n'y serez troublé par aucun événement grave. Les chefs des corps francs du canton de Berne annoncent publiquement que leur projet est de faire la révolution radicale et communiste dans le courant de septembre ; puis de marcher sur Lucerne pour y mettre tout à feu et à sang. Ce qui anime surtout leur langage en ce moment, c'est une féroce passion de vengeance : ils ne parlent pas, ou ne veulent point parler du lendemain qu'ils donneraient à leur terrible revanche ; si on les croit, ils seront environ quinze mille à prendre les armes. La première opération, qui consisterait à renverser le gouvernement de Berne, semble ne pas présenter beaucoup de difficulté ; quelques-uns des membres de ce gouvernement sont de connivence avec les corps francs ; les autres n'ont aucune énergie et n'oseraient se séparer de la partie exaltée des libéraux. Cependant on trouverait aisément une majorité d'amis de l'ordre et du repos très décidés à résister s'ils avaient des chefs et de l'ensemble ; mais ils sont réduits à dire que cette résistance commencera après et non pas avant le dé-

sordre. On prétend que dans le pays de Vaud, la disposition des conservateurs est plus active, et que, s'ils ne sont pas devancés par les événements de Berne, ils pourront faire, chez eux, une contre-révolution. Quant à l'aristocratie il n'en est nullement question ; de toutes les aristocraties vaincues, je n'en connais point de plus stupide ; elle en est encore à ses rancunes et à ses dédains contre les libéraux devenus modérés et conservateurs ; elle met son unique espoir dans l'excès du désordre, lors même qu'il est menaçant pour le lendemain. Je n'entends jamais prononcer le nom de la Diète, et je ne saurais pas qu'il y en a une si M. de Pontois (1) ne m'écrivait pas, avec un triste découragement, que rien n'en sortira. Tout cela dit, et assurément sans exagération, j'ajouterai d'une façon générale et un peu vague, que l'influence de la paix universelle, de ce goût de toute l'Europe à la conserver, se fait pourtant vivement sentir.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Villars, 12 août 1845.

Vous avez donc décidément fait de la géographie le point de départ de vos lectures et de vos études ; comme vous le dites, toutes les connaissances se rattachent et s'embranchent l'une à l'autre ; et chemin faisant, vous apprendrez beaucoup de choses. Je crois pourtant que l'histoire est un meilleur centre d'études. C'est une préférence que j'ai eue de tout temps. — Ne vous avais-je point parlé de l'*Abélard* de M. de

(1) Ambassadeur de France auprès de la Confédération Helvétique. C. B.

Rémusat? Je viens de le relire en y trouvant plus d'intérêt et de charme, mais je fais de vains efforts pour suivre l'analyse de la dialectique et de la théologie. C'est pour moi le casse-tête le plus stérile. M. de Rémusat craint de passer pour un philosophe amateur. Il veut être du métier et se complaît à développer compendieusement la technique; tandis que la philosophie comporte les analyses générales et les résumés. Je comprends, mais il me semble toujours lire la même page.

Le quatrième volume de M. Thiers ne m'est pas encore parvenu; toutefois j'ai rencontré dans un journal le récit de la mort du duc d'Enghien. C'est bien le plus froid rapport de police que j'aie jamais lu. Le désir de justifier, ou, pour dire plus exactement, de faire paraître simple et fatal un acte impolitique et criminel, est en combat avec la crainte d'encourir le blâme des amis de la justice et de l'humanité. Il en résulte une quasi apologie, recommencée sans cesse pour être désavouée dans la phrase suivante; rien n'égale surtout la puérilité de cette visite de Réal à Vincennes, manquée par malentendu. Napoléon n'a jamais voulu être justifié. Il a tué son ennemi, selon le droit corse, et s'il a quelquefois regretté sa faute, il n'a jamais compris que ce fût un crime.

A M. ANISSON DU PERRON.

Villars, 16 août 1845.

J'ai lu hier le discours de M. Guizot à ses électeurs; il est vraiment très beau, on ne saurait triompher d'une manière plus raisonnable et plus tranquille. Le

même journal nous donnait le discours de M. de Salvandy (1), qui mérite aussi d'être approuvé, encore que je le trouve un peu trop dithyrambique sur les perfections de notre XIXe siècle. Au total, il semble que nous devons arriver à la session dans une disposition plus calme et plus satisfaite qu'à aucune autre époque de notre vie passée dans les révolutions et les changements.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Boulogne-sur-Mer, 21 août 1845.

J'ai passé trois semaines à Londres. J'y ai eu toutes les satisfactions de cœur possibles. Tous mes amis chez moi constamment. Je n'ai pas bougé de ma chambre. Je ramène mes yeux un peu moins malades, voilà tout.

L'Angleterre fort tranquille. Peel glorieux. La reine despote. Aberdeen bon courtisan, presque amusé du voyage (2). Bien bon ami de votre pays, mais beaucoup aussi de la Russie, et trouvant cette amitié là plus solide que la vôtre. Il blâme fort le roi de Prusse et ne tient pas grand compte du Metternich d'aujourd'hui.

(1) Discours prononcé, le 12 août, à la distribution des prix du Concours général. C. B.

(2) Du voyage en France que la reine se proposait de faire très prochainement. C. B.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 4 septembre 1845.

Prosper (1) pense qu'il vous enverra encore un maître de forges (2). Il craignait d'avoir à combattre la candidature du général Changarnier. Elle eût problablement échoué, mais c'eût été une lutte déplaisante. Comme la vaillance du champ de bataille est tout autre chose que le courage de l'opinion (surtout quand on n'a pas d'opinion), le général a reculé devant la nécessité de s'avouer opposant ou conservateur. Le député d'Autun sera donc conservateur du tarif des fers et par occasion il conservera la paix publique. Je n'ai aucun goût pour la passion prohibitive, je la crois funeste au développement de l'industrie et de la richesse; mais j'aime à voir arriver à la Chambre, des propriétaires et des commerçants de préférence aux avocats et aux journalistes, voir même aux fonctionnaires.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 9 septembre 1845.

Va donc pour l'Allemagne du Nord devenant un pays constitutionnel. Je souhaite de toute mon âme que la transformation soit pure de toute fermentation popu-

(1) M. Prosper de Barante était sous-préfet d'Autun, depuis 1842. C. B.

(2) M. Eugène Schneider, directeur du Creusot, député de 1845 à 1848, puis de 1852 à 1870. Ministre de l'agriculture et du commerce dans le cabinet du 20 janvier 1851, M. Schneider fut président du Corps législatif de 1867 au 4 septembre 1870. C. B.

laire et qu'il ne soit besoin ni de prendre la Bastille ni de dépaver les rues. J'ai souvent pensé, comme vous, qu'aucun peuple, les Anglais compris, n'était aussi prédestiné que les Allemands au mécanisme délibératif. Ce sont gens consciencieux, respectueux de la loi, observateurs des formes, heureux dans la jouissance du droit. Ce sera pourtant une sorte de merveille que la royauté et surtout l'aristocratie abdique le pouvoir et le privilège. La Suisse qui est en grande partie allemande est loin de ces heureuses dispositions. Il n'y a d'habile et de raisonnable en ce moment que nos amis de Genève, dont les gentilshommes bernois font fi, et qu'ils traitent de bourgeois; mais la seule opinion qui, sans avoir la force du nombre, a la parole menaçante, c'est le communisme. J'ai beaucoup entendu dire récemment que cette propagande venait non de France, mais d'Allemagne, apparemment du midi.

Albert de Broglie ne néglige pas une occasion de prouver sa capacité. Il y a déjà deux ans qu'il avait écrit un mémoire très bien fait sur le droit de visite, et il a été pour son père un aide très réel dans la négociation de Londres. Avez-vous lu ses deux articles de la *Revue nouvelle* sur « l'Église et l'État » ? Ils sont très remarquables, le second surtout.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 15 septembre 1845.

Je veux venir pleurer avec vous votre excellent et illustre ami (1). Je suis extrêmement émue et peinée de cette mort qui m'appauvrit sensiblement. Figurez-

(1) M. Royer Collard. C. B.

vous que peu, bien peu de jours avant sa mort, il m'a écrit pour m'annoncer lui-même sa fin, pour me dire adieu, et cela dans les termes les plus touchants. Je conserve comme une relique ces dernières lignes, probablement les dernières qu'il ait tracées. Je ne sais du reste aucuns détails sur cette mort qui me laisse une solitude de plus. J'ai écrit à madame Royer, mais elle ne sera pas en force pour me répondre de sitôt. Tout ce que vous apprendrez, vous me le direz, n'est-ce pas? Vous savez combien il m'aimait! Il a eu une grande influence sur le cours de mes idées et la disposition de mon âme, à une de ces époques critiques de l'existence qui donne une impulsion positive au reste de la vie. Il m'avait fait aussi une large part dans sa vie intime et intérieure qu'il appelait *sa solitude impénétrable*. Tout cela est fini et laisse un vide de plus dans ma vie qui en offre déjà de tant de côtés. Je suis très, *très peinée*. Vous savez à quel point mon cœur est fidèle, et ce que je suis pour mes amis. Ainsi vous comprendrez que ce que je dis est vrai, sans la moindre exagération. Je ne connaîtrai, je n'aimerai bientôt plus personne que vous. Vivez, vivez longtemps, bien plus que moi : je ne veux pas avoir à vous pleurer. C'est déjà bien assez de n'avoir pas à jouir plus souvent et de plus près de votre charmante amitié.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 25 septembre 1845.

Notre Chambre vous sera un grand crève-cœur; au point de vue économique elle est pire que l'autre. Le

gouvernement représentatif a pour inconvénient de donner aux intérêts collectifs une très grande force et de les faire prévaloir sur les vrais intérêts généraux. L'Angleterre a été prohibitive pendant cent cinquante ans et elle l'est encore dans tout ce qui n'a pas été démontré par l'expérience. L'Allemagne est sur la même route. Aussi les premiers économistes, hommes plus absolus et plus convaincus que ceux des écoles postérieures, voulaient le despotisme éclairé. Nous allons voir, s'il y a trop grande cherté en Angleterre, ce que deviendra la loi des blés (1).

Oui, mon cher ami, ma pensée se porte tristement sur M. Royer. Nous étions en un intime commerce d'idées. Nous avions une conformité habituelle de jugement sur les circonstances, les opinions et les hommes. Sa conversation était charmante, originale, grave et animée; l'expression était inspirée par une impression vive que la réflexion avait rendue plus forte et plus pénétrante. Puis quelle indépendance de caractère! Quel désintéressement! Il avait beaucoup d'orgueil, et une continuelle préoccupation de sa dignité personnelle, mais sa conduite lui en donnait le droit; car la crainte de compromettre sa considération lui a constamment ôté toute autre ambition. Il n'a que très peu déploré la révolution de Juillet; il l'a constamment prévue, et l'adresse des *221* avait été pour lui une dernière tentative pour sauver la monarchie. Jamais il n'a eu un jour d'illusion sur la branche aînée. Je suis à peu près certain qu'il ne laisse pas de *Mémoires*; à peine quelques notes, il n'aimait pas

(1) Sir Robert Peel préparait la loi de suppression des droits d'entrée sur les blés. C. B.

écrire et c'est dommage, car il racontait avec beaucoup de charme. Voilà encore un de ces hommes du passé que le temps actuel ne peut plus produire.

Vous allez maintenant avoir la visite d'Étienne. Je voudrais bien le revoir et juger du bon effet que son apprentissage politique et ses rapports avec les hommes ont opéré sur lui (1). Un an de sous-préfecture profite mieux pour la bonne conduite de la vie que dix ans de conseil d'État ou même de Chambre des députés. Il y a un ménagement des personnes qu'enseignent les emplois ayant charge d'âmes, la diplomatie ou même l'usage du monde. Nous avons des hommes d'État à qui manque cette triple expérience, comme par exemple, M. Thiers ; elle lui eût été bonne pour écrire l'histoire et l'eût empêché de tomber dans ce culte de grand lama si peu digne de son bon sens et de son esprit. C'est le « Moniteur ». M. de Bassano avait plus de liberté d'esprit sur le chapitre de la rupture de la paix d'Amiens. En fait d'histoire, je lis avec intérêt l'*Histoire d'Isabelle de Castille*, par Prescott, un écrivain américain fort distingué. Je lui préfère son compatriote Bancroft ; vous lirez avec grand plaisir son *Histoire des États-Unis*.

(1) Après avoir été reçu à l'École polytechnique, Étienne Anisson avait conquis ses grades à l'École de droit, puis suivi les cours des Universités d'Édimbourg et de Berlin. Il était en 1845 auditeur au Conseil d'État, et sous-préfet de Saverne. C. B.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Beauséjour, 27 septembre 1845.

Mes yeux sont misérables. Vous allez le voir par le volume de cette lettre, mais je veux vous faire parvenir quelques petits reproches et quelques petites nouvelles. Pardonnez-moi d'avance mon style lapidaire et mon papier (1) et ma grotesque écriture.

Le voyage de la reine a été étonnant. Sa maussaderie a éclaté dès le premier moment de son arrivée à Cologne, où l'archiduc Frédéric a pris le pas sur son mari. Elle a été impolie, maussade, on dit même colère. Enfin cela a été au point que le roi de Prusse en a parlé avec inquiétude au médecin même de la reine d'Angleterre en lui demandant s'il avait déjà observé des symptômes étranges. Coment trouvez-vous cela de la part du roi de Prusse? Voilà donc : très malhonnête sur le Rhin, contente à Cobourg, sans être plus polie, et *charmante* à Eu. Voilà le voyage. Votre roi charmé d'elle. M. Guizot charmé d'Aberdeen, celui-ci amoureux de M. Guizot.

Passons en Russie. Quel événement que celui de cette longue séparation (2) ! Quelle situation nouvelle pour l'empereur! et elle, retrouvera-t-elle la santé, ou bien allons-nous la perdre? Dans ce dernier cas, que fera-t-il? Le roi des Pays-Bas, qui le connaît bien, m'a dit à Londres qu'il croirait alors à un mariage morganatique.

(1) La princesse de Lieven écrivait cette lettre sur un papier vert foncé, dont l'état de ses yeux lui imposa pendant quelque temps l'usage. C. B.

(2) L'impératrice de Russie de plus en plus malade de la poitrine était envoyée dans le midi de l'Italie. C. B.

J'ai peine à le penser. Si Dieu nous la conserve, ce sera Palerme qui deviendra la résidence. Figurez-vous alors ces galopades perpétuelles à travers l'Europe — Ou peut-être cette visite au sultan. Enfin le Grand-Turc, ou le pape! Que tout cela est singulier.

Dans le peu de mots que vous me dites, vous avez touché à tout et je vois que nous sommes du même avis sur tout. Le Caucase a été glorieux et désastreux. Que de braves gens sacrifiés! La retraite a été terrible. Je vous remercie d'avoir pensé à mon brave Constantin (1); percé d'une balle et couché sur sa litière, il a été sabré et poignardé encore sans défense, son escorte tuée autour de lui. Eh bien, ces coups de poignard l'ont sauvé en faisant diversion à l'hémorragie interne. Il a dicté pour moi une lettre touchante de modestie, de simplicité, et de piété. J'ai l'espoir, presque la certitude, de le conserver. Il est aux bains du Caucase. Il appelle tout cela ses petites aventures. J'ai été bien alarmée, bien inquiète, je commence à me rassurer. L'Allemagne est bien malade. Le roi de Prusse, effrayé par les événements de Leipzig (2), s'est entendu avec le prince de Metternich. Il veut enrayer. Je ne sais s'il sera encore temps. On dit que la Diète de Francfort sera saisie de questions religieuses et que d'un autre côté le roi promulguera le 15 octobre une sorte de constitution moyen âge. Petits et grands,

(1) Un des fils de la princesse de Lieven.

(2) Des troubles graves avaient eu lieu à Leipzig le 12 août aux cris de « Vive Ronge, à bas les jésuites, à bas le prince Jean ». Ce dernier, frère du roi de Saxe et catholique ardent, était venu ce jour-là passer en revue la garde communale. La troupe dut tirer sur la population. C. B.

tout le monde est alarmé en Allemagne. Il y a eu enthousiasme pour vos princes en Espagne, ils ont trouvé la reine moins laide, et l'infante encore plus jolie qu'on ne disait. Le duc et la duchesse de Nemours sont revenus très fatigués (1). Le duc de Montpensier a charmé tout le monde à Constantinople. Le roi, la reine des Belges et leurs enfants arrivent le 4. Le duc Ferdinand de Cobourg et son fils aussi. Avec les Salerne il va y avoir trente rois, princes, etc., etc., réunis sous le même toit à Saint-Cloud, comptez.

Je regrette le *Journal des Débats*. Il est bien malveillant (2), l'humeur va en augmenter.

Voyez la longue lettre. Je la remets à M. Guizot, afin de ne pas vous ruiner. Je rentre en ville le 2 octobre. Je vous attendrai. Je voudrais bavarder avec vous.

Adieu, monsieur l'Ambassadeur, votre amitié et vos lettres à défaut de votre conversation, voilà de grands plaisirs de plus dans ma vie.

DE M. GUIZOT.

Paris, 9 octobre 1845.

Mon cher ami, je voudrais bien que vous ne tardassiez pas à revenir. La question des droits de navigation entre la Russie et nous devient une affaire. Nous avons à choisir entre le système des représailles (les moyens ne nous manquent pas) et celui de la transaction. Je dis que nous avons à choisir parce que je le désire, car cela même est une question. Je vou-

(1) D'un voyage officiel dans le sud-ouest de la France. C. B.

(2) Contre la Russie. C. B.

drais que vous suivissiez vous-même ici cette affaire. Il n'y a pas moyen de vous envoyer en Auvergne tous les documents que vous aurez besoin de consulter, toutes les conversations qu'il vous sera utile d'avoir avec Gréterin (1), Lambert (2) et Lavollée (3). Revenez donc, je vous prie, le plus tôt que vous pourrez, et en attendant dites-moi quand vous pouvez être ici. Il n'y a, quant à présent, pour la pâture de l'opposition dans la session prochaine, point de question première. Elles ont été résolues. Si aucun incident ne survient qui en élève de nouvelles de cet ordre-là, les secondes et troisièmes deviendront premières. Je veux être prêt sur celles-là comme sur les autres, et avoir fait, là aussi, tout ce qui se peut faire, et savoir tout qu'il y a à savoir.

Les affaires d'Afrique (4) m'occupent beaucoup, ce sont les plus grosses du moment.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 19 octobre 1845.

J'ai reçu votre lettre du 28 septembre, mon bien cher ami, au moment où je partais pour Berlin. J'y suis

(1) Conseiller d'État, directeur de l'administration des douanes. C. B.

(2) M. de Lambert, sous-directeur à la direction commerciale des affaires étrangères. C. B.

(3) Directeur du commerce extérieur au ministère de l'agriculture et du commerce. C. B.

(4) Une insurrection fort grave venait de débuter dans la province d'Oran par le massacre d'une colonne de 450 soldats français surprise à l'improviste à Sidi-Brahim, et par la capitulation à Aïn-Temouchent de 200 hommes qu'avaient attaqués des cavaliers arabes. Nous rentrions en campagne contre Abd-el-Kader. C. B.

restée huit jours afin d'y passer l'anniversaire du jour de naissance du roi. Maintenant me voici rentrée dans mes vieilles murailles : je veux venir causer avec vous. Je pourrais vous sembler bien bavarde si je vous disais tout ce que mon dernier séjour à Berlin a fait naître chez moi de réflexions, et si je pouvais vous communiquer le changement notable que j'y ai trouvé après six mois d'absence ! Plus on y est bon et généreux pour moi, plus je suis affligée de trouver en général mauvais visage aux choses et aux personnes. J'ai été surtout douloureusement saisie de l'état de ce pauvre Bulow, qui, non seulement est définitivement perdu pour les affaires, mais qui le sera bientôt pour sa famille avec laquelle je suis particulièrement liée. Les rendez-vous du Rhin n'ont laissé que des impressions aigrelettes. Depuis qu'on a vu l'impératrice à Berlin, on est moins soucieux de sa santé. Elle demandait à voir du monde, à aller au spectacle, ses toilettes étaient mirobolantes et ses achats infinis. Tout en rassurant, cela surprenait, surtout les parures qui démontraient le squelette. On explique la hâte qui déjà conduit l'empereur en Italie par la présence de mademoiselle Nélidoff, que l'impératrice n'a pas consenti à laisser en Russie.

Quelle horreur que ce qui s'est passé en Afrique ? Pierre de Castellane paraît s'y être distingué. Ce sera une consolation pour l'agonie de son père (1).

(1) Le général de Castellane gravement malade était considéré comme perdu. C. B.

DU DUC DE BROGLIE.

Coppet, 20 octobre 1845.

Je vous remercie, mon cher ami, de votre aimable lettre. Je voudrais pouvoir y répondre en vous donnant quelques nouvelles dignes de vous intéresser, mais le moment présent et le lieu où je suis sont tout à fait stériles. La Suisse n'a pas subi, cette année, les agitations dont elle paraissait menacée, tout est, au contraire, bien paisible, il y a halte dans le bien comme dans le mal. Si Genève n'était pas agrégée à la Confédération helvétique, si elle était, comme autrefois, une petite république indépendante, sous la protection des grandes puissances qui l'entourent, peut-être pourrait-on penser qu'elle a gagné plutôt que perdu à la révolution qu'elle a subie, il y a deux ans (1). Le pouvoir est resté aux mains des honnêtes gens qui ont simplement élargi leurs rangs; le gros de la population paraît éclairé par la leçon qu'il a reçue, et les perturbateurs sont visiblement en déroute. Mais qui peut répondre de ce qui arriverait, s'il survenait une attaque du dehors? Elle est ajournée pour le moment.

(1) Le conseil municipal de Genève était acquis au début de 1843 à l'esprit révolutionnaire et tendait à absorber tous les pouvoirs de la république. Le 13 février de cette même année il avait organisé, ou du moins encouragé, un mouvement révolutionnaire réprimé par la milice, puis amnistié par le conseil d'État, dont la faiblesse en cette circonstance fit scandale. Le 20 mai, les élections municipales balayèrent l'ancien conseil et manifestèrent un retour aux idées d'ordres et d'administration régulière.

C. B.

Quelque déplorable que soit la situation actuelle du canton de Vaud, où le parti révolutionnaire domine sans contrôle et, quelque mauvaises que fussent, il y a quelques mois, ses intentions avouées, le changement qui vient de s'opérer dans la direction du canton de Berne (1) a tout arrêté. Les avis sont fort partagés sur la cause de cette conversion subite ; la plus vraisemblable, c'est que les meneurs se sont trouvés eux-mêmes menacés et débordés, et qu'ils se sont aperçus, à des symptômes indubitables, qu'ils travailleraient pour les communistes allemands organisés en sociétés patentes dans toute la Suisse. Quoi qu'il en soit, l'effet a été grand autant qu'imprévu, mais, selon l'usage immémorial des sociétés démocratiques, dès qu'on croit le danger immédiat disparu, tout le monde se tient pour sauvé, et personne ne pense à l'avenir. Rien ne garantit donc la durée de la tranquillité actuelle, mais qu'est-ce qui garantit quelque chose de nos jours ?

J'ai sincèrement regretté, comme vous, la mort de M. Royer-Collard ; c'est une grande intelligence de moins, et quoique son influence fût désormais bien limitée, elle était encore quelque chose et il y avait plus d'une personne qui craignait d'être désapprouvée par lui. Ce sera un bel éloge à faire à l'Académie ; je ne

(1) Le gouvernement de Berne, qui représentait l'opinion radicale modérée, était entré en lutte contre le parti révolutionnaire et venait d'obtenir du grand conseil, par 137 voix contre 42, un vote d'approbation et de confiance. Les conservateurs lui avaient donné en cette circonstance le plus utile concours. Ce pas en arrière était un fait considérable et de nature à affaiblir l'influence révolutionnaire dans les autres cantons qui généralement suivaient l'impulsion reçue du canton de Berne. C. B.

vois guère que Rémusat qui soit au niveau d'une semblable tâche; il faut, en pareil cas, mettre un peu de côté la question de parti, et ne voir que l'intérêt de l'Académie elle-même; il serait triste que ce corps ne devînt qu'une succursale de la Chambre des députés où chacun fait entrer ses amis politiques et ne se nomme que par cabale.

A MONSIEUR ANISSON DU PERRON.

Paris, 1er novembre 1845.

J'ai une besogne qui ne me donnera point, je pense, grand travail, mais qui me retient. Je cherche ce que nous aurions de possible à faire pour ne point perdre notre commerce avec la Russie grandement menacé par un ukase qui impose aux pavillons étrangers un traitement réciproque. Pour qui penserait comme vous ou même comme moi, les questions seraient assez simples ; mais pour les Chambres, pour les producteurs de toute sorte, pour les badauds d'orgueil national, je ne sais comment on les persuadera de ne point se crever les deux yeux pour en arracher un à la Russie, et encore ce second résultat est fort douteux. M. Guizot me laissera la tâche de persuader ces messieurs de la douane et du commerce et je n'ai aucun espoir d'y réussir.

Je n'ai jamais vu les oppositions en telle colère, elles veulent préparer les élections et les passionner par leurs clameurs. En attendant, d'un bout de la France à l'autre, la coalition électorale des légitimistes avec la gauche et surtout avec les nuances les plus extrêmes est conclue, annoncée, bruyante. J'ai pu observer cela

en Auvergne, où le très faible parti légitimiste est redevenu tout à coup animé et hautain dans ses espérances. M. Thiers revient de Londres avec toute l'amitié de lord Palmerston ; il a aussi son « entente cordiale ».

Le maréchal reste président. On cherche un ministre de la guerre, et jusqu'ici personne n'en a pu découvrir un qui soit acceptable. Les nouvelles d'Afrique sont moins inquiétantes. Le rapport de M. de Lamoricière a un grand succès (1). Ce qu'il a fait paraît habilement conduit. Il raconte d'une manière claire, simple, noble. L'Algérie ne nous avait pas accoutumé à ce bon langage. On va arrêter l'insurrection, lui ôter toute communication avec Abd-el-Kader, puis attendre au printemps pour tenter davantage.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Vienne, 7 janvier 1846.

Je ne veux pas entrer dans la seconde semaine de cette nouvelle année sans vous dire combien et avec quelle affection je suis occupée de ce qu'elle vous soit douce et propice. Dieu veuille vous la rendre telle en guérissant Ernestine (2), en bénissant et conservant tous les objets de votre tendresse. Les distances que j'ai entre la France et moi en me séparant de vous, portent

(1) Le maréchal Bugeaud était en France quand éclata l'insurrection le 23 septembre. Ce fut le général de Lamoricière, faisant par intérim fonction de gouverneur, qui prit les premières mesures nécessitées par les événements et dirigea les opérations militaires jusqu'au retour précipité du maréchal le 15 octobre. C. B.

(2) Troisième fille de M. de Barante dont l'état de santé était des plus graves. C. B.

avec elles une amertume qui m'est très sensible.

Je n'ai pas pensé, lorsque je suis partie de Paris, il y a déjà dix-huit mois, que ce serait pour si longtemps, mais je ne serai pas, croyez-le bien, assez ennemie de l'agrément de ma vie pour ne pas revoir cette France bien belle après tout, où tant de souvenirs se personnifient encore pour moi, dans trois ou quatre amis excellents et où se trouve un tombeau sur lequel je veux encore prier, avant de rejoindre là-haut celui qui a été le lien dominant de mon existence. Mais voilà trop longtemps vous parler de moi. Que je vous dise donc quelques mots de cet empereur grognon, qui est venu ici déplaire à tout le monde. Il est épaissi, vieilli, changé. On dit qu'il a laissé de bonnes espérances à Rome, mais que le parti ultra-grec, auquel il a lâché la bride, ne lui permettra pas, à son retour dans ses foyers, de réaliser les promesses faites au Vatican. On dit encore que ce ne sont plus des difficultés religieuses qui empêchent le mariage de la grande-duchesse Olga avec l'archiduc Étienne (1), mais une certaine terreur de l'influence russe en Hongrie. Il me semble qu'on ne croit plus à ce mariage et que c'est à ce refus qu'on attribue généralement l'excès non dissimulé de la mauvaise humeur que l'empereur Nicolas a témoignée ici. Il y a des gens fins ou qui croient l'être, qui prétendent cependant que les négociations ne sont pas entièrement rompues à ce sujet et qui expliquent les courriers partis subitement d'ici quelques heures après le départ de l'empereur pour l'atteindre en route, pour une reprise de négociations. D'autres personnes encore

(1) Né en 1817, fils de l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie. C. B.

prétendent savoir que l'empereur se rabat sur le fils de l'archiduc Reinier, pour lequel il a, dit-on, fait des frais extrêmes en Italie. Quant à moi, je ne sais rien, ce qui me permet de vous répéter les bruits divers. Je ne sais qu'une chose, c'est que M. de Metternich se porte à merveille, qu'il a été charmé de la rentrée de sir Robert Peel (1), qu'il avait prévue, et qu'il souhaite une belle et bonne session à M. Guizot.

Avant de finir cette longue lettre, je veux vous apprendre une nouvelle grande comme rien, mais qui est cependant un petit événement dans ma vie. Je vais d'ici, la semaine prochaine, passer quinze jours à Venise. Mon beau-frère (2) s'y rend ; il m'a fort engagée à l'y accompagner et à satisfaire ainsi, sous bonne escorte, une curiosité que j'ai depuis longtemps, et dont je suis ici déjà assez rapprochée : les chemins de fer étant déjà à moitié achevés dans cette direction, le voyage est court. Je pense que cette petite pointe méridionale m'amusera et me rafraichira la pensée en étendant mon horizon qui s'est un peu trop rétréci depuis quelque temps.

Adieu, mon bien cher ami, il n'y a rien de plus tendre que mon amour pour vous.

(1) Le 10 décembre 1845, dans un conseil privé tenu à Osborne, lord Wellington s'était séparé très nettement de sir Robert Peel sur la question des modifications à apporter aux droits d'entrée des céréales, et devant ce désaccord le cabinet avait dû donner sa démission. La constitution d'un ministère whig fut tenté sans succès, et sir Robert Peel recomposa le 2 janvier 1846 un nouveau ministère tory. C. B.

(2) Le duc de Mouchy, prince de Poix (1797-1846) avait épousé en 1803 Mélanie de Talleyrand-Périgord sœur du duc Edmond de Talleyrand Périgord. C. B.

Rome, 20 février 1846.

Être à Rome sans vous! Cela n'est-il pas étrange? Je vous assure que c'est fort déplaisant. J'ai été à un bal à l'ambassade de France avec le flot anglais et la foule russe comme j'aurais pu aller chez madame de Boutenieff ou madame de Lutzow. J'ai vu M. Rossi; une fois chez moi, il a l'esprit fin et patient. Cela lui a donné ici du succès dans les négociations. Il n'est pas arrivé à l'adoption sociale. Peut-être cela n'est-il pas nécessaire. Il a auprès de lui un M. de la Rozière que les étrangers réunis ici trouvent aimable. L'entrain est venu dès que j'ai touché le sol de l'Italie; je n'ai pas résisté à Rome, maintenant je vais à Naples, tout cela à tire-d'aile, n'ayant loisir pour rien, mais curiosité de tout. Je me fatigue un peu, et je sens une confusion d'idées et de souvenirs que j'aurai quelque peine à débrouiller. Cependant je suis bien aise de mon entreprise, elle me permettra un retour plus préparé; je saurai mieux ce que je ferai; ce ne sera plus un essai, ce sera un choix. Plus je vois Rome, plus je vous y voudrais, vous en seriez si heureux! vous le comprendriez bien vite. Je vois que c'est une intelligence assez rare. Car dans le nombre d'étrangers qui y accourent, il n'y en a que bien peu qui ne disent pas de bêtises et ne fassent de manières. La plus grande de toutes c'est de vouloir s'amuser à Rome, et d'avoir de l'humeur de n'y pas réussir. On a bien mieux à faire; et cette vie sérieuse qui est folle huit jours de l'année, mais qui n'est jamais frivole, est la façon d'être qui vous irait le mieux et qui me plaît le plus; puis cette haute société romaine, toujours grave, ja-

mais triste, va si bien à la mélancolie de ces lieux pleins de lumière et de traditions! J'ai tâché dans ces trois petites semaines de jeter mes regards partout, sur les lieux, les choses et les personnes qui me semblent si essentielles au tableau. J'ai trouvé beaucoup d'empressement, beaucoup de simple politesse, et dans le clergé des allures sans doute bien différentes de Notre-Dame, mais à travers une certaine mondanité on sent une sainteté réelle, une science polie avec une facilité aimable. Le Saint-Père a été pour moi d'une bonté dont je ne vous dirai pas les détails parce que je craindrais en les racontant de trop caresser mon amour-propre. Plusieurs cardinaux ont suivi cet exemple. Les princesses Borghèse Doria, Lamolatto, m'ont prise sous leurs ailes. Enfin je vais quitter tant de bonté, tant de véritable hospitalité, et j'emporte un souvenir tendre et respectueux. Madame de Nesselrode est venue ici; je crois que par plusieurs raisons elle aime moins Rome que moi. A propos, il faut que je vous raconte un mot romain que je trouve charmant et admirable. Au moment où l'empereur Nicolas est entré dans le cabinet du Saint-Père, celui-ci a été au-devant de l'autocrate jusqu'à la porte de cette chambre et là on s'est embrassé. Deux cardinaux et deux princes romains se trouvaient dans la porte restée un moment ouverte. Au moment de l'accolade des deux souverains, le plus âgé des seigneurs romains dit à l'autre : *Ecce Jesu-Christo al jardino dei Olivi!*

J'ai trouvé Venise fort curieux, mais je n'aimerais pas à y vivre ; ce n'est pas que la nonchalante gondole n'ait son charme, mais il est du genre de celui que Madame la duchesse de Berry apprécie particulière-

ment auprès du comte de Luchesi. Je les ai vus voguer paresseusement l'un à côté de l'autre. Je ne sais ce que me dira Naples, je lui en voudrais d'affaiblir mes impressions romaines.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 18 mars 1846.

Les Chambres et l'opinion sont en vacances. Les opposants sont déroutés et tristes; pour retrouver quelque vivacité il leur faut se jeter dans les déclamations excessives de l'anarchie ou dans les souvenirs de nos plus mauvais jours. Vous voyez où en est M. de Lamartine. Je doute qu'il ait touché autant qu'il l'a espéré les fibres populaires. Comme d'autres, il s'est trompé sur la disposition réelle et générale des esprits. Un succès de mélodrame ou de paradoxe : voilà tout ce que peuvent obtenir ces tribuns, sophistes ou poètes. Toutefois l'état incertain de l'Europe, qui évidemment va entrer dans des voies nouvelles, et la crise des subsistances ne permettent pas une complète sécurité. Notre gouvernement est plus fort au dedans, plus considérable au dehors qu'il ne l'a été jusqu'ici. Mais l'avenir ne se présente pas avec certitude. Il semble que nous avancions vers un horizon inconnu; tandis qu'à regarder seulement le jour et son lendemain notre position soit bonne et belle. Les 50 millions de l'empereur Nicolas sont arrivés singulièrement imprévus. C'est une idée aussi spontanée et aussi personnelle que possible et il a voulu qu'elle parut ainsi. Si quelqu'un lui eût dit il y a quelques années qu'il croirait tellement au maintien de la paix et au

calme intérieur de la France qu'il placerait 50 millions dans nos fonds publics, il aurait tenu à injure une telle prédiction. Évidemment il n'y a point là un calcul de finance. C'est une manifestation politique. Cependant je n'ai pas un motif de supposer que les rapports de souverain à souverain soient sur le point de changer. Ma situation ne variera pas. Elle me déplait de plus en plus; je suis enchaîné dans le vide de mon ambassade nominale.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Dresde, 31 mars 1846.

Je vous ai mandé mon impression de Rome: tout l'éclat de Naples, en m'amusant quelques jours, n'a pu, et je m'en sais gré, ni effacer ni même diminuer les profondes émotions que Rome seule, de tout ce que j'ai vu au monde, a pu produire en moi. Ce n'est pas le charme du climat, la splendeur des arts, la magnificence des églises et des palais, l'antiquité des traditions qui, isolés ou même réunis, subjuguent ainsi; non, c'est ce parfum exquis de catholicité qui enlève, qui retrempe et qui ne se trouve nulle part comme à Rome. J'ai eu le bonheur de ne pas me laisser troubler par quelques contrastes apparents sous lesquels, avec un peu de discernement et de bonne foi, on découvre vite tout ce qu'il y a là de sincère piété, de convictions puissantes; on y comprend mieux cette action lente, habile et sûre de l'Église. Vous voyez que je suis restée bien vive dans mes préférences romaines. Il faudra bien que vous veniez sur les lieux les partager avec moi, — à titre de voyageur

si ce n'est à d'autres. Je vous appellerai si haut qu'il vous faudra m'entendre. Pour l'instant, je retourne en personne raisonnable à mes affaires. Je serai demain à Berlin. Les scènes polonaises (1) ont été déplorables, mais ce qui ne l'est pas moins dans un autre sens, c'est l'immense quantité de paroles empreintes d'ignorance, de crédulité, d'àcreté et d'outrecuidance qui, à cette occasion, se sont dépensées à la Chambre des députés. Je suppose que le comte Apponyi aura communiqué à M. Guizot tous les rapports officiels de cette vaste et folle conspiration; vous les connaîtrez ainsi et y aurez vu tout ce qu'il y avait d'atrocité et de bêtise réunies dans ce meurtrier projet! Encore si ces impuissants mais cruels efforts s'étaient tournés contre le joug féroce de la Russie, il y aurait eu, même en Prusse, même en Autriche, sympathie pour le cri de la vengeance; mais se tourner traîtreusement et sanguinairement contre les gouvernements les plus doux, les plus paternels, et qui même agissaient à l'égard des Polonais avec une coquetterie marquée, est le comble de la folie et de l'ingratitude, et excite dans toute l'Allemagne, croyez-le bien, une indignation universelle. On sait d'ailleurs mauvais gré aux Polonais de justifier jusqu'à un certain point les duretés moscovites, et on leur en veut du triomphe malicieux que célèbre en ce moment l'empereur Nicolas ainsi que de la nouvelle dose d'arrogance qui en

(1) Une insurrection à tendances révolutionnaires et communistes plutôt que nationalistes venait d'éclater dans les provinces polonaises soumises à la domination autrichienne et prussienne ainsi que dans la république indépendante de Cracovie; d'épouvantables massacres de gentilhommes avaient eu lieu en Gallicie. C. B.

sera le résultat et de l'influence russe qui va renaître de cendres qui s'éteignaient de plus en plus. On sait aussi que toutes ces cruelles folies polonaises ont été préparées, chauffées, provoquées et facilitées de Paris, non pas assurément par le gouvernement; mais par un certain monde qui inquiète l'Europe et qu'il est fâcheux de ne pouvoir mieux contenir et paralyser.

Berlin, 19 avril 1846.

Mon bien excellent ami, je veux bien vite m'acquitter d'un ordre de Madame la princesse de Prusse. Elle vous adresse par moi une prière à laquelle je vous demande aussi de lui répondre par moi. Voici le fait.

Le fils de la princesse, destiné un jour au trône, a quatorze ans (1). Sa mère veille tout particulièrement à son éducation. Il s'occupe beaucoup : les études classiques et militaires remplissent une grande partie de ses journées; mais il y a une heure que la princesse s'est réservée pour faire elle-même des lectures avec le jeune prince. Ces lectures sont destinées à lui donner le goût de la littérature française et doivent plutôt être un délassement qu'une fatigue d'esprit ou d'attention. La princesse désirerait vivement que vous eussiez la bonté de lui indiquer un certain nombre de lectures convenables à cette intention, et qui puissent s'étendre sur une durée de deux ans à peu près. Il faudrait, je crois, que les genres fussent un peu variés. Voudriez-vous vous occuper quelques instants de ce

(1) Frédéric-Guillaume, né en 1831, empereur d'Allemagne sous le nom de Frédéric III du 9 mars au 15 juin 1888. C. B.

travail. Vous feriez un extrême plaisir à une princesse fort distinguée et qui ayant une bonté particulière pour moi, a nécessairement une haute opinion de votre extrême bon goût et de la finesse de votre discernement. N'est-ce pas, mon aimable ami, que vous allez m'envoyer ce que je suis chargée de solliciter? On nous a dit ici une nouvelle que je me refuse à croire : on aurait encore tiré sur le roi des Français. Mais cela ne me paraît plus dans le vent du moment, et j'espère que ce n'est qu'une abominable invention.

Les feuilles qui poussent me font tourner mes regards vers mes champs et mes bois que je ne tarderai pas à regagner.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 27 mai 1846.

Il n'est pas impossible que je sois retenu par la négociation commerciale de la Russie. Je doute, en effet, que M. Kisseleff soit autorisé à céder sur des points où nous contesterons. La satisfaction expansive que l'empereur a témoignée en apprenant les détails du bon accueil que le grand-duc Constantin a reçu soit à Toulon, soit à Alger ont pu faire croire un moment à un rapprochement complet et formel. Il me semble qu'on n'y compte plus ; le roi ni M. Guizot n'avaient pas cru du tout à ce changement. Les témoignages de sentiment, quelque vif qu'il puisse être, seront reçus très froidement. En cette circonstance ce n'est pas le fond, c'est la forme qui importe.

Vous avez vu que la dernière bataille livrée à M. Guizot n'a été ni vive, ni grande. Aujourd'hui ou

demain l'opposition reprendra le thème de la corruption et fera feu de toutes ses batteries, dans l'espoir d'influer sur les élections. Le ministère continue à ne pas s'en alarmer beaucoup, tout en convenant qu'il y a toujours hasard et risque. La cherté des subsistances, la prospérité interrompue, le crédit méfiant et timide, les finances obérées jettent dans les esprits du chagrin et du mécontentement. On n'appelle aucun autre médecin, on ne propose aucun remède; mais on a de la mauvaise humeur contre le régime des docteurs du ministère. M. Duchâtel est toujours malade, ce qui est un inconvénient.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 31 mai 1846.

Votre lettre du 5 mai, mon bien cher ami, m'a fait d'autant plus de plaisir qu'elle m'a donné le moyen de satisfaire Madame la princesse: je lui ai tout communiqué et elle m'a chargé, dans une lettre que j'ai reçue d'elle avant-hier, de vous transmettre ses remerciements et ses regrets de ne pouvoir vous les exprimer elle-même. Il y a toute une page de choses gracieuses et aimables que je vous prie de deviner dans le peu de mots que je vous en extrais ici. Le fait est que c'est une princesse bien distinguée à tous égards et qu'il est impossible de ne pas aimer et honorer avec fidélité et dévouement, quand on la connait plus particulièrement. Elle vous plairait beaucoup, j'en suis sûre, et aurait, elle, un plaisir infini à causer avec vous. Toute votre lettre est si pleine, si diverse et si intéressante que j'ai donné à ma princesse la

satisfaction de la lire en entier. Vous savez que c'est la personne du monde qui jouirait le plus d'un rapprochement entre les Tuileries et Pétersbourg, parce qu'il entraîne nécessairement celui de Saint-Cloud et de Sans-Souci. Les convenances existent déjà, mais la cordialité manque jusqu'à présent. Tout ce que vous me mandez de l'existence des jeunes princes en Afrique fait naître à cet égard des espérances qui pourraient bien vous ramener vers le Nord. Si cela avait lieu, n'allez pas oublier que vous me devez une visite en passant. Ah ! que cela me ferait plaisir de vous tenir ici et d'y causer avec tout cet abandon de cœur et d'esprit que je n'ai jamais eu tout entier qu'avec vous depuis la mort de mon oncle.

Nous avons eu aussi en Allemagne un printemps singulièrement hâtif, mais aussi nous payons un peu cher ces jouissances anticipées. Il fait si froid et si aigre et il y a tant de gens malades qu'on finit par voir dans cette singulière saison un précurseur du choléra. Vous savez qu'il avance en Russie. Ma sœur (1), mes nièces et neveux, mon beau-frère, des voisins, et les hasards des grandes routes qui se croisent ici m'apportent assez de mouvement et de diversité pour que ma vie retirée ne soit pas solitaire. J'ai d'ailleurs des affaires, des livres, des fleurs et des souvenirs, cela suffit quand on ne demande plus guère à la vie qu'un peu de repos, quand en un mot le négatif suffit.

(1) Jeanne, princesse de Courlande, Sémigalle et Sagan, née le 24 juin 1794, veuve de François Pignatelli de Belmonte, duc d'Acerenza. C. B.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 1er juin 1846.

Cette fin de session a amené un beau combat corps à corps entre M. Guizot et M. Thiers (1). C'est le sujet de toutes les conversations depuis trois jours. Le premier discours de M. Thiers avait été médiocre; la réponse de M. Guizot, moins grave et moins calme qu'à l'ordinaire. Jamais M. Thiers n'a eu autant d'esprit et de talent que dans la réplique. On s'inquiétait pour M. Guizot, mais il a gardé sa supériorité. Il a eu le dernier mot; le drame s'est dénoué par une belle majorité. Maintenant on ne va plus penser qu'aux élections. Peut-être le massacre de nos prisonniers en Afrique (2) amènera-t-il encore une attaque passionnée contre le ministère. Il faudra assurément lui imputer cet affreux malheur. Les élections auront lieu dans les premiers jours d'août.

Paris, 18 juin 1846.

Votre lettre sur l'Allemagne et sur l'Autriche est bien pensée et sagement écrite. Gardez-vous, je vous le répète, de votre penchant pour les généralités. Rapportez votre observation plus spécialement au lieu, au moment, à la circonstance, aux personnes

(1) Débats sur le pouvoir personnel (28 mai). C. B.

(2) Le massacre des prisonniers français faits à Sidi-Brahim et à Aïn-Témouchent dont la garde devenait un gros embarras pour Abd-el-Kader vaincu et rejeté dans le sud (24 avril). C. B.

surtout. Le jugement des hommes, la peinture de leur caractère sont l'espèce d'information qui prouve le plus de discernement, qui donne le plus de succès à la conversation et à la correspondance. Si les agents se conformaient aux règlements, ils enverraient chaque année une série de portraits. C'est une bonne étude, même pour le style pourvu qu'il soit naturel et presque familier. Nous allons terminer la session. Les députés s'en vont après demain et nous dix ou douze jours après. Je serai peut-être chargé d'un rapport sur l'Algérie, que personne ne lira, tant on est pressé de finir. Autrement ce serait une tâche d'un grand intérêt. Le public commence à s'inquiéter de la façon dont on mène les affaires d'Afrique. Tant d'hommes et tant d'argent; si peu de résultats; de fâcheux désordres d'administration; la guerre faite sans assez d'humanité : tels sont les propos qu'on tient de tous côtés. Je suppose que, peut-être dès l'an prochain, le gouvernement de l'Algérie deviendra la grande affaire du ministère.

On augure toujours assez bien des élections, qui seront très disputées moins par les opinions que par les concurrences locales.

La mort du pape, le conclave et le choix qu'il fera sont un sujet de conversation et de curiosité plutôt que d'inquiétude.

Paris, 28 juin 1846.

Voilà sir Robert Peel renversé par des rancunes aveugles et des ambitions personnelles. Sa chute lui fera plus d'honneur et lui apportera plus de force qu'une persistance mesquine à garder le pouvoir.

Chacun croit à son prochain retour. En attendant voici les whigs, voici lord Palmerston remplaçant un ministère dont les rapports avec nous étaient bons, faciles et confiants. Nous aurons probablement pour ambassadeur lord Normanby. Nous sommes contents de l'élection du pape : c'est un des quatre cardinaux dont M. Rossi avait écrit que le choix était souhaitable. L'opinion romaine a eu, dit-on, beaucoup d'influence. Aucune intrigue étrangère, aucune cabale parmi les cardinaux n'ont apparu dans le conclave. On espère quelques réformes administratives. C'est le point essentiel.

Paris, 7 juillet 1846.

La session a fini par un terrible discours de M. de Montalembert (1). Nos tribunes sont parfois redoutables pour l'Europe, même lorsque notre gouvernement reste dans une prudente réserve.

Antonio Perez (2) m'a intéressé comme vous. Je trouve que M. Mignet a trop de ménagement pour Philippe II. C'est, selon moi, un des tyrans les plus malhabiles dont l'histoire ait illustré le nom.

(1) Sur les événements de Pologne (séance du 2 juillet). C. B.

(2) *Antonio Perez et Philippe II*, 2e *édition revue et augmentée*, Paris : Paulin, 1846, 1 vol. in-8°.

II

Aout 1846-Février 1848 (1).

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Paris, 8 août 1846.

Je n'ai pas encore vu de ministres; mais ils sont assurément contents des élections. La majorité est à

(1) Événements d'aout 1846 a février 1848. — Élections générales (1er août). — L'opposition perd de 25 à 30 sièges ; le gouvernement peut compter sur une majorité d'au moins 100 voix. -- Procès de Henri devant la Chambre des pairs. — Dispositions hostiles de lord Palmerston contre nous, particulièrement en Espagne. — M. Guizot donne comme instructions à M. Bresson de marier le duc de Cadix à la reine et le duc de Montpensier à l'infante. — M. Bresson, pour vaincre les répugnances de la reine Christine contre le premier de ces choix, croit pouvoir lui promettre la simultanéité des deux mariages. — Mécontentement du roi Louis-Philippe qui y voit une imprudence et veut désavouer son ambassadeur. — Lord Palmerston nous communique ses intructions du 19 juillet, où il nomme le prince de Cobourg en première ligne parmi les candidats à la main de la reine. — Nous y voyons l'abandon de la politique d'entente. — Avertissements de M. Guizot au gouvernement anglais. — Il devient de plus en plus évident que lord Palmerston a rompu l'entente et que la France est libérée de ses engage-

eux; pas trop grande, ce qui est excellent, autrement elle se serait divisée ou bien ils se seraient trouvés

ments. — La reine Christine, inquiète de l'appui donné par l'Angleterre aux progressistes, nous revient, mais exige la simultanéité. — Le roi y consent. — L'accord est conclu. — Irritation de lord Palmerston et du ministère anglais, de la reine et de l'opinion anglaise. — Attitude hostile de l'opposition ; M. Thiers la décide à attaquer les mariages. — Lord Palmerston veut empêcher le mariage du duc de Montpensier. — Son ministre Bulwer cherche à soulever une opposition en Espagne et à intimider le cabinet de Madrid. — Le gouvernement français ne se laisse troubler par aucune menace. — Lord Palmerston demande aux autres puissances de protester. — M. Guizot s'occupe de contrecarrer ces démarches qui échouent. — Célébration des deux mariages (10 octobre). — Lord Palmerston cherche à faire exclure du trône la descendance de l'infante; ses menées en Espagne comme à l'étranger ne réussissent pas. — Les trois cours de l'Est profitent des querelles de la France et de l'Angleterre pour incorporer Cracovie à l'Autriche. — Protestations séparées des cabinets de Londres et de Paris, lord Palmerston s'étant refusé à l'action commune. — M. Thiers se concerte avec le cabinet anglais et le pousse à la lutte à outrance contre le ministère français. — Ouverture de la session (11 janvier 1847). — Discours de M. Thiers pendant la discussion de l'adresse. — Réponse de M. Guizot qui obtient une très forte majorité : 248 voix contre 84 (5 février). — Attitude impertinente de lord Normanby, ambassadeur d'Angleterre, vis-à-vis de M. Guizot. — Devant le blâme général, il sollicite une réconciliation par l'entremise du comte Apponyi. — Nouveaux efforts, également infructueux, de lord Palmerston pour obtenir quelque démarche des trois puissances contre l'éventualité de l'arrivée au trône d'Espagne de descendants de la duchesse de Montpensier. — Nomi-

trop au large et se seraient conduits sans assez de prudence. Il leur en faudra beaucoup, car en notre

nation inattendue à la vice-présidence de la Chambre des députés de M. Léon de Malleville candidat de l'opposition (22 mars). — Ébranlement de la majorité dont une portion se constitue en parti conservateur progressiste. — Proposition de réforme électorale de M. Duvergier de Hauranne repoussée à une grande majorité (26 mars). — La réforme parlementaire est écartée à une majorité moins forte (19 avril). — Échecs infligés par la Chambre à plusieurs ministres. — On reconnaît la nécessité de remplacer trois d'entre eux. — M. Lacave-Laplagne, le général Moline Saint-Yon et l'amiral de Mackau par M. Jayr, le général Trézel et M. de Montebello. — Affaiblissement causé par cette crise partielle. — Mauvaise récolte, désordres amenés par la crainte d'une disette. — Embarras monétaire, malaise économique, contre-coup sur les finances de l'Etat. — Avortement du projet de M. de Salvandy sur l'enseignement secondaire. — Nouvelles accusations de corruption lancées contre le gouvernement. — Dénonciations de M. de Girardin. — Mise en accusation devant la Chambre des pairs de MM. Teste, de Cubières, Pellapra et Parmentier. — Condamnation (17 juillet). — Fin de la session (9 août). — L'opposition veut provoquer dans le pays une agitation sur la réforme. — Alliance des dynastiques et des radicaux. — Pétitions, banquets réformistes. — Assassinat de la duchesse de Praslin. — Déclamations à ce sujet. — Les banquets se multiplient. — Les radicaux prennent la tête du mouvement. — Les dynastiques débordés perdent toute influence sur leurs alliés. — Ouverture de la session (28 décembre). — Discours du trône qui flétrit les passions *ennemies ou aveugles*. — Irritation de l'opposition. — La majorité paraît compacte. — L'adresse provoque à la Chambre des pairs des débats plus développés que de coutume.

pays, le succès inspire peu de bienveillance, à moins qu'il ne donne de la puissance et de l'éclat. Or tel n'est point le cas.

— A la Chambre, le ministère est attaqué sur toutes les questions, questions financières, extérieures, de moralité. — Succès du ministère. — Discussion du paragraphe relatif aux banquets réformistes. — Amendements présentés par des conservateurs dissidents. — A chaque vote, majorité décroissante pour le gouvernement qui l'emporte mais sort affaibli de la discussion (12 février 1848). — L'opposition parlementaire décide qu'elle assistera au banquet de XII[e] arrondissement interdit par le gouvernement. — Agitation et inquiétude causées par cette décision dans les deux camps. — Projet de transaction rompu par la publication du programme de la manifestation rédigé par M. Marrast. — Le gouvernement prend des mesures pour faire respecter l'interdiction du banquet. — L'opposition y renonce. — Réunion dans les bureaux du *Siècle* et de la *Réforme*, qui décide qu'on donnera le mot d'ordre de l'abstention. — Le gouvernement rassuré contremande les mesures militaires ordonnées. — 22 février, attroupements. — Envahissement du Palais Bourbon. — Proposition de mise en accusation du ministère par M. Barrot. — Les désordres s'aggravent. — Faiblesses du commandement militaire. — Le 23 au matin la garde nationale prend l'émeute sous sa protection. — M. Molé est chargé de former un cabinet. — Fusillade sur le boulevard des Capucines. — Promenade des cadavres. — M. Molé renonce à sa mission. — Le 24 M. Thiers est chargé avec M. Odilon Barrot de former un ministère. — Les colonnes dirigées par le maréchal Bugeaud se mettent en mouvement. — Le maréchal donne l'ordre de suspendre les hostilités. — Le général de Lamoricière, sur la proposition de M. Thiers, est nommé commandant de la garde nationale. — Échec de tentatives de pacification.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 15 août 1846.

Je suis arrivé pour la séance préliminaire de notre triste procès. Ces attentats sont une honte pour la

— Elles ont paralysé l'action militaire. — Les insurgés se rapprochent des Tuileries. — Le roi rédige l'acte d'abdication. — Son départ pour Saint-Cloud. — La duchesse d'Orléans régente se rend, sur les conseils de M. Dupin, à la Chambre malgré le duc de Nemours qui veut l'emmener au Mont-Valérien. — Découragement de M. Thiers, abstention absolue de M. Odilon Barrot. — Invasion de la salle des séances. — M. de Lamartine conclut à la formation d'un gouvernement provisoire. — Le président lève la séance. — La duchesse d'Orléans et le duc de Nemours quittent la Chambre. — Listes des membres du gouvernement provisoire réclamées par les émeutiers. — Départ pour l'Hôtel de Ville (24 février). — En Angleterre : Le ministère *whig* se trouve vis-à-vis des mêmes difficultés économiques, financières, sociales et intérieures que le cabinet précédent. — Il reprend le programme de réforme de 1839. — Réforme du système d'enseignement public, des lois relatives aux catholiques et aux juifs, du système pénitentiaire, de l'organisation militaire. — Nouvelle loi des pauvres pour l'Irlande où le gouvernement cherche à combattre les progrès toujours croissants du paupérisme. — Mort de O'Connel (16 mai 1847). — Élections générales. — Les libéraux ont la majorité (juillet). — Différends avec le Saint-Siège au sujet de l'index qu'il a mis sur les collèges fondés en Irlande par le gouvernement. — Même politique en Asie. — Attitude haineuse de lord Palmerston vis-à-vis de la France dans toutes les questions extérieures. — La paix semble à plusieurs reprises sérieusement menacée. — En Allemagne : La fermentation des idées

France. Le nouvel assassin est un de ces hommes des classes inférieures, enivré d'orgueil, dérangé dans sa

libérales s'accentue. — La Prusse paraît vouloir prendre la tête du mouvement. — Frédéric-Guillaume IV réunit dans une Diète générale, convoquée à titre purement consultatif, les divers États assemblés jusqu'alors sous la forme seulement de Diètes provinciales (3 février 1847). — Vœux, propositions, déclarations de la Diète. — Sa clôture (24 juin). — Mesures prises et réformes opérées en conformité de certains des désirs de la Diète. — En Autriche : La monarchie reste fidèle à ses répugnances contre les idées nouvelles. — Elle en regrette les progrès en Allemagne, elle les redoute en Italie. — Suite des difficultés intérieures causées par le conflit de ses nationalités diverses. — Mouvement libéral en Hongrie. — En Russie : Puissante situation financière par suite d'une forte accumulation de numéraire. — Continuation de la guerre du Caucase. — En Suisse : Les radicaux finissent par acquérir la majorité dans 12 cantons sur 22 (mai 1847). — Ils deviennent maîtres du pouvoir central qui continue avec une apparence de légalité la guerre révolutionnaire commencée par les corps francs contre l'indépendance des cantons catholiques et décide d'agir par la force contre le *Sonderbund*. — La France écarte la proposition d'intervention de l'Autriche, mais renouvelle avec insistance ses représentations au gouvernement fédéral. — Mauvaise volonté de lord Palmerston à qui la France a proposé d'agir en commun. — Ses attermoiements. — Son double jeu qui laisse le temps à l'armée fédérale de triompher du *Sonderbund*. — Les puissances continentales, désireuses de prendre leur revanche, attendent l'initiative de la France. — M. Guizot accepte le rôle qui lui est offert. — Il renonce à une conférence et la remplace par une note concertée avec les cours continentales. — Isolement de l'Angleterre. — La note est remise à la Diète et l'on se

conduite, croyant que la société lui doit une position, et qu'elle est injuste de ne pas réparer ses désordres.

réserve de décider ultérieurement les autres mesures à prendre (18 janvier 1848). — En Italie : Réveil dans toute la péninsule des aspirations libérales. — L'amnistie, les réformes de Pie IX, son inexpérience, ses imprudences donnent une force considérable à ce mouvement. — Le grand-duc de Toscane s'engage lui aussi dans la voie des réformes. — Le gouvernement français désire le succès du mouvement italien, mais ne veut pas qu'il dégénère sous la pression révolutionnaire et cherche à constituer un parti modéré. — Occupation de Ferrare par l'Autriche sous un prétexte futile. — Protestation de Pie IX. — Déchaînement de l'opinion italienne contre l'Autriche. — — La France cherche à s'entremettre, au grand mécontentement des libéraux italiens. — Arrangement de l'affaire de Ferrare. — Les troupes impériales remettent aux pontificaux les postes dont ils s'étaient emparés (23 décembre 1847). — Lord Palmerston excite les Italiens contre nous, sans cependant se montrer hostile à l'Autriche. — Animation croissante des esprits. — Le Saint-Père est débordé. — Scènes de désordres à Rome. — Situation inquiétante en Toscane. — En Piémont Charles-Albert concède des réformes. — L'agitation s'en accroît. — Même situation dans le royaume de Naples. — Ferdinand II accorde une constitution (11 février 1847). — Insurrection victorieuse à Palerme. — Concessions royales. — Extension de la révolte. — Le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane sont obligés aussi d'octroyer des constitutions (8-17 février). — Craintes de l'Autriche qui se plaint de l'attitude de lord Palmerston et se loue de M. Guizot. — En Turquie : Politique de réformes. — En Grèce : Différend avec la Turquie au sujet d'un incident entre le roi et l'ambassadeur Mussurus. — Rupture diplomatique. — A la Chambre des députés, vifs débats sur diverses questions

On a imprimé un gros volume de ses écritures. C'est de la déraison, ce sont des déclamations mal digérées;

financières. — Majorité insuffisante en faveur du cabinet. — Dissolution de la Chambre. — Modifications ministérielles. — Mort de M. Colettis (6 septembre 1847). — Réveil des factions. — Insurrections partielles. — Conclusion du différend avec la Porte. — Insurrections nouvelles dans les provinces. — En Espagne : Suite de menées de M. Bulwer contre la France. — Le ministère Isturitz, qui nous a été favorable dans l'affaire des mariages, cède la place au ministère Sotomayor en coquetterie avec les progressistes. — Mésintelligence entre la jeune reine et son mari. — Influence scandaleuse du général Serrano auprès d'Isabelle. — Campagne de lord Palmerston pour faire aboutir cette situation à un divorce. — M. Guizot, qui a gardé depuis les mariages la réserve la plus absolue, se déclare prêt à intervenir dans cette éventualité. — L'ingérence perpétuelle de l'Angleterre blesse l'opinion publique en Espagne. — La reine retrouve toutes ses méfiances contre les progressistes. — Elle congédie subitement ses ministres (4 octobre 1847) et les remplace par Narvaez, le chef du parti conservateur, l'ennemi des progressistes. — Échec absolu de la campagne britannique. — En Portugal : Réaction conservatrice. — Ministère Saldanha (6 octobre 1846). — Insurrection septembriste sous la direction de Das Antas. — Après quelques échecs, le maréchal Saldanha est victorieux. — Progrès de l'insurrection. — Inaction de Saldanha. — Le gouvernement évoque le traité de la *Quadruple Alliance* pour obtenir l'intervention des puissances contractantes. — L'Angleterre, par hostilité contre la France, déclare que ce traité ne peut s'appliquer aux circonstances et cherche sans succès à en faire conclure un autre d'où la France sera exclue. — Arrangements entre les quatre cours en vue d'une médiation armée à exercer entre les belligérants

mais ce n'est pas de la folie. Se livrer à de mauvaises passions, perdre le sentiment du bien et du mal, oublier le devoir, cela trouble beaucoup la raison, mais ce n'est pas une excuse. Le fait de notre juridiction a son importance. Le premier attentat commis contre le roi fut, malgré la charte, renvoyé devant la cour d'assises. L'assassin fut acquitté, les jurés avaient été menacés et intimidés. Les plaidoiries seraient plus déclamatoires et plus éclatantes devant les juges ordinaires, le danger de contagion plus grand. Ce devoir judiciaire me dégoûte et me déplaît, mais je ne le critique pas.

Vous lisez beaucoup, ce qui est fort bien. Voltaire vous amuse. Tout en lui est naturel, facile, clair ; il va à l'adresse de tout le monde ; mais il est dénué de grandeur. Sa pensée n'est jamais le produit de la réflexion. Il dit sa première impression et elle a beaucoup de charme en tant qu'impression et souvent comme sens commun. Son érudition n'est pas profonde. Ses attaques contre la religion sont frivoles ; il n'est nullement philosophique. Je vous trouve un peu rationaliste. Sans doute, la raison humaine contient les vérités premières et par voie de logique on peut aller assez loin non point vers la religion, mais vers la pensée religieuse et morale. Toutefois on ne peut passer du subjectif à l'objectif, sans croire à une révélation et par suite à son dogme. Le devoir ne

(mai 1847). — L'Angleterre est chargée de procéder aux mesures coercitives qui ne peuvent que lui acquérir de l'impopularité en Portugal. — Prise par l'escadre britannique de l'escadre du comte Das Antas. — Protestations des insurgés (31 mai). — Soumission générale. C. B.

peut être une science, il doit être une loi. Avez-vous lu le *Traité de Leibnitz* que vient de publier Albert de Broglie (1)? Vous verrez ce qu'un grand et vrai philosophe admettait comme démontré.

Les élections ont eu partout un caractère de grande vivacité. Les opinions assoupies avaient fini par se raviver. Les légitimistes ont été violents et haineux; les républicains très révolutionnaires. La question a été posée nettement; ainsi c'est une vraie victoire. Je suis content de l'élection de M. Perier. S'il le veut il sera un député distingué.

M. Guizot est revenu heureux comme vous pouvez croire et environné de députés qui se congratulent joyeusement d'être réélus ou élus. Paris n'a jamais été aussi vide de personnes de connaissance. Jamais je ne l'ai vu si chaud, si puant et si ennuyeux. Je vais souvent à Beauséjour où je trouve madame Récamier, madame d'Aguesseau et madame de Courbonne. D'autres fois, je passe ma journée tout seul et je vais au spectacle, entre autres pour voir une choquante pièce de *Clarisse* (2), où mademoiselle Chéri joue remarquablement bien.

Paris, 29 août 1846.

Avant-hier nous avons terminé le procès. Notre arrêt (3) est fort approuvé par l'opinion générale. On

(1) La traduction du *Système religieux*. C. B.

(2) *Clarisse Harlowe*, drame en trois actes, tiré du roman de Samuel Richardson, par MM. Dumanoir, Clairville et Guillard, et joué au théâtre du Gymnase. C. B.

(3) Joseph Henri avait été condamné aux travaux forcés. C. B.

pouvait douter que la vie du roi eût été mise en réel danger; on pouvait douter qu'il y eût des balles dans les pistolets; on pouvait douter que l'accusé eût une autre intention que de se soustraire par une condamnation politique au mauvais état de ses affaires. Je n'avais pas ces doutes au même point que le public et la majorité de notre Chambre, mais je les concevais. On a donc prononcé qu'il y avait attentat non à la vie mais à la personne. Quant à la peine il y a eu presque unanimité. Chacun jugeait convenable qu'elle fût sévère et flétrissante. On voulait que le régicide se trouvât, du moins cette fois, classé dans les crimes vils.

Vous voyez combien se prolongent les débats sur la vérification des pouvoirs, et combien ils sont vifs. Jamais l'opposition n'a été plus passionnément haineuse. Le centre gauche de M. Thiers se lie, chaque jour, plus intimement avec les républicains et les légitimistes, à ce point que l'opposition prend un caractère révolutionnaire. Je pense qu'elle se calmera, elle est encore tout échauffée des ardeurs électorales.

Je ne sais aucune nouvelle extérieure à vous donner. Rien n'est gâté dans nos relations avec l'Angleterre, mais il n'y a plus sécurité et le caractère de lord Palmerston est plus inquiétant que jamais. Le mariage de la reine d'Espagne est la préoccupation du moment.

Paris, 12 septembre 1846.

Les mariages d'Espagne sont un grand événement qui occupe tous les esprits et dont l'importance est comprise. Depuis la fondation du royaume de Belgique, c'est le fait le plus heureux pour la France. C'est une affaire menée prudemment, avec patience.

On s'est ménagé avec habileté et on a suivi les phases successives de la question jusqu'à l'instant où elle a été soluble. La chose ne se serait point passée ainsi sous le dernier ministère anglais. Le premier mariage se serait fait de bon accord et le second eût été ajourné. Lord Palmerston a voulu conduire l'affaire de son côté. Alors nous avons agi du nôtre et le dénouement n'a point tardé. On ne sait pas encore jusqu'à quel point il est irrité de cette partie perdue. Le fond de l'opinion anglaise n'est pas ému. En Espagne le parti révolutionnaire mesurera sa vivacité sur l'appui qu'il espérera de l'Angleterre. C'est encore un beau succès pour M. Guizot.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 26 septembre 1846.

Les visites se succèdent ici et se renouvellent; j'ai eu le maréchal Bugeaud qui m'a encore parlé de votre rapport (1) qu'il a toujours sur le cœur. Nicolas Pahlen, le général Fayet, M. et madame de Girardin sont venus passer une journée. Demain j'attends toute l'Angleterre, ou plutôt toute sa diplomatie. Lord et lady Normanby, lord et lady W. Hervey, madame de Contades, etc. — Il fait une pluie battante qui me fera leur présenter Champlâtreux sous la forme d'un tas

(1) Rapport fait à la Chambre des pairs au nom de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'ouverture de divers crédits extraordinaires pour les dépenses de l'Algérie — séance du 25 juin 1846 — (Voir *Chambre des pairs de France. — Impressions diverses. — Session de 1846*, t. IV, n° 137).

de boue. La chose dont nous parlerons le moins sera probablement celle qui les occupe le plus; je suis sur les mariages d'Espagne au point où vous m'avez laissé. Savez-vous ce qu'il y a de sérieux dans les colères anglaises, c'est que Palmerston débute dans une position ministérielle déjà si précaire, par un grand échec pour son amour-propre; Clarendon voit avorter sans retour ses vues sur l'Espagne que j'ai tant combattues. Le mariage se fera et ils diront qu'ils n'ont jamais eu l'intention ni la prétention de l'empêcher. Mais *manet alta mente*. Gare aux revanches! partout, sur tous les points où ils pourront en prendre. Le ministère *whig* se croira le besoin de se relever par un succès et une compensation contre la France. Il s'ouvre une nouvelle carrière pour l'habileté diplomatique de M. Guizot.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 29 septembre 1846.

J'ai quitté Paris le 16 pour arriver en toute hâte au Conseil général qui avait bien voulu m'élire président malgré mon absence.

M. Guizot m'a semblé avoir dessein de s'entourer de quelques-uns de ses amis pour préparer les projets de loi destinés à la prochaine session. En ce moment les affaires d'Espagne le préoccupent entièrement. Quel que soit le tapage des journaux anglais et français, quelle que soit la colère insensée des oppositions, il n'y a jusqu'ici ni péril ni embarras réel. Ce qui pourrait étonner, c'est que lord Palmerston s'abandonne tellement à sa mauvaise humeur, lorsque l'opi-

nion anglaise reste tiède, lorsque l'Europe se montre indifférente, lorsque lui-même convient qu'il n'a aucune résolution grave à prendre, ni aucune action officielle à exercer. On croit à Paris que les mariages se feront le 10, et que le duc et la duchesse de Montpensier se mettront en route le 17 pour Paris.

Notre session du Conseil général a été plus encore que de coutume calme et sans nul symptôme d'opinions politiques. Les ardeurs électorales étaient oubliées. Dans les entretiens particuliers on parlait des mariages espagnols, on y applaudissait beaucoup, on en comprenait tous les avantages. Mais au premier grave embarras qu'ils feraient naître, le cabinet trouverait peu d'indulgence et sa situation deviendrait plus que difficile.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 21 octobre 1846.

N'êtes-vous pas indigné et consterné de la révolution de Genève (1) ? J'y songe sans cesse comme à un

(1) Le 6 octobre, une révolution des plus imprévues avait éclaté à Genève. Après une lutte sanglante entre les troupes du gouvernement et les insurgés, le Conseil d'État crut devoir céder la place à un gouvernement provisoire, dont le premier acte fut de dissoudre le grand Conseil. James Fazy, journaliste radical, nommé président du gouvernement de Genève, ne craignit pas de mettre de suite à la charge du Conseil d'État démissionnaire et du commandant de la force armée de l'ancien gouvernement les dégats de la journée du 7 octobre. Un semblable acte de spoliation détermina tout un exode des citoyens les plus éclairés et les plus riches, des commerçants les plus importants. C. B.

malheur de patrie. Il sera raisonnable de ne pas intervenir et de laisser s'épuiser l'anarchie et les furieuses sottises de la démocratie. Elles convenaient à Genève moins qu'à toute autre ville ; leurs tristes résultats ne tarderont pas à s'y manifester.

Vous êtes en grand train du libre-échange et vous voulez emporter en sa faveur une victoire universelle et absolue. J'aime mieux les révolutions graduelles que les 14 Juillet, et je persiste à croire qu'il y aurait un succès plus probable et plus désirable à attaquer une question en particulier, les houilles, par exemple; vous arriveriez plus facilement à une démonstration saisissable par le public. En combattant le système protecteur dans sa généralité, vous ameutez contre vous tous les protégés, au lieu qu'en attaquant chaque chapitre séparément, vous n'avez affaire qu'à une fraction de vos adversaires.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 30 octobre 1846.

Je vais trouver le roi et son ministre engagés dans une situation politique nouvelle et difficile. Elle exige beaucoup de calme et de prudence. Lord Palmerston cherche vainement une revanche.

La mauvaise humeur de la reine est une circonstance grave, c'est sans doute ce qui a contraint sir Robert Peel et lord Aberdeen à se montrer conformes à leur successeur. Au total les mariages d'Espagne, l'entente cordiale perdue, les révolutions de la Suisse qui vont raviver chez nous les passions émeutières et conspirantes, la cherté du blé, les immenses calamités

de l'inondation nous promettent une session animée et un hiver rude à passer.

Paris, 15 novembre 1846.

L'affaire d'Espagne étant maintenant consommée, on peut reconnaître la situation et mieux savoir le détail des ressorts apparents et cachés de tout ce qui s'est passé. La reine d'Angleterre et le roi Léopold n'ont jamais renoncé entièrement ni au fond de l'âme au mariage de la reine d'Espagne avec le prince de Cobourg. Lord Aberdeen en toute loyauté ne s'est point prêté à travailler pour arriver à ce but, lord Palmerston a été plus complaisant. Peut-être n'avait-il pas un projet ni même un désir bien arrêté, si ce n'est ceux de contrarier la France et d'empêcher un mariage favorisé par elle. C'est dans cette voie qu'il a marché avec présomption et étourderie. Diverses intrigues de la reine Christine, qui à un certain moment jouait les deux jeux, ont contribué aux illusions de lord Palmerston. Il a mis en avant l'infant don Enrique, pour nous entraver, pour gagner du temps. Ce n'était pas non plus son projet sincère. Puis la conclusion est arrivée comme il ne s'en doutait pas. Alors il a voulu et il a cru nous faire peur. Maintenant vous concevez quel dépit et quelle irritation. Sans doute, nous voilà dans une situation, qui a ses difficultés et ses périls ; notre bonne intelligence avec l'Angleterre n'existe plus et en même temps il n'y a pas un motif pour que l'Europe ait changé de sentiment à notre égard. Mais nous avons eu évidemment raison, mais nous nous sommes conduits loyalement et avec une sage fermeté ; mais le résultat de notre succès n'a

rien d'inquiétant pour personne ; mais il n'y a de blessé que l'amour-propre de lord Palmerston et les intérêts de famille des Cobourg. Ainsi aucune puissance ne songe à prendre parti contre nous. Elles ont assisté à la partie en juges des coups. En même temps, cette domination irrésistible de la France unie à l'Angleterre leur déplaisait beaucoup et la situation nouvelle leur donne contentement. La conduite à suivre est donc bien tracée. Point de jactance, ni de prétention, un grand calme et le soin attentif de ne pas avoir tort dans les différends qui s'élèveront infailliblement avec lord Palmerston, de façon qu'il n'entraîne pas l'Europe dans son hostilité. Et qui sait si, dans un an ou deux, un changement de ministère en Angleterre ne nous replacera point dans des relations bienveillantes. Le fond de l'opinion anglaise n'a rien qui repousse cette supposition, car l'irritation n'a rien de national en Angleterre ; elle se concentre dans un groupe plus ou moins nombreux d'hommes politiques. La reine elle-même pourrait bien ressentir autant de regret que de rancune.

M. Guizot est laborieusement occupé de veiller aux conséquences de son succès. Ce qu'il écrit de lettres, de notes, d'instructions n'est pas croyable. Tout cela avec calme et à tête reposée. Puis viendront les luttes de la session. Elles ne sont pas encore prévues. C'est-à-dire que le plan d'attaque contre le ministère ne semble pas encore déterminé car le thème des journaux opposants est trop grossièrement stupide et choquant au point de vue du sentiment national pour devenir celui de M. Thiers.

Paris, 23 novembre 1846.

Cracovie (1) a remplacé dans les conversations les mariages espagnols. Nous allons protester. A Londres, c'est déjà chose faite. Les protestations ne sont pas concertées, mais on se les communiquera, rancune tenante sur l'affaire d'Espagne, et cette rancune continue à être très vive.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 20 décembre 1846.

Votre lettre du 8 décembre est arrivée à travers les préparatifs d'une grande chasse que le roi et la princesse de Prusse ont voulu faire ici. Vous m'y traciez un tableau rapide et complet du visage politique de Paris. Je me suis permis d'en lire ici la partie avantageuse à M. Guizot, incisive sur lord Palmerston, au roi qui est très bon pour le premier et très indis-

(1) A la suite des derniers événements insurrectionnels, dans lesquels la république de Cracovie s'était trouvée compromise, l'Autriche, la Prusse et la Russie avaient réoccupé militairement ce petit État. Elles donnèrent sur le moment à l'Europe l'assurance que cette mesure n'était que provisoire. Mais bientôt elles crurent devoir profiter des dissidences de la France et de l'Angleterre dans l'affaire des mariages espagnols pour annuler les dispositions des traités de 1815, relatives à la république de Cracovie sous prétexte qu'en « état de conspiration permanente » son existence présentait un danger à supprimer. Cracovie fut incorporée à l'Autriche moyennant quelques minimes concessions de territoire faites par cette puissance à la Prusse et à la Russie. C. B.

posé contre le second, qu'il juge perfide et violent. Pardonnez-moi cette petite indiscrétion qui n'a, je crois, rien de nuisible pour personne, — j'oserais même dire le contraire. Envoyez-moi donc bien vite un bill d'indemnité.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 7 février 1847.

J'étais l'autre jour à la Chambre (1) quand M. Guizot a parlé. Il a rarement produit autant d'effet; jamais il n'a été si clair et si précis. Le succès a été complet. M. Thiers, qui depuis six semaines promène sa colère de conversation en conversation, a été parfaitement convenable et modéré. L'opposition a été peu contente de lui. Elle n'aime pas qu'on se ménage pour être un ministre possible. La majorité est hors de doute. Elle a un aspect de conviction animée qui vaut mieux que la complaisance souvent timide et incertaine des conservateurs de la précédente Chambre. La position du cabinet est donc bonne dans la politique intérieure. On ne sait pas encore comment sera pris en Angleterre le discours de M. Guizot (2). S'il avait pu se taire comme il le souhaitait, les relations se

(1) Pendant la discussion de l'adresse. C. B.

(2) Dans la réponse de M. Guizot au discours de M. Thiers, contre la politique extérieure du gouvernement, les mariages espagnols avaient nécessairement tenu la première place. Il s'était très hautement glorifié de la fermeté de son attitude vis-à-vis de lord Palmerston et avait riposté aux reproches de duplicité de ce dernier en qualifiant avec sévérité certains procédés de la diplomatie anglaise. C. B.

seraient promptement remises sur un bon pied. C'était la volonté de la majorité des collègues de lord Palmerston; ils lui avaient imposé la modération et le silence. Maintenant ne trouvera-t-il pas qu'il lui est indispensable de répondre; tant qu'il sera ministre, aucune sécurité ne sera possible. Au fond il veut la guerre et il regrette d'être le seul en Europe qui soit de cet avis.

Paris, 21 février 1847.

Les classes inférieures sont devenues peu patientes. Un ferment de communisme se mêle à leurs appréhensions ou à leurs mécontentements. Ce n'est pas de l'opinion politique; il n'y a là aucune menace de révolution, tout au plus d'émeute, mais une sorte de maladie sociale qui rend le gouvernement difficile et va peu à peu endurcir le cœur de tous ceux qui vivent dans la sphère du pouvoir ou dans les hautes régions de la société. On devient à la fois plus charitable et plus répressif.

Nos relations avec l'Angleterre semblent pour le moment ne présenter d'autre difficulté que l'étrange attitude que s'est donnée lord Normanby. Sa conduite et ses procédés sont hors du sens commun et du savoir-vivre. Depuis une semaine, il n'y a point ici un autre sujet de conversation. Le discours de M. Guizot l'a violemment exaspéré. Il a envoyé sur-le-champ un courrier à Londres pour réclamer quelque éclatante satisfaction, et il ne doutait pas qu'elle ne fût réclamée et puis accordée. Peut-être croyait-il que M. Guizot donnerait officiellement des explications ou bien serait sacrifié. Dans cet espoir il n'a vu nul

inconvénient à lui adresser une invitation pour son concert. A Londres, le grief de lord Normanby n'a pas été fort remarqué. Cependant lord Palmerston a communiqué sa lettre au Parlement en y joignant une réponse que nous avons trouvée passablement grossière. Mais ce n'était pas le compte de l'ambassadeur ; il voulait des excuses pour ce qui lui avait paru une offense personnelle. Il a imaginé de retirer son invitation et de faire dire à M. Guizot qu'elle avait été envoyée par méprise ; personne, Français ou Anglais, n'a consenti à se charger d'une telle commission ; alors il l'a fait mettre dans le *Galignani's*. En même temps, il cherchait à rétablir sa situation en reniant tous ses rapports avec l'opposition, son intimité avec M. Thiers, ses communications aux journaux et même l'insertion dans le *Galignani's*. Il a voulu parler de tout cela au roi qui a refusé toute conversation sur ce sujet. Le jour du concert est arrivé. C'était une curiosité universelle, une attente hors de proportion avec l'incident. Qui sera à l'ambassade? Qui n'y viendra point? Le triomphe de M. Guizot a été complet. Ses salons (1) étaient combles. Le corps diplomatique, la cour, les fonctionnaires, la majorité des deux Chambres se pressaient chez lui. Vous avez vu dans les journaux les noms du très petit nombre de pairs et de députés qui se sont rendus à l'ambassade et qui ont éprouvé quelque embarras d'y être. Tout cela s'est bien passé, tranquillement, sans jactance, ni injure. Maintenant qu'on pensera-t-on à Londres ? Vraisemblablement on n'y verra rien que de personnel à lord Normanby. Qu'on lui dise de

(1) M. Guizot recevait ce même soir. C. B.

rester ou qu'on lui permette de s'en aller, ce ne sera point un acte politique. Évidemment on veut vivre en bonne intelligence avec nous, et le cabinet actuel est si chancelant qu'il ne risquera rien de grave. Lord Palmerston lui-même est devenu prudent et ses collègues après l'avoir beaucoup trop livré à lui-même le surveillent et le contiennent davantage. Jamais M. de Sainte-Aulaire n'a été si bien traité par tout le monde.

Paris, 4 avril 1847.

Voilà lord Palmerston qui a commencé à mettre la main sur l'Espagne, il est tout prêt à la bouleverser pour arriver à ses fins, pour la soumettre à son influence, pour faire d'une manière ou d'une autre prononcer l'exclusion de la duchesse de Montpensier (1). D'autre part, il n'y a rien qu'il ne veuille tenter pour renverser le ministère Colettis, il exploite l'affaire Mussurus (2), pousse la Turquie, exige les payements de la

(1) De la succession éventuelle au trône d'Espagne. C. B.

(2) Vers la fin de janvier 1847, à l'occasion d'un passeport refusé à un de ses aides de camp, le roi de Grèce avait adressé, dans un bal, quelques paroles assez vives au ministre de Turquie, M. Mussurus. Celui-ci poussé par sir Edmund Lyons, grossit aussitôt l'incident, en rendit responsable Colettis, et réclama des excuses. Vainement le roi Othon et son ministre envoyèrent-ils des explications jugées très acceptables par toutes les puissances moins l'Angleterre. La Porte, docile aux conseils de cette dernière, se montra intraitable, toutes relations diplomatiques furent rompues entre Constantinople et Athènes, et une guerre sembla même un instant vraisemblable. *Histoire de la Monarchie de Juillet* par Paul Thureau-Dangin (Tome VII, p. 135 *passim*.)

dette, lance Kalergi à l'insurrection et va envoyer des vaisseaux au Pirée. Si la Russie, comme on l'espère, se joint à nous, à la Prusse et à l'Autriche pour protéger la Grèce à Constantinople, le roi Othon pourra se montrer ferme, et vraisemblablement lord Palmerston ainsi isolé ne se portera point aux dernières extrémités. Ce n'est pas dans de telles circonstances qu'on peut penser à un changement quelconque dans nos ambassades à Londres et à Pétersbourg. M. de Sainte-Aulaire arrive demain ici, mais on obtiendra sans doute de lui un délai de quatre ou cinq mois avant qu'il donne sa démission. Peut-être même retournera-t-il à Londres jusqu'à l'automne. Pendant ce temps nous saurons mieux à quel point nous en sommes avec la Russie et si le désir évident d'être en bonne intelligence avec le gouvernement français amènera de meilleurs rapports de souverain à souverain.

Paris, 1er mai 1847.

Mon cher ami, je ne sais si vous avez suivi dans les journaux les phases successives de la conduite de lord Normanby. On n'a point parlé d'autre chose à Paris pendant quinze jours. Ce mélange de commérages, d'événements de salon et de politique prêtait merveilleusement aux conversations frivoles ou sérieuses. L'ambassade anglaise et nos oppositions se sont fait encore là-dessus de grandes illusions et ont supposé que M. Guizot pourrait être sacrifié à la colère de lord Normanby et à la crainte de le voir partir. Les gens sensés et bien informés n'avaient pas cette inquiétude. On savait que l'opinion anglaise et même le ministère ne voulaient pas risquer une rupture pour

satisfaire lord Normanby dont ils blâmaient la conduite irréfléchie, le langage indiscret et les mauvais procédés. Il a en effet reçu l'ordre de se remettre en bonnes relations avec M. Guizot. Après avoir cherché quel pourrait être le médiateur, il a de lui-même, ou par bon conseil, choisi le seul convenable. Le comte Apponyi, doyen du corps diplomatique, est venu trouver M. Guizot et lui a fait part du désir de l'ambassadeur d'Angleterre de voir les relations reprises sur le même pied qu'auparavant et de l'initiative qu'il prenait à ce sujet. L'incident de l'invitation, ajouta-t-il au nom de lord Normanby, n'avait eu d'autre cause que la crainte qu'après ce qui s'était passé entre eux cette invitation ne parût une bravade ou une indifférence peu conforme à la politesse. Il était du reste parfaitement étranger à tout ce qui avait été raconté ou imprimé sur cette invitation. M. Guizot a répondu qu'il ne demandait pas mieux que de reprendre les relations accoutumées; qu'il avait depuis trois semaines déclaré à qui voulait l'entendre n'avoir jamais songé à jeter le moindre doute sur la bonne foi ou la véracité de lord Normanby. Son discours même en portait la preuve puisqu'il s'en expliquait expressément dans le paragraphe qui précédait celui dont lord Normanby croyait avoir à se plaindre. M. Apponyi s'est alors assuré qu'il plaisait à M. Guizot de rencontrer chez lui l'ambassadeur d'Angleterre. Cela a été convenu; le lendemain, avant-hier 27, M. Guizot serrait la main de lord Normanby et lui disait que ce qui pouvait convenir le mieux à tous les deux était de ne parler de rien de ce qui s'était passé. Actuellement, c'est affaire finie, et comme vous voyez au grand avantage de M. Guizot.

Il est content de cette victoire, mais il ne veut pas en triompher. Cela n'aurait ni prudence, ni dignité. En tout ceci, comme dans toute sa conduite depuis six mois, il a été ferme et calme. Maintenant la position de lord Normanby est-elle tenable? Aura-t-il ici la considération nécessaire? Cette leçon de l'expérience le rendra-t-elle plus réfléchi et plus sage? Cela est au moins douteux. Peut-être dans quelques mois l'appellera-t-on à une autre ambassade : ce qui importerait davantage, c'est d'avoir affaire à un autre ministre que lord Palmerston. Ses collègues savent quels sont ses inconvénients; mais ils ne peuvent se délivrer de lui. Il était permis de croire que le cabinet *whig* durerait peu. Depuis quelques jours il a meilleure espérance et veut faire les élections dans six semaines, et compte y trouver une majorité qui l'affermira. Nous en serons donc avec l'Angleterre au même point qu'avec les puissances du continent. La seule garantie contre la guerre sera le besoin universel de la paix. Les gouvernants nous seront malveillants et les peuples sans leurs intérêts commerciaux et industriels se livreraient à leurs rancunes ou à leurs préjugés. Cela ne signifie point qu'il y ait péril de conflagration, mais il faut avoir une conduite prudente et ménagée puisque les passions personnelles peuvent si facilement allumer l'incendie. J'espère que la constitution prussienne sera mise en jeu, elle donnera occupation suffisante à l'Allemagne, ce qui changera essentiellement l'état politique de l'Europe.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Berlin, 1er mai 1847.

Mon bien excellent ami, je ne puis assez vous remercier de songer à moi au milieu des inquiétudes de famille qui vous entourent. Elles se succèdent et se multiplient (1) dans votre intérieur, et je conçois que vous en ayez l'âme fatiguée. Il n'est pas vrai de dire que la vie se simplifie quand l'ardeur de la jeunesse est passée. Il me semble au contraire que plus les relations s'étendent, plus les fils deviennent nombreux et plus on est vulnérable; qu'enfin les années augmentent le champ des blessures. On y est d'autant plus sensible qu'on a moins d'élasticité, moins d'espérances, d'illusion et d'avenir. Il y a un affreux dépouillement dans la seconde moitié de la vie: il prépare sans doute au dépouillement de soi-même, mais tout cela est horriblement triste.

Nous vivons ici dans une atmosphère toute nouvelle dont on n'a guère encore l'intelligence: les acteurs du drame ne comprennent pas trop leurs rôles; mais l'éducation parlementaire se fait en général plus rapidement que toutes les autres: les leçons y sont fréquentes et sérieuses. Ce ne sont pas cependant les journaux étrangers et notamment ceux de France qui contribuent aux progrès de l'enfant nouveau-né. Car ils savent si mal que leur ignorance les fait en général frapper à faux. Ils heurtent sans éclairer et se donnent des ridicules par leurs confusions de tous genres.

(1) M. de Barante avait perdu le 16 janvier une fille, et le 27 avril une belle-fille. C. B.

DE M. VICTOR HUGO.

Paris, 17 mai 1847.

J'étais venu, monsieur le baron et cher collègue, exprès pour vous serrer la main, et je n'ai pu en saisir le moment pendant le cours de la séance ; je tenais cependant, non à vous dire, rien de cela ne se dit, mais à vous témoigner ma profonde et douloureuse sympathie. Vous êtes frappé coup sur coup comme je l'ai été ; tout ce que vous souffrez, je l'ai souffert, tout ce que vous sentez, je le sens. Je suis de ceux qui ne doutent pas de l'avenir des âmes, et je compte plein d'espérance et de foi, sur les douces rencontres qui nous attendent ailleurs. Vous avez, vous aussi, ces bonnes pensées ; vous me les rappeliez lorsque vous m'écriviez, il y a quatre ans bientôt, dans mon affliction (1) ; je vous les rappelle aujourd'hui. C'est un bienfait de la Providence que ces idées, qui sont la vérité pour ceux qui pensent, soient en même temps la consolation de ceux qui souffrent.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Paris, 22 mai 1847.

Chère Sophie, je vous envie le calme que vous avez trouvé à la campagne. Jamais la ville ne m'a tant déplu. Le repos me semble absolument nécessaire. Si

(1) M. Victor Hugo avait perdu, en 1843, sa fille Léopoldine et son gendre Charles Vacquerie, noyés pendant une partie de plaisir sur la Seine près de Villequier (Seine-Inférieure).

C. B.

je puis jouir encore de quelque chose, ce serait de la belle saison, des jardins qui fleurissent et des feuilles qui poussent. J'ai voulu me donner des occupations obligatoires; j'ai cherché du travail et voilà que rien ne s'achève, que la session se prolonge indéfiniment, que le gouvernement paraît dans l'impuissance d'arriver à aucun résultat. La maladie de M. Duchatel et le déplorable procès de M. de Cubières (1) retardent la discussion de la loi des prisons qui est le principal motif de mon séjour prolongé. J'ai encore sur les bras deux autres commissions assez importantes; bref je me tiendrai pour content si dans un mois je puis me mettre en route.

Je n'ai pas de bulletin politique à vous envoyer. Il tarde à chacun de voir finir cette session stérile en résultats, qui déconsidère le gouvernement et les Chambres et répand un esprit de mécontentement et de dégoût. Il n'y a point péril pour le cabinet, on ne le renversera point; mais il s'affaisse.

(1) Le 1er mai 1847 le journal *le Droit* en rendant compte d'un procès intenté par M. Parmentier, directeur des mines de sel gemme de Gouhenans (Haute-Saône) contre ses cointéressés, le général Despans de Cubières et consorts, avait donné les extraits d'une lettre dans laquelle le général faisait allusion à une somme d'argent remise au ministre des travaux publics de 1842 (M. Teste) pour obtenir la concession de ces mines. Interpellé dès le lendemain le ministre des travaux publics, M. Dumon, déclara que le gouvernement allait demander à la justice d'examiner si cette concession de Gouhenans « avait été obtenue par de coupables manœuvres », et le 5 mai, le général de Cubières, MM. Parmentier et Pellapra étaient renvoyés par ordonnance royale, devant la Cour des pairs. C. B.

Au dehors, l'Espagne et le Portugal s'en vont de plus en plus en dissolution.

A M. ERNEST DE BARANTE

Paris, 26 juin 1847.

Notre vilain procès est commencé. M. Teste a été mis hier au rang des accusés (1). Si on n'apprend pas d'autres faits que ceux dont nous avons eu connaissance par l'information, il ne sera certes pas condamné. L'indice véritable, c'est sa mauvaise réputation qui n'est peut-être pas méritée. Les autres accusés sont aussi loin de la probité que les plus ignobles hommes à argent ou faiseurs d'affaires. M. de Girardin (2) a donné hier à la Chambre des députés une représentation de scandale honteuse pour tout le monde. Le ministère a eu une grande majorité qui l'a soutenu sincèrement. C'était justice. Mais il y en tout ceci des avertissements à écouter.

5 juillet 1847.

Les attaques de M. de Girardin sont sans effet sur la Chambre qui le méprise et s'ennuie ou s'impatiente de sa guerre contre M. Guizot; mais dans le public et surtout dans les provinces, ce déchaînement sans relâche des journalistes produit un fâcheux effet. Le

(1) Le 4 mai, à la Chambre des pairs, M. Teste avait très hautement repoussé les insinuations dont il était l'objet; mais les charges relevées contre lui, au cours de l'instruction, par le procureur général M. Délaugle, parurent suffisantes pour qu'il fût compris avec les autres inculpés dans l'arrêt de mise en accusation du 26 juin. C. B.

(2) M. Émile de Girardin, alors député de la Creuse. C. B.

procès qui deviendra peut-être encore plus honteux, si les aveux de M. de Cubières viennent confirmer l'accusation contre M. Teste, aura aussi une triste influence sur le vulgaire. En voyant deux hommes de position élevée, qui ont été ministres, convaincus de corruption, on se confirmera dans l'idée que la haute administration est indigne de confiance et d'estime. Le cabinet n'est pas en péril, il se maintiendra, mais il lui faut recouvrer une autorité morale qui lui manque; dorénavant on devra ne pas avoir de rapports ni tenter de pactiser avec la canaille et surtout avec les journalistes. Il est nécessaire qu'à la prochaine session les apparences soient autres, et que cette majorité non douteuse encore se trouve honorée par le talent, le caractère, l'activité et la bonne renommée des ministres qu'elle appuie.

L'Angleterre va faire ses élections; elles donneront plus d'assiette au ministère *whig*. Mais il continuera pourtant à subsister par la grâce de sir Robert Peel qui ne désire ni ne peut rentrer au pouvoir que lorsqu'un parti se sera reformé autour de lui. L'inquiétude du moment est donnée par la Suisse. M. de Metternich voudrait une intervention actuelle. M. Guizot se refuse à une détermination si peu raisonnnable. Ce serait le moyen de mettre toutes les opinions de la Suisse en accord contre les étrangers.

La conduite de lord Palmerston dans les affaires de Portugal a été l'objet d'un blâme universel en Angleterre.

Vous ferez, avec plus de connaissance que moi, des conjectures sur ce qui passe en Prusse. On croit généralement que le roi n'a pas écarté pour longtemps les embarras qu'il a voulu terminer, et qu'ils reparaîtront

sous d'autres formes. Les États provinciaux, après avoir été réunis en États généraux, ne seront peut-être pas plus dociles.

Avez-vous lu dans le numéro du 1er juillet de la *Revue* l'article très sensé de M. d'Haussonville (1)? On en parle beaucoup. L'opposition y trouve une conformité avec ses attaques ; les ministériels serviles crient presque à la trahison. Pour moi je ne puis voir ni grand mal, ni grand bien à répéter dans un journal ce que tout le monde dit.

Paris, 15 juillet 1847.

J'ai peu à ajouter aux journaux. Vous y lisez le triste drame judiciaire auquel j'assiste à chaque audience. Un incident nouveau et imprévu est venu éclairer les vilenies de cette affaire et convaincre les juges (2). C'était un spectacle dont le cœur se sentait flétri. Le public, celui des rues plus encore que celui des salons, n'a pas un autre intérêt, pas un autre entretien.

(1) *Le pouvoir et le parti conservateur.*

(2) M. Teste continuait à repousser avec la plus vive énergie les accusations de ses complices, quand une série de pièces adressées le 12 juillet, par madame Pellapra, au chancelier, et qui comprenaient des lettres de Teste, ainsi que le détail des opérations financières exécutées par Pellapra pour réunir la somme à verser, ne laissa plus de doutes sur sa culpabilité. La constatation faite, au même instant, d'achats de bons du trésor par le fils de M. Teste, pour un chiffre équivalent au chiffre énoncé, vint finir d'accabler l'ancien ministre, qui tenta le soir même de se suicider, mais ne se fit qu'une légère blessure. C. B.

Au dehors, rien de nouveau. Le duc de Broglie est bien reçu à Londres (1) et s'y plaît, sans pourtant changer de résolution sur son ambassade.

Maisons, 26 juillet 1847.

Nos procès de corruption sont terminés. L'arrêt a été, du moins en ce qui touche les corrupteurs, plus sévère que cette opinion publique si bruyamment austère dans ses clameurs (2). M. de Cubières a trouvé beaucoup de compassion dans les salons et dans la coterie politique à laquelle il appartenait (3). C'est que ce tapage et ces indignations des journalistes et de l'extrême gauche n'étaient au fond rien autre chose qu'une attaque contre le ministère. Comme l'opposition y avait placé une grande espérance, elle s'est de plus en plus animée et passionnée. De cela, du galvanisme révolutionnaire de M. de Lamartine, du banquet où quarante députés ont fraternisé avec des hommes en état habituel de conspiration, de la cherté du blé, de la détresse financière, de l'interruption des prospérités industrielles, de l'inaction du gouvernement et des Chambres est résultée une situation fâcheuse, un déclin dans la considération et l'autorité morale du

(1) M. le duc de Broglie avait consenti, sur les instances de M. Guizot, à prendre, pour quelque temps seulement, la succession du comte de Sainte-Aulaire à Londres. C. B.

(2) M. Teste fut condamné à la dégradation civique, à trois ans de prison et à 94.000 francs d'amende; le général de Cubières, MM. Parmentier et Pellapra à la dégradation civique et à 10.000 francs d'amende. C. B.

(3) Le général de Cubières appartenait plutôt aux nuances de gauche. C. B.

cabinet. Il n'est pas en péril puisqu'on ne lui préfère aucune autre combinaison politique et que la majorité reste encore raisonnable et fidèle ; mais il doit nécessairement retrouver de la dignité et de la force. C'est chose difficile lorsque le public lui-même en a si peu, lorsque l'opinion est plus déclamatoire que réelle, lorsqu'elle aime si peu à reconnaître la supériorité et à lui obéir. Probablement elle reviendra plus ou moins à son indifférence naturelle et sera moins exigeante; tandis que, de leur côté, les ministres auront moins de ménagement pour les personnes, moins de laisser aller dans les affaires, plus de volonté dans la proposition de leurs projets. On se tirera de cette mauvaise situation non point par un changement complet de direction, mais en courant une autre bordée et en continuant de louvoyer; peut-être M. Guizot deviendra-t-il président du conseil.

DU DUC DE BROGLIE.

Londres, 28 juillet 1847.

J'ai envoyé à lady Holland votre lettre, mon cher ami; elle est, en ce moment, la providence des habitants de Londres. La saison est finie, nous sommes en pleines élections, et tout le monde est dispersé. Il y a lieu de croire que les élections tourneront, quant à présent, au profit des ministres. Des trois partis qui divisent la nation politique, les libéraux, les conservateurs et les *peelistes*, il y en a deux qui poussent de toutes leurs forces aux réformes à l'envi l'un de l'autre : les libéraux, parce que c'est leur nature, les *peelistes*, à raison de la position de leur chef. Les

conservateurs sont sans chef, sans officiers, sans espérance de reconquérir le pouvoir. Quelque nombreux qu'ils soient réellement, ils ne peuvent faire tête au torrent. Quand le ministère actuel et le ministère futur sont d'accord pour tout promettre et pour renchérir dans l'impulsion à donner au parti démocratique, le bon sens et le point d'honneur qui sont, en ce moment, les seuls instruments de ralliement pour le parti conservateur, ne sont pas de force à résister. Où tout cela mènera-t-il ? Je ne le sais pas bien, et personne, en ce moment, ne s'en rend compte. Cette société est fort solide, les plus radicaux y ont plus de sens commun que beaucoup de conservateurs n'en ont ailleurs. Mais, néanmoins, cela est alarmant comme un immense inconnu. A la session prochaine, il y aura, probablement, scission entre les vainqueurs. Mais de quel côté viendra la résistance ? Cela est difficile à dire. Je serai porté à croire que la résistance viendra plutôt des *whigs* purs que des conservateurs réformistes, et que lord John Russell en est plus près que sir Robert Peel, non seulement parce que les hommes qui sont au pouvoir ont plus le sentiment du danger que ceux qui n'y sont pas, mais parce que cela est plus dans la nature de l'un que dans la situation de l'autre. En attendant, l'Angleterre est fort tranquille. Les élections de Londres ne sont pas plus tumultueuses que celles de Paris et personne ne s'inquiète jusqu'ici.

Quant à notre position, elle est ce qu'elle peut être d'ici à longtemps : ferme volonté de vivre en bonne intelligence suffisante, rapports officiels réguliers, irréprochables ; rapports personnels bienveillants, prévenants, affectueux ; au-dessous de tout cela, une

défiance profonde, un ressentiment réel et universel de l'échec que la politique anglaise a subi ; un désir, non moins universel, de prendre sa revanche, pourvu que cela n'aille pas trop loin, et une disposition plus universelle encore, s'il est possible, à croire de nous tout le mal que nous en disons nous-mêmes, ce qui n'est pas peu de chose. Quand vous serez ici, vous en jugerez. Pour sortir de cette impasse, il faut qu'il s'ouvre une porte à des événements nouveaux, et que ces événements soient favorables. Jusque-là, tout ce qu'on peut faire, c'est de traîner la position, ce qui, du reste, n'est pas difficile, tant qu'il n'arrive rien.

Adieu, mon cher ami, je vous envie votre départ pour la campagne; l'année prochaine, je ne vous envierai rien.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 6 août 1847.

Le ministère continue à être dans une position fâcheuse. Le déchaînement de l'opinion vulgaire et les clameurs contre la corruption redoublent de vivacité ; toutes les canailles qui ont demandé sans obtenir sont en train de menace et de vengeance. Guérir cette rage de malveillance à force de procès, cela est difficile et redoublerait pour le moment l'ardeur des dénonciateurs. Attendre et laisser passer ce mauvais vent, c'est accepter une vilaine apparence. M. Guizot fait bonne contenance. Mais sans l'avouer aux autres, ni peut-être à lui-même, il a de la fatigue et du dégoût. L'autre jour il a parlé admirablement sur Rome et sur la Suisse. Son discours était, comme

vous pouvez en juger, encore plus pour l'Europe que pour la Chambre et la France. Cette Europe est bien malade : le Portugal et l'Espagne en honteux et incurable désordre ; l'Italie en fermentation ; la Suisse s'apprêtant à une guerre civile qui sera sanglante ; la Belgique sans gouvernement, avec un roi dont l'ennui est devenu maladif et qui voudrait laisser là son royaume. L'Allemagne se rassoit ; l'accès libéral et constitutionnel est passé. Le roi de Prusse n'a encore recueilli de sa décision qu'avantage sans inconvénient actuel. Il a retrouvé de la considération et le voilà félicité par l'empereur de Russie et en meilleure, relation avec lui.

Barante, 16 août 1847.

Je lis tout ce que vous m'écrivez sur la Turquie, et je suis heureux de me dire que si j'étais ministre, et recevais une telle dépêche, j'en serais satisfait. Je regrette de ne pouvoir la faire lire à M. Guizot. Elle vous ferait monter encore dans son esprit où déjà des préventions favorables ont fait place à une opinion bienveillante. Ce qui me semble le plus essentiel, c'est vos remarques sur la façon dont nous traitons la Porte avec plus d'exigence et moins d'égards que ne le font les autres puissances. Comment cela ? Et pourquoi ? Est-ce une faute ou une nécessité ? Pourrions-nous changer cette façon d'être ? Est-ce un résultat de l'oppression que la tribune des Chambres ou les journaux exercent sur la gestion des affaires étrangères ? M. de Bourqueney dont le caractère et l'esprit me paraissent opposés à une telle conduite en fait-il sentir les inconvénients au ministre.

Je n'aurais plus de bulletin politique à vous envoyer. Je suis loin de toute communication avec le monde des affaires publiques. Avant mon départ, on commençait à ne plus croire aussi assuré le maintien du ministère *whig*. On disait que parmi cette dissolution des partis, sir Robert Peel est encore l'homme qui conserve le plus d'autorité et qui inspire le plus de confiance au public. La question n'importerait pas beaucoup aux intérêts de la France, n'était lord Palmerston, mais son remplacement serait une délivrance. Nous n'aurions plus à être sur le qui-vive dans tout l'univers.

Il y avait un peu moins d'inquiétude actuelle sur la Suisse et l'Italie. Quant à l'Espagne, le désordre qui y fait de rapides progrès, l'absence de tout gouvernement pourraient être pris en patience et ne nous menaceraient pas de conséquences fâcheuses. Mais M. Bulwer a une activité nuisible, une ardeur à l'intrigue susceptibles de précipiter une révolution comme il en est arrivé des mariages. Nous aurions attendu assez volontiers, et maintenant nous craignons une ouverture aux droits de madame de Montpensier; nous voudrions qu'il n'en fût jamais question et M. Bulwer fait étourdiment le nécessaire pour amener ce grave incident.

DE LADY HOLLAND.

Londres, 16 août 1847.

Mon cher ami, notre saison tire à sa fin, toute la société se disperse, la chaleur excessive pendant trois ou quatre jours augmente le désir que tous éprouvent

de jouir de la campagne fort belle cette année-ci. Les élections vont avoir lieu après le 24. On dit que les ministres gagneront une soixantaine de voix, mais on dit aussi que ce nombre ne suffit pas. Lord John gagnera son élection à cause de l'appui que lui donneront les conservateurs et le clergé, mais dans la cité l'engouement pour Rothschild (1) est vif et soutenu. Les *dissenters* (2) ne veulent pas de John et l'opposition sera considérable.

Le ministère a perdu de sa popularité depuis six semaines, et c'est fort malheureux juste à la naissance d'un nouveau Parlement. Ils ont montré de la faiblesse en abandonnant plusieurs *bills* auxquels ils étaient mariés. Enfin ils ont mécontenté beaucoup de monde. Vos procès sont abominables. Tout cela fait horreur et je n'aime pas à y penser, bien moins en parler.

Le duc de Broglie est aimable et même prévenant. J'espère que cela durera et qu'il n'y aura pas de choc entre lui et notre ministre. Nous attendons madame de Flahault ; elle vient demeurer chez nous jusqu'au moment où elle ira en Écosse. Madame de Lieven nous arrive aussi. De telles étoiles peuvent-elles briller dans le même firmament?

Je suis à sec de nouvelles. Je vous désire ici. Dieu veuille que ce plaisir me soit réservé pour un jour pas très éloigné.

(1) C'était surtout autour de la candidature de M. Lionel de Rothschild que se livrait la bataille en faveur du principe de l'égalité civile des religions. C. B.

(2) Les non-anglicans. C. B.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Günthersdorf, 22 août 1847.

Il y a bien des jours que je veux vous remercier de votre bonne lettre du 23 juillet, et je l'eusse fait depuis longtemps sans un coup de feu dont je viens à peine de me reposer. J'ai eu à Sagan, au retour de ma visite, celle d'une partie de la cour de Strelitz qu'il a fallu amuser à travers une chaleur de 29 degrés. La bienveillante disposition qu'on a apportée a facilité ma tâche, mais il m'a pris après le départ de mes hôtes un besoin d'ombre, de fraîcheur et de silence que je suis venu satisfaire ici, dans ce petit château de chasse dont je crois vous avoir déjà parlé et dont le nom s'est trouvé à plusieurs reprises au bout de quelques-unes de mes lettres.

Maintenant vous êtes sans doute dans vos belles montagnes. Vous y avez du loisir et vous chercherez sans doute à vous distraire et des chagrins de famille et des dégoûts du procès Teste-Cubières par quelques travaux littéraires. Mandez-moi, je vous en prie, si vous y songez et quelle tâche vous vous êtes donnée. Il y a au fond de vos paroles une teinte d'abattement qui vous est étrangère. Je vous ai toujours connu si serein, si bien en équilibre, demandant peu au Ciel, moins encore aux hommes, si préparé aux sacrifices! Le découragement a été souvent ma part parce que j'avais des avidités de bonheur incompatibles avec la réalité. Mais vous, si modéré, si doux avec les choses et les personnes! En effet, je vous ai vu, non pas à l'abri des échecs, des contrariétés, des peines; mais votre cercle de famille avait été respecté par la mort,

vous étiez toujours en nombre égal. Il n'en est plus ainsi, et il y a dans la survivance à de plus jeune que soi un certain désordre qui empêche la résignation ou du moins qui la rend plus difficile et ôte la sécurité pour ce qui reste. C'est là ce qui aura ainsi rompu chez vous cet équilibre que j'ai si souvent admiré ; il me semble cependant impossible que la fraîcheur naturelle de votre esprit soit flétrie, que votre charmante humeur ait perdu son élasticité. Je suis convaincue que vous êtes toujours bien aimable et j'aimerais bien à m'en assurer dans quelques douces conversations. Je vous écris en regard d'un petit buste en biscuit qui vous représente, que vous m'avez donné il y a plusieurs années, que j'ai repris de Rochecotte le jour où j'ai cédé mon manoir tourangeau à ma fille, et que j'ai placé ici sur mon bureau.

Si la maladie de mon gendre n'avait eu d'autre effet que de paralyser ses ardeurs politiques (1), je serais tentée de bénir ses souffrances: mais elles sont assez profondes et assez prolongées pour troubler le bonheur de ma fille: et dès lors je voudrais lui rendre santé et bien-être même au prix de tout ce que les forces physiques lui donnent d'agitations de corps et d'esprit.

DE LADY HOLLAND.

Londres, 24 août 1847.

Je ne puis vous donner grandes nouvelles. Les élections ont été les plus radicales possible, et Dieu sait com-

(1) M. Henri de Castellane avait pris assez vivement parti à la Chambre des députés contre le ministère. C. B.

ment le gouvernement s'en tirera. On ne peut pas savoir encore combien de votes on aura gagné. Le chiffre libéral est sans doute immense, mais il faut faire soustraction de ceux qui le sont au delà des désirs du gouvernement et qui ne resteront pas avec lui. Les affidés du ministère parlent d'un gain de cinquante. Mais d'autres, qui ne sont pas payés pour le dire, portent à quinze le nombre des votants sûrs et nouveaux, et, en même temps, expriment leur doute que ce Parlement puisse durer, et prophétisent une coalition entre John et Peel. Le quand et le comment sera prouvé par le temps qui prouve et éprouve tout.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 25 août 1847.

J'aime et je conçois à merveille que le Bosphore, les promenades en caïque, les aspect du rivage, la belle saison soient pour vous une compagnie et vous donnent le charme de la rêverie. J'aurais cru que le corps diplomatique vivait un peu plus en commun et se faisait davantage ressource à lui-même.

Vos jugements sur les personnes que vous voyez me semblent réfléchis, justes et bienveillants. Ils ne sont pas empreints de ce dénigrement si commun à présent et qui fait voir plus faux qu'une bienveillance éclairée. Je connais à peine M. de Bourqueney. Vous le peignez tel qu'il est devenu depuis qu'il est ambassadeur et marié. Auparavant, il était, à ce que disent ses anciens amis, plus animé et avait plus d'abandon dans la conversation. Je trouve simple que sa position ne lui permette plus le laisser-aller qu'il pouvait

avoir en devisant entre camarades au bureau du *Journal des Débats*. Dans le peu que je l'ai vu, il m'a paru que sa pensée s'exagérait et se systématisait un peu par sa parole. J'en ai surtout été frappé lorsqu'il développait les espérances que lui inspiraient les tentatives de réforme et de civilisation européenne essayées par le gouvernement ottoman. Il y attachait une grande importance et presqu'une solution de l'avenir. Cela était si loin de ce que j'avais observé qu'il ne me persuadait point. A la vérité, je n'avais pu faire que des remarques superficielles, prendre quelques aperçus en passant. Mais d'autres mieux instruits que moi étaient encore plus éloignés de croire à la réalité de cette utopie de la Turquie civilisée.

Ce que vous me dites de l'affaire Mussurus et de notre situation à Constantinople n'est point rassurant. Au point où vous êtes, on doit toujours se croire à la veille d'un nouveau traité du 15 juillet 1840. C'est bien aussi ce que je crois. La situation restera la même tant que de graves événements plus à redouter qu'à dériver ne seront pas venus remuer l'Europe. A supposer, même que la Prusse cesse d'être disponible, les trois autres puissances n'en seront que plus unies. Mais jusqu'ici cette coalition latente a été uniquement défensive; à présent elle est plus encore obligée de conserver ce caractère de prudence. Jamais les dangers d'une conflagration n'ont été plus menaçants : voilà ce qui peut, sinon donner sécurité, du moins calmer les appréhensions qu'inspire l'état présent des choses et le craquement général de l'édifice. M. Guizot comprend qu'il ne faut point faire de fautes, point avoir tort dans une question quelconque, que jamais la rodomontade et l'exi-

gence n'ont été moins de saison. Mais lord Palmerston n'est point si sage et l'opinion anglaise n'exerce sur lui qu'un très faible contrôle, car elle est comme lui orgueilleuse et dominatrice. Nous verrons ce que sera le prochain Parlement. Il ne pourra embarrasser et compromettre le cabinet *whig* que dans les affaires intérieures ; mais ces embarras réagiraient sur la politique extérieure. Ce que j'ignore dans ma solitude et que je voudrais savoir, c'est ce qu'on prévoit de la situation en l'Italie.

En ce moment, il n'y a point en France une autre pensée, une autre conversation, depuis le trône jusqu'à la rue, depuis Paris jusqu'aux bourgades les plus reculées, que l'effroyable assassinat de madame de Praslin. L'imagination en demeure effrayée ; il semble que ce soit un cauchemar. Vous voyez par les journaux que les passions de l'esprit de parti ne songent qu'à exploiter ce crime pour servir leurs espérances ou leurs haines. Ce qui est certain, c'est que la présente année est destinée à nous faire assister à toutes les hontes judiciaires.

DU DUC (1) PASQUIER.

Paris, 25 août 1847.

Cette atroce affaire a eu le dénouement que, sûrement vous savez déjà. C'est une grande libération pour moi, plaise au Ciel que la malveillance si active qui nous environne n'en tire pas un odieux parti. Je

(1) Le titre de duc avait été conféré au baron Pasquier le 19 décembre 1844. C. B.

ne néglige rien pour ne laisser dans notre marche aucune circonstance dont il lui soit possible de se faire une arme. Le *National* de ce matin était déjà des plus odieux. A cela rien d'étonnant.

Comment se porte tout ce qui vous entoure? J'espère que vous pourrez me répondre *bien*. Quant à moi, il est fort étonnant que ma santé ait pu résister à tout ce qu'il m'a fallu supporter de fatigues.

DU COMTE MOLÉ.

Au Marais, 28 août 1847.

Mon cher ami, je ne veux pas quitter ce lieu sans répondre à votre dernière lettre. Demain je reviens à Paris, et lundi j'irai au Luxembourg, le cœur serré et l'esprit chagrin, assister au déplorable dénouement de cet horrible drame. M. de Praslin s'est empoisonné *nemine contradicente*, et l'on a donné prétexte à ces articles subversifs et révolutionnaires des journaux, comme la *Démocratie pacifique*, qui ont dit : « De mal-
» heureux affamés portent leur tête sur l'échafaud à
» Buzançais, et le duc et pair, le chevalier d'honneur (1)
» qui a massacré pendant un quart d'heure la plus
» respectable femme qui était la sienne depuis dix-
» huit ans, dont il avait eu onze enfants, en est quitte
» pour avaler une petite fiole de poison! »

Je sais si bien jusqu'où va la faiblesse de ceux qui nous gouvernent, que de mon coin j'avais écrit deux lettres pour montrer les conséquences de ce qui se préparait. M. Guizot, il y a longtemps que je l'ai ap-

(1) Chevalier d'honneur de la reine Marie-Amélie. C. B.

pris, est roide, absolu, hautain, et dans l'occasion sans pitié, mais il ne résiste pas à certaines influences. Je suppose que c'est lui qui dirige, c'est ce qui fait que c'est à lui que je m'en prends. Jamais, à mon avis, on ne fit une plus grande faute et dans les circonstances où elle pouvait avoir tant de dangers. Je ne vous exprimerai point le bouleversement de mon âme depuis ce crime affreux. Rien, dans aucun temps, dans aucun pays, n'en a approché. Celui qui l'a commis, ce monstre qui vient de reculer les limites de la barbarie humaine, a été huit jours dans sa maison entouré des égards de la police et du parquet bien plus que de leur surveillance; son propre médecin, celui de sa famille, ne l'a pas quitté et il déclare que ces flots de poison sortant de son corps par toutes les issues, sont des attaques de choléra qu'il combat par des moyens propres à augmenter l'activité du poison.

Ah, mon cher ami, nous en sommes, croyez-le, à *l'esprit de vertiges et d'erreurs !*

Vous reconnaissez que les âmes sont sans conviction, que l'individualisme et le matérialisme nous dévorent, puis vous accordez aux apologistes du temps actuel qu'il y a autant d'honnêtes gens que dans un autre? Permettez-moi de le dire, je ne reconnais point là la conséquence de votre esprit. Comment ne se ferait-il pas deux fois plus de mauvaises actions et cent fois moins de belles et de bonnes, quand les mauvaises ne causent plus d'indignation et les belles ni émotion, ni admiration, ni enthousiasme; quand la passion effrénée de l'argent et des jouissances qu'il procure a remplacé tous les autres mobiles, quand il n'existe plus un seul principe que la société et le gouvernement qui la représente ose mettre hors du dé-

bat et obliger tout le monde à respecter. Chez toutes les nations anciennes et modernes les bases de la morale, celles sur lesquelles toute société repose, ont été réservées et mises hors de débat. Aujourd'hui, dites-moi, je vous prie, ce qui n'est pas attaqué, discuté, dans vos chaires, dans vos livres, dans les journaux, sur les théâtres et dans ces feuilletons dont se nourrit tout ce qui lit en France? A la morale, vous avez substitué la légalité. Il faut s'abstenir de certains actes non parce que la religion, la morale, la conscience, la vérité les réprouvent, mais parce que les lois les punissent. Avec tout notre étalage de légalité, au fond le gouvernement sans principe, indifférent et athée que nous avons, n'est que le gouvernement du plus fort. On récompense par l'argent ou des emplois ceux dont on est content; on tâche d'atteindre par des lois ceux qui troublent ou qui résistent.

Vous ne voyez d'autre remède que de s'occuper des classes pauvres; je crains bien qu'il n'y ait encore, au fond de cette idée, beaucoup d'illusions. Jamais celui qui possède n'a mieux compris qu'il ne le fait aujourd'hui son devoir envers celui qui n'a rien. La charité privée n'a plus de limite, et jamais, soyez-en sûr, l'ouvrier honnête et laborieux n'a plus gagné, n'a été plus préservé de la misère; jamais le vieillard ou l'infirme n'a été plus secouru. On flatte les classes pauvres à la tribune, dans les livres, les romans, les journaux. On parle d'elles comme d'opprimés et on leur suppose des droits, on leur donne des espérances avec lesquelles il faudrait un miracle pour qu'elles ne cherchent pas à obtenir par la force ou la violence tout ce qu'on leur promet, et à se venger de tout ce qu'on leur a fait souffrir. Certes, il faut leur faire tout

le bien possible, mais en parlant beaucoup moins d'elles. Il faut surtout verser dans leurs cœurs et dans leur esprit quelques antidotes aux sentiments haineux et aux fausses doctrines dont on les empoisonne tous les jours. Plus je vais, je vous l'avoue, et plus je suis frappé du faux point de départ de toutes les idées de ceux qui gouvernent depuis 1830, sans parler du chef suprême, et que, comme les grands principes, je voudrais qu'on mît toujours hors de débat. On peut dire que, depuis dix-sept ans, c'est l'esprit des doctrinaires qui a dominé dans le gouvernement. S'ils n'ont pas fait le mal, ils se sont complètement trompés sur sa nature et sur les moyens de le combattre ; leur théorie aurait fondé, au besoin, *l'individualisme*. Depuis cent cinquante ans, tout y tendait, et ils ont augmenté sa puissance en cherchant à la concilier avec la morale. En le légitimant, pour ainsi dire, en l'écrivant dans les lois, en le faisant accepter aux consciences les plus sévères, en subordonnant enfin le droit et l'intérêt de l'unité sociale au droit et à l'intérêt de chacun, ils ont rendu le gouvernement et, peut-être, la société impossible. Je vous écris tout ce pathos au milieu de vingt interruptions, mais je vous écris de verve, du fond de mon âme, et sans penser à la rédaction. Si j'avais quarante ans, je me jetterais bien avant dans la mêlée. L'ambition pourrait me venir d'arrêter le torrent et je sens que le courage ne me manquerait pas. Mais à mon âge la sagesse commande d'adorer l'écho pendant que l'orage gronde, à moins que les hommes, les circonstances, enfin la Providence ne viennent vous prendre par la main.

J'hésite à vous envoyer cette lettre, et si je le fais c'est que je ne l'aurai pas relue.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Trouville, 30 août 1847.

Que je voudrais causer avec vous, monsieur l'Ambassadeur, que de sujets curieux à traiter! A quoi pense M. de Metternich en se compromettant ainsi en Italie? Il est clair que vous ne pouvez pas l'y laisser seul ; il est clair qu'un mouvement révolutionnaire peut éclater là partout; que vous devez soutenir les gouvernements progressistes, et non pas les jacobins, et que l'Angleterre se chargera de soutenir ceux-ci. Trois sortes de protecteurs pour ce pays! Quelle bagarre! Les nouvelles d'Espagne vont être curieuses. Narvaez aura pris le pouvoir. Cela ne plaira pas à l'Angleterre.

D'Angleterre on mande que tous reconnaissent le présent Parlement pour être ingouvernable. Ce qu'il y a de plus vraisemblable, c'est qu'une bonne partie des protectionnistes se résigneront à reprendre le joug de Peel. Alors on pourra faire quelque chose. Jusque-là personne ne pourra gouverner.

A M. GUIZOT.

Barante, 8 septembre 1847.

Mon cher ami, vous ne m'écrivez pas de nouvelles, je le regrette, mais je conçois que vos vacances ne soient pas complètes et ne vous donnent que peu de repos et point de loisir. Vous êtes allé à Saint-Cloud au lieu d'aller à Eu, peut-être ensuite au conseil général à Caen; le nôtre a fini sa besogne en une semaine. Je ne lui ai jamais trouvé une disposition si

calme quant à la politique générale et quant à l'administration; aucune opinion n'a essayé de se manifester par un vote. On a reparlé de l'impôt du sel, mais on a écouté très volontiers ce que j'ai dit contre cette déraisonnable suppression et presque tous convenaient que j'avais raison. Même dans les conversations régnait une complète réserve qui ne dissimulait pas des sentiments vifs et tenait de l'apaisement plus que de la précaution. Les conservateurs ont au moins autant que par le passé une ferme conviction que leur cause est la bonne. Toutefois vous savez bien qu'il ne s'agit ici que de la région des hommes qui tiennent aux affaires publiques ou locales et sont capables de bon sens ; la masse électorale n'en est point là, et le péril serait grand si on la mettait à l'épreuve. D'ailleurs, je n'ai pas à vous apprendre que ces conservateurs, ceux mêmes qui professent pour vous confiance et admiration, sont sous une impression de tristesse et d'inquiétude sans malveillance. Les déclamations haineuses des journaux n'ont pas beaucoup agi sur eux, mais il y a évidemment une réaction contre ce soin des intérêts privés, ces complaisances et ménagements pour les personnes, ces distributions de faveurs et d'emplois, et surtout cette faiblesse pour les exigences des députés qui ont été plus ou moins nécessaires pour composer une majorité. On me parlait de cela avec chagrin en m'engageant à vous le dire. Je ne prends pas ces blâmes et ces vœux au pied de la lettre ; si on se jetait passionnément dans une réforme puritaine on n'irait pas loin sans trébucher ; mais vous avez à changer de maintien, non point avec jactance, mais tranquillement et de manière que le public s'en aperçoive. Soignez surtout les nominations

et faites encore bien plus attention aux destitutions. Le ministère de l'intérieur vient de sacrifier le sous-préfet d'Ambert à la rancune du député qui a remplacé M. Molin et qui s'est fait ministériel. L'effet a été fâcheux et a brisé le parti conservateur. Nous nous étions dit tout cela, ou à peu près, avant mon départ; j'ai voulu vous le répéter cette fois comme écho et soyez sûr que je n'ai en aucune façon suggéré ce qui m'a été dit. Vous y songerez, malgré tant de grandes affaires extérieures qui doivent vous occuper. Le moment est critique, il exige une extrême prudence; je crois cependant que ce besoin universel de la paix et du bon ordre qui nous a sauvés en 1831 n'est pas moindre qu'à cette époque et qu'on pourra arrêter ou circonscrire le mal dans les lieux où il éclatera.

Je vis dans une ignorance qui me condamne à raisonner sur les généralités. J'aimerais à savoir où en sont l'Italie, la Suisse et l'Espagne. Madame de Lieven me fera la charité de quelques nouvelles.

DU DUC DE BROGLIE.

Paris, 10 septembre 1847.

Votre lettre, mon cher ami, a été me chercher d'abord à Londres, puis elle m'a poursuivi pied à pied dans les montagnes d'Écosse, puis elle est venue à Évreux, et elle ne m'a atteint qu'ici même. J'ai trouvé soit à Évreux, soit à Paris, l'état des affaires et des esprits infiniment meilleur que je ne l'espérais, le trouble qui n'existait au vrai que dans les imaginations se calme peu à peu; comme il n'y a point de mal réel

et que l'unique remède à celui qu'on se figure, c'est tout simplement plus d'activité, d'ensemble, de régularité et de décision dans le gouvernement, je crois que la leçon ne sera pas perdue et que l'inquiétude aura porté ses fruits. J'ai trouvé le roi tranquille, sans préoccupation excessive d'aucun côté, fort bien pour ses ministres et envisageant l'ensemble des affaires avec sagesse ; M. Guizot content et en train ; M. Duchâtel, qu'on m'avait dépeint comme découragé, dans son état d'esprit ordinaire ; en tout, rien qui ressemble au tableau lugubre que font de la France les journaux français ou étrangers. L'horizon de la politique extérieure est, à la vérité, fort chargé, en ce moment; du côté de l'Espagne il n'y a rien à espérer, cette cour est un bagne conduit par une folle, mais pourvu qu'elle règne et qu'on ne la dépose pas, le reste nous est bien indifférent. Le cas où elle abdiquerait, le cas où on la déposerait, serait le seul qui pût nous causer de l'embarras ; cela ne paraît pas à craindre en ce moment, et, même en ce cas, la conduite serait claire, et ne présenterait pas toutes les difficultés qu'on se figure, à travers beaucoup de vicissitudes, de tiraillements et de tentatives qui avortent. Je crois que les affaires d'Italie sont plutôt en bon train ; tout le monde, là, a peur de tout le monde : Autriche, pape, princes, peuples, tout le monde se sent menacé et c'est la meilleure des conditions pour ne pas faire beaucoup de sottises. S'il y avait parmi les parties intéressées quelqu'un, dans tout ce débat, qui se sentît de force à maîtriser les autres, on aurait à redouter un grand conflit, mais M. de Metternich est bien vieux, il ne veut pas se remettre en scène, et les Italiens ne sont pas courageux quand il y a un

danger réel et tout proche. J'espère assez bien du résultat final. La Grèce est le seul point qui inquiète réellement : le théâtre est si petit, et les attaques si grossières et si multipliées qu'on ne peut se défendre d'un peu de souci. Piscatory tient bon cependant et se conduit avec beaucoup de prudence et de décision.

Je repars pour Londres après-demain, l'état des choses y est toujours le même. Nos tristes procès sont exploités par la presse anglaise avec une perfidie et une suite qui produisent quelque effet sur les esprits.

DU DUC PASQUIER.

Paris, 14 septembre 1847.

Depuis notre séparation, j'ai encore eu à subir de rudes épreuves. Celles amenées par l'horrible assassinat de M. de Praslin ont été d'autant plus cruelles que, certes, il était impossible de s'y attendre. Le misérable duc, en tranchant son existence, nous a, pour quelques moments, mis dans une difficile situation ; pourtant, au fond, ce dénouement a, peut-être encore, été le moins malheureux auquel on fût exposé, car le jugement, et surtout l'exécution, auraient pu causer une bien grande émotion populaire. Mais il a eu pour moi l'inconvénient de m'imposer la nécessité de me faire l'organe de la vindicte publique, et de prononcer, après sa mort, l'arrêt qui ne devait régulièrement l'atteindre que vivant. Cette irrégularité a été, heureusement, fort bien accueillie par les principaux organes de l'opinion.

Je vois la situation présente absolument comme vous, et j'en parle dans ce sens à qui je crois le plus

utile de la dire, or vous savez qu'il y a des oreilles qui n'entendent guère de telles vérités.

Les nouvelles d'Italie sont mauvaises et cette première émeute à Milan peut être le prélude de beaucoup de sinistres événements.

Mais que faire chez nous, au milieu de tous ces mouvements qui nous enveloppent, entre cette Espagne délirante et poussée par l'influence anglaise, il faut bien le reconnaître, dans un abîme, puis, entre cette Suisse qui veut donner au monde l'exemple de la plus odieuse guerre civile.

De Broglie a passé ici, après son conseil général. Les Anglais, en général, ne trouvent rien de mieux que de couvrir leur dépit politique à l'encontre du mariage espagnol, sous le manteau d'une déblatération presque misérable sur ce roi Louis-Philippe qu'ils ont tant célébré pendant seize années.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 24 septembre 1847.

Le ciel a été bien chargé et le demeure encore. Cependant l'Italie se dégage un peu. M. de Metternich replie ses voiles. Il n'aura pas de querelle avec le pape. Il n'interviendra pas en Toscane, ni même à Lucques. Peut-être acceptera-t-il Parme et Modène si nos souverains le demandent, mais cela ne donnerait pas le droit de réclamer ni d'imiter. Le roi de Sardaigne n'a jamais été menacé par l'Autriche. C'est Palmerston qui avait inventé cela, et qui en a fait l'objet de diatribes incroyables contre l'Autriche. Lui et M. de Metternich sont à couteaux tirés.

Naples est un peu inquiétant. Les Anglais soufflent la révolte en Sicile. Ils aimeraient bien l'avoir directement ou indirectement. Vous savez que tous les moyens leur sont bons quand il s'agit de leurs intérêts.

L'Espagne est livrée à Bulwer, cela ne durera pas.

La mort de Colettis est un grand malheur. L'Orient va devenir la plus grosse affaire. Je crois que vous et nous unis est chose possible en Grèce. Nous sommes très mécontents de l'Angleterre sur ce point. Brunow tient un bon langage sur la France. C'est de Kisseleff que je tiens cela.

L'affaire de Montévidéo (1) est un imbroglio très

(1) En 1845, sur les instances de lord Aberdeen, la France s'était laissée entraîner à tenter, avec l'Angleterre, une médiation armée, entre Rosas, le dictateur de la Confédération Argentine, et l'État de Montévideo. Arrivé au pouvoir lord Palmerston, selon ses tendances habituelles, se méfia de nos intentions et nous attribua les vues les plus ambitieuses sur Montévideo. Aussi lord Howden, son représentant dans ces régions, prit-il occasion de quelques désaccords avec son collègue français, M. Walewski, pour lui signifier brusquement que l'Angleterre se retirait de l'intervention. Le premier ministre, lord John Russel, auquel notre ambassadeur avait porté plainte, en l'absence de lord Palmerston, contre cet inconvenable procédé, ne put s'empêcher de convenir des torts de lord Howden, dont au même moment, lord Palmerston approuvait la conduite, dans une dépêche qui déclarait officiellement l'action commune terminée. Mais lord Russel se trouvait lié par ses premières déclarations, et lord Palmerston dut céder devant son autorité de premier ministre. L'Angleterre fut obligée de reconnaître que l'action commune n'était pas terminée (septembre, octobre 1847). C. B.

désagréable pour Palmerston. Ce sera un jour un épisode très divertissant à vous conter de vive voix.

La présidence à M. Guizot n'est pas un événement. Mais il faut que cela le devienne, c'est-à-dire qu'il fasse, qu'il se mêle de tout, et qu'on le voie et le sente. Je ne manquerai pas de le tracasser tous les jours sur ce point. Il a passé deux jours à Compiègne. Il est bien content du roi, je suppose que cela veut dire aussi que le roi est content de lui.

Broglie fait à Londres merveille. Très considéré, très respecté, très cru, et tenant Palmerston dans ses petits souliers. Flahault est arrivé, mandé par M. Guizot qui l'envoie la semaine prochaine à Vienne. Bresson est parti (1). Il a l'ordre de s'arrêter et de parler, à Turin, à Milan, à Florence, à Rome. Lord Minto (2) fait une semblable tournée et dans le même moment. Je doute que ce soit le même langage. Cependant M. Guizot a été assez content d'une dépêche de Palmerston à Vienne sur les affaires d'Italie, dépêche que Normanby est venu lui communiquer.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 25 septembre 1847.

Je ne sais rien du monde politique que par les journaux; ils le représentent comme bien noir. J'en juge à peu près de même, mais d'un autre point de vue.

(1) Le comte Bresson était nommé ambassadeur à Naples. C. B.

(2) Lord du sceau privé dans le cabinet anglais. C. B.

Ce n'est pas dans le pouvoir confié à tels ou tels, dans les circonstances de la semaine et les déterminations qu'elles ont pu suggérer que réside le mal. Nous pourrions nous tirer des embarras et des périls actuels; ils sont, pour la plupart, accidentels et passagers. Ce qui est plus général et plus profond, c'est l'état moral des sociétés européennes; tant d'amour de la liberté, un tel fanatisme d'égalité, une si grande ardeur d'intérêt privé; la haine ou le mépris de l'autorité, tout cela sans aucun contrepoids de convictions religieuses ou d'habitudes morales: voilà le mal que nous avons vu croître depuis soixante ans. L'expérience des dix-huit dernières années est la plus probante. Nous avons obtenu ce que nous voulions ou plutôt ce que nous avions cru vouloir. Nous avons réussi à conserver l'ordre intérieur et la paix; nous avons joui de la prospérité et nous sommes en disposition moins sensée, moins honnête, moins rassurante que le 30 juillet 1830. Ajoutons que l'Europe entière est travaillée et remuée du même mal. Ce sont de tristes réflexions, de funestes conjectures pour l'avenir. Pourtant tout est calme. Chacun souhaite l'ordre et le repos, l'esprit de conservation a une majorité évidente; mais les calculs de l'intérêt ne sont pas une base solide. La moindre affection désintéressée serait plus rassurante.

DE M. GUIZOT.

Paris, 28 septembre 1847.

Mon cher ami, il est convenu, j'espère, que je ne puis pas avoir de tort envers vous. Sans cela j'en

aurais, j'écris sans cesse, excepté à vous. Je me porte bien, je me lève avant six heures, je reste dans mon cabinet jusqu'à dix heures du soir, je ne vois personne, sauf le roi et madame de Lieven qui est à Ferrières depuis cinq jours, et je suis fort loin de suffire. Je croyais que le titre de président ne changerait rien du tout. Je m'aperçois qu'il change quelque chose à ma propre disposition intérieure. Cette responsabilité officielle et générale me poursuit. Je m'inquiète de tout, et pour tout le monde. J'en conclus que cela sera bon à quelque chose au dehors. Nous verrons. Cela a été bien pris, comme simple et comme utile. Et je sais que les ennemis en sont fâchés.

Le ciel est chargé de gros nuages. Il n'y a pas grand mal; là, comme ailleurs, les gros mangent les petits. Je ne suis pas sans espoir que l'Italie tournera un peu bien. Je veux dire les États Romains où l'intelligence politique et l'esprit de juste milieu ont évidemment pénétré. A Rome, à Bologne, à Ancône, la noblesse et la bourgeoisie laïque agissent ensemble, et avec assez de fermeté, pour soutenir le pouvoir en le poussant et pour contenir le peuple en le dirigeant. Il y a et il y aura bien des faux pas, au bord de bien des abîmes. Cependant, j'espère. A Naples, il y a un roi et une administration; en Piémont, il y a un roi, un gouvernement et une nation : je crois que ces deux États tiendront bon. C'est la Toscane et les petits duchés qui m'inquiètent. Point de gouvernement, un laisser-aller ou une résistance aveugle et frivole. Point de classes supérieures voulant faire et risquer quelque chose; les processions de la rue toutes puissantes. Peut-être la mollesse générale suffira-t-elle à

modérer tout le monde. Fait grave et presque universel en Italie ; le clergé du côté des réformes, par ambition, commençant à voir qu'il peut reprendre par là de la puissance. C'est surtout à cause de cette disposition de son armée que le pape est un grand événement.

M. de Metternich immobile, et ayant envie de rester immobile, mais très noir et bien décidé à ne pas se laisser faire, en Lombardie et dans les duchés quasi autrichiens.

A tout prendre, il y a des chances pour que la bonne politique gagne là sa partie. Je la jouerai de mon mieux. Il faut deux choses pour que les Italiens ne fassent pas d'absurdes folies ; qu'ils continuent à avoir peur des Autrichiens et qu'ils ne croyent pas disposer de nous.

En Espagne, la lutte continue dans l'intérieur du nouveau cabinet. Quatre contre la dissolution des Cortès et pour rentrer dans le parti modéré ; trois pour la dissolution et pour aller aux progressistes. Narvaez restant à Madrid. Espartero ne se souciant pas d'y retourner tant que Narvaez y sera. La reine redoutant Espartero et les progressistes. « Ils te pendront, dit-elle à Serrano, et moi aussi ! » Mais toujours pleine d'humeur contre Narvaez et les modérés, et ne voulant pas leur livrer le pouvoir. Écrivant ici à sa sœur des lettres très affectueuses, très simples. Elle aime son amant et sa sœur.

Broglie a, à Londres, une excellente position, et pas tout à fait inefficace. Dans les questions spéciales, s'entend ; car, pour la situation générale, rien ni personne ne peut la changer.

La mort de Colettis est pour moi un vrai chagrin.

J'ai fait, deux fois en ma vie, de grandes affaires avec de vrais amis. Lord Aberdeen est à Haddo (1). Colettis est mort. La veille de sa mort, la reine de Grèce, fondant en larmes avec Piscatory, lui disait : « Et il y a des gens qui ne voient pas que c'est un grand homme qui meurt ! » J'en sais, à cette jeune femme, un gré qui m'est un lien de plus avec sa cause. Les affections jouent, dans les affaires, bien plus de rôle qu'on ne croit.

A M. GUIZOT.

Barante, 3 octobre 1847.

Mon cher ami, il m'est aisé de croire que vous ne trouvez pas souvent le loisir de répondre à mes lettres ; mais de loin en loin une preuve de souvenir me satisfait et quelques lignes de vous me font mieux comprendre le réel des choses. La présidence ne semble pas changer votre situation; appeler ce qui est par son nom est pourtant un avantage, mais je conçois l'espèce d'inquiétude dont vous me parlez et je serais fâché si vous ne l'aviez pas. Vous étiez responsable de la direction générale des affaires, vous l'êtes maintenant de la gestion de tous les départements ministériels. La machine administrative a tant de régularité, la publicité est un si puissant contrôle, des exemples si sévères ont été faits, que vous n'aurez guère à vous occuper du train journalier des affaires; mais deux chapitres de grande importance méritent toute votre attention. La nomination aux principaux em-

(1) Terre de Lord Aberdeen située en Écosse. C. B.

plois, non pour y placer qui vous voudrez, mais pour diminuer autant que possible le népotisme, la faveur et surtout les exigences prétendues politiques. La présentation des lois, point plus essentiel encore ; les projets de loi ne doivent être ni l'œuvre d'un ministre, encore moins l'œuvre de ses bureaux ; il leur faut la coopération, non pas officielle et par voie de commission, mais effective des hommes spéciaux des Chambres, autrement les projets sont refaits dans les commissions ou ce qui est pis encore à la tribune. Les lois, ainsi faites, sont mauvaises et nuisent plus que toute autre chose à l'autorité du cabinet. Vous savez cela mieux que moi, et pourtant il en a été souvent ainsi ; aujourd'hui, c'est votre propre affaire. La situation intérieure ne me paraît ni meilleure ni pire que l'an passé. Vous avez besoin d'une forte session et de quelques discussions éclatantes pour regagner ce que l'insolence des journaux et la présomption des opposants d'ordre inférieur ont fait perdre en considération au gouvernement. Le parti conservateur est je crois fidèle, mais plus attristé qu'on ne vous le dit ; vous avez à lui donner courage et contentement.

Quant à l'extérieur, il présente assurément de grandes difficultés et des périls. Quelle conduite politique aurait pu les prévenir ? Et quel homme de bon sens proposerait une autre attitude et un autre langage ? Chacun en France n'a-t-il pas désiré que l'Autriche fût exposée aux dangers et aux embarras dont l'Italie la menaçait ? Pensait-on que nous n'aurions pas aussi notre part dans ces embarras et voudrions-nous les augmenter en nous entremettant et en indisposant contre nous les gouver-

nements? Ne pas intervenir et empêcher l'Autriche d'intervenir, c'est évidemment la seule détermination sensée.

Les mariages espagnols ont retardé d'un an la crise actuelle, comment finira-t-elle? Si c'est par un divorce, par une déchéance, par une domination anglaise bien établie, ce sera un grand échec.

La Grèce et l'Orient sont encore plus inquiétants; le fond de la situation, c'est pourtant nos rapports avec l'Angleterre. Lord Palmerston est assurément pour beaucoup dans cette mésintelligence, mais quel que fût le ministre ou le cabinet, l'orgueil anglais aurait peine à s'accommoder d'un ami indépendant.

A tout cela vous ne pouvez rien changer, et vous n'avez pas la faculté d'expliquer, en disant tout, ce qui fait que les choses en sont là. C'est votre sort, il est inséparable de la grande tâche que vous avez entreprise et que vous avez accomplie pendant sept ans avec succès et gloire; le moment est difficile et présente toutefois des chances favorables. Si vous les faites prévaloir, vous commencerez un nouveau bail avec de plus belles conditions que le premier et votre position sera grande.

DU DUC DE BROGLIE.

Londres, 9 octobre 1847.

J'ai reçu, il y a peu de jours, mon cher ami, votre lettre du 29. Je vois que vous jouissez paisiblement d'un loisir que je vous envie. Je ne puis dire cependant que ma vie soit ici ni ennuyeuse, ni fatigante; j'ai fait un voyage en Écosse qui m'a fort intéressé. J'ai par-

couru, en quinze jours, tout le théâtre des tragédies de Skakespeare et des romans de Walter Scott poétiques ou autres. Sans ces souvenirs, ces lieux ne frapperaient pas autant; les montagnes sont petites, plus petites que le Jura; plus petites même que les Vosges. Les lacs sont riants, mais très inférieurs aux lacs de Suisse, les villes sont belles, grandes et d'un aspect agréable: tout cela, néanmoins, je le répète, n'exciterait pas une grande émotion, ni un grand enthousiasme, sans les scènes que cela rappelle, sans le *contingens cuncta lepor*, dont les lieux sont revêtus. Avec les souvenirs, cela fait une pérégrination charmante; de dix lieues en dix lieues, le manuel du voyageur est rempli par une citation de vers ou de prose tout à fait gracieuse, et l'ennui n'a pas où se glisser, même pour moi qui, depuis longtemps, n'ai plus aucun goût en voyage.

Depuis mon retour de Paris, ma fille est venue me trouver, et nous passons alternativement ou la matinée à voir les environs de Londres, ou des journées entières dans de grandes habitations de campagne: c'est la vraie vie de l'Angleterre, et peut-être faut-il se hâter de la voir, car la société est en voie de transformation si rapide, que cela aussi, peut-être, changera avant peu. En attendant, c'est une vie agréable et splendide, simple et magnifique, libre, facile et où toutes les grandes et belles qualités des Anglais apparaissent fort à leur avantage.

Je ne vous parlerai pas de politique : la scène est si agitée, que ce qu'on écrit aujourd'hui n'est plus vrai demain, surtout en ce qui concerne la Suisse et l'Italie. Ici le théâtre est un plan moins mobile. Ce pays-ci a de très grands embarras, et de très grands moyens de les surmonter ; si l'on se conduit vis-à-vis de lui

avec prudence et sincérité, il n'y a rien à craindre. Le sentiment des embarras intérieurs est trop grand pour qu'il laisse à ceux qui le gouvernent aucune facilité d'incartade ; mais si l'on comptait sur ces embarras outre mesure, on le verrait se réveiller tout à coup, faire cause commune avec son gouvernement quel qu'il fût, et agir avec une vigueur et une persévérance qui ne sont qu'à lui. La position, en ce moment, est très bonne ; si l'on pouvait changer le fond des cœurs, il ne faudrait pas souhaiter que les rapports fussent meilleurs et plus intimes, mais le fond des cœurs reste à peu près le même. Je crois remarquer cependant un peu de détente.

Adieu, mon cher ami, nous nous reverrons d'ici à trois mois et je vous en dirai plus long.

DU DUC PASQUIER.

Paris, 15 octobre 1847.

Je reçois, cher collègue et vieil ami, votre lettre du 13, et me hâte d'y répondre de ma grosse et mauvaise écriture qui figure si mal à côté de la vôtre, si fine et si jolie. Que vous êtes heureux d'entrevoir un moment où vous pourrez vous remettre à l'ouvrage ! C'est une perspective que m'interdit le triste état de ma vue. Lorsque chaque ligne de cette écriture est griffonnée, il m'est impossible de la relire. Jugez, d'après cela, de mon incapacité pour tout ce qui me demanderait de la suite. Désormais il me faudra tout dicter, et si cela va encore pour parler d'affaires, cela devient bien insuffisant quand on voudrait écrire de la prose ayant un peu plus de couleur. Enfin, vaille que vaille, il faut

prendre le temps et soi-même, par-dessus tout, quels qu'ils soient.

Cette torture de ne pouvoir rien faire à présent de quelque valeur est fort naturellement augmentée par l'occupation où je suis, en ce moment, de la prochaine publication dont je vous ai déjà parlé, de ce dernier ouvrage d'*Étienne Pasquier* (1), encore capable dans ses tristes dernières années de faire une telle œuvre. Puis, quand je regarde combien cet homme de bien a si consciencieusement travaillé tout ce qu'il s'était d'abord appris et dont il s'est si bien servi, combien je me trouve petit, malgré mon titre de chancelier mis en regard du sien, comme avocat général à la Cour des comptes ; mais, aussi, il faut pourtant tous nous l'avouer, les hommes de ce temps étaient bien autres que nous pour l'étude et pour le travail. Je crois que vous serez content de l'introduction que M. Giraud (2) va mettre en tête de cette publication. Outre qu'elle est très bien écrite, elle me paraît fort intéressante par une foule de détails très curieux, presque tous tirés de la correspondance de

(1) *L'interprétation des Institutes de Justinien avec la conférence de chaque paragraphe aux ordonnances royaux, arrestez de Parlement et coustumes générales de la France.* Ouvrage inédit..... Paris : Videcoq aîné 1847, 1 vol. in 4°. C. B.

(2) Jurisconsulte distingué. Après avoir occupé, sous la monarchie de juillet, les plus hautes fonctions universitaires, M. Giraud (1802-1881) se vit confier le portefeuille de l'instruction publique en janvier, puis en octobre 1851. M. Giraud faisait partie du Conseil d'État quand les décrets de 1852 le décidèrent à donner sa démission pour redevenir professeur à la Faculté de droit. Il avait été élu en 1842 membre de l'Académie des sciences morales et politiques.
C. B.

Pasquier, et qui font admirablement connaître les mœurs de cette époque, celles surtout du barreau et de la magistrature qui jetèrent alors tant d'éclat, l'une aidant l'autre, et toutes deux s'entendant si bien.

Ce qui vient de se passer en Espagne éclaircit un peu l'horizon politique et si, comme on l'espère, l'Italie se met à marcher d'un pas un peu mesuré, ce sera un début de bon augure pour la présidence de M. Guizot. Il y a même des gens qui croient qu'on ne se battra pas en Suisse, mais je ne l'espère guère.

Quant à notre intérieur, le venez-y-voir est tout entré dans l'attitude de la Chambre des députés à la prochaine session. Si elle se met aussi à vouloir sérieusement du progrès, surtout en matière de finances et d'élections, Dieu sait où ce progrès nous conduira. Dans notre situation donnée, il ne peut que nous pousser à pleines voiles vers la république; qui sait au reste, si, d'ici à cinquante ans, le régime républicain ne sera pas celui de toute l'Europe, l'Angleterre même me paraît comprise. Si M. de La Fayette, de l'autre monde, entrevoit cet avenir, son âme doit bien se dilater, et cependant j'ose lui prédire que les marquis de La Fayette ne seront pas les présidents de ces républiques-là.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 17 octobre 1847.

Ma demeure, depuis que je vous ai écrit, a été habitée ou traversée par des gens fort divers : M. de Richelieu et Cousin, M. de Rémusat et de Tourolles, madame d'Arbouville et M. Dupanloup. Ce dernier se

plaisait à raconter son séjour à Barante. Il me va. Il est flatteur, cela est vrai, mais le clergé catholique l'est toujours. Il est ardent, et vous ajoutez mobile et variable, hors sa foi chrétienne dont il se ferait le martyr; il hésite plus qu'il ne varie, parce qu'il prête l'oreille à tout ce qui se dit; il ne vit pas renfermé dans le sanctuaire, et il entre dans ses poumons un peu de l'air que nous respirons; je lui souhaiterais parfois plus de calme, de sérénité et d'onction.

Cousin a découvert M. de Falloux comme Le Verrier sa comète, c'est à Néris qu'il l'a rencontré et il en est, pour l'instant, dans un engouement aussi absurde qu'amusant.

Si j'avais l'esprit plus tourné à la politique, je vous parlerais de Narvaez et surtout de Pie IX, que tant de perfides acclamations encouragent. Quoi qu'il en soit, ce pontife pourra bien avoir terminé la lutte entre l'absolutisme et la liberté; le droit divin et celui du peuple. Désormais l'absolutisme, fondé sur le droit divin, est vaincu sans retour sans qu'il y ait eu besoin, pour cela, de révolution et de bouleversement sociaux.

Nous serions, je crois, fort d'accord sur le long article de Sainte-Beuve sur Rémusat (1). Il a trop oublié qu'on ne peut louer autant un vivant, parce qu'il est impossible de mettre en regard la critique et l'éloge. L'éloge seul, et surtout administré à pareille dose, fait toujours l'effet de la flatterie ou du mensonge. Depuis Voltaire, nul n'avait été mis si haut. Et puis, quel style tortillé, péniblement défectueux et factice. C'est grand dommage que l'auteur n'écrive pas comme

(1) *M. Charles de Rémusat* (*Passé et Présent*). *Revue des Deux-Mondes* (1er octobre 1847). C. B.

il parle. En causant, il oublie ses premiers et regrettables engagements, il est simple, facile et piquant.

Avez-vous lu le *Passé et Présent* de Rémusat (1)? J'entends dire : « *On connaissait tout cela!* » C'est possible, mais je l'avais oublié, et dans tout cela, il y a du charmant et beaucoup. C'est un rare esprit que Rémusat et l'un de ceux qui écrit le mieux aujourd'hui.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 19 octobre 1847.

Voici bien des choses depuis peu. L'Espagne a endossé une autre livrée, le scandale a cessé avec l'influence de Bulwer et de Salamanca. Narvaez a chassé l'amant, ramené le mari dans le palais, rappelé la mère. Le roi est entré chez sa femme escorté par le nonce et le duc de Valence. La reine a repris le mari pour rire, je suppose, mais c'est égal, les apparences sont sauvées.

Lord Palmerston travaillait au divorce et l'espérait. Quelle bêtise! Cela n'était pas possible. Il va être plus enragé que jamais. Toutes ses menées en Italie échouent aussi. Le parti modéré l'emporte partout et vous savez le soutenir. Palmerston exploite la Suisse; là il fait bien du mal. Il paraît que décidément on va se battre.

Vous faites bon ménage avec Metternich sans qu'il

(1) M. de Rémusat avait réuni sous ce titre des études politiques et littéraires, parues déjà, pour la plupart, dans divers journaux et revues. C. B.

puisse marcher du même pas que vous, mais il reconnaît tout ce qu'on vous doit de confiance, et tout ce qu'on doit de haine et de méfiance à l'Angleterre entre les mains de Palmerston. Il y a eu maints clabaudages qui ont tourné fort au désavantage de celui-ci et avec un certain éclat.

La duchesse d'Aumale part le 8 novembre pour Alger. Après son départ on donnera toutes les semaines un spectacle à Saint-Cloud.

Lord Brougham a passé ici quarante-huit heures. Son langage est embarrassé. Il ne vous aime plus tant, il ne hait plus autant les ministres anglais, et dès qu'il n'est plus exagéré en amour ou en haine il perd toute sa valeur.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

23 octobre 1847.

J'ai su avant-hier la mort de Henri de Castellane. Lors même qu'il était encore à Néris, les médecins annonçaient l'impossibilité de la guérison. Sa femme va être très malheureuse. Elle l'aimait tendrement, et lui, était plein d'affection et d'égards pour elle. Il s'était toujours montré à vous par ses bons côtés. Je demeure frappé et ému en me rappelant ce qu'il était il n'y a pas quatre mois : une activité passionnée, un présomptueux sentiment de lui-même, des espérances ambitieuses et ardentes, enfin l'exubérance de la vie, et à trente-trois ans tout cela fauché par la mort.

A l'âge où je suis, ces coups frappés à l'entour de moi ont une grande action et m'entretiennent dans un ordre de pensées qui me laissent peu d'intérêt à

toutes choses ou du moins peu d'activité à y prendre part.

En ce moment ma préoccupation politique est portée sur la pauvre Suisse. Jamais je ne me suis senti plus d'indignation pour ces passions démocratiques ennemies de toute justice et de toute liberté et qui bouleversent ce malheureux pays pour satisfaire leur rage envieuse et leur ambition tyrannique. Dieu veuille que cette guerre civile leur soit prochainement funeste.

Voilà en Espagne M. Bulwer et lord Palmerston qui ont perdu la revanche, du moins pour quelque temps. L'Italie est moins inquiétante.

DU DUC DE BROGLIE.

Londres, 30 octobre 1847.

Pendant que vous en prenez à votre aise, mon cher ami, et que vous vous reposez dans un bon fauteuil, en spectateur des choses humaines, nous sommes ici dans une crise qui finira tôt ou tard, mais qui finira plutôt tard que tôt. Rarement l'Angleterre n'a eu tant d'embarras sur les bras; la disette va recommencer en Irlande, non point par la faute du temps, car il a été admirable, et le bon Dieu, comme disait M. de Villèle, a fait son devoir, mais par la faute des hommes; il n'y a pas eu un cinquième du territoire ordinaire semé en pommes de terre; il n'y aura pas le cinquième de récolte; les paysans n'ayant rien, les propriétaires n'ont pas davantage, mais la loi nouvelle les oblige, dans chaque district, à entretenir leurs pauvres; autant vaudrait obliger les pauvres à

les entretenir. Il faudra que le gouvernement anglais mette encore une fois la main à sa bourse; mais le Parlement sera fort récalcitrant, n'ayant été payé jusqu'à ce jour qu'en injures et en ingratitude. Les demandes tomberont mal d'ailleurs; les embarras financiers sont énormes, le commerce est aux abois : on est obligé de suspendre la loi qui défend à la banque d'émettre des billets hors des conditions de sa constitution. Une pareille situation ne s'était pas vue depuis 1825. Toutes ces questions vont être portées, dans trois semaines, devant un Parlement nouveau dans lequel se trouvent deux cent cinquante membres inconnus et où l'on rencontrera pour la première fois un parti radical organisé et nombreux. Joignez à cela l'état général de l'Europe et vous vous ferez quelque idée du degré d'intérêt des questions qui vont s'agiter.

Je compte rester ici pendant toute cette première partie de la session qui durera jusqu'à Noël, et me trouver à Paris pour l'ouverture des Chambres où commenceront d'autres débats. Si les événements politiques se soutiennent, la position politique de M. Guizot sera bonne, et il semble, en général, que l'état des esprits s'améliore. Il y avait une telle disproportion entre le mécontentement et le sujet de mécontentement, entre la peur et l'occasion d'avoir peur, qu'il était impossible qu'un peu de réaction ne se fît pas sentir aux approches de la session. Si nous avions sur les bras la centième partie des affaires que le gouvernement anglais a en ce moment, que deviendrions-nous avec la funeste habitude de tout s'exagérer et de perdre la tête à la première difficulté? J'espère que nous profiterions de l'exemple que nous donne le gouvernement anglais qui, sans être bien

fort ni bien habile, est de sang-froid dans le danger et ne s'exaspère pas à tout propos.

DU DUC PASQUIER.

Paris, 1er novembre 1847.

Cher collègue et ancien ami, votre lettre m'a trouvé lorsque je pensais précisément à ces quelques pages que vous trouviez bon que j'ajoute à la publication de l'ouvrage sur *Étienne Pasquier* dont M. Giraud a bien voulu être l'éditeur. J'y ai, malheureusement, pensé beaucoup trop tard, et n'ai pas, à présent, le loisir de méditer suffisamment un si grave sujet. J'ai cependant broché un morceau (1) dont je ne suis que médiocrement content et sur lequel je lutte contre M. Giraud qui le veut absolument imprimer, ce à quoi je résiste encore.

Comme il est déjà assez amplement traité de la vie pleine et studieuse des érudits et des bons travailleurs de ce temps, je me suis jeté principalement sur le caractère de leur conduite et de leur vie politique à cette époque si pénible, si douloureuse de notre histoire ; il m'a semblé que cela m'allait assez bien, à moi qui, comme Pasquier, ai vécu sous sept règnes, et qui ai vu tant de terribles scènes où mon attitude a été fort semblable à la sienne. Je regrette que vous ne soyez pas ici, je vous aurais tant consulté !

Que pourrais-je vous dire des événements présents au dedans et au dehors? vous les voyez et vous les

(1) Voir l'avant-propos placé par M. le duc Pasquier en tète de *L'interprétation des Institutes*... C. B.

jugez sûrement comme moi. Au dedans, l'horizon paraît se rasseoir un peu, mais, au dehors, l'Italie et la Suisse sont toujours bien brûlantes. L'heure des combats sonne pour la Suisse; de quel côté sera le premier succès?... Cela m'inquiète beaucoup, car, s'il n'était pas pour l'armée de la Diète, la Confédération de Berne serait bientôt dissoute.

Croyez-moi et revenez-nous au commencement de décembre. A cette époque il y aura bien à regarder, à entendre et à causer.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 4 novembre 1847.

L'Italie va mal. En Toscane, il n'y a vraiment plus de gouvernement. L'Autriche jusqu'ici se montre prudente, presque poltronne. A Rome il n'y a pas assez d'énergie, tout cela peut devenir bien embrouillé. Là, comme en Suisse, si les puissances avaient pu s'entendre, le mal n'irait pas loin. Mais lord Palmerston est le bâton dans la roue. Cela devient d'une grande évidence même en Angleterre.

Et le Parlement, quelle mine prendra-t-il? Nul ne le sait. Quatre minorités en présence. Le duc de Broglie a des objets d'observation et d'étude curieux. Il fait son ambassade admirablement. On est bien content de lui ici, et à Londres tous, Palmerston compris, sont en grand respect devant lui. Le corps diplomatique l'écoute et le vénère. Dietrichstein (1) est à

(1) Le comte de Dietrichstein, ambassadeur d'Autriche.
C.B.

lui tout à fait. Bunsen (1) presque, et Brunow un peu. Nous sommes indignés de la conduite de l'Angleterre en Grèce et nous le disons hautement, voire même M. de Nesselrode à M. Mercier (2).

La reine Isabelle a écrit à sa sœur une lettre des plus tendre et des plus pressante pour la conjurer d'arriver, elle et son mari, au plus tôt à Madrid. La duchesse de Montpensier refuse. Très bonne conduite. Les Normanby sont ici, ils ne veulent pas ouvrir leur maison. Ils iront peut-être en Angleterre, lui pour prendre son siège dans le nouveau Parlement. Voilà bien une gazette. J'aime vos observations sur ce qui se passe dans le monde. Je vous offre des matières.

M. Guizot est bien occupé, et utilement à ce qu'il croit, je veux bien le croire aussi, à condition qu'il ne me le prouve pas. Je ne suis pas propre aux détails d'intérieur. Ils m'ennuient profondément.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 16 novembre 1847.

Ne trouvez-vous pas que la vie se retire de tous les gouvernements de l'Europe? Ils laissent écraser ces cantons primitifs de la Suisse, que leur droit, leur indépendance consacrée et garantie par le traité de Vienne, rendaient si faciles à défendre, sans faire marcher nos soldats! Ils restent immobiles et cons-

(1) Le D[r] Bunsen, ministre plénipotentiaire de Prusse. C. B.

(2) Second secrétaire de l'ambassade de France en Russie faisant fonctions de chargé d'affaires, à ce moment. C. B.

ternés en présence du radicalisme s'essayant pour la première fois, et tout ensemble, au gouvernement et à la guerre, faisant des emprunts chez des voisins, échangeant des notes avec eux et se faisant admettre dans la communion des États civilisés. Ici nous avons fait comme de coutume et je ne parle pas seulement de M. Guizot, nous nous sommes croisé les bras et nous avons laissé l'Angleterre nous devancer à Berne par l'offre de sa médiation. Ces malheureux cantons seront écrasés, et quand des flots d'un sang généreux auront coulé, quand la Suisse aura été bouleversée, on se demandera s'il n'y aurait pas quelque chose à faire, sans le trouver. Quant à l'Italie dont vous me parliez, avez-vous lu l'éloge de O'Connell par le Père Ventura, prononcé à Rome et imprimé avec l'approbation de la censure? En finissant cette lecture, on se dit que la face du monde est changée; elle l'est, ne fût-ce que par cette seule parole : « L'alliance du » trône et de l'autel était un mensonge, l'alliance na- » turelle, véritable, est celle de la religion et de la li- » berté, de la démocratie et du catholicisme. » Le signal est donné, nos prêtres, pour la plupart, vont parler en tribuns; nous verrons si le catholicisme peut vivre d'examen, se passer d'autorité, et si ces nouvelles doctrines, acceptées par le successeur de saint Pierre, n'entraîneront pas au moins le sacrifice de sa puissance temporelle. Telles sont mes pensées solitaires et que je n'échange avec personne qu'avec vous. Peut-être ne résisteraient-elles pas aux premières communications que j'aurais avec les hommes bien informés.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 20 novembre 1847.

Je crois convenable de ne pas arriver précisément à la veille de la session. Je dois ne pas me montrer indifférent aux choses publiques, d'autant que je ne le suis point. La situation est grave. La guerre est commencée en Suisse. C'est la grande préoccupation du moment. Les uns imputent au ministère la sympathie qu'il a témoignée au *Sonderbund* (1). Les autres lui reprochent l'impuissance et l'inaction de cette sympathie. Jusqu'ici lord Palmerston a été le grand empêchement à toute détermination commune; il a encouragé les radicaux, croyant que cela n'amènerait point à la guerre civile. Maintenant reviendra-t-il sur ses pas? Voudra-t-il se tenir à part sans entrer dans le concert des quatre puissances continentales, résolues à agir sans lui, du moins on le croit? C'est ce que nous saurons dans peu de jours. La réponse de la Prusse ne s'est point fait attendre. On doit avoir depuis deux jours la réponse de l'Autriche; dans une semaine, on saura la détermination de la Russie; en attendant on se bat et Fribourg est pris. On ne pense pas que la session du Parlement d'Angleterre détermine un changement de cabinet. L'administration

(1) Devant les violences dont ils étaient menacés de la part des radicaux, les sept cantons catholiques de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden, Zug, Fribourg et du Valais avaient pris l'engagement, le 11 décembre 1845, de se porter mutuellement secours aussitôt que l'un d'entre eux serait attaqué dans son territoire ou dans ses droits de souveraineté. Ce pacte se nommait le *Sonderbund*. C. B.

actuelle aura de grands embarras, une majorité hasardée, une position sans force, mais elle vivra parce qu'aucune autre ne viendrait mieux à bout des difficultés. Ainsi il est probable que l'Angleterre ne nous aidera en rien, ne se concertera avec nous en nulle occasion et cherchera au contraire à nous être nuisible sans pourtant aller jusqu'à une rupture. La politique européenne sera donc flottante et incertaine; les gouvernements auront de moins en moins un aspect respectable, les opinions et les espérances anarchiques seront de plus en plus injurieuses et menaçantes. Le danger peut ne pas être imminent; mais aucune sécurité n'est permise. Il y a soixante ans que je répète ce refrain; Dieu sait s'il vous sera permis de voir une époque où le monde civilisé aura pris son équilibre.

Je croyais vous avoir écrit après avoir reçu le triste numéro du journal qui dans la même page racontait la mort de M. Bresson (1) et la terrible scène qui a signalé la démence de M. Mortier (2). Vous savez quels ont été depuis douze ans mes excellents rapports avec M. Bresson. J'estimais son caractère et son mérite, il était à peu près le seul de notre diplomatie qui avait eu l'occasion de montrer une capacité vraiment active et d'arriver à des résultats positifs, tandis que nous autres n'avions pas mérité d'autre louange que d'être prudents, sages et plus ou moins bons observateurs.

(1) M. Bresson venait de s'ouvrir la gorge à Naples. C. B.

(2) Le comte Hector Mortier, pair de France, ambassadeur en Sardaigne, pris d'un accès de folie, s'était enfermé dans une chambre d'hôtel avec ses deux enfants menaçant de les tuer et de se tuer après. On finit par pouvoir s'en emparer et le conduire dans une maison de santé. C. B.

La maladie a eu la principale part dans ce suicide. Il avait des impressions vives, mais il connaissait son caractère et savait toujours le contrôler et le dompter. Il s'était mis à souhaiter passionnément l'ambassade d'Angleterre et s'obstinait à ne point comprendre que ce poste était impossible pour lui ; mais il se résignait et avait demandé Naples. Nous nous sommes entretenus avec quelque confiance de sa situation, et il me paraissait conserver assez de sang-froid. On m'a écrit que son irritation était venue de ce qu'on ne lui laissait aucune espérance pour l'avenir. En même temps sa disposition nerveuse s'aggravait. De Rome il a écrit pour redemander l'Espagne. N'avoir été pour rien dans une révolution qu'il n'avait pas crue si prochaine était aussi un motif de chagrin et d'excitation. Son valet de chambre sans en rien dire avait soustrait ses pistolets. De moment en moment il devenait plus agité et moins maître de lui, le matin même il avait parlé de se jeter à l'eau. Ce malheur a fort ému tous ceux qui l'avaient connu et même le public. Quant à M. Mortier, il était fou depuis longtemps. Sa femme par affection, M. Guizot par ménagement ne voulaient pas le reconnaître pour tel officiellement. Madame Mortier s'était enfuie de Bruges quinze jours auparavant après avoir été poursuivie dans toute la maison, menacée par lui, un rasoir à la main ; cela a fini par cette épouvantable scène.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 27 novembre 1847.

Je me suis donné une tâche d'écriture et non plus de lecture. J'écris d'après mes vieux souvenirs et

quelques notes ou correspondances, mes voyages et mon séjour en Allemagne et en Pologne pendant la guerre de 1806 et 1807. Le volume de M. Thiers est tellement officiel, ressemble tellement à une réimpression du *Moniteur*, compasse si bien la stratégie comme une partie d'échecs où tout est prévu qu'il m'a poussé à raconter ce que j'avais vu et observé !

En fait d'histoire, il est difficile en ce moment de ne pas être plus éloigné du présent que du passé. Le roi de Sardaigne vient de prendre son parti avec courage et habileté. C'est un grand secours apporté à la bonne cause libérale, mais la Toscane roule de concession en concession et n'a plus ainsi dire de gouvernement. Le pape a grand'peine à régler le cours du torrent auquel il a ouvert les écluses. Je ne sais pas bien si l'on espère voir prochainement le roi de Naples imiter le roi Charles-Albert.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 1er décembre 1847.

Nous voici seuls, réglant nos petites affaires rurales et domestiques, donnant nos instructions. Une fois arrivé à Paris j'aurai d'autres pensées, ou plutôt je serai préoccupé sans distraction de tout ce qui inquiète et afflige tous les hommes de bien qui ont un peu de sens. Les journaux et les banquets n'ont pas sans doute enfiévré la généralité des esprits; mais les opinions les plus contraires à l'ordre social ont repris le verbe haut. Entre les radicaux et le gouvernement, ce n'est pas une lutte renfermée dans l'enceinte de la

Charte, il s'agit d'une révolution. Nous avons eu constamment depuis 1830 une anarchie morale. Aujourd'hui, nous revenons à quinze ans en arrière. On ne se bat pas encore dans les rues, mais sauf les coups de fusil, nous sommes en guerre civile comme la Suisse; c'est ce qui rend si grave la question de médiation et d'intervention. Nous avons à vaincre nos révolutionnaires encore plus que les révolutionnaires bernois et vaudois. Nous ne pouvons reculer ni même temporiser beaucoup.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 9 décembre 1847.

Mon cher ami, nous sommes arrivés avant-hier au soir.

Je n'ai pas vu encore beaucoup de personnes et mes conversations ont été sommaires. La Suisse est le sujet unique de toutes les pensées, de tous les entretiens; c'est une affaire qui a évidemment mal tourné. La crainte d'être en opposition directe avec l'Angleterre a retardé la décision de M. Guizot. Le roi était encore plus éloigné de l'idée d'une intervention. Je crois que l'Autriche et la Prusse voulaient aussi que rien ne se fît sans un assentiment commun. On n'obtenait point de Pétersbourg des réponses promptes. De tout cela est résulté que lord Palmerston s'est joué de tous. Sans refuser positivement, il a fait traîner la négociation; il a chicané sur des rédactions; il a créé des malentendus et des méfiances entre les négociateurs; il a beaucoup menti. Pendant ce temps-là, il poussait avec instance et activité le commencement

des hostilités et faisait dire aux radicaux d'en finir avant que les puissances fussent décidées. Il serait bien long de vous raconter toute sa conduite dans cette affaire. Il a aussi trompé les radicaux qui ne s'attendaient nullement à lui voir signer le protocole (1). Hier encore, on croyait pourtant que des conférences s'ouvriraient, et que si l'Angleterre s'en retirait ce serait après le refus de la Diète d'obtempérer aux propositions des puissances. On attend encore une dernière réponse de la Russie et la nomination de son plénipotentiaire.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 16 décembre 1847.

La session dont l'ouverture est si proche continue à préoccuper tout le monde. Les ministres que j'ai vus, et surtout M. Duchâtel, ont bon courage et un optimisme étonnant. Si vous voulez savoir comment lui et ses collègues expliquent cette intrépidité d'espérance, lisez la chronique de la *Revue* d'hier. C'est une conversation de ministre. Hormis M. Passy, qui montre la même quiétude, je n'ai encore trouvé personne qui ne soit triste et effrayé. Le parti conservateur semble à la débandade. On rencontre chaque jour des gens qui préparent leur défection ou ménagent une transition. Autour de M. de Girardin, vingt ou vingt-cinq

(1) Lord Palmerston avait fini par promettre de se joindre aux autres puissances pour proposer la médiation. Des notes de rédaction identique devaient être remises au Gouvernement fédéral par les ambassadeurs. C. B.

députés veulent aussi ouvertement que la gauche la chute de M. Guizot. M. de Morny et M. de La Valette ne sont pas sûrs. Pour commencer il se forme une intrigue qui porterait M. Dupin à la présidence au lieu de M. Sauzet. Cette nomination serait le signal de la retraite pour le cabinet. S'il parvient à l'empêcher, je crois qu'il pourra soutenir la discussion de l'adresse, malgré la clameur universelle qui s'élève contre la conduite de l'affaire de Suisse, clameur exagérée, ignorante et irréfléchie.

Tout ce que disent les journaux sur ma nomination à Naples ou à Londres n'a aucun fondement. Nos relations avec la Russie n'ont encore nullement varié ni dans le fond ni dans les formes.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 20 décembre 1847.

M. de Broglie sera ici dans huit jours. Il a beaucoup d'humeur et de mécontentement des procédés de lord Palmerston (1). Les relations personnelles sont très convenables; mais la mauvaise foi a été inconcevable et cynique. Personne ne devine encore quel sera le cours des affaires suisses.

L'Angleterre fera-t-elle, fait-elle encore partie de la

(1) Malgré l'écrasement du *Sonderbund*, les représentants de la France, de l'Autriche, et de la Prusse remirent, le 30 novembre, la note de médiation aux deux parties. Le gouvernement anglais ne suivit pas leur exemple. Il déclara que du moment où la lutte était terminée, il n'y avait plus lieu à médiation. C. B.

conférence? Quelles seront l'action et le langage de cette conférence? Se bornera-t-elle à des conseils? Ira-t-elle jusqu'aux protestations? Menacera-t-elle d'une intervention armée, que repousse l'opinion universelle en France et même en Europe? Permettra-t-elle la revision d'un pacte fédéral garanti par des traités et condition essentielle de la neutralité? Je suppose qu'on traînera tout en longueur, qu'on spéculera sur l'espérance que l'oppression exercée par les vainqueurs pourra exciter des mécontentements et des réactions, que la discussion du pacte amènera des discussions entre Berne qui tend à l'unité et les autres cantons qui la redoutent, et qu'ainsi la conférence trouvera en Suisse une opinion dont elle se fera l'auxiliaire. Jusqu'ici l'intervention n'a été ni demandée, ni souhaitée nettement par aucun parti. Le *Sonderbund* se faisait illusion sur ses forces et croyait, sinon vaincre, du moins résister pendant quelque temps, et à l'heure qu'il est, je ne vois pas que les Suisses implorent les armes étrangères.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 22 décembre 1847.

Ici le drame parlementaire commence à rejeter dans l'ombre les drames judiciaires. Les inquiétudes sur le sort du cabinet diminuent. En articulant ce que le plus simple bon sens indiquait, en appelant l'élection du président une question de cabinet, on a rallié le parti conservateur, et les ministres espèrent une majorité de cinquante voix : ce dont je ne voudrais pas répondre. La discussion sur les affaires de Suisse

sera je pense, moins périlleuse qu'on ne pouvait le supposer. Le gouvernement démontrera sans doute qu'il ne pouvait raisonnablement tenir une autre conduite. Elle ne l'a amené à aucun bon résultat, cela est vrai; le meilleur de tous les arguments, le succès lui manque. Mais intervenir aurait eu de bien plus grands inconvénients et aurait suscité une improbation universelle; et se prononcer formellement contre l'intervention eût été un appui prêté au radicalisme. Tel sera à peu près le thème de M. Guizot, et en même temps les pièces publiées prouveront beaucoup de prévoyance et de fermeté. Il y a pourtant eu erreur sur la force de résistance qu'aurait le *Sonderbund.*

En somme, la victoire du ministère, s'il l'obtient, ne sera ni triomphante, ni complète, et sa situation restera mauvaise. Le parti conservateur le soutiendra, mais avec une mollesse chagrine, avec plus de crainte de l'opposition que de confiance pour le cabinet. Peut-être dans un mois vous dirai-je autrement; pour aujourd'hui, c'est ainsi que je vois.

Paris, 27 décembre 1847.

La session sera ouverte demain. Le roi a eu de la grippe et une extinction de voix. Il s'est un peu ménagé et pourra prononcer son discours. Le ministère a bonne espérance. L'opposition est assurément plus haineuse que jamais. Elle réunit des opinions diverses dans ce sentiment commun. M. Thiers, sans avouer ce qui se dit dans les banquets, ne montre aucun regret de l'agitation qu'ils ont produite dans les esprits. Le plus actif des ennemis du ministère c'est M. de Girardin; il tente chaque jour quelque

nouvelle intrigue, mais ne réussit guère, dit-on, à débaucher des conservateurs, et l'opposition ne veut point de lui. Toutefois, son journal (1) a fait et fait encore beaucoup de mal, et l'on ne peut se dissimuler que l'agitation des esprits a presque pour unique cause l'action des journalistes.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 30 décembre 1847.

Pour aujourd'hui le cabinet est en grand triomphe, le scrutin de la présidence a passé ses espérances (2). Le parti conservateur n'a rien perdu depuis la dernière session et revient plus animé par les banquets et les menaces révolutionnaires ; le discours du trône a obtenu une approbation générale, pour l'instant le dernier paragraphe (3) est le seul dont on soit préoccupé. Il n'est plus question de Suisse, d'Italie, ni même de nos relations avec l'Angleterre. L'opposition, et spécialement l'opposition de M. Thiers, avait voulu faire peur au roi et le faire renoncer à M. Guizot par voie d'intimidation. Aussi l'indignation et la colère contre l'audace avec laquelle le ministère porte le combat précisément sur ce point, en jetant le gant sur le

(1) *La Presse*. C. B.

(2) M. Sauzet avait été nommé président par 207 voix contre 105 à M. Odilon-Barrot. C. B.

(3) Le paragraphe par lequel le roi avait entendu répondre à la campagne des banquets, et qui contenait ces mots : « Au milieu de l'agitation que fomentent des passions ennemies ou aveugles »... C. B.

champ de bataille des banquets, sont à leur comble. Si cette disposition persiste, les discussions seront orageuses : et pourtant les opposants du centre gauche ne sont nullement décidés à avouer les républicains, révolutionnaires, radicaux ou communistes avec qui ils ont dîné. Leur espérance était de se présenter comme bien mieux placés qu'un ministère impopulaire pour combattre ou arrêter le cours des opinions menaçantes. Nous verrons dans dix jours cette bataille.

Revenons à la Suisse qui certes ne sera pas oubliée et qui reviendra dans la discussion. Je me suis beaucoup occupé de cette affaire depuis mon arrivée. J'ai lu des correspondances, des pièces, des mémoires. Il m'en est resté l'idée que M. Guizot s'est beaucoup moins engagé dans la protection du *Sonderbund* qu'on ne l'a cru généralement; qu'il n'a jamais été question d'une intervention actuelle ou prochaine à main armée; que l'Autriche et la Prusse ont été de plus en plus timides à proposer des moyens décisifs; que le *Sonderbund* ne voulait point avoir l'étranger pour auxiliaire et qu'aucune opinion en Suisse même aujourd'hui ne désire l'intervention; que l'illusion a surtout consisté à croire que la Diète tarderait à agir; que nous n'avons pas été les seuls à croire indispensable d'obtenir l'assentiment de l'Angleterre, que lord Palmerston a chicané sur des rédactions pour gagner du temps et décider pendant ce délai la Diète à agir vigoureusement. Voilà, selon moi, l'histoire du passé. Maintenant on va accepter pour faits accomplis les victoires de la Diète, et l'on se bornera à s'occuper pour l'avenir de préserver la souveraineté des cantons et d'empêcher la formation

d'un gouvernement unitaire. C'est réellement la seule question dont l'Europe ait le droit positif de se mêler. Il n'y aura ni congrès, ni conférence. Une déclaration signée de la France, de l'Autriche et de la Prusse, peut-être de la Russie, avertira la Suisse de l'opinion des puissances et lui rappellera les traités. Comme les radicaux ne sont point d'accord sur la revision du pacte ni sur la tendance unitaire, ainsi qu'ils le sont sur les questions religieuses ; comme la tradition et le patriotisme suisses sont attachés à la souveraineté nationale, on peut espérer que le mouvement révolutionnaire sera comprimé en ce qui touche le principe constitutif de la confédération. Sir Strafford Canning (1) fait tous ses efforts pour que la Diète, par la seule influence de l'Angleterre et sans attendre aucune manifestation des autres puissances, devienne sage et prudente. Il est douteux que son action soit très efficace. Toujours est-il qu'une portion nombreuse des radicaux est aujourd'hui très mécontente de la Diète et rêve de nouveaux coups d'État populaires.

Dans une autre conjoncture, l'arrivée à Paris de M. de Colloredo et de M. de Radowitz (2), la confiance déférente qu'ils ont mission de témoigner à M. Guizot ; cette bonne entente entre l'Autriche, la Prusse et la France, malgré l'Angleterre, serait une grande

(1) L'ambassadeur d'Angleterre en Suisse. C. B.

(2) Plénipotentiaires désignés par l'Autriche et par la Prusse pour les représenter dans la conférence projetée, et à laquelle on renonçait sur l'avis de M. Guizot. Ils n'en étaient pas moins envoyés à Paris pour s'entendre avec lui sur les mesures à prendre en commun vis-à-vis de la Suisse. C. B.

chose. Elle est fort remarquée dans la sphère diplomatique. Le public n'y prend pas garde. C'est que la situation est grave; c'est que le radicalisme possédant la Suisse, agitant l'Italie, retentissant en France, prêt à commencer une vaste lutte avec l'ordre social, est, un ennemi contre lequel les congrès et les protocoles ne semblent pas suffisants. Pourtant ce succès vaut son prix et on pourra en juger mieux, si la politique intérieure se calme.

Nos rapports avec l'Angleterre ne sont pas meilleurs. Le triomphe de lord Palmerston dans l'affaire de Suisse a paru aux Anglais une bonne revanche des mariages espagnols et lui a donné une popularité dont il manquait. Toutefois la scission avec l'Autriche et de la Prusse est un sujet de regrets.

DE M. GUIZOT.

Paris, 1er janvier 1848.

On me dit que vous êtes rédacteur de l'adresse. Je tiens beaucoup à vous voir le plus tôt possible et à causer avec vous. Il importe extrêmement que les deux adresses nous soutiennent bien dans la lutte que nous soutenons.

Abd-el-Kader est pris. Il s'est rendu à la cavalerie du général de Lamoricière. Il vient d'arriver à Toulon, conduit, avec sa suite, par un aide de camp du duc d'Aumale.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 10 janvier 1848.

Lord Palmerston continue à exciter et à aider de son mieux le radicalisme de la Suisse et de l'Italie. En cela, il n'est pas l'organe de l'opinion anglaise ; la reine et l'aristocratie ont quelque chagrin de s'isoler ainsi des grandes puissances du continent et de se faire patrons d'une telle cause. Le nouveau Parlement semble ne prendre nul souci de la politique extérieure ; il ne reproduit plus l'ancienne classification des partis ; il comprend une forte proportion de gens d'affaires, de spéculateurs, d'actionnaires. Les radicaux y sont nombreux ; mais en Angleterre c'est une secte économiste qui n'a rien de politique ni de révolutionnaire. Le cabinet subsiste parce que sir Robert Peel le tolère et le protège. Demain, s'il le voulait, il reprendrait le pouvoir au contentement de toute l'Angleterre. On le consulte sur tout, chacun a les yeux sur lui. Son intérêt aux affaires est le même. Il s'en occupe autant qu'à aucune époque de sa vie, mais il ne veut pas du ministère. La disposition générale, quant à nous, n'est pas sans malveillance, mais n'a point d'hostilité. Tout ce qui conduirait à une rupture serait repoussé bien loin par le Parlement et même par le cabinet. En même temps toute licence est laissée à lord Palmerston pour nous jouer de mauvais tours ou nous faire des impertinences. Le duc de Broglie va rester ici jusqu'au mois de mai, puis il retournera passer six semaines en Angleterre et son ambassade sera finie. Telle est son intention.

On ne s'explique pas à ce sujet avec lui, afin que ce ne soit pas chose décidée et certaine.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 11 janvier 1848.

L'intérêt que je prends aux affaires publiques me donne plus de tristesse que d'activité. Nous avons commencé hier la discussion de l'adresse. Vous lirez la séance. Que M. d'Alton ait pris la Chambre des pairs pour un banquet, cela n'a pas une autre signification que tant d'autres symptômes d'anarchie morale. Le discours de M. Mesnard (1) est un signe plus grave, d'autant qu'il représente la disposition de beaucoup de députés. C'est le présage d'un nouveau tiers-parti composé d'hommes à qui manque le courage de résistance, et qui croient arrêter le flot révolutionnaire en faisant des concessions. Les ministres sont bien convaincus du contraire. Cette division du parti conservateur est le danger actuel. Je le crois menaçant. La discussion va durer jusqu'à samedi. Nous allons avoir vraisemblablement le scandale de l'affaire Petit (2). C'est depuis quelques jours

(1) Après avoir, depuis 1830, occupé la fonction d'avocat général, puis de procureur général auprès de diverses cours, M. Mesnard avait été nommé conseiller à la Cour de cassation en 1841 et créé pair de France en 1845. C. B.

(2) M. Petit, ex receveur des finances à Corbeil, était en procès avec sa femme, à laquelle il reprochait des relations coupables avec M. Bertin de Vaux, pair de France et l'un des propriétaires des *Débats*. Accusé à son tour d'avoir obtenu sa recette particulière, grâce à la protection de

le sujet de toutes les conversations. Les places de finances obtenues au moyen de démissions achetées, sont, comme vous pouvez savoir, un abus toléré de tout temps et sous tous les ministères. Dans cet exemple particulier, l'intervention active de M. Génie, le nom de M. Guizot prononcé, voilà ce qui est fâcheux et même grave. Il n'y est pour rien; mais les badauds et les ennemis ne feront pas les distinctions qui sont évidentes. Nous sommes dans un moment dégoûtant et menaçant.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 20 janvier 1848.

Pendant quinze jours, l'adresse m'a fort absorbé, non pas que la tâche d'écrire trois pages prenne beaucoup de temps, mais se mettre en complet accord avec la commission, puis assister exactement à toute la discussion, c'est plus qu'assez pour prendre toutes les journées. Je suppose que vous lirez avec grand intérêt nos débats qui ne se sont terminés qu'avant-hier. Ils ont commencé par être assez vilainement

l'homme qu'il présentait comme l'amant de sa femme, M. Petit, sans nier l'entremise de M. Bertin, exposa qu'il n'avait été nommé, qu'après avoir procuré au gouvernement, qui en avait besoin pour acquitter certaines promesses, la démission de plusieurs membres de la Cour des Comptes, dédommagés par lui à prix d'argent. Ces marchés avaient été négociés, en 1841 et 1844, dans le cabinet de M. Génie, chef du secrétariat particulier de M. Guizot (*Histoire de la Monarchie de juillet* par Paul Thureau Dangin, tome VII, p. 355).

scandaleux, mais au total ils ont fortement éclairé toutes les questions de politique extérieure et entamé nettement la lutte avec le parti radical et révolutionnaire. M. de Montalembert a remporté dans la Chambre et dans le public le plus immense succès (1). M. de Broglie a fait une de ces expositions complètes, suivies, démonstratives où il excelle (2). M. Guizot a eu son talent accoutumé et a été heureux en production de pièces. Toutefois la situation reste très grave et inquiétante. Les haines de l'opposition sont portées à un degré de fureur qui ne laisse pas que d'intimider un certain nombre de conservateurs. Ceux qui l'année dernière cachaient leur mécontentement ou leurs exigences sous le nom de progressistes se montrent maintenant en ennemis déclarés. En même temps l'opinion populaire est malveillante. Le commerce et l'industrie sont en souffrance. Aujourd'hui commence la bataille à la Chambre des députés. Elle sera animée et orageuse. On débute par cette malheureuse affaire Petit. Les efforts seront grands pour que l'affront soit tel que le ministère en soit renversé ou du moins ébranlé. A mettre tout au moins mal, la majorité sera sensiblement moins forte que précédemment. Quant à l'adresse on l'adoptera après quinze jours de violents débats. Plus tard viendra la question dangereuse, celle où les conservateurs sont eux-mêmes fort divisés : les incompatibilités. Il faudra vraisemblablement promettre cette réforme

(1) Discours du 14 janvier sur les événements de Suisse. C. B.

(2) Discours du 13 janvier sur notre politique en Suisse. C. B.

pour la session qui précédera la fin de cette Chambre. Cette situation intérieure de la France est vraiment à déplorer, d'autant qu'elle annihile les avantages de notre situation extérieure. Cette confiance déférente que l'Autriche et la Prusse nous témoignent de plus en plus et qui nous laisse arbitres et à peu près maîtres de la conduite à tenir avec la Suisse et l'Italie; l'Angleterre isolée du continent par le fait de lord Palmerston que peut-être elle ne gardera point, ce qui serait un plus grand succès encore; la Russie essayant de complaire aux Anglais sans trop se séparer de l'Autriche : voilà où nous en sommes. Et nous n'en tirerons ni honneur ni profit si nous tombons dans une crise ministérielle d'où pourra sortir un terrible désordre de la France et de l'Europe. *La déclaration des trois puissances* est ou va être remise à la Diète. Il semble que cette grande démarche n'est destinée à produire aucun effet réel. Toutefois les manifestations des gouvernements européens et de l'opinion extérieure ne sont pas sans action sur la Diète et les radicaux. Ils sont un peu arrêtés et entravés. Sir Strafford Canning fait aussi de son mieux pour les modérer. Ce sera une longue histoire, qui ne fait que commencer.

On est bien inquiet de l'Italie, de Rome surtout, mais là aussi rien ne se fera que de concert entre la France et l'Autriche.

Paris, 30 janvier 1848.

Les discussions de la Chambre et les pièces qui ont été publiées auront modifié vos idées sur la situation de l'Europe. L'imminence du danger et la conduite

de lord Palmerston ont très réellement changé les relations de l'Autriche avec nous. L'Angleterre a pris sous son patronage la cause révolutionnaire ; quand bien même lord Palmerston serait contraint, ce qui est assez probable, par l'opinion universelle dans son propre pays, de changer sa politique ou de quitter le pouvoir, notre action sur l'Italie et la Suisse ne permettrait pas à l'Autriche de renoncer à se concerter avec nous. On attend une réponse de Pétersbourg, M. de Metternich a pensé que les intentions de l'empereur étaient suffisamment certaines pour mentionner dans la déclaration le concours de la Russie. Toutefois le désir de ménager lord Palmerston, la sympathie de haine qui sert de lien avec lui ne peuvent laisser supposer que ce concours soit bien cordial. L'Italie du Nord donne moins d'inquiétude. Le roi de Sardaigne et même le grand-duc de Toscane ont commencé à résister et ne sont plus à la dérive : la Lombardie est contenue. Mais que se passe-t-il en Sicile ? Et qu'adviendra-t-il de l'obstination du roi de Naples ?

La majorité est assurée au cabinet. Mais vous n'imaginez pas la passion de haine, la rage déchaînées contre M. Guizot. Vous en voyez les symptômes dans les scènes violentes qui se renouvellent sans cesse à la Chambre. L'opposition veut à force de clameurs et d'injures rendre impossible son maintien au pouvoir. Pour lui, il est calme, ferme et a bon courage ; ses collègues aussi. Ce qui m'afflige et m'inquiète, c'est même que la masse des indifférents, le gros du public, y compris celui des salons, est en mécontentement et en malveillance, disposition conforme à l'esprit frondeur de notre pays. La circonstance qui

aurait le plus d'influence serait un changement de ministère en Angleterre. Mais on ne peut spéculer sur une espérance si incertaine.

Les journaux ne donnent pas une suffisante idée du succès qu'a obtenu hier M. Guizot (1). Les hommes les plus vifs de l'opposition exprimaient hautement leur admiration, ce qui ne veut pas dire leur conviction.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 4 février 1848.

Je vous remercie, mon excellent et aimable ami, de votre lettre du 23 janvier et surtout de la façon détaillée et affectueuse dont vous parlez de ma fille. Conservez-lui votre intérêt ; relevez-la par votre présence, et qu'elle vous apparaisse toujours sous le double reflet de son oncle, de moi, de tout ce passé que vous avez aimé, dans lequel vous teniez une place que vous avez gardée dans mon cœur. Pauline me paraît, en effet, contente de madame B***, d'autant plus que, comme vous l'observez avec bonté, il lui faut plutôt une personne sûre, honnête, pieuse, convenable auprès de sa fille, et qui soit, jusqu'à un certain point, à la tête de son ménage, qu'une *institutrice* proprement dite. Je ne tiens pas beaucoup pour mon compte à rendre les femmes trop instruites. Le savoir n'a pas préservé les plus habiles de faire des folies, et les personnes bien douées n'en ont que

(1) Dans sa réponse du 29 janvier, au discours prononcé le même jour par M. de Lamartine sur l'Italie. C. B.

faire. Les natures inertes et médiocres n'en deviennent que plus déplaisantes et sont elles-mêmes embarrassées de ce qu'elles ont appris à grand'peine. Il y a une certaine culture de l'âme et de l'intelligence, qui tient à l'air qu'on respire, à l'entourage et aux dons naturels, qui est fort à apprécier, mais qui aussi, dans mes idées, suffit parfaitement. Le goût de l'occupation et la règle dans les habitudes de la vie, voilà ce qui, selon moi, est la base de l'éducation des femmes, et c'est déjà assez difficile à bien inculquer. Je suis moi-même si peu savante, et j'ai été si souvent bien plus gênée qu'aidée par le peu que je sais, que je n'attache peut-être pas assez de valeur à ce qui fait la gloire ou la prétention des mères actuelles. Grondez et éclairez-moi si j'ai tort. Je répondrai du reste à tous les reproches par ma fille qui, assurément, suffit à des épreuves rares, même dans les tristes et longs chapitres des infortunes humaines. Mais, en vérité, voilà un long traité dont vous n'avez que faire et qui a échappé, je ne sais comment, à ma plume. Et puis, vous le savez, les gens de province deviennent aisément bavards.

Il est un bavardage hostile dont je ne puis revenir, c'est celui si grossier, si barbare de la Chambre des députés. Je lis avec la plus grande attention, quoique avec le plus profond déplaisir, les journaux, et la satisfaction que la discussion de la Chambre des pairs à l'occasion de l'adresse m'avait donnée, a encore fait ressortir davantage à mes yeux les hideuses grossièretés des députés. Dieu veuille soutenir le cabinet dans cette lutte et conserver au roi force et santé! Vous ne sauriez croire comme, en Europe, la mort de Madame Adélaïde a ôté toute

sécurité sur le roi. C'est un bel hommage rendu involontairement à l'amour fraternel qui unissait Madame au roi!

Dites à M. Molé que je lui conserve bon souvenir quoiqu'il ait laissé sans réponse un petit mot fort affectueux que je lui ai fait parvenir il y a quelque temps par la comtesse de Hatzfeld, et que je sais qu'il a reçu. Je comprends que madame de Lieven soit dans une sorte de fièvre. Je me souviens d'un de ses accès trop fréquents d'ennui dans lequel elle demandait quelque grande dislocation, bouleversement, complication pour se désennuyer. Comme elle doit s'amuser en face de l'Europe de 1848! Même moi, si rouillée sur la politique, et qui ne l'ai, à aucune époque, aimée pour elle-même, je me prends à m'en préoccuper, à m'y intéresser, sans doute parce que je me prends aussi à m'inquiéter.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 10 février 1848.

Les affaires publiques deviennent de plus en plus menaçantes. L'Italie est en feu. La Sicile est maîtresse des conditions qu'elle fera au roi de Naples. Évidemment elle aura, sinon une souveraineté séparée, du moins une constitution et un gouvernement distinct. Les Anglais ont mis la main à cette insurrection qu'ils ont souhaitée et préparée. Les révolutions de la péninsule se renfermeront-elles dans les limites de chaque État? Le pape sera-t-il contraint à donner une constitution évidemment incompatible avec le caractère pontifical? Les Autrichiens se borneront-ils à

accumuler de soldats pour contenir la Lombardie? N'auront-ils pas recours à des interventions qui peuvent leur paraître indispensables pour leur défense? Telles sont les questions que chacun se fait, en attendant que l'événement vienne les résoudre. Notre influence en Italie est nulle. Le parti radical y règne et nous déteste, comme opposant un obstacle à l'unité italienne et aux constitutions démocratiques. Les libéraux modérés et sages sont sans force, sans programme, sans courage. Ils ne sont pas en état de braver l'impopularité et s'exaltent aussi de la fièvre anti-autrichienne. L'empereur de Russie n'a encore répondu ni oui ni non à la déclaration à laquelle M. de Metternich s'est dit autorisé à associer la Russie. La révolution de Sicile est un succès considérable pour lord Palmerston et rendra meilleure sa position qui commençait à être fort attaquée.

La majorité semble acquise dans la Chambre, mais une portion des conservateurs trouve cette situation bien tendue et voudrait croire qu'en cédant un peu sur les questions de réforme, on aurait plus de force ensuite pour se défendre. Le manque de courage et de fermeté cherche des prétextes dans l'indépendance ou le goût du progrès. Peut-être aujourd'hui le vote sur un amendement (1) témoignera-t-il de la vraie position du ministère et de ses chances de durée. Quoi qu'il en soit, ce n'est ni de talent, ni de courage qu'il manquera. Si l'opposition veut tenter les émeutes,

(1) L'amendement Desmousseaux de Givré, qui supprimait de l'adresse les mots de *passions ennemies* et d'*entraînements aveugles*, reproduits du discours du roi. Il fut rejeté par 228 voix contre 185. C. B.

on y pourvoira. N'est-ce pas un triste bulletin? Après quinze ans nous nous retrouvons au même point. Si les masses populaires sont moins agitées et moins faciles à émouvoir, le bon ordre et la raison ont perdu dans la sphère politique de puissants auxiliaires. L'ambition, l'envie et les rancunes ont divisé les hommes qui défendaient ensemble la même cause; peut-être est-ce un effet de la vieillesse où pendant cet intervalle je suis parvenu, mais j'ai moins bonne espérance qu'alors.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 12 février 1848.

L'amendement Sallandrouze (1) appartient à cette fraction de la Chambre composée de ceux qui voudraient un ministère moyen, c'est-à-dire M. Molé, M. Dufaure, M. de Rémusat, M. Billault, etc., et de ceux qui poussent le ministère à des concessions. On pense qu'il sera rejeté à la même majorité que l'amendement d'hier. Le banquet annoncé par M. Barrot et ses amis devait être une tentative d'émeute, ou du moins une énorme démonstration avec cortège de plusieurs milliers de gardes nationaux. Hier au soir les ministres croyaient que ce projet était abandonné ou du moins

(1) M. Sallandrouze proposait un paragraphe additionnel, qui, tout en maintenant le blâme émis contre les banquets, demandait au Gouvernement de prendre l'initiative de *réformes sages et modérées* et surtout *de la réforme parlementaire*. La Chambre repoussa cet amendement par 222 voix contre 189. C. B.

modifié ; il ne serait plus qu'un acte destiné à constater le refus d'autorisation et le point de départ d'une procédure devant les tribunaux. Ce serait un grand radoucissement. Je doute que tant de violence s'apaise tout à coup.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 20 février 1848.

Mon cher ami, je vous écrivais il y a dix jours, lorsque nous étions en suspens sur le vote de l'adresse, aujourd'hui je ferai partir ma lettre sans pouvoir vous apprendre l'issue du banquet, peut-être une dépêche télégraphique en donnera la nouvelle à Marseille avant le départ du paquebot. Je ne me souviens point d'avoir vu Paris dans une telle préoccupation d'inquiétude, je dirais presque de terreur. Depuis une semaine, il n'y a pas une autre conversation, pas une autre pensée, toutes les affaires sont suspendues ; le commerce en souffre beaucoup, un sentiment universel de tristesse, un mécontentement du présent, une méfiance de l'avenir s'emparent de tous les esprits. Retomber après quinze ans dans les émeutes, dans les conspirations révolutionnaires, dans la guerre des rues : voilà un sujet de deuil général. Les députés de l'opposition qui ont suscité cette agitation sont peut-être les plus effrayés. Ils ont pris pour auxiliaires les chefs de sociétés secrètes, les artisans de complots républicains et ne savent pas ce qui pourra advenir d'un rassemblement de beaucoup de milliers d'hommes. Ils font sincèrement leurs efforts pour que cette manifestation qu'ils ont voulue soit paisible, mais ils ne

sont pas les maîtres. Le gouvernement est assuré d'une répression facile de l'émeute si elle est agressive. Ce serait toutefois une triste victoire. Aux yeux de tout le public, et même de la plus grande partie des conservateurs, le sang aurait été versé pour maintenir non le gouvernement mais le ministère. On lui sait mauvais gré d'être si impopulaire. On le blâme du péril où il se trouve. Cette excitation est factice ; c'est aux journaux et à diverses intrigues qu'il faut l'attribuer ; elle met en question le pouvoir, car il n'aura plus nulle force lorsqu'un ministère se sera retiré devant les menaces de la sédition. Chacun le sait, mais il n'y a ni courage, ni affection, ni conviction et l'on aime mieux céder au flot que se donner la peine de résister. Ce qu'on espère de mieux pour la journée d'après-demain, c'est que la foule criera beaucoup : « La réforme ! A bas Guizot ! » sans autre désordre, ni violence. Les convives du banquet entrés dans la salle en contravention à la défense du préfet de police seront sommés de sortir par un commissaire de police qui dressera procès-verbal. C'est là ce qui est à peu près convenu entre les chefs du banquet et le ministère. Dieu veuille que tout se passe conformément à ce programme. Vous jugez de ce que pourra être la position du ministère après le drame. Quel que soit son dénouement, le parti conservateur restera timide et mou, il inclinera vers des concessions dangereuses, si elles sont considérables, puériles si elles sont peu signifiantes et qui ne calmeront en aucune façon les clameurs de l'opposition. Elle veut la majorité dans les élections et ne se contentera de rien, tant qu'elle ne l'aura point.

Si notre situation intérieure était mieux assise et plus calme, l'état de l'Europe loin de nous inquiéter nous donnerait des motifs de sécurité. L'Autriche ne veut pas et ne peut pas intervenir, du moins quant à présent. Lord Palmerston, malgré la protection qu'il accorde partout aux révolutionnaires, ne les poussera sans doute pas contre l'Autriche. Il n'est donc pas impossible que les États se débattent dans leurs réformes et constitutions sans sortir de leurs limites. Notre ami M. d'André (1) n'a point trop mauvaise espérance pour la charte piémontaise, mais les Piémontais qui sont à Paris ne s'en promettent rien de bon et ne croient pas que le juste-milieu puisse régner à Turin. A Rome le péril est plus grand. Comment un souverain pontife pourrait-il être soumis au mécanisme constitutionnel.

Vous me donnez d'assez mauvaises nouvelles de Grèce. M. Piscatory semble croire qu'elle tombera sous l'influence russe, et que c'est la moins mauvaise chance. La Russie s'est unie, à sa manière, aux trois puissances pour l'affaire suisse. Après mûre délibération, l'empereur a faussé compagnie à lord Palmerston; du moins pour cette occasion. Du reste rien n'est changé dans nos relations avec lui. Il traite fort bien M. Mercier et lui parle de M. Guizot en fort bons termes.

Je mène une vie très occupée. La Chambre des pairs et les commissions me prennent toute la matinée.

(1) Alors premier secrétaire d'ambassade à Turin. C. B.

DE M. DE BACOURT (1).

Turin, février 1848.

Je voudrais bien vous persuader, à vous-même, et persuader à Paris, que le Piémont est complètement changé de ce que vous l'avez connu. Ce gouvernement si régulier; cette administration si ordonnée, ce roi si hautain et si inabordable pour la foule; ce calme si complet qu'il ressemblait, dit-on, au calme des tombeaux, tout cela n'existe plus. L'agitation a plus d'autorité partout que celle des journaux plus ou moins radicaux et de la tourbe qui s'agite dans les cafés, dans les auberges, dans les rues. Enfin il ne reste plus du passé que la fausseté du roi, qui a perdu cette espèce d'auréole de prudence et de sagesse, à laquelle on s'était accoutumé à rendre hommage et qui lui valait, en Europe, une considération supérieure à celle que son rang lui aurait assignée sans cela. — Les hommes que vous avez connus raisonnables, modérés, corrigés presque par l'expérience des révolutions, ont tous ou à peu près perdu la tête; je ne parle pas seulement du marquis d'Azeglio, de M. de Salmour, de MM. de Cavour, mais même du comte César Balbo, du marquis Alfiéri : tous sont entraînés par le mouvement, et ceux d'entre eux qui ont encore le pouvoir de réfléchir, n'ont pas le courage d'arrêter les autres et d'affronter l'impopularité en disant qu'on court à sa perte. — Il n'y a pas moyen de raisonner

(1) M. de Bacourt venait d'être nommé ambassadeur en Sardaigne. C. B.

avec eux, et il faut les approuver complètement ou renoncer à leur faire entendre de sages conseils et par conséquent se retirer d'eux. Mon rôle ici est très difficile, car si je dis comme je le fais, que la France appuiera toutes les réformes légitimes qui ont été faites par le roi, mais qu'elle appuiera aussi le maintien des traités, seule base du maintien de la paix générale, on me répond que je parle de la France de M. Guizot, mais qu'il y a derrière lui, derrière notre gouvernement, derrière le roi, une France qui ne permettra pas qu'on écrase l'Italie, si elle tente de chasser les Autrichiens. Que voulez-vous que je réplique, surtout quand une affaire, comme celle du banquet du XIIe arrondissement, tient tous les esprits en suspens, et qu'on se flatte, chaque jour, d'apprendre la chute du ministère. Je tiens bon cependant, et je tiendrai bon jusqu'au bout, mais c'est un rôle qui n'est ni facile ni agréable. Tout ce que je désire seulement, c'est qu'on se rende bien compte à Paris, de la situation et qu'on n'attende pas de moi l'impossible.

Le ministre d'Angleterre (1) joue ici, dans la mesure de son esprit, le jeu de lord Palmerston; il pousse aux partis extrêmes, et c'est lui seul qu'on écoute de tous les membres du corps diplomatique. Il prend en main la défense des Lombards persécutés par l'Autriche, et accepte les ovations que les avocats radicaux de Turin lui décernent en l'honneur des notes diplomatiques adressées par lord Palmerston au prince de Metternich. Ne croyez pas que je m'exagère l'état des choses; je juge tout très froidement, très impartialement; et c'est pour cela que je vous affirme que

(1) L'Hon. Ralph Abercromby C. B.

nous sommes ici dans la première phase d'une révolution qui suivra son cours, comme toutes les révolutions que nous avons vues depuis soixante ans, à moins que quelque catastrophe, la guerre, l'occupation par exemple ne vienne l'arrêter.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 22 février 1848.

Mon cher ami, je fermerai cette lettre au Luxembourg, afin de vous envoyer des nouvelles de la matinée. J'ai rarement vu une situation changer de face d'une manière si soudaine et si complète. Hier matin, en lisant le programme de la manifestation, tous les gens sensés étaient consternés et humiliés. Ce gouvernement placé à côté et au-dessus du gouvernement légal, c'était le signe peut-être des plus grands désordres dans la journée d'aujourd'hui et très certainement de l'inauguration d'une anarchie révolutionnaire. Les ministres en ont pensé ainsi. Sans hésitation et sans retard, ils ont pris leur détermination. Comme ils avaient prévu que telle pourrait être la nécessité, tout était prêt et il n'y avait que des ordres à donner. Lorsque cette nouvelle a été portée à la Chambre des pairs, notre contentement a été grand. Au Palais Bourbon, l'effet a été merveilleux. L'opposition qui, elle-même, était très inquiète et qui avait balancé depuis trois jours si elle ne renoncerait pas au banquet, était abattue, embarrassée et confuse ; elle gouvernait si peu cette manifestation que le programme rédigé par les rédacteurs des journaux n'avait pas même été montré aux députés. Le parti

conservateur s'est trouvé tout à coup relevé, rallié, ferme, tandis que la veille il était en pleine déroute et d'une honteuse lâcheté, prêt à sacrifier M. Guizot et demandant presque le ministère de M. Thiers. Voilà où en étaient les mécontents et les progressistes dont le nombre croissait de minute en minute. Hors des Chambres et dans le public la joie a été universelle. Je suis porté à croire que la journée se passera très bien. Au moment où je vous écris, les rues sont aussi tranquilles qu'à l'ordinaire. La crise est donc terminée. Je voudrais être assuré que nous ne retomberons pas de suite dans la même situation. Je crains que l'audace des opposants ne se ranime bientôt; qu'ils continuent à prendre pour auxiliaires les passions révolutionnaires; je crains encore davantage la disposition des conservateurs à l'inertie, à la lâcheté et au mécontentement. Il importe que le ministère se montre ferme et hautain après cette victoire, autrement elle ne sera qu'un délai aux malheurs que je redoute.

P.-S. — Il n'y a point d'émeute, mais une foule compacte sur la place Louis XV et dans l'avenue des Champs-Élysées. On dit même que des pierres ont été jetées à la troupe. Au total, le désordre n'est pas grand. Évidemment beaucoup d'ouvriers ont été embauchés pour la journée. Peut-être y aura-t-il quelques accidents, mais le caractère politique n'a plus de gravité.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Paris, 24 février 1848.

Vous avez lu le *Moniteur*. M. Thiers a été appelé chez le roi. Les troupes de ligne sont rentrées dans leurs casernes. La garde nationale est chargée seule de maintenir l'ordre. Je compte aller à la Chambre des pairs, mais à pied.

III

Février 1848-Décembre 1848 (1).

A M. ERNEST DE BARANTE.

Paris, 29 février 1848.

Mon cher ami, ma dernière lettre ne vous préparait certainement pas à tout ce que vont vous apprendre

(1) Événements de février 1848 a décembre 1848. — Le gouvernement provisoire se compose de MM. Dupont (de l'Eure), Arago, Marie, Crémieux, Garnier-Pagès, Marrast, républicains à tendances plutôt modérées; de MM. Ledru-Rollin et Flocon, de nuance jacobine; de M. Louis Blanc et Albert, socialistes; de M. de Lamartine qui sert de trait d'union entre eux tous. — Le gouvernement est aussitôt menacé par ceux auxquels il doit le pouvoir. — Aspect de Paris le 25 février : barricades, groupes tumultueux, dévastations aux environs; attitude ambiguë du préfet de police Caussidière. — Le gouvernement hésite entre la résistance et les concessions. — Création de la garde mobile. — Le droit au travail est reconnu. — Des rassemblements populaires se portent vers l'hôtel de ville, le drapeau rouge apparaît. — Courageuse éloquence de M. de Lamartine. — Les manifestants se retirent. — Décret abolissant la peine de mort en matière politique. — Création des ateliers nationaux (26 février). — Organisation de la commission des travail-

les journaux. Paris a été pendant trois jours et trois nuits livré au hasard des volontés de plusieurs

leurs (28 février). — Le gouvernement provisoire, malgré ses fautes, ne rencontre à ses débuts aucune opposition. — Le parti religieux et le parti légitimiste lui sont favorables, les fonctionnaires et les amis de la monarchie de Juillet y adhèrent. — A l'extérieur rien ne menace la paix. — Manifestations de toutes sortes. — Généreuses illusions. — Cette trève des partis dure peu. — Les républicains de la veille craignent plutôt les élections ; ils songent à les ajourner ou à les influencer. — M. Ledru-Rollin est l'organe de cette opinion. — Danger de la présence de Caussidière à la préfecture de police, le gouvernement n'ose le destituer. — Agitation ouvrière. — Le gouvernement est divisé sur la question de l'ajournement des élections. — Le ministre de l'intérieur licencie les compagnies d'élite de la garde nationale. — Leur mécontentement : elles organisent une démonstration hostile à Ledru-Rollin (16 mars), qui devient le prétexte d'une manifestation contraire, révolutionnaire. — Inquiétudes sérieuses du gouvernement. — Ledru-Rollin et Louis Blanc, eux-mêmes, se joignent à Lamartine pour tenter de calmer les manifestants. — Ils se dispersent. — Panique générale. — Le crédit privé n'est pas moins atteint que celui de l'État. — Baisse des valeurs fermeture des usines, faillites, détresse du commerce. — Mesures insuffisantes ou désastreuses prises par le gouvernement. — Cours forcé des billets de banque. — Impôt des 45 centimes. — Les départements ne sont pas moins agités que la capitale. — Anarchie administrative. — Troubles, dévastations, pillages de convois d'armes, embauchage militaire. — Menées des réfugiés étrangers. — Ils cherchent à intervenir dans notre politique intérieure et extérieure. — Plusieurs de leurs bandes se forment sur notre territoire pour envahir la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, etc. — Le parti démagogique prépare une

milliers d'ouvriers qui couraient les rues, armés de fusils, de piques ou de sabres. Vous vous imaginez

nouvelle manifestation qui éclate le 15 avril. — Ledru-Rollin se rallie au parti de l'ordre, Lamartine dirige la résistance. — Concours du général Changarnier. — La garde nationale cerne et coupe la manifestation qui échoue. — Après ce succès, singulière attitude de Lamartine et de ses collègues, qui s'empressent de donner des gages à la démagogie. — Le résultat des élections est de plus en plus redouté par le parti radical; puisqu'il n'a pu les faire ajourner il cherche à les influencer. — Le suffrage universel renvoie la plupart des anciens parlementaires (23 avril). — La majorité est républicaine modérée. — Succès éclatant de Lamartine. — Colère du parti radical, troubles à Limoges et à Rouen. — Répression sanglante. — Ouverture des travaux de l'Assemblée (4 mai). — Acclamation de la république. — Félicitations votées au gouvernement provisoire dont la mission se termine. — Le pouvoir exécutif, à nommer jusqu'au vote de la constitution, se composera-t-il d'un président du conseil et de ministres nommés par l'Assemblée ou d'une commission exécutive munie d'un pouvoir propre? — Cette seconde proposition, désirée par le parti avancé, mais repoussée par la commission chargée d'examiner les divers projets, n'est adoptée par l'Assemblée que sur l'intervention de Lamartine. — MM. Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Ledru-Rollin sont élus membres de la commission exécutive (10 mai). — Irritation du parti démagogique contre l'Assemblée, il veut la détruire. — La question de l'organisation du travail et la question polonaise lui fournissent l'occasion cherchée. — Journée du 15 mai. — Insuffisance des mesures militaires. — L'Assemblée est envahie et est déclarée dissoute; les représentants sont dispersés. — Barbès et Albert tentent de former un gouvernement à l'Hôtel de ville. — Arrivée de la garde mobile et de la

l'effroi et les transes continuelles de la population. L'aspect de la ville était une désolation. L'ordre com-

garde nationale, la séance de l'Assemblée est reprise. — Arrestation ou fuite des organisateurs de la sédition. — Sous la pression de l'Assemblée, la commission exécutive destitue Caussidière et prend quelques résolutions énergiques. — L'anxiété redouble en France, une guerre civile parait de plus en plus probable. — Les ateliers nationaux deviennent un terrible embarras financier. — La commission exécutive a perdu tout prestige. — Évolution d'une portion du parti républicain vers le général Cavaignac. — On demande des poursuites contre Louis Blanc dans le but d'aggraver encore la situation de la commission exécutive. — Les débats parlementaires semblent affaiblir les charges relevées contre Louis Blanc. — La demande de poursuites est rejetée (3 juin). — Anarchie croissante dans le gouvernement. — Louis Bonaparte est élu dans quatre départements (9 juin). — Propagande bonapartiste. — La commission, qui jusque-là ne concevait aucune crainte sur la présence du prince, se décide à lui appliquer les lois de proscription. — L'Assemblée parait approuver cette résolution, mais le lendemain prononce l'admission de Louis Bonaparte comme représentant (13 juin). — Lettre du prince (14 juin). — Sa démission. — Le problème des ateliers nationaux devient de plus en plus insoluble. — Décret du 21 juin qui décide que les ouvriers de dix-huit à vingt-cinq ans devront opter entre un engagement dans l'armée et la radiation immédiate des ateliers. — Terrible insurrection des 23, 24, 25 et 26 Juin. — Longue et effroyable bataille dans Paris. — Le commandement de toutes les troupes est confié au général Cavaignac, puis le lendemain 24, tous les pouvoirs civils et militaires. Plusieurs généraux sont tués ou gravement blessés. — Les gardes nationales des départements arrivent pour défendre la cause de l'ordre. — Assassinat du général de

mence à se rétablir et les habitants à se rassurer, du moins pour l'instant. Car le gouvernement n'a aucun

Bréa et de Mgr Affre. — Défaite des insurgés. — Nombre considérable de prisonniers. — Décret de transportation. — Cavaignac dépose ses pouvoirs : l'Assemblée les lui continue. — La province est restée calme, excepté Marseille où l'ordre a été rétabli le 23. — Réaction générale, déchaînement contre les socialistes. — Le général Cavaignac constitue un ministère : M. Bethmont est appelé à la justice, M. Bastide aux affaires étrangères, M. Goudchaux aux finances, MM. Recurt et Thouret aux travaux publics et à l'agriculture, M. Carnot à l'instruction publique où il est remplacé le 5 juillet par M. Vaulabelle, le général de Lamoricière au ministère de la guerre. — Résolutions de nature à renforcer le parti de l'ordre. — Suppression des ateliers nationaux ; décrets relatifs à la presse, aux clubs. — État de siège. — Mesures financières conformes aux saines traditions. — La commission d'enquête créée par l'Assemblée pour rechercher les causes de l'attentat du 15 Mai et de l'insurrection de Juin décide d'étendre ses investigations au mouvement du 16 avril et aux événements de Février. — Présomptions relevées contre Ledru-Rollin et surtout Louis Blanc et Caussidière. — Poursuites votées contre ces deux derniers. — Leur fuite. — Situation difficile du général Cavaignac ; s'engagera-t-il décidément dans une voie conservatrice ou se laissera-t-il dominer par l'influence de ses anciens amis du *National* ? — Politique d'équilibre. — A la suite de divers incidents, commencement de désunion entre Cavaignac et les conservateurs. — Élaboration et discussion de la constitution. — Trois points surtout soulèvent d'importants débats : le droit au travail, l'organisation du pouvoir législatif, le mode d'élection du président. — Le droit au travail est repoussé. — L'Assemblée décide une Chambre unique. — L'Assemblée est presque tout entière favorable à l'élection

moyen de répression efficace. Il en aurait que sa situation ne lui permettrait guère de les employer. L'im-

du président par le suffrage universel. — Réaction contre l'élection directe causée par la nomination de Louis Bonaparte dans cinq départements (17 septembre). — Amendements divers. — Lamartine détermine par son intervention l'adoption du projet de la commission. — Craintes tardives de l'Assemblée. — Efforts pour limiter les pouvoirs du président. — L'ensemble de la constitution est voté (23 octobre). — Politique toujours vacillante de Cavaignac qui nuit à sa candidature à la présidence. — Propagande active en faveur de Louis Bonaparte. — Un récit des journées de Juin, publié sous le titre de *Fragment d'Histoire*, accuse le général Cavaignac d'avoir laissé grandir l'insurrection de Juin pour se rendre nécessaire. — Cavaignac provoque un débat public à l'Assemblée. — Il justifie avec éclat sa conduite (25 novembre). — Manifeste du prince Louis; il prodigue des promesses à tous les partis. — Avances du général Cavaignac au parti conservateur à propos des incidents de Rome. — Louis Bonaparte est nommé président de la République française par 5 434 226 suffrages. — Le contre-coup de la révolution du 24 Février se fait sentir dans toute l'Europe. — En Angleterre : Redoublement d'agitation chartiste et irlandaise; difficultés facilement surmontées. — En Belgique : Le roi Léopold se déclare prêt à déposer une couronne qu'il n'a pas recherchée et fait avorter, par l'habileté de son attitude, le mouvement républicain (26 février). — Réduction du cens électoral. — Réformes sans révolution. — Des bandes de réfugiés formées en France tentent de forcer la frontière. — Leur échec. — Le gouvernement français renie toute complicité dans cette entreprise. — En Hollande : Guillaume II remplace par un ministère intérimaire son cabinet devenu impopulaire. — Nouvelle constitution (11 octobre). — Suppression des privilèges conservés par

mense majorité des habitants, sans exception aucune d'opinion, de classe, de fortune, se presse dans les rangs

la constitution de 1815; établissement du régime parlementaire le plus libéral, liberté de la presse, de réunion, etc. — En Allemagne : La révolution de Février fortifie les oppositions libérales, auxquelles les divers gouvernements de la Confédération font les plus larges concessions; encourage le mouvement démagogique qui se manifeste dans tous les états par des troubles, des violences, des insurrections socialistes; exalte le sentiment unitaire que prennent, sous leur patronage, les gouvernements désireux d'y trouver une diversion à leurs difficultés intérieures. — La Prusse y cherche en plus son avènement à l'Empire. — La direction de ce courant ne tarde pas toutefois à leur échapper. — C'est le parti radical de Bade qui organise à Heidelberg (mars) la réunion d'où doit sortir la convocation à Francfort d'une assemblée appelée à délibérer sur la constitution d'un parlement allemand. — L'assemblée de Francfort décide la création du Parlement allemand. — Élections. — Ouverture à Francfort du Parlement allemand (20 mai). — Ses tendances sont démocratiques. — Il contraint tous les États à reconnaître sa suprématie et à subordonner l'œuvre législative de leurs assemblées à ses décisions; dissout l'ancienne Diète germanique; repousse la combinaison républicaine d'un directoire fédéral pour centraliser ses pouvoirs entre les mains d'un empereur héréditaire; appelle l'archiduc Jean au Vicariat général de l'Empire (5 juillet). — Ses visées unitaires vont jusqu'à prétendre faire rentrer dans la grande unité germanique toutes les provinces d'origine allemande appartenant à des puissances étrangères. — Il excite et soutient, par l'intermédiaire de la Prusse, l'insurrection des duchés de Slesvig et Holstein contre le Danemark. — Le Parlement allemand se voit contraint de se défendre contre les attaques de

de la garde nationale. On forme des bataillons soldés avec les ouvriers qui ont quitté leur travail et qui

la démagogie dont il ne réalise pas toutes les espérances. — Sanglante insurrection de Francfort (17-18 septembre). — Les graves événements dont tous les États sont le théâtre, et surtout la Prusse et l'Autriche, relèguent, au second plan, les délibérations du Parlement dont l'incohérence affaiblit l'autorité à mesure que les gouvernements locaux se raffermissent. — Pour relever son crédit en Allemagne, il cherche à réveiller l'antagonisme de la Prusse et de l'Autriche. — En Prusse : Le roi Frédéric Guillaume IV, quoique entré depuis deux ans dans la voie des réformes constitutionnelles, se voit aussitôt après le 24 Février obligé de faire de nouvelles concessions libérales. — Elles ne le préservent d'aucun des troubles révolutionnaires qui désolent les autres États de l'Allemagne. — Les désordres et les insurrections se succèdent à Berlin (15-22 mars), 14 mai, 14 juin, 21 août, 16 octobre, 31 octobre). C'est en vain qu'il subit les plus dures humiliations, qu'il prodigue les amnisties et les réformes, qu'il change de ministres, qu'il convoque une assemblée nationale chargée d'élaborer une constitution. — Les provinces ne sont pas moins agitées que la capitale : les troubles démagogiques se multiplient dans les provinces Rhénanes et de Magdebourg. — La Poméranie et le Brandebourg protestent au contraire contre la domination révolutionnaire de Berlin et se refusent à reconnaître la validité de concessions faites sous une semblable pression. — Dans le Grand-Duché de Posen les éléments allemands et polonais entrent en lutte violente. Une reconstitution et une nouvelle division administratives sont impuissantes à mettre fin à ce conflit, que termine seulement la défaite de l'insurrection polonaise, commandée par Mierolawski (8 mai). — L'Assemblée constituante, tour à tour révolutionnaire et monarchiste, dont

maintenant ne peuvent pas espérer en retrouver. Voilà quelle est la situation de Paris aujourd'hui.

les hésitations et les contradictions affaiblissent la couronne et mécontente la démagogie, ne parvient pas à élaborer la constitution. — Après l'émeute du 31 octobre le roi se décide enfin à entrer dans la voie de la résistance. — Protestations de l'Assemblée contre le ministère qu'il appelle au pouvoir. — Ordonnance de translation de l'Assemblée à Brandebourg, pour la soustraire à l'influence des clubs. — Conflit entre l'Assemblée et la couronne. — Expulsion des députés de la salle des séances de Berlin. — Troubles dans les provinces. — Ouverture de l'Assemblée à Brandebourg (27 novembre). — Devant le peu de députés, qui se présentent pour siéger, le roi dissout l'Assemblée. — Le 6 décembre il octroie une nouvelle constitution calquée sur celle de la Belgique et convoque pour le 26 février 1849 deux chambres dont l'élection devra avoir lieu le 22 janvier. — En Autriche : Le 13 mars 1848 éclate à Vienne une insurrection fomentée par des étudiants hongrois et une partie de la bourgeoisie. — Démission et départ de M. de Metternich. — Nouveau ministère. — Liberté de la presse. — Convocation des États. — Soulèvement du royaume Lombard-Vénitien (18-23 mars). — Satisfaction est donnée aux exigences menaçantes de la Hongrie; l'autonomie lui est accordée sous un vice-roi avec un ministère et deux chambres. — Le rescrit impérial du 8 avril accorde à la Bohême dont les prétentions sont les mêmes, une organisation à peu près semblable, au détriment de l'élément allemand si mêlé en cette province à l'élément tchèque. — Irritation des Slaves de l'empire d'Autriche contre l'unitarisme allemand. — Ils redoutent que la monarchie autrichienne, incorporée à l'Empire allemand, n'entraîne sous la suprématie allemande ses provinces de nationalité différente. — Prague devient le centre de l'agitation qu'éveille ces

L'avenir est livré à nos conjectures. Les miennes sont si confuses que je ne vous en parlerai point. C'est un

sentiments. — Insurrection unitaire et révolutionnaire à Vienne (15 mai). — L'empereur lui concède une seule assemblée au lieu de deux chambres précédemment décidées, le suffrage universel, l'ordre et la police uniquement confiés à la garde nationale, une adhésion plus prononcée à la grande unité allemande. — Il quitte Vienne pour se réfugier à Inspruck. — Anarchie à Vienne. — Hostilité de plus en plus vive des nationalités non allemandes contre l'unité. — Congrès slave à Prague. — Inimitié des Croates contre la Hongrie dont ils dépendent. — Ils veulent entraîner le gouvernement autrichien à prendre leur parti. — Émeute à Prague contre le gouverneur prince Windischgraetz. Sa femme est assassinée, son fils tué. — La ville est reconquise à main armée par le prince Windischgraetz. — Dissolution du congrès des Slaves (14 juin). — Ouverture de l'Assemblée nationale hongroise (5 juillet). — Les Maggyars aspirent bientôt à se séparer complètement de l'Autriche. — Ils n'ont aucun grief contre le gouvernement central et l'élément allemand, mais ils désirent s'affranchir de tout contrôle susceptible de mettre obstacle à leur domination tyrannique sur les provinces slaves du royaume de Hongrie. — Leur rupture avec l'Autriche. — Rappel de Lombardie des régiments hongrois. — Refus de participer aux dettes ou aux contributions de l'Empire. — La Croatie désire au contraire voir se resserer ses liens avec l'Empire. — Manifestations de son dévouement envers l'empereur. — L'empereur couvre d'honneurs le général Jellachich le personnage le plus considérable et le plus populaire de cette province. — Insurrection des Croates et des Serbes du bas Danube contre la Hongrie. — Le parti démagogique pousse de plus en plus la Hongrie vers la séparation. — Ouverture de l'Assemblée constituante d'Autriche. —

entretien inutile entre nous. Rien de fâcheux n'est arrivé à personne de notre entourage de famille. Je

Elle semble plutôt d'esprit monarchiste. — Adresse à l'empereur pour hâter son retour à Vienne. — Menées révolutionnaires. — Émeute du 23 août. — Après avoir déclaré son indépendance, la Hongrie effrayée des progrès de l'insurrection slave réclame sans succès l'intervention de l'empereur. — Jellachich, un instant désavoué, est réintégré dans toutes ses fonctions. — Il passe la Drave et s'avance sur Pesth. — Manifeste de l'empereur aux Hongrois. — Le comte de Lamberg commandant de l'armée en Hongrie est assassiné pendant une suspension d'armes (28 septembre). — Jellachich est nommé au commandement supérieur des troupes. — Violente insurrection à Vienne, ou le parti révolutionnaire est l'allié des Maggyares. — Affreux massacres. — La révolte est victorieuse. — L'Assemblée constituante s'empare du gouvernement tout en protestant de sa fidélité à l'empereur. — Jellachich se dirige sur Vienne et, de concert avec le prince Windischgraetz, s'en empare après un véritable siège (31 octobre). — L'Assemblée constituante est transférée à Kremsier (15 novembre). — Nouveau ministère. — Les libertés accordées ne seront pas reprises, le régime constitutionnel sera maintenu, mais aucun empiètement sur le pouvoir exécutif ne sera toléré. — L'empereur Ferdinand abdique le 2 décembre en faveur de son neveu l'archiduc François-Joseph. — Les Slaves manifestent leur mécontentement de voir le gouvernement rester allemand et non point devenir slave; ils l'accusent d'ingratitude et se disposent à ne lui prêter aucun concours dans la lutte qu'il va avoir à entreprendre pour vaincre la Hongrie dans la Hongrie. — En Danemark : Le duché de Holstein, de population allemande, désire voir encore relâcher les liens qui le rattachent à la Couronne et resserrer ceux qui le lient à la Confédération germanique. — Il entend

n'ai aucun projet arrêté. Quoi qu'il arrive, ma vie politique est finie. Je ne demande, pour le temps qui me

entraîner dans cette voie le duché de Slesvig, de population mixte, qui ne ferait qu'un État avec lui. — Le roi n'est pas opposé à des rapports plus intimes du Holstein avec l'Allemagne, mais entend dans ce cas, maintenir l'assimilation politique du Slesvig au Jutland et aux Iles. — Insurrection du Holstein et de l'élément allemand du Slesvig, dont la plus grande partie de la population reste fidèle au Danemark. — Entrée de l'armée danoise dans les duchés (7 avril). — Ses succès ainsi que ceux de la flotte. — Intervention allemande. — Malgré de nombreux avantages remportés sur les troupes de la Confédération, le Danemark finit par succomber sous le nombre des contingents prussiens. — Signature d'un armistice qui comporte l'évacuation des duchés par les deux armées et leur administration par un gouvernement provisoire de cinq membres, dont deux choisis par la Prusse et deux autres par le Danemark (26 août). — La Russie assiste aux agitations révolutionnaires de la plupart des États de l'Europe prête à toute répression chez elle comme à toute intervention au dehors. — Elle continue ses conquêtes du Caucase. — Ses progrès d'influence dans les Principautés danubiennes. — En Suisse : Oppression des conservateurs par les radicaux victorieux. — Contributions extraordinaires levées sur eux. — Annulation violente des résultats du suffrage universel qui leur sont favorables. — Persécutions contre l'église libre de Vaud et les méthodistes. — Persécutions et spoliations contre les catholiques à Fribourg. — Ouverture de la session de la Diète. — Nouvelle organisation fédérale. — Berne, siège permanent de la confédération. — Élections tumultueuses. — Violences des démocrates à Genève. — Insurrection du peuple fribourgeois contre le gouvernement radical (23 octobre). — Le mouvement républicain du Grand-Duché de Bade reçoit

reste à vivre, que la retraite et le repos. C'est peut-être une grande prétention. Avant d'aller me renfermer

aide et assistance de bandes révolutionnaires formées en Suisse de réfugiés de tous pays. Protestations du pouvoir central de Francfort. — Réponse dilatoire du directoire. — Insurrection de la principauté de Neuchâtel contre le protectorat prussien. — La Diète décide qu'elle formera le vingt et unième canton de la Confédération helvétique (10 juillet). — En Italie : A la nouvelle de l'insurrection du 13 mars, à Vienne, soulèvement du royaume Lombard-Vénitien. — Évacuation de Milan par les troupes autrichiennes. — La république est proclamée à Venise, un gouvernement provisoire y est formé sous la présidence de Manin. — Aspirations générales vers l'unité. — Le roi Charles-Albert cherche à prendre la tête de ce mouvement. — Le grand-duc de Toscane appelle ses sujets à combattre pour la cause de l'indépendance italienne. — Entrée des troupes piémontaises en Lombardie (25 mars). — Série de succès contre les troupes autrichiennes. — Blocus de Peschiera. — Reconnaissance devant Vérone (30 avril). — Ouverture du premier parlement constitutionnel du Piémont (8 mai). — Brillantes espérances dans l'avenir malgré les progrès de l'action révolutionnaire de Mazzini, qui veut arriver à la constitution d'une seule république italienne. — Nouveaux avantages sardes. — Reddition de Peschiera (30 mai). — La Lombardie, Parme, Modène, la Vénétie proclament leur union avec le Piémont. — La Toscane et les Romagnes repoussent la fusion. — Prise du plateau de Rivoli. — L'armée autrichienne se retire derrière l'Adige (10 juin). — Succès des Autrichiens en Vénétie. — Le maréchal Radetzki reprend l'offensive. — Après une série d'opérations habiles et de combats heureux, il remporte sur Charles-Albert la bataille de Custozza (25 juillet), reprend la ligne du Mincio, rentre dans Peschiera, regagne tout le terrain perdu. — Capi-

dans notre manoir, il faut que je sache si j'y trouverai la sécurité; on ignore encore l'état des provinces.

tulation de Milan (5 août). — Violentes récriminations des républicains contre Charles-Albert. — Agitation en Piémont. — Les Autrichiens réoccupent les petits duchés, envahissent les légations qu'ils évacuent presque aussitôt devant les sommations du gouvernement pontifical. — Troubles révolutionnaires en Toscane. — Armistice conclu entre l'Autriche et le Piémont sur la médiation de la France et de l'Angleterre (septembre). — Graves difficultés de Charles-Albert avec le parti radical dans ses États. — L'insurrection de Vienne du 6 octobre, l'attitude de la Hongrie rendent au parti révolutionnaire italien toute son énergie. — Il veut recommencer la lutte et la diriger. — Désordres victorieux en Toscane. — Le gouvernement y tombe entre les mains des radicaux. — Dans les États pontificaux : Sous la pression des événements, le Saint Père accorde une constitution (mars). — Il tolère la formation d'un corps de troupes destiné à défendre ses frontières contre une invasion autrichienne, mais que le parti de la révolution veut voir prendre part à la guerre du Piémont contre l'Autriche. — Refus de Pie IX (29 avril). — Émeute à Rome. — Ministère libéral Mamiani. — Sa chute (19 juillet). — Anarchie à Rome. — Pie IX réclame le secours de la France qui le lui refuse. — Ministère Rossi. — Difficultés de sa tâche de réorganisation administrative, financière, politique et militaire. — Premiers résultats heureux. — Son projet de ligue italienne avec égalité de droits pour tous les États. — Menées révolutionnaires à Rome. — Assassinat de M. Rossi le 15 novembre jour de la rentrée du Parlement. — Émeute du 16 novembre. — Scènes affreuses de désordre. — Le Saint Père cède à la violence. — Il perd tout pouvoir, et n'est plus qu'un prisonnier de la révolution. — Le gouvernement français annonce qu'il a l'intention de protéger

Nous attendons Prosper. Sans connaître encore l'issue de la révolution, il avait compris que ses fonctions

la *personne du Saint Père* sans se mêler des questions politiques. — Pie IX parvient à s'enfuir de Rome (24 novembre) et à se réfugier à Gaëte. — Dans le royaume des Deux-Siciles : Les concessions répétées du roi ne désarment pas la démagogie. — Insurrection à Naples (15 mai). — Défaite de l'émeute. — Réaction dans la population contre les auteurs du mouvement. — Retraite des troupes napolitaines envoyées pour prendre part à la guerre de l'indépendance italienne. — Le duc de Gênes est élu roi de Sicile par les insurgés de cette île. — Il n'accepte pas. — Expédition envoyée de Naples contre Messine (30 août). — Bombardement de cette ville. — Victoire sanglante du général Filangeri. — Médiation de la France et de l'Angleterre dont le résultat est un armistice et l'ouverture de négociations relatives à la constitution future de la Sicile (16 septembre). — A Naples, prorogation des chambres. — Palerme continue à être au pouvoir des insurgés. — En Turquie : Mouvements révolutionnaires dans les Principautés. — Entrée des troupes russes sur leur territoire sous le prétexte d'y rétablir l'ordre. — La Turquie s'empresse d'y intervenir à son tour sous couleur d'aider les troupes russes, mais en réalité pour les tenir en respect. — En Grèce : Insurrections dans les provinces. — Situation des plus troublées. — En Espagne : Pour préserver le pays du contre-coup possible des événements de Février, le ministère suspend les garanties constitutionnelles. — Il proroge les Cortès (21 mars). — Intrigues anglaises. — Insurrection à Madrid fomentée par M. Bulwer (6 mai). — Elle est rapidement et vigoureusement réprimée. — État de siège. — Mouvement carliste, également encouragé par M. Bulwer. — Devant le refus de lord Palmerston de le rappeler, le gouvernement espagnol l'invite à quitter Madrid. — Amélioration de la

n'étaient plus possibles à conserver (1). Il aura veillé à ce que la transition s'accomplît sans troubler l'ordre public, puis il se sera mis en route. Je ne pense pas que votre position soit la même. Vous n'avez jamais eu à exprimer une opinion sur notre politique intérieure; vous ne pouvez être chargé de rien qui s'y rapporte. Aucune palinodie ridicule ou humiliante ne vous est imposée. En outre, vous vivez dans un pays où la forme et la conduite de notre gouvernement, quelles qu'elles soient, sont lettres closes dont on n'a point l'intelligence. J'incline donc à penser qu'il faut attendre votre sort, sans chercher à y influer. Mais ceci n'est pas un conseil, je suis trop éloigné des circonstances qui amèneront votre détermination. Conserver la position et l'emploi où l'on peut honorablement rester, sans aucune vue d'intérêt personnel ni d'ambition, parait, en ce moment, un devoir aux honnêtes gens et j'ajouterai que telle est leur disposition. Il importe de rétablir l'ordre et d'obtenir, autant que ce sera possible, le calme et la liberté. Aucun parti politique n'a d'espérance probable à concevoir. Il s'agit seulement de conjurer les maux dont on est menacé. L'esprit de préservation succède à l'esprit de préservation.

situation. — Amnistie. — Échec des dernières tentatives carlistes (22 septembre). — En Portugal : Agitation sans gravité. — Difficultés financières. C.B.

(1) Prosper de Barante était préfet de l'Ardèche. C. B.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Berlin, 8 mars 1848.

Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point on est avide ici de détails sur les trois journées de Février : on les sait mal, et les faits isolés paraissent trop inexplicables pour permettre au jugement de se fixer, ni même à la critique de s'exercer. Ce qui reste malheureusement certain, c'est que c'est une chute dépouillée de tout prestige; il en est qui s'attache aux grandes infortunes, ici il manque absolument. La reine et madame la duchesse d'Orléans sont les seules qui, à ce que je crois, inspirent intérêt et estime. La seconde est aux bords du Rhin où les regrets, les attentions et l'affection de tous iront la chercher. On oublie les mécontentements causés par son mariage et on rivalise de soins et d'empressements. Mais là s'arrête toute sympathie. On voit dans ce renversement le doigt de Dieu, et la justification des antipathies qui existaient invariablement depuis 1830. Du reste, on s'arrangera de tout ce qui assurera l'ordre et musellera l'anarchie. Ce problème peut-il se résoudre ? *That is the question.*

Adieu, mon ami ; s'il y a moyen de voyager au beau temps, j'irai en France, ne fût-ce qu'un instant. J'ai besoin de revoir mes amis après un tel tremblement de terre, et vous, mon ami, plus que tout autre.

Que devient M. Molé ?

A M. GUIZOT.

Paris, 12 mars 1848.

Mon cher ami, j'ai su de vos nouvelles. Vous avez, comme toujours, du calme et du courage; vous vous disposez à reprendre une vie laborieuse et à porter vos pensées au-dessus d'une agitation inutile. Il me semble que vous devez voir ou deviner notre situation. Paris est un peu moins sous la terreur des ouvriers; la garde nationale a mis grand zèle à la police des rues, police défensive et qui ne comporte aucune lutte. Le gouvernement admet cette répression, mais dans la mesure la plus restreinte. La crise financière est terrible, pas une valeur n'est réalisable, pas plus pour les particuliers que pour l'État. Les opinions commencent à être moins timides, mais elles n'ont en elles-mêmes aucun principe d'énergie, ni conviction, ni affection, ni espérance; l'ordre public est le seul mot de ralliement, et ce n'est point avec courage qu'on le répète, il sert au contraire à motiver la résignation. On s'occupe beaucoup des élections, mais dans ce même esprit. Les conservateurs d'aujourd'hui n'ont plus d'autre symbole que le respect de la propriété. Les légitimistes ont une joie vive, toute de rancune et qui se passe même d'espoir dans les chances de l'avenir : s'il y avait à se prononcer entre la république et un régime qui ne serait pas Henri V, ils seraient républicains. Le sentiment qui domine tout, qui est à peu près universel, c'est un *væ victis*; jamais le manque de succès n'a été reproché plus amèrement. Roi, princes, ministres, tous sont anathème pour avoir perdu une partie si complète et si rapide. Plus

on les a critiqués, blâmés, attaqués, plus on a travaillé à leur ruine, plus on leur en veut de ne pas s'être assez bien défendus. Ainsi M. Thiers et ses amis sont précisément les plus furieux de ce que le gouvernement n'a point remporté une victoire dont ils auraient profité. Voilà, mon cher ami, ce que dix-sept années de bon ordre, de paix, de liberté et de richesse ont laissé de reconnaissance dans notre déraisonnable pays. Les provinces sont consternées et très inertes à la république, elle n'a de vie que dans la mort des autres opinions et dans l'insurrection des ouvriers ; nous serions moins mal si elle avait dans les esprits une existence plus réelle.

Adieu, ne nous oublions pas mutuellement, Dieu sait quand nous nous reverrons.

DE M. GUIZOT.

Londres, 13 mars 1848

Mon cher ami, mon exil s'arrange aussi bien qu'il soit possible d'y prétendre. Quand ma mère sera arrivée, et je l'attends cette semaine, j'aurai auprès de moi tous les premiers objets de mon affection. On m'accueille très bien ici, presque comme si on n'avait jamais eu d'humeur contre moi. Mais je suis et je resterai profondément triste. Quel spectacle ! Quel avenir ! Malgré mon optimisme et au fond de mon âme, j'ai toujours cru le mal très grand, et c'était une des causes de mon ardeur dans la lutte. Mais je ne le croyais pas si grand. Je suis venu ici pour voir encore mieux combien il est grand. Il y a aujourd'hui à Kensington, tout près de Londres, un grand meeting

de chartistes, douze ou quinze mille, dit-on, qui se réunissent pour demander la moitié de ce que veulent les communistes de Paris. Les murs sont couverts d'une affiche de la police qui interdit toute réunion, tout cortège pour aller en masse au meeting ; exactement l'ordonnance de Delessert il y a trois semaines. Tout le monde, le duc de Norfolk et lord Lincoln d'une part, les deux mille charbonniers de la Tamise de l'autre, toute l'aristocratie et toute la classe moyenne, en descendant fort bas, s'empressent autour du gouvernement, viennent prêter serment comme *constables spéciaux* pour le soutenir contre l'émeute. Et il y aura à Kensington plus de volontaires pour la réprimer que pour la faire. C'est beau et douloureux à voir.

Je ne vous dis rien de plus. J'ai trop à dire. J'ai l'esprit et le cœur également gros. Je vais me remettre à travailler. J'ai trouvé à Brompton, tout près de Londres, une petite maison presque de campagne, suffisante et pas ruineuse. Je pourrai sans peine venir à Londres tous les jours. Madame de Lieven est encore bien ébranlée ; pas malade pourtant. J'espère que le repos suffira pour la rétablir à peu près.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 16 mars 1848.

On se comprend, on s'entend sans avoir besoin de se voir et de se parler, et je ne suis que trop à l'unisson avec vous sur toutes choses.

Que nous réserve l'avenir ? Où faudra-t-il, où pourra-t-on se poser ? Les élections et l'Assemblée

qui en sortira décideront de nous, et je vais attendre cette décision ici. Nul lieu, en effet, n'est mieux placé que celui-ci pour s'acheminer ensuite du côté qu'on trouvera le plus convenable. Je voudrais bien que ce fût votre route pour gagner Barante, mais vous vous arrêtez à Orléans, et c'est à mon grand regret. Si d'Orléans vous pouviez venir causer avec moi deux ou trois heures seulement, ce me serait une grande joie. *Causer!* que ce mot me rappelle, et bien tristement, tant de paroles que nous avons dites et redites entre nous, dans ces temps derniers, mais si fatals et où l'on regrette de si folles confiances. Qui, au reste, aurait jamais pu prévoir jusqu'où iraient les conséquences de ces confiances ? Qui m'aurait dit, bon Dieu! qu'un jour viendrait où la retraite de Charles X me paraîtrait bénigne à côté de celle que nous venons de voir s'accomplir !

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 20 mars 1848.

Nous avons voyagé tranquillement. Nous voilà donc établis ici. Tout nous y promet un séjour très calme. Vous savez que Thiers et la contrée environnante sont de mœurs douces. Les opinions ont encore moins de vivacité que je n'en ai aperçu sur toute la route. On m'assure qu'il y a pour nous une bienveillance générale. Les ouvriers sont ici de l'opinion dominante, mais de disposition raisonnable et point passionnés. Je souhaiterais au gouvernement provisoire d'avoir, autant que nos gouvernants locaux, la permission d'être modérés et sensés. C'est donc ici que vous allez venir

vivre avec nous (1). Le repos et la solitude vont à mon âge et, dans ma retraite, la médiocrité ne me sera point trop dure : les circonstances vous seront plus amères, mais je compte sur votre raison pour supporter ce temps d'épreuve. Car, à votre âge, vous avez droit à l'avenir et vous devez espérer que votre activité et votre mérite seront encore employés au service du pays, lorsqu'il aura obtenu un gouvernement régulier et stable. Comment s'appellera ce gouvernement ? N'importe, pourvu qu'il donne à la France liberté et prospérité : c'est la pensée sincère de tous, c'est l'opinion publique. Un intervalle employé à l'étude, à la réflexion, à l'augmentation de vos connaissances, n'aura point été un temps perdu.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 26 mars 1848.

Que vous avez raison, mon cher baron, de fuir à la campagne les conversations de Paris ! Elles sont une aggravation manifeste de la situation, et si je pouvais suivre votre exemple, je n'y manquerais certainement pas. Nous ressemblons à des gens jetés par la fenêtre qui, encore tout meurtris et tout froissés, dissertent sur la manière dont on aurait dû s'y prendre pour passer par la fenêtre. Toutes ces récriminations, toutes ces dissertations rétrospectives m'excèdent aussi, et s'il n'y avait dans ce temps-ci d'autres com-

(1) Ernest de Barante n'avait pas cru devoir demander au nouveau gouvernement son maintien au poste qu'il occupait. C. B.

pliments à faire que des compliments de condoléance, je vous féliciterais d'avoir échappé à cet ennui. A la vérité, vous poussez le calme d'esprit jusqu'à l'héroïsme, puisque vous avez trouvé le temps ou plutôt la possibilité de lire ce pauvre *Charles d'Anjou* (1). Je le croyais un des morts de Février bien et dûment enterré. Ce que vous me dites me ferait espérer qu'il n'est pas même au nombre des blessés, mais je sais ce que je dois à votre amitié et à votre courtoisie, qu'aucune révolution ne saurait jamais altérer, ni démentir.

Pour vous donner des nouvelles récentes et qui sortent un peu des banalités, je vous dirai ce que j'ai entendu hier. Une personne fort avant dans la confiance de Lamartine prétend que tout le gouvernement provisoire est d'accord pour l'établissement d'une république avec deux Chambres et un président. Cette personne a ajouté, à son dire, que les membres les plus avancés de la garde nationale se sont prononcés en ce sens, tout en étant décidés à mitrailler l'Assemblée si elle voulait autre chose que la république. Cela ne représente pas précisément l'idéal de la liberté, mais, enfin, si on nous donne deux Chambres et un président, je trouverai la solution très passable dans les circonstances présentes, car il y a république et république, comme il y a fagots et fagots, et celle des États-Unis pourrait contenter même les républicains qui ne le sont tout juste qu'à la façon dont Sganarelle était médecin. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il est impossible de s'abandonner

(1) *Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou, frère de saint Louis.* Paris. Amyot, 1847-1848, 4 vol. in-8°.

plus que ne l'a fait la royauté. Si vous n'êtes pas de mon avis, je l'irai dire en Prusse.

Adieu, mon cher baron, salut et fraternité quand même.

AU DUC DECAZES.

Barante, 30 mars 1848.

Les opinions politiques ne sont pas très animées, quoique partout il y ait des gens qui se battent les flancs pour être passionnés et pour enfiévrer la population ; ce n'est point cela qui l'émeut ni qui compromet la tranquillité publique. Si les ouvriers peuvent avoir du travail et gagner de quoi vivre, ils ne troubleront pas le bon ordre. Mais lorsque le commerce ne fait plus de commandes, lorsque les fabricants n'ont aucun capital disponible pour faire des avances, comment trouver des expédients et soutenir l'industrie par des moyens factices ? Là est le malheur, là est le péril. La détresse financière est la circonstance dominante, le caractère essentiel de la révolution actuelle.

On commence à penser aux élections; mais il ne faut pas y regarder beaucoup pour être convaincu que les gouvernants du chef-lieu de département en disposeront à leur gré. Pourrait-on opposer comité à comité, liste à liste? Non, assurément. Quelques légitimistes qui se croient un parti essayent de se donner une sorte d'importance en mêlant à des noms républicains certains noms pris dans leurs rangs ; c'est une entreprise assez vaine et qui peut avoir son danger, car dès qu'il est question d'eux, les haines populaires sont près de se réveiller.

DE M. J.-J. AMPÈRE.

Paris, 8 avril 1848.

Monsieur et cher confrère, c'est bien à regret que j'ai retardé, durant quelques jours, à vous donner sur madame Récamier les détails que réclame votre amitié et que je serai toujours empressé de vous donner ; c'est que ces cinq ou six derniers jours ont été pour elle des jours de crise et que j'étais bien aise de pouvoir, en vous écrivant, vous annoncer que la crise était finie. Ce sont toujours des étouffements qui ne sont point inquiétants, mais très douloureux, et qui, se renouvelant pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, la laissent brisée. Cette fois-ci, comme elle était à peine remise, est survenu à M. de Chateaubriand un redoublement de son catarrhe, accompagné de faiblesse, et d'un peu de fièvre qui, hier matin, inquiétait M. Cruveilhier. Jugez de l'état de madame Récamier. Heureusement, dès hier soir, les inquiétudes étaient dissipées, et aujourd'hui le mieux est complet. Toutes ces agitations et les tristesses que causent à madame Récamier les chagrins et les inquiétudes de ses amis, tout cela n'est pas bon pour sa santé ni pour sa vue qui oscille sans beaucoup avancer, mais je crois aussi sans reculer ; peut-être même y a-t-il quelque mieux, assez pour qu'un timide espoir d'amélioration soit permis.

Madame Récamier a été extrêmement attristée de n'avoir pu vous dire adieu ; elle est bien touchée de votre tendre occupation d'elle, de sa santé, de sa vue. Elle est fort accablée de tout ce qu'elle voit de peines autour d'elle et de l'inquiétude générale. Il est diffi-

cile de la rassurer en présence de l'inconnu : il semble, en effet, que le problème dont vous parlez est aussi insoluble que menaçant, mais, peut-être, trouvera-t il sa solution dans le développement de données sociales nouvelles. Le mouvement actuel, en se faisant européen, change de nature ; mais qu'arrivera-t-il ? Dieu seul le sait. Étant le plus jeune de votre petite société, sans l'être beaucoup, je me crois obligé d'être le plus confiant dans l'avenir, pour soutenir les autres, mais j'ai quelquefois de la peine à chanter ma partie.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 10 avril 1848.

Vous vous ressentez déjà, dans votre lettre, du calme et du silence qui vous entourent. Vous pouvez jouir de la lecture et occuper votre esprit des intérêts éternels de la pensée. Vous me faites envie. Ici les émotions se succèdent sans s'épuiser, et chaque matin nous apprenons à regretter la veille. L'expérience et l'habitude que j'ai si chèrement acquises m'empêchent d'être aussi troublé que ce qui m'environne. Mais elles ne me permettent aucune illusion sur l'avenir qui nous attend. C'est la guerre à la propriété et aux sociétés fondées sur elle, qui se poursuit par tous les moyens. Heureusement que la nature des choses a des lois invariables et que le mal est soumis aujourd'hui deux projets du gouvernement qui tendraient à réaliser sur la plus grande échelle le système des communistes. L'un serait la substitution de l'État

aux banques, et son papier ayant un cours forcé dans toute la république; l'autre serait la confiscation de tous les prêts hypothécaires. Les prêteurs recevraient en échange de leurs capitaux, je ne sais quel papier portant intérêt à 5 0/0. L'État, seul propriétaire, seul capitaliste, c'est où l'on veut arriver par la voie la plus courte, et par conséquent, la plus violente. En présence de tels projets, on se demande si la France et l'Europe étaient donc si voisines d'un retour à la barbarie, ou si l'excès de la civilisation devait nous ramener à cet empire de la force brutale qui avait précédé les lumières? C'est l'avenir qui nous l'apprendra.

C'était hier, pour moi, mon cher ami, le plus triste des anniversaires. Je l'ai passé seul avec Dieu et mes souvenirs. Jamais je ne revois ce mois d'avril sans une sorte d'effroi. C'est le 13 avril que la république de 1793 a égorgé nos pères, c'est le 13 avril 1833 que le choléra m'a enlevé ma fille chérie.

Quoique mon esprit ait conservé toute son activité, mon âme est détachée de tout; elle n'espère ni ne cherche plus rien. Il n'y a que vous à qui je puisse ainsi parler de moi : c'est que nous datons de loin et que mon passé vous est connu comme à moi-même.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Berlin, 11 avril 1848.

En m'écrivant d'Auvergne votre bonne lettre du 23 mars, cher et excellent ami, vous ne saviez point encore que Berlin avait subi le contre-coup de Paris; il a été rude, profond, peut-être irrémédiable : nous en sommes tout palpitants encore car le char n'est

point arrêté, il roule encore, et ce n'est pas en ligne ascendante. La Diète a fini hier ; elle a duré huit jours. Sa mission était le suicide, elle l'a accompli. Le ministère a galvanisé l'agonie de cette pauvre Diète pour en tirer un vote financier qui permettra d'exister jusqu'à l'Assemblée constituante. Les assemblées primaires dont elle doit sortir sont convoquées pour la première semaine du mois prochain. Berlin est mort et si ce n'était l'émotion partielle des rues et des groupes qui lisent d'abominables placards, on pourrait croire que la peste a passé par ici. La cour est tristement à Potsdam où des troupes régulières assurent sa tranquillité matérielle. Les quelques personnes civilisées qui se trouvent ici y sont restées ou revenues pour se soustraire à la Jacquerie des provinces : c'est mon cas à moi.

Notre état financier est celui de l'Europe entière, c'est-à-dire déplorable. La catastrophe a été si inopinée et si générale qu'il n'y a pas eu moyen de prendre la moindre précaution. A ces peines communes à tous se joint pour moi l'inquiétude pour mes enfants, pour mes amis, et un vif désir de savoir comment vous, mon parfait ami, vous portez le poids du présent et les prévisions de l'avenir. J'aurais voulu vous tracer un tableau plus riant de notre côté d'Europe; mais je devais à votre amitié la vérité, je la demande s'il se peut de vous.

Je suis sans projet. Les voyages au milieu de l'émotion et des désordres populaires sont pour ainsi dire impossibles ; puis, comment s'éloigner de ses foyers quand on est réduit pour vivre aux produits de ses champs ! D'ailleurs la sécurité personnelle peut obliger à prendre une parti prompt et impossible à

prévoir à l'avance. C'est ainsi que depuis trois semaines j'ai mille francs et mes diamants cousus dans mes vêtements et mes arrangements pris pour pouvoir me soustraire à des dangers qui ne sont pas imaginaires.

Travaillez-vous? Avez-vous repris vos travaux littéraires et historiques? Avez-vous déjà l'esprit assez libre pour cela? Le mien, qui n'a jamais été bon à grand'chose, est fatigué et paralysé. Sans être malade je suis mal à l'aise et, sans être ni révoltée ni désespérée, je suis abattue et découragée. Je trouve que cela devient bien ennuyeux de vivre.

Je viens de passer quelques semaines avec mon cousin Paul de Medem (1) qui, après avoir attendu ici de nouvelles instructions de sa cour, est reparti hier au soir pour Vienne. Il trouvera là tout terriblement changé; quatre mois d'absence ont tout bouleversé.

Adieu, mon bien cher ami, je crains qu'il n'y ait bien du décousu dans ma lettre, c'est qu'il y en a dans mes idées.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 13 avril 1848.

Je suis bien aise de vous savoir gîté à Barante, malgré les regrets qui vous y assiègent; malgré la pénible vue de vos chers enfants sans occupation et sans aucune occasion prochaine d'utiliser leurs heureuses facultés. Dites-vous cependant que retrouver son toit paternel où l'on peut vivre si simplement que ce soit,

(1) Ministre plénipotentiaire de Russie en Autriche. C. B.

se réunir avec les siens, est peut-être encore ce qu'il y a de mieux dans les circonstances où sont placés ceux qu'on nomme les hommes du passé, et ce passé est bien près, puisqu'il vient jusqu'à la veille. Rien, au reste, de nouveau sous le soleil, même en fait de révolution. N'avons-nous pas vu cet esprit exclusif s'élever tout d'abord en 1814 et 1815? Vous et moi l'avons alors combattu, et j'espère que d'autres aujourd'hui prendront ce soin à notre place, car nous ne sommes plus guère aujourd'hui aptes à une lutte quelconque. Je parle un peu trop de moi en ce moment, surtout en m'adressant à vous qui avez encore devant vous tant d'années de vigueur et d'action possibles.

En ce qui me concerne, je suis loin de me plaindre, loin de là, même, car je trouve fort heureux que rien ne me puisse plus être demandé, qu'aucun service ne puisse être attendu de moi : ma carrière si naturellement finie s'est terminée avec l'ordre social où j'ai tenu ma petite place et je puis me dire, du moins, que la défense de cet ordre, ou de ce qui m'en a été confié, n'a point faibli entre mes mains : le dernier jour m'a trouvé à mon poste, et les dernières paroles dites à la Chambre qui allait finir ont encore été prononcées par moi.

L'asile que je suis venu chercher ici est doux et tranquille, j'y ai même trouvé un gîte fort agréable où je suis avec madame de Boigne, dont la santé est toujours bien chancelante ; mais enfin ce gîte, quelque agréable qu'il soit, n'est pas ce chez moi dont j'avais l'habitude. Mon intention serait de pouvoir encore aller passer à Paris l'hiver prochain. J'ai des intérêts de beaucoup de sortes qui m'y rappellent. Une grosse bibliothèque aujourd'hui enfermée dans des caisses,

et de nombreux manuscrits auraient grand besoin que j'y donne quelques soins.

Que dites-vous du soin de M. Guizot de se montrer à cette grande séance parlementaire de Londres (1)? Quelle belle confiance en soi-même et dans la justice du public! Tout ce qui me vient de Paris me parle de la sécurité de M. Molé. Je l'admire peut-être moins que je ne le devrais, mais il m'est impossible de ne pas penser un peu que ce beau calme tient à sa satisfaction intérieure d'avoir tiré son épingle du jeu, et d'avoir échappé au péril de cette carrière ministérielle à laquelle il a tant aspiré et en vue de laquelle il s'est, dans les derniers mois, donné tant de mouvement. On prétend qu'il a des chances d'élection dans le département de Seine-et-Oise. J'ai de la peine à le croire, même quand il serait porté par lord Normanby.

DU DUC DE BROGLIE.

Paris, 14 avril 1848.

Notre conseil général a été convoqué, et j'ai passé plusieurs jours à Évreux. J'ai trouvé le pays fort calme quoique nous ayons beaucoup d'ouvriers et que

(1) C'est dans cette séance (10 avril), que fut présentée à la Chambre des communes la pétition chartiste revêtue de 5.860.000 signatures. Le même jour eut également lieu l'adoption en seconde lecture du bill proposé « à l'effet de pourvoir à une meilleure sécurité de la couronne et du gouvernement du Royaume-Uni ». Ce bill donnait au pouvoir les moyens d'atteindre et de réprimer tous ces appels aux armes et ces excitations à la révolte qui se multipliaient en Angleterre et surtout en Irlande. C. B.

les ateliers et les fabriques se ferment chaque jour. La classe ouvrière est malheureuse et exigeante, mais elle ne se mêle point de politique et ne comprend pas grand'chose à la république. Tout ce qui s'élève au-dessus des gens de main-d'œuvre est consterné et au désespoir. Nous avons trois commissaires qui étaient jadis des plus ardents et qui sont aujourd'hui non seulement modérés mais humbles et timides ; ils n'ont fait que peu de dégâts et du peu qu'ils ont fait, ils s'excusent. Nous avons fait de notre mieux pour leur donner le moyen de parer aux difficultés du moment, mais nos bourses sont épuisées, et les difficultés augmentent chaque jour. Quant aux élections, on s'en occupe de nos côtés, sans beaucoup d'intérêt, on est convaincu qu'avec le scrutin de liste, le vote de l'armée et le dépouillement au chef-lieu, le gouvernement aura tous les députés qu'il voudra. Personne ne croit non plus que cette Assemblée puisse être bonne à quelque chose, de quelque manière qu'elle soit composée ; elle arrivera terrifiée, disposée à la docilité la plus complète pour les meneurs populaires, et, malgré cela, finira probablement par être chassée par la violence.

C'est là l'opinion générale, et ici et dans mon département. Du reste Paris est, en ce moment, tranquille, et, sauf la crise financière qui va s'aggravant de jour en jour, l'aspect est calme et triste, sans être alarmant

DE M. GUIZOT.

Brompton, 15 avril 1848.

Mon cher ami, vous dites bien vrai; j'aurais le cœur amèrement navré, pour toute ma vie, si ma mère était morte loin de moi. Je garde une éternelle reconnaissance aux amis qui me l'ont amenée. Elle leur a dû sa dernière joie; et moi je leur dois de ne m'être séparé d'elle qu'à la dernière heure, par la volonté de Dieu, non par celle des hommes. Le jour où elle est arrivée, à peine assise, elle me dit en m'embrassant : « A présent je puis mourir. » Elle s'est éteinte presque sans maladie, sans souffrance, le corps à peu près aussi tranquille que l'âme. Et je n'ai jamais connu d'âme qui conservât plus de sérénité dans la passion. Vous garderez son souvenir. Elle était de ceux qu'on ne doit pas et qu'on ne peut guère oublier.

Mes enfants vont bien. Je vis beaucoup avec eux. Guillaume a repris avec moi ses études. Je rapprends ce qu'il apprend. Nous lisons ensemble Homère et Thucydide, Virgile et Dante, et nous causons indéfiniment de ce que nous lisons. Cela ne remplacera pas le collège, que rien ne peut remplacer et qui était, pour lui, une patrie où il avait des affaires. Mais c'est un travail assidu et un mouvement d'esprit qui lui plaît. Mes filles sont très occupées et heureuses. A de bonnes natures jeunes le courage est facile et les premières épreuves de la vie animent plus qu'elles ne fatiguent. Je me suis mis hors de Londres pour échapper un peu au monde qui voudrait m'envahir, les uns amis, les autres oisifs et curieux. Je suis

rentré dans mes travaux : l'histoire de la révolution en Angleterre et celle de la civilisation en France. J'y porte le même intérêt qu'autrefois et j'y vois bien plus clair. J'avais commencé aussi, il y a dix ans, dans un été de loisir au Val-Richer, une *Histoire de France* pour mes enfants, qui devenait, à mesure que j'écrivais, aussi propre à d'autres lecteurs qu'à des enfants. Je la continuerai. J'étais très fatigué, moralement surtout, l'hiver dernier. Fatigué et triste; non que je prévisse ce qui est arrivé; mais je me sentais engagé dans une lutte que le succès aggravait au lieu d'y mettre fin, indéfiniment aux prises avec les erreurs vulgaires et les passions basses. Je me relève de ce pénible état d'âme. Je jouis de la liberté, de la non-responsabilité, dans un air qui n'est pas doux, mais qui est sain. Hors de moi, toutes mes préoccupations sont fort tristes; en moi, non. J'attends et j'attendrai sans impatience, tant qu'il plaira à Dieu, et sans savoir quoi. Je ne suis ni troublé dans ma pensée, ni découragé de ma cause. Cela rend la résignation plus facile, même la résignation à long terme et tout à fait obscure.

On vient de tenter ici, bien ridiculement, l'épreuve démagogique à la mode. Gouvernement et public étaient assez inquiets et fort préparés. Le spectacle de leur union, de leur bon sens honnête et courageux a été beau et poignant. Les brouillons sont sifflés de toutes parts et fort abattus. Ils recommenceront, mais sans plus de succès. Il y a de la maladie dans ce pays-ci; mais la santé est plus forte que la maladie. On ne guérira pas le mal; mais on le tiendra dompté, heureusement pour le salut et l'honneur de l'humanité.

Adieu, mon cher ami. Votre société me manque plus que je ne puis vous le dire. Et à madame de Lieven, infiniment. Elle ne va pas mal. Elle jouit beaucoup de la sécurité. Elle voit beaucoup de monde, mais elle vous regrette tous les jours. Adieu. Écrivez-moi. Les occasions sûres ne sont pas rares à Paris.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 20 avril 1848.

Vous mettrez le pied en France au moment où les élections seront terminées et vous apprendrez sur votre route de quelle couleur elles seront; sauf les fraudes et l'intimidation, elles pourront avoir un caractère de modération. Le communisme et le bouleversement de la société n'ont pas évidemment la majorité : et si les suffrages sont réels et libres, ils se porteront sur des hommes chargés de défendre l'ordre public et la propriété. Personne n'a objection à la république, si elle nous donne cette sécurité. Nous avons su hier comment s'était passée la journée de dimanche à Paris. Je voudrais espérer que ce témoignage éclatant de l'opinion publique et de la bonne volonté de la garde nationale inspirera courage et décision à la portion sensée du gouvernement provisoire. Au moins pourra-t-il en résulter un avertissement qui abaissera le ton et l'espoir des hommes qui prennent la France pour leur conquête et veulent la traiter sans merci, ni miséricorde. Avant que l'Assemblée se réunisse, parle et délibère en liberté, il y aura certainement encore quelqu'autre tentative qui, de part et d'autre

aura plus de violence. Ce sera peut-être d'ici au moment où vous lirez cette lettre.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 24 avril 1848.

Le mécontentement devient de jour en jour plus général et commence à descendre dans les classes pauvres et laborieuses. Les inquiétudes suscitées par le communisme et l'organisation du travail sont universelles. Les quinze jours de retard ont rendu moins favorables aux révolutionnaires extrêmes les chances électorales, ce qui était vraisemblable. Toutefois, ils sont tellement résolus à maintenir leur puissance par tous les moyens, que je présagerais plutôt leurs succès que leurs échecs. Ils procèdent par voie d'intimidation avec un cynisme patent et, quoiqu'ils fassent moins peur depuis quelques jours, ils ont la possibilité de faire beaucoup de mal et leurs menaces ont nécessairement de l'influence. Je mets donc peu d'espoir dans l'Assemblée nationale. Fût-elle sage et sensée dans sa majorité; fût-elle protégée et défendue par la garde nationale de Paris, elle n'aura pour auxiliaire ni tout ni partie du gouvernement provisoire. Il est trop engagé par ses paroles et par ses actes pour revenir à la raison et au possible, pour rendre au pays le bon ordre dont il a besoin.

Provisoirement, nous avons vécu en repos. La misère toujours croissante de nos pauvres ouvriers de Thiers ne les a point conduits à mal. J'ai reçu beaucoup de témoignages de leur bienveillance pour nous. Il en faut remercier Dieu et même remarquer le fonds de

raison et de sentiments honnêtes qu'on retrouve dans les classes pauvres, malgré les efforts que la perversité et la sottise déclamatoires font pour les égarer.

DE M. DE RAYNEVAL (1).

Gênes, 28 avril 1848.

Je comptais sur deux ou trois mois de repos et de calme à Palerme où nous sommes enfin arrivés au commencement de janvier après avoir jeté quelques regards sur Nice, Gênes, Florence, Rome et Naples. Au lieu du repos nous avons trouvé à Palerme le comble de l'agitation et bientôt la guerre civile. Nous avons tenu bon pendant quelques jours, mais il a bien fallu se soustraire à l'inutile danger des grenades et des bombes. Et bien nous en a pris; peu de jours après notre départ un éclat de bombe a brisé les meubles du petit salon que nous occupions sur la *Marine*. Ce départ ne s'est pas effectué sans peine et avait son côté romantique.

Depuis lors nous avons marché d'émeutes en émeutes ou plutôt de démonstrations en démonstrations, tant à Naples qu'à Rome, jusqu'au jour qui nous a apporté les nouvelles du 24 Février. Alors l'émotion a redoublé et a été portée au comble par les événements de Vienne, de Berlin, de Milan. Il était d'un grand intérêt de suivre, dans tous ses détails, le changement immense qui s'opérait dans nos yeux. En entrant à Nice au mois de novembre, nous n'avions

(1) M. de Rayneval était alors en congé et voyageait en Italie. C. B.

pu nous procurer le *Journal des Débats* qui y était prohibé. Deux mois après, à Palerme nous avons vu le mouvement général se décider par la lutte armée, et à Rome, après deux mois encore, nous avons entendu proclamer la constitution, fait immense et qui a passé presque inaperçu. Nous laissons l'Italie en guerre avec l'Autriche qu'elle a attaquée avec un grand enthousiasme, mais comme si l'Autriche n'existait plus. Le fantôme paraît se réveiller et la lutte devenir sérieuse. Les Italiens ont pour eux l'ardeur qu'ils apportent à cette cause; contre eux, le manque d'organisation et le manque d'union qui, à toutes les époques de leur histoire, a fait leur faiblesse et leur perte. Leur cri est *Unité*, et, de fait, cédant à leur instinct, ils se morcèlent : la Sicile se sépare de Naples, Venise se sépare de Milan, Plaisance se sépare, et les Lombards, au lieu de se jeter dans les bras de Charles-Albert, hésitent, manifestent des tendances contraires et indisposent contre eux leurs sauveurs. D'un autre côté la force des choses est telle qu'il me paraît impossible que jamais l'Autriche rétablisse son pouvoir dans la haute Italie. Elle ferait bien d'en prendre son parti. Elle aurait peut-être la triste consolation de voir, après son départ, les Italiens se déchirer entre eux.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 1er mai 1848.

Mon cher ami, j'ai eu du plaisir à revoir votre écriture. Oui, certes, je veux me donner le plaisir de causer quelquefois avec vous ; nous avons en arrière près de quarante années de sympathie dans la vie

active, et nous en sortons en même temps avec des sentiments pareils. Que de choses nous avons vu et fait ensemble ! Carrières administrative, parlementaire, diplomatique, nous ont été communes. Il nous reste l'Académie. Je ne crois pas à la durée paisible de la république et je crois moins encore à la possibilité d'une restauration. Sans doute, après de longs orages, le vaisseau sera poussé dans un port, peut-être en des terres inconnues. En attendant il faut se résigner au mal de mer. Je ne vois aucun de nos nouveaux maîtres, et sauf ma famille et quelques amis bien peu nombreux je ne vois personne. Il faut bien nous l'avouer, mon cher ami, depuis 1815 nous nous sommes toujours trompés. Jusqu'en 1830 avec le désir très sincère de conserver nous avons fait la courte échelle aux démolisseurs. Je m'étais bien promis depuis lors de m'abstenir de toute opposition, et voici par terre le gouvernement que je soutenais comme celui auquel je résistais pour l'éclairer. Je n'avais pas plus prévu l'une de ces chutes que l'autre. La méfiance de moi et le découragement de toutes choses sont au comble. Heureusement ces dispositions conviennent assez à ce qui me reste à faire en ce monde. En cela au moins j'espère ne pas me tromper.

Albert de Broglie (1) est arrivé hier. Je ne l'ai pas vu encore, mais je sais qu'il a fait bon voyage, et qu'il rapporte de l'Italie les plus tristes impressions. Apponyi part demain. Il dînait hier à l'ambassade de Sardaigne. J'ai idée que les deux cours sont en voie

(1) Le prince de Broglie revenait de Rome où il était premier secrétaire de l'ambassade de France lors de la révolution de Février. C. B.

d'accommodement. Le général Oudinot, qui est parti l'autre jour pour l'armée des Alpes, m'a semblé prévoir un service actif. Toute chance de guerre m'aurait semblé fatale il y a six semaines ; aujourd'hui, sur ce point comme sur les autres, je ne sais plus que penser.

Lamartine fait de grands efforts pour rester uni à Ledru-Rollin. Pour éviter la rupture il a fait de grandes concessions, et je ne sais si pour l'avenir il en a fixé le terme. L'Assemblée nationale nous apporte sans doute des combinaisons nouvelles, personne ne les peut prévoir parce que les membres nouveaux sont inconnus aux autres et je crois à eux-mêmes. La rage des journaux réformistes est le seul bon symptôme qui m'apparaisse.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 10 mai 1848.

Ici nous jouissons d'un calme parfait et qui paraît assuré, grâce à une excellente et nombreuse garde nationale parfaitement résolue au maintien de l'ordre et en ayant la puissance. C'est cependant un simple état de calme que celui où il faut que la partie la plus virile de la population se trouve sur le qui-vive et toujours prête à prendre les armes. Deux cent mille hommes, au moins, à Paris, font ce service et avec un zèle admirable. zèle bien nécessaire quand on entend le langage et les menaces des Barbès et des Blanqui. Jusqu'ici, il y a tout lieu de croire que la majorité de l'Assemblée est bonne et aussi résolue que la garde nationale. On dit ce matin que nous avons un nouveau pouvoir exécutif. Celui-là serait au

petit pied, car il ne serait que de cinq membres. MM. Ledru-Rollin et Pagès en feraient partie, ce qui les retirerait de leur ministère. De cet événement, il faudrait bien en prendre son parti, mais ce n'est pas là le difficile : le dificile est d'abord de trouver de l'argent et de rétablir assez de confiance pour qu'il y ait moyen d'attendre, sans émeute, l'accomplissement de l'œuvre de la constitution. Ainsi va être encore une fois remanié, et, sans doute, pour qu'il n'y soit plus jamais rien changé, le gouvernement de cette vieille société. Il me prend quelquefois à penser qu'on essaie de la rajeunir à peu près comme le firent, suivant la fable, les filles de ce pauvre vieillard qu'elles coupèrent en morceaux pour les faire ensuite bouillir dans un chaudron.

L'ébullition est, en tout cas, bien à la mode aujourd'hui dans tout le monde européen. Qu'en sortira-t-il? Si l'Italie est entièrement livrée à ses aspirations unitaires et si elle a le moyen de les suivre, je ne doute pas que le sentiment républicain n'y domine partout. Je ne pense pas qu'il en soit de même de l'Allemagne. On dit que M. de Metternich, dans son cottage à Richemond, ne peut pas encore revenir de la stupéfaction où l'ont jeté les événements sous lesquels il a succombé, et surtout l'ingratitude de ses compatriotes envers lui. Du reste, il se tient très coi et se montre peu. Il n'en est pas de même de M. Guizot, qui ne manque pas une occasion de donner un exemple que ses collègues ne suivent pas.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 15 mai 1848.

Je me sens content de ne pas être dans les lieux où il y a du mouvement, du bruit, des conversations inutiles sur tout ce qui me déplait, m'afflige ou m'irrite. Je parcours les journaux sans me résoudre à lire tant de déclamations qui bravent le sens commun, l'expérience des siècles et les plus simples règles de l'ordre social. Je me sens opprimé dans ma raison ; mais du moins j'ai la consolation de n'en parler à personne, et de laisser évaporer ma tristesse en rêverie. Parfois, j'ai envie d'ordonner mes réflexions et de traiter les questions générales qui s'élèvent à propos d'un établissement constitutionnel.

J'écris des notes sur les événements où j'ai assisté, sur les situations que j'ai occupées, sur les hommes que j'ai connus, mais sans liaison, sans plan, au hasard de mes lectures ou de mes pensées. Au vrai, je ne fais rien que lire et me promener.

Les ouvriers de Thiers sont de plus en plus sans travail et conséquemment sans ressources. Parfois, il nous en arrive isolément qui nous parlent de leur misère sans nulle vivacité, ni exigence. Nous leur donnons des pommes de terre ou bien on leur trempe la soupe. Nous entendons leurs doléances et nous les plaignons. Nos meneurs, surtout au moment des élections, ont voulu les employer à intimider les votes. On a ouvert un club, on a planté des arbres de la Liberté. Mais il n'en est résulté aucun désordre. Le communisme et l'organisation du travail ne sont pas un moyen d'excitation. Les souvenirs et les

haines révolutionnaires auraient plus d'action, et il est facile de leur faire crier : « A bas les chouans ! A bas les blancs ! »

Les hommes du gouvernement provisoire ont une peur plus réelle de ce qu'ils appellent la réaction que de leurs installateurs du mois de février, quelque ennemis qu'ils puissent être. L'Assemblée flottera entre ces deux craintes jusqu'au moment où elle sera divisée nettement en deux partis ; puis l'un cherchera un auxiliaire dans la garde nationale, l'autre dans les gens de M. Barbès et M. Blanqui. Cette marche des choses sera plus ou moins rapide. Je doute qu'en revenant dans trois mois vous trouviez une situation décidée.

Ernest a voulu aller voir de près la révolution qu'il n'avait pas très bien comprise à Constantinople. Nous, vieilles gens qui en avons vu d'autres, nous ne puisons pas dans notre triste expérience de quoi tirer l'horoscope de celle-ci.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 17 mai 1848.

Ma sœur me charge de vous dire, mon cher baron, combien elle a été touchée de votre souvenir, et heureuse de recevoir de vos nouvelles. Vous sentez combien elle est effrayée de la vie agitée que nous menons ; dans la douce monotonie de son existence elle ne comprend pas qu'on puisse s'accoutumer à de telles agitations ; on s'y accoutume pourtant ! Paris était rempli de promeneurs pendant que l'Assemblée se débattait sous une insurrection qui n'a pu étonner ni vous ni moi, et qui n'a surpris que le gouvernement,

car il paraît que le sort des gouvernements, en France, est d'être toujours surpris, et de n'être prêts à rien. Celui-ci était aussi mal gardé que celui de Juillet, mais il a trouvé des défenseurs sur lesquels il ne comptait peut-être pas.

Je ne reviendrai pas sur la journée même du 15, les journaux suffisent pour vous en instruire, mais lorsque vous aurez lu le compte rendu de la séance d'hier, qui vous arrivera avec cette lettre, ne trouverez-vous pas, comme moi, que rien n'est fini, même qu'il n'y a rien de commencé. Entre le silence de M. de Lamartine qui, du reste, s'est fort bien conduit dans la journée du 15, et l'ardeur incroyable et inquisitoriale de l'Assemblée, ne sentez-vous pas un sourd désaccord qui ne tardera pas à éclater? Il y a là, toutes proportions gardées, quelque chose de ces scènes antiques où César, tout en condamnant Catilina en masse, le justifiait ou du moins l'amnistiait en détail. Cette fois, n'est-ce pas Cicéron qui joue le rôle de César? Bien entendu des Cicérons et des Césars de 1848.

M. Thiers, très abattu les premiers jours, s'est ranimé, il parle très haut contre ce qui se passe et s'est même retiré, pour quelques jours, à Franconville, à la campagne, chez la marquise de Massa, pour y faire une brochure. Je ne doute pas que la brochure ne soit très bonne, mais je crois que c'est une faute. Il fallait se présenter aux élections où je suis convaincu qu'il aurait trouvé un collège favorable, sans dire d'avance ce qu'il comptait apporter à l'Assemblée. En attendant, toute l'Assemblée, sauf les hommes du gouvernement actuel, désirent y voir Thiers, à cause des débats sur la question financière.

Les pauvres Polonais ne se relèveront pas de l'appui que leurs amis leur ont prêté. C'est, à la lettre, l'*Ours et le Jardinier*. Je trouve l'attitude de la Russie bien plus forte que sous le gouvernement de Juillet. Cette expectative à mèche allumée, et l'arme au bras, a bien plus de noblesse que ces attaques injurieusement incessantes dont elle harcelait la royauté déchue. Qu'arrivera-t-il de tout cela ?

DU DUC PASQUIER.

Tours, 24 mai 1848.

Nous autres, vieux, croyons avoir, dans notre temps, parcouru tout ce qu'il était possible de voir en événements, en catastrophes politiques, et ceux qui ont pris notre place et recommencé nos rôles, nous montrent tous les jours à quel point nos imaginations ont été stériles. Dieu leur soit en aide, mais la besogne qu'ils ont entreprise est de celle dont les premiers artisans ne voient guère la fin ; ils auront encore à traverser, je le crains du moins, un grand nombre de ces épreuves qu'on appelle des journées, de ces journées que leur présomption qualifie des plus grandes, des plus admirables qu'on ait jamais vues, et qui ne tardent guère à être mises au rebut, attendu leur insignifiance et leur portée si incomplète.

Les travailleurs du 15 avaient fait cependant de leur mieux pour que rien ne manquât à leur œuvre; les mesures avaient été merveilleusement bien prises et leurs actes y avaient répondu. La fortune si fantasque de sa nature ne leur a pas souri, mais, dans leur défaite même, ils ont laissé une source de grands em-

barras pour le gouvernement; en sortira-t-il jamais, *quand* et *comment* ?

Il ne paraît pas non plus que la bonne intelligence soit aussi parfaite qu'on le pourrait désirer entre la majorité de l'Assemblée et le pouvoir exécutif, mais ces nuages se dissiperont, sans doute, je le veux espérer d'avance. En attendant, on parle de menace de démission de la part de M. de Lamartine et autres membres du pouvoir exécutif, cela serait très mal de leur part. La situation difficile où le pays se trouve leur est imputée par un trop grand nombre de personnes pour que ce ne soit pour eux un devoir d'honneur de l'en tirer.

J'ai su, d'autre part, la situation du correspondant dont vous me parlez (1). Je la connaissais et l'admirerais même pour des malheurs qui n'atteindraient que soi, mais pour des infortunes qui frappent tant de personnes et dont on ne saurait se dire entièrement innocent, je voudrais que l'expression d'un peu de douleur et même d'abattement se fît lire sur la figure. Je savais qu'à quelques agents avait été confié le soin d'aller aux renseignements sur les procès intentés (2) et sur les bruits possibles à répandre; soyez tranquille, on n'a malheureusement trouvé aucune ombre de charge. Il est évident que nous n'avons fait obstacle à rien.

En vérité, j'aime mieux l'attitude de M. de Metternich, si malheureux, si triste en Angleterre et disant, avec la

(1) M. Guizot. C. B.

(2) Le 1er mars des mandats d'amener avaient été lancés contre M. Guizot et ses collègues du dernier ministère de la monarchie de juillet. Une instruction toute de forme fut suivie d'une ordonnance de non-lieu. C. B.

meilleure foi du monde, qu'il a beau y penser, qu'il ne trouve rien dans son esprit, dans sa mémoire qui puisse lui expliquer et lui faire comprendre les événements qui se sont passés à Vienne. Le dernier règlement qui vient de leur être donné ne lui paraît pas, sans doute, d'une compréhension plus facile. Il paraît, en outre, se déplaire mortellement en Angleterre et aurait envie, si cela était possible, de venir passer à Paris l'hiver prochain.

Je vous livre tout cela pour ce que cela vaut, mais j'étais entrain de causer et de laisser courir ma détestable écriture.

Tours, 29 mai 1848.

Les difficultés ne manquent sur rien. On peut interroger là-dessus nos gouvernants. Les voilà qui commencent à en venir aux prises avec ces immenses ateliers de travailleurs si imprudemment formés en telles masses. C'est une crise à passer. Espérons qu'on s'en tirera aussi bien que des fêtes et des revues. Hélas! j'ai tant vu de tout cela sans qu'une grande sécurité en soit résultée, à commencer par l'admirable fédération sous l'Assemblée constituante, et puis les fêtes en 91, pour l'acceptation de cette constitution qui n'a pas vécu jusqu'à la fin de l'année suivante.

Je voudrais bien que nous en fussions à l'acceptation de celle qu'on nous prépare, quelle qu'elle puisse être, car il n'y a rien de pire que de vivre dans un provisoire pareil à celui qui nous dévore. Mon dieu, on ne demanderait pas mieux que de reprendre un peu de confiance, cela est si nécessaire pour tant de

choses. On en saisirait, sans nul doute, la première occasion qui en serait offerte, pour peu qu'il y eût la moindre vraisemblance dans l'espoir auquel on se livrerait.

Vous pensez bien que je ne suis pas de ceux qui gémissent de la sortie de M. de Lamenais du comité de constitution. Il y a longtemps que ses almanachs ne sont pas les miens. J'aimerais mieux cent fois ceux de Matthieu Lansberg.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Richmond, 29 mai 1848.

Votre lettre m'a fait un très doux plaisir, cher ambassadeur, laissez-moi continuer cette formule qui me plaît comme toutes les bonnes habitudes. Que nous sommes loin l'un de l'autre ! Quelle tristesse cela me fait. Il me semble que nous causerions si bien, que nous serions inépuisables, si je pouvais vous tenir ici dans ce lieu ravissant et tranquille. De temps en temps il m'est venu quelque rayon d'espoir sur vos affaires, elles sont si mal que j'ai pu entrevoir la possibilité qu'elles iraient mieux. Mais cela traîne, je me décourage. Je ne sais que décider sur mon propre compte. Je me refuse à la nécessité de faire mon nid en Angleterre, cela ne me plaît pas. Et cependant quelle perspective que je puisse retourner de si tôt en France, ou même que je le veuille ? Car il m'est resté une affreuse terreur de votre pays. Je voudrais vos conseils. En attendant, la fumée et la vie de Londres me sont devenues si odieuses que j'ai fui, et je resterai ici ; on peut m'y

atteindre, j'irai quelquefois regarder mes amis. Je me repose, mais je m'ennuie !

Claremont est triste et pauvre. Il me semble que l'anarchie y a pénétré aussi. On dit que la lettre des princes à l'Assemblée (1) était inconnue du roi, et qu'il ne l'a su que lorsqu'elle était partie. Cela a été une fausse démarche, et dont le premier tort au moins était de manquer de dignité. Mais c'est bien là le tort de toute cette dynastie. La cour d'Angleterre est fort en soins pour Claremont et le devient tous les jours davantage, en dépit ou à l'insu de lord Palmerston.

Que dites-vous de Bulwer? Voilà une aventure! (2) On discutera cela dans les deux Chambres. Les opinions sont divisées; cependant en général on reconnaît là dedans une conséquence de l'inconséquence et de l'insolence avec laquelle le Foreign-Office mène

(1) Protestation du prince de Joinville et du duc d'Aumale contre le projet de décret soumis à l'Assemblée nationale pour interdire le territoire français aux membres de la famille du roi Louis-Philippe.

Les princes reconnaissaient dans cette lettre la souveraineté de l'Assemblée, chargée de voter une nouvelle constitution, et affirmaient le respect avec lequel ils acceptaient l'appel fait à la nation. Ils ne s'appuyaient que sur les services qu'ils avaient rendus comme marin et comme soldat pour ne pas être repoussés de leur patrie. « Exempts de toute ambition personnelle, écrivaient-ils en terminant, nous protestons devant les représentants de la nation contre une mesure dont nos antécédents et nos sentiments devaient nous garantir. » C. B.

(2) La lettre du duc de Sotomayor, ministre des affaires étrangères d'Espagne, invitant M. Bulwer à quitter Madrid dans un délai de vingt-quatre heures. C. B.

les affaires. Les suites de cela, personne ne les devine. Hier j'entendais dire qu'il fallait faire comme pour Mussurus, renvoyer Bulwer à Madrid pour y recevoir des excuses. Enfin nous verrons.

La fuite de l'empereur d'Autriche semble ici une bonne résolution. Cela reste à voir, cependant. Rien ne va bien, excepté mon pays et mon empereur; j'espère que vous le trouvez aussi. Là où il parle, il est obéi. La Prusse se retire du Jutland. Je trouve que nous avons très grand air. Tranquilles, fermes, puissants. Ici il y a une grande et universelle admiration de notre conduite.

Le prince de Metternich bavarde, rabâche, devant un auditoire très borné, car à Londres personne ne se dérange de ses habitudes et il n'y a guère que quelques étrangers qui vont chez lui le soir. Il parle toujours de lui-même et bien longuement, bien lentement, il est devenu très sourd. Au fond il ennuie tout le monde. Il passera à Londres l'été, et ensuite il ira il ne sait où.

M. Guizot s'occupe beaucoup; de son fils d'abord, et puis de « Charles Ier ». Il dîne beaucoup dehors, car tout le monde le veut et le recherche. Celui-là n'ennuie personne. Duchatel, Dumon, Delessert, restent à Londres, mais ils sont éparpillés. Montebello est ici.

Lord Holland est à Paris. Sa femme est restée arrangeant Holland-House qui est charmant. Le prince de Prusse est retourné à Berlin. J'espère qu'il n'y retourne pas trop tôt.

A. M. PROSPER DE BARANTE.

Barante, 5 juin 1848.

A Paris, on est toujours sur le qui-vive et peut-être le journal qui va arriver nous apprendra-t-il quelque bataille ou quelque tentative. Il a bien fallu dissoudre ce rassemblement d'ouvriers soldés pour l'émeute, et les gouvernants ne pouvaient s'y prendre qu'avec irrésolution et timidité. Aussi n'est-ce pas une affaire finie. A l'excitation et au mouvement d'espérance qu'avait produit la dernière journée que vous avez passée à Paris a succédé le découragement; ce qui était évident pour les esprits sérieux est devenu clair pour tous. Rien dans la situation actuelle ne laisse entrevoir la possibilité d'un résultat considérable. Les hommes qui se sont emparés du pouvoir, et les agents qu'ils ont installés dans les fonctions publiques ne veulent point lâcher leur proie. Une grande portion de l'Assemblée, la majorité sans doute, est compromise d'amour-propre et engagée d'ambition dans la république démocratique et tyrannique. Jamais, à aucune époque de nos révolutions, un gouvernement n'a été décrié autant que celui-ci. Avant d'être né il est traité avec plus de dédain et d'outrage que le directoire au moment de sa chute.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 8 juin 1848.

Tout ce qui a frappé mes amis, mes enfants, mes deux patries, mon existence personnelle, et les

affreuses scènes qui se sont passées sous mes yeux, soit dans mon voisinage immédiat, comme par exemple les atrocités commises de part et d'autre dans le grand-duché de Posen, m'ont profondément attristée. J'ai eu aussi de grandes alarmes pour ma sœur qui a fui Vienne au moment où elle a su le départ inopiné de la famille impériale; elle s'est retirée à Carlsbad, craignant d'habiter ses terres de Saxe et de Silésie, à cause de l'esprit travaillé et excité des paysans.

Si je n'étais ici dans une petite ville où une bonne garde bourgeoise s'est organisée, je n'aurais pu y rester. Mon autre établissement, où je vais en général dans le cœur de l'été, restera fermé pour moi cette année, précisément à cause de l'effervescence des communes, que des émissaires polonais et alsaciens ont perverties. Je ne songe guère à remuer, d'abord parce que le malaise financier est tel chez nous que c'est à peine si en consommant soi-même des denrées qui ne se vendent plus ou du moins qu'à vil prix, on peut se procurer les moyens d'exister. Chacun est donc forcément cloué dans ses foyers jusqu'à ce que la *terreur* fasse mourir de faim ailleurs. Je ne projette donc rien qu'une petite course de temps à autre à Berlin que je touche du doigt, et que je pousserai s'il m'est possible jusqu'à Eisenach pour y rendre visite à une *veuve* (1) et à des *orphelins* auxquels je conserverai toujours respect et dévouement.

Vous voyez que je vous parle longuement de moi; faites-en autant, je vous en prie, afin que je voie que

(1) Madame la duchesse d'Orléans. C. B.

vous m'aimez toujours, et que ni le temps, ni l'abîme, ni la fin du monde ne m'ont fait perdre celui de mes amis qui a le plus de racines dans mon cœur. Vos fils savent-ils porter le poids du temps et de l'oisiveté? On dit qu'à Claremont il y a des jeunes gens qui se débattent avec grande amertune dans leur inactivité forcée; que cette amertune rejaillit en aigres paroles à l'égard du vieux père auquel les enfants reprochent d'avoir par faiblesse perdu la partie. Le père, à son tour, se préoccupe du jugement que la postérité portera sur son compte. La mère seule est parfaitement courageuse, douce, résignée et digne. Les jeunes belles-filles se montrent à leur avantage. Quand j'aurai vu l'aînée de toutes, je vous en donnerai des détails exacts.

Mon fils Alexandre, rongé d'ennuis, est parti assez subitement pour l'Italie afin de s'y enrôler dans l'armée toscane. En attendant, toutes ces troupes italiennes sont battues et repoussées par le vieux Radetzky avec une énergie antique. L'Autriche retrouvera-t-elle l'Italie soumise, ou bien la France devra-t-elle se mêler de ce débat qui peut propager la guerre générale? Je vois des gens sages et habiles la désirer pour l'Allemagne afin de nous tirer de l'état de dissolution qui nous mine et qui nous jettera dans la guerre civile si la guerre étrangère ne détourne pas les mauvaises humeurs qui nous travaillent. Mais le remède me paraît violent, et comme il me séparerait encore plus de mes amis et de mes enfants, je le redoute extrêmement. M. de Valençay monte la garde à Paris, ou bien il dirige celle de Valençay.

Que savez-vous de nos amis communs? On dit

M. Pasquier et madame de Boigne s'ennuyant à Tours. Et le duc de Broglie? Je me figure qu'il aura été chercher à Coppet des souvenirs de jeunesse et de bonheur. Madame de Barante a-t-elle des nouvelles de M. Dupanloup?

Paul de Medem a suivi avec tous ses collègues l'empereur d'Autriche à Insprück. A propos, figurez-vous que l'empereur Nicolas est plein d'enthousiasme pour M. de Lamartine qui me paraît, à moi, malgré son beau talent poétique et oratoire, jouer le rôle du niais de la troupe.

P.-S. — Peut-être seriez-vous étonné si je ne vous disais un mot de notre Assemblée prussienne. Elle est faiblement gouvernée et pleine d'éléments ignorants et incultes. Il est impossible d'imaginer ce que de pareils ouvriers pourront construire. Ce sera une maison sans escalier, ni cave, ni toiture; quatre murs que le premier vent abattra; telle est du moins ma crainte. A Francfort on veut élever le temple de Salomon, et on y a ouvert la tour de Babel. Où allons-nous? Dieu seul le sait.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE

Étiolles, 9 juin 1848.

J'ai dit, quoi qu'il arrive, un dernier adieu à la politique active. Je déteste le présent, espère peu de l'avenir, mais j'aime bien le passé et je m'en occuperai tout le temps que Dieu me laissera sur la terre.

Ne faites-vous pas quelques projets semblables? Il me semble que vos *Mémoires* et les miens pourraient former un ensemble diplomatique assez complet. J'ai déjà, l'année dernière, commencé ce travail par l'Italie. Les événements de Février, loin de me dégoûter de ma besogne, m'encouragent à la continuer. Les événements de notre époque seront odieusement travestis si nous les livrons à l'appréciation des hommes d'État qui s'élèvent. De cela nous parlerons plus amplement un jour, j'espère, à Barante et à Étiolles. Pour le moment, malgré mon zèle, je ne fais pas grand'chose. Je reste encore un peu étourdi, et malgré mon dégoût de ce qui se passe, il m'est difficile de penser à autre chose.

Je m'explique mal les élections de Paris, si hétérogènes (1). Je ne puis croire qu'il y ait eu coalition entre nos amis et ceux de Raspail. Quoi qu'il en soit, la nomination de Thiers me fait plaisir. Elle ne tiendra certainement pas ce qu'on s'en promet, car je ne pense pas qu'on puisse faire grand bien aujourd'hui, mais arrêter le progrès du mal c'est préparer le remède.

(1) Parmi les députés élus à Paris, aux élections partielles du 8 juin, on remarquait MM. Caussidière, Pierre Leroux, Lagrange, Proudhon; Changarnier, Thiers, Victor Hugo, Louis Bonaparte. C. B.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 16 juin 1848.

Rien n'avance dans aucun sens. Les dernières élections de Paris ont jeté un nouvel élément de discorde dans le triste imbroglio où tout est lancé, et je crains beaucoup que cet élément ne soit plus nuisible qu'on ne le suppose au premier coup d'œil. Le pouvoir exécutif, car je ne veux pas dire le gouvernement, du moment où il n'était pas sûr d'enlever l'expulsion du prince Louis Bonaparte, a fait une grande faute de la proposer ; il lui a donné beaucoup plus d'importance qu'il n'en avait dans la réalité et puis il lui a fourni une occasion de plus de s'insinuer dans les esprits. J'ai peur que cet effet n'ait été produit dans la garde nationale elle-même. La situation, au reste, est bien misérable à ce pauvre pouvoir exécutif. Il me fait l'effet d'un agonisant, ce qui est toujours cruellement triste à voir.

Mon Dieu, vous rappelez-vous le temps où nous travaillions bien en commun et où les circonstances le permettaient, à cette loi électorale, la seule base réelle de tout gouvernement libre, de quelque nom qu'on le décore ? Mais, hélas ! combien on est loin aujourd'hui du calme et de la sincérité de ces délibérations dont vous avez souvenir et dont s'honorait mon cabinet. Il semble qu'on se fasse gloire de mépriser non seulement les principes émis par les sages de toutes les époques, mais même les livres, les opinions les plus récentes. Cet appel continuel au nombre, poussé jusqu'à l'universalité, est le pas le plus rétrograde qu'il soit possible de faire. C'est tout simplement

la force même la plus brutale, mise à la place de l'intelligence et c'est, par conséquent, le marchepied le plus assuré du despotisme. Dieu nous entr'aide, je dirai presque qu'il le doit, puisqu'il a permis que nous tombions dans de telles misères. Un arrivant de Paris me disait hier que l'admission de Louis Bonaparte avait déjà fourni l'occasion d'un grand changement dans le projet élaboré par M. de Cormenin (1), même dût-il n'avoir pas la gloire de faire le rapport. Au lieu d'un président de la république, on proposerait trois consuls, mais toujours une seule Chambre (2), puis ce fameux conseil d'État de M. de Cormenin, conseil qu'il rêve depuis si longtemps, et dont la présidence, sans doute, lui doit appartenir au moins par brevet d'invention.

Ce que vous me dites de la manière dont est traité M. de Metternich, à la suite d'une si longue, et, il faut bien en convenir, d'une si brillante carrière, est une leçon dont ne profiteront guère les ambitions présentes et à venir, mais qui n'en est pas moins d'une vérité aussi triste que frappante. Avec les *progrès* qui ont été faits si heureusement de nos jours, la vieillesse

(1) M. de Cormenin était président de la commission de constitution. C. B.

(2) M. de Cormenin n'était pas seulement connu par ses très nombreux pamphlets contre la restauration et le gouvernement de Louis-Philippe, ainsi que par son rôle parlementaire sous ces deux régimes. Il avait écrit divers ouvrages de droit administratif fort remarqués et entre autres en 1818 : *Du Conseil d'État envisagé comme conseil et juridiction dans notre monarchie constitutionnelle.* Ce fut, du reste, au sein du conseil d'État du second Empire que ce publiciste radical termina sa carrière. C. B.

n'est plus de mise en rien, ni nulle part. Ce qui a été vrai de tout temps, sur les inconvénients de l'âge comme dans son application à l'égard des grands personnages, est maintenant si brutalement établi et commandé que, bien mal avisés sont les vieux qui ne s'y soumettent pas. J'ai écrit quelque part quelques lignes sur les écueils que les souverains trop âgés doivent rencontrer à la fin de leur carrière. Il faut aujourd'hui y ajouter en plus les ministres qui, sans être fort âgés, ont cependant l'inconvénient de l'avoir été trop longtemps, puis les administrateurs ayant passé la cinquantaine ou plus encore quelques vieux magistrats.

Je me suis dit bien des fois, depuis trois ans, que je me devais estimer très heureux de n'être pas tombé sous cet anathème. Je le sentais venir, au reste, et ce n'était pas sans beaucoup de regret que j'en courais le risque depuis trois ou quatre ans, et j'étais, au fond, très résolu à me tirer de cette mauvaise passe à la fin de la session qui a été interrompue, comme vous savez.

Que dites-vous, vous qui connaissez le terrain, de la nomination que les journaux nous font pressentir, du sieur Petetin comme chargé d'affaires ou ministre à Saint-Pétersbourg, ce journaliste, — vous devez vous en souvenir! — qui tint une si grande place lors de l'insurrection du mois d'avril à Lyon, qui vient aussi de nous fournir le sieur Lagrange comme représentant du peuple.

J'ai envie de finir comme commence la plus belle des hymnes de Santeuil : *Stupete gentes !*

Tours, 21 juin 1848.

Très cher ami, le phénomène qui se passe dans ce moment à Paris et autour de moi me donne une envie démesurée de m'en entretenir avec vous.

L'entrain pour Louis Bonaparte, notre ancien justiciable, va, dit-on, toujours croissant à Paris, et on ne parle que de lui dans toutes les campagnes environnant cette ville, d'où je vous écris. A Paris, on ne doute pas qu'il ne soit renommé à une majorité beaucoup plus grande que celle qui l'a élu, la première fois et, de tous côtés, il me vient la nouvelle de dispositions analogues.

Je sais bien que cela surtout exprime le peu de sympathie fraternelle que la république inspire dans ce pays que les discours publics présentent comme lui étant si dévoué; mais, soit cette cause, soit une autre, si tout le monde le veut ainsi, je n'ai rien à dire et n'ai nulle envie de rien dire. Président de la république, ou empereur, ou roi, peu m'importe, je suis à qui rendra la sécurité et fera renaître la confiance ; et je sais bien qu'on a un si grand besoin de ces deux biens qu'on les recevra à belle-baise-main de qui les donnera tant soit peu. Mais il ne suffit pas d'être l'héritier d'un si grand nom, il faut être en état de le porter et trouver gens qui vous y aident assurément. Là, est mon embarras.

Où le nouvel élu du peuple, si cette élection a lieu, trouvera-t-il les capacités dont il ne peut se passer? Un ou deux noms se présentent bien à mon esprit, mais il n'y a pas la puissance. Puis pour établir la constitution dont on semble vouloir nous sevrer, la rendre praticable si nous l'avons obtenue, ou la

détruire pour se jeter dans le rétrograde : que de périls de toutes sortes ! L'esprit se confond dans toutes les conjectures auxquelles il faut se livrer. Dites-moi donc ce qui se passe, à ce sujet, de votre côté et ce qui apparait à votre esprit et à votre bon sens.

Savez-vous l'extrême désir, l'espérance, la passion d'arriver à l'Assemblée nationale qui ont saisi notre confrère du faubourg Saint-Honoré (1) et qui lui ont fait différer ce départ qui devait avoir lieu avec sa fille pour Spa ? Il y a donc des ambitions qui ne meurent jamais, que rien ne peut éteindre ? Je suppose, *sans en être sûr cependant*, que celle-là ne va pas jusqu'à la présidence, mais chef du conseil du futur président, si c'était celui dont je parlais tout à l'heure, cela n'irait-il pas bien à tous les antécédents que nous savons ? J'y consens ; au reste plaise au ciel que cette ambition soit satisfaite, pour *notre bien* : mais *pour* le bien de celui qui y aspire, il me serait impossible de le dire.

A M. PROSPER DE BARANTE (2).

Barante, 26 juin 1848.

Nous ne sommes pas disposés, mon cher ami, à vous écrire longuement aujourd'hui. Nous attendons avec anxiété depuis quarante-huit heures les nouvelles de Paris, et nous ne savons pas encore l'issue de cette

(1) Le comte Molé. C. B.

(2) M. Prosper de Barante voyageait à cette époque aux États-Unis. C. B.

terrible lutte. Il y a eu retard de la poste. Les dépêches télégraphiques sont envoyées de Lyon à Clermont, et à Thiers on ne les connaît que longtemps après. Un de nos représentants a l'attention de m'écrire chaque jour un bulletin daté de cinq heures du soir. Vous recevrez en même temps que cette lettre des journaux qui vous apprendront ce que nous ignorons encore et ce qui n'est pas encore advenu. Je ne puis rien prévoir, et j'espère tout au plus que la bataille sera gagnée par les défenseurs de l'ordre public. En même temps, on nous informe, mais sans détails, qu'il y a des troubles graves à Marseille. La nouvelle me vient de Thiers et on ne m'explique pas le caractère de ce désordre.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 29 juin 1848.

Bon Dieu, cher ami, que nous étions loin, dans nos dernières lettres, j'ai la vôtre du 25, de nous faire la moindre idée des horreurs et des scènes à jamais sinistres et lamentables à la veille desquelles nous nous écrivions.

Vous les savez comme moi, aussi les détails sont inutiles. Il suffit de dire que chacun, de son côté, aurait, s'il le voulait, à raconter quelques traits d'une part plus odieux les uns que les autres et de l'autre plus héroïques. Cette garde nationale, cette troupe de ligne, cette mobile ont été admirables et prodigieuses; elles peuvent, en récompense, se dire qu'elles ont sauvé Paris et peut-être la France, car, en vérité, nous avons été bien près de notre perte totale. Qu'est-ce donc que cette race d'hommes que la France nourrit dans son sein ? Sans doute on n'a rien négligé de longue main

et surtout depuis quatre mois pour la mettre dans l'état de démence furieuse où elle s'est enfin montrée, mais pour si bien réussir, pour recueillir si fructueusement de telles semences, il a fallu une terre bien préparée.

Attila et ses Huns se sont arrêtés devant le pontife de Rome, les Huns de notre pays et de notre époque n'ont pas eu la même condescendance pour le pontife de notre capitale ! C'est, au reste, une bien belle fin que celle de cet archevêque et il y a eu des canonisations qui, peut-être, n'étaient pas aussi méritées que serait la sienne.

Nous avons vu passer ici le flot des gardes nationales venant se jeter dans le chemin de fer pour arriver plus vite au secours de leurs frères de Paris. Leur élan était admirable et il a été d'un bien bon effet. Et cependant s'ils étaient arrivés trop tard, que serait-il alors arrivé dans leurs propres villes ? On frémit en y pensant, car les ramifications de cet atroce complot étaient bien étendues, on en trouve des traces partout. Ce qui se découvre de cartouches, d'armes cachées est incroyable. On prend enfin, et fort heureusement, le parti de retirer celles qui ont été si imprudemment livrées à la suite des événements de Février. Le général Cavaignac a été d'une grande vigueur. Que n'est-il un Bonaparte ! Mais il n'y en a pas deux dans l'espace d'un siècle. J'espère qu'il usera bien de la grande position qui lui est faite. Nous voilà d'abord délivrés du pouvoir exécutif et de presque tous ses ministres, c'est un grand point. Que de mal ces gens-là ont fait en si peu de temps ! Quelle honte d'être un Lamartine ! Celui-là, au moins, je le dis pour ma satisfaction, n'a trompé aucune de mes prévisions.

Maintenant, que va-t-il advenir du nouvel *ordre de bataille*, car nous vivons dans cette cruelle condition que tout, pour nous, autour de nous, est bataille? Je pense que la sotte candidature de Louis Bonaparte est à présent bien loin de toutes les idées. Son nom a été trop souvent dans la bouche des émeutiers. Quant aux autres, qu'on qualifie de prétendants, de quoi ont-ils l'étoffe et comment se reposer sur ce qu'ils peuvent offrir? Une république un peu pondérée, voilà donc où tendent bien sincèrement tous mes vœux, et je suppose que vous ferez en cela écho avec moi.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 1er juillet 1848.

Dieu veuille qu'on sache profiter de la victoire pour la rendre définitive et que quelque esprit ingénieux trouve le courage de résoudre le problème des ouvriers fainéants et affamés et celui de l'état financier qui n'est pas plus prospère chez les gouvernants que chez les gouvernés. Les mêmes difficultés, les mêmes dangers travaillent l'Europe entière. Si les communistes de Paris avaient triomphé, c'en était fait de nous ici. Je doute même que nous nous en tirions sans bataille, et je ne me sens pas trop en confiance dans l'énergie qu'on mettra ici à combattre ces loups dévorants qui nous menacent. L'exemple du prince Windischgraetz à Prague, celui du général Cavaignac à Paris, seraient cependant bien bons à suivre et parfois je me surprends à désirer une lutte vive plutôt que l'état de décomposition qui nous fait tomber en pourriture.

Votre lettre du 1er juillet, bonne et détaillée, satisfait en grande partie à ma sollicitude. Vos santés sont bonnes et vos âmes douces et résignées comme dans le temps de prospérité ; car toujours vous et madame de Barante avez été des modèles de simplicité et de modération, par conséquent aussi de quiétude et d'égalité, toujours, enfin, aimables et bons ! Quel regret de se dire cela de si loin et de ne pas se consoler du présent lourd et laid dans le charmant commerce de votre amitié ! J'ai été passer quelques jours à Potsdam, n'ayant fait que traverser Berlin dont l'aspect est bien triste. A Potsdam on se croit à... Coblenz ! Vous comprenez ? J'en suis reparti plus soucieux que je n'y suis arrivé. Je n'ai point encore été à Eisenach ; on est peu disposé aux courses, car on est toujours en terreur de tomber dans quelque émeute. Cependant, je n'ai point abandonné ce projet, et si je l'exécute, je vous en rendrai compte.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 2 juillet 1848.

Cher Frédéric, je vous aurais sans doute répondu plus tôt ; mais était-il possible de ne pas attendre l'issue de l'abominable bataille ? Ne fallait-il pas savoir s'il existerait encore un parti, une France, une société civilisée ? Grâce à Dieu, cette société a pu se défendre ; abandonnée et trahie par les hommes qui avaient saisi le pouvoir, elle a su vaincre l'armée que pendant quatre mois ils ont recrutée, formée, soldée, équipée ; qu'ils ont enivrée de louanges, d'orgueil, d'espérances et de promesses. Je ne sais pas de plus

grands coupables. Maintenant, voici l'Assemblée qui jette par les fenêtres toutes les garanties de la justice : c'est ainsi que procèdent les révolutionnaires. Ils appellent tyrannie ou aristocratie les conditions indispensables de l'ordre public. Ils tolèrent et encouragent l'anarchie, et quand elle porte ses fruits, ils proclament l'arbitraire et le despotisme. Une si énorme autorité serait effrayante pour tous si elle était remise en de fortes mains. Je doute qu'il en soit ainsi. Les nouveaux gouvernants ne tarderont pas à rencontrer une opposition que l'opinion publique saura appuyer. S'ils pouvaient s'élever au-dessus de tout esprit de parti, s'entourer d'hommes modérés et honorables, rétablir l'ordre, la sécurité, la confiance, on ne songerait point à la liberté ; on serait satisfait et imprévoyant ; mais à qui peut-il être donné de refaire l'œuvre du premier consul? C'est de cela qu'il s'agit. Il nous faudrait Napoléon. Un Washington n'accomplirait point cette tâche. D'ailleurs les Washington sont aussi rares que les Napoléon, surtout en France. Enfin, nous voici dans une phase nouvelle. Un immense danger pesait sur nous. Il en a coûté cher pour le faire disparaître ; mais c'est un progrès hors du mal.

DE M. J.-J. AMPÈRE.

Paris, 10 juillet 1848.

Vous pouvez juger, monsieur et cher confrère, dans quel état se trouve madame Récamier, brisée corps et âme (1) ; depuis quelque temps rien n'était

(1) M. de Chateaubriand était mort le 4 juillet. C. B.

plus douloureux que les soins rendus par elle avec un inaltérable dévouement à son illustre ami. Il ne parlait presque pas et il voyait à peine si on était près de lui; elle en était doublement séparée. Cet état d'anxiété perpétuelle et pareil à celle qu'on éprouve loin de ce qu'on aime, elle le ressentait à ses côtés. Elle était là quand il a cessé de vivre. *Elle ne l'a pas vu mourir.* Elle a appris que tout était fini ici-bas parce que les prières avaient cessé. Elle est maintenant accablée d'une grande fatigue, mais cependant occupée déjà de tout ce qui peut intéresser la mémoire de celui qui n'est plus, se faisant relire sa correspondance, s'occupant de ses *Mémoires*, dont la publication peut se faire dans des conditions qui l'agitent. Au milieu de tout cela, elle a été profondément sensible à votre sympathie sur laquelle elle comptait comme sur celle d'un ami ancien et dévoué; elle m'a chargé de vous l'exprimer. Je m'empresse de le faire. Au milieu de cette société si ébranlée et de la triste histoire que nous faisons, que nous subissons, on est heureux de s'associer dans de nobles respects et dans le culte d'un génie immortel.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 11 juillet 1848.

Très cher ami, depuis nos dernières lettres, on ne peut nier que l'horizon ne se soit un peu éclairci. Grâce à cet admirable résultat de l'essor républicain qui nous vaut l'état de siège et la transformation de Paris en un camp et une place d'armes, on y vit assez tranquille et, en comparaison des jours précédents,

presque heureux. Mais pour que cela dure, il faut le maintenir dans ce bienheureux état de siège, il le faut jusqu'au complet désarmement et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le sort des nombreux prisonniers que renferment les forts qui font partie des fortifications. Ces fortifications, ont-elles été assez ardemment voulues par les libéraux devenus républicains, et par ce pauvre roi qui, comme vous l'avez vu, en a su tirer un si grand parti. C'est ainsi que la Providence se joue des inventions des hommes et se plaît, quelquefois, à les faire tourner dans le sens le plus contraire à celui que désiraient leurs inventeurs. Jamais exemple de cette déception et d'une déception plus dure n'a été, je crois, plus promptement donné.

Mais laissons là l'état de siège, car il faudra bien qu'il prenne fin, et alors on saura la part qui doit nous revenir, s'il plaît au bon Dieu. Je ne crois aux rêves ni des carlistes ni des bonapartistes : les journées de Juin les ont mis également de côté. Je ne vois guère plus de chances à la régence. Rien de tout cela n'est commandé par le devoir à aucun homme de bon sens, et rien de tout cela n'offre des chances qui puissent être satisfaisantes au moins de longtemps.

C'est donc vers la constitution qui se prépare qu'il faut tourner ses regards et qu'il faut aller chercher le refuge si nécessaire. J'en espérerais bien peu si je devais m'en tenir aux élucubrations du sieur Cormenin (1). Il vient de donner sa mesure dans ses répliques à M. Thiers sur la question des deux

(1) M. de Cormenin cherchait à faire donner le caractère le plus démocratique à la constitution. C. B.

Chambres (1). Je ne crois pas qu'on ait, en aucune occasion, entassé autant d'absurdités et de platitudes, et, ce qu'il y a de pire encore, c'est l'impossibilité de croire à sa bonne foi. Il n'est ni assez bête ni assez ignorant pour se payer lui-même de tant de sottises. Mais où veut-il donc aller ? Espérons que le talent, le bon sens de M. Thiers nous tireront de ses griffes qui me paraissent ressembler à celles d'une chauve-souris dont, sans doute, il a les ailes : celles-là seules lui peuvent aller.

Vous savez que décidément M. Molé a beaucoup de chances à Bordeaux, malgré la concurrence de Bugeaud. Je crois que Decazes y contribue ; il le fait à bien bonne intention, mais cependant je ne trouve pas que ce soit un service d'ami. Il paraît qu'à Bordeaux on se flatte, en nommant ce candidat, de nommer le futur président de la république. En cela grand bien fasse à tout le monde.

Montalembert va se présenter pour remplacer à notre Académie M. de Chateaubriand. J'approuve fort cette présentation et je crois qu'en cette circonstance et pour une telle succession nous ne pouvons faire un meilleur choix. Cousin s'y emploie beaucoup. Ce pauvre Chateaubriand, quel tour lui est joué en le faisant mourir à une époque où il y a à peine place, dans les *Débats*, pour quelques lignes sur lui !

(1) Lors de la discussion dans les bureaux de l'Assemblée du projet de Constitution. C. B.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Paris, 17 juillet 1848.

Nous avons été préservés d'un horrible danger au moment où il était flagrant : voilà tout. Mais nous ne sommes pas sortis du chaos inerte où nous a précipités la révolution de Février. Il n'y a plus en France de courage que pour attaquer ou défendre les barricades ; il n'y a plus d'opinions que le désir de conserver sa personne et sa propriété. Personne dans le gouvernement et l'Assemblée n'osera rien. Les républicains doutent de la possibilité de la république et sont sans ardeur pour l'établir. Ceux qui la veulent démocratique sont tellement cousins de ceux qui la veulent sociale qu'ils ne peuvent se brouiller complètement avec eux malgré les coups de fusil qu'ils ne leur ont pas ménagé. La masse des modérés, elle aussi, se croit engagée dans la république et ne voudrait même point la constituer au bénéfice de cette aristocratie de fonctionnaires et de députés distingués qui formaient l'ancienne opposition. Mon unique consolation, c'est le bon sens de M. Thiers. Il l'emploie, ce me semble, avec habileté, en se ménageant convenablement et avec une certaine dignité. L'Assemblée l'écoute encore très timidement. Avant qu'elle tente de le suivre, il faudra encore du temps ou la pression des circonstances. Et pourtant un long délai n'est point possible.

Les récoltes sont d'une abondance extrême, et comme la consommation a diminué, comme il n'y a plus de commerce ni de crédit, les denrées sont à vil prix et ne se vendent même pas. Assurément, dans la

situation où est la France, je m'en félicite et j'en remercie la Providence; quand le travail a cessé, au moins faut-il que le pain soit à bon marché. Mais ceci est une expérience d'économie politique qui enseignera aux faiseurs de phrases que la misère est grande, même lorsque la vie est à bon marché, si l'agriculture est découragée, et la consommation réduite. Travail, liberté, prospérité, voilà ce qui vous émerveille en Amérique et ce que nos révolutionnaires ont anéanti en France. C'est que pour la république, comme pour la monarchie constitutionnelle, il faut une nation raisonnable, amie de la liberté, où les institutions soient une garantie pour tous et non pas une machine de guerre à l'usage de l'ambition, de l'envie et de la démence orgueilleuse. Les conditions d'une bonne république sont, moralement parlant, les mêmes que celles d'une monarchie constitutionnelle. La race anglaise a ces conditions, nous peut-être pas.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Paris, 20 juillet 1848.

Le général Cavaignac, à qui personne parmi les gens honnêtes et sensés ne refuse en ce moment pouvoir et confiance, est un homme de courage et de conscience, sincèrement résolu à s'opposer à tout désordre. Mais son entourage de famille et d'opinion, la route par laquelle il est arrivé, doivent nécessairement lui donner beaucoup de préjugés et d'illusions. Il doit avoir dans l'imagination une république qui, sans être rouge ni socialiste, serait démocratique,

c'est-à-dire une république dont ses amis du *National* resteront les aristocrates et les maîtres. Je ne suis donc pas de l'avis des optimistes du centre gauche qui se persuadent que le général Cavaignac sera de plus en plus amené à chercher secours et force dans cette réunion de la rue de Poitiers qui est devenue nombreuse et unie. Ce serait presque une abdication. Aussi la constitution aura-t-elle le caractère révolutionnaire, et le suffrage universel ainsi que l'Assemblée prétendront-ils maintenir leur pouvoir.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 20 juillet 1848.

Mon cher ami, j'attendais pour vous écrire ma course hebdomadaire à Paris, espérant y recueillir quelques nouvelles à vous mander, mais je ne suis guère mieux instruit ce matin que si j'avais couché hier à Étiolles ; j'ai su seulement à l'Académie que le sujet du prix de poésie était la « Mort de l'archevêque de Paris », et l' « Éloge de madame de Staël » pour la prose. Une grande affaire sera la succession ouverte par la mort de M. de Chateaubriand. Qu'en dites-vous ? On m'a rapporté qu'un de ses amis avait mission de nous recommander en son nom le duc de Noailles.

L'irritation des ouvriers ne se calme pas; leur misère est affreuse et les idées extravagantes qu'on leur a mises dans la tête les poussent au crime et au désespoir. Leurs projets sont féroces. Je doute qu'il y ait commencement d'exécution et dans aucun cas je ne crois l'issue douteuse. Mais un succès dans la

rue n'améliorera pas le sort du cabinet. Là sont des difficultés inextricables. Comme vous le dites très bien, il faudrait un homme de génie et encore avec des antécédents qui ne s'improvisent pas. Le besoin d'ordre est si grand qu'on tend les mains à quiconque voudra les lier avec des cordes, mais on s'aperçoit vite qu'on n'est pas mieux avec les mains liées, et l'on demande non pas la liberté, mais de nouvelles cordes. Je crois que le général Cavaignac ne durera guère. Il s'use vite sans parler de la chance d'assassinat. Le cas échéant, Lamoricière le remplacerait, puis Changarnier, puis le maréchal Bugeaud. Voilà, je crois, les échelons. Peut-être franchira-t-on des intermédiaires. Puis ensuite?... Personne ne dit mot, et, en vérité, je ne crois pas qu'on se taise par discrétion. Le roi accepte sa chute comme légale. Il ne s'occupe que de sa fortune privée. Guizot écrit que l'avenir est impossible à prévoir tant pour la France que pour l'Europe, et il conseille l'immobilité la plus complète à ses amis. Vous savez que les chances de M. Molé à Bordeaux sont à peu près certaines.

Mon gendre d'Harcourt, qui revient d'Angleterre, dit que rien ne bouge en ce pays. La *season* y suit régulièrement son cours, avec l'accompagnement ordinaire de bals et de fêtes de toutes sortes. La misère est moindre que les années précédentes, ce qui ne peut s'expliquer que par notre anéantissement complet sur les marchés étrangers. La masse à partager y est bien moindre, mais les Anglais prennent tout.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 22 juillet 1848.

Je vous remercie, cher ami, d'entrer si bien dans l'habitude de causer à laquelle j'aime tant à me livrer avec vous. Grande est la matière, et les nuances y sont variées à l'infini. Jusqu'ici le sombre y a prodigieusement dominé; mais sans être, le moins du monde, sur la pente de l'optimisme, je ne puis m'empêcher de trouver que nous n'avons pas laissé que de gagner beaucoup, depuis trois semaines, et c'est assez généralement le sens dans lequel on m'écrit de Paris. En fin de compte, nous avons été durant quatre mois sur le bord de l'abîme, on pourrait même dire un pied dans l'abîme et nous en voilà à quelques toises. C'est beaucoup, parce que tous les voiles ont été assez arrachés, et ils le sont chaque jour davantage, parce qu'il est impossible à un être du moindre bon sens de se faire illusion sur ce qui adviendrait de tout ce qu'il a de plus cher au monde, si le pouvoir retombait encore aussi libre, aussi indépendant qu'il l'a été pendant un temps pareil entre les mains des sauvages insensés qui ont heureusement jeté leurs masques. Cette évidence seule est un grand moyen de force pour les amis de l'*ordre*, je ne dis pas les amis de quelque autre chose que ce soit. La conséquence de cette évidence est que ceux-ci veulent rétablir la confiance sans laquelle il n'y a ni crédit ni travail, disent-ils, et dès lors qu'il n'y a d'autres moyens assurés d'arriver à ce résultat que celui de retirer de toutes les positions grandes ou petites les hommes qui ont élevé entre eux et la confiance une

barrière infranchissable, et ceux-là sont suffisamment désignés. Malheureusement, quand on est à ce point, ce qui arrive après toutes les révolutions, ce qui est arrivé surtout après celle du 9 Thermidor, la difficulté est grande pour opérer cette sorte de justice. Ces hommes, dont il faut se priver, ont tant de ténacité et d'abrutissement qu'on pourrait les croire rivés à leurs postes. Chose étrange, les condamnations de toutes natures, y compris même les déportations, s'obtiennent presque plus aisément que les dépossessions de certaines fonctions, que l'expulsion de ceux qui les occupent. Vous n'avez pas vu cela aussi bien que moi, puisque vous êtes beaucoup plus jeune.

Je vous demande pardon d'avoir fait passer cette question avant celle des mesures de législation auxquelles il va falloir arriver, c'est que celles-ci dépendent beaucoup de la solution qui y sera donnée. Sur cette grande œuvre de la constitution, c'est beaucoup que quelques voix — et celle de Thiers surtout — aient pu se faire entendre là où il eût été impossible, six semaines auparavant, de le faire. Les paroles dernièrement prononcées et écoutées, sur le droit au travail, puis contre cet odieux plan de confiscation si imprudemment présenté par M. Jules Favre (1), si bien connu de moi depuis le procès d'Avril où il a été le plus perfide des défenseurs, ne sont pas aussi un moins bon signe. On m'écrivait hier qu'il y avait grande chance que M. Dupin fût choisi pour présider l'Assemblée à l'époque où

(1) Proposition relative au domaine privé du roi Louis-Philippe. Le comité des finances venait de conclure à son rejet (17 juillet). C. B.

viendra la discussion de la constitution. Ce serait un bien pour elle.

Je suis bien aise que vous soyez aussi partisan que moi de la nomination de Montalembert. Mon suffrage ne lui manquera sûrement pas et il faudrait, pour que je ne le lui portasse pas, qu'il y eût impossibilité absolue. L'éloge de M. de Chateaubriand n'est pas une petite affaire, mon Dieu ! Oserai-je le dire, mais à *vous seul* et *bien bas :* il y avait dans M. de Chateaubriand terriblement du Lamartine dont nous venons de voir les œuvres. Les occasions seulement ne se sont pas présentées les mêmes et aussi favorables. Très heureusement on n'est pas obligé de montrer ces revers de médaille si honteux quelquefois.

DU COMTE MOLÉ.

Au Marais, 24 juillet 1848.

Mon cher ami, il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit et que de choses se sont passées depuis ma dernière lettre! J'ai quitté Paris, pour la première fois, il y a quatre jours; j'ai donc tout vu et je m'en applaudis, car il sortait des événements de graves enseignements et de vives clartés qui se reflétaient sur le passé même le plus loin de nous, et aidaient à le juger. J'espère que pour un temps, du moins, les libertés illimitées, proclamées par la révolution de Février, seront appréciées ce qu'elles valent. Il n'y avait que la république qui pût relever quelques-unes des ruines dont le gouvernement provisoire avait jonché le sol, et nous donner le pouvoir militaire dont nous ne pouvions plus nous passer. On commence à

reconnaître que si la forme politique des sociétés peut changer, les conditions auxquelles les hommes échappent à la barbarie sont invariables, et que la propriété et la famille sont le point de départ de tout essai de civilisation. La misère universelle, l'inquiétude continuelle, l'obscurité de l'avenir, la menace d'un état de barbarie plus hideux que 1793 ont ôté à la république même une partie de ses amis de la veille, et cependant on est unanime pour avouer qu'elle est encore de beaucoup ce qui est le plus possible et qu'il faut l'accepter franchement sans arrière-pensée et aidant à la rendre honnête, suffisamment répressive et protectrice de tous les droits. Pour la première fois, les légitimistes me paraissent sensés et comprendre leur position; seulement ils ont, pour les partisans présumés de la régence, la même horreur que le *National* professe pour ce qu'il appelle la « réaction ». Moi qui, par nature, n'ai jamais appartenu à un parti ni à une coterie, je me trouve aujourd'hui, comme par le passé, sans passion, acceptant les faits accomplis et ne songeant qu'à les améliorer dans l'intérêt du pays et des principes éternels d'où l'ordre et la civilisation découlent. Je vous l'avoue, ces derniers événements, tout ce qui s'est passé de 1830 à aujourd'hui, loin de me conduire à des concessions nouvelles en théorie, me ferait bien plutôt retirer celles auxquelles j'avais fini par consentir. Je reviens à mes opinions *a priori*, et pour ainsi dire, spontanées et j'y reviens pour ne plus en sortir.

Je me trouve à merveille de la paix qui m'environne. Je n'ai aucune correspondance avec Paris et ne suis la marche des affaires que par les journaux. Mes hôtes sont madame d'Arbouville et M. de Fezensac.

Notre maire, M. Viennet (1), m'a appris hier que sur la proposition de Villemain, l'Académie avait ajourné à un an de donner un successeur à Chateaubriand. Je trouve que c'était le meilleur parti à prendre. Toute la presse a loué également l'illustre écrivain, depuis le *National* qui rendait hommage à l'ami de Carrel, de Lamennais, de Béranger, jusqu'aux *Débats* qui exaltaient sa fidélité à son drapeau et à ses principes. Toute cette longue vie s'était s'écoulée à courir après les applaudissements de la foule, à sacrifier à l'idole de la popularité, et sur sa tombe Chateaubriand a été loué selon qu'il avait vécu. Nous allons avoir les *Mémoires d'outre-tombe*. Ce sera pire que la *Vie de René!*

J'ai réformé mon secrétaire ainsi que d'autres choses qui me plaisaient. Il est résulté pour moi la plus cruelle des privations, celle de ne pouvoir lire et écrire la moitié de ce que je voudrais. Écrire me fatigue et me fait mal, mais bien moins que lire. La lecture, quelle privation! Adieu, soignez vos yeux, mon cher ami, et dites-vous qu'ils sont le premier des biens de notre âge.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 3 août 1848.

Très cher ami, l'imprévu règne tellement au milieu de nous, et depuis tant d'années, que j'ai renoncé à me fier sur rien, mais aussi avec cette compensation de ne désespérer de rien.

(1) Membre de l'Académie française. C. B.

Parmi les convictions qui me sont restées en bien petit nombre, il en est une qui ne m'a pas quitté depuis le mois de février dernier. Ces sortes d'aventures, me suis-je dit dès le premier moment, ne finissent jamais que par le sabre. Le seul port où l'on puisse entrer dans une si violente tempête est celui du despotisme militaire; mais j'ajouterai à cette pensée *si consolante* qu'il ne fallait pas toutefois se flatter que ce refuge nous fût fort promptement ouvert, que peut-être il le faudrait attendre longtemps, et j'avais bien des raisons, prises entre les meilleures, pour m'affermir dans cette croyance. Eh bien, ne voilà-t-il pas que ce bienheureux despotisme militaire, sous le nom d'état de siège ou dictature, comme on voudra, nous est accordé au bout de quatre mois. Quelle bénédiction du ciel! Je ne dis pas cependant que la bénédiction soit complète, il faut que le dictateur ou s'organise pour son compte, ou prépare une solution plus ou moins analogue au profit d'un autre pouvoir. Quel sera ce pouvoir? Je ne le sais, ni ne le vois pas, en vérité. Plus d'une tentative sera faite, et il ne me semble pas que rien puisse s'accomplir du premier coup. Un drame de cette sorte ne se dessine pas au premier acte, combien en faudra-t-il? Combien chacun durera-t-il? Bien osé qui oserait le prédire! Mais enfin nous sommes en route et sur la seule route qui puisse nous mettre hors du cataclysme.

Les élections municipales se passent ici généralement bien, et s'il en était de même partout, ce serait un bien bon symptôme en dépit du suffrage universel, qu'heureusement les grands faiseurs n'ont pas encore eu le temps de travailler suffisamment.

4 août.

Les pages précédentes étaient écrites hier quand sont survenus les journaux qu'il a fallu lire. Quelle pâture ! Elle était de qualité à me remettre sur votre diapason plutôt qu'à me maintenir sur le mien. Les tristes nouvelles d'Italie et la discussion du projet d'impôt sur les créances hypothécaires ! Celle-ci a offert, à mon gré, un bien triste spectacle. J'ai souvent déploré le peu de lumières réelles jetées sur l'Assemblée dans les plus graves questions d'où devaït résulter de pauvres décisions. Mais, cette fois, il n'en a pas été ainsi. M. Thiers avait admirablement bien éclairci la matière et démontré, tout à la fois, la nullité et l'odieux de cette prétendue ressource. Eh bien, le ministre des finances n'en a été que plus animé dans la défense d'un projet dont cependant il n'avait pas été le premier inventeur, pour lequel, dès lors, le sentiment de la paternité aurait dû lui manquer. Dans l'ardeur de cette défense, il a été jusqu'à caresser les hommes dans les rangs desquels on n'avait à ne plus compter, jusqu'à réclamer leur appui. Il a fait de sa proposition la cause de la *république* qu'il devait défendre, bien qu'il ne fût républicain que du lendemain. Ce beau système de défense lui a, en effet, valu la majorité pour son premier article, mais quelle faible majorité ! Ce serait à n'y rien concevoir, si une nouvelle, arrivée ce matin, ne nous fournissait une explication à cet étrange revirement : il savait le contenu du rapport que devait lire et qu'a lu, en effet, le lendemain le rapporteur de la commission d'enquête. Or ce rapport accuse fortement, à ce qu'il paraît, MM. Ledru-Rollin, Caussidière et Louis Blanc ; et s'il

faut que le ministère se range aux conclusions de ce rapport, et il paraît difficile qu'il fasse autrement, on veut au moins se poser de manière à ce qu'il y ait alors le moins possible moyen de prononcer ce fatal mot de réaction qui fait une si grande peur même aux républicains du lendemain.

Nous verrons, par ce qui suivra, si je me trompe sur cette conjecture. Il est plus difficile d'en former de tant soit peu *rationnelles*, comme on dit, sur les affaires d'Italie. Si, comme cela peut se craindre, nous donnons le secours qui paraît nous être demandé, et si nous nous jetons dans l'intervention, qu'en arrivera-t-il pour nous dans l'état de nos finances et avec le besoin de nous garder à l'intérieur, à Paris surtout, avec un si grand nombre de troupes?

Puis voilà l'Angleterre délivrée à bon marché de ses craintes pour l'Irlande. Libre ainsi de ses mouvements, ne se dira-t-elle pas, si nous soutenons le Piémont, être en droit de soutenir l'Autriche, et alors que de maux ne peut-elle pas nous faire? Le pas pour nous est terriblement glissant. Dieu veuille que nous n'y chavirions pas. Vous savez, sans doute, que l'Autriche a offert et, dit-on, offre toujours de s'en tenir à la frontière de l'Adige; le turbulent Milanais lui paraît maintenant plus à charge qu'utile. Si on ne revenait pas sur le *principe* de l'indépendance absolue de l'Italie, de sa délivrance complète, il y aurait peut-être de quoi s'entendre, et le royaume du roi Charles-Albert serait encore fort joli sans l'annexion des États Vénitiens. Ce serait un présent assez satisfaisant, même en vue de l'avenir. Mais le principe!... Et que j'en suis dégoûté des principes.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Potsdam, 11 août 1848.

Mille grâces, mon aimable ami, de votre lettre du 22 juillet. Elle m'a trouvée à Eisenach où j'ai été passer quelques jours auprès de Madame la duchesse d'Orléans. Je l'ai trouvée affreusement maigrie; elle n'est plus qu'une ombre; mais si calme, si sereine, si lucide, si digne, si fort dans le vrai sur toutes choses; enfin si admirable de tous points que je joins aujourd'hui de la tendresse personnelle à tous les sentiments que, de reflet, je lui avais voués. Elle se tient loin de toute intrigue; elle ne se permet ni illusions, ni découragement; il n'y a en elle ni aigreur, ni rancune, ni passion; tout est douceur, raison et équilibre. Elle est entrée dans bien des détails pleins d'intérêt avec un abandon aimable. Ses fils se sont remarquablement fortifiés dans le bon air des montagnes qui entourent Eisenach. L'établissement de la princesse y est simple, mais décent. Elle y est entourée des soins les plus tendres de la part de sa famille maternelle; elle abandonne tout le reste à Dieu. J'ai cru remarquer autrefois à Paris que la princesse avait quelques petites tendances au bel esprit, et une imagination qui pouvait, parfois, nuire à son jugement sur les personnes. Mais le malheur a tout éclairci et simplifié. Il est impossible d'avoir tiré un parti plus sage des événements. Enfin rien ne manque à cette admirable personne que des forces physiques. Son amour pour la France, l'indulgence de ses jugements sont vraiment touchants. Elle met beaucoup de soin à ce que ses fils remplissent catho-

liquement leurs devoirs, et, sur ce chapitre, j'ai été notamment pleinement satisfaite de sa façon de diriger ses enfants. Avant d'aller à Eisenach j'avais été à Tœplitz où j'ai beaucoup vu les Ficquelmont. Ils m'ont demandé mille détails sur vous; j'ai dû leur laisser votre adresse. Madame de Ficquelmont, en particulier, m'a parlé de vous avec un accent vraiment tendre. Je vais maintenant, après avoir fait ma cour ici, rentrer dans mes foyers silésiens où je m'attends, au milieu de tant d'autres misères, à celle du choléra qui déjà commence à sévir à Berlin. Je ne pense pas que vous trouviez meilleure mine au monde depuis quelques semaines. Quant à l'Allemagne, je la tiens, du nord au midi, de l'est au couchant, pour de plus en plus compromise : financièrement, politiquement. Et si l'émeute se tait quelque peu, je crois apercevoir des chances de guerre civile qui ne sont guère moins graves. L'Italie nous vaudra-t-elle la guerre générale? je suis moins disposée à le croire; mais tout se peut, et l'impossible est un mot qui n'a plus de sens.

Adieu, mon ami. Si le choléra nous épargne; si enfin Dieu nous prête vie, il faudra bien que nous nous revoyions ici-bas. Avec quelle émotion votre main serait serrée dans les miennes! Et que de choses à nous dire! En attendant, ma pensée vous cherche avec tendresse et fidélité.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 16 août 1848.

Tout ce dont les auteurs de notre dernière révolution ont fait un si grand crime au gouvernement qu'ils

ont renversé, non seulement ils en ont renouvelé l'exemple, mais ils ont surpassé cet exemple de cent piques. Aussi, j'ai de la peine à contenir mon indignation quand je lis ces continuelles diatribes contre la conduite en finances, en administration, en gouvernement, en politique intérieure, des pauvres gens dont ces déclamateurs de leur propre mérite ont pris la place. Ils sont, sur ce terrain, aussi absurdes qu'ils sont odieux, et la jeune république a là de tristes néophytes.

Vous n'avez que trop raison de dire que la monarchie de Juillet n'a jamais pu effacer la trace de son origine, et j'ajoute qu'elle n'a jamais eu la pensée d'en prendre suffisamment le soin; mais que dire de l'origine de cette république dont on nous a gratifiés, qu'on a imposée d'avance à la France après avoir décrété que son goût pour cette forme de gouvernement était si prononcé que ce n'était pas la peine de la consulter. Les gens qui ont si bien opéré ne se sont pas souvenus de ce vieux dicton : Qu'« on ne fait pas boire un âne quand il n'a pas soif », et ils ne se sont pas enquis de ce point si capital, cependant : l'âne qu'on appelle la France, a-t-il ou n'a-t-il pas soif de la république? Je conviens que l'enquête aurait pu être désespérante pour ceux qui l'auraient entreprise dans l'espoir de l'affirmative, et, si je ne me trompe, chaque jour de plus qui s'écoule rendrait l'expérience plus dure et plus rude pour ceux qui la tenteraient. Aussi s'en gardera-t-on bien. Mais il y a des expériences qui se font d'elles-mêmes, et la foudre, que Franklin a su appeler quelquefois sur la terre, y tombe bien souvent d'elle-même, et qui sait si elle ne se croit même point quelquefois provoquée

par ceux-là mêmes qui osent s'en croire le plus à l'abri. Il se pose aussi parfois des questions auxquelles les plus intéressés ne se sont pas attendus. Attendons, et en attendant, voici ce que je dis : Nous avons échappé aux fureurs de la république rouge, et grâce aux extrémités auxquelles elle s'est portée, je crois que, de longtemps, elle ne sera en état de livrer un nouveau combat. Nous avons échappé à la guerre étrangère, et c'est un miracle que nos insensés du gouvernement provisoire ne nous y aient pas précipités. Aujourd'hui personne dans le gouvernement n'y pense et n'y peut sérieusement penser. Nous avons échappé à la destruction systématique de la propriété ; elle sera bien foulée, mais enfin elle subsistera. Tout cela est beaucoup.

La constitution, suivant toute apparence, sera fort mal élaborée, mais le temps peut-être assez court de sa durée sera un moment de relâche durant lequel les esprits sensés pourront reprendre le dessus. Le malheur que vous signalez pour la monarchie de Juillet d'être sortie d'une émeute est encore plus flagrant pour notre jeune république, et il lui faudra, pour échapper aux périls engendrés par sa naissance, une prodigieuse sagesse; mais nous venons de voir par quelle voie elle savait sortir de ses plus grandes crises, et cette voie restera bien ouverte, n'en doutons pas.

Le sujet de ma profonde inquiétude est cette terrible misère d'où il est si difficile de sortir et qui, en fatiguant sans mesure le pauvre peuple qui la subit, le pousse vers les plus grands actes de désespoir. La traversée de l'hiver prochain, quand j'y pense un peu de suite, me jette dans l'épouvante, j'en conviens.

Cette misère, voilà le crime irrémissible qui pèse sur nos révolutionnaires de Février, ces perfides amis des travailleurs! Voilà ce qui ne pourra jamais leur être pardonné. Je lisais hier dans la *Presse*, qui me paraît s'être décidément rapprochée de M. de Lamartine, que celui-là, du moins, n'avait violé aucune liberté, lui dont la voix, avec celle de M. Ledru-Rollin s'est élevée la première pour proclamer, et sans ombre de mission ni de droit, cette république qui viole pour tant de malheureux la liberté de boire, de manger, de vivre enfin. Et on lève outrecuidamment la tête et on ose écrire ce que M. de Lamartine écrit à sa ville amie de Mâcon, et on ne craint pas d'être au premier jour écrasé sous le poids de tant de calamités plus lourdes cent fois que les murs du temple de Sion dont Joad a menacé Nathan. Le sentiment qui, pour le moment, me domine le plus, est celui d'une indignation implacable contre cet homme que je viens de nommer, et qui n'a pas une excuse à offrir, lui comblé de tant de faveurs du ciel et si admiré, si prôné, si chéri par cette société à laquelle il a, comme par fantaisie, porté un coup peut-être si mortel. J'en reste sur cet anathème porté du fond de mon cœur et de ma conscience.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 18 août 1848.

Mon cher ami, j'avais hâte de lire ce que vous m'aviez promis (1). Je dois à cette lecture deux bien

(1) Le manuscrit des *Questions constitutionnelles*, brochure publiée en 1849 chez Victor Masson. C. B.

bonnes heures. Les questions que vous discutez sont portées à l'état d'évidence et vos déductions sont plus puissantes parce que vous vous êtes abstenu de toute allusion et de toutes personnalités. Rien de plus clair et de plus nerveux que le style, et les exemples à l'appui des principes complètent les démonstrations. Je n'hésite pas à croire que l'impression de votre article dans la *Revue* ferait grand bien. Personne n'a encore ouvert aussi hardiment la voie du salut. Il y aura gloire et mérite à y avoir fait les premiers pas, à avoir levé le drapeau qui sera suivi, je l'espère, par une armée qui se grossira en marchant. Il faut aussi se demander si le moment est venu de commencer la lutte? Et sur ce point encore je n'ose avoir d'avis.

On paraissait croire hier à Paris que la discussion du rapport (1) ne se passerait pas sans troubles dans les rues. Les mesures de défense sont bien prises et seront exécutées, dit-on, résolument.

Avais-je tort de dire à la Chambre que ce n'était pas chose simple de se séparer de l'Autriche en Italie? Cela s'est encore trouvé vrai, malgré la décomposition qu'elle a subie.

Nous continuons à vivre ici doucement en famille. Que je voudrais Étiolles près de Barante! On dit que vous en avez fait une délicieuse habitation. Nous avons aussi un peu rajusté Étiolles, mais il reste beaucoup à faire, et désormais balayer les chambres sera la limite de notre luxe.

(1) Le rapport de la commission d'enquête. C. B.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 23 août 1848.

Les pièces appelées justificatives que publie la commission d'enquête ne sont pas même un intérêt pour moi. Pourtant, je devrais avoir cette satisfaction d'amour-propre du médecin qui reconnaît à l'autopsie toutes les ulcérations intérieures qu'il avait diagnostiquées. Quelle honte d'avoir eu de tels maîtres et de nous trouver soulagés parce que nous avons passé aux mains de leurs amis et compagnons qui admettent moins que jamais toute division vraiment nette et tranchée entre républicain.

Pendant ce temps-là M. Thiers et la rue de Poitiers se risquent chaque jour davantage à discuter et à critiquer. On leur fait beau jeu à avoir raison. Il y a longtemps qu'on n'a proposé à un pauvre pays tant d'absurdités. Le public est content que la raison ait enfin un organe.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 24 août 1848.

Ce n'est pas le plaisir de l'observation qui m'a retenu à Paris, c'est le sentiment d'un devoir; je m'en crois un très sérieux envers le pays où je suis né ainsi que mes pères, et je me consacre d'autant plus à lui qu'il y a plus de périls et moins de douceur à le servir. A toutes les tristes époques de nos révolutions, je crois avoir remarqué que les honnêtes gens ne sont restés les plus faibles que parce qu'ils ont négligé de

se compter; trop justement dégoûtés ou trop facilement découragés, ils s'abstenaient et laissaient faire des hommes qui, comme tous leurs pareils, ne se dégoûtent ni ne se découragent jamais. Depuis le 24 février, je n'ai cessé de répéter autour de moi et à tous ceux qui voulaient bien s'enquérir de ma pensée : luttons, résistons avec prudence, tantôt au corps de garde, tantôt aux élections. Si on ne l'eût fait, où en serions-nous aujourd'hui? Savez-vous qui l'a emporté au 15 Mai, dans les terribles journées de Juin?... C'est tout le monde, ce sont les honnêtes gens qui, oubliant leur passé, leurs opinions personnelles, ont formé, dans la garde nationale, comme ils forment autour de l'urne électorale, un grand parti de l'*ordre* et ne méritant pas un autre nom. Vous l'avouerai-je, c'est durant les deux ou trois dernières années que les hommes pensant comme je le fais, n'avaient rien de mieux à faire qu'à s'abstenir. Ils pensaient que gouvernement et opposition couraient également vers l'abime, et que le pays allait tomber victime de cette lutte à outrance entre certaines ambitions. Je n'ai servi que des gouvernements dont je prévoyais la chute, empire, restauration, révolution de 1830. Je ne m'intéressais au fond qu'à la France, et c'est à cause d'elle que je sacrifiais mon repos et mes goûts à la préserver, par le concours de mes faibles efforts, de ce bouleversement social dont chaque révolution de plus la rapprochait davantage et qui, sous le gouvernement provisoire, a failli tout engloutir. Nous sommes encore, je le sais, au plus fort de la lutte, et les trois quarts de l'Europe y courent les mêmes chances que nous ; en stimulant le zèle des honnêtes gens, j'ai bien senti que je m'engageais dans l'occasion à donner moi-même l'exemple. « Voulez-

vous être nommé, » m'avait-on dit, aux élections générales? — « Je ne suis ni de position, ni d'âge, avais-je répondu, à m'offrir; mais si un département me nomme, je ne refuserai certainement pas. » Lorsque M. Thiers opta pour Rouen, Bordeaux m'envoya une députation pour m'offrir la candidature, à la seule condition que je m'engagerais à l'accepter. Je n'hésitai pas. Si, en définitive, je suis nommé dans la Gironde, jamais élection n'aura été plus spontanée.

Après avoir habité le Marais avec mes enfants, je suis venu ici m'établir avec eux jusqu'à ce que les élections me rappellent, car je vote à Paris et j'y reviendrai avec tous mes gens qui voteront aussi. C'est demain que l'orage doit éclater dans l'Assemblée à propos de l'enquête. Vous voyez que je ne suis pas curieux.

M. d'Amilly m'a donné lecture du travail que vous l'aviez chargé de me faire connaître. Je vous y ai retrouvé tout entier, principes, talent, forme et fond. Les chapitres qu'il m'a lus m'ont vivement intéressé et m'ont semblé au nombre des meilleures choses que vous ayez écrites. Mais après trois quarts d'heure ou une heure de lecture, il remit le manuscrit dans sa poche en me répétant que jamais vous n'aviez songé à l'imprimer. Sans doute ce que j'ai entendu n'était pas au diapason de la polémique du moment, mais c'était fort au-dessus. Vous vous éleviez à des régions où tout se dit, se discute sans offenser personne. Vous parliez sans passion, sans regret, sans ressentiment, sans personnalité, sans désirs. Vous tiriez trop haut, sans doute, mais aussi vous ne faisiez feu sur personne. Je comprends que ce travail vous plaise et je vous engage d'autant plus à y mettre la dernière main qu'il

n'est pas seulement de *circonstance*, et que, les circonstances passées ou renouvelées, il conservera sa valeur.

Madame de Barante trouve dans sa foi et dans sa vertu des considérations que la terre ne peut lui ravir, et vous, mon cher ami, vous avez des yeux et vous pouvez lire et écrire selon votre gré. Ce dernier bien me manque et vous n'imaginez pas toutes les privations qui en résultent, cela mérite le nom de *malheur*.

Croyez, mon cher ami, à une amitié qui a commencé à la *section de l'Intérieur*, il y a quarante-deux ans, et qui ne finira qu'avec moi.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 28 août 1848.

Mon cher ami, je reçois votre lettre dernière et elle me trouve en dispositions moins sombres que les vôtres, en voici la raison : un conte assez piquant et qui a beaucoup circulé dans ma jeunesse avait pour titre : *les J'ai vu* et en effet, il était ainsi conçu :

J'ai vu...
J'ai vu...
J'ai vu...
J'ai vu toutes ces choses
Et je n'ai pas soixante ans.

Moi qui en ai plus de quatre-vingts, j'ai bien vu d'autres choses. J'en ai vu d'abominables qui semblaient irrémédiables et dont la durée a été longue ; de ces abominations cependant nous en sommes sortis ou plutôt la France en est sortie et est redevenue ce qu'elle était encore, il y a moins d'une année. Or je me dis : ce que nous voyons est triste

fort triste, est laid, fort laid, mais ce laid ne s'approche pas du hideux que j'ai traversé. Si je voulais montrer les différences, j'en montrerais d'énormes, pourquoi donc n'espérerai-je pas un retour à des jours plus sereins? L'expérience des malheurs de la fin du dernier siècle n'est pas aussi perdue qu'on le pourrait croire, qu'on le pourrait craindre. L'instinct public est fort avancé et il l'a déjà montré en plus d'une circonstance; je m'y fie donc plus que vous, et je veux espérer que j'aurai plus raison que vous. Voilà l'affaire de l'enquête terminée, et elle l'est sans toutes les scènes que l'on s'était plu à prédire. C'était un pas difficile à franchir et il l'a été avec habileté et fermeté. Comme je ne suis pas journaliste, je ne me tiens pas pour obligé de tant maudire l'état de siège et le général Cavaignac dont la conduite et les paroles dans ces derniers jours m'ont fort agréé.

Pour sortir de ces questions si sérieuses je vais vous égayer un peu par un quatrain que voici :

Quel est ce buste, ami? Celui de Lamartine,
L'homme aux discours ronflants, à la longue tartine.
C'est David qui l'a moulé.
Mais lui-même s'est coulé !

Cette justice, si justice il y a, est bien faite à la vieille mode française.

Je ne sais rien de l'élection de Bordeaux, mais je crois qu'elle va toujours son train. Il paraît que les élections départementales sont en général satisfaisantes.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 4 octobre 1848.

Je savais que vous aviez lu mes inutiles pages, et j'étais certain que vous les jugeriez avec bienveillance et conformité. Je ne me rends pas à votre avis sur le suffrage universel. Je tiens pour la fonction et non pour le droit. Le principe d'où le droit dériverait est analogue aux idées communistes. C'est l'égalité appliquée aux intelligences et aux intérêts ; c'est une liberté qui vous donne pouvoir sur autrui, et non point la vraie liberté, celle qui vous préserve de l'action d'autrui. Hors des principes, comme question de conduite, je n'ai rien à dire en ce moment. Il faut employer le seul moyen qui reste pour se défendre. S'il s'agissait d'un établissement durable, je contesterais cette influence que les hommes honnêtes et sages croient pouvoir exercer sur les suffrages de la foule. Compter avec vraisemblance sur la docilité ou la sympathie permanente des électeurs qui n'ont ni instruction ni propriété, me semble une illusion. Le suffrage universel a paru aux vainqueurs de Février le moyen unique de posséder le pouvoir ; ils se sont un peu trompés, Dieu merci, mais ils ont pourtant raison de croire qu'avec lui les chances futures sont encore meilleures pour eux que pour les amis de l'ordre social.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 9 octobre 1848.

Nous allons donc avoir une nouvelle épreuve du suffrage universel pour le président de la république. Le résultat viendra, je n'en doute pas, à l'appui de votre opinion sur la valeur de l'institution. Nos amis attachent beaucoup de prix au vote qu'ils ont obtenu de l'Assemblée. Entre nous je n'y aperçois pas un grand profit. Mais Dieu me garde de prévisions bonnes ou mauvaises. Il est certain que madame de Lieven a renouvelé le bail de son appartement, mais elle s'est réservé le droit de donner congé dans un an et a payé un peu plus cher pour cela. Il est également certain que mademoiselle de Chabaud a écrit à Paris que M. Guizot voulait revenir. Elle consultait sur le plus ou moins de danger de cette hardiesse. On m'assure que le général Trezel (1) est à Paris, qu'il a été voir Cavaignac et a déclaré qu'on pouvait l'enfermer, le pendre, mais non l'obliger à vivre hors de France. On m'a dit, comme à vous, que l'*arrêt de non-lieu* était ou rendu ou convenu.

Langsdorff, qui revient du Midi, me dit que l'opinion y est très vive. Bordeaux nommera le maréchal Bugeaud à la première vacance. Quelques-uns pensent même à Guizot. Je doute que cela lui convienne.

Bon Dieu ! où allons-nous, mon cher ami ? Vous me demandez de vous expliquer l'Autriche comme si je comprenais quelque chose à quoi que ce soit. Je me

(1) Le ministre de la guerre du dernier cabinet de la monarchie de Juillet. C. B.

sens parfaitement stupide, et je m'y résigne sans effort. Tout ce que nous voyons ne prouve-t-il pas l'inutilité de l'esprit? Mon instinct est cependant que l'Autriche est moins malade et se relèvera plus tôt qu'on ne le dit. Rien ne m'a plus surpris que sa chute. Le fond de la population m'avait paru calme, sensé et content de son sort. Leur révolution a été une grande surprise, comme M. de Lamartine le dit de notre république, mais je ne crois pas que la désorganisation sociale soit *là* aussi avancée que chez nous.

Je n'ai pas vu Broglie à son passage. L'article de M. d'Haussonville dans la *Revue* est nerveux et hardi (1). Je pense que vous aurez entendu parler de son projet de fonder un journal. Je conçois l'impatience de nos jeunes amis de voir tous les partis (excepté le nôtre qui au fond est le meilleur de tous) relever leur drapeau. Notre nullité, attestée par toutes les élections, leur pèse. Ils voudraient au moins tomber avec bonne grâce. Mais je ne crois pas que notre moment soit venu. En nous agitant aujourd'hui, nous nous enfoncerions plus profondément encore. Puis l'entreprise d'un journal est dispendieuse et le premier besoin, comme la première difficulté, est de vivre.

(1) *De la politique extérieure de la France depuis 1830 : I. Tableau général, premières années du gouvernement de Juillet* (*Revue des deux Mondes*, 1er octobre 1848). C. B.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Glisolles (1), 11 octobre 1848.

On ne peut pas dire que l'action soit languissante. Si on s'usait vite en monarchie, on s'use bien plus vite encore en république. Il est vrai qu'on se refait, témoin Lamartine. On dit qu'il remonte pendant que Cavaignac descend. Et Bugeaud! le voilà adoré des légitimistes. Ici, chez M. de Tonnerre, je n'entends que les louanges du bon maréchal. Il sera porté à la présidence par tous les partis monarchiques ou ex-monarchiques réunis. Voilà un beau changement à vue. On en parle tout haut, comme de tout. Jamais on ne s'est moins gêné, mais jamais on n'a été plus gêné. Ce serait la chose la plus ridicule, si ce n'était pas la plus triste, de voir en France, en pleine paix, sans invasion, sans guerre d'aucune espèce, personne, mais personne, à la lettre, n'avoir un sou. Quant à la littérature, elle est dans un bel état! Amyot, votre éditeur et le mien, ne vend pas pour quarante sous par jour. Quelle situation particulière et générale, économique, artistique et littéraire! Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que tout le monde le sent et le dit.

Vous avez lu, sans doute, l'ouvrage de M. Thiers sur *la Propriété*, que publie le *Constitutionnel*. De tout ce qu'a écrit Thiers, c'est, à mon gré, l'ouvrage où il y a le plus d'âme et même d'imagination. Ce n'est plus un *rapport*, comme ses livres d'histoire. Avec

(1) Propriété du comte de Clermont-Tonnerre dans le département de l'Eure. Son fils, mort en 1848, avait épousé la fille de M. de Saint-Priest. C. B.

un degré de plus d'élévation dans la forme, le *Contrat social* serait égalé. Quant au fond, c'est l'opposé du *Contrat social* et, par conséquent, la vérité. Ne me parlez pas de Rousseau, vous avez trop bien agi envers lui dans votre beau *Traité de la littérature*. Rousseau est l'auteur de tous nos maux, et Voltaire n'est qu'un innocent auprès de lui.

Qui donnez-vous pour successeur à Chateaubriand? Ce ne sera pas moi; cette fois je ne me mettrai pas sur les rangs. Il me faut un moins gros mort. Sauf les émeutes et le choléra, venez-vous cet hiver à Paris? On dit que madame de Boigne et le chancelier y sont déjà. La lettre de M. Molé aux électeurs de la Gironde m'a paru fort belle. Il peut encore jouer un grand rôle, et j'en serais fort aise, quoiqu'il soit assez mal pour moi depuis longtemps, et en vérité je ne sais pourquoi.

Et Francfort! quelle horreur! (1) Ces Allemands sont des bœufs enragés et qui pis est, des singes.

DU DUC PASQUIER.

Tours, 13 octobre 1848.

Thiers s'est fait un grand honneur par son discours (2) sur les bons hypothécaires, nouvelle forme de papier-monnaie et forme plus dangereuse peut-

(1) Entre autres épisodes sanglants de l'insurrection de Francfort, deux membres des plus importants du Parlement, le prince Lichnowski et M. d'Auerswald, entourés par la foule, avaient été affreusement mutilés puis massacrés. C. B.

(2) Discours prononcé le 2 août. C. B.

être que toutes celles inventées jusqu'ici ; puis son livre sur *la Propriété* donné, comme il faut le faire aujourd'hui pour être sûr d'être lu, par la voie d'un journal, a un mérite universellement reconnu. Mon Dieu, pourquoi faut-il que le dernier gouvernement n'ait pas su faire une position à un tel homme ! Mais dans notre cher pays, si pauvre en hommes, on n'en trouve pas quatre de mérite qui veulent aller ensemble ; puis quand on regarde hors des frontières, autour de soi, où trouver d'ailleurs un monde plus raisonnable ? Est-ce à Francfort, après l'assassinat de ce malheureux prince dont nous étions accoutumés à entendre parler sous de tout autres rapports que ceux de la politique ? Est-ce en Autriche ? Si le récit des horreurs qui s'y sont commises, et dont on parle aujourd'hui, se confirme, que M. de Metternich doit se féliciter d'en avoir été chassé à temps et le premier. Savez-vous qu'on le dit presque aussi gêné en Angleterre pour ses revenus, que le roi Louis-Philippe ? Non seulement ses biens sont sous séquestre, mais on réclame de lui le payement des impôts de Johannisberg, dont il avait été dispensé depuis qu'il le possède. Lord Palmerston, quand il regarde toutes ces victimes gisant autour de lui, pourrait bien, s'il s'interroge un peu soigneusement, avoir quelques remords, car ses procédés et ses intrigues n'ont pas peu contribué à l'état où se trouve aujourd'hui l'Europe. On parle, dit-on, en Angleterre, d'un changement de ministère ; il en serait bien temps. Mais aussi, à propos, on dit que nous allons nous passer le même plaisir. Il me semble que nous pouvons attendre, d'après ce qu'on répand des futurs élus, ce changement sans inquiétude. On parle de

MM. Dupin, Vivien et autres de même couleur. Il n'est pas encore question de Molé, malgré son salon ouvert deux fois la semaine.

Voilà mon petit sac vidé. De Paris je serai peut-être un peu moins insignifiant.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 21 octobre 1848.

Si, comme je le suppose, vous lisez avec attention dans les journaux ce qui est relatif à l'Allemagne, vous jugerez sans doute comme moi que notre sort à nous autres Allemands se juge, se décide en ce moment à Vienne. Si cette ville criminelle est soumise, nous respirerons du moins un certain temps ; si elle se relève orgueilleuse et triomphante, je crois que nous n'aurons tous qu'à nous préparer au grand voyage. Déjà les oiseaux de proie tournent autour de nous avec d'avides regards. Quand cette lettre vous parviendra nous saurons notre sort. Je ne manque ni de calme ni de courage, ni surtout d'indifférence personnelle — ce qui aide singulièrement à envisager le danger, à l'affronter ou à l'éviter à propos. Du reste, il en sera comme il plaira à Dieu. Je n'ai en moi, ni désirs, ni espérances, ni craintes, ni murmures, et pour peu que le petit nombre d'amis qui me restent ne soient pas trop atteints, je rends grâces à Dieu de tout ce qui m'est personnel. Qu'avons-nous au fait de mieux à faire que d'embrasser la croix avec tendresse, quelque sanglante qu'elle puisse être. Elle est notre inséparable compagne, quoi que nous fassions ; il faut donc l'aimer puisqu'on ne saurait s'en séparer. Je m'y applique et il me semble que j'y parviens.

AU COMTE DE HOUDETOT

Barante, 31 octobre 1848.

Le provisoire où nous avons vécu depuis la fin de juin est à son terme, sans que nous puissions prévoir quel autre provisoire va lui succéder. J'ai supposé pendant un instant que le petit remaniement ministériel nous donnerait un peu de répit. Il n'a en rien modifié la situation. M. Cavaignac reste enchaîné à ses préjugés et à sa coterie. D'autre part, se résigner à la présidence de Louis Bonaparte est une pitoyable extrémité. Je ne me sens pas encore en état d'avoir un avis : j'attends ce qu'on m'écrira. Pour peu que les gens raisonnables et modérés tardent à donner leur mot d'ordre, les votes s'engageront. A regarder autour de moi, les chances sont évidemment favorables à la superstition napoléonienne. Mais irons-nous jusqu'au 10 décembre sans qu'une lutte vive s'engage avec la république rouge et socialiste ; elle me semble en ébullition. Les correspondances avec les provinces redeviennent actives. Il n'y avait plus de *clubs*, et maintenant ils se raniment sous forme de société secrète, où ce qui est dit et projeté va aux dernières limites de la fureur. Cependant la masse populaire est encore très calme.

J'ai terminé les six chapitres de réflexions sur les principales questions du moment, dont je me suis occupé dernièrement, mais on me conseille de ne les point publier encore, et j'étais de cet avis en les écrivant.

Voici les titres : *De la souveraineté du suffrage universel. — Du gouvernement et de la législature. — Des*

emplois publics. — De la propriété. — Du travail. — Vous voyez que les deux premiers touchent à l'arche sainte.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 6 novembre 1848.

Enfin, mon cher baron, nous voilà à la veille d'un de ces événements qui, depuis le fatal 24 Février, doivent changer la face des affaires et nous rendre le crédit, la tranquillité, la prospérité, mais qui, selon toute apparence, ne nous rendront rien de tout cela ; bien au contraire. S'il fallait en croire les deux partis, chacun serait sûr de son succès. Il n'y a pas à douter que Louis-Napoléon n'ait la majorité ; absolue ou relative : *That is the question* ; et dans le dernier cas, l'Assemblée nommerait. Il n'est pourtant pas très sûr aujourd'hui qu'elle nommât Cavaignac si le chiffre de l'autre était trop formidable. On commence à dire qu'elle craindrait de prendre une si compromettante responsabilité. Pour sortir de ces raisonnements généraux qu'on fait en Auvergne aussi bien qu'à Paris, je vous ferai part d'une anecdote particulière. J'ai dîné avec *mon cousin* (1) chez madame Demidoff, qu'on n'appelle que la *princesse Mathilde* tout court, absolument comme la comtesse Mathilde à la cour de Grégoire VII. Nous étions déjà tous réunis et l'heure était assez avancée, sans que le *prince* eût encore paru. Il entra enfin. A son aspect, les dames présentes, qui seront bientôt les dames présentées,

(1) M. de Saint-Priest était allié à la famille de Beauharnais. C. B.

se sont levées en pied. La grande comtesse Mathilde lui nomma tous les assistants ; il y avait entre autres Mignet, Craon (1), moi, etc. Il nous accueillit avec un mélange de timidité empêtrée et de laconisme princier. Sa tournure est ordinaire, son visage fort laid et son accent très suisse. Mais vous le connaissez, vous l'avez vu au Luxembourg, à moins que vous ne fussiez alors en Russie. Pour aller dîner, il a passé à table et il a été servi, ainsi que son cousin Murat, avant tous les hommes, lord Normanby excepté. Pendant toute la première partie du dîner, il n'a pas dit grand'chose, mais vers le deuxième service, il s'est mis à parler, assez à brûle-pourpoint, de sa candidature, de son élection. En France, a-t-il dit, l'opinion publique n'a jamais été dirigée, il est temps qu'elle le soit. Cela m'a paru un peu fier et un peu fort. J'ai fait observer, en toute humilité, au prince, qu'un pareil programme était assez malaisé et que lorsque l'opinon de la France était si manifestement bonne et saine, ce serait une tâche suffisamment difficile et glorieuse. de la représenter et de la suivre ; que, quant à la qualité de cette opinion, il ne pouvait pas s'y méprendre, puisque c'est au nom de l'ordre et de la modération que la France entière se tournait vers lui et abandonnait les hommes qui n'avaient pas eu foi dans la force et dans la persistance de l'opinion modérée. Mignet a soutenu mon dire en ajoutant que si l'on ne s'était pas prononcé tout de suite sur sa candidature, c'est qu'elle avait été d'abord présentée par un parti tout différent, ce qui avait éveillé des méfiances entièrement dissipées par son manifeste.

(1) Le prince de Beauvau-Craon. C. B.

Là-dessus, nous nous sommes jetés sur les louanges de ce manifeste, mais le *prince* n'a abondé dans notre sens qu'avec une certaine précaution. Je crois même avoir saisi le mot de *réactions à éviter*, dans quelques paroles qu'il a mâchonnées entre ses dents, et enfin, à un certain regard de son œil ordinairement terne, ma triste prévoyance, à la façon de Cassandre, m'a fait soupçonner que nos amis ne trouveraient pas dans ce nouveau Télémaque un élève aussi docile que celui de Mentor. Quoi qu'il en soit, le sort en est jeté ! Croix ou pile ! Pile ou face ! Voilà désormais le sort de la France.

La mystification pontificale achève Cavaignac, sinon dans l'urne, au moins dans l'opinion. Tout le monde voit maintenant qu'il voulait faire du pape un commis voyageur de la raison commerciale Cavaignac, Marrast et Cie. On dit que le Saint-Père s'est enfui de Rome déguisé en domestique, derrière une voiture (j'aurais mieux aimé un autre déguisement : je n'ai pas vu celui-là dans l'histoire du moyen âge) ; qu'il a failli tomber dans une embuscade de voleurs (ceci est mieux, c'est plus Walter Scott) ; qu'il est maintenant au Mont-Cassin ; mais qu'il ne pourra pas y rester, le lieu étant peu tenable et peu sûr, ce qui le fera aller à Naples où le roi, qui a été au-devant de lui avec sa famille, lui fait préparer le palais de Caserte. Je crois que tout ce pèlerinage finira par Malte *e con raggione*, Pie IX y trouvera au moins une protection efficace et matérielle ; quoi qu'il en soit, au grand chagrin du pieux Cavaignac, le pape, au lieu de venir en France, a fait comme Thésée !

Et laissant le Tenare
Passé jusqu'à la mer qui vit tomber Lare.

Je ne garantis pas ces détails, mais mes auteurs sont Racine et Rothschild.

Mesdames de Boigne, Chastenay (1) et Récamier sont très souffrantes. Le chancelier rajeunit.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 9 novembre 1848.

Nous sommes fort occupés de notre vote pour la présidence : chacun demande quel nom il faut porter au scrutin. Les paysans et tout le vulgaire n'ont aucune indécision, et je doute qu'on puisse les dissuader de Louis Bonaparte. L'idée de pouvoir est attachée à ce nom et c'est un pouvoir qu'ils désirent. C'est ainsi qu'en France on a toujours pris ce moyen mauvais et temporaire d'obtenir l'ordre public.

Si M. Cavaignac avait voulu être autre chose qu'un républicain de coterie, il aurait eu la belle chance. Mais ce sol français ne saurait produire un Washington. Je lisais l'autre jour ses adieux au peuple américain en quittant la présidence : que de raison et de simplicité ! Dieu a-t-il refusé à notre pauvre nation la faculté du bon sens ? Ne connaîtrons-nous jamais d'autres opinions libérales que celles des journalistes et des littérateurs ?

M. Molé m'écrit de loin en loin. Je pense qu'il est tel que je l'ai toujours connu : combattu entre sa raison et son jugement fin et vrai d'une part ; et

(1) La comtesse Victorine de Chastenay-Lanty (1771-1855). Madame de Chastenay ne s'est jamais mariée, elle devait au titre de chanoissesse d'être appelée « Madame » par ses contemporains. Ses *Mémoires* (1771-1815) ont été publiés en 1896 par M. Roserot chez Plon et Cie. C. B.

d'autre part ses illusions et ses espérances, dont assurément il ne me parlerait pas et auxquelles ils ne s'obstinera point.

Je relis les débats de la Convention (1). Ces gens-là étaient bien insensés, bien dénués de réflexion et d'expérience, animés de mauvaises passions; mais, en comparaison de nos révolutionnaires de toutes nuances, il semble que ce fussent des Titans. Nos honnêtes gens actuels sont au contraire plus habiles que ceux de cette époque, plus courageux; leur position est meilleure, mais ils se tiennent aussi sur la défensive. Ce n'est pas assez; plus tard trouveront-ils peut-être que le moment est venu de marcher vers un but. Ce n'est pas moi qui pourrais leur en indiquer un; ainsi je les conçois et je les excuse pour l'instant.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Saint-Eusoges (2), 12 novembre 1848.

Nous nous vantons de n'être soumis qu'au régime de la raison pure, mais patience : nous allons nommer Louis Bonaparte président de la république et après cela on ne pourra nous reprocher de trop tenir aux apparences du sens commun. — Tout ce pays-ci votera pour lui comme un seul homme; mon fils me mande que dans la Dordogne on se dispose à faire de même. Je ne réponds pas de moi-même, car je

(1) M. de Barante commençait à réunir les matériaux de son *Histoire de la Convention nationale*. C. B.

(2) Propriété du marquis d'Harcourt dans le département de l'Yonne. C. B.

change d'avis quatre fois par jour. — En m'examinant bien, je trouve que j'aurais grand plaisir à écrire le nom, mais je ne suis pas bien sûr que ce ne soit un plaisir malhonnête. On m'écrit de Paris que M. Génie est revenu de Londres et en a rapporté le refus de M. Guizot à qui on avait proposé une candidature à l'Assemblée.

Je sais que la duchesse de Parme (1) a été *deux fois* à Claremont et que les visites ont été rendues. Dites-moi, je vous prie, si c'est à vous que M. Royer Collard a raconté une conversation dans laquelle Lamartine lui aurait à peu près dit qu'il était le Messie?

Pauvre Allemagne! Cependant les nouvelles de Vienne me redonnent de l'espoir. Je ne l'avais pas complètement perdu pour l'empire d'Autriche. C'est encore une étrange chose que de tous les souverains de l'Europe, l'empereur Ferdinand seul défende sa couronne comme il faut. On ne dit rien de l'autre empereur. Ne se passe-t-il donc rien en Russie?

Quand j'ai quitté Paris, ou au moins ses environs, on parlait du retour de quelques personnes françaises et étrangères, et par suite d'un mouvement de reprise dans le commerce. Je crains bien que l'amélioration ne soit faible et passagère et que l'hiver ne soit affreux. Madame de Boigne est du nombre des arrivés. Je regrette d'être parti sans la voir, mais j'ai rencontré le chancelier à l'Académie et l'ai trouvé très bien d'esprit et de santé. — Voilà ce pauvre Vatout qui nous laisse une place vacante. Ne viendrez-vous pas à Paris cet hiver, mon cher ami, au moins pour quel-

(1) Louise-Marie-Thérèse de Bourbon, sœur de M. le comte de Chambord. C. B.

ques semaines? Mes projets sont de rester ici jusqu'au 5 décembre, de retourner ensuite à Étiolles et d'y passer les mois de janvier et février. Si Paris existe encore alors, j'y achèverai mon carnaval. Ne m'admirez-vous pas de régler ainsi mes destinées trois mois d'avance?

Adieu, mon cher ami, je relis le *Tableau de la littérature française au* XVIIIe *siècle*, qui me charme. J'embrasse l'auteur.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 13 novembre 1848.

Nous avons célébré hier la fête de la constitution : cela a été froid, la température a été à l'unisson de l'enthousiasme. Je suis occupé maintenant à me faire bonapartiste. Cela n'est pas encore venu à sa perfection; mais je sens que la grâce opère. Ce qui devrait l'aider, c'est que je vais être une manière de prince du sang. La reine Hortense était ma cousine : son arrière-grand'mère et la mienne étaient par alliance une tante et une nièce : je n'en suis pourtant pas plus fier : « le moindre grain de mil ferait bien mieux mon affaire ». La difficulté est précisément de le trouver.

Et votre ouvrage sur Rousseau? On a bien tort de vous détourner de l'imprimer. Ces sortes de protestations font un effet excellent et n'ont pas le moindre danger. Voyez Thiers. On fait tout ce qu'on peut pour avoir peur, on n'y réussit pas, on n'a que du malaise. C'est la monnaie de la Terreur, comme la colique est la monnaie du choléra.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 19 novembre 1848.

Notre train de vie est monotone. La saison n'est plus favorable aux promenades. Nous avons eu de la neige sans trop de froid, elle a fondu lentement et nous avons retrouvé quelques belles journées, de la gelée pendant la nuit, du soleil pendant le jour. Je fais planter un peu, en me rappelant sans cesse les vers de La Fontaine :

> Passe encore de bâtir, mais planter à cet âge...
> Assurément, il radotait...

aussi, je défends de mon mieux les vieux arbres qu'on voudrait couper pour faire plus vite pousser les jeunes. L'autre génération essaye parfois quelque chasse, toutefois sans beaucoup d'entrain ; les soirs on fait deux ou trois robs de whist. Mais le principal emploi du temps c'est de raisonner d'une façon inutile et triste sur la situation présente et de commenter les journaux ou les lettres qui nous arrivent. Il nous semble dur et humiliant d'aller porter notre suffrage à Louis Bonaparte, et en même temps nous regardons comme impossible de le donner aux gouvernants qui ne voient en tout ceci aucune autre question que de garder le pouvoir, en continuant à nous conduire à l'abîme de la ruine et de la misère. Je conçois cet empressement du vulgaire à déclarer par un nom propre qu'on veut l'ordre public et une autorité exercée pour le maintenir. Derrière ce nom propre, il n'y a, selon les gens raisonnables, que l'inconnu et

l'incertain. Mais lorsqu'on est ruiné, on se sent porté à mettre à la loterie.

Je suis toujours assez oisif, tout en songeant à cette *Histoire de la Convention*, et en dirigeant mes lectures et mes réflexions vers cette tâche sans être encore très décidé à l'entreprendre : d'autres fois j'ai l'idée d'un commentaire sur le *Contrat social*. Rousseau a été le grand apôtre de la Révolution. Le premier il a sonné le tocsin contre la société. Cependant il se passait dans cette âme agitée une lutte continuelle entre la passion et la raison. Ce qu'il demandait à grands cris, il le savait impossible. De là une contradiction perpétuelle qui se trouve dans chacun de ses ouvrages. Je ne m'étonne pas de vos retours vers le passé et de ce souvenir de Burke (1). Oui, sans doute, il avait bien plus raison que ceux qui soutenaient par l'action et la parole les thèses opposées, et c'était surtout dans l'intérêt de la liberté qu'il avait raison.

DU DUC PASQUIER.

Paris, 27 novembre 1848.

Comme vous lisez certainement les journaux, je n'ai rien à vous apprendre sur la scène si dramatique qui a eu lieu samedi dernier dans la Chambre des représentants. Le général Cavaignac y a montré une facilité et un talent de parole auquel on était loin de s'attendre. Puis, dans les attaques dirigées contre lui, il y en avait de si clairement injustes que celles-là

(1) M. Anisson relisait l'ouvrage de Burke paru en 1790 et intitulé, *Réflexions sur la Révolution*. C. B.

lui ont fait beau jeu. Cette séance l'a donc très certainement relevé, dans la capitale, aux yeux d'un assez bon nombre de personnes. Le même effet se produira-t-il dans les départements, surtout en présence des efforts de la presse opposante qui ne peuvent manquer de se reproduire avec une nouvelle ardeur durant les jours qui vont encore s'écouler avant la nomination du président de la république ? Personnellement, je n'ai là-dessus aucune opinion, mais je vois beaucoup de personnes qui croient au *statu quo*, attendu le grand nombre de positions déjà prises.

Venons maintenant à un sujet moins sérieux. On est ici généralement content de l'ouvrage de M. de Noailles sur *Madame de Maintenon* (1) et fort généralement très mécontent des *Mémoires d'outre-tombe*. Pour ceux-ci, il ne s'agit pas seulement d'un fiasco, mais d'une réprobation qui, trop souvent, ne se justifie que trop facilement. Quelle odieuse personnalité? Puis quel manque absolu de vérité dans tout ce qui devrait précisément en être le plus empreint.

De ce que je viens de vous dire sur le duc de Noailles résulte naturellement que ses prétentions à l'Académie vont être très rehaussées. Cousin, qui était d'abord pour M. de Montalembert, lui est tout à fait passé.

L'élu de Bordeaux, que bien vous connaissez, paraît aussi content et à son aise que le poisson dans l'eau.

(1) *Histoire de Madame de Maintenon et des principaux événements du règne de Louis XIV.* Paris, Lacroix Comon, 1848-1858, 4 vol. gr. in-8°.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 6 décembre 1848.

Vous aurez, depuis que vous m'écriviez, appris la soumission de Vienne, les velléités énergiques que ce résultat, d'une *énergie véritable*, ont suscitées à Potsdam; l'ébranlement qui menace d'une prompte ruine l'échafaudage chancelant de Francfort; le bouleversement complet de l'Italie; les joies sanglantes qui s'y exaltent. La mort cruelle de M. Rossi, que vous avez tant connu, vous aura saisi. Enfin, depuis le 3 novembre, vous aurez trouvé des impressions qui, pour être ressenties à distance, auront rempli cependant plus d'une heure de méditation. Votre pensée amicale se sera, j'en suis certaine, tournée particulièrement vers moi chaque fois que l'Allemagne aura fixé vos regards. Nous avons eu ici, tout particulièrement en Silésie, de fort mauvais jours. Le gouvernement ayant négligé de nous mettre en état de siège, simultanément avec Berlin, tous les plus mauvais éléments sont venus s'abriter sous l'impunité qui régnait dans cette contrée, et la province s'est trouvée à la lettre labourée par la révolution armée. Il s'y est commis des horreurs; personnellement j'y ai échappée grâce à une certaine bienveillance que j'ai eu le bonheur d'inspirer et surtout par une résolution très claire de me défendre et de résister, aussi bien que de ne pas quitter la place, et de rester au milieu de mes foyers.

On veut nous assurer que le plus gros de la crise est finie; je veux l'espérer, quoique la dissolution qu'on annonce pour demain, bien tardivement prononcée, et une constitution octroyée qu'on annonce

également, aillent nous rejeter dans une fièvre électorale toujours chanceuse! Le pays n'aura en tout cas pas de peine à choisir des représentants plus convenables et plus intelligents.

Mes relations en France se sont, en dehors de la parenté, singulièrement diminuées par le temps, la séparation, les distances, les circonstances. Excepté vous, le duc de Noaïlles, mesdames Mollien et d'Albuféra, je ne suis plus en correspondance avec personne. La France n'est plus pour moi que dans ces quatre amitiés éprouvées. Ajoutez-y trois ou quatre relations bienveillantes, mais pâles et au fond assez indifférentes, et vous aurez composé tout le cadre de la France qui serait à mon usage. Les quatre personnes que j'ai nommées suffisent cependant bien pour m'y attirer. Vous m'y verrez donc; mais quand? D'abord il faut vivre, et depuis quelque temps cela me semble assez douteux. Mais Dieu est le maître, et ce n'est pas sur le plus ou moins d'existence que je serai disposée à marivauder.

Vous me demandez si je suis en correspondance avec M. Dupanloup. Non; pas d'une façon sérieuse ni régulière; mais nous nous écrivons parfois, plutôt à l'occasion de ma fille qu'autrement. Pendant le mois que j'ai passé à Paris, l'année dernière, je l'ai vu chaque jour, et j'ai même fait le voyage de Mons à Paris avec lui. J'ai une très grande estime pour lui, et une vive reconnaissance pour l'intérêt soutenu et dévoué qu'il nous a témoigné à tous : à mon oncle, à ma fille, à moi, à mes autres enfants. Mais j'ai toujours senti qu'il lui manquait une certaine appréciation juste des caractères et des situations. Il place les uns trop haut, les autres trop bas; et il y a des coins du

monde, de ses exigences et de ses dangers, de ses complications et de ses pièges qu'il ne devine jamais. Sa pureté, ses exaltations et une situation peut-être trop humble l'ont toujours fait rester sur le *seuil* : il ne le dépassera pas. Et, dès lors, il ne saurait être complètement utile à une personne qui a été placée au cœur même de l'édifice, et qui a pu s'égarer souvent dans ses nombreux détours.

P.-S. — M. de Broglie n'est-il pas très affecté de la mort de M. Rossi? Lui qui l'avait attiré, je crois, en France, puis tant protégé et fait entrer dans les affaires du pays. Je l'avais connu dans le salon de madame de Broglie; plus tard, je l'avais revu ambassadeur de France à Rome. Il m'avait paru astucieux et prétentieux; moins noble de caractère, mais plus spirituel que Capo d'Istria. Il me semble qu'il y avait en eux de l'analogie; il y en a dans leur fin violente et dans la cause du meurtre; ils ont, tous deux, voulu faire *tout d'un coup* du Richelieu.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 11 décembre 1848.

Je ne suis pas aller voter hier. Je ne me souviens pas d'avoir vu en aucune circonstance notre population auvergnate en une telle émotion. Ouvriers et paysans, tout le vulgaire, le vrai suffrage universel, semblent passionnés pour cette candidature de Louis Bonaparte. Les conservateurs et les légitimistes suivent un mouvement que certes ils n'auraient pu arrêter. Les fonctionnaires et le représentant envoyé

pour travailler l'élection s'en occupent sans mesure et sans vergogne, mais irritent l'opinion au lieu de la modifier. En est-il de même partout? Louis Bonaparte aura-t-il une majorité triomphante? C'est ce que nous allons voir. Nous nous jetons dans l'inconnu, cela ne peut se nier; mais le connu se présentait à nous sous un tel aspect, avec de si détestables sympathies, avec une telle méconnaissance de l'opinion publique avec des allures si révolutionnairement tyranniques, qu'il a bien fallu se résoudre à courir les hasards où se jette l'instinct populaire. En même temps l'Europe est au moment d'une crise où nous pouvons être entraînés. L'Allemagne tente une contre-révolution tandis que l'Italie va être livrée aux désordres les plus révolutionnaires et les plus insensés. Il est difficile d'avoir un autre thème de pensée, de se préoccuper ou de se distraire par un autre intérêt. La seule lecture qui me soit possible ce sont les mémoires et les journaux de nos plus tristes époques. En écrire l'histoire est une entreprise presque impossible en cet instant. Le présent rendrait passionnés les récits du passé. On tomberait à chaque instant dans la polémique. Nous aurons bientôt deux nouveaux volumes de l'*Histoire d'Angleterre*, de M. Guizot, avec un résumé général de toute cette période révolutionnaire (1625-1688).

On m'écrit que la *Revue* passe sous la direction complète d'Albert de Broglie et de M. d'Haussonville. Pour l'instant la controverse grave dédiée à la raison publique ne me semble pas à propos. L'action domine la réflexion. Dieu veuille que la discussion ne descende pas encore dans la rue.

V

Décembre 1848-Décembre 1851 (1).

DU DUC PASQUIER.

Paris, 17 décembre 1848.

Quel avenir ce dénouement nous réserve-t-il? Bien habile qui le dirait, mais un fait est acquis, il est

(1) Événements de décembre 1848 a décembre 1851. — Sont nommés ministres : de la justice et président du conseil, M. Odilon Barrot; des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys; de la guerre, général Rullières; de la marine et des colonies, M. de Tracy; de l'intérieur, M. Léon de Malleville; des travaux publics, M. Léon Faucher; de l'agriculture et du commerce, M. Bixio; de l'instruction publique et des cultes, M. de Falloux; des finances, M. Hippolyte Passy. A l'exception de M. Bixio, républicain, et de M. de Falloux, légitimiste, les membres du cabinet appartiennent à l'ancienne opposition dynastique (20 décembre). — Le général Changarnier est appelé au double commandement en chef de la garde nationale et de la première division militaire, le maréchal Bugeaud au commandement de l'armée des Alpes avec résidence à Lyon, la préfecture de police est confiée au colonel de gendarmerie Rebillot. — MM. de Mallevilie et Bixio se retirent du ministère à la suite de leur refus de livrer à

immense, et on le doit, il faut bien le reconnaître, au suffrage universel. La France a parlé, elle s'est haute-

Louis Bonaparte le dossier des affaires de Boulogne et de Strasbourg; M. Buffet reçoit le portefeuille du commerce, M. Lacrosse celui des travaux publics, M. Léon Faucher passe à l'intérieur (30 décembre). Rivalité de l'Assemblée et du président. — Débats irritants, majorité précaire. — La dissolution semble le seul remède. — M. Rateau propose de fixer les élections générales au 4 mars. — Le rapport de M. Grévy conclut contre la prise en considération de cette proposition (10 janvier 1849). — Vote de la prise en considération par 400 voix contre 396. — Agitation démagogique. — Mauvais esprit de la garde mobile. — Attitude énergique du ministre de l'intérieur. — Mesures relatives à l'association *La Solidarité républicaine*. — Arrêté concernant la garde mobile. — Projet interdisant les clubs. — Il soulève les protestations violentes de la presse et de l'extrême gauche ; la gauche y voit une violation des promesses de février. — Commission hostile au projet. — Rapport de M. Sénard contre l'urgence. — Rejet de l'urgence (27 janvier). — M. Ledru-Rollin dépose une demande de mise en accusation du ministère qui est rejetée quelques jours après. — Dispositions menaçantes pour la tranquillité publique. — Attitude séditieuse de la garde mobile. — Formidable appareil militaire déployé dans Paris. — Ces préparatifs intimident les factieux (29 janvier). — Récriminations de la gauche. — Vote de la proposition Rateau. — Loi sur le conseil d'État. — Loi électorale (15 mars). — Discussion du budget. — Procès des insurgés de juin, des assassins du général Bréa, des insurgés de Limoges et de Rouen, des auteurs de l'attentat du 15 mai. — Énergique impulsion imprimée au parti de l'ordre. — Retour aux principes conservateurs. — D'un autre côté, le parti socialiste grandit. — Ses progrès, surtout dans les départements les plus

ment prononcée, elle ne veut des révolutionnaires à aucun prix, l'immensité des suffrages s'est réunie sur

reculés. — Il trouve un appui dans la montagne et une partie de la gauche républicaine coalisées contre le ministère. — Résultats des élections à l'Assemblée législative : écrasement des hommes de Février et des républicains modérés, succès relatif des socialistes, succès éclatant du parti de l'ordre (13 mai). — Dernières séances de la Constituante. — Récriminations, scandales. — Installation de l'Assemblée législative (28 mai). M. Dupin en est nommé le président. — MM. de Tocqueville, Dufaure, Lanjuinais remplacent aux ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'agriculture, MM. Drouyn de Lhuys, Faucher, Buffet. — Le parti démagogique espère trouver, dans une insurrection, la revanche de sa défaite électorale. — Il s'organise. — Sa propagande par la presse et les clubs. — Son travail dans l'armée. — La reprise des hostilités contre Rome lui fournit le prétexte cherché d'une émeute. — Agitation dans Paris. — Interpellation de Ledru-Rollin sur les affaires romaines. — Il dépose un acte d'accusation contre les ministres pour violation de la constitution. — Séance tumultueuse, Ledru-Rollin proclame le droit de défendre, même par les armes, la constitution. — Vote de l'ordre du jour pur et simple (11 juin). — La montagne se met à la tête de l'agitation. — Appel aux armes. — Journée du 13 juin : rassemblements, manifestations, indifférence du public, mesures prises par le général Changarnier, la manifestation est coupée et dispersée, les représentants de l'extrême-gauche, réunis au Conservatoire des arts et métiers, prennent la fuite à l'arrivée de la force armée. — Poursuites votées contre sept représentants. — Réprobation générale à Paris contre les désordres. — Dévastations dans divers bureaux de journaux radicaux. — Mouvements connexes dans les départements. — Grave insurrection à

un nom, parce que ce nom était le seul sur lequel cette réunion se pût opérer. Ce nom n'est autre chose

Lyon. — Répression complète de l'émeute. — Réaction. — Lois et mesures contre la presse ; contre les clubs que pendant un an le Gouvernement aura le droit d'interdire ; contre le colportage ; sur les offenses adressées au président, etc., etc. — Élections complémentaires favorables à la cause de l'ordre. — Bruits de coup d'État démentis par le discours du président de la République à Ham et par un discours de M. Dufaure. — Prorogation de l'Assemblée (11 août). — Accord médiocre entre le président et ses ministres, surtout à propos de la question romaine. — Réunion de l'Assemblée (1er octobre). — Demande de crédit pour les dépenses de l'expédition de Rome. — Rapport de M. Thiers. — Désirs de la gauche de faire sortir de la discussion une rupture du président avec l'Assemblée et de la France avec le Saint-Père. — Les complications redoutées sont évitées. — Les crédits sont votés par 469 voix contre 180. — Défiance et irritation du président vis-à-vis de ses ministres. — Message du 31 octobre congédiant le cabinet en affirmant « la nécessité d'une direction unique dont les ministres soient l'organe, aussi préoccupés de la responsabilité du président que de la leur ». — L'opinion publique voit, dans cet incident, une tentative de pouvoir personnel. — Le nouveau ministère est ainsi composé : Le général d'Hautpoul à la guerre, M. de Rayneval, puis, sur son refus, le général Ducos de Lahitte aux affaires étrangères, M. Rouher à la justice, M. de Parieu à l'instruction publique, M. Fould aux finances, M. Ferdinand Barrot à l'intérieur, MM. Romain-Desfossés, Bineau et Dumas à la marine, aux travaux publics et au commerce. — Satisfait d'avoir montré sa force, Louis Napoléon ne se sépare point de la majorité ; mais cette union est précaire, et sans cordialité. — Deux partis commencent à se dessiner :

que l'exclusion de tout ce qui, huit mois, a gouverné et torturé la France. Il n'y a pas moyen de s'y mé-

le parti de l'Élysée et le parti de l'Assemblée. — Discussion et vote de la loi établissant la liberté de l'enseignement public (15 mars 1850). — **Le parti conservateur** accentue sa politique de réaction. — Le parti socialiste, **plus exaspéré qu'intimidé par les répressions et les** menaces, redouble d'activité dans sa propagande et dans ses manifestations. — Élections complémentaires pour pourvoir aux vacances produites par les condamnations de représentants impliqués dans les événements du **13 juin. — Victoire des candidats socialistes (10 mars).** — Émoi et colère des conservateurs, audace croissante du parti démagogique. — Élection partielle du 28 avril : Eugène Sue est élu. — Affolement général. — Dépôt d'un **projet de loi destiné à diminuer et à épurer le corps** électoral par l'extension des cas d'indignités, par des exigences de domicile des plus minutieuses. — La loi est **votée après une longue et très importante discussion (31 mai). — Les relations entre le président et l'Assem**blée continuent à être difficiles ; les deux pouvoirs cherchent à s'affaiblir mutuellement. — Les conflits se multiplient et s'aggravent. — Projet de loi qui augmente les frais de représentation du chef de l'État. — Débats acrimonieux, intervention de Changarnier en faveur du **projet voté à une faible majorité. — Série de mesures de** défense et de répression sociales. — Prorogation de la loi temporaire de 1849 sur les clubs. — Loi sur la déportation. **— Loi sur la presse rétablissant le timbre, le cautionne**ment, imposant l'obligation de la signature (31 mai). — Malveillance et attaques des journaux de l'Élysée contre l'Assemblée. — L'Assemblée se proroge le 11 août après avoir nommé une commission de permanence hostile au président. — Les partis dynastiques et Louis Napoléon utilisent le temps de la prorogation dans l'intérêt de leur

prendre, et cette évidence doit donner à tous les amis de l'ordre une sécurité et une confiance qui centuple-

propre cause. — Le président par des voyages d'apparat et des revues tapageuses veut se faire connaître au peuple et à l'armée. — Tentatives de fusion entre la branche aînée et la branche cadette de la maison de Bourbon. — Elles n'aboutissent pas. — Agissements du parti bonapartiste, de ses associations et de ses journaux. — Cris de : « Vive l'Empereur ! » aux revues de Saint-Maur et de Satory. — Largesses faites aux troupes. — Vives inquiétudes de la commission de permanence. — Attitude du général Changarnier qui devient le général du parlement. — Le président, en attendant le moment propice d'enlever à l'Assemblée cet appui, cherche à diminuer l'autorité et les attributions du général. — Message conciliant du 12 novembre. — Trêve entre le président et l'Assemblée. — Lois économiques, lois d'assistance. — Activité heureuse de l'Assemblée. — La lutte renaît au moment où l'accord semblait se consolider. — Le prince Jérôme Napoléon interpelle le ministre de la guerre sur de prétendues instructions du général Changarnier portant que tout ordre non émané du général en chef devait être considéré comme nul. — Démenti victorieux de Changarnier aux applaudissements répétés de l'Assemblée dont il affirme les droits aux lieu et place du ministre de la guerre. — Démission inattendue du cabinet. — L'ovation faite au général décide Louis Napoléon à précipiter sa disgrâce. — Ses entrevues avec les chefs de la majorité auxquels il annonce sa détermination que leur avis contraire ne parvient pas à ébranler (8 janvier 1851). — Le commandement de Changarnier est morcelé (9 janvier). — Nouveau ministère : MM. Drouyn de Lhuys, Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Ducos, Magne, Bonjean sont nommés aux affaires étrangères, à la guerre, à la marine, aux travaux publics, à l'agriculture. Les portefeuilles de la

ront leur force. Maintenant, comment le nouveau gouvernement va-t-il s'organiser? Les journaux

justice, de l'intérieur, des finances, de l'instruction publique demeurent aux mains de MM. Rouher, Baroche, Fould, de Parieu (9 janvier). — Extrême irritation de la majorité. — Vote d'une motion de M. de Rémusat demandant *la nomination d'un comité chargé de préparer les mesures que les circonstances commanderaient.* — Embarras des commissaires nommés, sur les résolutions à proposer. — Débat public dans lequel M. Thiers s'écrie que l'*Empire est fait.* — Toutes les colères de la majorité n'aboutissent qu'à un ordre du jour de défiance contre le cabinet (18 janvier). — Ministère extra-parlementaire : M. de Royer à la justice, M. Brenier aux affaires étrangères, M. Giraud à l'instruction publique, M. de Germiny aux finances, M. Waïsse à l'intérieur, le général Randon à la guerre, le contre-amiral Vaillant à la marine, M. Schneider au ministère de l'agriculture et du commerce; M. Magne conserve le portefeuille des travaux publics. — Période d'anarchie parlementaire. — Rejet d'une nouvelle demande de supplément de dotation. — Incidents divers. — Morcellement des partis, leurs compétitions de plus en plus ardentes. — Le désir d'éviter la crise, que peuvent provoquer, en 1852, le renouvellement simultané des pouvoirs exécutifs et législatifs, la confusion pendant un mois des pouvoirs anciens avec les nouveaux, la non-rééligibilité du président, fait naître dans les esprits la pensée de reviser la constitution. — Louis Napoléon, qui espère trouver, dans la revision, la prolongation de son mandat, se rapproche de l'Assemblée. — Nouveau cabinet avec la revision de la constitution et la prorogation des pouvoirs présidentiels comme programme : M. Léon Faucher à l'intérieur et président du conseil, M. Baroche aux affaires étrangères, M. Rouher à la justice, M. Chasseloup-Laubat à la marine, M. Fould aux finances, M. Buffet à

nous donnent à cet égard toutes les suppositions possibles. Il y a dans tout ce qu'ils disent un fonds

l'agriculture et au commerce, M. de Crouseilhes à l'instruction publique. Le général Randon et M. Magne sont maintenus à la guerre et aux travaux publics (10 avril). — Vœux des conseils généraux, pétitions favorables à la revision. — Échéance de la date à partir de laquelle la question de revision peut être légalement posée devant l'Assemblée (13 mai). — Les représentants de la gauche et les orléanistes purs sont généralement hostiles à la revision, les bonapartistes, les légitimistes, les fusionistes, les conservateurs lui sont favorables. — Discours inattendu prononcé par Louis Napoléon à Dijon et offensant pour l'Assemblée (1er juin). — Changarnier garantit à l'Assemblée la fidélité de l'armée. — La commission chargée d'examiner les pétitions revisionnistes est en majorité favorable à cette mesure. — Brillante discussion publique. — La revision réunit 446 suffrages contre 278; il manque 97 voix pour que la majorité constitutionnelle des trois quarts soit atteinte (19 juillet). — Vive reprise des hostilités entre l'Assemblée et le président. — L'Assemblée se proroge jusqu'au 4 novembre (9 août). — Louis Napoléon est résolu à demander à un coup d'État ce qu'il ne peut plus attendre de la revision. — Ses préparatifs. — Il s'efforce de se rallier l'armée. — Le général de Saint-Arnaud nommé général de division est appelé à Paris. — Le général Magnan reçoit le commandement de l'armée de Paris. — Mouvements de troupes, mutations, avancements, propagande dans l'armée. — Louis Napoléon cherche à conquérir la bourgeoisie en exploitant ses craintes. — Le spectre rouge. — Le langage, les menaces de la montagne, les menées révolutionnaires contribuent à accroître les appréhensions. — Le prince veut enfin s'assurer le concours ou du moins la neutralité des masses. — Il demande l'abrogation de la loi du 31 mai. —

de vérité, mais l'exactitude complète n'est encore nulle part. En attendant, l'aspect de la ville n'est pas

Opposition et retraite des ministres (12 octobre). — Vif émoi au sein de la commission de permanence. — Cabinet du 27 octobre : M. de Thorigny ministre de l'intérieur, M. de Turgot des affaires étrangères, M. Corbin, puis sur son refus M. Daviel ministre de la justice, M. Giraud ministre de l'instruction publique, M. Fortoul de la marine, MM. Blondel, Casabianca, Lacrosse, ministres des finances, de l'agriculture, des travaux publics, le général Saint-Arnaud ministre de la guerre. — M. de Maupas est nommé préfet de police. — Réunion de l'Assemblée (4 novembre). — Ses inquiétudes. — Message du président dénonçant un vaste complot démagogique et demandant l'abrogation de la loi du 31 mai. — Dépôt du projet. — La commission lui est hostile, mais laisse entendre qu'une transaction sera possible lors de la discussion de la loi municipale. — Son rejet à six voix de majorité (13 novembre). — Le coup d'État semble imminent. — Conciliabules des députés de la majorité. — Proposition des questeurs reconnaissant au président de l'Assemblée la faculté de requérir la force armée et toutes les autorités dont il jugerait le concours nécessaire. — Langage conciliant des ministres de l'intérieur et de la guerre. — Les espérances de conciliation s'évanouissent. — Défiance imprévoyante de la gauche contre la proposition qui entraîne son échec après une discussion des plus mouvementées et des plus dramatiques (17 novembre). — Confusion, impuissance, émiettement de la majorité. — Derniers préparatifs du coup d'État. — L'Assemblée paraît se rassurer. — Le coup d'État est fixé au 2 décembre. — Arrestation pendant la nuit du 1er au 2 décembre, de représentants de diverses nuances et des chefs du parti démagogique. — Occupation du Palais Bourbon. — Décret de Louis Napoléon qui dissout l'As-

reconnaissable, toutes les figures se sont ouvertes et il y aurait bien du malheur si ceux qui en sont

semblée nationale et le conseil d'État, rétablit le suffrage universel, abroge la loi du 31 mai, met en état de siège la première division militaire. — Ses proclamations à l'armée et au peuple. — Tentatives diverses de réunion et de protestation des représentants. — La mairie du Xe arrondissement devient leur point de ralliement et le lieu de la dernière séance de l'Assemblée. — Dispersion et arrestation de ses membres. — Protestation de la Haute Cour. — Elle est dissoute. — La résistance légale est vaincue (2 décembre). — Après une première impression d'indifférence et d'incertitude, l'esprit de résistance s'affirme surtout dans le centre de Paris. — Combat dans les rues. — Répression rigoureuse (3 et 4 décembre). — Les nouvelles des nombreux troubles de province, leur caractère socialiste, les divers incidents de la lutte aggravés encore par les récits de la presse officieuse, la seule tolérée à ce moment, ramènent à Louis Napoléon l'opinion publique d'abord réservée et plutôt hostile. — En Angleterre : Le ministère Russel continue à exercer le pouvoir avec une majorité dont la composition varie aussi fréquemment que celle de l'opposition, tant les partis sont divisés et subdivisés. — La prospérité intérieure ne cesse de s'accroître et un des éléments de lutte entre les partis est l'emploi des excédents financiers. — Les doctrines libre échangistes auxquelles le cabinet est favorable tendent de plus en plus à dominer. — Les progrès du catholicisme, le rétablissement de la hiérarchie catholique, qui en est une des conséquences, passionnent vivement l'opinion. — A l'extérieur, suite de la politique brouillonne de lord Palmerston, qui semble partout patronner l'esprit révolutionnaire contre les monarchies. — En Allemagne : Les principaux États, redevenus maîtres de la révolution chez eux, ne veulent pas d'un Empire

chargés ne savaient pas profiter un peu de ces dispositions si favorables.

La pauvre madame Récamier en est toujours pour

unitaire et d'une centralisation qui ne leur laisseraient plus qu'une existence nominale, et entendent substituer aux combinaisons de Francfort une solution négociée par les cabinets. — Devant ces tendances et surtout devant l'attitude de l'Autriche, le roi Frédéric-Guillaume de Prusse, nommé empereur héréditaire d'Allemagne par l'Assemblée de Francfort (28 mars 1849) refuse cette couronne si convoitée par lui, mais qu'accompagne une constitution dont le caractère démocratique n'aurait pas donné au pouvoir impérial des moyens suffisants de gouvernement. — Découragement de la majorité libérale de Francfort qui abandonne toute prédominance à l'élément démagogique. — Troubles, insurrections en Wurtemberg, Saxe, dans le grand-duché de Bade. — Décadence et fin misérable du Parlement germanique. — Essai de reconstitution de l'unité par les puissances allemandes. — Lutte d'influence entre la Prusse et l'Autriche. — Combinaisons diverses ébauchées tour à tour par l'une et l'autre à leur profit. — Retour pur et simple à l'ancienne Diète (30 mai 1851). — En Prusse : Ouverture des nouvelles Chambres élues par le suffrage à deux degrés (26 janvier 1849) et destinées à discuter la constitution définitive. — Tendances avancées de la seconde Chambre. — Elle reconnaît force de loi en Prusse à la constitution de Francfort et déclare illégal l'état de siège à Berlin. — Sa dissolution (27 avril). — Tentative d'insurrection réprimée. — Une nouvelle loi électorale basée sur le principe de l'impôt et de la capacité combiné avec le suffrage à deux degrés est publiée (30 mai). — Le nouveau Parlement est modéré. — Retour à l'esprit d'ordre et de gouvernement. — Réaction autoritaire. — Cette évolution de la politique intérieure se reproduit

son œil à peu près au même point, et on n'ose pas lui parler des *Mémoires d'outre-tombe* ; n'est-il pas

dans tous les autres États de la Confédération. — Aux concessions, qui n'ont provoqué que des exigences révolutionnaires plus vives, des désordres graves, une anarchie sans issue, succèdent chez les gouvernants la résolution de résister; ils regagnent la plus grande partie du terrain perdu avec l'appui de l'opinion publique revenue de ses illusions. — De 1849 à 1851, l'Autriche, dont la situation semblait désespérée à la fin de 1848, se relève. — L'intervention de la Russie met fin à l'insurrection formidable de la Hongrie. — Victorieuse en Italie, l'Autriche y retrouve toute sa puissance et son influence ainsi que dans les affaires allemandes, d'où on avait cherché à l'évincer. — Tout le système intérieur de son empire, aux nationalités si diverses, est réorganisé, et si toutes les libertés accordées par les constitutions provisoires ou éphémères de 1848 et 1849 ne sont pas maintenues, il n'en résulte pas moins des progrès considérables sur l'ancien état de choses. — En Danemark : L'armistice du 28 août 1848, est suivi à Londres, Francfort, Berlin et Copenhague de négociations sans résultats. — Devant la mauvaise foi avec laquelle les clauses de l'armistice sont observées, devant les encouragements donnés par la Prusse aux insurgés, le Danemark, qui a pour lui les sympathie de la Suède, de la Russie, de la France et de l'Angleterre est contraint de rentrer en campagne. — Non seulement il oppose une résistance heureuse, mais il prend l'offensive sur mer comme sur terre et inflige à la Prusse une retentissante défaite devant Frédericia (6 juillet 1849). — Un nouvel armistice est conclu (10 juillet). — Le Slesvig sera occupé au nord par les troupes suédoises, au sud par les troupes prussiennes; Les droits du Danemark réservés, une commission administrative gouvernera séparément le Slesvig; elle sera

étonnant qu'un homme si blessant pour tant de personnes et tant de sentiments paraisse, en même

composée de deux membres, l'un nommé par le roi de Prusse, l'autre par le roi de Danemark et d'un arbitre désigné par la Grande-Bretagne. — La cour de Berlin continue ses intrigues, et contribue aux préparatifs d'une campagne nouvelle des insurgés. — Plaintes du roi de Danemark. — Note énergique de la Russie. — La Prusse fait des ouvertures pacifiques. — Conférences de Londres comprenant les plénipotentiaires d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse, de Danemark, de France, de Russie et de Suède. — Traité de paix de Berlin (2 juillet 1850) signé par la Prusse au nom de la Confédération, qui devra l'avoir ratifié dans un délai déterminé, sans préjudice des droits des parties. — Le roi de Danemark, comme duc du Holstein, demandera l'intervention de la Confédération pour rétablir son autorité dans ce duché, avant de recourir lui-même aux armes pour arriver à ce résultat. — Protocole signé à Londres le 4 juillet, établissant que le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise est d'intérêt européen. — La Prusse et l'Autriche n'adhèrent point à ce protocole. — La Prusse encourage de nouveau l'insurrection. — Reprise des hostilités. — Suite d'opérations aboutissant à la défaite complète des insurgés. — L'Autriche signe le protocole (30 octobre 1850). — Devenue prépondérante dans la Confédération rétablie telle qu'elle existait depuis 1815, elle l'entraîne aux mêmes résolutions. — La Prusse retire son appui aux duchés. — Dernières et infructueuses tentatives de l'insurrection. — L'Autriche semble vouloir jouer le rôle jusqu'alors tenu par la Prusse et dans la mise à exécution des traités cherche à faire au Slesvig une situation séparée. — Un règlement provisoire intervient. — Le Slesvig sera administré par un commissaire du roi, qui aura son entrée dans le conseil des ministres du royaume. — La souveraineté danoise est

temps, sous le patronage de la personne la plus inoffensive qui se soit jamais rencontrée.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 25 décembre 1848.

On me presse vivement de faire partie du nouveau gouvernement, mais j'ai bien de la peine à me déci-

rétablie dans le Holstein et le Lauenbourg, qui restent États de la Confédération germanique. — Règlement de la question de succession dans les duchés (1851). — En Russie : Appui moral donné aux idées de résistance de la révolution, en Allemagne et sur tous les points où l'influence russe peut s'exercer. — Appui matériel prêté contre l'insurrection de Hongrie. — Appui diplomatique accordé au Danemark. — Suite de la guerre du Caucase. — Évacuation des Principautés danubiennes (1851). — Prise en mains des griefs des Monténégrins vis-à-vis de la Porte. — Progrès de l'assimilation politique et des intérêts économiques. — En Suisse : Continuation des agitations révolutionnaires ; de l'oppression des populations par les factions ultra-démagogiques ; de la complicité de celle-ci avec les révolutionnaires des pays voisins. — Asile donné aux réfugiés. — Mouvements intermittents de réaction dans certains cantons. — En Italie : Constituante révolutionnaire à Rome. — Proclamation de la République (9 février 1849). — Anarchie, spoliations. — Adhésion du nouveau Parlement toscan à la constitution italienne de Rome. — Émeutes. — Départ du grand-duc. — Proclamations de la république (18 février). — Désorganisation générale. — Sous la pression de l'élément démagogique de son parlement, le Piémont dénonce l'armistice conclu avec l'Autriche. — Il est écrasé à Novarre (23 mars). — Abdication du roi,

der, malgré la séduction des offres. Quoiqu'elles soient de nature à prendre le caractère d'une réparation

avènement de Victor-Emmanuel son fils (23 mars). — Conclusion d'un armistice sur l'intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre. — Violente agitation révolutionnaire dans cet État. — Réaction monarchique à Florence. — Son succès. — Intervention de l'Autriche à Livourne qu'elle délivre de la plus terrible anarchie. — Le gouvernement des Deux Siciles a les plus grandes difficultés avec son parlement. — Il le dissout (13 mars). — Expédition contre la Sicile. — Défaite du parti révolutionnaire. — L'ordre et l'autorité royale sont rétablis dans tous le royaume. — Expédition française à Rome, décidée sous prétexte d'y prévenir l'intervention de l'Autriche, mais en réalité inspirés par les sentiments catholiques de la majorité de l'Assemblée législative. — Pendant le siège de Rome, plus long et plus difficile qu'on ne le prévoyait, attitude hésitante de Louis Napoléon, liés par d'anciens souvenirs au parti révolutionnaire. — Il cherche à amener entre ce parti et la papauté une transaction. — Mission de M. de Lesseps. — Graves imprudences, erreurs de ce diplomate au profit du parti révolutionnaire. — Ses dissentiments avec le général Oudinot. — Son rappel. — Reprise des opérations militaires. — Entrée de l'armée française dans Rome (3 juillet 1849). — Négociations avec le Saint-Siège disposé à n'accorder que des institutions consultatives. — Colères de notre parti avancé. — Désapprobation du président exprimée dans une lettre au lieutenant-colonel Edgard Ney, un de ses aides de camp envoyé en mission à Rome (8 septembre). — Les réformes édictées par le *propriomotu* semblent insuffisantes (18 septembre). — Le vote des crédits par l'Assemblée législative termine l'incident en faveur du pape. — La papauté rentre à Rome, y reprend à peu près sa situation d'avant les événements. — Chute de Venise (22 août 1849). — Rétablisse-

éclatante (1), je ne puis encore me consoler de la chute de l'*offenseur*, non pas pour sa personne, que je n'ai

ment de l'autorité grand-ducale en Toscane. — Traité de paix entre l'Autriche et le Piémont (17 août). — Difficultés parlementaires dans cet État. — Dissolution de la Chambre (20 août). — Nouvelle majorité plus favorable au ministère. — Période de politique antireligieuse (1850-1851). — En Turquie : Organisation nouvelle de l'hospodorat dans les principautés. — Changement d'hospodars. — Difficultés avec l'Autriche et la Russie pour asile donné à des réfugiés hongrois et polonais (1849). — Désordres en Bosnie. — Insurrections réprimées au Asie-Mineure. — Réformes financières (1850-1851). — — En Grèce : Différends avec la Turquie. — Contre-coup des agitations européennes. — Désordres parlementaires (1849). — Incroyable aggression de l'Angleterre pour imposer à la Grèce le payement de lourdes indemnités à des nationaux lésés (1850). — En Espagne : Situation intérieure, économique et financière de jour en jour meilleure sous le gouvernement vigoureux et modéré du cabinet Narvaez qui donne toutefois sa démission le 10 janvier 1851 sans cause apparente. — Le cabinet Bravo Murillo, dont le programme est le même, lui succède. — Expédition de flibustiers à Cuba. — Difficultés à ce sujet avec les États-Unis. — En Portugal : Difficultés avec l'Angleterre et la Chine à Macao. — Sous la direction du comte de Thomar, le pays traverse une période de réparation et de progrès, quand éclate une révolution militaire fomentée par le duc de Saldanha. — Fuite du comte de Thomar. — Ministère Saldanha (23 mai 1851). — La royauté humiliée. — Le duc de Saldanha s'appuie sur ses anciens adversaires, les progressistes. — Anarchie. — Nouvelle loi électorale. — Banqueroute partielle. C. B.

(1) M. de Saint-Priest avait été révoqué en 1845 par

jamais aimée, tout en me refusant de m'associer aux reproches injurieux dont beaucoup de ses anciens serviteurs l'accablent aujourd'hui, mais pour sa cause, qui, au fond du cœur, est toujours la mienne. La revue s'est fort bien passée. Le président a plu au peuple. Il est beaucoup mieux à cheval qu'à pied et il a bien fait de ne pas débuter pédestrement. Le duc d'Harcourt m'écrit que le pape viendra en France, mais dans tout ceci notre ambassadeur a été trop crédule et trop confiant pour ne pas l'être encore. Cependant la nouvelle n'est pas absolument sans probabilité. Le parti opposé à la souveraineté temporelle du pape est plus ancien, plus tenace, plus nombreux, composé d'éléments moins infimes qu'on n'aurait pu l'imaginer. Par conséquent la rentrée du Saint-Père au Vatican est très douteuse et peut-être très éloignée.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Broglie, 5 janvier 1849.

Mon cher ami, je me reproche de ne pas vous avoir écrit depuis longtemps et j'en suis peiné, car j'aime bien recevoir de vos lettres. Mais il est difficile de trouver du loisir pour faire ce qu'on veut, dans une vie désoccupée. On amasse tant de provisions contre l'oisiveté, que les journées débordent, et ne contiennent plus tout ce qu'on veut y faire entrer. Je suis venu en passer deux ou trois dans ce beau château

M. Guizot de ses fonctions de ministre plénipotentiaire à Copenhague pour avoir voté avec l'opposition à la Chambre des pairs lors de la discussion sur l'affaire Pritchard. C. B.

de Broglie. C'est un magnifique établissement bien complet au dehors et au dedans. La jeune madame de Broglie est belle et me plaît fort, elle paraît douce et aimable. Madame d'Haussonville y est aussi. J'ai amené Langsdorff, et nos conversations sont comme ces journées trop pleines dont je vous parlais : il faut pourtant bien que la république y trouve place — tout ce pays-ci la déteste. La popularité du Dupont de l'Eure s'y est usée, et les paysans de son village ont failli le chasser à coups de fourche. Le maître de céans rallierait une immense majorité de toutes couleurs si les élections se faisaient demain. Les conservateurs, les légitimistes, et l'ancienne gauche sont d'accord. Enfin c'est un pays modèle ; on dit beaucoup de bien aussi de l'Orne et du Calvados, où il ne tiendrait qu'à Guizot d'être nommé. On ne sait encore s'il y consentira. Dumon, qui est arrivé ces jours derniers d'Angleterre, disait que la chose était en question entre lui et ses collègues du 29 octobre. Nous aurons ces jours-ci une brochure de Guizot (1) que mes hôtes ont lue et qu'ils disent bien sage, et dans un ordre de pensées et de sentiments très élevé. — Peut-être le goût du pays voudrait-il quelque chose de plus épicé.

Victor revient à Paris dans une quinzaine. Il juge à priori qu'il ne faut pas médire du suffrage universel et qu'il faut s'accommoder avec lui. En s'y prenant bien, on peut, dit-il, en tirer parti.

Mon cher ami, vous avez une idée admirable. Ecrivez l'histoire de la Convention. Cet ouvrage fait

(1) *De la Démocratie en France*, Paris, Victor Masson, (1849) 1 vol. in-8°.

par vous aura un immense succès, vous fera à jamais un grand honneur et, ce qui vous touchera plus encore, il peut faire un très grand bien à notre pauvre pays. Autant de bien que les *infâmes Girondins* (1) lui ont fait de mal. La réaction est mûre; votre livre peut-être donnera l'impulsion qui la décidera; donnez-le au public volume par volume et commencez le plus tôt possible. Je ne puis assez vous en presser et mon amitié est en cela bien d'accord avec mon patriotisme.

Je ne vous dirai rien de la politique de Paris. J'en suis mal informé, et ce qui m'en revient ne me satisfait guère. Aussitôt que le travail de la démolition sera achevé (il est facile et déjà très avancé), les anciennes divisions reparaîtront et rendront impossible toute reconstruction solide. La république des lettres va mieux. Celle-là n'est pas trop démocratique. Je crois que nous nommerons jeudi prochain le duc de Noailles. Son livre a du succès et du mérite; je n'ai pas achevé le second volume où j'entends dire que je trouverai des longueurs. Dans le premier, qui m'a fort intéressé, peut-être a-t-il voulu mettre trop de choses. Je ne puis dire que l'ordonnance m'en paraisse bonne et correcte, mais les sentiments sont toujours élevés, honnêtes, et quand l'intérêt est engagé le style ne le refroidit pas.

On annonçait l'arrivée de la grande-duchesse Stéphanie (2) pour tenir la maison du président. Mais on

(1) *Histoire des Girondins* par M. de Lamartine. Paris, Furne, 1847, 8° vol. in 8°.

(2) Stéphanie-Louise-Adrienne (1789-1860), fille du comte Claude de Beauharnais, cousin du premier mari de l'impératrice Joséphine. Napoléon, l'avait adoptée puis

dit que les haines Bonaparte et Beauharnais sont toujours vivantes. — Bon Dieu ! Bon Dieu !...

AU COMTE DE HOUDETOT.

Paris, 17 janvier 1849.

Je fuis le mouvement politique, je ne me sens pas de curiosité et ne cherche pas à savoir mieux ni plus que le public ; connaître et juger l'ensemble de la situation me suffit. Lorsque je suis arrivé, Paris était content, calme et presque rentré dans son insouciance.

Après avoir été dix mois inquiet pour la journée, on se sentait soulagé et heureux de n'avoir d'inquiétudes que pour la semaine prochaine. La séance du 12 avait été bonne, elle avait rassuré contre la formation peu problable mais possible d'un ministère Billaut et Jules Favre qui promettaient la liberté aux montagnards et le pouvoir impérial au président. Mais cette semaine prochaine est arrivée. L'Assemblée ne veut pas se retirer ou, pour parler plus exactement, elle veut auparavant installer un ministère qui puisse la garantir des élections qui la menacent ou aider le président à faire un coup d'État contre l'Assemblée nouvelle, si elle n'est pas à leur gré. La chute du ministère actuel est possible : beaucoup disent probable. Le président peut se laisser prendre à la peur qu'on lui fait de la réaction électorale. Cette crise

mariée, en 1806, au grand-duc Charles-Louis-Frédéric de Bade (1786-1818). C. B.

ministérielle serait grave et ranimerait vivement les alarmes de l'opinion publique ; la guerre des rues ne recommencerait elle pas, les ouvriers ne sont contenus que par la crainte d'une répression sévère et cette crainte disparaitrait. La garde nationale serait très irritée. Le changement des chefs militaires aurait une signification plus redoutable encore que le changement des ministres.

Pendant les quelques jours de quiétude, on se livrait à des conjectures sur l'avenir, on raisonnait sur ce qui serait à faire. On songeait à des conciliations, à des fusions. On partageait ou l'on se disputait la peau du tigre avant de l'avoir mis à bas. Si l'on se retrouve sur la défensive, l'accord avec les légitimistes sera plus facile en enveloppant l'avenir d'un nuage, ce qui est le vrai et le raisonnable. Ce sera, sans doute, le mot d'ordre qui partira de la rue de Poitiers. Je crains que cette union de deux partis si dissemblables ne soit pas destinée à durer longtemps. Les conservateurs issus de l'ancien centre droit et même quelques-uns d'autre origine ont, il est vrai, en ce moment, un vif penchant vers la légitimité. « Il faut se rattacher à un principe » est une phrase toute faite qui circule beaucoup. Toutefois ceux qui la répètent et peut-être même ceux qui l'ont inventée ne se compromettent pas ; ce n'est pas une opinion, c'est une conjecture. Elle dérive surtout de nécessités électorales. Les élections passées, leur résultat donnera d'autres pensées, ou, du moins, ajournera beaucoup celle-ci ; sauf erreur, c'est mon pronostic.

Je serais fâché que M. Guizot ne fût pas réélu. La nouvelle Assemblée devrait être une vallée de Josaphat où ressusciteraient tous les morts. Je vois à

peine Mathieu; la considération dont il jouit à très juste titre, son influence sur la rue de Poitiers et sur toute la région modérée lui constituent un ministère honorable mais très affairé. Le chancelier jouit de son indépendance, comme s'il avait vingt-cinq ans; il se complait dans un appartement de garçon qu'il s'est fait arranger. Je le vois beaucoup. Il est amical, communicatif et toujours très sensé.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Brighton, 19 janvier 1849.

Vous êtes donc à Paris, c'est le seul moment où je regrette de n'y être pas. Que de curieuses observations vous allez faire ? Que je voudrais les entendre de votre bouche. Que puis-je vous dire d'ici qui vaille l'intérêt de ce que vous avez sous les yeux ? Je vis fort tranquille mais pas trop ennuyée. Je vois M. et madame de Metternich tous les jours. Elle, grosse, vulgaire, naturelle, bonne et d'un usage facile. Lui, plein de sérénité, de satisfaction intérieure, d'interminable bavardage, bien long, bien lent, bien lourd, très métaphysique, ennuyeux quand il parle de lui-même et de son infaillibilité, charmant quand il raconte le passé et surtout l'empereur Napoléon. Dans ces moments-là, je regrette bien que vous ne l'écoutiez pas. M. Guizot et lord Aberdeen viennent me voir souvent. Le chemin de fer rend tout facile. Mario (1) est ici, grande et charmante ressource. Je retournerai à Londres le mois prochain.

(1) Le chanteur Mario. C. B.

Je penserai alors à Paris. Il faut que j'y aille pour regarder à mes affaires, pour m'amuser ou m'attrister des vôtres. Sans plan fixe. Préparée à rester à Paris toute ma vie ou à le quitter dans vingt-quatre heures.

Je vous ai assez parlé de moi.

La famille royale, après avoir passé deux mois à Richmond, a dû retourner hier à Claremont; tout le monde à peu près remis à l'exception de la Reine qu'on dit encore très faible, très changée et toujours avec les jambes enflées. Je crois que l'intimité de l'intérieur a quelque peu souffert de l'exil, et surtout de la lettre du prince de Joinville. Le Roi est fort content des attentions très assidues pour lui de la reine d'Angleterre. L'ancienne amitié est restée au fond du cœur.

Le public, les journaux, la société, le corps diplomatique, tout cela abomine lord Palmerston; ses collègues même en sont plus qu'incommodés, et le lui prouvent. Il reste imperturbable. Nous verrons à l'ouverture de la session. J'espère peu.

J'ai de tristes nouvelles à vous donner de vos amis les X... Je crois qu'ils vont se séparer; c'est une sotte histoire. Il a pris ombrage d'un amant. Pourquoi s'en aviser si tard? Cela semble fort ridicule. J'en suis très fâchée. C'était une maison charmante et tous les deux sont d'aimables gens.

M. Guizot ne songe pas encore à retourner en France. Il n'est pas pressé, et il a raison. Je crois que les Duchatel y seront pour le premier de mars.

Selon mes nouvelles de Pétersbourg, je ne vois pas encore qu'on reconnaisse la république. Y a-t-il quoi reconnaître?

Je vous ennuie, car je n'ai rien à vous dire, quoi

que j'aie tant à bavarder! Ah! que nous serions inépuisables! Écrivez-moi, je vous en prie, avec de l'encre bien noire. Vous m'aimez toujours, j'en suis sûre.

A M. GUIZOT.

Paris, 3 février 1849.

La situation continue à être triste et menaçante; nous avons un général plein de courage, de décision et de vigilance, les ministres ont de la résolution et de la fermeté, le président leur est fidèle. Mais l'opinion parisienne et le parti modéré de l'Assemblée se reposant sur leurs défenseurs sont mous, inertes, sans conviction relative à un avenir quelconque. Les légitimistes ont, ce me semble, moins d'illusion et commencent à s'apercevoir que leur impopularité est toujours la même; du reste, comme leur espérance porte sur le suffrage universel et les élections, ils ne tenteront rien et ne se compromettront pas, ce qui serait dangereux pour nous et pour eux. Toutes les nuances de la république se réunissent, c'est à peine si les honnêtes gens, républicains de penchants et d'habitudes, se rangent du côté de l'ordre. — Tout ceci se rapporte à Paris, les provinces sont beaucoup mieux; mais de quoi décident-elles? — En résumé, je crois que l'Assemblée ne résistera point à l'opinion publique, qu'elle consentira à s'en aller, mais le plus tard possible, et après avoir fait une mauvaise loi d'élection et tenté, mais sans énergie, de renverser le ministère. Pendant ce délai, tout le parti révolutionnaire, la montagne en tête, sera en pleine conspiration et jouera sans doute sa dernière carte sur une

émeute. On nous l'annonce pour après-demain ; j'en serais surpris, la compression puissante de l'autre jour, les arrestations, les papiers saisis, ont troublé et intimidé les grands meneurs. Mais les chefs subalternes sont, dit-on, en extrême exaspération, de sorte qu'une fois ou l'autre nous verrons probablement se produire encore une tentative avant le départ de l'Assemblée.

Je n'ai pas une complète assurance des élections ; sur la foi d'une majorité probable, les candidats conservateurs se multiplient indéfiniment, sans qu'aucun ne veuille faire le sacrifice de sa prétention au succès de la cause commune. Je retourne en Auvergne dans trois jours.

DE M. VITET.

Paris, 16 février 1849.

Monsieur et cher confrère. J'ai su par Madame votre sœur que je vous attendais vainement à notre Académie et que vous nous aviez quittés. J'aurais voulu vous dire tout le plaisir que m'a causé votre excellent écrit (1). On n'a rien dit de mieux sur le suffrage universel, et vous parlez de la Convention et du Directoire comme il faudrait qu'on en eût toujours parlé. Nous serions peut-être moins malades. Voilà vingt ans qu'on tient à ces Majestés démocratiques un langage de courtisans :

Vous leur fîtes, seigneur,
En les croquant, beaucoup d'honneur.

On a reconnu, chapeau bas, qu'en l'an de grâce 89 les lois éternelles de la morale et du devoir avaient été

(1) Les *Questions constitutionnelles.* C. B.

abrogées là-haut pour cause d'utilité publique, et que pour affranchir le monde il avait nécessairement fallu en faire une forêt de Bondy.

En vous lisant je me suis trouvé dans une autre atmosphère ; au lieu des adulations à la mode, j'ai senti un accent tout nouveau de vérité. Ce peu de pages contient à mon avis l'appréciation la plus juste, la plus fine, la plus impartiale de ces temps si étrangement défigurés. Je vous avoue qu'à cette lecture j'ai formé un souhait dont je prends la liberté de vous faire part. Après nous avoir restitué les ducs de Bourgogne, pourquoi ne nous feriez-vous pas faire connaissance avec la Révolution française ? C'est une œuvre toute neuve, un terrain vierge pour qui le voit avec vos yeux. J'ajoute que ce serait une bien bonne œuvre. Que de cerveaux vous pourriez guérir !

Votre chapitre sur la revision est une heureuse initiative. Espérons qu'elle portera ses fruits. Je crains malheureusement qu'un esprit étroit et exclusif ne préside aux directions imprimées en matière électorale. On m'a l'air de croire le parti des honnêtes gens déjà trop fort, trop nombreux, et de procéder par exclusion. Quelle incurable maladie !

Du reste, nous sommes pour le moment en pleine halte. A peine verra-t-on quelques escarmouches d'ici au jour des élections.

DE M. GUIZOT.

Brompton, 16 février 1849.

Je viens de vous lire, mon cher ami, et je voudrais bien que tout le monde en fît autant. C'est la raison

aussi expérimentée que spirituelle. C'est la vérité des gens d'esprit mise à l'usage des gens de bon sens. J'aime particulièrement ce que vous dites sur la Convention et votre chapitre des emplois publics. Quand notre pauvre pays rentrera-t-il dans l'atmosphère de ces idées-là ? Je désire beaucoup que le Puy-de-Dôme vous envoye à la nouvelle Assemblée. Je ne puis croire qu'il n'y ait pas là quelque autre chose et quelque chose de plus à faire que d'empêcher du mal. On s'occupe beaucoup de mon élection dans le Calvados. Si on ne s'en occupait que là, je crois que, malgré les petites prétentions, animosités et intrigues locales, elle serait assurée. La grande majorité des conservateurs dans deux arrondissements me porte vivement, et j'ai lieu de croire que les légitimistes de tout le département m'acceptent volontiers. C'est de Paris, du comité central, que viendra le travail ennemi. Les anciennes rivalités renaissent et exploitent les pusillanimités récentes. Il me paraît que le centre gauche voudrait fort qu'il n'arrivât rien de plus que sa restauration à lui. On dit que personne n'aurait songé en 1830 à faire élire les ministres de Charles X, et que les modérés de 1848 ne doivent pas se montrer plus exigeants que les légitimistes de 1830. Je suis parfaitement décidé à deux choses : à ne pas laisser ces hypocrisies et ces perfidies maîtresses du terrain, et à rester tranquille ici jusqu'à ce que les élections soient faites. Je ne ferai point un pas pour rechercher la réparation qui m'est due ; mais je ne souffrirai pas que, si elle vient spontanément s'offrir à moi, on se mette en travers pour empêcher qu'elle ne m'arrive. J'ai gardé et je désire garder, sur la révolution de Février et sur ses

causes, le silence le plus absolu ; mais si on prétendait s'en décharger sur moi, je n'accepterais pas, et je ferais les parts. De tous les passés, le mien n'est pas celui qui a le plus à redouter la mémoire et la publicité.

J'ai vraiment plaisir à vous dire que M. Molé est étranger à ces menées envieuses et subalternes. Tout le monde me le dit, et j'en suis convaincu. Vous savez probablement qu'il m'a écrit en fort bons termes, à propos de ma *Démocratie*. Je lui ai répondu dans le même sentiment.

Les élections auront lieu probablement à la fin d'avril. Je ne retournerai donc en France qu'au commencement de mai. Je ne sais encore si j'irai d'abord au Val Richer ou à Paris. En attendant, je travaille. Pas autant que je le voudrais. J'ai beau me défendre du monde : il vient me chercher et me prend malgré moi. Et les lettres à écrire absorbent une partie du temps que je réussis à sauver. Ne me privez pourtant pas des vôtres. Le petit comte de Paris disait un jour à sa mère qui lui amenait de nouveaux camarades : « Je n'aime que mes vieux amis. » Ici, et au milieu des bontés sincères qu'on m'y prodigue, je ne me permets pas d'en dire autant. Mais je puis bien certifier que j'aime beaucoup mes vieux amis. Je serai charmé de les retrouver. Madame de Lieven revient à Londres demain. Je lui ai écrit que votre livre l'attendait. Ses yeux sont en un peu meilleur état, mais pas bien.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 18 février 1849.

Paris a repris ses agitations furieuses ; étouffées à temps, elles ont, ce me semble, tourné encore un coup

au profit de ce qu'on y appelle le pouvoir. Mais quand donc tant de succès, de triomphes, de victoires deviendront-ils inutiles à conquérir? Il y a de quoi s'épuiser à vaincre si souvent ! Croyez-vous que les nouvelles élections résolvent le problème ? Les nôtres ne sont pas aussi fâcheuses que l'étrange loi qui les a produites pouvait le faire craindre ; cela ne dit pas qu'elles soient assez bonnes pour réformer le vice de ce qui a été octroyé avec une si imprévoyante générosité! Les insoutenables prétentions de Francfort qu'on courtise tout en les détestant ; les susceptibilités qui en résultent entre les deux grandes puissances de l'Allemagne ; la diversité des intérêts ; les perfidies anglaises ; les folies italiennes, le cordon d'observation russe : tout cela produit une confusion et une variété de problèmes, que la Providence seule pourra résoudre, ou pour mieux dire trancher. L'*issue* échappe à tous les regards, mais la *fin* est certaine, puisque tout ce qui est humain manque de durée. Le plus ou le moins, le moment actuel, voilà ce qu'il faudrait pouvoir deviner. — Et je ne pense pas qu'il y ait un sphinx pour s'en charger. M. Molé, malgré toute la sagacité que nous lui connaissons, ne saurait y parvenir, et je souhaite à sa considération de rester influent sans responsabilité : il me semble que c'est son attitude du moment!

J'ai été fort aise de la satisfaction académique accordée au duc de Noailles pour lequel j'ai beaucoup d'amitié. Je connais son livre et je l'aime, parce qu'il est écrit sous le reflet simple et de bon goût de l'époque qu'il peint, avec piété de famille, instinct de grand seigneur, jugement d'homme sensé, et le bon goût de l'homme du monde. Je lis l'*Outre-tombe* de M. de Chateaubriand; c'est brillant, et prétentieux

tour à tour; attachant par moments, ridicule parfois; bref c'est lui-même dans ses bons et mauvais moments. J'ai lu les *Confidences* de M. de Lamartine; c'est, dans ce qui en est parvenu jusqu'à moi, attrayant et plein de grâces; mais je prévois, à la façon dont il parle de la beauté de son jeune âge, que nous n'échapperons pas en avançant à une nouvelle description de ce *cou-de-pied cambré* qui ravissait lady Esther Stanhope. Comme les *Confidences* et l'*Outre-tombe*, *Raphaël* a un certain intérêt, un certain éclat. Mais dans tous ces ouvrages la vérité, la simplicité manquent; de là aucune grandeur ! On s'est assez bien amusé pendant la lecture ; mais on n'en conserve pas de satisfaction. Vous savez combien je prise la simplicité, le naturel, mon horreur pour toutes les affectations, détestant autant celles de l'esprit, du langage, que celle du cœur! Vous souvenez-vous de M. Royer-Collard, disant de M. de Chateaubriand : « Il n'écrit pas pour moi ? » Ce mot m'est revenu sans cesse à la mémoire.

Adieu, bien cher et aimable ami ; faites arriver quelques échos de vos montagnes jusqu'à mes plaines sablonneuses et mes humbles sapinières. Vous y êtes aimé et tendrement honoré.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 19 février 1849.

Me voici, chère Sophie, rentré dans ma solitude. La chance qui pourrait me ramener à la vie politique n'a pour moi aucun attrait et m'effraye. Je n'y verrais qu'un devoir ou, pour parler moins solennellement, une forte convenance. Il me paraît qu'on s'occupe

beaucoup dans notre Puy-de-Dôme de ces prochaines élections. Le suffrage universel commence à s'y intéresser à peu près de la même manière qu'au scrutin de la présidence. On cherchera dans la nouvelle Assemblée le remède à tous nos maux ; on invoquera cet autre inconnu, afin de vendre plus cher son blé et ses bœufs ; afin de recommencer à fabriquer des couteaux (1). Le vulgaire lance l'anathème contre les hommes nouveaux qui n'entendent rien aux affaires, qui ont tout gâté et ruiné. La faveur est aux vétérans des fonctions publiques ; d'ailleurs les parvenus de Février sont durs et insolents au pauvre monde ; ils ne songent qu'à leurs intérêts. Ils ne procurent pas de congés aux soldats ; ils ne recommandent personne pour les bureaux de tabac ou les emplois de piéton. Vous voyez comme le peuple souverain se soucie peu de la république. Dans les villes, il y a une classe moyenne qui n'est point si décidée. Toutefois la montagne est reniée de tous. En somme, je ne retrouve pas ici l'insouciance et la quiétude où Paris m'a semblé se replonger avec empressement. La province n'a point cette masse de population oisive et distraite qui ne demande qu'à fronder tout gouvernement, aussi est-elle beaucoup plus pressée d'arriver à un dénouement.

La fusion avec les légitimistes est possible, mais il faudrait leur faire arriver des instructions données par les grands meneurs du parti. Un danger, auquel les habiles de la rue de Poitiers doivent songer, ce sont

(1) La fabrication de la coutellerie occupe, à Thiers et aux environs, un nombre très considérable d'ouvriers. C. B.

les comités bonapartistes et le travail qu'ils entreprennent sur le suffrage universel. Cependant le nôtre n'a pas un nom à mettre sur sa liste, c'est au point qu'il a l'idée de présenter Napoléon Jérôme. Je n'ai pas ouï dire qu'il prît M. de Morny à son compte ; je crois et j'espère qu'il sera nommé. Vous avez toute raison, et je le classe dans la catégorie que vous dites, mais il y a des intrigants sensés, il est de ceux-là.

Je me suis laissé aller à écrire encore un chapitre politique : *De la déclaration des droits*. Cela m'a reporté à l'Assemblée constituante, à une comparaison de nos procédés révolutionnaires avec ce qu'ont fait les Anglais en 1688 et les Américains en 1776. Je me suis vu ainsi amené à dire que les déclarations des droits contiennent explicitement et implicitement l'insurrection.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 21 février 1849.

Mon cher ami, pour mon mardi gras je me donne la fête de causer avec vous quelques instants. J'ai à vous remercier de votre excellent livre que j'ai lu avec encore plus d'intérêt à la seconde fois qu'à la première. Il a gagné beaucoup à être complété. Bon Dieu ! qu'il y a en France d'esprit, de bon sens, d'expérience ! — Quand des écrits tels que le vôtre, ceux de M. Guizot, de M. Thiers et d'autres encore circulent dans la société, on a peine à comprendre que l'absurdité ose cependant s'y produire avec tant d'audace et y obtienne de si déplorables succès.

Comme toujours quand je vous lis, je me suis

trouvé d'accord avec vous à peu près sur tous les points. — En cherchant bien, peut-être cependant je trouverais un germe de dissentiment entre nous sur un petit détail. Vous approuvez les larges allocations attribuées aux travaux publics par l'administration, et plus encore l'impulsion donnée dans cette direction à l'industrie particulière. — En pensant beaucoup aux causes de la révolution de Février, j'ai été amené à croire que le mouvement exagéré de la population ouvrière y avait été pour une bonne part. — M. Lacave Laplagne se vante que *plusieurs centaines de mille* ouvriers étaient employés par le gouvernement. Il ajoute dans son écrit (1) *qu'un nombre au moins égal* vivait des salaires payés par les compagnies. Ne croyez-vous pas qu'on opérait ainsi un déclassement dans la population générale de la France? On créait dans la société une puissance dont on n'avait pas mesuré et cherché à équilibrer les moyens d'action. Vous dites avec toute raison qu'on ne peut pas renvoyer à volonté des masses d'hommes aux travaux des champs : mais on a pu agglomérer sur quelques points du territoire des centaines de mille hommes passibles d'éventualités que la prudence humaine ne pouvait prévoir. — Le jour où ces hommes ont été mécontents, quel moyen notre pauvre débile gouvernement avait-il de les contenir? A Londres, une centaine de constables avec leurs petits bâtons y eussent suffi. La canaille de Paris aime la poudre.

(1) *Observations sur l'administration des finances pendant le gouvernement de Juillet et sur ses résultats, en réponse aux rapports de M. le Ministre des finances, des 9 mars et 8 mai 1848*, Paris, Comon, 1848, 1 vol. in-8°.

On croit pourtant aujourd'hui s'être assuré de sa tranquillité pour un peu de temps. La confiance semble poindre ; puis il faut bien faire un peu ravauder les habits usés depuis un an. On remarque donc dans le commerce un peu plus de mouvement. Le président tient ferme, et les élections se préparent sous de bons auspices. Pensez-vous entrer dans la Chambre prochaine ? — Ce serait assurément une bonne œuvre. Mes amis de la Dordogne insistent pour que je vienne *au pays*. Ils croient que si je me mettais sur les rangs, je pourrais avoir des chances ; — je m'y refuse absolument. Je me suis retiré du monde et des affaires, les frais en sont faits, je n'y rentrerai pas volontairement. Si l'on me nommait, j'accepterais, et peut-être le vieil homme qu'on ne dépouille jamais tout à fait sur la terre s'en réjouirait-il intérieurement, mais je sais très bien que ce changement ne serait bon à rien pour moi ni pour les autres et je ne ferai certes aucun pas pour l'amener.

A M. ERNEST DE BARANTE.

Barante, 26 février 1849.

Nous en sommes pour longtemps au gouvernement de l'état de siège. Ainsi que vous le dites, toute notre sécurité repose sur le général Changarnier et le maréchal Bugeaud. Bientôt, lorsque la curée des emplois publics ne sera plus à la portée des républicains, ils reprendront leur métier de conspirateurs et mettront leur armée en campagne ; bien béats seraient ceux qui compteraient sur l'Assemblée nouvelle pour guérir un mal si profond. Elle aurait, ce qui lui manquera sans

doute, une majorité très unie, beaucoup de hardiesse et l'obéissance à des chefs habiles, que j'en espérerais peu ; l'opinion publique a trop de mollesse et d'éparpillement pour soutenir un pouvoir quelconque. Or, si l'Assemblée législative ne réussit pas à ramener la sécurité et à ressusciter le commerce, il faudra s'attendre à voir le flot populaire se porter vers les idées impériales ainsi qu'il s'est porté sur le nom de Napoléon.

Dans ma retraite, je me représente fort bien les hommes et la situation que vous regardez de plus près ; seulement vous devez être parfois plus étonné que moi. Je suis vieux et accoutumé au monde comme il va, et ce qui ne laisse pas que d'être triste, accoutumé à ce que sont les hommes aux époques de révolution. M. Thiers serait le personnage important d'une restauration de régence; M. Molé jouerait un grand rôle pour une restauration légitimiste. C'est du moins leur rêve, ils ne joueront pas témérairement sur leur carte ; mais ils espéreront et attendront qu'elle sorte. M. Guizot les gênerait, même quand il n'aurait pas, lui aussi, son ambition et son espérance. Leur calcul n'est peut-être pas le meilleur ; s'ils le repoussent des élections, ce sera une guerre ouverte et il ne fait pas bon l'avoir contre soi.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 20 mars 1849.

En écrivant cette date, cher Frédéric, le passé me revient avec des impressions ravivées par le présent. Je ne sais si c'est par la différence d'âge ou par le découragement profond où nous jette cette périodicité

fatale des révolutions, mais nous sommes bien loin aujourd'hui de prendre les grandes crises politiques aussi gaillardement qu'en 1815. Vous souvenez-vous combien nous avions peu de tristesse, combien nous avions foi dans un dénouement plus ou moins bon, qui nous mettrait en situation supportable. Nous en raisonnions avec une sorte de gaieté insouciante qui pourtant n'était point frivole ; devisant entre nous, au Marais, Mathieu, M. Pasquier, notre cher Germain, vous et moi. Dans ce temps-là, nous pouvions encore penser que le mal venait des fautes des gouvernants, des vices d'une constitution, du caractère de tel ou tel personnage, des circonstances du moment. — Aujourd'hui il nous faut reconnaitre que les causes sont plus générales, plus essentielles et peut-être incurables. Le mal est dans la société, dans les opinions qui y règnent ou plutôt dans le scepticisme qui leur donne à toutes un caractère personnel et anarchique. La préservation des intérêts privés ne suffit pas pour assurer la stabilité d'un gouvernement. Ils ne se récrient contre le mal que lorsqu'ils en sont matériellement atteints et rien ne les choque et ne les alarme lorsque les attaques ne sont pas directes ou évidentes.

Je ne réussis point à diriger mes réflexions sur d'autres chapitres ; quel que soit mon désir de m'imposer une tâche suivie, je retombe toujours dans cet ordre d'idées, j'ai beaucoup lu, j'ai quantité de notes, et je ne commence pas cette histoire de la Convention tant je crains de faire un pamphlet, au lieu d'une histoire. Si la prochaine élection me tire de ma tranquille retraite, il me faudra renoncer à des occupations que j'ai toujours eu pour ressources toutes les fois que les affaires publiques n'ont point pris

mon temps et ma pensée. Mais jusqu'au dernier instant je regarderai les résultats du scrutin comme très peu assurés. Ici les révolutionnaires ne me semblent pas gagner du terrain. Les légitimistes sensés sont bien disposés. Toutefois ils ont un comité absurde dans ses opinions et ses prétentions. Il repousse mon nom comme bien vous pouvez croire. Le centre gauche, coterie des plus exclusives et envieuses dans notre département, mais sans clientèle, ne me sera guère plus favorable. Enfin il en sera ce que voudra notre souverain maître le suffrage universel. Je ne lui demande rien, je ne bouge pas, et n'ai aucune correspondance avec Clermont. Comme le succès ne me plairait pas, je ne veux pas avoir à me le reprocher.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 5 avril 1849.

Cette chambre diminue tous les jours les regrets qu'on aurait pu donner à son départ. Quelle vilenie que cette chicane des cinquante mille francs à Changarnier (1) ! Le brave et spirituel soldat a dit à cette occasion : « C'est égal! Je n'en donnerai pas moins sur les oreilles à la rouge et à l'émeute... gratis! »

Et Charles Albert! Quelle aventure ! A la vérité, elle n'était pas imprévue. Il va, dit-on, s'ensevelir romanesquement dans la délicieuse solitude de Madère;

(1) Le 3 avril, sur la proposition de M. Ledru-Rollin, l'Assemblée avait rayé du budget les cinquante mille francs accordés au commandant des gardes nationales de la Seine, c'est-à-dire au général Changarnier. C. B.

ce sera un Sainte-Hélène volontaire et salubre. Il n'est pas venu à Paris comme l'ont dit les journaux ; cependant, quelques personnes ordinairement bien informées prétendent qu'il pourrait bien y avoir passé quelques heures avec sa mère. Lorsqu'on a appris la défaite des Piémontais à Novare, on en a témoigné dans beaucoup de salons de Paris une joie un peu excessive et dont, pour ma part, je n'ai pas été très édifié. Sans doute il vaut mieux que l'ordre ait triomphé; mais l'ordre, sous l'uniforme autrichien, perd quelque chose de sa bonne grâce, et dans tous les cas c'est une triste situation que celle où le triomphe de Radetzky peut faire plaisir à Paris. Si c'est une joie, on doit la prendre modérément, et ne pas se donner l'air d'avoir gagné la bataille de Marengo.

Le choléra fait peu de sensation ; il n'est pas à la mode ; on le traite comme un rabâchage ; on n'en parle qu'en peu de mots, en *prima serà*, pour rompre la glace avec les premières visites. L'autre jour, chez madame de Boigne, le préfet de police a cru consoler ces dames en leur disant que le choléra n'atteignait que les vieilles femmes ; et comme elles ont paru un peu surprises du compliment, il a ajouté : quand je dis les vieilles femmes, c'est passé soixante ans. Il n'est pas possible de déclarer plus galamment à une femme qu'on lui trouve l'air jeune.

M. Capefigue, que je croirais honorer en l'appelant le Varillas (1) de nos jours, vient de vomir les

(1) Historien français (1624-1696) des plus féconds, mais des moins exacts. Il cherchait surtout à intéresser et n'hésitait pas, dans ce but, à mêler le faux au vrai, à citer des documents imaginaires, à falsifier même la chronologie.
C. B.

plus odieuses imputations contre Madame la duchesse d'Orléans dans une brochure qu'il vient de faire paraître. L'avez-vous lue ?

Notre président continue toujours à se conduire fort bien. Il est comme les honnêtes femmes : il ne fait pas parler de lui ; s'il continue à n'afficher aucun système, et à vivre au jour le jour, je crois qu'il pourra aller loin. C'est la seule chose à faire après tant de théories tombées les unes sur les autres comme des capucins de cartes.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Paris, 20 avril 1849.

Mon cher ami, il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit, et que je veux vous écrire. Mais vous savez combien la vie de Paris est dévorante, surtout après un an d'absence. On n'y trouve de temps ni pour ce qu'on doit ni pour ce qu'on voudrait faire. Ce soir encore j'aurais aimé à aller chez madame d'Haussonville entendre chanter un M. del Sarte : mais il est plus sage de rester en bonnet de nuit au coin de mon feu à soigner un gros rhume, et pour ne pas perdre l'heure de plaisir que je m'étais promise, je l'emploierai à causer avec vous. — L'hiver s'est achevé ici plus gaiement qu'on ne s'y attendait ; dans notre *faubourg*, surtout, il y a assez de salons ouverts ; je n'en use pas beaucoup. Je n'use pas non plus de celui du président qui est toujours plein. Broglie et nos autres amis y ont diné l'autre jour. J'aurais fait comme eux sans scrupule si j'étais de ce monde. Mais je n'ai plus rien de commun avec la politique, ni

le devoir ni mon plaisir ne m'en rapprochent. Je crains dans l'Assemblée prochaine des luttes plus affligeantes encore que celles d'aujourd'hui. — Si les montagnards sont écartés (j'en doute un peu), nous aurons *plus quam civilia bella.* Le parti conservateur est tombé par la division de ses chefs ; les mêmes divisions l'empêcheront de se relever. — MM. Guizot, Hébert, Salvandy, etc., etc., trouvent des obstacles à leurs élections dont ils sont profondément blessés. Leurs anciens amis se justifient par des raisons spécieuses, mais qui, entre nous, ne me paraissent pas suffisantes ; il eût été plus généreux et je crois aussi plus habile de les soutenir.

Au reste ce qui arrive chez nous, arrive aussi en Autriche. J'espérais que Radetsky avait sauvé l'empire, mais ses victoires en Italie sont compensées par des mauvais succès en Hongrie. — Et, ce qui est pire que ces mauvais succès, par la retraite de Windischgraetz (1). — Il n'a pu s'entendre avec Schwartzenberg (2) et Stadion (3).

Je n'aime pas beaucoup notre intervention à Rome; j'aurais mieux aimé que le pape fût rappelé sans notre concours. Je sais cependant que M. Molé a

(1) Le prince de Windischgraetz ne retrouvait point en Hongrie ses succès de Prague et de Vienne. Ses hésitations continuelles enhardissaient singulièrement l'armée insurrectionnelle, et sans avoir subi une défaite sérieuse il n'en avait pas moins toujours reculé. C. B.

(2) Chef du cabinet autrichien du 27 novembre 1848. C'est à son énergie que l'empereur dut de voir son autorité rétablie en Allemagne et dans ses États. C. B.

(3) Premier ministre du gouvernement légal de la Hongrie. C. B.

conseillé l'expédition, et j'ai grande confiance dans sa sagesse ; je crois même que les intentions du gouvernement actuel sont bonnes, mais il faut une main bien ferme pour retenir des chevaux mal attelés dans une telle descente. Je me souviens des difficultés de tout genre qu'a fait naitre notre présence à Ancône en 1832. Si la situation actuelle est plus favorable, d'un côté, elle l'est moins d'un autre. J'en parle au reste sans autorité, car je manque de tout élément pour former mon opinion. Je comptais à la fin de ce mois sur madame de Lieven pour me remettre un peu au courant des affaires de ce monde. Mais le choléra lui fait peur. Puis on dit qu'une crise ministérielle se prépare en Angleterre, et, si cela est, elle ne voudra pas en perdre le plaisir.

Je viens d'achever le livre de Macaulay (1) que je vous recommande si vous ne l'avez pas lu encore ; la lecture en est très attachante ; je suis trop ignorant pour prononcer sur la vérité de ses récits, et je ne peux guère croire à l'impartialité d'un historien si passionné contre le catholicisme et contre l'autorité royale, mais le talent de narration est incontestable, les portraits vivants, et les idées bien ingénieuses.

A M. PROSPER DE BARANTE.

Barante, 29 avril 1849.

La montagne est livrée à une rage ignoble et impuissante. Les événements d'Italie l'accablent. La rue de

(1) Les deux premiers volumes de l'*Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*, volumes parus en 1849. C. B.

Poitiers est au fond plus occupée d'empêcher l'élection de M. Guizot que de tout autre chose. Les républicains Cavaignac s'inquiètent pour la constitution. Le président et les hommes sensés n'ont d'autre politique que de vivre au jour le jour, en se gardant des émeutes et du désordre. Nous allons arriver ainsi aux élections.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 9 mai 1849.

Eh bien, mon cher baron, que dites-vous des lauriers dont nous sommes couverts? Manque-t-il quelque chose à la république, et n'est-ce pas le comble de la gloire que d'avoir été repoussée par la république romaine (1)? Ce qu'il y a de plus curieux, c'est la manière dont quelques gens (qui ne veulent pas même que la honte les trouble dans leur difficile repos) trouvent moyen d'atténuer cet affront. Au moins, disent-ils, on n'a été vaincu que par des Français. On se console en pensant qu'on a succombé sous

(1) Le général Oudinot, dont le corps expéditionnaire n'avait que des effectifs fort réduits et une artillerie ainsi qu'un matériel insuffisants, ne comptait pas trouver à Rome de résistance sérieuse. Le 30 avril il se présentait devant cette ville et tentait, sans aucune opération préalable, d'y pénétrer; mais il était repoussé successivement de la porte Cavallagieri et de la porte Angelica et ces deux échecs lui coûtaient des pertes sensibles. Le général Oudinot fut obligé de rétrograder et d'attendre, à une certaine distance de Rome, d'importants renforts.
C. B.

M. de Kersausie (1) et compagnie. Vraiment cette société est tout à fait gangrenée ; elle n'a plus le goût ni la saveur de quoi que ce soit hors de son bien-être physique, et, ce qui m'impatiente le plus, c'est la facilité avec laquelle on accepte, je dis plus, on se félicite d'une mauvaise, d'une détestable position. Dès qu'il n'y a pas de guillotine, on est reconnaissant. On remercie pour les têtes qu'on veut bien laisser sur les épaules. La décadence romaine, telle qu'elle est peinte dans les livres, était moins dégoûtante. Je ne sais ce que tout cela deviendra. J'avoue que mes prévisions de l'avenir sont bien sinistres. En attendant, la lettre du président (2) au général Oudinot est fort

(1) Rome était devenue le dernier asile des débris de la démagogie vaincue alors à peu près, dans tous les États qu'elle avait cherché à bouleverser. De nombreux réfugiés français figuraient dans les rangs de l'armée romaine, et entre autres M. de Kersausie, ancien officier mêlé à toutes les conspirations et les émeutes de la monarchie de Juillet, puis gravement compromis dans les événements du 15 mai 1848. C. B.

(2) L'échec du 30 avril fut singulièrement exploité par les révolutionnaires irrités de cette expédition de Rome tentée au profit du Saint-Siège contre une république. Cette expédition, rappelaient-ils, n'avait-elle pas été envoyée plutôt pour procéder à un arbitrage entre les partis que pour se prononcer en faveur de l'un d'entre-eux? Aussi un vote de l'Assemblée vint inviter, le 7 mai, le gouvernement « à prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée du but qui lui avait été assigné ». Le ministère ne crut pas devoir se retirer devant ce blâme d'une Assemblée expirante, et le président accentua encore l'attitude de son gouvernement en écrivant au

bien. Dans l'ensemble, il se conduit à merveille. Mais cette sagesse suffira-t-elle à notre demain ?

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 17 mai 1849.

Cher Frédéric, je n'irai point m'asseoir avec vous sur les bancs de la nouvelle Assemblée. Le consentement donné à mon élection était trop complètement apathique pour prévaloir sur l'activité passionnée de M. Berger (1) et de ses amis. Ils tenaient presque autant à m'écarter qu'à le faire élire, ce qui ne présentait ni difficulté, ni doute, puisqu'il n'y avait point concurrence. Je n'ai point voulu d'une telle lutte et j'ai laissé dire que j'avais été trop dévoué au gouvernement déchu, que ce serait un choix compromettant, que le moment n'était pas venu et autres lieux communs d'une coterie à laquelle je souhaite plein succès, si elle sait se gouverner et nous gouverner.

Vous savez combien est petit l'espoir que je place sur la nouvelle phase de notre révolution où nous

général Oudinot pour l'assurer de ses sympathies et lui annoncer de prompts renforts. C. B.

(1) Né à Thiers en 1790, M. Berger était avoué à Paris quand il y fut nommé maire du XIe arrondissement. Envoyé en 1837 à la Chambre des députés par le collège de Thiers, il siégea dans les rangs de l'opposition dynastique et prit une part active à la campagne des banquets. Représentant de la Seine à la Constituante, du Puy-de-Dôme, à la Législative, M. Berger, appelé à la Préfecture de la Seine après le 10 décembre 1848, ne quitta ce poste que pour entrer au Sénat (1853). C. B.

allons entrer. Je crois le danger très grand, ce que je vois autour de moi témoigne des progrès du mal. Cette basse démocratie qu'on appelle la montagne, le socialisme et même la république a pris depuis quatre mois une influence croissante sur le vulgaire. La bonne liste passera, cela me paraît certain, mais la mauvaise aura deux ou trois fois plus de suffrages qu'on ne le pensait. Les soldats votent mal dans leurs garnisons. Chacun dit : « Encore un essai de suffrage universel et nous sommes perdus. »

Réellement il n'y a eu dans notre arrondissement, et ailleurs, sans doute, que deux listes, l'une formée par les délégués, l'autre appartenant à la plus haute montagne. La première, toute critiquée qu'elle a pu être, a fini par obtenir une obéissance à peu près complète. Les affections locales, les nuances d'opinion, les différences de comité se sont effacées, hormis pour un ou deux noms. La liste des républicains modérés semble avoir disparu. C'est un drapeau inconnu dans notre province. On est blanc ou on est rouge, du moins dans la généralité des classes inférieures. Quand je dis blanc, cela ne signifie point légitimiste. Ce pays est loin d'être favorable à cette opinion.

DE M. J.-J. AMPÈRE.

Paris, 18 mai 1849.

Hélas ! monsieur, quel affreux malheur (1). Combien vous devez le sentir, vous qui étiez pour elle un si ancien

(1) Madame Récamier était morte le 16 mai. C. B.

et si fidèle ami ! Moi, monsieur, je n'étais entré que plus tard dans sa vie. Mais cette affection depuis trente ans remplissait ma vie, était toute ma vie. C'était pour moi le bonheur de la famille dans ce qu'il a de plus sûr et de plus doux. C'était le charme de la société la plus exquise. C'était plus que tout cela, c'était elle, la personne unique, incomparable que nous avons connue, que nous avons aimée. Il ne peut y avoir pour moi qu'une occupation, qu'une pensée dans cette vie qu'elle a laissée vide et que je ne veux pas remplir : c'est de m'occuper d'elle incessamment, de me nourrir de son souvenir et de sa pensée. J'ai cédé au besoin insurmontable de quitter Paris, d'aller, de changer d'air, de suivre le courant de ma pensée sans distraction, en allant à travers le monde. J'ai besoin d'un voyage. Je crois que j'irai en Espagne.

Ne vous étonnez pas, monsieur, et pardonnez-moi si vous me voyez venir vous rendre une visite à Barante. C'est que j'aurai cédé au besoin de venir en passant parler d'elle au seul qui reste de ses anciens et illustres amis d'un temps qui n'est plus, d'un temps où je ne l'ai pas connue, et qui, grâce à vous, peut m'être donné en partie. Pardon, monsieur, je vous écris fort troublé.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 20 mai 1849.

Mon cher ami, nous voici rétablis à Étiolles avec mes filles, Langsdorff, Harcourt, leurs maris, huit petits enfants, et ma vieille mère toujours bien

portante et tendre pour nous tous. — Nous vivons doucement ainsi, et narguons la république. Elle pourrait pourtant bien se venger de notre indifférence et nous obliger à la compter pour quelque chose. Nos amis de Paris sont consternés des élections ; j'en sais qui dénaturent leur fortune et s'assurent d'un morceau de pain en Amérique. Ces préoccupations ne me semblent pas trop hors de propos, mais je suis trop vieux pour tant de prudence.

Au fait, le suffrage universel a justifié ce que vous saviez et disiez si bien. Il n'a pas le sens commun et déjouera toujours les prévisions raisonnables. Il pouvait cette fois nous jouer encore un plus mauvais tour. La majorité nous reste dans l'Assemblée, même dans une assez forte proportion. N'étaient les élections de Paris, nous pourrions chanter victoire, mais les 130000 voix données à Ledru-Rollin et consors sont un rude rabat-joie. On disait bien que depuis trois mois les socialistes gagnaient dans la population et dans l'armée. Le fait est à présent démontré. Aujourd'hui ils balancent nos forces et six mois du même régime leur donneront une incontestable supériorité. Comment pourrait-il en être autrement ? quand tous les jours on prêche au peuple que le malheur est le fait des riches et qu'il est de son devoir comme de son intérêt de les dépouiller, cette doctrine ne peut manquer de trouver de nombreux adeptes. La nouvelle Assemblée aura-t-elle pouvoir et volonté de porter remède au mal ? je l'ignore, mais je sais bien que ce qu'elle ne fera pas dans le premier mois de sa réunion, elle ne le fera pas ensuite. Nous roulerons ainsi d'abîmé en abîme jusqu'à ce que nous ayons touché le fond. Je ne crois

pourtant pas à l'avènement d'un nouvel ordre social — A ce propos, vous avez écrit sur Ballanche (1) quelque chose que je voudrai lire. — Dites-moi, je vous prie, où je le trouverai?

Vous aurez cruellement regretté la mort de cette pauvre madame Récamier. Après dix-huit ans d'intervalle, j'avais renoué cette relation qui datait pour moi de cinquante-quatre ans et dont la perte m'est très sensible. Le choléra ne s'apaise pas encore à Paris et dans les environs, mais il n'y fait pas beaucoup de ravages. On n'a guère le temps de penser à lui, d'autres fléaux menacent le monde.

L'état de l'Allemagne s'aggrave, mais peut-être aussi le remède approche. — On parle beaucoup des projets de l'empereur Nicolas. Vous qui le connaissez, croyez-vous qu'il accepte un rôle passif dans tout ce qui se passe ou doit se passer en Europe? Entre autres choses, on dit de lui qu'il s'emploie activement à persuader au duc de Bordeaux d'abdiquer. Cela vous paraît-il possible?

Lundi matin. — Je n'ai pas fermé hier ma lettre parce que Vielcastel et Bois-le-Comte (2) sont venus dîner. Ils nous ont confirmé la terreur de Paris. Ils la croient peu raisonnable. Il est certain que la droite

(1) M. de Barante avait reçu M. Ballanche à l'Académie française le 28 avril 1842. C. B.

(2) Le comte Charles de Bois-le-Comte, entré dans la carrière diplomatique au début de la Restauration, était directeur aux affaires étrangères quand il crut devoir se retirer en 1830. Rappelé dès 1833 à l'activité, il se vit successivement confier d'importantes missions et des postes considérables. Pair de France en 1845, il était ambassadeur en Suisse depuis 1846, lorsqu'à la révolution

de l'Assemblée comptera plus de cinq cents honnêtes gens. A la vérité deux cents vrais brigands seront sur la montagne. Mais leur violence même est une garantie contre les *tiers-partis*. Le nouveau ministère réunira, dit-on, Bugeaud et Dufaure. Cavaignac proteste qu'en cas de troubles il se mettra sous les ordres de Changarnier. Il déplore mais reconnaît pour lui la nécessité de se séparer des rouges. Marrast même en parle avec horreur et déclare que, nommé ou non, il restera *bleu*. On croit que Barrot sera président de la Chambre. — Je vous embrasse, mon cher ami.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Gratz, 1er juin 1849.

Hélas! le temps est bien laid, bien malade, bien perverti partout! Vous voyez quel est le spectacle qu'offre l'Allemagne entre le Rhin et l'Elbe! C'est à Paris que se résoudra cette question rhénane; comme c'est en Hongrie que se dénouera le problème qui me touche plus immédiatement. C'est là que s'est réfugiée toute la démagogie rouge de l'est de l'Europe. C'est ce que l'empereur Nicolas a senti avec sagacité; aussi au premier appel s'est-il résolu à intervenir avec des forces imposantes. Tout fait espérer qu'elles seront suffisantes, et que le réseau qui entoure les

de Février il donna sa démission. M. de Bois-le-Comte a publié un ouvrage intitulé : *Histoire des traditions politiques de la France*. C. B.

insurgés, qui les enserre chaque jour de plus près, finira par les étouffer. Il serait bien à désirer que ce dénouement ne se fît pas attendre trop longtemps; car les jours comptent double et triple quand on est suspendu sur un abîme sans fond !

La mort de madame Récamier vous aura été sensible en réveillant bien des souvenirs, en évoquant tout un passé dont des siècles, bien plus que des années, vous séparent ! Je m'associe à tout ce qui frappe douloureusement à la porte de votre solitude ! Car je songe sans cesse à vous, même alors que ma main et ma plume sont paralysées par la tristesse et la maladie ! Mon cœur reste vif et sain quand il s'agit de vous, mon cher et excellent ami, n'en doutez jamais, n'y soyez pas insensible, et tendez-moi la main à travers l'espace !

DE M. J.-J. AMPÈRE.

Toulouse, 2 juin 1849.

Monsieur et cher confrère, plus cher encore depuis que dans un moment si triste, dans une situation d'âme si douloureuse, j'ai trouvé auprès de vous un accueil et une sympathie dont j'ai été si profondément touché, je saisis pour vous en remercier le premier temps d'arrêt d'un voyage qui, n'étant point en ligne directe, s'est composé d'une suite de déplacements. Quand on attend les voitures au passage, on est exposé à des retards qui ne sont pas de véritables séjours et pendant lesquels on n'a pas l'esprit libre, attendant d'heure en heure l'occasion de partir, souvent sans être installé pendant cet intervalle. C'est ce qui

vous expliquera comment je ne vous ai pas écrit plus tôt. Mais j'ai sans cesse pensé à vous et à tout Barante qui a été pour moi un lieu d'asile si secourable, et où j'ai commencé à pouvoir *m'intéresser*; il a fallu pour cela, dans la disposition où je me trouvais, tout l'intérêt de votre conversation et des précieuses communications que vous avez bien voulu me faire; et cette diversion à ma douleur n'avait point ces retours d'amertume que l'on éprouve quand on a cherché à se distraire d'un chagrin par quelque chose d'étranger. Car rien n'y était étranger autour de moi, ni vous, monsieur, qui le compreniez et le partagiez si bien, ni madame de Barante qui s'y associait avec l'inépuisable bonté de son cœur. Dites-lui bien, je vous prie, monsieur et bien cher confrère, dites-lui combien j'ai été pénétré des choses compatissantes et élevées qu'elle m'a dites. Sa belle âme voudrait communiquer à ceux qui souffrent les consolations qu'elle-même a trouvées. C'est un sentiment qu'on ne peut que bénir. A quelque nuance de convictions religieuses qu'on se soit arrêté, le langage d'une foi si profonde et si pure fait grand bien et inspire une profonde reconnaissance. Vous comprendrez et j'espère que vous ferez saisir dans son expression qui a besoin d'être un peu expliquée pour être tout à fait sincère le sentiment que je cherche à rendre ici. Encore une fois merci à vous et à madame de Barante. Je bénirai toujours l'inspiration de cœur qui m'a fait oser vous aller chercher et qui me ramènera près de vous. Puisse alors la tranquillité de votre belle retraite n'être pas inquiétée de loin par les rumeurs de la bruyante politique! Soyez assez bon pour dire à MM. vos fils combien je m'applaudis de les avoir connus. C'est un bien bon sou-

venir de plus, emporté d'un lieu qui m'en a laissé de si précieux.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 6 juin 1849.

Eh bien, mon cher baron, nous avons un nouveau ministère, mais personne ne comprend ce qu'il représente, car enfin il n'est que l'expression d'une minorité, d'une sorte d'escadron volant qu'on a voulu neutraliser en lui livrant le pouvoir. Vous savez comme ces sortes d'expériences réussissent. Cependant M. Dufaure, que le président a accepté bien à contre-cœur, est entré en subissant la condition expresse de présenter une loi de répression très forte contre les rassemblements et les clubs. On va jusqu'à dire qu'on proposera une loi contre le jury en matière de presse. Vous voyez qu'il n'est telle chère que de vilain. Tocqueville aux affaires étrangères ne vous aurait-il pas un peu surpris si quelque chose pouvait surprendre? C'est comme si on me faisait archevêque de Paris. On dit qu'il a reçu sa nomination avec un mélange de joie, de crainte, d'orgueil et de timidité qui nous présage la continuation de cette politique ferme et conséquente dont nous avons le bonheur de jouir. S'il en est autrement j'irai le dire à Rome. Vous voyez que je suis en veine de proverbes comme Sancho. A propos de Rome, on assure qu'on y a envoyé à M. Oudinot l'ordre d'entrer coûte que coûte. Et si on n'entre pas? Car enfin, maintenant il faut s'attendre à tout. Pour qui et contre qui guerroyons-nous là-bas? Êtes-vous parvenu à le comprendre? On a rappelé et désavoué Lesseps.

Je ne sais par qui il est remplacé. Officiellement on le fait passer pour fou ou au moins légèrement timbré ; mais entre soi on raconte qu'il a voulu faire sa cour à la *rouge* et qu'il avait dit même en partant : *je ferai des dépêches que Ledru-Rollin pourrait ouvrir.* Il me semble que c'était le cas de l'empêcher de partir. Quoi qu'il en soit, Rossbach était une couronne de lauriers au prix de tout cela. L'autre jour je rencontrai Mignet, le bon Mignet, l'estimable, l'optimiste Mignet, Mignet enfin qui voit tout en couleur de rose : je lui *posai* cette question : Mon cher Mignet, la France depuis Clovis a-t-elle jamais été aussi abaissée ? Il se recueillit un instant et me répondit avec componction : « Jamais ! » Dans la bouche de l'optimisme en personne cet aveu peut compter. On ne parle pas beaucoup de son ami (1). Avec la vivacité méridionale il passe vite de la confiance à l'abattement. La santé de M. Molé est excellente (malgré le redoublement du choléra). Et comment pourrait-il en être autrement ? Ne préside-t-il pas quatre ou cinq comités ? Vous allez rire, à propos de comités, d'une déconvenue qui y est arrivée au jeune duc de Mouchy, le gendre de la vicomtesse de Noailles (qui par parenthèse a eu une attaque d'apoplexie ou quelque chose approchant). Dans le comité du conseil d'État, présidé par M. Molé, M. de Mouchy se lève et déclare que désormais les hommes usés ou à peu près doivent se laisser remplacer par des hommes neufs et non compromis. Là-dessus le maréchal Bugeaud se lève à son tour et dit : « *Je ne connais pas Monsieur*, mais s'il veut prendre ma place, je la lui céderai de très bon cœur. » Vous jugez quels rires ! *Je ne connais pas*

(1) M. Thiers. C. B.

Monsieur, quel coup de poignard, pour un Noailles!!

Nos élections académiques, celle de M. de Noailles aussi bien que la mienne, sont renvoyées au mois de novembre ou de décembre ; cela me donne l'espoir de vous avoir pour parrain. Je le désire vivement !

P.-S. — Madame de Chastenay est partie pour Néris. Madame de Boigne se croit des coliques et voudrait bien être à Trouville ; mais le chancelier n'est pas si pressé : il craint l'ennui plus que le choléra.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, juin 1849.

Pendant que vous m'écriviez l'autre jour on se battait à Paris, et surtout on voulait s'y battre. Au dernier moment le cœur a manqué aux rouges. — Les chefs ne paraissent pourtant pas découragés ; les élections partielles qui vont avoir lieu nous donneront la mesure de leurs forces. Nos amis ont bon espoir. Mais le suffrage universel a d'étranges caprices.

Le danger est toujours, je crois, dans le tiers-parti ; vous aurez vu son manifeste (1) assez hostile aux conservateurs. — Le *Constitutionnel* a répondu aigrement et je craignais une scission dans la majorité, il paraît qu'on s'est fait des excuses réciproques et qu'on attendra une autre occasion de rupture.

(1) Manifeste paru le 21 juin à l'occasion de la reconstitution sous le nom de *Cercle constitutionnel* de la réunion antérieurement présidée par M. Dufaure. Le général de Lamoricière en était le nouveau président et le général Bedeau, MM. Gustave de Beaumont, et Paillet vice-présidents. C. B.

A l'étranger l'accès révolutionnaire baisse. Les Russes feront la police en Hongrie, les Prussiens sur les bords du Rhin, mais entre l'Autriche et la Prusse la rancune est profonde et éclatera tôt ou tard. Je ne crois pas impossible que le prince de Metternich vienne à Paris. Il serait curieux à entendre. J'ai une lettre de la grande-duchesse de Bade écrite de Mayence où elle s'était réfugiée. Je crois comprendre qu'elle viendra bientôt ici. On est toujours fort content de son cousin qui véritablement a beaucoup de courage et plus de sens qu'on ne devait s'y attendre.

Hier on croyait à Paris que nous étions entrés à Rome, mais par suite d'une capitulation assez médiocre. Au fait je comprends qu'Oudinot n'ait pas voulu recommencer le connétable de Bourbon.

DU DUC DECAZES.

Paris, 3 juillet 1849.

J'ai passé, en deux fois, trois jours à Saint-Léonard auprès de la famille royale qui m'a admis chaque fois à sa table. Je ne peux vous dire avec quelle émotion j'ai revu la reine qui en avait presque autant que moi. Je n'ai pas été maître de mes larmes, surtout en voyant les siennes dans ses yeux. A ma première visite, elle était déjà mieux qu'à son départ de Claremont, mais elle paraissait fatiguée ; quand je suis revenu au bout de sept jours, j'ai trouvé un mieux sensible et, à vrai dire, je l'ai laissée aussi bien qu'aux Tuileries. Le roi est un peu affaissé. Il parle un peu moins et écoute un peu plus ; se fâche aussi un peu moins, quand une proposition ou un fait le contrarie.

Il a conservé son appétit et ses habitudes de table, ses quatre ou cinq soupes, ses vins particuliers d'Espagne dont il prend seul un petit verre. Il offre d'un plat comme en France, la reine aussi. Il prend toujours le bras de la reine, qui m'a cependant fait une fois l'honneur de prendre le mien. J'ai fait le premier soir le whist de la reine, les deux autres le roi a voulu causer avec moi depuis le dîner jusqu'à dix heures et demie. Ils occupent un immense hôtel garni, comme il n'y en a pas à Paris, grand bâtiment carré isolé des quatre côtés sur le bord de la mer, avec colonnes sur ses deux faces. Les dix-neuf personnes de la famille, leurs serviteurs et gens y sont logés et un tiers de l'hôtel environ reste à la disposition des voyageurs. Il y a pour la famille royale une grande salle à manger au rez-de-chaussée et un beau salon au premier. On n'est jamais moins de vingt-cinq à trente personnes à table. Tout cela coûte mille francs par jour au roi, plus du double de la dépense de Claremont. Mais Claremont paraît très triste et peu sain, tandis qu'il n'y a rien de plus salutaire que l'air de Saint-Léonard, de plus gai que ses quais, la vue de la mer, et les jolies vallées qui y aboutissent. Saint-Léonard est une immense façade, sur le bord de la mer, de maisons toutes neuves, paraissant bâties le même jour, coquettes, propres, symétriques, trop peut-être, s'étendant pendant près d'une demi-lieue à partir de la dernière maison de Hastings.

J'ai donné six jours à Londres où j'ai revu avec plaisir mes anciens amis et connaissances qui m'ont comblé : arrivé le 16 juin, j'avais des invitations jusqu'au 12 juillet. Le duc de Wellington a été parfaitement aimable. Il est moins cassé qu'on ne me

l'avait dit, et moins sourd. Guizot et Duchatel sont bien établis, recherchés, et satisfaits autant que peuvent l'être des émigrés. Flahaut a un assez grand état. J'ai revu la duchesse de Dalberg et sa fille lady Granville dont le mari a très bonne position dans le parlement, l'opinion et le cabinet. Le duc de Devonshire m'a donné un lunch somptueux où j'ai retrouvé toutes mes anciennes connaissances, la duchesse de Sutherland, princesse de Lieven, et trente autres, plus madame de Metternich que je ne connaissais pas encore, et qui a été plus gracieuse qu'il ne lui est ordinaire, dit-on.

J'ai fini mon après-dîner à Richmond, où je suis allé voir le prince de Metternich avec lequel j'ai causé une heure, malgré sa surdité.

Madame de Lieven a son salon ouvert tous les jour à quatre et à huit heures. Guizot y vient régulièrement à deux heures, et après dîner. Lord et lady Palmerston m'ont accueilli et invité avec grand empressement.

Londres a immensément gagné depuis mon ambassade; elle s'est accrue de moitié en vingt-huit ans, du moins dans la partie aristocratique.

Les princes sont résignés, mais tristes, surtout le duc de Nemours, qui cherche encore moins qu'autrefois à causer. Je n'ai eu de conversation un peu étendue qu'avec le duc d'Aumale. Quant au prince de Joinville, on ne le voit qu'à table. Les enfants et leurs mères se portent à merveille. J'ai grand chagrin que mon voyage ne se soit pas rencontré avec celui de la duchesse d'Orléans. Je n'ai entendu parler d'elle qu'avec tendresse par la reine et le roi, qui l'attendaient, ainsi que les deux princes, avec impatience.

Monsieur et madame du Roure qui arrivent de Saint-Léonard y ont laissé la duchesse d'Orléans et ses enfants accueillis avec une vive tendresse et très bien de santé.

Sainte-Aulaire est venu à Paris pour son discours de directeur sur les prix de vertu. Il le commence par un éloge touchant de la reine Amélie. J'aurais voulu qu'il ne prononçât pas son nom, pour le laisser arriver de lui-même sur toutes les lèvres. La commission de censure a applaudi, Villemain le premier ; il a cependant dit, en sortant, à Sainte-Aulaire « que sous la royauté de Juillet on n'eût pas laissé parler ainsi de madame la duchesse d'Angoulême ».

Vous savez que c'est lui qui commence la séance par un discours, et je n'ai pas besoin de vous dire que tout le monde lui en a fait compliment, Sainte-Aulaire avec plus de vivacité et de conviction que personne. Notre pauvre ami s'est plaint avec amertume à lui de l'ironie de ces éloges. Sainte-Aulaire a fait de vains efforts pour le convaincre de leur sincérité. C'est malheureusement, je le crains bien, une disposition d'esprit incurable (1); heureusement elle n'empêche que son talent reste dans son plus grand éclat. Cousin, qui dînait hier aussi avec nous, le croit à son apogée.

(1) M. Villemain était atteint, depuis plusieurs années déjà, d'une sorte de délire des persécutions qui même, à diverses reprises, avait nécessité des soins tout particuliers. C. B.

AU DUC DECAZES.

16 juillet 1849.

Les détails que vous me donnez sont curieux. Il me semble que l'opinion publique s'occupe des bannis un peu plus depuis quelque temps, mais encore sans affection et sans espoir. L'amour-propre du pays se trouve pour ainsi dire engagé contre ce passé sans avoir toutefois aucun attachement pour la république, sans croire à sa durée. Aussi c'est à peine si l'on ose dire et même s'avouer en soi-même que jamais la France n'a joui d'autant de calme, de liberté et de prospérité que sous ce gouvernement tombé. La prospérité ! Voilà ce dont tous les esprits se préoccupent. République, constitution, président, Assemblée, tout ce qui ne ranimera point le commerce, ne rendra point la confiance et ne fera point vendre les produits en augmentant les consommations, sera renié par tout le vulgaire. Le moment viendra où s'élèvera de tous côtés une clameur de mécontentement qui demandera un dénouement. Comme il y en a deux en perspective et que ceux qui veulent l'un préfèrent l'anarchie provisoire à l'autre : comme les habiles évitent de se compromettre et se réservent pour le moment qu'ils espèrent, nous avons un gouvernement du tiers-parti et je ne vois pas comment nous en aurions un autre. Irons-nous ainsi constitutionnellement pendant trois ans et arriverons-nous aux effrayants hasards du suffrage universel, qui sera d'autant plus dangereux que rien n'est si facile à égarer qu'une population mécontente ? Je doute

beaucoup que la situation actuelle se prolonge jusque-là, mais je ne sais rien conjecturer. En attendant je suis reconnaissant aux hommes qui nous protègent contre la grossière et inepte fureur des montagnards et contre la bande des brigands qu'ils ont suscitée dans toute la France.

Le discours de M. de Sainte-Aulaire m'a charmé. Cette façon de rompre la glace et de se risquer à dire ce que chacun pense lui va parfaitement. Je ne sais si on en eût dit autant, il y a trois ans, sur madame la duchesse d'Angoulême. D'abord c'eût été un peu moins vrai, puis je veux bien avouer que nous avions alors un gouvernement un peu plus réglé que celui-ci. Quand on a les inconvénients de l'anarchie, au moins faut-il user de ses licences.

DU DUC PASQUIER.

Trouville, 17 juillet 1849.

J'ai reçu, mon très cher vieil ami et ancien collègue, votre lettre du 12; vous voyez que je ne perds pas de temps à vous répondre; j'y ai vu avec plaisir que quelques visites ne vous avaient pas manqué, une solitude trop absolue n'est bonne que quand on est fort heureux et surtout fort tranquille sur son bonheur. Or ce n'est guère à présent la situation de personne en France, même en cherchant les heureux sur la montagne de l'Assemblée. Ceux-là viennent d'être un peu troublés, outre la déconfiture du 13 juin, par celle de leurs candidats dans les dernières élections de Paris. Je ne sais jusqu'à quel point on peut faire fond sur ce dernier succès quand il faut se fier

pour en obtenir de semblables au suffrage universel, mais enfin il en résulte au moins une bonne trêve, et, en politique, on n'arrive guère que de trêves en trêves à une paix définitive. En supposant qu'il n'y ait pas d'autres difficultés à surmonter, ce serait encore un métier de patience, et pour beaucoup de monde et beaucoup de situations la patience est une fatigue. Quant à moi, je suis depuis de longues années habitué à cette fatigue.

Il n'y a rien à répondre à qui veut encore, en ce moment, se livrer aux tristes conjectures qui de toutes parts se présentent à l'esprit; mais d'autre part il y a des progrès, sinon dans le bien absolu, du moins contre le grand mal. Ainsi, grâce à nos beaux exemples et à nos habiles pratiques la moitié de l'Europe était en feu il y a six mois, et partout les révolutionnés que leurs amis de France avaient soulevés vont ou vont être définitivement vaincus et d'une manière assez solide. L'épouvantable nid de ces révolutionnaires coupe-jarrets qui s'étaient réunis et fortifiés dans Rome a été percé à jour, la dispersion des conjurés qui s'y tenaient en armes est complète à peu de chose près et il faut espérer que pour ce qui en restera les portes de l'Europe continentale leur seront fermées. Le succès de nos révolutionnaires avait donné à ceux-là, avec l'exemple, la force et le courage, et il faut espérer qu'un résultat de même nature mais en sens tout contraire s'opérera à notre profit dans notre intérieur par la défaite et la ruine des adeptes qui marchaient sous la direction de Mazzini et sous le commandement de Garibaldi. L'état dans lequel ils ont laissé en la quittant la pauvre ville de Rome et les procédés dont ils ont usé envers elle

seront, il faut l'espérer, un avertissement pour les villes qui seraient encore tentées de les recevoir dans leurs murs; espérons donc et patientons, c'est ma vieille devise et, si vous le pouvez sans trop d'efforts, adoptez-la, je crois que vous vous en trouverez bien.

Hélas ! je ne savais que trop déjà la cruelle position de madame d'Arbouville (1), j'ai même eu, sur le traitement qu'elle subit, des détails qui font frissonner et au bout de tout cela si peu d'espérance. Cette circonstance de son mari obligé de canonner à Lyon le quartier où elle est gitée a ce quelque chose d'émouvant qui figurerait si bien dans un roman et que peut-être on accuserait d'invraisemblance. Que je voudrais donc qu'elle fût en état d'écrire le récit d'une telle scène avec la place qu'elle y a occupée et tout ce qui a dû la bouleverser ; elle a eu, au moins après l'horrible crise passée, le bonheur d'entendre le concert d'éloges qui a été donné à son mari et dont elle a su jouir comme il le fallait.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 19 juillet 1849.

Tout est calme en apparence depuis les victoires remportées par l'ordre; même le théâtre paraît vide en ce moment. Mais bien des complications se préparent dans les coulisses. Le parti légitimiste, nombreux à l'Assemblée, était plein d'espérances; avec cette confiance ou, si vous voulez, cette foi qui fait sa

(1) Madame d'Arbouville était déjà atteinte de la cruelle maladie qui devait l'emporter l'année suivante. C. B.

force et sa faiblesse et qui ne lui permet jamais de douter de ce qu'il désire, il comptait imperturbablement sur deux choses : 1° sur ce qu'il appelle la réconciliation des deux branches, c'est-à-dire la reconnaissance de son droit par ses anciens adversaires, et l'honneur insigne pour eux de lui faire la courte échelle ; 2° sur l'acquiescement bénévole du président à ses projets de restauration. Les deux termes du problème paraissent lui faire également défaut. Pour commencer par le président, on assure que son ambition est encouragée par l'accueil qu'il a reçu à Amiens et ailleurs ; il compte renouveler cette épreuve, et, si elle est favorable, il essaiera soit de l'Empire comme le lui conseillent ses entours, soit d'une prolongation de pouvoirs comme le lui conseille son bon sens. Les chefs d'emploi parlementaires paraissent incliner vers cette idée ; M. Thiers n'en semble pas éloigné ; ce qui blesse moins les légitimistes que l'attitude de M. Molé sur lequel ils comptaient et qui paraît aussi leur échapper. Leur aigreur contre celui-ci est en proportion de l'engouement qu'il leur inspirait naguère. Maintenant cet engouement (car le parti légitimiste n'a jamais vécu que d'emprunt) se porte sur M. Guizot. Ils franchissent les intermédiaires et poussent votre ami, tout juste à son voyage de Gand. Ils en concluent qu'il a toujours été pour eux au fond de l'âme et lui savent surtout beaucoup de gré d'avoir hautement et même bruyamment patronné à Londres l'idée de la réconciliation des deux branches. Je ne sais si ce patronage a beaucoup servi la cause sur laquelle il s'est exercé ; le bonheur n'est pas le compagnon nécessaire du talent, du génie même si vous voulez, et il faut convenir, pour parler comme le car-

dinal Mazarin, que M. Guizot n'est pas *houroux*. Quoi qu'il en soit, l'idée de réconciliation bourbonnienne paraît avoir échoué, et les légitimistes en veulent beaucoup de cet échec à une grande dame (1) que je les soupçonne un peu d'avoir fait attaquer par un certain pamphlétaire de votre connaissance, et contre qui j'ai pris la liberté de la défendre. Elle m'a fait l'honneur de me remercier de ma courtoisie par deux lettres écrites de sa main. Mais elle ne m'a pas mis dans sa confidence; ainsi je ne sais si M. de Rémusat a été ou non voir la grande dame de la part de M. Thiers pour la détourner de tout pacte avec ses aînés. Rémusat a écrit dans les journaux, à ce que je crois, qu'il n'a pas quitté Paris ; d'autres prétendent l'avoir vu à Ostende ou à Bruxelles. Bref, je n'en sais rien et ne fais que vous rapporter les on-dit. Je sais seulement, parce qu'elle me l'a fait dire, que ladite dame quittera bientôt l'Angleterre pour retourner d'où elle vient, et qu'elle ne compte pas s'établir près de ses grands-parents.

Avez-vous lu la *Révolution de 1848* de Lamartine ? C'est un fatras qui achève de le couler. Ce n'est plus même l'ange déchu, c'est un sophiste mal parfumé de Rome en décadence ; tout lui échappe, tout le fuit, même la forme ; et son style se délabre comme son âme. Tandis qu'il se refait légitimiste, Hugo par respect pour l'antithèse devient socialiste.

Adieu, mon cher baron, vous voyez qu'on n'est en présence de rien, mais qu'on est peut-être à la veille de bien des choses.

(1) Madame la duchesse d'Orléans. C. B.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 27 juillet 1849.

Je compte rester assez tard à Étiolles ; j'y vis doucement et travaille beaucoup à mon ambassade de Rome. Je ne sais si cela aura de l'intérêt pour mes petits-enfants, mais cela en a beaucoup pour moi. Je n'avais pas tant de tort en *1831* ; je disais alors des sottises aux libéraux italiens, aujourd'hui Oudinot leur tire des coups de canon. En *1848* je disais à notre défunte Chambre qu'on ne ferait rien de stable en Italie qu'avec le concours de l'Autriche; un an après nous combinions avec elle un plan de campagne contre la république romaine. Malgré ces bonnes rencontres, je ne pourrais rien écrire pour le public. Je crois m'être trompé pendant toute ma vie. Dans l'éternel antagonisme du pouvoir et de la liberté, il faut, suivant les temps et les lieux, prendre parti pour l'une ou pour l'autre. Si j'avais à recommencer ma vie, je ferais un autre choix. Je n'ai pas moins d'amour et de respect pour la liberté qu'il y a trente ans, mais je ne crois plus que ce soit le régime bon pour la France.

L'opinion qu'un coup d'État est imminent fait de grands progrès. Si vous étiez à Paris vous entendriez des choses qui vous surprendraient et pour ce qu'elles sont et pour ceux qui les disent. Tout le monde n'est pas d'accord ; les légitimistes se divisent ; soixante-dix d'entre eux se sont avant-hier séparés de la majorité, et ont voté avec la gauche sur je ne sais quel article de la loi de la presse. Ils disent à leurs cama-

rades qu'ils sont des bêtes de ne pas voir qu'on les mène à l'Empire ; que pour eux ils n'y veulent point aller et chercheront fortune ailleurs. Même entre les coups d'État *impériaux*, il y a des numéros divers ; sur un seul point tout le monde est d'accord, c'est qu'on ne peut abandonner la prochaine élection aux chances du suffrage universel.

Je n'ai pas vu Broglie depuis sa course au Havre. Je sais que Guizot voit fort *en noir*, mais que perte ou gain, il jouerait la partie. Albert de Broglie revenait de Saint-Léonard ; il y a laissé la famille royale fort unie, bien sage, bien édifiante ; le roi très décidé à ne se mêler de rien, ne se plaignant de personne, et maintenant que ce qui est arrivé était inévitable.

DE M. GUIZOT.

Val Richer, 30 juillet 1849.

Moi aussi, mon cher ami, je regrette bien que nos nids soient si loin. Je ne suis pas rentré dans le mien sans un grand mélange de joie et de tristesse. Que viens-je chercher ? A quoi du moins viens-je assister ? J'ai retrouvé, dès mes premiers pas, la situation générale et ma propre situation toujours, au fond, les mêmes. Des gamins m'ont sifflé. D'honnêtes gens sont venus, aussitôt après, m'en faire leurs excuses et me témoigner leur bon vouloir. Point de colère de la part des premiers ; une manifestation puérile et arrangée. Point de prévoyance des seconds : une démonstration tardive. A tout prendre, je n'ai point à me plaindre. Je trouve, dans le pays que je reviens habiter, assez de respect de la part de ceux qui ne m'aiment pas,

une bienveillance réelle, quoique timide, dans la masse de la population, et plus d'amis fidèles et empressés que je ne m'y attendais. On vient beaucoup me voir, des environs et de Paris. Voici ma double impression. Il n'y a point absence de bon sens, ni d'honnêteté, ni de courage. Mais le bon sens, l'honnêteté et le courage, qui existent, sont trop petits et trop courts. C'est la taille qui manque à ces qualités. Elles ne sont pas au niveau des affaires auxquelles elles devraient s'appliquer. Elles défaillent avant d'avoir atteint le point où elles auraient à agir. Les honnêtes gens grandiront-ils ? C'est, pour nous, le problème fondamental. Même bonne, la solution n'est pas prochaine. Et d'ici-là, le mal dominera. Les légitimistes pourraient beaucoup pour le bien. Mais l'intelligence et la vertu politique leur manquent encore plus qu'aux conservateurs qui n'en ont pas assez.

Je resterai au Val Richer jusqu'à la fin de l'automne. Il n'y a que cela qui me convienne. L'hiver venu, j'irai passer quelques mois à Paris, si le Paris d'alors me convient. Vous y serez, n'est-ce pas ? Mais venez ici auparavant. Nulle part, nous ne causerons aussi bien. Je continue mes travaux. Je dis mes travaux, car j'en ai plus d'un en train. J'alterne entre deux révolutions, essayant de dire toute la vérité sur celle qui est finie, et un peu de vérité à celle qui continue. J'attends très patiemment l'avenir, mais je n'ai pas encore pris mon parti de ne vivre que dans le passé.

Le duc de Broglie est venu me voir au Havre, avec M. Piscatory et quelques autres de mes amis. Je l'ai trouvé bien triste. C'est un grand ennui que d'entendre tout ce qu'il entend, sans rien dire. J'ai tenu à bien

constater, au moment des élections, que j'étais prêt à rentrer dans la lice, et que, s'il y avait une lâcheté, je n'en étais pas. Mais ceux qui ne m'ont pas élu m'ont rendu un grand service. Je n'aurais pas pu secouer le joug et je ne dois pas le porter.

DU COMTE MOLÉ.

Champlâtreux, 19 août 1849.

Mon cher ami, voilà bien longtemps que je ne suis venu à vous. A Paris il m'était impossible de vous répondre. Sous l'Assemblée constituante j'étais de la minorité, et les bureaux ne me donnaient rien à faire. Depuis la Législative j'ai constamment présidé le mien ainsi que les commissions dont il m'a toujours nommé. Je puis dire en toute vérité qu'à aucune époque de ma longue carrière je n'ai été aussi occupé. La force des choses m'a fait l'un des chefs de la majorité et l'un des hommes les plus consultés de France, peut-être à raison d'un peu d'expérience acquise et aussi de quelque estime qu'on m'accorde. Ma santé et mes forces ont suffi à tant de fatigues, et, à tort ou à raison, je crois que Dieu encourage cette haine du mal et cet amour du bien qui ne m'ont pas permis de m'effacer, je dirai même de me résigner en présence de la catastrophe qui est venue fondre sur la France. Depuis le 24 février 1848 je n'ai cessé de prêcher l'action, la résistance et l'union à tous les honnêtes gens. Je les ai assez obtenues pour atteindre mon but : *la majorité dans l'Assemblée nationale.* Mais là commençait une autre période et dont les difficultés me paraissaient à l'avance bien plus grandes que celles

dont la nomination du 10 décembre et les dernières élections nous ont fait triompher.

Du moment où il s'est trouvé une majorité compacte et nombreuse, il s'est agi de l'employer ; il ne suffisait plus de réprimer le désordre, de combattre l'anarchie ; le pays demandait à retrouver l'ordre, un gouvernement capable de le garantir, des fonctionnaires qui lui inspirassent estime et confiance, enfin et d'abord l'abolition ou la modification de cette œuvre informe et insensée appelée *constitution* et avec laquelle il lui était impossible de se croire un lendemain. Comme je l'avais trop prévu, sur ce nouveau terrain il est et il sera bien difficile de s'entendre.

Depuis que la paix des rues semble assurée, qu'on ne tremble plus pour sa fortune, sa liberté ou sa vie, chacun reprend ses anciennes couleurs, ses préventions, ses anciennes visées, il n'est pas jusqu'aux rivalités personnelles qui ne retrouvent leur ardeur. Les légitimistes craignent de donner au présent trop de force, au président trop de durée, au pays trop de résignation si la constitution devenait plus praticable ; enfin ils sont revenus à cette conduite des dix-huit années, à cette sorte de pessimisme où ils avaient placé leur espoir. Vos anciens amis, ceux qui avaient dans l'établissement de 1830 une confiance qu'il ne m'avait jamais inspirée, se font une sorte de légitimité de la branche cadette qui me paraît hors de toute vérité. Les uns et les autres aident et aideront de très bonne foi le gouvernement actuel à réprimer le désordre, même à faire de bonnes finances ou de la bonne administration ; mais dès qu'il est question de le fortifier en lui-même, ils se retirent,

et surtout lorsqu'il s'agit de lui donner plus de durée. Je vous l'avoue, pour la première fois j'ai besoin de toute ma force pour résister au découragement. J'irai jusqu'au bout cependant, tant que le physique, c'est-à-dire l'âge et la santé me le permettront.

Peut-être me demanderez-vous comment je voudrais que la situation fût comprise par les partis et les hommes dont le concours pourrait la faire aboutir. Si nous causions je ne serais pas embarrassé de vous le dire; mais les bornes d'une lettre n'y suffiraient pas. J'ajouterai seulement qu'à mes yeux 1830 avait déjà mis les bases de la société à découvert, et que depuis cette époque toute la civilisation européenne me paraît menacée par un seul et même cataclysme. Une seule et même question est posée et se débat depuis la mer du Nord jusqu'au rivage de Naples. Dieu veuille que l'action et la fidélité à l'ordre des grandes armées ne soient pas devenus le seul élément de salut! Si une transaction entre l'autorité et la liberté est encore possible, c'est au nom d'un principe et non d'un fait plus ou moins justifié qu'elle peut se faire.

Voilà ce qui confusément peut s'apercevoir dans un avenir tellement éloigné que tous les honnêtes gens devraient s'entendre dans le présent pour fortifier, améliorer ce qui est, et en tirer pour le pays une halte plus ou moins longue et où il puisse réparer ses forces et reprendre des habitudes d'ordre et de régulière activité.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Richmond, 27 août 1849.

La Hongrie, voilà le grand événement. Je me figure que le dénouement vous fait plaisir; vous voyez bien vivantes devant vous les figures à Varsovie. Grand moment pour l'Empereur. Mon cousin Benckendorff était dans son cabinet lorsque le courrier est arrivé. L'Empereur s'est prosterné, il a remercié Dieu à genoux de ses faveurs, et de suite après, il a expédié son fils aîné à l'empereur d'Autriche avec la mission délicate de lui annoncer que ses propres sujets s'étaient soumis à l'empereur Nicolas, et que lui, à son tour, faisait hommage à l'empereur d'Autriche de cette soumission. Tout autre Russe se serait mal acquitté de cela. Un demi-mot, un geste d'orgueil était possible. De la part du grand-duc héritier on ne risquait pas cela. Un aide de camp à l'impératrice : un autre à Moscou avec ordre de tirer le canon. Mon neveu au roi de Prusse qui a été dans l'enthousiasme. Au bruit des fanfares, il a porté la santé de la brave armée russe et puisse-t-elle être victorieuse *toujours*. Ce vœu est de trop pour un voisin. Qui connaît l'avenir?

Ici, votre ambassadeur a félicité cordialement M. de Colloredo, en ajoutant que cet événement avait fait beaucoup de plaisir à son gouvernement. Le général de Lamoricière (1) a assisté à genoux au *Te Deum*

(1) Chargé à ce moment, par le président, d'une mission extraordinaire auprès de la cour de Russie. C. B.

à Varsovie. Il est allé après avec toute sa suite complimenter la princesse Paskewitch.

Je n'ai rien à vous raconter d'aussi courtois de ce côté-ci. Ni Russe, ni Autrichien n'ont entendu parler de lord Palmerston. Moi, j'ai entendu lady John Russel (son mari est en Écosse) dire tristement qu'il fallait se résigner, mais qu'au moins l'Angleterre avait la satisfaction de ne s'être pas mêlée de cette affaire. J'ai observé : que c'était précisément pourquoi elle avait si bien fini. — Elle n'a pas répliqué.

L'Empereur voulait retourner dans une quinzaine de jours à Pétersbourg. Nos troupes devaient évacuer le plus tôt possible la Hongrie. Notre affaire est faite, nous avons remis sur jambes un grand empire, cela raffermit les jambes de tous les gouvernements. Le vôtre a le bon esprit de sentir cela, on n'a pas autant d'esprit ici. Nous avons frappé un grand coup sur la tête de la Révolution ; ce coup retentira partout.

L'Allemagne va s'arranger. L'Autriche y reprend sa place. La Prusse et l'Autriche vont s'entendre.

Je compte vers la fin de septembre retourner à Paris. On me dit qu'on peut y être tranquille. Je ne demande que cela. Et vous, cher ambassadeur, que ferez-vous? Quand puis-je espérer vous revoir? Comme j'en suis avide! Comme Paris sera triste pour moi, si vous n'y êtes pas!

A M. PROSPER DE BARANTE.

Barante, 19 septembre 1849.

La lettre du président (1) est venue troubler le calme provisoire que nous donnait la prorogation. Il peut sortir de ce coup de tête de bien grands embarras et même des dangers. Dès à présent, il me paraît que la coalition qui formait une majorité est disloquée. Si les meneurs ne réussissent pas à la rajuster d'ici à la reprise de l'Assemblée, nous serons en situation critique.

Tout s'est passé tranquillement au conseil général. Les questions constitutionnelles auraient inutilement excité de vifs débats ; on les a évitées. Moyennant cette précaution, la minorité révolutionnaire s'est comportée assez convenablement. En somme, les conseils généraux n'auront apporté aucun secours. Ils sont, comme l'Assemblée, une fidèle représentation de l'opinion du pays, opinion divisée, tiède, indécise sur ce qu'elle voudrait.

DU DUC PASQUIER.

Trouville, 22 septembre 1849.

Nous voilà donc arrivés bien proche de la fin du congé que s'est donné notre Assemblée; que va-t-il arriver lorsqu'elle se réunira ? On lui a, comme on dit, taillé des croupières en son absence, et plaise au ciel que sa majorité ne se jette pas dans les désunions-

(1) La lettre à Edgard Ney (18 août). C. B.

que voudraient y susciter quelques-uns de ses membres.

Vous savez la maladie de M. de Falloux, c'est un incident grave dans la situation de nos affaires. Il va mieux si j'en dois croire les bulletins qui m'arrivent. On paraît croire aussi que les affaires de Rome sont moins brouillées qu'on ne le pourrait supposer sur l'à-propos de la correspondance du président. Comme vous le dites si bien, nous avons le meilleur air du monde quand nous disons au pape : « Donnez à vos sujets des institutions libérales, nous qui en avons de si bien conçues, de si parfaites » ; Eh bien ! voyez, il y a des maldisants qui s'avisent de n'en être pas suffisamment contents et de vouloir que nous les réformions. Le beau venez y voir !...

Et ce procès donc qui va commencer à Versailles (1) ; la présidence en était bien due au magistrat (2) qui a si dignement porté cet honneur aux séances de Bourges ; mais j'ai peur que cette fois la tâche ne soit plus compliquée et encore un peu plus lourde.

DE M. GUIZOT.

Broglie, 27 septembre 1849.

Je viens, mon cher ami, de passer ici quinze jours doucement. Je vous y ai souvent désiré. Je retourne demain au Val Richer, et je n'en bougerai plus que

(1) Le procès devant la Haute Cour des auteurs et complices de l'attentat du 13 juin, ainsi que des contumaces condamnés pour l'attentat du 15 mai et présents en France. C. B.

(2) M. Bérenger. C. B.

vers la fin de novembre, pour Paris, si le Paris d'alors me convient. Je crois qu'on y sera tranquille. C'est tout ce que j'en attends. J'ai vu bien du monde depuis deux mois, de toute sorte et de partout, surtout du commun monde, ce qui est la France. Je persiste dans la double impression que j'ai reçue dès les premiers jours de mon retour. Il me paraît évident que d'ici à huit jours, nous allons voir deux crises ministérielles aux prises, une grande et une petite. Si M. Molé et M. Thiers veulent se mettre à la tête de la grande, ce sera la grande qui réussira. S'ils ne veulent pas, ou pas assez, ce sera la petite. M. Dufaure restera le chef de la situation. Deux ou trois des petits Dufaure sortiront du cabinet, probablement MM. Passy, Lacrosse, de Tracy, qui seront remplacés par de nouveaux venus, présumés plus conservateurs et plus capables, peut-être MM. Benoist, Daru, Piscatory. Je vois bien des gens disposés à croire qu'il ne se fera que cela, et à s'en contenter. On m'assure, et j'en suis charmé, que M. de Falloux vivra, ou survivra assez pour ne pas sortir du cabinet, ce qui rendrait la grande crise à peu près inévitable.

Que voudront M. Molé et M. Thiers? J'entends dire sur leurs velléités, des choses fort contradictoires. Mon pressentiment est qu'un jour, un peu plus tôt ou un peu plus tard, ils seront forcés de prêter décidément leurs épaules à la machine à laquelle ils ont touché du bout des doigts. Le cours naturel des choses les en chargera. A Londres, d'après les rapports de lord Normanby, on ne croit pas au cours naturel des choses. On croit à l'Empire.

L'Europe se remet. L'empereur Nicolas rentre chez lui, grandi, mais sans grande envie de recommencer.

L'Autriche sera, sous peu, aussi maîtresse à Rome qu'à Turin. Sa grande affaire est de redevenir maîtresse chez elle. En attendant, elle est en train, non pas de s'arranger réellement, mais d'avoir l'air de s'arranger avec la Prusse. Par lassitude, et ne pouvant, ni l'une ni l'autre, résoudre la question allemande selon leur désir, elles l'ajourneront de concert. Elles remettront sur ses pieds la Diète de Francfort un peu remise à neuf, et rentreront chacune chez elles pour se débattre comme elles pourront, l'Autriche avec ses trois ou quatre royaumes, la Prusse avec ses trois ou quatre partis révolutionnaires. Elles se tiendront, autant qu'elles le pourront, étrangères à la France, qui deviendra de plus en plus étrangère à l'Europe. Point d'affaires étrangères pour nous ; c'est-à-dire que l'Europe ne se mêlera pas de nos affaires, et fera les siennes sans nous.

Voilà mes pronostics, mon cher ami, qui sont, comme toute chose, à la merci de je ne sais quel événement tout à fait imprévu qui est peut-être déjà tout près de nous sans que nous nous en doutions. Je ne deviens pas sceptique du tout. Il y a deux ou trois choses que je sais mieux et dont je suis plus sûr que jamais. Mais, hors de mes deux ou trois certitudes, je deviens plus ignorant que jamais. Je suppose qu'il vous en arrive autant. Adieu. Envoyez-moi de vos nouvelles. Je travaille. Je me donnerai, en arrivant à Paris, le plaisir de dire pourquoi la révolution d'Angleterre a réussi. Si je réussissais à le faire comprendre, cela vaudrait bien la peine de le dire.

DE M. J.-J. AMPÈRE.

Bangor, 30 septembre 1849.

J'espère que cette lettre vous arrivera plus sûrement que les deux que je vous ai écrites d'Espagne et de Portugal. Dans ce dernier pays surtout, l'administration est dans un tel état qu'on ne peut compter sur rien. J'ai obéi depuis que je vous ai quitté à ce besoin de donner un autre aliment à ma pensée que les tristes réflexions qui, malgré tous mes efforts, ne l'absorbent que trop. Cependant je serais ingrat envers la Providence et par là indigne de celle qui avait en cette Providence une si vive foi, si je ne reconnaissais quels secours elle m'a envoyé en me laissant une si vive passion de curiosité et d'admiration. Malgré le vide irréparable et profondément douloureux que je porte toujours en moi, que je ne peux ni ne veux combler, je ne suis point insensible, il s'en faut, aux merveilles de l'art, de la nature et de la civilisation qui, depuis quatre mois, se succèdent si rapidement et si diversement devant moi. L'Espagne a tenu ce que j'en attendais, mais l'Angleterre l'a surpassé. Quel voyage et quel pays ! Les plus grandes merveilles de l'art et de la science au *British Museum*, les plus ravissantes scènes de la nature en *Écosse*, les merveilles de l'industrie s'élevant au sublime par la grandeur des efforts et la puissance des résultats (comme le pont tubulaire sur le détroit de *Menaï* que je suis venu voir ici et qui est une œuvre de titans civilisés), tout cela rapproché par la rapidité des communications qui permet chaque jour de passer d'une admiration à une autre. Et cette grande société qui produit ou con-

serve tout cela ! Bien qu'elle ait aussi ses plaies profondes, cette société est puissante et il est impossible de la voir sans en être profondément frappé et sans devenir plus conservateur qu'on était avant de l'avoir vue. Je crois que ce voyage dont j'avais tant besoin m'aura été bon en plus d'un sens. Il est maintenant bien près de sa fin. Je suis ici presqu'en Irlande, et vais y faire une excursion de quelques jours. Mais à Dublin on est à quatorze heures de Londres et à Londres à douze heures de Paris. J'y serai dans le courant de ce mois ; je voudrais bien espérer de vous y voir cet hiver, de pouvoir vous y écouter avec le plaisir que je trouverais à le faire dans vos belles montagnes, que d'autres belles montagnes ne m'ont point fait oublier, et de dire encore à vous et à madame de Barante ce que je ne me lasserai point de répéter, que vos bontés pour moi dans un bien triste moment de ma vie m'ont laissé un souvenir qui durera autant que moi.

A M. GUIZOT.

Barante, 13 octobre 1849.

Après avoir écrit à bâtons rompus des notes ou des souvenirs, je me suis enfin mis tout de bon à l'histoire de la Convention. Vous voulez dire pourquoi la révolution d'Angleterre a eu une bonne fin, je tâcherai d'expliquer comment la nôtre n'a point de fin, comment elle est essentiellement une anarchie morale, un scepticisme chauffé par les passions et drapé dans la déclamation. Par bonheur pour notre vieillesse, les révolutionnaires de 1848 n'ont pas

l'énergie de leurs modèles; ils sont, bon gré mal gré, enseignés par l'expérience, et d'ailleurs leur marche n'est point entraînée par une sorte de nécessité, nécessité, non pas fatale, ni dérivant des causes générales, mais de la situation qu'ils s'étaient faite. Si les hommes ont quelque analogie, les circonstances sont très différentes. Ainsi que vous, je ne puis rien prévoir, je n'aperçois aucun dénouement et je ne devine pas quelle route il faudrait prendre pour y parvenir. Peut-on imaginer qu'un gouvernement quelconque finira par une délibération et un scrutin parmi des hommes qui en choisiront un autre selon leur sagesse? — 1688, la plus sensée des révolutions, ne pouvait se passer de Guillaume III arrivant avec une armée. Ne faut-il pas pour établir un ordre nouveau un certain état de l'opinion, des consultants et un exécutant? De ces trois conditions nous n'en avons pas encore une.

Vous savez bien mieux que moi les détails du nouveau monde politique, et votre lettre m'a mis au courant des mutations possibles et des noms propres. Je suis content et nullement étonné que le vôtre ne se trouve mêlé en rien dans tout ceci : vous représentez une politique et des opinions qui n'ont pas encore la parole. Tant de gens ont eu des torts plus ou moins graves envers la justice et le bon sens, qu'ils gardent rancune à ceux qui avaient raison. Il n'y a point une dissidence d'opinion qui soit oubliée; toute conciliation est chimérique, et si un parti triomphe, nous ne verrons pas les autres se résigner. Sauf l'imprévu, je n'attends rien de l'Assemblée, sinon qu'elle assurera l'ordre public; je voudrais être certain qu'elle nous préservera du suffrage universel; à en juger

par ce que nous voyons dans les départements du centre, le péril serait grand.

Madame de Lieven n'est pas encore à Paris. Je vous envie les quinze jours passés à Broglie, cela m'aurait fort convenu; notre Auvergne est beaucoup trop loin des pays civilisés, nous y vivons fort tranquilles, mais trop privés de nos affections.

DE M. MOULIN (1).

Paris, 22 octobre 1849.

Nous venons de traverser toutes sortes de crises à la fois singulières et effrayantes. Brouillés la veille avec le président, plus ou moins réconciliés le lendemain, nous vivons au jour le jour, au milieu d'une multitude d'écueils contre lesquels nous devons inévitablement nous briser. Le président veut ce que nous ne voulons pas, ce que nous ne pouvons pas vouloir : la solution impériale ou tout au moins celle du consulat à vie. Il est pressé par ses dettes et celles de son entourage, composé d'hommes plus que besoigneux. On assure qu'il ne doit pas moins de 1 500 000 francs. Il a tenu à peu que les meubles de sa belle Anglaise, madame Howard, n'aient été saisis. Ce scandale a été, dit-on, prévenu par la double intervention de M. Dufaure et de lord Normanby, c'est-à-dire par les fonds secrets et une gratification anglaise. Par récompense c'est du boudoir de la

(1) Avocat général à la cour de Riom (1842-1847), député du Puy-de-Dôme (1845-1847), directeur général des Cultes (1847-1848), membre des Assemblées nationales de 1849 et 1871. C. B.

même belle qu'a été expédié l'ordre de départ pour la flotte (1). Nous sommes bas, monsieur le baron, bien bas devant l'Europe comme devant nous-mêmes. — Est-ce à dire que les chefs de la majorité soient sans reproches? M. Thiers est plus étourdi que jamais, M. Molé très désorienté, fort décidé en apparence, au fond hésitant sur tout, sur les petites comme sur les grandes affaires, M. de Montalembert admirablement éloquent, mais si peu pratique. Quant au duc de Broglie, en le voyant tellement silencieux et inactif, je me demande ce qu'il est venu faire parmi nous. — M. Barrot nous a donné avant-hier le spectacle du plus difficile exercice d'acrobate (2).

(1) L'ambassadeur de Russie à Constantinople, appuyé par l'internonce autrichien, avait réclamé du gouvernement Ottoman l'extradition des Hongrois et Polonais réfugiés en Turquie après la défaite de l'insurrection de Hongrie. Le Divan s'y était refusé à plusieurs reprises malgré les menaces de rupture qu'on lui faisait entendre. L'Angleterre le soutenait dans cette résistance, au nom du droit des gens qu'elle disait atteint par de semblables prétentions; la France en cette question réglait son attitude sur celle de l'Angleterre. La Russie venait de consentir enfin à renoncer à l'extradition, mais sous la condition que les réfugiés seraient expulsés du territoire turc, lorsque la flotte anglaise reçut tout à coup l'ordre de pénétrer dans les Dardanelles, où la flotte française la rejoindrait pour combiner une action commune. La Russie s'empressa de protester énergiquement contre cette violation du traité de 1841, et l'amiral Parker dut se retirer en attribuant son entrée dans le détroit à un coup de vent qui l'y aurait poussé. C. B.

(2) Pendant la discussion de la demande de crédits, destinés à couvrir les dépenses de l'expédition romaine, la montagne avait surtout cherché à établir que la lettre à

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 3 novembre 1849.

Quelle tristesse que vous ne veniez pas encore, que vous ne soyez pas ici! Comment se parler de si loin, quand il y a tant à dire. Je n'ai ni des yeux ni des forces pour suffire à mes écritures. Si vous me voyiez, si vous voyiez, si vous entendiez ce bavardage, ces allées et venues, le trouble dans lequel on est en ce moment, les opinions diverses sur la conduite à tenir! Cela va être bien brouillé. Que sert d'avoir de l'esprit? Berryer, Thiers, en ont beaucoup, les circonstances sont plus fortes que leur esprit. Je les vois tous les deux. On dit M. Molé plus mécontent que tout autre. Il a lieu de se croire joué, il s'était dit prêt à prendre le pouvoir, même avec des petits. Il y a eu escamotage. Pardonnera-t-il jamais? Le coup d'État est en marche. Comment réussira-t-il?

Adieu, adieu, venez je vous en supplie. Sainte-Aulaire est ici et vous demande. M. Guizot viendra dans quelques semaines. Il aura de quoi observer. Dieu merci, il n'est pas dans la bagarre.

Edgard Ney constituait une véritable condamnation du *motu proprio*. M. Barrot s'était efforcé, avec une rare habileté, de concilier ces deux documents et prononça entre autres ces paroles : « On nous dit : Voilà deux politiques qui sont contraires : *la lettre* et le *motu proprio* ; faites votre choix. Notre réponse est facile. Nous prenons le *motu proprio* et la *lettre* à la fois : la *lettre* comme expression du but que nous voulons atteindre ; le *motu proprio* comme une concession déjà acquise, comme un premier pas vers ce but. » C. B.

AU COMTE D'HOUDETOT.

6 novembre 1849.

Le changement de ministère et l'inauguration du gouvernement personnel ne me donnent ni chagrin, ni contentement. La situation n'avait nulle stabilité ; personne assurément ne s'y était attaché et ne la regrette. Nous venons de faire un pas de plus vers un but inconnu. Je ne m'attendais pas à un changement de scène aussi tranquille, et je voudrais espérer que les autres phases par où il nous faudra passer seront aussi faciles. Il me paraît que le président et ses petits ministres sentent, dès le début, qu'il leur est nécessaire de ne se point brouiller avec la majorité et se disposent même à être obséquieux. Cela durera plus ou moins longtemps, puis un certain jour cet accord sera impossible et peut-être ce jour-là le coup de tête sera un coup d'État; absurde s'il n'est pas appuyé de l'armée et d'une portion considérable de l'Assemblée; épouvantable s'il s'accomplit de concert avec une majorité cherchée à gauche. Cette crise viendra vraisemblablement avant l'époque où le suffrage universel nous fera courir d'autres dangers; et telle chance peut s'y trouver qui nous rapprocherait beaucoup d'un dénouement. Voici, cher Frédéric, mes réflexions solitaires. Rectifiez ce qu'elles peuvent avoir de faux.

Mathieu n'a plus même l'espèce de responsabilité que semblait lui imposer une influence présumée. Je m'en réjouis. Il lui restera la haute considération dont il jouit dans l'Assemblée et dans le public et il en fera toujours bon usage.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Saint-Eusoge, 8 novembre 1849.

En allant à Tournay et en revenant j'ai vu madame de Lieven. — Nous avions fort à dire. J'ai dîné une fois avec elle en tête à tête. J'espère que vous en serez jaloux et que vous viendrez rompre ces rendez-vous. On disait assez volontiers à Paris que son amitié avait suivi la fortune, je ne le croyais pas, et j'ai vu avec grand plaisir que j'avais raison. Un changement dans de telles circonstances serait plus triste encore que sa cause. Dimanche dernier le salon de la rue Saint-Florentin avait retrouvé ses habitués, sauf lord Normanby et M. Guizot. Celui-ci était attendu à Paris vers le 15 de ce mois. Mais il paraît que quelques amis lui ont conseillé de différer à cause des circonstances. Je ne vois pas bien qu'elles puissent être pour lui un motif de délai. — Qu'en dites-vous de ces circonstances? Je traversais Paris le lendemain du message. L'émotion était grande, et les bonnes têtes, entre nos amis, avaient fort à faire pour calmer les autres. Trois jours après, à mon retour de Tournay, j'ai remarqué des dispositions différentes. Elles s'expliquent par les nouvelles de province où, généralement, dit-on, le procédé du président est pris en bonne part. Tout ce qui se présentera comme hostile aux institutions parlementaires sera, je crois, populaire. Et après le 24 février une Chambre française criant *au viol* inspirera peu de sympathie. En suivant la grand'route nous tombons assurément dans un précipice, et avec cette conviction les ornières d'un chemin de traverse ne font pas peur.

M. de Melun (1), dont vous savez les rapports avec la classe ouvrière, donnait avant-hier comme le résumé de ce qu'il entend chaque jour : « Nous ne voulons pas Henri V parce qu'il est un noble, nous ne voulons pas Louis-Philippe parce qu'il est un bourgeois, mais Bonaparte est pour le peuple et c'est lui que nous voulons. » — Nous savons ce que vaut et ce que dure la faveur populaire, mais nul doute que le président ne la tienne aujourd'hui et qu'il ne puisse faire avec, ce qui lui plaira. Les jugements sur son compte sont très divers. Flahault en fait des récits merveilleux. M. Thiers, moins enthousiaste, m'en a parlé cependant en bons termes. Changarnier est impénétrable. Le désordre de mœurs et d'argent est très grand et je m'en afflige moins à cause de la bourse et de la conscience du Prince (c'est ainsi qu'on le nomme), que parce que le scandale lui nuit dans l'estime des honnêtes gens, et que des demandes d'argent le perdront dans le public. On dit que Fould lui vient en aide, et de là peut aussi venir une catastrophe.

On disait avant-hier à Paris que Rayneval n'accepterait pas le portefeuille des affaires étrangères et que, aussitôt son refus arrivé, Lagrenée serait nommé. — Nulle crainte de refus de ce côté.

(1) Le vicomte de Melun (1807-1888) représentait à l'Assemblée législative le département du Nord, dont il devait être encore le député à l'Assemblée nationale de 1871. Ce fut M. de Melun, dont le nom figurait en tête de toutes les œuvres importantes de bienfaisance privée, qui provoqua en 1849 la nomination d'une commission de trente membres chargée de préparer les lois relatives à l'assistance publique. On n'ignore pas la part qu'il prit à ces travaux dont les résultats ont été si féconds. C. B.

A travers toutes ces éventualités l'hiver vient, et s'annonce comme devant être brillant; les étrangers affluent à Amiens. J'ai rencontré madame Narichkin qui n'avait pas quitté le chemin de fer depuis Varsovie. Bon nombre d'autres dames russes sont arrivées, et on annonce un renfort d'Anglaises. Ne viendrez-vous pas aussi, mon cher ami, l'hiver sera certainement curieux. Je voudrais que le spectacle ne commençât pas avant le 15 janvier. Nous comptons arriver à Paris pour cette époque. — Si cependant vous nous écrivez une histoire de la Convention, je n'ai pas le courage de vous souhaiter des distractions. Celles que mes voyages m'ont données cet été ont beaucoup nui à mon ambassade de Rome qui avait pourtant pour moi un intérêt de circonstance.

DE M. J.-J. AMPÈRE.

Maintenon (1), 13 novembre 1849.

J'ai trouvé Paris assez agité. Des hommes graves paraissaient croire au coup d'État. On citait même le considérant du décret qui devait rétablir la *Constitution de l'Empire.* Aucune des constitutions proclamées depuis 1815, aurait dit le considérant, n'ayant reçu la sanction de l'adhésion du peuple. Le discours prononcé par le président pour l'installation de la magistrature tendait à confirmer les prévisions. Le discours déclarait que nous vivions encore uniquement sur les institutions du Consulat et de l'Empire. Ce qui était

(1) Château appartenant à M. le duc de Noailles dans le département d'Eure-et-Loir. C. B.

un peu dire à la manière de Louis XVIII : *la 36e année de notre règne*. Pour le moment, le coup de tête impérial semble moins imminent. Vous avez vu que le *Moniteur* contenait quelques lignes faites pour éloigner de pareilles idées. Du reste le discours très ferme dans le sens de l'autorité a réellement beaucoup réussi. Je l'ai entendu prononcer et puis vous assurer qu'il a été fort bien et fort vivement accueilli. Le soir j'ai entendu M. Molé l'approuver sans restriction. J'espère cependant qu'on en restera là pour le moment et qu'on nous laissera au moins le temps d'oublier le coup d'État de Soulouque Ier (1) qui semble avoir pris soin de parodier d'avance ce qu'on pourrait tenter en ce genre. Du reste personne ne sait ni ne prétend savoir rien de l'avenir que chacun se plaît à rêver *in petto* à sa façon.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 5 décembre 1849.

Quelle tristesse pour moi, que de ne vous avoir pas à Paris ! Sachez bien qu'il ne se passe pas de jour où, à quatre heures, je ne pousse un soupir vers l'Auvergne. Je déteste cette Auvergne. Puisque votre château a brûlé une fois, pourquoi cette fois-là n'est-elle à présent ? Je vais du tendre au féroce. Enfin je ne me lasse pas de vous désirer, et de me plaindre sur tous

(1) Le président d'Haïti, Faustin Soulouque, s'était fait conférer, par le Corps législatif de cette république, la dignité d'empereur (août 1849). Le 26 septembre suivant, fut promulguée une nouvelle constitution, votée par la Chambre des représentants et le Sénat du nouvel empire. C. B.

les tons, et d'offenser bien des gens par mes regrets.

On est tranquille ici, et on dit qu'on le restera. M. de Broglie dit : pendant deux ans. Le général Changarnier dit : pour longtemps encore. C'est tout ce qu'il me faut. Personne n'est grand, ni l'Assemblée ni les gouvernants. On laisse la vie facile à tout le monde. A la bonne heure, et que cela aille tant que cela pourra aller. Vous aurez lu avec intérêt tout ce qui s'est dit sur l'affaire turque. Le vrai est que votre gouvernement s'est engagé un peu légèrement à faire comme l'Angleterre, et que lorsqu'il a voulu reculer, elle ne le lui a pas permis. De là sont venus les contradictions, les ordres, les contre-ordres, les bonnes paroles dites et reprises à Kisseleff qui ne s'est pas gêné d'en parler un peu haut, d'autant plus que nous, rien ne nous gêne. Nous ferons notre volonté à Constantinople, et lord Palmerston en sera pour une reculade qui a déjà commencé et dont vous sortirez un peu éclaboussé aussi. Dans mes dernières lettres d'Angleterre, on me mande que Sir W. Parker est désavoué. Les flottes reviennent.

En Allemagne tout va bien mal. Il est vrai que là les trônes restent, et c'est un grand point, mais les esprits y sont plus profondément malades qu'en France. Je vous envoie une lettre de Meyendorff qui pourra vous intéresser, vous me la rendrez.

Il y a ici un ministre d'Autriche très spirituel, M. de Hubner, venant de très bas et laissant bien loin en arrière tout ce que j'ai connu de ses compatriotes venant de très haut. Comment voulez-vous que les révolutions ne plaisent pas un peu à certains esprits même très honnêtes. Celui-ci en est, mais comme son affaire est faite, il est aujourd'hui aussi réactionnaire

que Hatzfeld, ce qui est beaucoup dire; ces deux-là et Kisseleff font un petit trio de petits diplomates très excellents et convenables. Lord Normanby est toujours ce qu'il était, j'allais dire un sot, mais ce serait irrévérencieux pour le président, sur lequel on dit qu'il exerce un grand empire. M. Guizot se plaît à Paris. Il y est bien, très recherché, très honoré. M. Molé le rencontre volontiers.

Mes dimanches vont comme ils allaient de votre temps. Les mêmes personnes, avec quelques nouveaux, comme Changarnier, Montalembert, Mérode (1); et deux égarés revenus, Molé et Berryer. M. Molé est dans la situation qui lui convient, ce qui laisse à son esprit toute sa sécurité et tout son agrément.

Me direz-vous enfin quand je vous reverrai? Je vous en prie, venez. Je vous aimerai bien quand vous serez là et j'ai bien envie de vous désaimer jusqu'à ce moment.

(1) Le comte Werner de Mérode, après avoir été député du Doubs de 1846 à 1848, représenta le département du Nord à l'Assemblée législative. Membre du Corps législatif il s'en retira en 1853, après avoir refusé son approbation aux décrets de confiscation des biens de la maison d'Orléans pour ne rentrer dans la vie parlementaire qu'en 1871 comme député du Nord à l'Assemblée nationale (1871-1876), puis sénateur du Doubs de 1876 à 1885. M. de Mérode, dont la famille est une des plus illustres et des plus anciennes des Pays-Bas, est le fils d'un des principaux fondateurs de l'indépendance belge, à qui il fut même un instant question d'offrir la couronne du nouvel État. Le comte de Montalembert était son beau-frère, et Mgr de Mérode, le ministre de la guerre de Pie IX, son frère. C. B.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 8 décembre 1849.

J'ai attendu, mon cher baron, la réception de M. de Noailles afin de vous en rendre compte, et pour vous parler de la mienne, fixée au 10 janvier. Le *high life*, ducs, princes et princesses, remplissaient la salle. C'est naturel, c'est honorable, c'est brillant ; mais cela a contribué à la froideur de l'ensemble, car ces gens-là ont peu d'initiative, et on a besoin de leur dire ce qu'il faut soutenir ou négliger. Aussi n'y a-t-il eu guère d'applaudissements. Le discours (entre nous) a donc eu peu de succès à l'audition. Sa longueur, mal déguisée par la monotonie du débit de l'orateur, a endormi plusieurs personnes et fatigué tout le monde. Je l'ai trouvé meilleur à la lecture. Cependant la louange y est maladroite et excessive, elle est surtout trop également répartie. A ne connaître M. de Chateaubriand que par M. de Noailles, c'était un très grand homme d'État qui s'amusait à faire des livres ; quelque chose comme Richelieu faisant des meilleurs ouvrages que Mirame. En vérité, c'est se moquer du monde et se souvenir un peu trop du salon de madame Récamier.

Qu'a donc fait ce grand homme d'État ? Il a précipité la chute de sa propre cause après avoir grossièrement calomnié le meilleur gouvernement qu'ait eu la Restauration et s'être fait chasser du ministère violent dont il faisait partie parce qu'il l'avait surpassé en violence. Je crois que le temps est venu de parler de M. de Chateaubriand avec vérité, *sine irâ et studio*. Qu'en pensez-vous? Si le sujet ne vous tente pas, peut-être le prendrai-je un de ces jours ? Au total, le dis-

cours de M. de Noailles sentait le renfermé ! On voit qu'il est fait depuis longtemps et peut-être sous les yeux même du héros, car c'est moins l'apothéose de ses talents que celle de ses prétentions. Peut-être me trouverez-vous sévère ; mais j'en veux au duc de Noailles de m'avoir enlevé le plaisir de louer l'Histoire des Ducs de Bourgogne. Il me force à supprimer une page que j'avais écrite *con amore*, mais qui maintenant aurait trop l'air d'un plagiat. Voilà ce que c'est que de venir le dernier. Quoi qu'il en soit, il a fini, son *tour est fait*. Je voudrais bien en dire autant.

Quant à la situation politique, il me semble qu'on est dans ce moment au calme plat. Le président et l'Assemblée commencent à comprendre qu'ils ne peuvent rien l'un sans l'autre ; on dit qu'ils se sont rapprochés et qu'ils ont mêlé le vin de l'Elysée à l'eau du Palais Bourbon. Même le langage de M. Thiers devient, dit-on, moins hostile à l'endroit du prince Louis. On dit qu'à cet égard il s'est rapproché aussi des autres Burgraves. Vous savez qu'on nomme ainsi MM. Thiers, Molé, Broglie et Berryer. Malgré la modération du dernier, il y a toujours une partie légitimiste de l'Assemblée très pressée et très irritée. On assure qu'en haine du président elle est allée jusqu'à voter avec la rouge !! Salvandy revient de Londres et prétend avoir réconcilié les deux branches. M. Guizot au contraire s'explique, dit-on, là-dessus avec moins d'effusion. A propos de M. Guizot, je l'ai vu à l'Académie et lui ai donné une poignée de main qu'il m'a rendue très naturellement. Il me semble qu'il serait ridicule de se bouder sur des ruines et qu'il vaut mieux se donner le bras pour tâcher de se tirer du bourbier.

DE M. MOULIN.

Paris, 31 décembre 1849.

Nous sommes toujours bien mal, plus mal que jamais, plus divisés que je ne peux vous dire et que de loin vous ne pouvez imaginer. Décidément le pays périra moins par la perversité et l'audace des coquins que par les fautes et la folie des honnêtes gens. Nos chefs ne s'entendent sur rien. M. Guizot ne s'occupe pas des affaires présentes, il n'aperçoit de salut pour l'avenir que dans l'union des classes supérieure et moyenne cimentée par la réconciliation et la restauration commune des deux branches de la maison de Bourbon. Il voit beaucoup le duc de Noailles et M. Berryer. M. Molé partage les idées d'avenir de M. Guizot, mais il en ajourne indéfiniment la réalisation; il voudrait faire de la politique actuelle à laquelle on pense très peu, vivre avec Napoléon autant qu'il est possible, ne pas trop le soutenir, ne pas le laisser tomber, surtout ne pas le réduire à des extrémités telles que l'abdication ou l'appel au peuple. M. Thiers est tout ce qu'il y a de plus philippiste. Si on lui restituait ce monarque qu'il a tant aimé sans qu'il y parût, comme on le rendrait heureux! Il a sur le duc de Broglie, d'Haussonville et l'entourage, une influence contre laquelle M. Guizot ne peut pas lutter. Autour de lui s'agite une coterie orléaniste très dévouée, mais très exclusive, très intolérante, qui se compose de Roger (du Nord), Jules de Lasteyrie, le marquis de Mornay, opposants d'autrefois. — Piscatory serait volontiers républicain du lendemain et même ministre de la république. Il rêve l'alliance avec MM. Dufaure, de

Tocqueville. Il est, au grand désespoir de M. Guizot, tout ce qu'il y a de plus opposé à l'union des deux branches.

Les légitimistes ne sont pas moins divisés. La majorité de ceux de l'Assemblée est raisonnable. Votre gros pupille La Rochejacquelein est toujours le chef des fous. Ce matin encore, dans le bureau où j'étais avec lui, il déclamait contre les coupes sombres de la liste civile. Il sera peut-être bientôt doublé par M. Lourdoueix, qui a, dit-on, chance sérieuse d'élection dans le Gard; ce qui déplaît fort à M. de Larcy.

Les ministres sont à peu près nuls dans l'action; nos deux compatriotes, MM. Rouher et de Parieu, sont seuls suffisants et même distingués par la parole. Tous ont accepté à l'égard du président un état d'abnégation, de soumission, qui existe à peine dans les monarchies absolues.

Vous dites, Monsieur le baron, que le président est encore notre planche de salut. Hélas! oui; mais quelle planche trouée? Comme elle sera facilement submergée! L'homme est à la fois un monomane du fatalisme impérial et un utopiste d'autant plus dangereux qu'il est très convaincu, fort opiniâtre, et, au demeurant, je crois, bien intentionné.

Je viens de le voir. Il était pâle et terne, ne disait mot. On répand le bruit qu'il est atteint d'une maladie de la moelle épinière. Rien ne l'annonce dans son attitude, mais le genre de vie qu'il mène peut le faire supposer ou craindre. C'est de toute façon un provisoire à court terme! — Tout ce qui se passe, en un mot, le temps qui se perd, les incertitudes qu'on a, les divisions où l'on est, tout me fait penser que nous aurons encore des élections par le suffrage universel. Le parti de l'ordre s'y prépare bien peu et bien mal.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 5 janvier 1850.

Vous avez dû être édifié du partage égal des votes à la Chambre et surtout de la touchante concorde des légitimistes et des rouges (1). Quels misérables d'un côté! Quels insensés de l'autre! Ils divisent la majorité conservatrice sur des questions de détail, et ne comprennent pas qu'on ne peut se sauver qu'en masse, si toutefois nous pouvons être sauvés, ce dont je doute. Vous avez su toute cette sotte campagne de la fusion. En voici le dessous de cartes; je vous le rends comme on me l'a donné, sans vous le garantir. On assure que le roi ayant appris le mauvais effet de la campagne de Salvandy, et craignant pour le résultat du vote de l'Assemblée sur les trois mois de proro-

(1) Un certain nombre d'instituteurs se faisaient les propagateurs des doctrines socialistes. Pour obvier plus rapidement à ce danger, le ministre de l'instruction publique avait déposé un projet de loi les plaçant de suite sous l'autorité des préfets, en attendant la promulgation de la grande loi organique sur l'enseignement dont on allait commencer la très longue discussion. La commission de la loi sur l'enseignement, à laquelle cette proposition, appelée le *petit projet*, était renvoyée, n'hésita pas à demander à l'Assemblée d'en déclarer l'urgence. La gauche se prononca naturellement contre cette déclaration. Mais plusieurs membres de la droite extrême se joignirent à elle, de crainte que le vote du *petit projet* ne ralentît la hâte de l'Assemblée à discuter le *grand projet*. L'urgence ne fut adopté que par 308 voix contre 307. (2 janvier 1850).

C. B.

gation qu'on demandait pour la vente de ses biens, a envoyé ici Chabannes (1) afin d'en atténuer l'effet. Que dire des amours rétrogrades de Thiers et de Daru pour Montevideo (2)? Rétablir notre honneur sur la Plata? Vraiment le temps est bien choisi. Rétablissez-le donc sur le Pont-Neuf.

Voulez-vous savoir un joli mot de M. Berryer, que

(1) Le général comte de Chabannes la Palice ancien aide de camp du roi. C. B.

(2) Le conflit durait toujours entre la République Argentine et l'Uruguay; et la France, comme l'Angleterre cherchait une solution qui lui permît de se dégager de son intervention boiteuse et sans issue. En 1849, l'amiral Le Prédour crut enfin terminer les longues et inutiles négociations de ses devanciers avec Rosas par un traité suffisamment honorable pour la France, et qui sauvegardait les intérêts et la sécurité de Montevideo, tout en abandonnant le parti militaire de cet État, auquel notre budget payait un subside annuel, sous prétexte qu'un certain nombre de nos anciens nationaux faisaient partie de ses bandes armées. M. Southern, au nom du Foreign Office, avait signé un traité à peu près semblable, non sans méfiance de la sincérité de Rosas, mais avec le désir de tenter l'aventure. La France devait-elle ratifier le traité Le Prédour, humiliant selon les uns, fort sage selon les autres? Une expédition, cette fois-ci sérieuse et de plus onéreuse, ne serait-elle pas la conséquence nécessaire d'un désaveu infligé à l'amiral?

Après un long et laborieux débat devant une Assemblée, divisée sur cette question en deux fractions à peu près égales, on finit par aboutir, sinon à la ratification du traité Le Prédour, du moins à une formule acceptant le fait accompli, tout en stipulant de nouvelles négociations *pacifiques* (7 janvier 1850). C. B.

les gens de son parti détestent parce qu'il est moins bête qu'eux? « Eh bien, monsieur Berryer, lui dit le président de la République, où en est la fusion des deux branches de la maison de Bourbon? Le contrat est-il signé? — Prince, répondit Berryer, on n'attend plus que votre signature. »

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 7 janvier 1850.

Je me désole d'avoir manqué à la séance de mardi dernier à l'Académie. Les journaux m'apprennent ce matin que M. Guizot y a lu un morceau de son introduction à l'Histoire de la révolution d'Angleterre. Il la promet au public du 15 au 20 de ce mois. J'ai fort admiré le dernier volume de M. Thiers, surtout le chapitre de Baylen. Je voudrais moins de partialité contre les Anglais. Quand les Français pillent ou s'enivrent, il est toujours plein d'indulgence. C'est que le vin d'Espagne est capiteux. Quand ce sont les Anglais qui le boivent, il ne contient plus son indignation. C'est toujours l'homme qui disait des Suisses en 1848 : « Je voudrais que mes amis eussent raison, mais je reste avec eux quand ils ont tort. » — Ses amis de Montevideo sont des chenapans pour lesquels il a fait une triste campagne.

Les divisions de l'Assemblée qui se multiplient donneront le coup de grâce au gouvernement parlementaire.

Paris, 6 février 1850.

Je veux vous le dire d'avance *ben tornato*, mon cher ami : j'aurais un bien grand plaisir à vous embrasser si je trouve encore de la place sur vos joues, entre tant de concurrents. Vous trouverez les joies du carnaval un peu calmes, mais celles de l'émeute ne vous manqueront pas. Hier et avant-hier on en a joui dans le quartier Saint-Martin (1), et la facilité avec laquelle le 22 février recommence dans les rues de Paris prouve que le *24* n'est jamais bien loin. Personne cependant ne voudrait aujourd'hui risquer une révolution, je crois ; mais les choses suivent leur pente naturelle, et vraiment quand nous avons vu crouler deux fois la monarchie, il serait puéril de croire à la durée de ce *je ne sas quoi* qui nous gouverne. Rien de possible et de raisonnable ne se prépare pour le remplacer, et autrefois j'en aurais conclu que nous resterons un peu longtemps comme nous sommes. — Mais nous savons aujourd'hui ce que vaut un tel argument.

Puisque le général Lamoricière n'a pas été coupé en morceaux, il est permis de rire de son aventure. Les émeutiers ne s'entendent pas aux nuances. Ils ne

(1) Une assez vive agitation se produisit dans le quartier Saint-Martin à l'occasion de l'enlèvement des arbres de la liberté. Des groupes nombreux se formèrent, des agents de police furent malmenés ainsi que le procureur de la république, M. Victor Foucher. Le général de Lamoricière, qui passait par hasard, se vit également l'objet de violentes menaces. C. B.

distinguent guère les républicains du lendemain des royalistes, et Cavaignac lui-même, à un jour donné, ne serait guère en sûreté dans nos faubourgs. — L'anecdote du jour est une querelle assez vive entre le président et Changarnier (1). On assure que des paroles ont été échangées après lesquelles on ne se raccommode plus qu'en attendant.

Hélas! d'autres divisions me préoccupent davantage encore. La réunion du conseil d'État (2) est scindée. Malgré ma confiance en nos amis, j'ai de la peine à approuver leur manœuvre.

J'ai été hier soir chez Guizot, dont la petite maison était pleine comme celle de Socrate. J'ai été ensuite chez Molé dont les grands et beaux salons sont pleins aussi. Mais ceux de madame de Lieven sont les plus curieux de Paris. Je la vois souvent en moins nombreuse compagnie. Elle ne me brouillera pas avec vous, quoi qu'elle fasse ce qu'il faut pour me rendre furieux en me répétant combien elle vous aime. Dépêchez-vous de venir défendre votre terrain.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 10 mai 1850.

Nous avons passé mercredi par toutes les émotions; grande curiosité de la loi (3), grande peur des consé-

(1) A propos de grades et de décorations donnés par le président dans l'armée de Paris, en dehors des propositions et de l'approbation du général en chef. C. B.

(2) Réunion de députés de la majorité qui généralement se tenait dans le local du conseil d'État. C. B.

(3) La loi électorale. C. B.

quences, immense anxiété de connaître le vote. Les représentants sortent triomphants. On dirait la France sauvée. On a eu le courage de voter d'urgence ! M. Molé ravi. Le général Changarnier ne l'est pas autant ; car les rouges ne se fâchent pas, et je crois qu'ils ont raison. On reste donc comme on était. On attend la discussion, elle commencera jeudi, pas avant. Et il en sera du vote définitif comme de celui sur l'urgence. On l'aura, mais à une petite majorité.

La bonne chose de tout ceci est que vraiment l'Elysée, les Burgraves et la majorité sont d'accord. Cela semble un parti pris, décidé. Les nouvelles de Claremont sont mauvaises. Le roi baisse beaucoup. Il le sent, il aurait écrit d'avance à la duchesse d'Orléans de ne point témoigner de surprise de son changement, de peur de chagriner la reine. On ne croit pas que le roi passe l'été. Ses anciens ministres ne le laisseront pas mourir sans aller encore lui témoigner leur respect. Broglie sera de ce nombre. Demain, grand dîner à l'Élysée, donné aux dix-sept de la commission (2).

Le congrès des souverains (3) est assemblé à Berlin. Tous logés au château royal. On en a invité

(1) Les diverses fractions de la majorité s'étaient réunies au lendemain des élections du 10 mars pour instituer une commission de 17 membres chargée d'élaborer une nouvelle loi électorale. Ce fut parmi eux que se recruta en grande partie, quelques semaines après, la commission de l'Assemblée nommée pour examiner le projet déposé le 8 mai par M. Baroche, et qui devint la loi du 31 mai. C. B.

(2) Sorte de pouvoir exécutif et de conseil irresponsable placé à la tête de l'*Union restreinte* par la constitution du

vingt et un, grands et petits. On croit qu'à l'exception du roi de Hanovre, ils y viendront tous. On mangera, on dansera et on ne fera rien. L'Empereur sera à Varsovie le 25 mai, il n'y restera pas cinq jours. Une visite militaire. L'affaire grecque est terminée, c'est infâme. Vous lirez tout, sans doute, dans les *Débats*. Tricoupis m'envoie dans ce moment la *Gazettes d'Athènes*, le blocus avait recommencé. La Grèce a cédé à la force, elle accepte tout. Quelle honte pour vous et pour nous ! Je n'en puis plus d'indignation. J'aime mieux les rouges que lord Palmerston. Je vous regrette quarante fois le jour. Ah ! que vous avez eu tort de partir ! ou que j'ai tort de vous aimer !

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 7 juin 1850.

Langsdorff est en ce moment à Londres, et nous l'attendons demain. MM. de Stael, de Broglie, d'Haussonville, La Rochefoucauld (1), Lutteroth (2) était de la partie. Dieu veuille qu'ils nous rapportent de bonnes nouvelles de la santé du roi. Celles que j'ai entendues ces jours derniers sont très confuses. Tout le monde est d'accord sur l'état moral, il est excellent. Les

20 mai et présidé par le roi de Prusse. (Voir plus loin la note (1) p. 524.) C. B.

(1) Le comte Hippolyte de La Rochefoucauld, ministre plénipotentiaire de France en Toscane, avant le 24 février. C. B.

(2) Premier secrétaire à l'ambassade de France à Naples, à la fin du règne du roi Louis-Philippe. C. B.

idées sont sages, nobles, patriotiques et désintéressées. Je voudrais bien qu'elles fussent consignées par écrit, et restassent comme un testament politique qui sans doute ferait loi dans la famille. On n'est pas d'accord sur les dispositions de Madame la duchesse d'Orléans. Nos voyageurs nous édifieront aussi sur ce point.

Je pense tout à fait comme vous de la loi électorale. Elle ne vaut que comme symptôme du courage de la majorité, tout au plus comme un commencement. Je crains bien au contraire qu'on y voie un résultat et qu'on ne lui donne d'autre suite que les trois millions du président. Au fait s'il n'a pas d'argent, il faut lui en donner. Une parcimonie républicaine dans ses habitudes n'eût certes pas fait notre affaire. Mais cette demande n'en a pas moins très mauvaise mine, et dépopularisera lui et la Chambre si elle l'accorde.

Vous aurez su le grand débat entre Changarnier et d'Hautpoul (1). On assure que le remplacement du premier par Baraguey d'Hilliers a été délibéré en conseil des ministres, et agréé par le président. Il y a eu replâtrage, peu solide comme vous pouvez croire, mais il en résulte un grand affaiblissement pour Changarnier. Sa destitution eût reçu très paisiblement

(1) Quelles seraient leurs attributions respectives, si une insurrection venait à nécessiter une répression; les ordres du ministre de la guerre devraient-ils nécessairement passer par le commandant en chef de l'armée de Paris? Tel fut le sujet de cet incident qui se produisit dans le cabinet même du président de la République. Le général d'Hautpoul finit par renoncer à sa manière de voir et termina la discussion en se jetant tout d'un coup dans les bras du général Changarnier. C. B.

son effet, et il a eu grand tort de laisser prendre ainsi sa mesure. Il devrait être plus modéré dans son langage, plus modeste dans son attitude, s'il n'est pas de force à commander.

DE M. GUIZOT.

Val Richer, 17 juin 1850.

Me voilà, comme vous, établi dans mon nid des champs, mon cher ami. Je m'y trouve très bien. Mon ciel a la courtoisie d'être pur et brillant; ma vallée est calme et gaie. Cela ne ressemble guère à Paris. J'ai repris mon travail anglais et mes lectures françaises. J'aime l'histoire d'Angleterre et la littérature de France. Je serais content si j'oubliais tout, passé et avenir. Mais je ne puis et je ne veux pas oublier.

On était en bonne veine à Paris quand je l'ai quitté. La loi électorale a été un vrai succès pour le bon parti; et un succès mérité. Je ne compte pas plus que vous sur la valeur électorale de cette loi dans deux ans; mais sa valeur politique aujourd'hui, comme attitude et autorité, est réelle. La peur a passé dans le camp ennemi. Je doute qu'elle y reste longtemps. D'après ce qu'on m'écrit, la demande de dotation du président a déjà abattu la majorité et relevé la montagne. Etrange pays, qui veut un gouvernement fort et magnifique, et ne veut lui donner ni pouvoir, ni argent. Je trouve du reste les journaux timides sur cette affaire, timides à la défense et timides à l'attaque. Le président aura son argent; mais il le payera cher. Ce serait trop cher s'il était roi, ou destiné à le devenir. Un pouvoir temporaire peut risquer cela. Il lui vaut

mieux de le risquer que de n'avoir pas le sou tant qu'il dure et d'être en banqueroute quand il s'en va.

Le pays où j'arrive reste bon. Le socialisme ne fait pas de progrès dans nos campagnes. Le parti modéré, conservateurs et légitimistes, prend assez de peine pour s'organiser. Mais si ces bonnes dispositions étaient mises à une épreuve un peu rude, elles n'y résisteraient pas plus que par le passé. La fusion est en progrès comme idée et comme pronostic; bien peu comme fait.

Mes nouvelles de la santé du roi sont fort diverses, les unes rassurantes, les autres inquiétantes. Mais je crains bien que les inquiétantes ne soient les plus authentiques et les plus probables. Si ma crainte se confirme, j'irai à Saint-Léonard sans tarder. Je veux non seulement revoir le roi, mais le revoir en pleine possession de ses facultés, et recueillir ses derniers avis. La situation intérieure de la famille royale est la même; le roi et ses fils très sensés; Madame la duchesse d'Orléans plus préoccupée d'illusions qu'entretiennent quelques-uns de ses correspondants de Paris.

Il y a ce soir, dans la Chambre des lords, un débat de quelque importance (1). On croit que la motion de

(1) Le 17 juin, à la Chambre des lords, lord Stanley présenta une motion de blâme contre le ministre des affaires étrangères ainsi conçue : « La Chambre, tout en reconnaissant complètement que le gouvernement doit assurer, aux sujet de S. M. résidant dans les États étrangers, l'entière protection des lois de ces États, regrette de trouver dans les documents qui lui ont été soumis, que différentes réclamations contre le gouvernement grec, douteuses sur le rapport de la justice et exagérées quant à leur montant,

lord Stanley sera adoptée. J'en doute. Je doute que lord Stanley et lord Aberdeen attaquent *in earnest* le cabinet whig, et soient décidés à le renverser, c'est-à-dire à le remplacer. Lord Palmerston restera, suspect et affaibli, ce qui ne l'empêchera pas de recommencer. Il agit bien plus par l'impulsion de son naturel qu'en vertu d'un propos prémédité.

Adieu, mon cher ami. Écrivez-moi, écrivons-nous. Malgré le travail et les visites, nous avons du loisir. J'espère que vous continuez assidument votre histoire. Elle ne viendra jamais trop tard. Le mal que vous combattez subsistera encore longtemps.

A M. GUIZOT.

Barante, 24 juin 1850.

Mon cher ami, vous voilà revenu de votre pèlerinage ; j'ai beaucoup moins de motifs que vous pour l'entreprendre, pourtant j'y ai songé et je me reproche de ne pas avoir suivi cette idée. Je m'attriste de la fin prochaine du roi; mon imagination s'en fait un mauvais présage. Nul n'était aussi apte que lui à ce gouvernement de juste milieu et de bourgeoisie, le seul dont la France puisse s'arranger, si toutefois elle est gouvernable. Tout mis en balance, ses qualités morales et intellectuelles l'emportent sur ses défauts. J'ai servi son gouvernement de bon cœur et

ont été appuyées par des mesures coercitives contre le commerce et le peuple de la Grèce, susceptibles de compromettre les relations amicales de la Grande-Bretagne avec les autres puissances. » Après une séance de onze heures, cette motion fut adoptée par 37 voix de majorité. C. B.

avec espérance de durée pendant quinze années ; les trois dernières m'avaient assez découragé, non pas que j'aie prévu rien de pareil à la déroute de Février, mais l'état moral du pays, mais l'esprit qui y règne aujourd'hui étaient déjà alarmants.

Votre voyage en Angleterre s'est rencontré juste avec la solennelle déconvenue de lord Palmerston (1) ; vous m'en parlerez, j'espère, en me donnant des nouvelles de Saint-Léonard. Puis vous aurez passé à Paris et vous me direz ce qui vous semble de la situation. Si j'en jugeais par ce que je puis savoir, et spécialement par ce que j'observe dans nos provinces du centre, il est impossible de songer raisonnablement à des élections sous une forme quelconque. La nouvelle loi n'a aucune valeur, on dit qu'elle ne retranchera pas trois cents votants des cent trente mille de notre liste. D'ailleurs qu'importe, lorsque toute la couche inférieure des classes moyennes, les hommes qui n'ont pas une position ou qui l'ont perdue, ceux qui ne savent endurer aucune dépendance, ni supporter nulle supériorité, comme ceux qui voudraient des

(1) La politique extérieure de lord Palmerston, condamnée à la Chambre des lords par le vote de la motion Stanley, ne fut guère plus heureuse à la Chambre des communes, où, du 24 au 26 juin, elle donna lieu à de vifs débats. Les hommes éminents de tous les partis, même de ceux qui prêtaient leur appui au cabinet, ne lui dissimulèrent pas leurs sentiments d'énergique désapprobation. Les nécessités du *Free trade* sauvèrent toutefois lord Palmerston. Les membres du cabinet étaient solidaires, et un blâme infligé au ministre des affaires étrangères, en entraînant la chute de lord John Russel, aurait compromis les grandes réformes économiques. C. B.

places et des appointements sont disposés à conserver la république coûte que coûte et quelle qu'elle soit. Un homme de bon sens qui s'est mêlé des élections me disait, l'autre jour, avec découragement : « On exigerait des électeurs un cens de cinq cents francs que notre liste ne passerait pas. »

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 25 juin 1850.

Pour avoir l'honneur de vous écrire, j'ai voulu attendre que le sort de la *dotation* ou *aumône*, comme vous voudrez l'appeler, fût enfin décidé. L'épée du général Changarnier a entraîné la majorité, et nous savons maintenant de quel côté est la puissance réelle. Je suis loin de m'en plaindre. Tous les partis, y compris le juste milieu, se sont assez sottement conduits dans cette affaire. Quant aux légitimistes, qui ne doutent de rien, ils étaient sûrs, disaient-ils, de la faire échouer. Aussi, selon leur louable et pieuse coutume, n'y a-t-il pas d'horreurs qu'ils ne répandent contre Berryer; ils l'accusent de s'être vendu à l'Élysée pour de l'argent; rien que cela ! Voilà comme ils traitent tous ceux qui n'épousent pas leurs plus folles passions. Il y a un homme de vos amis qui a bien contribué à nourrir leurs espérances. Cet homme est M. Molé. Il s'est fait le courtisan des légitimistes ; il les a encouragés dans cette absurde idée de fusion, comme si la fusion qui se ferait par en haut, c'est-à-dire par des princes ou par des ambitieux surnommés hommes politiques, aurait la moindre chance de durée. Si la France, lasse de l'anarchie, se prononçait pour cette

fusion, elle se ferait dans vingt-quatre heures, et il n'y aurait que celle-là de bonne. Je ne sais dans quel intérêt M. Molé n'a cessé de dire aux légitimistes (et entre autres à M. de Ludre qui me l'a répété) que le roi Louis-Philippe soupirait après la fusion et que *M. Thiers était revenu de Saint-Léonard entièrement converti à la réunion des deux branches.* Je suis, par Dieu, bien sûr du contraire, et je sais ce que Thiers s'en va disant à tout le monde, et M. Molé ne peut pas l'ignorer. Pourquoi donc flatter et exalter ce malheureux parti légitimiste qui, dans son désappointement inévitable, peut faire quelque coup de tête très fâcheux? Au reste l'union entre eux et la majorité ne sera pas de très longue durée. S'ils sont furieux contre Berryer, ils le sont bien plus encore contre le général Changarnier qu'ils proclamaient hautement et très imprudemment leur Monk; mais ce qu'ils haïssent par-dessus tout, c'est Madame la duchesse d'Orléans, dont l'attitude expectante me paraît à moi fort sage et même la seule raisonnable. S'il est vrai cependant que cette princesse ait donné à ses amis particuliers dans l'Assemblée la mission de voter contre l'allocation du président, ce qui semble résulter du vote de Mornay et de Jules de Lasteyrie, elle s'est trompée; et ces Messieurs, qui sont sur les lieux, auraient dû modifier leurs instructions en présence du vote, pour ne pas se confondre avec les ultra-légitimistes et surtout pour ne pas se mettre en dissentiment avec le général Changarnier. Je crois que le résultat de cette journée, après tous les préparatifs qu'on a faits contre elle, mettra plutôt une allonge au règne présidentiel.

En attendant, je contemple tout cela du vasistas que vous m'avez ouvert à l'Académie, où le calme

n'est troublé que par les grossièretés de notre ami Cousin, que j'ai été forcé de rabrouer et de remettre à sa place il y a quelques jours. Son esprit est élevé, mais sa personne ne l'est pas. Dans trois ou quatre jours je vais respirer en Suisse. Je voudrais que ce fût en Auvergne ! Mais enfin si vous voulez des nouvelles de la Suisse et surtout de Genève, je suis votre homme.

DU COMTE MOLÉ.

Paris, 8 juillet 1850.

Vous m'avez vu vivre ici ; mais je crois que depuis votre départ mes journées ont été encore plus remplies de rendez-vous, de commissions, de grandes et petites réunions. Je suis bien las d'une telle vie. Tant que la tâche se bornait à réprimer le désordre, on pouvait constater le prix de ses efforts; mais aujourd'hui qu'il s'agirait de donner à l'ordre des garanties, et aussi de préparer l'avenir, la faiblesse du gouvernement et la division de la majorité rendent tout impossible et le découragement atteint les plus fermes esprits. Cette société gouvernée par les journaux est le produit net des doctrines du XVIIIe siècle arrivées à leurs dernières conséquences. Elle se dévorera elle-même si Dieu ne suscite encore une fois un génie comme celui de Napoléon, l'antipode de 1789, et qui comprenne qu'aucune société ne peut être fondée sur le droit individuel et gouvernée par des discours et des articles de journaux.

La chaleur m'a rendu des maux d'entrailles auxquels je n'échappe jamais complètement pendant

l'été. Je compte demander un congé après que le sort de la loi du *timbre* aura été décidé. Ce sera le premier et le seul depuis que j'ai l'honneur d'être représentant à l'une et l'autre Assemblée. Je reviendrai avant la clôture et je crains bien de ne pouvoir échapper à être membre de la commission des 25 (1).

DE M. GUIZOT.

Val Richer, 9 juillet 1850.

Mon cher ami, je voudrais vous envoyer des pronostics un peu moins sombres que les vôtres. Je n'y réussis pas. Je suis allé à Saint-Léonard. J'ai passé à Paris. Je reste comme j'étais quand nous nous sommes séparés. Les honnêtes gens ne gagnent pas ce que les coquins perdent. Les folies sont en déclin, la sagesse n'est pas en progrès. Ce régime-ci ne peut pas s'établir ; mais il peut durer. Nous vivons sous un arbre qui ne grandit ni ne s'enracine, qui ne pousse ni sur terre, ni sous terre, mais qui peut rester longtemps debout.

L'Assemblée se prorogera dans les premiers jours d'août. Pour trois mois, disent les confiants. Pour deux mois au plus, disent les inquiets, et ceux-ci me paraissent en majorité, les légitimistes en tête. Ils craignent un coup fourré pendant la prorogation. Je n'y crois pas. Le président est patient et inerte dans ses chimères. Il attendra 1852; et alors, si on est comme on est aujourd'hui, il faudra bien qu'on le réélise. Il sera aussi seul que l'était le duc d'Orléans

(1) La commission de permanence nommée pour siéger pendant la prorogation. C. B.

en 1830, lorsque nous l'avons proclamé le roi de *notre choix*. Quel fléau que la badauderie arrogante!

J'ai trouvé le roi moins malade que je ne craignais, quoique bien malade. Très maigri, mais point décomposé, la voix ferme, l'œil ferme, l'esprit ferme, parfaitement décidé à guérir et sûr de guérir. J'espère qu'il aura raison. J'ai des nouvelles récentes, le mieux continue et se développe. Il dort, mange, digère, se promène. Les médecins eux-mêmes reprennent confiance. Sa vie n'a jamais été plus nécessaire à sa maison. Il juge très sainement du présent et de l'avenir. « Il n'y a pas de quoi faire en France deux monarchies. Mon petit-fils ne peut pas régner au même titre et aux mêmes conditions que moi qui ai fini par échouer. Il ne peut être que roi légitime, soit par la mort, soit par l'abdication de M. le duc de Bordeaux, soit à son tour. Mais je n'ai, quant à présent, ni résolution à prendre, ni démarche à faire. Je n'ai qu'à attendre. C'est un grand mal que la désunion de la maison de Bourbon. Je n'y ajouterai pas le scandale de la désunion de la maison d'Orléans. Il faut que tous les miens soient de mon avis. Tous mes fils en sont. Mais ce n'est pas tout. Il faut du temps. Il me faut du temps. » Voilà son langage. Si le temps ne manque ni à la France ni à lui, il aura raison. Mais j'ai peur qu'il ne faille plus de temps que Dieu n'en donne, même dans ses faveurs. La crainte de la responsabilité, l'aversion de faire ou de tenter soi-même les événements, le parti pris de n'être qu'instrument de la nécessité, c'est la disposition générale et la grande impuissance de notre temps.

Pauvre sir Robert Peel! Il n'était pas, pour moi, un ami, comme lord Aberdeen, mais nous avons fait en

commun, pendant cinq ans, de la politique sensée et honnête, et dans un sentiment mutuellement amical pour nos deux pays. C'est un lien puissant. L'affliction unanime et respectueuse de l'Angleterre est un beau spectacle. Quel effet fera sa mort sur l'état des partis? Je n'y vois pas clair encore. L'opposition en sera plus unie. Mais le jour où elle deviendrait gouvernement, elle en serait plus faible. Peel, qui était pour les whigs un grand appui, eût été pour les nouvaux conservateurs, non plus un chef actif, mais un patron très utile. A coup sûr, le trésor de Dieu n'est pas épuisé; mais il ne remplace pas, quant à présent, les grandes figures qu'il rappelle à lui.

A M. GUIZOT.

Barante, 24 juillet 1850.

Je voudrais arriver en apportant au moins deux volumes, c'est-à-dire jusqu'au 9 thermidor inclusivement. Je crains d'être trop long, je me laisse aller au goût d'appeler les hommes du passé en témoignage d'eux-mêmes et de leur époque ; mes pages se remplissent de scènes parlementaires, de discussions et de fragments de discours. Quand j'aurai fini, peut-être en retrancherai-je beaucoup. Cette occupation ne m'empêche pas de songer sans cesse au moment présent, et comme vous, je ne vois rien venir qui puisse nous tirer de peine. Sans doute le roi a fort raison ; il n'y a pas de quoi faire deux monarchies ; mais il dit encore plus vrai quand il ne trouve aucune résolution à prendre, aucune démarche à faire. Comme vous, je conçois les avantages de la fusion; mais la

légitimité, si elle n'était pas un gouvernement de juste milieu, ne pourrait subsister, ni même naître. La France aura pour le roi quelconque qui reviendrait plus d'inconvénients et de difficultés que par le passé. La révolution de Février a ruiné la France, la tient dans un provisoire désastreux et la corrompt de jour en jour. Toutefois elle n'a coupé la tête à personne, elle n'a point confisqué, elle est devenue de suite un gouvernement soliveau que chacun brave en s'en moquant ; elle accorde les jouissances funestes d'une anarchie paisible. La réaction ne sera donc point vive, elle ne conférera nulle force à l'autorité. Peu après on ne se souviendra plus de ce qu'on a souffert et de ce qu'on a craint; peut-être l'expérience donnerait-elle plus de facilité pour la répression, mais les précautions préventives seraient difficilement accordées. — Les légitimistes prévoient ce que serait pour eux une pareille restauration et n'en veulent pas; le peu d'hommes raisonnables et politiques de ce parti pourront bien s'en séparer et se mettre avec les conservateurs, mais ils n'emmèneront pas grand monde avec eux. D'ailleurs comment se fera cette grande mutation? Ce ne sera ni par une émeute, ni par un général, ni par le suffrage universel. Il faut que l'Assemblée comprenne que c'est sa mission et qu'elle se mette à avoir de la décision et du courage. Se résoudra t-elle avant 1852 à prolonger ses pouvoirs, à se faire constituante et souveraine? Les trois mois de vacances serviront-ils à lui apprendre ce que la nation attend d'elle ? Quant aux élections, elles seront au moins douteuses dans nos pays, tous les pronostics sont sinistres; si, contre la probabilité, elles étaient bonnes, la nouvelle Assemblée rencontrerait plus d'embarras et de difficultés

que celle-ci. — Pensez-vous quelquefois à une loi d'élections pour le cas échéant d'une nouvelle édition de la monarchie représentative? C'est un château en Espagne que je bâtis dans mes loisirs.

Notre solitude a été un peu distraite par quelques visites venues de Vichy. M. d'Haubersart (1), puis M. Decazes que j'ai trouvé souffrant et cacochyme, mais comme toujours bonhomme et amical. D'ici à deux ou trois jours, M. de Salvandy nous arrivera.

On m'a écrit que vous aviez décliné la délégation de l'Institut pour le Conseil supérieur de l'instruction publique ; on a bien fait de vous élire et il me semble que vous avez bien fait de vous démettre. Ai-je tort de regarder la loi sur les Facultés comme plus importante que l'autre ? Mais quelle loi raisonnable peut-on faire dans une telle situation ?

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Genève, 31 juillet 1850.

Mon cher baron, je suis ici dans des lieux tout pleins de vous. Il n'y a comme de raison personne qui ne sache votre nom et par quels souvenirs ce nom se rattache à ce pays-ci, mais il reste encore quelques-uns de ceux qui vous y ont vu, et tous me chargent de vous parler d'eux. De ce nombre est madame de Châteauvieux dont vous avez tant connu le mari. Vous

(1) Le vicomte d'Haubersart, chef du cabinet de la présidence du conseil, et directeur du personnel au département de l'intérieur sous le ministère Casimir Perier, député du Nord de 1835 à 1837, et de 1842 à 1848, conseiller d'État (1839-1848). C. B.

savez que le gouvernement de ce canton est entièrement livré aux démagogues. Ils n'osent pas faire tout ce qu'ils voudraient ; mais enfin, ils règnent, ils règnent sans partage ; leur chef Fazy, un journaliste échappé du *National*, se fait donner trois cent mille francs en don patriotique. Ces patriciens si fiers de leur pouvoir, ces magnifiques juges sont totalement exclus de la participation aux affaires de l'État, mais ce qui m'étonne, ils en prennent leur parti ; ils semblent reconnaissants de ce qu'on ne leur ait enlevé que l'autorité, et ils se contentent de vivre entre eux, sans laisser le nouveau pouvoir pénétrer par une brèche si petite qu'elle soit, dans la société *du haut de la ville*. Cette résignation à tout souffrir, dès qu'on n'a perdu ni la bourse ni la vie, est un des moyens les plus assurés d'affermir le pouvoir des démagogues, disposition fatale et qui, très apparente à Genève, existe, au fond, partout ailleurs. Nous l'avons bien vu à Paris le lendemain de Février ! Tout le monde me comble de politesses ; ce sont des invitations et des dîners sans fin. Le souvenir de mon grand-père encore très présent ici contribue certainement à cet accueil, dont je suis touché, mais un peu fatigué, aussi vais-je chercher un ou deux mois de solitude sur quelque autre point du lac.

Vous me demandez ce que je suis venu faire à Genève, je vais vous le dire. Depuis quelque temps je rassemble les matériaux d'une histoire de Voltaire, c'est-à-dire d'une histoire du XVIIIe siècle, moins une ennuyeuse politique et une ennuyeuse stratégie qui maintenant n'ont plus d'intérêt pour personne. Quand nous nous reverrons, et j'espère que ce sera bientôt, je vous dirai mon plan ; peut-être n'en

serez-vous pas mécontent. Il ne s'agit pas d'un article de la *Revue des Deux Mondes*, mais d'un ouvrage substantiel en trois ou quatre volumes. Voltaire est bien l'homme qui représente son temps. L'ensemble est imposant, mais le détail dégoûte souvent, principalement à Genève où j'ai trouvé le patriarche en sale déshabillé, surtout dans sa correspondance inédite avec le docteur Tronchin et quelques autres Genevois. Enfin, je veux bâtir le vestibule du Pandémonium dans lequel vous êtes entré. Continuez courageusement, mon cher confrère, vous nous avez tous charmés cet hiver à l'Académie. Je crois que vous avez bien raison de ne pas vouloir citer trop *in extenso* les discours des orateurs de ce temps-là. D'abord, ils sont en général mauvais, et si on les donne en entier, on risque de fatiguer le lecteur. Si au contraire on les abrège, on s'expose au reproche de n'avoir pas cité exactement. Faites-nous du récit le plus possible. Des narrations à la Barante, voilà ce qu'il nous faut.

Ne trouvez-vous pas bien ignoble ce qui se passe entre le président, journaliste sans l'avouer, et l'Assemblée, accusatrice sans en convenir, qui dit aux ministres comme Chrysale à Bélise « : *C'est à vous que je parle, ma sœur !* » Et les espérances des légitimistes, et leurs coalitions avec les *rouges* ! Et nos Burgraves trempant dans tout cela ! On est heureux de n'y prendre aucune part, c'est ce qui nous arrive à vous et à moi.

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 31 juillet 1850.

L'Assemblée a grand besoin de se reposer et de se retremper dans l'opinion commune. Mais chaque représentant ne verra que les gens de son parti et reviendra avec les mêmes préjugés et la même passion. Ainsi toute fusion, conciliation, coalition sera impossible. J'ai pourtant peine à croire que vous laissiez arriver le coup de dés de 1852. Le penchant naturel pour un pouvoir né de la France nouvelle augmente de jour en jour la popularité du président. Hors de Paris, on ne sait pas les griefs qui lui nuisent dans l'opinion parisienne ; ses mésintelligences avec l'Assemblée lui servent au lieu de lui nuire. D'ailleurs, il ne s'agit pas de sa personne, mais de son nom, et surtout de l'éloignement ou du peu d'affection qu'on a pour les autres noms. Telle est la disposition des classes inférieures. La petite bourgeoisie est moins républicaine, les conservateurs découragés, les légitimistes insupportables, et ces diverses fractions de notre déplorable société, quelle que soit l'opinion de chacune, sont sans énergie, sans nulle envie de se mettre en mouvement. Tout ce qui se ferait dans les hautes régions politiques serait accepté sous la condition que la mutation soit opérée promptement, en un tour de main ou par une majorité forte et compacte qui marcherait au but hardiment et à ciel ouvert. Si cela est impossible, si la majorité qui vient de se disloquer misérablement ne peut pas se réformer, il y aura une autre coalition qui travaillera

avec et pour le président et prolongera ses pouvoirs ; on le fera empereur.

Me voilà maintenant si bien monté, comme une pendule, pour ma tâche journalière, que j'en suis bien rarement dérangé. Je trouve facilement les cinq heures de travail qui me suffisent ; mais je ne lis plus, même quand j'en aurais le loisir, je n'ai d'attention et d'intérêt que pour ma besogne. Je viens pourtant de me remettre à *Outre-Tombe* que j'avais laissé de côté. A ce propos, que dites-vous de l'article d'Albert de Broglie (1) ? Il est d'une verdeur peu commune en ces temps-ci. J'en signerais les pensées et le jugement. N'est-ce pas une justice morale que tant d'orgueil, d'égoïsme et de malveillance aient noyé et abimé ce qu'il y avait de talent, d'esprit et de goût dans cette haute intelligence.

Il n'y a pas beaucoup d'années que j'ai lu ou relu Guy Patin. Il est ce que vous dites, mais cette goguenarderie bourgeoise et cette fronderie étaient de son temps, c'est un caractère éminemment français qu'on constate à toute époque jusqu'à notre ère révolutionnaire où cet esprit a perdu son langage naturel et son ton dégagé pour se draper dans la pédanterie et la déclamation.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 27 août 1850.

Le pauvre roi touche au terme de sa laborieuse carrière. Quelle différence pour sa mémoire si un de

(1) *Mémoires d'Outre-Tombe de M. de Chateaubriand, étude morale et littéraire.* (*Revue des Deux Mondes* 1er juillet 1850). C. B.

ses nombreux assassins avait eu l'œil plus juste et la main plus ferme. L'histoire impartiale lui devra cependant encore une assez belle part. Il n'avait pas bien mesuré en 1830 les difficultés de la tâche qu'il s'est laissé imposer, et il est mort à la peine en luttant contre l'impossible. Mais les dix-huit années de son règne marqueront dans notre histoire comme l'époque la plus heureuse, la plus libre, de tout point la plus prospère qu'il ait été donné à la France de traverser. Sa mort laissera bien des douleurs, et, je le crains, bien des dangers à sa famille. Rien n'a été fait de ce qui pouvait nous garantir contre les hasards d'une politique aventureuse. Peut-être rien ne pouvait être fait ? Peut-être la France est-elle incurable, et va-t-elle subir la loi commune de la création? Je demandais l'autre jour à M. Guizot s'il désespérait de l'avenir ? Il m'a répondu que non parce qu'il n'était pas désespérable. Je ne vois pas qu'on puisse avoir d'autre motif de confiance.

Avancez-vous dans votre travail, mon cher ami; je crois que vous et moi avons choisi la bonne part en renonçant à nous occuper du présent pour vivre dans le passé. Nos besognes sont ajustées à nos tailles. Vous savez bien écrire et savez manœuvrer dans le grand champ de bataille historique. Vous avez à dessiner de monstrueux portraits, à raconter d'épouvantables catastrophes. Moi je déviderai mon petit écheveau de coton point trop embrouillé, et je ne peux prétendre ni aux grands effets ni à un vif intérêt. Le plus sûr de mon profit, c'est le plaisir que j'y prends. Je me promets de vous en montrer cet hiver quelques chapitres.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Villeneuve (1), 31 août 1850.

Vous regrettez, mon cher baron, que votre histoire de la Convention prenne des dimensions plus vastes. Permettez-moi de m'en réjouir. Que vous êtes heureux de traiter un sujet où il ne peut y avoir de doute sur la manière de l'envisager. Il n'y a eu qu'un Lamartine pour trouver que tout ce sang versé par des bouchers miroitait agréablement au soleil et y brillait comme les plus belles teintes de la pourpre de Tyr. L'hésitation n'est pas possible sur les sentiments que doit inspirer une pareille époque. Pour tout autre qu'un sophiste ou un scélérat elle est atroce, et vous prouverez de plus qu'elle est grotesque. Mais que dire de l'époque précédente, de celle dont je me suis chargé ? Où était le droit, où était le devoir ? Est-ce dans un gouvernement aveugle qui s'obstinait à ne pas tenter la révolution que seul il pouvait entreprendre efficacement, ou dans les hommes qui ne pouvant l'y engager ont été jusqu'à l'y contraindre ? Fallait-il respecter cet édifice vermoulu ? Est-ce un crime d'y avoir porté la main, car on ne peut plus se le dissimuler, y mettre le doigt c'était y mettre la hache, et 93 découle de 89 plus logiquement que je ne le voudrais. Et la religion ? Et le clergé ? Ils ont été attaqués d'une manière bien odieuse, mais comment se sont-ils défendus ? Ne se sont-ils pas abandonnés eux-mêmes ? Voltaire eût-il été possible en présence de Bossuet ? Quant à moi, je ne le crois pas. Enfin

(1) Dans le canton de Vaud. C. B.

qui est-ce qui a eu raison? Je ne dis pas de Rousseau et de Voltaire, mais de Turgot, mais de Malesherbes, mais de vous, mais de moi, ou bien des ultras, des encroûtés, des ganaches, des énergumènes qui ont toujours crié contre les réformes les plus indispensables, attribuant tous nos malheurs à ce qu'ils appelaient les idées libérales. Ah! sans ce misérable 24 Février, la réponse serait aisée. Mais que dire lorsqu'on aboutit à un pareil dénouement? Les détails ne m'embarrassent pas dans le sujet; je crois qu'on peut, sans beaucoup de peine, les présenter d'une manière agréable et piquante. Mais le plan, mais le parti à prendre, mais le départ à faire entre le juste et l'injuste; entre le criminel et le permis, voilà ce qui m'arrête et sur quoi j'ai besoin non seulement des conseils du jeune auteur du *Tableau de la littérature au* XVIII[e] *siècle*, mais de l'homme d'État, du moraliste qui, depuis ce beau travail, a ajouté à ses impressions premières l'expérience du reste de sa vie. Je vous ai dit ce qui m'intimide, non à cause du *qu'en dira-t-on* et de la réaction à la mode — je ne crains pas beaucoup de mécontenter les opinions qui ne sont pas les miennes, — mais à cause de moi-même et de ma conscience d'historien.

J'ai trouvé ici par hasard des lettres inédites de madame de Staël à madame de Charrière. Elle y a mis, comme c'était son habitude, beaucoup plus de naturel que dans ses plus beaux ouvrages. Il y en a une entre autres où elle discute les malheurs d'une héroïne de roman,... puis tout à coup elle se souvient qu'on est en 93 et elle ajoute :... « Mais aujourd'hui tout est si fort, si violent, si terrible qu'on n'appelle plus douleurs que les tourments de la roue. » En 1850 nous dirions en retournant cette phrase :

« Mais aujourd'hui tout est si plat, si pitoyable qu'on ne sentirait plus d'autres douleurs que le vide de la bourse et le refroidissement du pot-au-feu. »

A MADAME ANISSON DU PERRON.

Barante, 6 septembre 1850.

La mort du roi m'a causé une profonde impression de tristesse. Sa fin a été semblable à sa vie sensée, courageuse, patiente, calme. Il me semble qu'avec lui disparait chez nous toute espérance de monarchie constitutionnelle. Quelles seront les conséquences de sa mort? Je ne les devine pas plus qu'aucune autre portion de l'avenir. Dieu veuille que sa famille hérite de sa prudence, et de cette habileté sage et honnête qui consiste à attendre, sans complots, sans projets, sans prétentions avouées.

Nos autres prétendants ou du moins leurs partisans paraissent plus pressés. Le pèlerinage de Wiesbaden (1) est une bien pauvre démonstration. Aller saluer son roi à la porte du royaume, comme pour constater qu'il ne peut pas entrer, est une idée peu réfléchie. Je ne puis imaginer ce que l'on fera des colères de la Montagne, des illusions légitimistes et des

(1) M. le comte de Chambord, de passage au mois d'août à Wiesbaden, y avait reçu les principaux députés légitimistes, auxquels s'étaient adjoints quelques collègues, amis de la branche cadette, tels que MM. de Salvandy et Vesin. Des députations d'ouvriers et de paysans, des négociants, des propriétaires ruraux et quelques prêtres grossirent encore le nombre des visiteurs, qui fut environ d'un millier. C. B.

velléités ambitieuses du président. Ces trois impuissances resteront-elles en équilibre? Ou bien y aura-t-il quelque folle témérité tentée par l'une des trois? Si elles se tiennent patiemment en attente de l'avenir, se laissera-t-on couler jusqu'au redoutable écueil de 1852? Dans notre province nous augurons fort mal des élections législatives.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 12 octobre 1850.

Ma dernière lettre vous annonçait la mort du roi, et celle-ci pourrait vous annoncer, je le crains bien, la mort de la reine des Belges.

Quelles épreuves pour notre pauvre reine. Que Dieu console et bénisse ses douleurs! Je n'espère pas que ce soit par des prospérités prochaines, les bonnes têtes de notre parti s'éloignent de la voie qui me semblerait la bonne. L'impopularité des légitimistes les effraie et je ne puis nier qu'elle ne soit grande. L'effet produit par la circulaire Barthélemy (1) me semble

(1) M. le comte de Chambord avait condamné à Wiesbaden la doctrine de l'*appel au peuple* préconisée par M. de la Rochejaquelein. Une circulaire signée par M. de Barthélemy, secrétaire du comité légitimiste de la rue de la Sourdière, fut presque aussitôt adressée aux comités de province pour leur notifier cette désapprobation et pour désigner en même temps cinq mandataires qui seraient désormais les seuls organes officiels du prétendant. Ce document, âpre et absolu dans la forme, insistait sur la nécessité de la discipline, seul capable de relever le principe d'autorité... Cette malheureuse circulaire, regardée

en fournir une preuve nouvelle. Entre nous, sauf la rédaction qui est maladroite, le fond de cette pièce me semble exposer la vraie doctrine du parti. Pour ma part, je m'en accommoderais fort bien, mais personne n'en veut, cela est évident. Berryer lui-même renonce à expliquer ou à avouer devant l'Assemblée que la souveraineté du peuple n'est pas le droit divin de notre siècle. Cependant la logique, et la pratique constatent que la souveraineté nationale aboutit au suffrage universel. Le comte de Chambord n'a-t-il pas raison de ne pas vouloir s'engager dans cette voie. — L'opinion y pousse, je le sais, et vous dites, mon cher ami, qu'elle est reine du monde. Soit; mais vous dites aussi que son règne est dur et insensé.

Au fait, « les droits des peuples et les droits des rois ne s'accordent que dans le silence ». — C'est le cardinal de Retz qui l'a dit. — Depuis soixante ans nous vivons de discussion, et ce régime nous a conduit à ne plus rien croire ni rien aimer. J'aime mieux le knout. Un bon coup de bâton me semble désormais plus moral et plus utile qu'un beau discours. Si j'avais encore ma part d'action à remplir sur la terre, je respecterais davantage mes antécédents, mais, grâce à Dieu, je suis inutile et vieux, et rien ne me gêne pour brûler ce que j'ai adoré.

Je crois probable que l'Assemblée prorogera les pouvoirs du président. Saint-Marc-Girardin, qui hier était ici, le juge probable. M. Thiers est revenu de Clare-

(à tort sans aucun doute) comme l'indice d'une politique rétrograde, ajouta un nouvel obstacle à l'œuvre si difficile de la *fusion*. (*Histoire de la seconde République française*, par Pierre de la Gorce, t. II, p. 358, 359.)

mont disant qu'il faut accorder jusqu'à la majorité du Comte de Paris. L'opinion de la commission permanente est très divisée. Je ne sais ce qui s'y est passé hier que par les journaux et ils se contredisent.

M. Guizot nous a présidé hier à l'Académie. Madame de Lieven reste chez elle tous les soirs et est fort soignée.

DE LA PRINCESSE DE LIEVEN.

Paris, 23 octobre 1850.

J'ai fait pendant deux mois Ems et Schlangenbad. J'ai eu tous les guignons du monde avec ma grande-duchesse. La grande-duchesse Hélène voulant me faire postillonner pour aller la voir, à quoi je me suis refusée, et de quoi elle est très blessée. La grande-duchesse Olga par contre faisant toute une journée de voyage pour me voir à Heidelberg, où elle m'avait donné rendez-vous, et où, en fait de ruines, elle n'a trouvé que les ruines du château et moi recevant à Paris, le jour fixé pour le rendez-vous, la lettre où elle me le propose. Tout cela sans ma faute, mais qui est nouveau pour des grandes-duchesses. J'ai surtout regretté la grande-duchesse Olga, bonne et ravissante. Elles ont vu Thiers à Bade qui ne l'a pas su. La reine de Hollande est folle de lui, et lui d'elle. La princesse de Prusse, son mari, le roi de Wurtemberg l'ont gâté, choyé, et il est revenu bien fat.

Je suis bien reposée à Paris. Je n'y suis pas seule, on vient tous les soirs, le corps diplomatique est mon fond. Bientôt les amis plus solides arriveront. M. Guizot sera ici le 1er novembre. J'ai vu souvent

M. Molé à Champlâtreux, hier encore. Il est fort vieilli sans être cassé. Comme tout le monde, il regarde la prolongation comme nécessaire. On ne sait comment elle viendra, mais il faudra qu'elle vienne. La paix se remet entre l'Élysée et le général Changarnier, ou plutôt la trêve se renouvelle.

L'Elysée, plus anglais que jamais. Le général de Lahitte pas du tout, voulant rester neutre dans la question de l'Allemagne (1). On vous attribue une

(1) L'Allemagne unitaire de 1848 redevenait une Allemagne fédérale, mais la lutte entre la Prusse et l'Autriche, pour en devenir la puissance prépondérante et directrice, n'en continuait pas moins. Dès le lendemain de la disparition de l'Assemblée nationale de Francfort, la Prusse s'était empressée de former avec un certain nombre d'États une fédération dite *Union restreinte*. L'Autriche lui avait immédiatement opposé le projet de la Confédération générale. La Prusse dut y accéder et envoyer ses représentants siéger à la Commission provisoire plénière de Francfort. Elle ne voulut pas toutefois cesser d'organiser l'union restreinte dont le groupe important pouvait lui donner l'hégémonie dans la grande Confédération. Bientôt cependant la Saxe s'en détachait, et, avec la Bavière et le Wurtemberg, constituait contre l'union prussienne une union particulière destinée à préparer le victoire définitive de l'Autriche. En 1850 la situation était donc celle-ci : une confédération générale en organisation, dans le sein de laquelle évoluaient deux fédérations partielles. Chaque État appartenait à une de ces fédérations et à la fédération plénière, sauf le Hanovre, libre de tout engagement, et l'Autriche, qui ne participait qu'à la Commission de Francfort, tout en inspirant l'*Union de Munich*.

Les négociations, les combinaisons se succédaient entre toutes ces influences contradictoires, lorsqu'un conflit des plus graves vint à s'élever entre le Parlement

double diplomatie, et ce serait M. de Persigny qui la mènerait.

Varsovie va décider du sort de l'Allemagne. La guerre ou la paix. On est très compromis, trop compromis de part et d'autre. L'Autriche très décidée, très préparée ; douze jours ne peuvent pas se passer sans qu'un éclat ne se produise. Nous avons 200 000 hommes sur la frontière de Prusse. Mais les liens de famille sont puissants et l'impératrice est à Varsovie. Les diplomates ici sont bien curieux et encore plus inquiets. Quant à vos affaires, je vous renvoie au 11 novembre (1). Cela sera vif pour commencer, mais vous voyez ce que la malheureuse cir-

radical de la Hesse électorale et l'Électeur. L'Électeur réclama l'intervention de la Confédération plénière ; ses adversaires, celle de l'Union prussienne. L'Autriche, au nom de la Commission de Francfort, fit entrer ses troupes sur le territoire de la Hesse en même temps qu'y pénétrait l'armée prussienne au nom de l'Union restreinte. La guerre entre les deux grandes nations de l'Allemagne devenait imminente, quand la Russie menaça de jeter son épée dans la balance en faveur de l'Autriche, puissance dont la politique était nettement antirévolutionnaire, tandis que la Prusse avait cherché plutôt à tirer parti du mouvement révolutionnaire qu'à le combattre. Une convention conclue à Olmutz finit par terminer l'incident. On décida qu'un corps d'armée prussien coopérerait avec un corps d'armée fédéral austro-bavarois, au rétablissement de l'Électeur. Aux négociations d'Olmutz succédèrent peu après les conférences de Dresde, où le pacte fédéral, tel qu'il existait de 1815 à 1848, fut purement et simplement rétabli. C. B.

(1) Date de la reprise des séances de l'Assemblée législative C. B.

culaire de Wiesbaden a jeté de trouble dans les rangs des conservateurs et même des légitimistes. Jusque-là les affaires allaient bien, et les relations de famille sont reprises entre Claremont et Frohsdorff; la duchesse d'Orléans faisant seule obstacle à ce que cela soit plus intime, mais son influence est fort diminuée depuis la mort du roi. C'est la reine qui est puissante et admirable.

Aujourd'hui, la Belgique la demande. Elle est bien nécessaire au roi Léopold qui a tout perdu en perdant sa femme. La reine Amélie a promis de revenir. Léopold est très impopulaire. S'il n'avait pas renvoyé sa maitresse quinze jours avant la mort de sa femme, la populace lui faisait un mauvais parti. Il tiendra difficilement sur son trône.

Voilà que je bavarde et je fatigue mes yeux à votre service; et vous, ingrat, vous ne me dites pas seulement quand je vous reverrai! Comment puis-je deviner ce qu'il vous faut de temps encore pour achever votre ouvrage? Je ne l'aime pas du tout, voyez-vous. Vous emploierez bien mieux votre temps chez moi à quatre heures. Quel dommage que vous soyez loin! Que de choses à vous dire, que de choses perdues!

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Sagan, 4 novembre 1850.

J'ai été bien touchée, cher et excellent ami, d'avoir trouvé l'expression d'une inquiète amitié dans votre affectueuse lettre du 30 septembre : celle d'une amitié rassurée dans les lignes que vous m'avez écrites le 18 octobre. La mienne est satisfaite, émue, de

voir que je suis, malgré les longues séparations, pour quelque chose dans vos pensées ; de sentir qu'elles me cherchent avec sollicitude et affection. Soyez bien certain que dans mes longues heures de méditation, de rêverie, d'évocation du passé (car il n'y a plus que du passé dans ma vie), votre image vient jeter un charme à travers tous les souvenirs qui se rattachent à votre nom, à votre doux commerce, et à tous les moments sérieux, graves, suprêmes; comme à ceux plus faciles et plus variés, que nous avons trouvés dans un échange sympathique, animé, tels que la vie actuelle n'en offre plus à personne. Car les plaisirs de l'esprit, les épanchements abondants, exigent une autre atmosphère que celle des révolutions; nous sommes comme suspendus dans la région des destructions! Cependant un vent de paix souffle de Varsovie sur notre pauvre Allemagne si for en désarroi! Mais c'est flamberge au vent que l'autocrate impose la paix. On n'est plus chez nous occupé qu'à décorer sous une forme convenable une retraite qu'on aurait pu s'épargner, si on avait été moins arrogant. Si les difficultés extérieures se terminent enfin, sur la médiation moscovite, il nous restera encore bien des difficultés intérieures à aplanir, que sur des concessions arrachées à la faiblesse, on s'est *légalement* créées : ce qui les rend bien plus difficiles à déblayer. On tentera de *tourner*, *d'escobarder*; cela réussit rarement!

J'ai été pour la fête du roi à Potsdam. Je resterai ici jusqu'après le jour de l'an; si à cette époque ma santé me le permet, si je me sens un peu *in spirits*, j'irai passer six semaines à Berlin; non pas que j'en aie envie : mais parce que convenance, reconnais-

sance, devoir, m'y appellent. Mes préférences sont pour la solitude et le silence; je deviens quelque peu farouche; et puis, sans être malade comme avant les eaux, ma santé est pleine d'arrêts, il me faut y regarder, lui obéir; cela ne rend pas aimable, cela ne facilite pas les déplacements : on craint le froid, on craint le chaud, on redoute le vent; on n'aime guère à se tenir debout, on déteste de s'habiller, on se fatigue de causer, on ne sait que dire aux indifférents; on s'émeut vite, parce qu'on est faible; on s'impatiente, on s'alarme, parce que l'énergie est épuisée; bref on n'est plus bonne au monde, ni pour ce qui fatigue, ce qui ennuie, ni même pour ce qui touche encore les cordes sensibles. Il arrive un moment où elles ne peuvent plus vibrer que douloureusement!

Ne croyez pas que je m'ennuie ici; au contraire, plus j'y suis seule et plus je me sens à l'aise. Et cependant je lis peu, j'écris rarement, car l'application des yeux épuise facilement mes nerfs; je ne cause guère; mais j'écoute ce qu'on me dit sur mes pauvres et mes malades, auxquels je dédie ce qui me reste d'activité; je travaille pour eux; et je me délasse dans mon jardin que je soigne. J'ai tort cependant de dire que je ne cause pas. Si fait, je cause, et beaucoup. Ce n'est pas que je trouve mon interlocuteur bien aimable; mais nous nous connaissons depuis que je suis au monde, ce qui fait qu'il a réponse à tout. Mais pour pouvoir le questionner, il me faut la solitude absolue de mon cabinet. J'en aime la retraite cloîtrée.

Je vous dirai à *vous*, avec la prière de n'en parler à personne, que très probablement je serai forcée pour affaires indispensables d'aller au printemps prochain passer quelques semaines en France. Si ce voyage,

que je redoute à tant d'égards, doit avoir pour moi un *sourire*, il faut qu'il me vienne de vous. Ne faites pas comme en 1847; ne me laissez pas à portée sans me serrer la main. Vous n'êtes plus jeune, et je me sens bien vieille : il n'y a plus à se fier au temps! Adieu, cher et bien cher ami; vous devez sentir combien je vous suis vivement attachée!

P.-S. — La sainte reine Marie-Amélie a dit au moment où elle perdait sa fille Louise : « Je ne suis plus sur la terre que pour envoyer des âmes au ciel. »

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 8 novembre 1850.

Il est temps, mon cher baron, que je vous donne des nouvelles de Paris. Elles sont assez étranges dans leur obscurité pour avoir besoin d'un commentaire. Lorsque je suis arrivé ici, j'ai trouvé tout le monde dans la consternation, c'est-à-dire tout le monde des salons, car la rue était parfaitement tranquille. On ne savait ce que deviendrait la querelle du président et de Changarnier, qui a été plus vive qu'on ne saurait l'imaginer, et on n'était pas même sûr de pouvoir arriver paisiblement jusqu'à l'ouverture de l'Assemblée. Il n'y a pourtant plus que huit jours à attendre, disais-je en voyant toutes ces alarmes. — Huit jours! m'a-t-on répondu, mais c'est beaucoup! Et la personne qui tenait ce langage n'était ni un pessimiste ni un homme mal informé. C'était M. Pasquier. Le lendemain à la vérité tout avait changé de face et, selon notre louable et incorrigible coutume, l'excès de la confiance avait succédé à l'excès du découragement. Le président

et Changarnier s'étaient réconciliés. Tenez cependant cela pour une réconciliation normande. J'ai vu l'un des deux. Vous devinez bien lequel. J'ai causé avec lui une demi-heure, et malgré sa réserve j'ai vu très clairement que le ressentiment était loin d'être calmé. Il éclatera au premier jour, soyez-en bien sûr. Que pourra-t-il en résulter? Cela est bien incertain, du moins à mon sens, car enfin rien ne me prouve que Changarnier soit entièrement maître des troupes! Quant à la prorogation des pouvoirs, on paraît ne plus y penser du tout. Les légitimistes font tout ce qu'ils peuvent pour l'empêcher, et ceux qui reçoivent le mot d'ordre de Claremont sont en ce point parfaitement d'accord avec les légitimistes. Les Burgraves eux-mêmes semblent éloignés de cette idée, ce qui ne les empêchera pas peut-être de la présenter comme un moyen de salut dans quinze jours. Quoi qu'il en soit, le vent actuel ne souffle pas du côté de la prorogation des pouvoirs. Comme vous pouvez bien le penser, de telles dispositions ne sont pas propres à porter le calme et le bon sens dans la tête présidentielle. On assure, et ce n'est pas un bruit de café, mais une opinion *très bien portée*, même accréditée chez les Burgraves de la meilleure faiseuse, on assure qu'en désespoir de cause et comme dernière carte à jouer, le président s'était réservé... quoi? — Une bagatelle! — La guerre! Aussi regarde-t-on comme un vrai bonheur que le renvoi de M. Radowitz (1) et la résipiscence de la Prusse en aient rendu les chances improbables et même impossibles.

(1) Le ministre des affaires étrangères de Prusse, remplacé le 3 novembre par le comte de Brandenbourg. C. B.

L'empereur Nicolas entre la Prusse et l'Autriche ne vous fait-il pas l'effet de Don Juan entre Charlotte et Mathurine? Au reste, il les gourmande plus qu'il ne les cajole. Quel rôle! Mais comme l'homme se retrouve toujours partout et le siffleur à côté du triomphateur. On me dit que l'empereur est très inquiet de sa santé et que son foie est en fort mauvais état. C'est le grain de sable de Pascal. N'importe, dût-il mourir bientôt, il est beau de quitter la vie dans son point le plus brillant. C'est un avantage que n'a pas eu le pauvre roi, qui au reste est mort de chagrin.

DE M. GUIZOT.

Paris, 3 décembre 1850.

Mon cher ami, je viens de vous faire envoyer *Monk*. Vous aurez déjà lu les préfaces dans les journaux. Le volume vous amusera, je crois. Je suppose que vous avez *Washington*. Je n'y ai rien changé.

Je suis sûr que vous voyez la situation telle qu'elle est. Deux ou trois fois déjà, quelques personnes se sont donné bien de la peine pour y faire une crise, à propos des revues de Satory, de la proposition Creton (1), etc. Elles n'ont pas réussi, et ne réussiront

(1) M. Creton avait déposé une proposition qui rouvrait aux membres de la dynastie de Bourbon les portes de la patrie. Les légitimistes voyaient cette motion avec indifférence, estimant que leur chef ne pouvait rentrer qu'en souverain. Quant aux princes d'Orléans, ils enduraient impatiemment l'exil. La proposition Creton, ajournée deux fois, vint à l'ordre du jour le 1er mars 1851. Un nouvel ajournement fut demandé et voté avec le concours des amis

pas de sitôt. Le pays ne veut pas de crise, et donnera tour à tour sur les doigts à tous ceux qui en voudront faire, gouvernement ou opposition, président ou Assemblée, orléanistes, légitimistes ou montagnards. On ne peut préparer que l'avenir légal, la question de la revision de la constitution l'été prochain, puis, si elle passe, l'élection d'une Assemblée constituante qui revisera en effet la constitution l'hiver prochain, et qui aura tous les pouvoirs au printemps de 1852, quand les pouvoirs actuels expireront. Aux amateurs de crises, je prédis des échecs. Aux amateurs de plans, je propose celui-là. Êtes-vous de mon avis?

Je persiste du reste dans les idées que vous connaissez.

Revenez donc. Je regrette que vous n'ayez pas été là pour voter pour M. Nisard. Nous voterons tous pour M. de Montalembert, en janvier, je pense. Cela m'amuse d'être chargé de le recevoir.

Je n'ai jamais cru à la guerre allemande, et il me parait que j'ai eu raison. Mais la paix ne sera, j'en ai peur, qu'une fausse paix. Il y a là des questions que la paix n'éteindra pas et que la guerre seule peut résoudre. Les grands États allemands sont ambitieux et les petits sont révolutionnaires. Cela ne peut pas aller. Une grande guerre allemande, ou un congrès européen, il faut l'un de ces deux moyens pour refaire

de Henri V. Les fils de Louis-Philippe ressentirent vivement ce nouveau coup. Les journaux de leur parti accentuèrent leurs plaintes; la presse légitimiste répondit avec aigreur, et l'abîme qui allait peut-être se combler se creusa de nouveau. (*Histoire de la seconde République française*, par Pierre de la Gorce, t. II, p. 360, 361.)

une Allemagne. Tant que la France sera ce qu'elle est et que l'Angleterre aura le ministre qu'elle a, le congrès européen est impossible. Des ajournements pacifiques, nous n'aurons que cela.

J'espère que tout va bien autour de vous. Je sais que vous avez eu du monde l'été dernier. On me dit que Barante est un lieu charmant, maison et pays.

A M. ANISSON DU PERRON.

Barante, 6 décembre 1850.

J'espère, mon cher ami, que cette lettre vous arrivera à Broglie. Je l'y adresse pour que vous me rappeliez au bon souvenir des habitants du château : l'inconvénient d'un manoir éloigné de Paris et des régions environnantes, c'est de ne pouvoir facilement aller de temps en temps faire ces visites de campagne qui sont les meilleures de toutes. J'aimerais beaucoup à passer une semaine ou deux en si bonne société où l'esprit se ranime et se renouvelle. Je suppose que vous n'y avez point trouvé le duc de Broglie. Il remplit sans doute avec une scrupuleuse exactitude ses devoirs de représentant. Il y apporte une complète abnégation. S'il avait la conscience d'être plus utile en se manifestant davantage, il ne garderait point ce complet silence et ne se tiendrait pas en arrière des semblants de combinaisons et des apparences de projets où d'autres hommes politiques placent leur nom. Nous en sommes encore, à ce qu'il me paraît, à un moment où il y a beaucoup de choses à empêcher et rien à faire ; il se peut cependant que l'instant approche où la situation deviendra critique et com-

portera quelque grave changement qui, si je ne me trompe, ne serait pas encore une solution.

Les réflexions de M. Guizot sont judicieuses et montrent la sagacité qu'il apporte toujours dans l'examen des circonstances générales : en résultat, il expose surtout les différences tranchées qui existent entre les hommes et la nation de 1660 en Angleterre et de 1850 en France. La possibilité d'une restauration est bien autrement empêchée dans notre malheureux pays. L'opinion publique n'est point disposée à être tout à fait docile à l'Assemblée qui est censée la représenter, et cette Assemblée ne peut être hardie dans ses déterminations : l'armée n'appartient pas à ses généraux. Puis la circonstance des deux légitimités est capitale, c'est là surtout ce qui produit l'indécision et l'impuissance. La fusion aurait moins d'avantages que M. de Salvandy ne se l'imagine. Je crois même que M. Guizot en suppose plus que je n'en espère. Mais qu'importe ce que nous en pensons, ce n'est pas quelques hommes, quelque considérables qu'ils soient, qui trancheront la question. Le fait est que si on ne fait pas de Henri V le successeur du roi Louis-Philippe, et s'il veut rester le successeur de Charles X, il ne passera jamais la frontière. Si la France est gouvernable, c'est dans les conditions qui nous ont donné dix-huit années de calme et de prospérité. Les réactions, le pouvoir absolu, une majesté de Louis XIV, sont autant de rêveries. Il ne s'agit pas de ce qu'on regrette ou de ce qu'on souhaite; les gens raisonnables ne doivent songer qu'à ce qui est possible ou probable. Mais, le parti dont le comte de Chambord est le drapeau préfère la république, l'empire, ou même le socialisme, au cha-

grin de se voir gouverné par les hommes de la France nouvelle.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 31 décembre 1850.

Bon jour bon an, mon cher baron, ou plutôt trêve de souhaits de bonne année. Comment oser en faire? N'y a-t-il pas eu à chaque renouvellement déception complète. Tâchons donc d'oublier la division du temps, puisqu'elle ne nous promet rien de favorable.

Décidément l'Assemblée et le président sont comme chien et chat. Ils ne cherchent qu'à se jouer des tours réciproques. Les orléanistes pur sang, ceux que conduit M. Thiers, sont furieux contre M. Molé; les légitimistes, sans se fier entièrement à lui, le ménagent beaucoup. Il a une réunion où il n'y a pas de légitimistes, mais elle n'en est pas moins au fond de cette couleur. Vitet, Montebello, en général les amis de M. Guizot, en font partie, ce qui n'empêche pas M. Molé d'être favorable au président et de travailler, dit-on, en dessous main, à lui faire avoir ses trois millions. C'est un dédale d'intrigues auquel on ne comprend rien. La seule chose qui s'y puisse démêler, c'est que les légitimistes sont découragés, les orléanistes encore plus, que Changarnier est en baisse, que tous ont fait des fautes grossières, et que le président, qui n'en a pas fait de moins grandes, profite, en fin de compte, de toutes celles de ses adversaires, dont la somme totale est supérieure à celle de ses fautes à lui.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 31 décembre 1850.

Au 13 mai prochain, l'Assemblée aura atteint le terme où il lui sera permis de parler de revision. Si trois fois avec un intervalle d'un mois entre chaque délibération vous décrétez cette revision, il y aura, selon le texte constitutionnel, une Constituante à élire, sans que pour cela il y ait dissolution de la Législative. L'une pourra refaire une constitution, et l'autre continuer à s'occuper des lois et des affaires courantes. Les députés pourront même siéger dans les deux Assemblées puisque les deux mandats seraient compatibles. Les élections se feraient de cette manière sous l'influence et l'autorité du gouvernement, tel qu'il est aujourd'hui, et les chances seraient meilleures. Sans doute il y aurait du hasard et du risque, mais bien moins qu'en 1852. Pourquoi les légitimistes seraient-ils contraires à cette combinaison? Ne comptent-ils pas sur le suffrage universel? N'est-ce point la seule porte par où ils veulent faire arriver Henri V? Le président n'a-t-il pas, de son côté, bon espoir dans les urnes électorales? Ne joue-t-il pas sur cette chance? Quant aux conservateurs, orléanistes ou non, c'est une marche qui leur convient. Il n'en résultera pas une solution ou du moins un provisoire moins mal arrangé. — Je ne sais pas ce que pensent les divers hommes politiques de cette interprétation du texte sacré. Je suppose qu'ils en connaissent la possibilité, les avantages et les inconvénients et qu'ils en délibèrent dans leur sagesse. Resterait ensuite à persuader les partis, ce qui n'est jamais chose facile.

Barante, 3 février 1851.

Si je voulais, cher Frédéric, attendre que le monde politique eût retrouvé ce calme provisoire dont la France se contente depuis deux ans, je ne viendrais pas de si tôt à Paris. La situation est, ce me semble, essentiellement critique. Selon ce que je crois, ou, pour parler plus exactement, selon ce que je sais, la crise ne peut être attribuée à l'Assemblée. Elle est si divisée que tout projet, toute tendance même, lui est impossible. Rien n'en peut sortir, même des folies. Il n'en est pas de même du président. J'ignore quelle peut être sa valeur personnelle; mais il est entouré d'intrigants subalternes, déraisonnables aventuriers, avides d'argent. Est-ce lui qui les emploie? Ou bien se servent-ils de lui? C'est l'un et l'autre sans doute. Toujours est-il que les serviteurs et le maître sont inséparables; ajoutez à cette influence une famille abîmée de dettes, d'une rapacité exigeante, d'une ambition insensée. L'Assemblée aura à se heurter contre des tentatives d'usurpation de pouvoir absolu, avec ou sans titre impérial. Je suis porté à préférer les mesures de précaution aux luttes ouvertes; c'est en ce sens que je voterais peut-être autrement que vous, si j'étais condamné à choisir entre les bulletins bleus ou blancs. J'écarte de mon esprit toute idée de regret et d'affection; je ne tiens pas compte de la sincère conviction où je suis de la nécessité d'un gouvernement représentatif; j'admets qu'il nous faudrait un pouvoir absolu; mais du moins le faudrait-il honorable, intelligent, impartial, grave. Aucune de ces conditions ne se trouve ici. Le despotisme, qui se met en question, ne serait

qu'une nouvelle phase révolutionnaire, à supposer que son 18 Brumaire ne fût pas un pitoyable avortement. — Voilà le problème qui sera agité pendant l'année qui commence.

Nous arriverons vers le 20 de ce mois. Je travaille, mais avec moins de diligence depuis que je ne compte plus commencer la publication. Pourrais-je espérer des lecteurs dans un tel moment? Les révolutions passées doivent être regardées du rivage, lorsqu'on a échappé à la tempête. Nous n'en sommes pas là.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Berlin, 12 février 1851.

Je suis arrivée ici pour trouver tout le monde sombre, découragé, irrité, la société aigre et pleine d'intolérance. Les uns regrettaient que la guerre fût écartée; d'autres qu'elle ait été provoquée à plaisir, pour reculer au moment décisif; d'autres encore étaient tout joyeux, qu'à quelque prix que ce fût, elle ait été abandonnée. Les mieux pensants étaient prêts à s'arracher les yeux, ou s'évitaient, et chacun fermait sa porte. Tout à coup un jeune et brillant *archiduc* (1) nous arrive; on lui donne l'aigle noir; les troupes destinées à le combattre servent à l'amuser par des parades et des évolutions élégantes mais pacifiques; les bals commencent, les concerts, les spectacles parés se succèdent, et nous voici nous souciant fort

(1) L'archiduc Léopold. C. B.

peu de ce que disent nos Chambres ; de ce que pensent les Hessois, de ce qui blesse ou satisfait Danois et Slesvigois ; et voilà comment va le monde. Je ne sais trop combien de temps durera cette belle humeur. Dieu veuille que rien ne vienne la troubler, et que nos profondes plaies aient le temps de se cicatriser. Vous pensez bien que l'état de la France ne laisse pas que d'attirer l'attention des moins sérieux.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Paris, 27 février 1851.

Malgré la multiplicité des grandes soirées et des bals, jamais la société n'a été plus divisée et au fond moins satisfaite de se rencontrer et de se voir. Cette désunion était surtout flagrante il y a à peu près un mois, lors du fameux discours de M. de Montalembert (1). On se honnissait de part et d'autre avec fort peu de ménagement, et dans le camp de la coalition comme dans celui des modérés ou soi-disant tels, la partie adverse était blâmée sans nul artifice de langage. On parlait de lâcheté, de trahison, ce qui rendait la conversation grossière chez les uns, chez les autres fausse et hypocrite, chez tous intolérable. Maintenant, la lettre de M. le comte de Chambord l'a remise sur un autre terrain (2). Cette lettre est généralement trouvée

(1) M. de Montalembert avait pris très nettement parti pour l'Élysée le 3 février, lors de la discussion sur le supplément de dotation à accorder au président. C. B.

(2) Le parti légitimiste s'était rapidement rendu compte du tort si grave que lui faisait la circulaire Barthelemy et

bien ; elle l'est en effet, et je crois que ce sera aussi votre sentiment. Vous vous connaissez trop en style, et même en style légitimiste pour croire qu'elle a été faite en Bohême. Chaque mot est mesuré au poids de l'eau de la Seine, et des brouillards des douze arrondissements. D'ailleurs la date seule prouve que l'épître a fait bien des fois le trajet de Paris à Venise et réciproquement. Mais n'importe, en pareil cas il ne s'agit pas de rédaction, et la signature est tout. Cela accordé, la lettre n'est-elle pas une maladresse, si elle n'est pas suivie d'une riposte partant en écho de Claremont? Il paraît que Salvandy et consorts en avaient flatté les légitimistes, et que cet espoir a été l'objet principal de la nouvelle publication bourbonnienne, car de même que *goddam* est le fond de l'anglais, le mot *fusion* est le fond de la lettre ; mais on commence à dire qu'il n'y aura point de contre-partie et que Claremont gardera le silence. Rien de plus simple ; il ne peut guère faire autrement. Se prononcer dans un sens ou dans un autre, c'est passer le Rubicon. Je ne

s'efforçait d'en faire disparaître le mauvais effet. Plusieurs de ses chefs avaient déjà, dans diverses occasions, répudié très nettement les doctrines absolutistes, lorsque Berryer proclama du haut de la tribune même, le 16 janvier 1851, son attachement aux principes de la société moderne : « C'est dans cette pensée et en conformité de ces principes, s'était-il écrié, que nous avons été saluer à Wiesbaden celui qui ne peut poser le pied sur le sol de cette France que ses aïeux ont conquise, agrandie, constituée, sans être le premier des Français, le Roi ». Dans une lettre datée de Venise le 23 janvier 1851, M. le comte de Chambord venait de féliciter l'orateur légitimiste en affirmant les doctrines les plus libérales. C. B.

saurais donc blâmer l'abstention, mais ce que je blâme, et cela depuis longtemps, ce sont les mots à double entente, les réticences, les petites cajoleries voilées dont Claremont entretient en dessous main Frohsdorf depuis près d'un an, tout en rejetant *sur une seule personne* un refus ou plutôt une hésitation, partagée par toute la famille, et qui au fond est très naturelle. Quant au-dessous des cartes, vous le savez sûrement, mais je vais vous le dire comme si vous ne le saviez pas. Il s'agit en 1852 de porter M. le prince de Joinville à la présidence en l'opposant à Louis Bonaparte. Le prince de Joinville sera-t-il président, par la grâce de M. Thiers et de son parti réuni à Cavaignac, Lamoricière, enfin à ce qu'on appelle la République modérée, ou le sera-t-il par la permission et par le concours de M. le comte de Chambord, qui dans le premier cas ordonnerait aux légitimistes de voter contre le candidat orléaniste? Voilà les combinaisons ou plutôt les rêves dont on se berce, ce qui n'aboutira qu'à l'avantage du président actuel, qui au reste a bien besoin de toutes les fautes de ses ennemis pour pallier les siennes qui sont grandes. Est-il vrai que dans les campagnes on commence à être moins engoué de lui? C'est au moins ce qui se dit parmi ceux qui ne l'aiment pas et qui ne laissent pas de former *un drapello eletto* assez nombreux.

M. Pasquier se rétablit moins vite que je ne le voudrais. Il a eu une rechute, ce qui est toujours mauvais à son âge. Cependant il va bien, dit-on.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 17 juillet 1851.

Le discours de M. de Falloux (1) a dû avoir un grand succès, il a vraiment du talent; mais il ne persuadera personne. Lorsque les paroles ne sont susceptibles d'aucun résultat et ne sont qu'une impuissante manifestation, elles ne produisent pas un effet réel : ce sont des discours académiques. Le général Cavaignac n'a point rajeuni les lieux communs de la république. Son principal argument contre les monarchies qui créent des intérêts dynastiques est singulier. Ne s'est-il pas aperçu que, dans tous les gouvernements possibles, les gouvernants peuvent avoir des intérêts personnels? Croit-il que les conventionnels n'avaient pas le désir de conserver et d'accroître leur pouvoir? N'ont-ils pas voulu s'y maintenir en se plaçant au-dessus de la souveraineté du peuple et en lui enjoignant de les réélire? Il y a plus : les intérêts personnels émanés de la révolution et de la république sont, ainsi que nous le voyons, susceptibles d'hérédité : il serait facile de faire un long discours sur le patriotisme et le désintéressement de la caste révolutionnaire. Ceci rentre dans ce qui m'occupe, dans la tâche que je me suis imposée de remettre dans le réel l'histoire idéale et sophistiquée des temps héroïques de la Montagne.

(1) M. de Falloux avait pris la parole le 14 juillet, au début de la discussion sur la revision, pour déclarer qu'il désirait la revision *totale* afin d'en faire sortir la monarchie. Ce fut au cours de ce débat, qui se prolongea pendant six jours, que M. Berryer prononça, dans le même sens que M. de Falloux, un de ses plus éloquents discours. C. B.

Si l'Élysée compte sur l'enthousiasme populaire, il aura un grand mécompte. Les pétitions ont été signées par complaisance et n'ont aucune valeur réelle. Quant à l'élection des représentants, rien ne peut être prévu, mais les honnètes gens sont tellement découragés et ont si peu de foi dans une solution quelconque qu'ils n'auront aucun zèle et ne se donneront pas une organisation. Les rouges, eux, en auront certainement une fort active. Voilà ce qui rend indispensable pour le parti de l'ordre le concours de l'administration. Elle a peu d'autorité, peu d'influence, mais son mécanisme serait d'une indispensable utilité.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 18 juillet 1851.

Je vous le répète avec sincérité, mon cher ami, votre ouvrage est un vrai service rendu à notre pauvre pays. Le premier vous avez tout à fait dépouillé de leurs oripeaux de théâtre ces infâmes brigands pour les produire dans leur hideuse et abjecte nudité. Hier, à l'Académie, j'entendais nos confrères dire que vous en appreniez beaucoup sur les crimes de cette époque, et cela est vrai. Mais je vous sais plus de gré encore de l'avoir dépouillée de sa prétendue grandeur. Je me souviens d'un étudiant en droit qui n'avait connu *Faust* que par ma pauvre traduction, et qui venait me proposer de l'arranger pour la scène française. Il me demandait seulement de changer Méphistophélès en forçat libéré. M. de Lamartine (et d'autres encore) a fait l'inverse. Il a changé des gens de bagne en anges déchus.

Hier j'ai trouvé Paris retentissant des éloges de Berryer. M. de Broglie dit qu'il n'a jamais rien entendu de si éclatant. Je viens de le lire, et en y ajoutant l'*action*, je conçois l'enthousiasme de l'auditoire. Mais, mon Dieu, un gouvernement peut-il marcher par de tels moyens? Que reste-t-il après trois jours de ces impressions? Puis Michel de Bourges (1), qui a aussi de l'art et de la verve, n'entrainera-t-il pas aussi puissamment des auditeurs plus grossiers, et conséquemment plus nombreux et plus robustes. Hélas! la différence est-elle bien grande entre les luttes de tribune et les combats à coups de poings? Je commence à en douter fort.

La conduite des légitimistes me parait habile et bien calculée. Ils n'ont pas demandé la revision, mais ils l'appuieront, et quand elle sera rejetée ils prêcheront la légalité. Je dis que cela est habile, je voulais dire logique. Car dans la pratique je ne vois guère de chances pour le succès, je crois que les électeurs nommeront le président comme si la constitution le permettait. Quand l'Assemblée aura démontré que cette constitution est insensée, n'aura-t-elle pas une grande autorité pour recommander de la respecter.

Broglie ne parlera plus. Hugo a dû parler hier. Dupin disait qu'il lui jetterait Montalembert dans les jambes.

Nous avons donné hier le deuxième prix Gobert à l'*Histoire du règne de Louis XIV* par M. Martin. Ce que j'ai lu de l'ouvrage me met fort en méfiance du reste, mais le talent m'a paru très grand.

(1) Dans la discussion de la revision M. Michel de Bourges fut l'orateur de la montagne. C. B.

DU COMTE ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

Moscou, 25/13 juillet 1851.

Revenu dans ce pays-ci au bout de trente ans, je n'y vois aucun changement apparent sous le rapport moral et politique. Je ne sais ce qui couve dans les régions souterraines, mais s'il s'y brasse quelque chose, rien n'en échappe au dehors. L'émancipation même des paysans paraît n'être plus à l'ordre du jour ; la Révolution de 1848 a arrêté ce zèle et ajourné les innovations les moins radicales. Ici comme ailleurs nous avons été les ilotes du reste de l'Europe. La vue de notre ivresse a glacé partout l'ardeur des idées libérales. L'empereur me paraît l'objet d'un dévouement et d'un enthousiasme sincères, car les masses ne peuvent être composées de courtisans. Il est certain qu'il flatte et satisfait l'amour-propre de ses sujets et le sentiment qu'ils lui portent est analogue à celui qu'on avait pour Louis XIV dans son beau temps. Il va venir à Moscou au mois d'août, pour célébrer la vingt-cinquième année de son mariage. Je l'ai vu à Peterhof et en ai été accueilli avec grâce. Parmi les autres membres de la famille impériale, j'ai été spécialement frappé de l'esprit de conversation de la grande-duchesse Hélène, chez laquelle j'ai dîné une fois pendant mon court séjour de Pétersbourg et qui m'a parlé de vous avec beaucoup d'intérêt, ainsi que plusieurs personnes distinguées de Pétersbourg, notamment le comte Bloudof (1). Il est à Moscou et je le vois

(1) Conseiller privé actuel remplissant les fonctions de président de la section du conseil de l'empire chargée des affaires du royaume de Pologne. — C. B.

souvent. Et vous, êtes-vous à Paris ou dans votre charmant Barante ?

DU COMTE MOLÉ.

Au Marais, 10 août 1851.

Voilà déjà les conseils d'arrondissements qui votent la revision ; les conseils généraux résisteront davantage à l'influence des autorités locales ; cependant et même spontanément un certain nombre exprimera le même vœu que la majorité de l'Assemblée, *revision totale et légale*. Quant à la réélection du président, je crois un peu moins que vous à l'obéissance qu'obtiendra l'Assemblée, si elle veut l'empêcher. Le pays ne veut qu'une chose, c'est du repos. Provisoire ou définitif, il veut un gouvernement quelconque, qui s'établisse sans grande résistance, et lui assure au moins pour quelques années une immobilité qui se prête à un confortable, seul objet de son ambition ; ignoble disposition sans doute, effet et cause d'une décadence incontestable. Mais le président n'est-il pas l'incarnation d'un tel programme ? Il y en aurait eu un autre, je le soutiens, que le pays eût préféré si *la* branche cadette eût eu plus de sang royal et Bourbon dans les veines, si sa devise n'était pas toujours : *la couronne à tout prix*. Ah ! si la France avait vu au seuil de sa frontière la maison de Bourbon tout entière, réunie et réconciliée, elle ne se fût pas contenté d'un provisoire, sans durée, dignité, ni grandeur. Si elle demande ce provisoire, ce bail à si courte échéance, c'est qu'elle ne voit pas une autre manière d'échapper au cataclysme révolutionnaire, ou à une

triple guerre civile entre les rouges, les blancs et les bleus ; je me sers de ces deux dernières dénominations pour me faire comprendre. Car si le comte de Chambord rentrait en France, je suis convaincu qu'il n'aurait d'autre cocarde, d'autre drapeau que ceux qu'il recevrait des mains de la nation. Il vient de s'opérer au sein du parti légitimiste un déchirement qui aura son importance. Le groupe qui s'est formé autour de Changarnier et dont le journal *l'Opinion publique* est l'organe, est renié par la rue de Rivoli (1). Les lettres adressées par Rességuier, des Rotours et de Chaulieu à M. Alfred Nettement ont accompli une scission prévue et devenue inévitable. Que ce groupe, qui compte huit ou neuf membres dans l'Assemblée, aille rejoindre M. Lourdoueix et sa *Gazette de France*, et le parti légitimiste pourra en être régénéré. Quant aux d'Orléans, la vérité est qu'ils ne disent ni ne font rien contre la fusion, mais ils font et feront encore moins pour elle. Ils veulent garder deux cordes à leur arc, ils se réservent le *fas* et le *nefas*, comme a fait leur père, comme le pays n'est que trop porté à faire aussi. La suppression du *nefas* serait le grand bienfait de la légitimité. Le point de vue moral changerait pour tout et pour tous. Le *permis*, le droit, le juste remplaceraient le succès et le profit, ou plutôt, le profit et le succès ne seraient poursuivis ou avoués

(1) Trois réunions parlementaires se partageaient à ce moment le majorité de l'Assemblée : les réunions de la rue des Pyramides, de la rue de Rivoli, de la rue de l'Université. Elles entretenaient des rapports les unes avec les autres par l'entremise de délégués nommés par chacune d'elles.

C. B.

que dans les voies du droit et du juste. Vous voyez, mon cher ami, si je regrette aussi d'avoir si peu et si mal causé avec vous. Nos esprits ont une si longue habitude de *charrier* ensemble que je suis entraîné tout de suite dès que je vous écris.

C'est à Champlâtreux que je vais lire votre *Convention*, et d'autant mieux que j'ai l'espoir d'y être peu interrompu. Vous me consolerez de tant d'ouvrages sur le même temps et dont je ne puis continuer la lecture parce que j'y étouffe d'indignation. On m'a lu ici quelques pages de l'*Histoire de la Restauration*, de Lamartine. Le départ de l'impératrice Marie-Louise en 1814, le conseil de régence, etc., en tout le récit de scènes où j'ai été acteur ou spectateur, erreur, mensonges, caractères dénaturés, faits inventés, c'est révoltant, et impudent, et quelle langue, quel style!

DE M. GUIZOT.

Val Richer, 12 août 1851.

Je pars demain pour Londres. Le service du bout de de l'an pour la mort du roi aura lieu le 26, dans la nouvelle grande église catholique de Londres.

Je vais à Claremont par devoir. J'y dirai un avis qu'on sait très bien. Je ne demanderai point de réponse à mon avis ; je la sais aussi. Il n'y a là, dans la plupart des personnes, point de parti pris; mais celles qui remuent sont sur la mauvaise pente, et celles qui seraient volontiers sur la bonne ne remuent pas et ne retiennent pas. Les forces générales en décideront. Il n'y a point de force individuelle qui soit capable d'avoir sa part dans l'événement.

Je ne comprends pas pourquoi les partisans de la candidature du prince de Joinville l'ont lancée si longtemps d'avance. Sa chance, si elle en a une, était d'arriver tout à coup, au moment décisif, comme un moyen de tirer d'embarras le public pressé entre des candidatures inconstitutionnelles, ou insignifiantes, ou montagnardes. Il fallait d'abord que la proposition Creton fût votée. La candidature s'usera et rendra plus difficile le vote de la proposition Creton. Jusqu'ici, je ne vois pas que le progrès soit grand, ni même le bruit. On ne compte pas, je crois, sur le succès; mais on espère que le prince de Joinville enlèvera un million de voix au président qui n'en aura plus assez pour passer d'emblée, et le choix reviendrait à l'Assemblée dont on se promet plus que du suffrage universel. Nous verrons. Le gouvernement croit à la réélection du président, pourvu qu'il ne fasse rien, ni acte, ni bruit. Tout mouvement tourne aujourd'hui contre ses auteurs.

Dans ma dernière course à Paris, j'ai été très frappé, plus frappé que d'autres, de la scission dans la droite, et du parti pris, par les deux grandes fractions de la majorité qui a voté la revision, de rester unies en tout cas, et quelques sacrifices qu'elles aient mutuellement à se faire. Conservateurs et légitimistes, tous m'ont paru, à cet égard, dans la même disposition. S'ils persistent, le salut est là, quoi qu'il arrive. Vous voyez que je suis toujours optimiste; j'entrevois le salut.

Je travaille assez. A diverses choses à la fois. Je vous trouve heureux de n'en avoir qu'une sur le métier. J'espère que vous avancez.

Comment est le pays que vous habitez? Le mien est bon; réservé et sans initiative, mais sensé et honnête.

Nous ne ferons pas triompher le bien ; nous ne laisserons pas triompher le mal. Qu'augurez-vous des élections chez vous, et autour de vous? Je ne mets d'importance qu'à cela.

Avez-vous déjà quelque idée sur le moment où vous viendrez à Paris l'hiver prochain ? Je vous le demande à cause de l'élection que nous aurons à faire à l'Académie en remplacement de ce pauvre Dupaty. Excellent homme ; sensé et solide dans la vie, en n'ayant jamais rien écrit que de frivole.

DE LA DUCHESSE DE SAGAN.

Würzbourg, 17 août 1851.

J'aurais voulu, avant de quitter Baden, répondre, cher et parfait ami, à votre excellente lettre du 31 juillet, mais j'y étais peu propre à fixer mes yeux et presque ma pensée sur quoi que ce soit. Le médecin a jugé qu'il fallait me faire prendre la douche plus longue, plus forte, plus chaude, plus générale que par le passé. On commençait chaque matin cette flagellation à la nuque ; au bout de trente minutes elle finissait aux orteils. Je n'en conteste pas le mérite et l'avantage, mais je certifie que momentanément elle éteint absolument l'intelligence, et qu'elle occasionne des tournoiements de cerveau incroyables ! Il m'a donc fallu attendre que la *bastonnade* ait cessé pour reprendre la plume. Vous voyez par la date de cette feuille que je ne perds pas de temps pour rouvrir mon écritoire. Ma première couchée a été Heidelberg, la seconde est ici. Je vais à Bamberg ; puis chez ma sœur en Thuringe. Après quelques jours de repos, je me

rendrai par Berlin dans ma solitude, dont j'ai grande avidité. J'y repasserai les souvenirs des quatre mois qui se sont écoulés. La lanterne magique a été rapide, les impressions diverses, et les prévisions qui me suivent tristes. Mais à cet horizon si nébuleux, se montre un point brillant qui jamais ne s'est obscurci, c'est celui de votre amitié! Je l'ai retrouvée fraîche, vive, tendre, tout comme mon cœur vous la rend. C'est un des trésors que je couve dans ma retraite ; et que vos bonnes et chères lettres augmentent! Faites-les-moi arriver à intervalles rapprochés, je vous en prie, c'est à chaque fois un rayon de lumière qui vient éclairer ma cellule. Le duc de Noailles a passé trois jours à Bade, revenant de Frohsdorff, retournant en France. Content de Berlin, content de Vienne, satisfait de Frohsdorff, reconnaissant de l'accueil distingué qui partout lui a été fait ; touché de la douce et digne simplicité des exilés; frappé des sympathies qu'ils inspirent, de l'irritation qu'on manifeste contre leurs cousins; mais de là à une action, quelle différence! Chacun est si fort embarrassé de soi! à défendre des pénates que l'ennemi commun veut arracher partout de leurs foyers! La France présente plus de divisions, plus de fractionnements chaque jour. Où fuir, où s'abriter? La terre manque sous les pas les plus légers! C'est la terre elle-même qu'il faut fuir; l'abri n'est plus chez elle! On sait bien où il est; où seul il se trouve, mais quand nous y serons, y serons-nous réunis? aurons-nous le don de nous reconnaître les uns les autres? Saurons-nous que c'est vous, que c'est moi? Si on en était sûr, comme l'impatience augmenterait!

J'ai vu arriver à Baden la blonde madame Kalergis,

qui y annonçait, qui y attendait M. Molé ; il n'y trouvera plus guère que la colonie russe ; mais celle-ci y est au grand complet, bruyante, soupeuse, dansante, frivole et maldisante. De toute cette horde moscovite une seule personne m'a plu ; personne principale, naturelle, spirituelle, belle, déterminée, vive, rude parfois, gracieuse souvent, parfaitement aimable pour moi ; très haute, aucunement prétentieuse ; prenant à tout, sans recherche, sans affectation, spontanée, habile je crois, volontaire, j'en suis sûre : à tout prendre très à-part, et pour moi qui ne suis pas sa sujette, très attrayante. Cette personne c'est la grande-duchesse Marie, duchesse de Leuchtenberg : elle retourne faire ses couches à Pétersbourg, son mari va à Palerme restaurer l'épuisement *conjugal*. On assure que c'est là son mal principal.

J'avais interrompu M. de Maistre, pour vos deux beaux volumes. Je l'ai repris, je viens de l'achever dans ma voiture ; je l'admire fort, mais je suis surtout satisfaite de son sérieux : je ne l'aime guère quand il plaisante : le goût et la légèreté manquent. Je préfère M. de Bonald qui ne plaisante jamais. Les cinq ou six lettres de lui à M. de Maistre, qui se trouvent à la fin du premier volume, m'ont charmée. Je les trouve aussi hautes, aussi profondes, avec plus de naturel et de rapidité ; plus françaises dans le tour des mots et dans les allures de la pensée. Ai-je tort ?

Adieu, bien cher ami, je vais remonter dans ma voiture, et continuer ma route ; je voudrais qu'elle pût me conduire sur un point du globe qui fût celui de la réunion avec ceux que j'aime, et de l'éloignement de ceux qui me déplaisent.

A M. GUIZOT.

Barante, 8 septembre 1851.

Vous êtes sans doute de retour au Val Richer, mon cher ami ; si je n'habitais pas si loin de Paris, je serais assurément allé en Angleterre pour m'acquitter du devoir que vous avez rempli et témoigner à la reine tout le respect que j'ai pour elle au fond du cœur.

La candidature du prince de Joinville ne me semble nullement fâcheuse. Si elle appartenait seulement à ce funeste tiers-parti qui recommencerait, pour la servir, l'alliance des banquets, j'en penserais tout autrement, mais elle me paraît le meilleur moyen de rallier toutes les fractions du parti conservateur. Je la vois autour de moi se populariser à vue d'œil, sans cabale, sans que personne s'en mêle, à peu près comme la candidature de Louis Bonaparte avant le 10 Décembre. Pourquoi donc les hommes sensés ne s'associeraient-ils pas à ce penchant de l'opinion modérée? Serait-ce pour ne pas rompre une alliance commencée avec le parti légitimiste ? Cette alliance est utile, elle peut préparer le seul dénouement qui n'aurait point le caractère révolutionnaire. Mais par quelle porte peut rentrer le comte de Chambord ? Certes, il ne sera point ramené par une invasion étrangère; il n'est permis à personne de souhaiter qu'il soit intronisé par une émeute populaire ou la révolte d'un régiment. Ce qu'il faut souhaiter, c'est une restauration opérée par quelque apparence de souveraineté nationale (abstraction irréalisable), revision, délibération, scrutin; or quel président voudra

travailler à cette œuvre et sera élu pour l'accomplir? Je n'en imagine aucun qui ne soit plus indiqué que le prince de Joinville. Doit-il s'y engager expressément et authentiquement? Il diminuerait beaucoup les chances de son élection et peut-être même la réussite d'un tel projet dans le cas où il serait élu. Que faut-il donc lui demander? Ce qu'il peut promettre de bonne foi, ce qui ne lui ôtera point de suffrages, mais lui en acquerrera davantage. S'il annonce que sa mission sera de reviser la constitution, de consulter le pays selon la teneur de la loi actuelle; il sera, selon toute vraisemblance, porté par le flot de l'opinion. Aura-t-il l'intention sincère, le dévouement, la sagesse d'exercer son pouvoir et son influence dans le sens d'une restauration légitimiste ? C'est ce que j'ignore. Mais ce n'est pas lui seul qui en déciderait ; ce serait une Assemblée issue de l'opinion publique. Si cette opinion est assez éclairée par l'expérience, elle désirera cette solution ; en cas contraire, le président ferait difficilement prévaloir son idée et sa volonté. Les nations ne sont pas toujours raisonnables et à moins d'être monarque absolu, il faut bon gré mal gré borner son ambition à régler le courant. Je crois donc que nous ne pouvons chercher une meilleure chance que cette candidature, surtout si elle est volontairement adoptée par le parti conservateur, qui lui donnera ainsi une signification salutaire, comme il est arrivé pour l'élection du président actuel. Quant aux légitimistes raisonnables, ils ne sauraient mieux faire que de se joindre à ce mouvement pour en faire leur profit qui serait aussi le nôtre ; alors la fusion porterait de bons fruits et beaucoup de gens, qui n'en sont pas, viendraient s'y ranger. Ce ne sont point là mes espérances, mais si j'en

avais, elles s'attacheraient à cette branche de salut.

Ainsi que vous le dites, et pour rentrer dans la sphère du positif, les élections pour l'Assemblée sont évidemment la grande affaire. Celles qui se feront ici inspirent des inquiétudes aux honnêtes gens; les classes inférieures des villes et des campagnes sont dans une disposition de mécontentement et de méfiance qui les rendra très accessibles à l'influence des révolutionnaires; cela est plus dangereux que leur travail de propagande dont ils se sont eux-mêmes dégoûtés et qui pour le moment a cessé. La désignation d'un candidat présidentiel dont le nom agirait sur le vulgaire aura une certaine action sur les masses du suffrage universel.

Je pense que la majorité de nos confrères de l'Académie est résolue à élire un homme de lettres de profession et craint les clameurs qui s'élèveraient si nous nommions encore un homme politique ou un homme du monde; cela étant, n'aurions-nous pas à opter entre M. de Musset et M. Chasles.

AU COMTE DE HOUDETOT.

Barante, 16 octobre 1851.

Le moment approche où il vous faudra retourner à Paris et reprendre l'ennuyeuse vie de représentant du peuple ; et Dieu veuille qu'elle soit seulement ennuyeuse. La trêve que nous avions faite avec la révolution me paraît rompue précisément par celui qui en était le gardien. Tôt ou tard cela devait être ainsi ; il avait voulu ce rôle et cette position non pour nous mais pour lui. Il faut louer la prudence qui l'a jusqu'à

présent retenu ; mais voici sans doute le moment où il va risquer son sort et le nôtre pour arriver au but qu'il a rêvé toute sa vie. Nous saurons d'ici à peu de jours quels ministres il va prendre. S'il est vrai que nous ayons à redouter les hommes à aventure, M. de Girardin et M. de Lamartine, nous serons dès à présent en crise révolutionnaire. Si c'est tout simplement un ministère Barrot, il y aura du répit, mais pas pour longtemps. Vous aviez peur de certains casse-cous, il y en a de tous les côtés.

Je recevais assez souvent des lettres aimables et spirituelles de ce pauvre Alexis de Saint Priest dont je viens d'apprendre la mort. Je le regrette beaucoup : il était d'un commerce agréable et m'avait toujours témoigné beaucoup d'amitié. Son esprit avait une liberté et un dégagé qui sont rares dans ce temps où l'on est, en général, captif d'un parti ou d'une opinion.

Barante, 28 octobre 1851.

Nous nous sommes trouvés dans de plus terribles circonstances, jamais dans une telle confusion, jamais dans une telle impossibilité de prévoir ni de préparer un lendemain. Le président n'est plus une ressource : sa misérable ambition, les insensés et les intrigants qui l'entourent devaient nécessairement en venir au point où nous en sommes. Le seul service qu'il pouvait nous rendre eût été de concourir avec les honnêtes gens pour obtenir de bonnes élections; elles auraient pu profiter à lui, comme à nous. Au lieu de cela, il a pris une idée fixe : l'abolition de la loi du 31 mai, c'est-à-dire le triomphe du parti révolutionnaire ; il lui a rendu l'espérance et lui a imprimé une

activité plus effrayante, de jour en jour. Dans le pays que j'habite, nous regardons le succès de la plus mauvaise liste comme le plus probable résultat du scrutin. La population des campagnes est mécontente, sournoise et soumise à petit bruit aux plus détestables influences.

L'intérêt que je prends au 9 Thermidor me distrait de nos tristesses actuelles. La chute de Robespierre est pour moi la nouvelle du jour. — Je compte apporter le quatrième volume à Paris avant la fin de l'année et y passer une quinzaine de jours.

DE M. MOULIN.

Paris, 10 novembre 1851.

Nous sommes ici dans la plus triste situation, sans doute à la veille de graves événements. Le président paraît fort décidé à chercher son point d'appui dans la démagogie des faubourgs et dans la corruption de l'armée. Les émissaires de la *Société du 10 décembre* s'introduisent dans les réunions d'ouvriers pour les exciter à un mouvement contre l'Assemblée. Les commandements militaires sont donnés aux généraux casse-cous et besoigneux. On est en coquetterie avec les sous-officiers et les soldats par des distributions de vivres, de gratifications, par toute sorte de cajoleries. — On tend en un mot à faire chasser l'Assemblée par les faubourgs et battre les faubourgs par l'armée.

Quant à notre intérieur parlementaire, il est bien loin d'être ce que les circonstances exigeraient. Nous avons dans la majorité les faibles et les violents, la première espèce plus nombreuse que la deuxième. La

montagne est ravie de ce qui se passe (on le serait à moins). Elle considère le président comme un ennemi vaincu et ne s'occupe que des moyens d'empêcher l'avènement du général Changarnier. Elle repousse toute idée de défense militaire. Elle votera avec la réunion de la rue des Pyramides (MM. de Broglie, Daru, et autres) le rejet de la proposition des questeurs. Tel est le jeu qu'on fait au président et à la démagogie.

DE M. GUIZOT.

Paris, 24 novembre 1851.

J'ai attendu, pour vous écrire, que je fusse revenu, non sur la scène, mais dans la salle de spectacle, mon cher ami. Je n'ai rien de bon à vous en dire, ni rien de nouveau pour vous. Vous voyez de loin aussi bien que moi de près. Autrefois les fautes de l'un profitaient du moins à l'autre; aujourd'hui, personne ne profite des fautes de personne, et chacun se hâte de couvrir, par les siennes, celles de son adversaire. A ce jeu pourtant, la chance du président est la meilleure. L'idée de gouvernement s'attache de préférence au pouvoir exécutif et unique; c'est d'un gouvernement quelconque que le pays a besoin; il l'attend plutôt du président que de l'Assemblée; il va donc plutôt à l'Élysée qu'au Palais Bourbon. Voilà ce que j'ai rapporté de ma province et trouvé à Paris. De plus, l'Assemblée a si bien fait qu'elle a donné au président l'armée jusque-là incertaine. Maintenant, tous les officiers se regardent comme parfaitement à couvert derrière un ordre du ministre de la guerre; ils n'en demandent pas davantage; tout le monde aspire à l'irresponsabilité. On

essaie en ce moment de rengager la question sous forme d'un principe général. Je doute qu'on y réussisse. On ne fera qu'amener un nouveau replâtrage ou hâter la crise. On disait hier soir que la commission viendrait, sous trois jours, proposer l'adoption de la loi sur la responsabilité en demandant l'urgence ; et on se promettait de rejeter l'urgence. Si on la rejette en effet, c'est un ajournement ; si on ne la rejette pas, c'est l'explosion. Ma raison croit à l'explosion ; mon instinct est pour l'ajournement. Mais en tout cas j'ai bien peine à croire qu'on ajourne jusqu'au printemps ; la corde est trop tendue pour ne pas rompre plus tôt. Nous aurons sous peu, je ne sais sous quelle forme ni à quelle occasion, un appel au pays. Aucun des acteurs n'est en état de dénouer ni de trancher le nœud ; il y faudra la main de la France entière. Dernière ressource et dernière extrémité.

Quelques-uns de nos amis ont fait une triste campagne. Par entraînement, par laisser-aller, par difficulté de dire *non* à soi seul ou presque seul. Je crois cependant que, s'ils avaient dit *non*, ils auraient empêché bien des sottises.

Quand nous revenez-vous ? On me promet sous peu de jours votre troisième volume. Je viens d'en publier deux que mon libraire va vous envoyer. Une préface d'aujourd'hui en tête d'*Essais* échelonnés de 1811 à 1851 ! Je serais surpris si ma préface ne vous plaisait pas. Nous recevrons M. de Montalembert le 18 du mois prochain. Son discours est plein de belles choses, mais beaucoup trop long. S'il l'abrège de moitié, comme on dit qu'il le fera, il peut avoir un grand succès. Ardemment antirévolutionnaire, franchement chrétien et convenablement libéral.

Nous arriverez-vous du moins pour les deux élections que nous avons à faire, en janvier probablement ? Je voudrais bien que vous fussiez ici.

Je ne vous ai pas répondu sur la candidature du prince de Joinville. J'en aurais eu trop à vous dire, n'étant pas de votre avis. Elle peut ressusciter; quant à présent, elle est bien morte.

DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE.

Étiolles, 1er décembre 1851.

Mon cher ami, nous voici de retour à Étiolles après un bon mois passé chez nos enfants Harcourt. Nous en trouvons ici d'autres de rechange, et il nous en arrive d'autres du Périgord, avec qui nous achèverons l'année et commencerons 1852 qui semble devoir être la fin du monde. C'est dommage, car je m'accommode fort bien de la vie que j'y mène depuis que je n'ai rien à y faire. Si je ne me sentais encore un peu Français, l'intérêt du spectacle suffirait à ce qui me reste d'activité dans l'esprit, et je trouverais cette vieillesse, dont on dit tant de mal, la plus douce saison de la vie. Au fait, le présent y tient toujours assez peu de place dans la vie, et les souvenirs sont plus calmants que les espérances.

Dans mes deux jours de Paris, j'ai vu madame de Lieven. Elle n'est pas contente de sa santé. Dans son salon les opinions sont fort divisées. Les Russes, et en général les étrangers, sont présidentiels.

La bourgeoisie de Paris attend assez impatiemment qu'on jette l'Assemblée à la rivière. Je voudrais que

ce fût seulement au printemps, à cause des amis que j'y ai, et que je ne voudrais pas enrhumer, mais je n'y porte pas d'autre intérêt; je n'ai jamais cru qu'elle fût bonne à grand'chose, et aujourd'hui ses preuves sont faites ; celles de notre parti aussi, mon cher ami, nous étions des gens *d'expédient*, nous avons essayé de sauver le pays et nous ne l'avons pas pu parce que la condition que lui avait faite 1830 rendait le salut impossible. Après cette épreuve manquée, la masse de nos gens est naturellement disposée à en recommencer une autre. Elle court au plus tôt fait. Je ne la suivrai pas dans cette course, d'abord parce que je n'ai plus de jambes, puis parce que je suis convaincu que Louis Bonaparte sera jeté à la voirie par les hommes qui ont jeté en exil Charles X et Louis-Philippe. Ma foi, tant pis pour lui, je le plaindrai peu parce qu'il a voulu des folies et qu'il se sépare des honnêtes gens.

Sous la pression que nous allons subir, peut-être la *fusion* des divers éléments royalistes s'opérera-t-elle? Je ne dis pas que cela soit probable ou même possible, mais il m'est impossible d'apercevoir pour la France une autre chance de salut.

FIN DU TOME VII

TABLE DU TOME SEPTIÈME

I. — Novembre 1841-Août 1846 1
II. — Août 1846-Février 1848 181
III. Fevrier 1848-Décembre 1848 287
IV. Décembre 1848-Décembre 1851 400

Corbeil. Imprimerie Ed. Crété

